



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

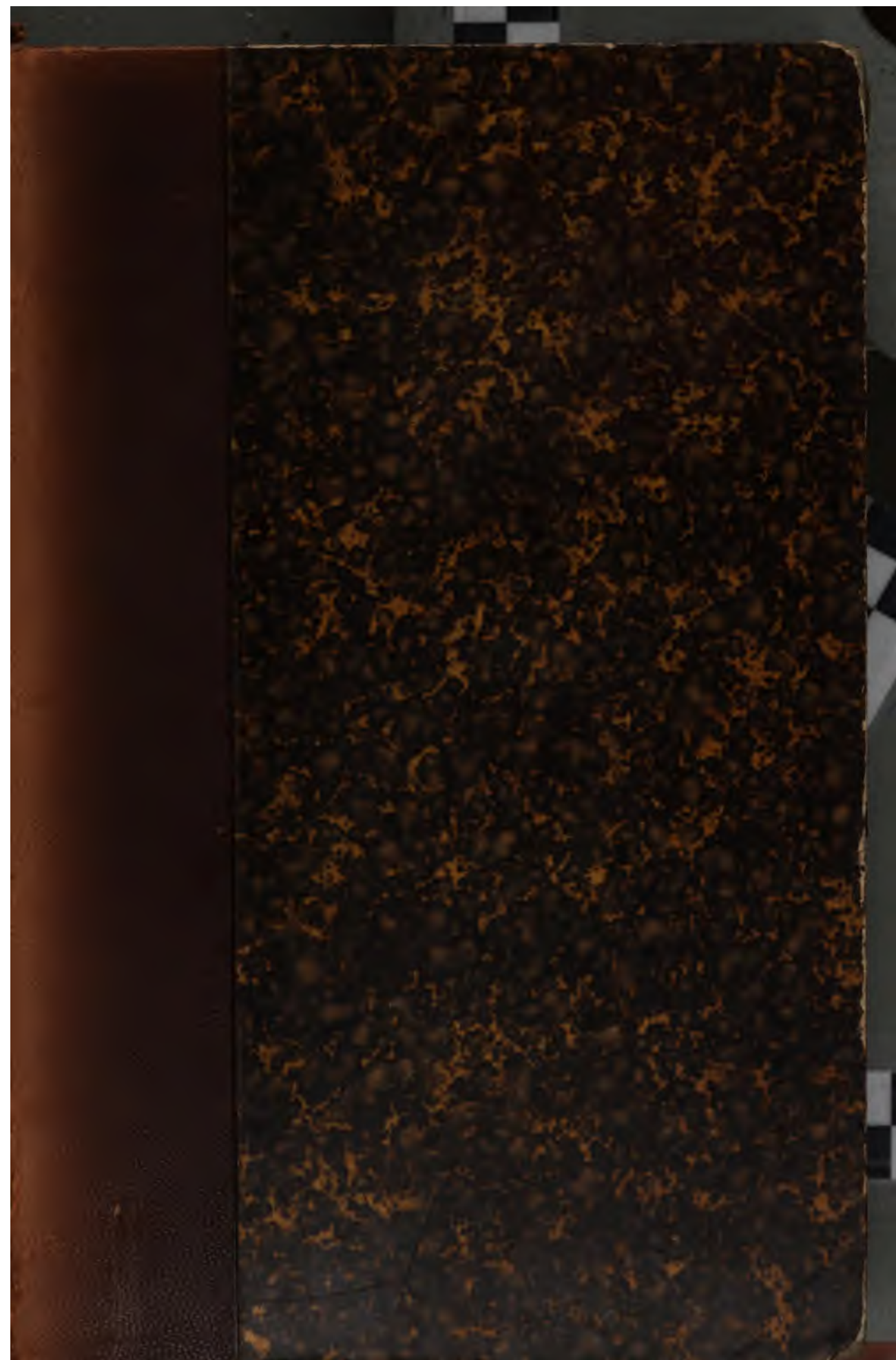
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

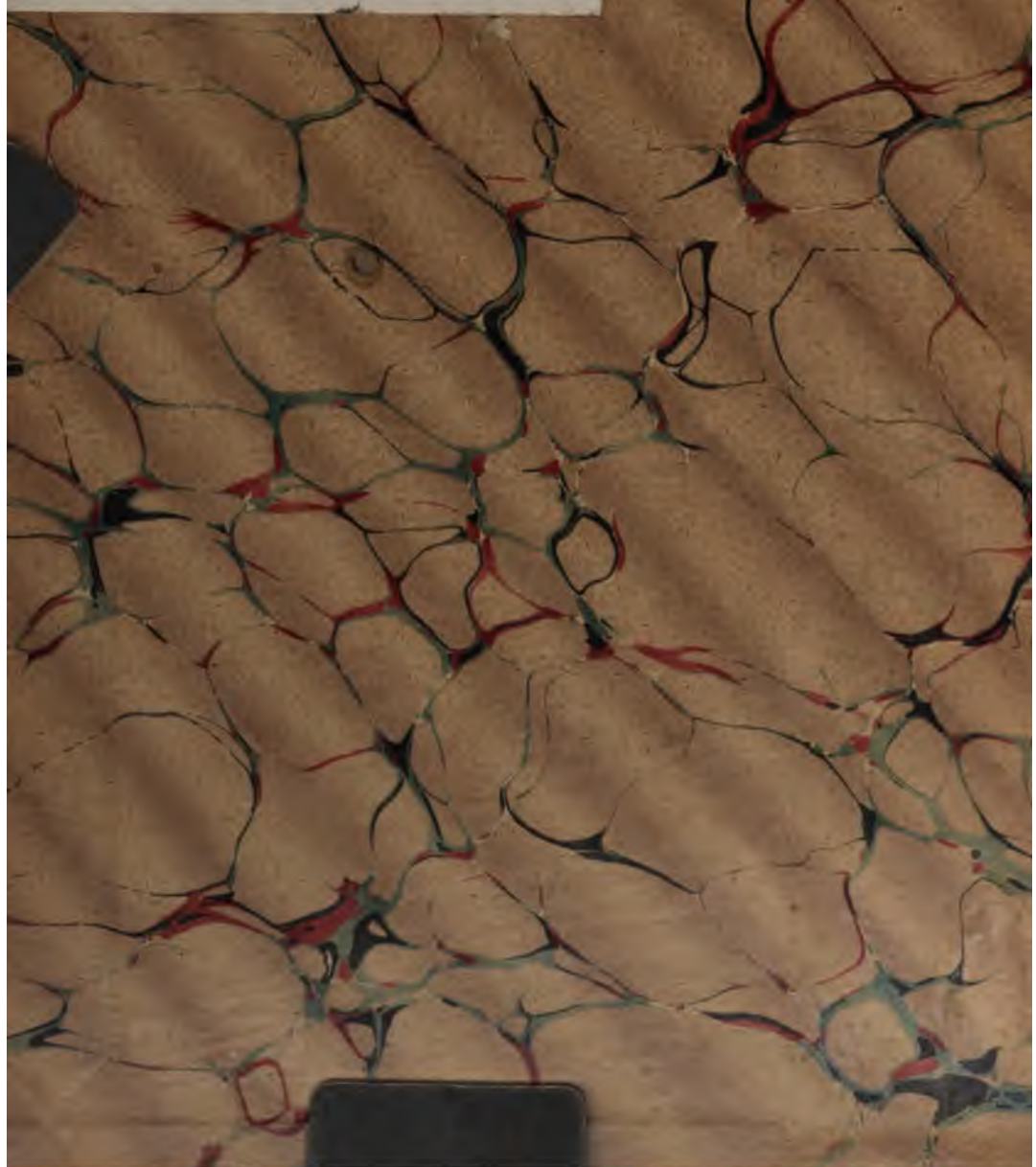


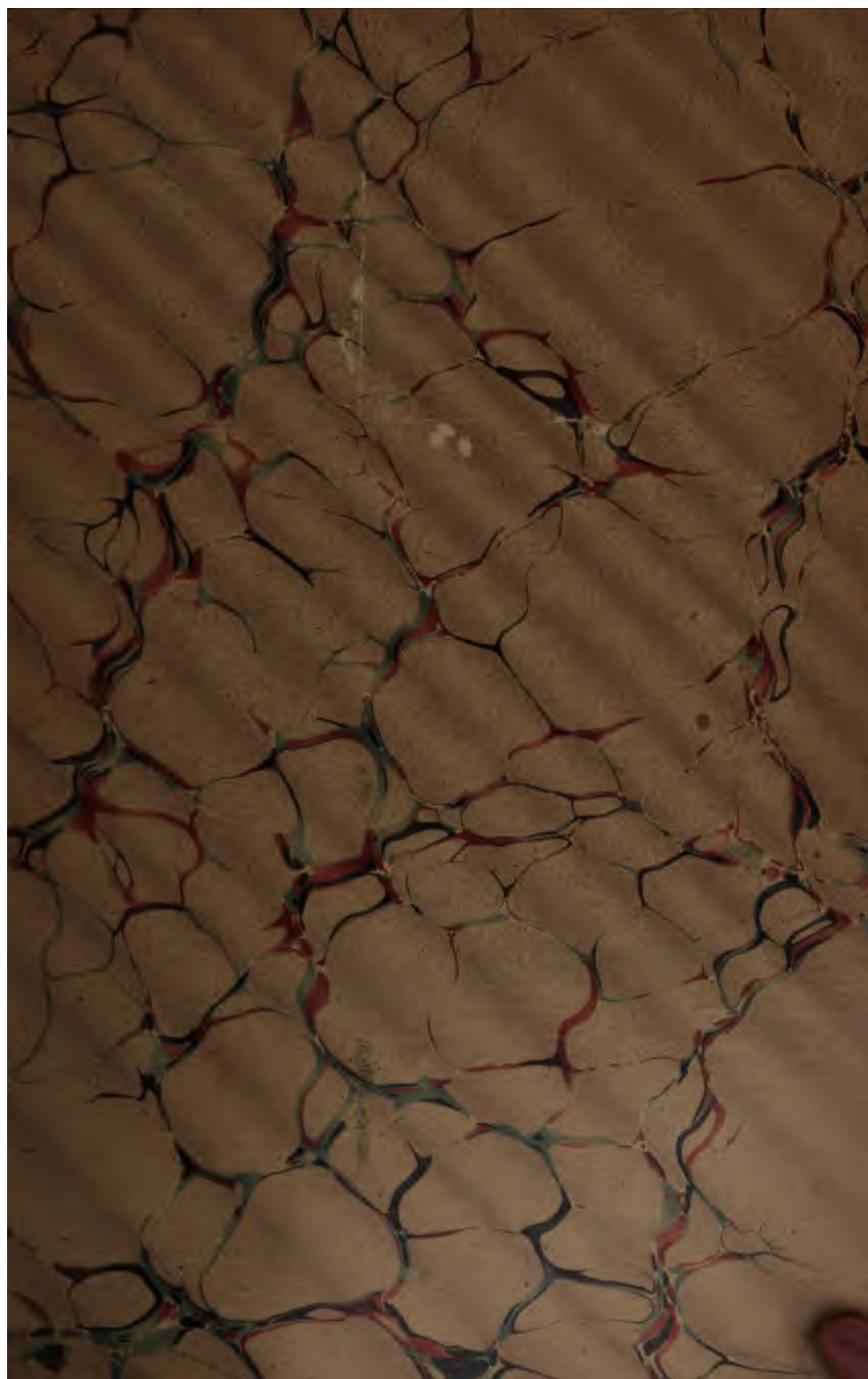
96 R



—GIFT OF—

JAMES D. PHELAN





105

R 454

REVUE INTERNATIONALE
DE SOCIOLOGIE

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

PUBLIÉE AVEC LA COLLABORATION ET LE CONCOURS DE

MM. **Albert Babeau**, correspondant de l'Institut. — **Ballesteros**, ancien ministre de la Cour Suprême, à Santiago. — **Paul Beauregard**, prof. à la Faculté de Droit de Paris, directeur du *Monde Economique*. — **H. Béranger**, membre de l'Institut, sénateur. — **Jacques Berillon**, chef des travaux statistiques de la ville de Paris. — **Alexis Bertrand**, professeur à la Faculté des Lettres de Lyon. — **Emile Cheysson**, inspecteur général des ponts-et-chaussées, prof. à l'Ecole des Mines et à l'Ecole libre des Sciences politiques. — **James Darmesteter**, prof. au Collège de France, secrétaire général de la Société Asiatique. — **Léon Duguit**, prof. à la Faculté de Droit de Bordeaux. — **Alfred Espinas**, prof. à la Faculté des Lettres de Bordeaux. — **Fernand Faure**, ancien député, prof. à la Faculté de Droit de Paris. — **Enrico Ferri**, député, professeur à l'Université de Pise. — **Alfred Fouillée**, correspondant de l'Institut. — **Alfred Giard**, prof. à la Faculté des Sciences de Paris. — **Charles Gide**, prof. à la Faculté de Droit de Montpellier. — **Paul Guiraud**, prof. à la Faculté des Lettres de Paris. — **Louis Gumplowicz**, prof. à l'Université de Graz. — **Maxime Kovalevsky**, ancien prof. à l'Université de Moscou. — **Ferdinand Larnaud**, prof. à la Faculté de Droit de Paris. — **Charles Letourneau**, prof. à l'Ecole d'Anthropologie. — **John Lubbock**, membre de la Chambre des Communes et de la Société Royale de Londres. — **Henri Marion**, prof. à la Faculté des Lettres de Paris. — **Carl Menger**, prof. à l'Université de Vienne. — **Gabriel Monod**, prof. à l'Ecole Normale Supérieure et à l'Ecole des Hautes Etudes, directeur de la *Revue Historique*. — **J. Novicow**, à Odessa. — **Edmond Perrier**, membre de l'Institut, prof. au Muséum d'histoire naturelle. — **C. Pfister**, prof. à la Faculté des Lettres de Nancy. — **Georges Renard**, prof. à l'Université de Lausanne. — **E. van der Rest**, prof. à l'Université de Bruxelles, ancien docteur. — **Michel Revon**, prof. à l'Université de Tokio. — **Th. Ribot**, prof. au Collège de France, directeur de la *Revue Philosophique*. — **Charles Richet**, prof. à la Faculté de Médecine de Paris, directeur de la *Revue Scientifique*. — **V. Rossel**, prof. à l'Université de Berne. — **Th. Roussel**, membre de l'Institut, sénateur. — **Henri Saint-Marc**, prof. à la Faculté de Droit de Bordeaux. — **Albert Schaeffle**, ancien ministre, directeur de la *Zeitschrift für gesammte Staatswissenschaft*, à Stuttgart. — **Franz Schrader**, chargé de cours à l'Ecole d'Anthropologie. — **Jules Simon**, membre de l'Institut, sénateur, ancien président du Conseil des ministres. — **Gabriel Tarde**, juge au tribunal de Sarlat. — **J.-J. Tavares de Medeiros**, membre de l'Académie des Sciences, à Lisbonne. — **Edward B. Tylor**, membre de la Société Royale de Londres. — **John M. Vincent**, prof. à l'Université Johns Hopkins de Baltimore.

PAR

RENÉ WORMS

AGRÉGÉ DE PHILOSOPHIE, DOCTEUR EN DROIT

Secrétaire général de l'Institut international de Sociologie.

PREMIÈRE ANNÉE

PARIS

V. GIARD & E. BRIÈRE, ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT, 16

1893

G

LIPDAD OF THE
LELAND STANFORD JUNIOR UNIVERSITY.

1934-35

JAN 31 1936

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

NOTRE PROGRAMME

Il n'est point un esprit cultivé que ne préoccupent, à l'heure présente, les questions sociales. De la solution qu'elles sont appelées à recevoir dans un avenir rapproché, dépendent nos destinées et jusqu'à notre existence à tous. Malheureusement ces questions ne sont le plus souvent traitées qu'avec les entraînements et les préjugés irrésistibles de l'esprit politique. Ceux-là mêmes qui y apportent le plus de sérieux, n'ont trop fréquemment — quoique parfois à leur insu — d'autre souci que d'y appliquer des formules d'avance toutes faites.

Il nous a semblé qu'il pouvait y avoir une autre façon d'aborder ces problèmes : c'est de leur appliquer exclusivement les procédés sévères de la science. La science ne se hâte pas d'indiquer des remèdes, de donner des conseils : elle veut d'abord savoir à fond ce qui est, avant de porter un jugement sur ce qui devrait être. Et dans cette étude du réel, elle ne se hâte pas non plus de poser des lois, elle examine d'abord minutieusement les faits, avant de prétendre saisir la nature de leurs relations. N'est-ce pas là ce qu'il faut faire pour l'organisme social, comme on l'a si bien fait déjà pour l'organisme humain ? La médecine n'a pu se constituer scientifiquement

qu'après que l'anatomie eut fait connaître en détail la structure du corps humain. C'est une anatomie sociale qu'il nous faut créer, si nous voulons qu'un jour la thérapeutique et l'hygiène sociales puissent être scientifiquement établies.

Ce que nous essaierons donc, c'est de réunir les faits sociaux pour aider à en découvrir les lois. Ces faits, nous les demanderons à la fois à tous les temps et à tous les pays. Où qu'il se soit passé, un fait est toujours un fait, et il suffit qu'il ait été exactement constaté pour que nous devions en tenir compte. Notre champ d'observation sera donc aussi large que possible. Nous faisons appel à toutes les bonnes volontés, comptant ouvrir largement nos colonnes à toutes les sciences et à toutes les écoles. A toutes les sciences : puisqu'il n'en est aucune dont les résultats n'intéressent la constitution et le développement des sociétés. A toutes les écoles : car si nous nous proposons de ne suivre aucune ligne dogmatique exclusive, nous accueillerons néanmoins volontiers les essais d'explication ou même les projets de réforme qu'on nous soumettra, pourvu qu'ils soient appuyés sur des faits scrupuleusement observés et décrits. Nos collaborateurs garderont tous leur pleine indépendance, la Revue laissant à chacun d'eux la responsabilité des idées qu'il émettra.

Une publication périodique peut prendre deux caractères principaux : ou bien être un recueil de travaux originaux, ou bien être simplement un ensemble de notes sur le mouvement qui se fait autour d'elle. Nous voudrions, dans une certaine mesure, être à la fois l'un et l'autre. Nous espérons contribuer par nous-mêmes à l'édification de la science sociale, et dans ce but nous publierons dans chacun de nos numéros plusieurs articles de fond sur des questions nouvelles ou encore incomplètement élucidées. Mais, d'autre part, nous entendons tenir nos lecteurs fort au courant des faits les plus importants et des idées les plus intéressantes qui journallement se produisent dans le domaine social. Aussi aurons-nous également, en

chaque numéro, des chroniques et des comptes-rendus. Parfois même nous publierons de simples notes, destinées à faire connaître au public ces idées fugitives, ces faits secondaires que celui qui les a émises ou constatés, néglige trop souvent presque aussitôt, mais qui peuvent pourtant, tombant sous les yeux d'un lecteur curieux ou particulièrement préparé, éveiller sa réflexion, susciter ses recherches, et par là, devenir peut-être le point de départ de quelque importante découverte.

En un mot, nous voulons être une publication ouverte, parce que nous voulons être une publication scientifique. Plusieurs des *Revues* existantes — et des plus considérables — ont bien voulu reconnaître qu'il y avait place à côté d'elles pour l'œuvre que nous tentons, et elles ont annoncé à leurs lecteurs notre prochaine apparition. Nous les remercions de cette marque de sympathie ; nous essaierons de nous montrer dignes de cet acte de confiance.

LA REVUE.

LA SOCIOLOGIE

Au début d'une *Revue* consacrée à la sociologie, il convient de définir cette science, d'indiquer comment on en conçoit l'objet et la méthode.

La sociologie est la science des sociétés. — Voilà qui est bien vite dit. Mais n'y a-t-il pas d'autres sciences qui prétendent, elles aussi, se consacrer à l'étude des sociétés, et qui ont à cela quelques droits ? — Nous ne contestons point que ce soit exact dans une certaine mesure ; mais encore faut-il déterminer dans quelle mesure, et c'est ce que nous allons essayer.

On peut dire qu'en toutes matières la pratique et l'art, qui prétend la régler, ont précédé la science, car il faut vivre avant de méditer, agir avant de rechercher l'essence des choses. Seulement l'action elle-même ne peut prendre quelque étendue et quelque sûreté, que si elle est guidée par une connaissance au moins sommaire de la réa-

lité : et plus cette connaissance est parfaite, plus aussi l'action qui s'en inspire a de chances de ne point demeurer stérile. La pratique a donc engendré l'art, qui a rendu nécessaire la science. Ainsi l'homme a dû, pour vivre, entretenir des troupeaux et cultiver des plantes; de là l'art de l'élevage et celui de la culture, qui ont donné naissance à la zoologie et à la botanique. Ainsi encore, l'homme, pour se maintenir en santé, a dû inventer la médecine; et c'est en vue de celle-ci qu'ont d'abord été créées l'anatomie et la physiologie humaine, émancipées aujourd'hui. Ce qui s'est produit de la sorte dans le règne organique, s'est retrouvé également dans le règne social. Pour vivre en harmonie, il a fallu aux hommes des règles de conduite : ce fut l'origine de la morale, du droit, de la politique, de l'économie politique, ensembles de préceptes qu'on nomme improprement des sciences, et qui sont en réalité des arts. A vrai dire, tous ces arts, pour se développer, ont nécessité des recherches scientifiques : pour pouvoir diriger les hommes, il faut les connaître, principalement connaître leur esprit, et la manière dont ils agissent dans des conditions et sous des influences déterminées. Tous les arts précités ont donc dû se donner une base tirée de l'observation des faits. Mais malgré tout, bien qu'appuyés sur des données scientifiques et employant eux-mêmes certains des procédés de la science, ils n'en restent pas moins des arts. La qualification de « sciences sociales » ne saurait donc, à proprement parler, leur convenir.

Il est un autre groupe qui pourrait prétendre plus justement à ce nom. A côté, en effet, de ces arts essentiellement pratiques, où la science n'est cherchée qu'en vue d'une application immédiate, nous trouvons aujourd'hui un autre ensemble d'études sociales où la science est cherchée pour elle-même, ses applications pratiques étant reléguées au second rang. Ce groupe comprend l'histoire, la philologie, l'ethnographie et, à un état moins avancé, la science des religions, la psychologie comparée, et l'anthropologie criminelle. A vrai dire, ces sciences tirent sans doute, elles aussi, leur origine de quelque préoccupation pratique. L'histoire peut avoir été créée en vue de servir à la politique : les premiers documents réunis par les pontifes anciens l'ont sans doute été afin d'assurer la continuité d'une tradition qu'on voulait immuable, et le caractère politique de l'histoire se marque encore nettement dans les œuvres d'un Thucydide et d'un Tacite. De même, des préoccupations dogmatiques n'ont point été étrangères à la création de la science des religions, et c'est l'amélioration du droit pénal que donnent pour raison d'être à leur science

les fondateurs de l'anthropologie criminelle. Toutefois, bien que nées des arts, les disciplines que nous venons de nommer en sont actuellement affranchies. Chacune d'entre elles étudie les sociétés dans un but et avec une méthode exclusivement scientifiques. A la différence de l'art, qui aboutit toujours au particulier et au contingent, elles ont ce mérite de viser à l'universel et au nécessaire, d'étendre le champ de leurs investigations au delà d'un point et d'un moment, d'essayer d'embrasser le temps et l'espace, de chercher à aboutir à des lois partout et toujours réalisées (1). C'est donc à bon droit qu'à celles-ci on donne le nom de « sciences sociales ».

Et toutefois, c'est une erreur de croire que leur simple juxtaposition suffit pour constituer la science totale des sociétés. D'une part, en effet, elles laissent en dehors d'elles un grand nombre de faits sociaux. L'histoire, par exemple, n'a guère été, avant ce dernier demi-siècle, que l'histoire des souverains et des guerres. L'histoire de la vie intime des peuples, c'est-à-dire de la constitution familiale, des classes sociales, de l'industrie, des mœurs et des croyances, cette histoire, qui est la véritable histoire des sociétés, ne fait que de naître. Et d'autre part, en outre, les sciences sociales existantes manquent d'une coordination véritable. Nées successivement, isolément, elles sont restées trop séparées, au grand détriment des unes et des autres, au grand détriment aussi des arts qui devraient s'appuyer sur elles. Nous ne voulons pas dire sans doute qu'elles s'ignorent réciproquement. Mais enfin nous devons constater que les spécialistes qui s'occupent de chacune d'entre elles ont souvent trop peu conscience de leur liaison nécessaire et de leur profonde unité. — Ainsi nous avons, par elles, de très importants

(1) On nous dira peut-être qu'au contraire c'est du côté de l'art que se trouve l'universalité : on opposera l'immutabilité des règles de la morale à la variabilité des faits constatés par l'histoire. Mais ce n'est là qu'une apparence. La morale ne peut être vraiment « pratique » (et tout art doit être « pratique » sous peine de n'avoir plus de raison d'être), qu'en indiquant comment ses préceptes généraux doivent être appliqués dans les cas particuliers. L'histoire au contraire ne peut être vraiment scientifique, qu'en découvrant, derrière les faits particuliers qu'elle constate, les lois générales qui en expliquent l'enchaînement. En réalité, l'art descend, de principes plus ou moins arbitrairement posés, à des applications sans cesse plus spéciales; la science au contraire remonte, des faits dûment constatés, à des lois de plus en plus générales — lesquelles sont, à vrai dire, la seule base sur laquelle l'art puisse un jour être solidement édifié.

matériaux pour construire l'édifice de la science totale des sociétés. Mais d'abord, nous sommes bien loin d'avoir tous les matériaux, puisque ces sciences partielles sont fort éloignées de la perfection; et surtout, ce qui nous fait défaut, c'est le plan de l'édifice à construire, c'est l'ordre dans lequel toutes ces données doivent être agencées, coordonnées, harmonisées. Nous avons certaines sciences sociales; il nous reste à organiser la sociologie.

Dans cette entreprise, heureusement, nous avons d'illustres modèles. Les sciences mathématiques, algèbre, arithmétique, géométrie, mécanique, souffraient du même isolement qui paralyse aujourd'hui l'action des sciences sociales, quand le génie de Descartes les réunit par l'idée d'une mathématique universelle. Pareillement, les diverses branches de la physique ont reçu une impulsion décisive, le jour où la science a compris que tous les phénomènes étudiés par elles n'étaient que des manifestations d'un fait unique, le mouvement. Et de même encore, toutes les fractions de la biologie se sont trouvées renouvelées, quand a été édifiée la théorie cellulaire, c'est-à-dire quand on a su que tous les faits qui se passent dans l'intimité des êtres vivants les plus élevés, ne sont que la reproduction agrandie des faits qui se produisent dans toute cellule et dans toute masse protoplasmique. En un mot, ce qui a été l'origine du progrès considérable de ces divers groupes de sciences, c'est que chacun d'eux s'est trouvé unifié par la mise en lumière du fait le plus simple, le plus élémentaire, qui se retrouve identique dans chacun des objets qu'étudie ce groupe des sciences. Ainsi le nombre abstrait est l'élément commun sur lequel opèrent toutes les sciences mathématiques; le mouvement est l'objet final des sciences physico-chimiques; et c'est à la connaissance du protoplasme que tendent, en dernière analyse, toutes les recherches des sciences biologiques. L'étude relativement aisée de ces éléments simples, est la clef des phénomènes complexes qui résultent de l'association de plusieurs éléments de cet ordre. Aussi le fait d'avoir découvert et isolé l'élément simple, l'atôme mathématique, physique, ou biologique, a-t-il été l'origine du renouvellement total de ces différentes connaissances.

Il en doit être de même, à notre avis, dans les sciences sociales. Découvrir l'unité sociale, l'atôme social, qui présente déjà en petit tous les phénomènes que la société reproduit en grand, ce sera créer quelque chose d'analogue à la physique et à la chimie moléculaire, à la biologie cellulaire, qui ont transformé toute la physico-chimie et toute la biologie, ce sera rénover la face de la science sociale. Trou-

ver un groupement à la fois multiple et un, un groupement simple et pourtant déjà complexe, dont les membres soient tout ensemble indépendants et solidaires, qui se prête à l'étude plus aisément que nos gigantesques sociétés contemporaines, tout en nous offrant une image abrégée, et par là même une explication de ce qui se passe en elles, tel doit être le but du sociologue, car là est, évidemment, la solution du problème à la fois initial et ultime de sa science : qu'est-ce qu'une société ?

Mais cette solution est-elle véritablement encore à découvrir ? N'y a-t-il pas même quelque naïveté à poser le problème, quand la réponse semble si aisée à formuler ? Ce groupe social élémentaire, cette molécule sociale, n'est-ce donc point évidemment la famille ? Une école considérable dont les sérieux travaux méritent toute notre estime, l'école de Frédéric Le Play, l'affirme en effet catégoriquement, et c'est même sur ce postulat que repose toute sa conception de la science sociale. — Pourtant, à bien examiner les choses, cette solution en apparence si simple se trouve hérissée de difficultés. Bien des objections, croyons-nous, pourraient lui être faites. D'abord il n'est pas bien sûr que la famille de nos sociétés occidentales modernes soit un Etat en petit. Sans doute, tous les phénomènes de la vie économique et politique de la nation ont leur contre-coup dans l'intérieur de la famille : mais ce n'est pas de la famille qu'ils tirent leur principe. Si les idées qui prévalent dans la famille prévalaient aussi dans l'Etat, le régime de la coopération triompherait du salariat, et le gouvernement patriarcal n'y aurait jamais été remplacé par le gouvernement démocratique. Ainsi les principes qui dominent dans l'Etat sont tout autres que ceux qui règnent dans la famille. M. Spencer n'hésite même pas à dire que la morale de la famille est l'opposé de la morale de l'Etat (1). Sans aller aussi loin, il n'est pourtant pas possible de méconnaître les différences qui les séparent, et il n'est véritablement point aussi aisé qu'on le dit souvent de comprendre comment la juxtaposition et le groupement des familles ont donné un composé si différent de ses éléments composants. — A quoi l'on peut encore ajouter qu'aujourd'hui la famille n'est plus le seul élément de la société, puisque le groupement professionnel a pris dans nos sociétés une place presque

(1) M. Spencer, *Justice*, trad. franç., 1893. — M. Espinas avait déjà soutenu une idée analogue à propos des sociétés animales.

égale à celui-là ; et même, que, avec la désagrégation actuelle de la famille, c'est une question de savoir si on pourra encore, dans un avenir assez prochain, considérer la famille comme une « cellule sociale », si elle restera un intermédiaire véritablement digne d'attention entre la société et l'individu, et si tout le problème sociologique ne sera plus de rechercher le lien immédiat des individus entre eux ? — Quoi qu'il en soit d'ailleurs de ces éventualités, il est clair que la famille a joué vraiment, dans les temps qui nous précèdent, le rôle de molécule sociale, mais il est beaucoup moins certain qu'elle l'ait joué de tout temps. Fustel de Coulanges a montré la formation de la cité antique par les demeures, et de ceux-ci par les familles (1) ; mais les familles elles-mêmes n'avaient-elles pas été formées par la désagrégation d'une unité primordiale ? Les recherches récentes sur les formes primitives de l'association humaine tendraient à faire voir, à l'origine, des clans reposant sur la parenté maternelle et le matriarcat, et dont nos familles patriarcales seraient issues par voie de décomposition progressive (2). Au fond, l'idée des hommes du XVIII^e siècle, qui allaient chercher dans les faits de la vie sauvage l'origine des faits de la vie civilisée, était peut-être, à condition d'être mise en œuvre avec une méthode rigoureusement scientifique, la plus féconde et la plus vraie. Et qui sait s'il ne faudrait pas remonter au delà des sauvages eux-mêmes, et chercher dans les sociétés animales l'origine et l'explication des diverses sociétés humaines ?

Ce que nous venons de dire, évidemment, n'a nullement pour but de contester la réelle importance et la haute valeur des documents acquis par l'analyse de la famille dans nos sociétés modernes. Mais, tout en reconnaissant les très grands services rendus par cette analyse, nous croyons qu'elle serait insuffisante pour constituer à elle seule la science sociale. C'est que, comme nous venons de le montrer, la famille moderne n'est sans doute pas l'élément primitif, ni peut-être même l'élément durable des sociétés ; et que de plus cet élément n'est pas homogène au tout dont il fait partie, puisque précisément la vie sociale, telle que nous la comprenons actuellement, ne commence que par la réunion de plusieurs familles, réunion qui amène par elle-même des phénomènes absolument nouveaux. Que conclure de là ? C'est que

(1) Fustel de Coulanges, *la Cité Antique*, 3^e partie.

(2) Voir notamment les travaux de Lewis H. Morgan, résumés par Frédéric Engels.

l'élément social ultime n'est point encore suffisamment dégagé. La famille de nos sociétés, d'ailleurs si variable elle-même, est un élément de cet ordre; le clan matriarcal en est un autre; la famille animale en serait un troisième; ou plutôt chacune des formes spécifiques de ces trois genres est une molécule sociale. Mais quelle est la relation de ces formes spécifiques entre elles, soit dans l'intérieur d'un même genre, soit d'un genre à l'autre; et suivant quelles lois ces groupes se sont-ils formés, dissous, rapprochés les uns des autres; voilà ce que nous ignorons encore. Et c'est seulement quand nous le saurons, que nous pourrions considérer comme résolu, ou tout au moins comme bien près de l'être, le problème de la sociologie générale (1).

Mais en attendant ce jour, qui peut être encore lointain, comment concevoir à l'heure présente l'œuvre d'édification de la sociologie? Comment, à défaut de l'unité définitive, qui pourra seulement résulter de la solution des problèmes derniers, donner au moins une unité provisoire aux recherches sur les sociétés? A notre avis, on ne saurait mieux le faire qu'en s'inspirant de l'exemple que donne une science voisine, la biologie. — La biologie, on le sait, se divise en deux classes de sciences. Les unes étudient par le détail chacune des espèces d'êtres vivants, en décrivant minutieusement pour chacun de ces êtres la totalité de leurs caractères : ce sont la botanique et la zoologie. Les autres, au lieu d'envisager ainsi la série des êtres vivants dans leurs divers phénomènes, envisagent la série des phénomènes vitaux dans les divers êtres en qui ils se rencontrent : ce sont l'anatomie et la physiologie comparées. Les premières passent successivement en revue les genres et les espèces; les secondes passent successivement en revue les formes et les fonctions. Ce sont bien les mêmes objets qui sont étudiés par toutes, mais dans un ordre différent. La botanique et la zoologie font des monographies; l'anatomie et la physiologie comparées nous présentent des tableaux d'ensemble. Cette distinction entre deux classes de sciences, les unes descriptives, les autres comparatives — distinction qui se retrouve

(1) On sait que les biologistes nomment *anatomie générale* (histologie), la science des éléments cellulaires, communs à tous les êtres vivants. C'est seulement en un sens analogue que nous disons que l'étude des éléments sociaux peut être appelée *sociologie générale*. Cette recherche éclaire toutes les autres d'un jour singulier; mais elle ne saurait les remplacer totalement.

peut être dans les sciences du monde inorganique (1) — nous proposons de l'appliquer également aux sciences sociales. Celles-ci devraient, suivant nous, être divisées en deux séries. La première pourrait s'intituler *sociologie descriptive*. Elle comprendrait l'étude monographique des principaux faits sociaux, présents ou passés, de tous genres : elle ferait l'histoire des individus, des familles, des villes, des nations, des races, dans leur vie matérielle et morale ; elle énumérerait, dans la mesure du possible, leurs pensées, leurs croyances, leurs travaux, les actions qu'ils ont exercées et les réactions qu'ils ont subies ; elle nous initierait ainsi au détail vivant et concret du monde social. La seconde série pourrait être appelée *sociologie comparée*. S'appuyant sur les données fournies par la sociologie descriptive, elle essaierait de rapprocher ces données, et d'en tirer des lois universelles. Elle chercherait à dégager les principes qui ont présidé à l'organisation et au fonctionnement des classes sociales, du gouvernement, de la justice, des divers pouvoirs publics, de l'industrie, des corps enseignants et religieux, des relations internationales, dans les divers pays et aux diverses époques ; elle retrouverait aussi la marche des grandes idées qui ont guidé l'humanité, et reconstituerait l'évolution du « type humain » à travers les âges. Ainsi la sociologie descriptive prendrait une à une ces individualités — simples ou complexes — dont est formée la grande société du genre humain, et pour chacune d'elles passerait en revue tous ses caractères. La sociologie comparée, prenant un à un chacun de ces caractères, les poursuivrait isolément dans la totalité des sociétés (2). Ce seraient donc bien, pour l'une et l'autre — comme pour les deux séries de sciences biologiques — les mêmes objets, mais étudiés dans un ordre différent. Par exemple, la sociologie descriptive, en faisant la monographie de la société française, y rencontrerait notamment l'organe appelé gouvernement ; tandis que la sociologie comparée, présentant le tableau d'ensemble de l'évolution de l'organe « gouvernement » dans les différentes sociétés, rencontrerait parmi ses subdivisions l'État français. La division des

(1) Voir la lecture de M. le Dr L. Manouvrier au Congrès pour l'avancement des sciences de 1889, p. 662 ss.

(2) Nous supposons toujours au texte, qu'il s'agit de sociétés humaines ; mais en faisant observer que l'étude des sociétés animales rentre aussi, pour nombre d'esprits, dans la sociologie.

sciences sociales est donc, dans cette conception, exactement parallèle à la division des sciences biologiques. D'un côté sont des sciences d'analyse; de l'autre, des sciences de synthèse. Et chacun de ces deux groupes ne peut se concevoir sans l'autre. Car si l'on ne fait pas de synthèse sans analyse préalable, réciproquement l'analyse est incomplète sans une synthèse qui en coordonne les résultats. L'analyse seule nous met en présence du concret; la synthèse seule peut dégager le général. Aussi ne peut-on sacrifier aucune de ces deux recherches à l'autre. L'étude monographique fournit à la science généralisatrice les éléments sans lesquels elle n'est plus qu'une abstraction vaine; la science généralisatrice dégage les grandes idées qui servent ensuite de guide aux études monographiques, et qui leur permettent de se retrouver au milieu du détail infini et du complexe enchevêtrement des phénomènes.

Mais que deviennent, dira-t-on, dans cette division de la sociologie, les anciennes sciences sociales? Elles sont réduites, évidemment, au rôle de subdivisions de la sociologie descriptive ou de la sociologie comparée. Mais même, avouons-le, il ne serait pas impossible que certaines d'entre elles perdissent leur individualité — l'histoire, par exemple — et se vissent divisées en plusieurs tronçons, tandis que naîtraient d'autres sciences pour lesquelles le besoin d'un nom spécial ne s'est pas fait sentir jusqu'à présent. On peut dire toutefois, d'une manière générale, que l'histoire, au sens où elle est généralement prise à présent, c'est-à-dire l'histoire des nations et de leurs subdivisions, formerait, en s'appuyant sur l'ethnographie, le centre de la sociologie descriptive. Au contraire, l'histoire de la civilisation, la psychologie comparée, la linguistique, l'histoire des religions et les parties proprement scientifiques de la morale, du droit, de l'économie politique et de la politique, deviendraient le noyau de la sociologie comparée. — Qu'importent ici du reste les vocables? Ce qui est certain, c'est que le labeur de ces sciences, fussent leurs noms disparaître, ne serait point perdu. Les résultats acquis par elles entreraient comme éléments intégrants dans la construction nouvelle, plus vaste et plus grandiose, qui remplacerait les anciens édifices. Et la mémoire de ceux qui les ont mis en lumière, loin de tomber dans l'oubli, obtiendrait un plus haut et plus durable honneur, parce qu'on verrait mieux, en les rapportant à la science totale des sociétés, quel jour ils projettent sur l'ensemble des faits sociaux et combien ils ont facilité tout le travail des générations ultérieures.

Si la sociologie, tout en utilisant ainsi les matériaux accumulés par les sciences sociales existantes, est pourtant une science nouvelle, on nous demandera peut-être quelle doit être sa méthode. A science neuve, méthode neuve, dit-on parfois. Si on entend par là que l'esprit humain, chaque fois qu'il aborde l'étude d'un nouvel objet, doit employer dans ses procédés d'observation une technique particulière, nous y souscrivons volontiers. Mais ici la technique de l'observation n'est plus à inventer : les méthodes de l'histoire, de la philologie, les procédés monographiques et statistiques sont dès maintenant très aptes à nous guider utilement dans le travail de découverte et d'analyse des faits sociaux, et ils ne comportent plus guère, croyons-nous, que des perfectionnements de détail. — Que si, au contraire, on veut dire que, en entrant dans un nouvel ordre d'études, l'esprit humain doit radicalement changer de méthode, en un mot, qu'il y a autant de méthodes que de sciences, nous ne le pouvons absolument pas admettre. Nous avons dans un précédent travail (1) soutenu cette idée, hardie peut-être, mais dans laquelle la réflexion n'a fait que nous confirmer, qu'il n'y a pour toutes les sciences qu'une seule et unique méthode. Toute science, en effet, vise à la connaissance du réel. Or, les premières données sur le réel ne peuvent venir que de l'observation. L'observation a donc été le premier procédé de toutes les sciences. Une fois quelques faits connus, l'esprit les a naturellement rapprochés, groupés en séries : la classification fut donc la seconde phase de toute étude. Puis, la régularité avec laquelle les phénomènes se représentaient dans un ordre identique, ayant frappé les hommes, les amena à concevoir l'idée de rapports invariables entre les faits, de lois immuables et universelles : ils cherchèrent à dégager ces lois, et ce fut l'induction. Enfin, des lois ainsi trouvées, le raisonnement tira des propositions nouvelles, parfois soumises, parfois soustraites au contrôle de l'expérience : ce fut la déduction. Toutes les sciences, en résumé, passèrent ou doivent passer par ces quatre phases : observation, classification, induction, déduction. Mais naturellement celles dont les objets sont les plus simples arrivent plus vite à la perfection que celles dont les objets sont les plus complexes, puisque les éléments à étudier sont en moins grand nombre pour les premières que pour les secondes. Or, les objets les plus simples sont ceux des sciences

(1) *Eléments de Philosophie scientifique*, Paris, Hachette, 1891.

mathématiques : ici, en effet, il ne s'agit que de nombre, de grandeur et de figure. Viennent ensuite les objets des sciences physico-chimiques : aux notions numériques s'ajoute maintenant la notion du mouvement et de ses différentes formes. Au troisième rang se placent les objets des sciences biologiques : car, tous les phénomènes présentés par les êtres vivants fussent-ils réductibles à des mouvements, encore est-il que l'agencement de ces mouvements est d'un ordre tout spécial, inconnu à la physique proprement dite. En dernier lieu seulement on rencontre les objets des sciences sociales : la société se composant d'être soumis à toutes les lois biologiques, mais présentant en outre à l'étude les lois de leur action réciproque. Il en résulte donc que les sciences mathématiques doivent devancer les sciences physiques dans la voie du progrès, que celles-ci y précèdent les sciences naturelles, et qu'enfin les sciences sociales sont forcément les plus arriérées. Cette conception trouve sa justification dans les faits les plus certains. Les sciences mathématiques sont dès maintenant arrivées à la quatrième et dernière phase, celle de la déduction ; et même depuis longtemps elles se servent si exclusivement de ce procédé, que beaucoup d'esprits croient qu'elles s'en sont toujours et nécessairement servies, et oublient qu'elles ont dû, comme toute étude du réel, débiter par l'observation. Les sciences physiques, un peu plus lentes, ont pourtant atteint par induction de très importantes lois générales, et elles en déduisent maintenant par le calcul des nombreuses conséquences ; elles ne se sont pourtant pas encore affranchies aussi entièrement que les sciences mathématiques de l'étude directe de la nature ; mais elles ont su inventer une observation plus instructive que l'observation passive, une observation où l'observateur crée lui-même les conditions dans lesquelles les phénomènes se présentent : l'expérimentation. Les sciences naturelles, plus complexes, donc plus difficiles encore, ne font qu'entrevoir à l'heure présente les lois les plus générales des êtres vivants : la recherche de la classification naturelle est encore leur grand problème ; l'observation et, dans la mesure du possible, l'expérimentation, sont leurs procédés principaux. Et les sciences sociales, à leur tour, où en sont-elles ? A un stade nécessairement inférieur encore. Si les arts sociaux, droit, morale, économie politique, procèdent par déduction, en partant du reste de principes le plus souvent hypothétiques (1), ceci ne

(1) Ces arts procèdent par une sorte de syllogisme, dont la majeure est

doit pas nous faire illusion sur la méthode des véritables sciences sociales. Celles-ci sont réduites, pour le moment, à la simple observation. Et ce n'est que dans un temps éloigné qu'on peut espérer obtenir d'elles, et la classification des sociétés, et leurs lois. Sans doute une de ces sciences, la philologie, a dès maintenant formé des classes de langues, et trouvé en partie les lois du langage. Mais ce n'est là qu'une découverte partielle. Les phénomènes linguistiques ne sont qu'un fragment des phénomènes sociaux; peut-être sont-ils, de tous ceux-ci, les plus aisés à découvrir, comme étant ceux qui touchent le plus près aux phénomènes proprement biologiques. En tous cas, toutes les sciences sociales sont bien loin d'être aussi avancées que la philologie. Là, nous le répétons, les lois sont encore loin de nous; les faits seuls nous sont immédiatement accessibles.

Telle étant la méthode qu'emploient aujourd'hui les diverses sciences sociales et les résultats qu'elles obtiennent, que doit-on attendre du rapprochement de ces sciences sous la forme d'une sociologie synthétique? Nous croyons que les procédés ne changeront pas, mais que les résultats seront plus complets et le progrès plus rapide. La sociologie descriptive emploiera, comme faisait l'histoire, la méthode d'observation. Non seulement elle observera le présent, mais elle recueillera des témoignages sur le passé. A l'étude des nations civilisées, elle joindra celle des peuplades sauvages, et celle même des tribus animales. Elle procédera par monographies, mais en y ajoutant, là où faire se pourra, des statistiques locales. Enfin, à la simple observation elle superposera, quand les circonstances le permettront, une expérimentation véritable (1). D'autre part, la multiplicité des renseignements recueillis par la sociologie descriptive facilitera l'œuvre de la sociologie comparée. Les institutions, les croyances, les formes de gouvernement, pourront être alors classées, comme le sont aujourd'hui les langues; et par toutes ces classifications partielles on arrivera peu à peu à dégager une classification générale des sociétés. En outre, en étudiant des faits sociaux nouveaux, en pénétrant plus profondément dans la vie intime des peuples, en rapprochant les unes

l'idéal à atteindre; la mineure consiste dans l'énonciation des circonstances de fait où il faut le réaliser; la conclusion formule les meilleurs moyens d'en accomplir la réalisation.

(1) Voir sur le rôle de l'expérimentation dans les sciences sociales : Léon Donnat, la Politique expérimentale, 2^e édition, 1891.

des autres les diverses manifestations de l'activité sociale, on comprendra mieux quels faits sont la cause des autres faits, quels rapports invariables unissent entre eux les phénomènes sociaux : on trouvera les lois, d'abord partielles, puis de plus en plus générales, de la vie des sociétés. Enfin, lorsqu'on aura ainsi découvert par induction les lois les plus générales, on en pourra tirer par déduction des conséquences. Et ces déductions ne nous montreront pas seulement ce qui a été ou ce qui est, mais elles nous éclaireront aussi sur ce qui doit être : elles nous permettront de mettre nos connaissances au service de nos aspirations, de travailler à l'amélioration des sociétés en prévoyant quel effet doit résulter de l'intervention de telle force donnée, et en appliquant nos forces au point voulu et dans la mesure la meilleure. La science, ainsi, donnera la main à l'art. Sans elle, il eût été impuissant; sans lui, elle fût demeurée stérile. Par leur union seule s'accomplira le progrès humain. La sociologie devient ainsi plus qu'une science élevée, donnant la connaissance des réalités les plus complexes et les plus difficiles à pénétrer; elle est un des éléments de l'amélioration de notre être, l'un des plus importants parmi les facteurs qui contribueront à réaliser l'idéal.

Mais de cette corrélation de la science et de l'art naît une nouvelle et dernière question. Si le résultat le plus élevé de la science est de contribuer au perfectionnement des sociétés, ne faudra-t-il pas dire dès lors que la sociologie n'est utile, n'est digne d'intérêt, que dans la mesure où elle a une application pratique? Ce n'est pas ainsi que nous l'entendons. Pour nous, la science a aussi sa dignité en elle-même. Le seul fait de trouver, même de chercher une vérité, fût-elle dénuée d'application immédiate, élève et ennoblit singulièrement l'esprit; il est, par lui seul, un élément du perfectionnement individuel, condition du perfectionnement social. Et puis, qui peut jamais dire qu'une vérité soit pratiquement inutile? Comme Auguste Comte, croyons-nous, l'a fait le premier remarquer, les géomètres grecs qui cherchaient les lois des sections coniques, ne se doutaient pas qu'un jour leurs découvertes serviraient à l'art du marin et de l'ingénieur; et qui les eût alors raillés, leur reprochant de faire œuvre inutile, eût été singulièrement démenti par l'avenir. En matière sociale, il en est de même à plus forte raison. L'étude d'un détail des sociétés antiques, que semble au premier abord ne présenter pour nous nulle importance, peut pourtant amener la découverte d'une loi sociale qui, étant éternellement vraie, sera également applicable à nos temps modernes. Que la science travaille donc, sans avoir le souci immédiat de ses

applications. Courir trop vite à la pratique, est un des plus grands dangers que Bacon — un utilitaire pourtant — lui signalait déjà. Il est de l'intérêt bien entendu de l'art lui-même d'attendre pour utiliser les données de la science, qu'elles soient suffisamment mûries, éten- dues, coordonnées. Car sur une connaissance incomplète ne peut s'ap- puyer qu'une œuvre éphémère. La sociologie, qui ne saurait se dé- s'intéresser des problèmes pratiques, doit donc cependant poursuivre ses recherches, sans se demander à chaque instant si elles peuvent être immédiatement utiles. Elle n'a qu'une chose à chercher directe- ment : la vérité. Découvrir ce qui est, c'est préparer ce qui doit être. Dire le vrai, n'est-ce pas déjà faire le bien ?

RENÉ WORMS.

UNE GRÈVE SOUS LA RÉGENCE

Les rapports entre les patrons et les ouvriers, entre les maîtres et les compagnons, comme on disait autrefois, ont toujours donné lieu à des difficultés ; mais ces difficultés ont pris un caractère plus grave lorsqu'au xvii^e siècle de grandes manufactures se sont établies dans certaines villes. Aux petits ateliers, où le maître travaillait lui-même avec quelques compagnons et un petit nombre d'apprentis, les manufactures substituèrent de vastes établissements dans lesquels des centaines d'ouvriers fabriquaient des marchandises sous la direc- tion d'un chef, qui ne prenait pas une part matérielle à leur labeur et vivait d'une vie différente de la leur. Telle était, par exemple, la grande fabrique de draps des Van Robais, à Abbeville, où l'antago- nisme des intérêts entre le patron et les ouvriers amena en 1717 une véritable grève, dont il nous semble intéressant de faire connaître quelques-unes des particularités.

On sait avec quel zèle Colbert s'efforça de développer l'industrie nationale, soit en encourageant les ateliers déjà formés, soit en sus- citant l'établissement et l'importation de manufactures nouvelles. C'est ainsi qu'en 1669, il avait déterminé le hollandais Josse van

Robais à transporter à Abbeville trente métiers et cinquante ouvriers destinés à fabriquer des draps semblables à ceux que produisait l'Angleterre; il leur avait assuré d'importants privilèges, une sorte de monopole dans la région et l'exercice de la religion protestante, que Josse et ses descendants ne cessèrent de professer, malgré la révocation de l'édit de Nantes et les démarches persuasives des intendants. La manufacture prospéra, et à chaque renouvellement de privilèges pour une période nouvelle, le nombre des métiers augmentait. Il était porté à cent, lorsqu'en 1708 de nouvelles lettres patentes prorogèrent le privilège pour quinze ans.

La manufacture était alors en pleine prospérité. Van Robais l'attestait non seulement par son luxe personnel, mais par la magnificence des constructions destinées à ses ateliers. Le maître artisan du xvi^e et du xvii^e siècle vivait la plupart du temps avec ses compagnons et ses apprentis, mangeant avec eux et souvent les logeant sous son toit; le manufacturier riche de la fin du règne de Louis XIV mène l'existence d'un bourgeois opulent et presque d'un grand seigneur. Van Robais a une maison et des jardins « superbes »; ses écuries contiennent six chevaux de carrosse et six chevaux de main; il vit, dit-on, « très commodément, ayant toujours quelque compagnie chez lui ». Sa maison est située, à l'extrémité de la ville, dans un vaste enclos de mille pieds carrés, aux six portes desquelles veillent des portiers aux livrées du roi; car son établissement porte le titre de manufacture royale. Cet enclos renferme, outre sa maison, une grande partie de ses ateliers, placés dans des bâtiments de 50 mètres de long, autour d'une grande cour carrée. C'est là que travaillent les tisseurs, les cardeurs, les finisseurs, les dégraisseurs. D'autres ailes extérieures sont consacrées à la teinturerie et à des parties accessoires de la fabrication. « Des cadres, dit un voyageur anglais, régulièrement rangés contre les murs, servent à sécher les étoffes.... rien dans cette grande manufacture n'offusque les regards.... et la construction de tous les ateliers semble avoir pour unique but l'ornement ». En dehors de l'enceinte, plus de mille fileuses travaillaient en ville pour le compte de Van Robais, et tel était le nombre total de ses ouvriers qu'Edward Wright, le voyageur anglais que je viens de citer, l'évaluait au chiffre considérable, mais sans nul doute exagéré, de 6,500 (1).

(1) Savary, *Dictionnaire du commerce*, t. III, p. 739. — E. Wright, *Some observations made in travelling through France, Italy, etc.*, t. I, p. 2.

Les dépenses excessives qu'avaient entraînées ces vastes constructions avaient en 1708 inspiré quelques appréhensions à un inspecteur de manufactures, qui se demandait si Van Robais ne devait pas une partie de ses gains à la contrebande des laines (1). En tous cas, tout en menant « train de prince », ses revenus augmentaient et lui permettaient de rendre de réels services à l'Etat ; dans des circonstances difficiles, il se chargea de pourvoir à une partie de la subsistance de l'armée, et parvint, grâce à son crédit et à ses relations, à se procurer, pendant la disette de 1713, sur les marchés d'Allemagne et de Hollande, cent mille septiers de blé, dont la distribution dans les halles de Paris y fit en moins de quinze jours baisser de moitié le prix des grains (2). Van Robais fit-il à cette époque des sacrifices excessifs ? ou subit-il le contre-coup normal de la crise commerciale qui sévit à la fin du règne de Louis XIV ? Toujours est-il qu'au début de la régence du duc d'Orléans, sa situation était devenue « périlleuse » à tel point que pour faire face à ses engagements, il était obligé de recourir à la bienveillance et aux secours de l'Etat.

La crise était générale en Picardie, et l'intendant d'Amiens de Bernage signalait, en octobre 1715, en termes pressants les dangers que pouvait faire naître la cessation du travail. Il transmettait au conseil des finances un mémoire des principaux négociants d'Amiens, indiquant « les remèdes à apporter au mal présent du commerce » ; il sollicitait des mesures efficaces : « Sinon, disait-il, quinze jours ne se passeront pas que nous ne voyons tous nos métiers désertés et nos fabricants se former en troupes de bandits ». L'état de la manufacture de Van Robais éveillait particulièrement sa sollicitude. « Il est important, disait-il, de soutenir ce négociant, (tant) pour éviter la chute de tous ceux qui sont engagés avec lui que pour maintenir la plus parfaite fabrique qui soit dans le royaume et dont les marchandises peuvent le plus contribuer à faire qu'on se passe en France de draps fins des manufactures étrangères... D'ailleurs, il mérite distinction par tous les bons services qu'il a rendus, soit par des fournitures à l'armée, soit par l'abondance des grains qu'il a faits venir à Paris..... » ; enfin « par la manière pleine d'hon-

(1) Mémoire d'Henri Noette, inspecteur des manufactures, 11 nov. 1708. A. de Boislisle, *Mémoire des intendants*, t. I, p. 624.

(2) Ch. Louandre, *Histoire d'Abbeville*, t. II, p. 373.

neur, de probité et même de zèle pour le service du roi, dont il s'est toujours acquitté dans son commerce » (1).

« Si Van Robais n'est pas aidé, disait-il, tout est à craindre pour sa chute, y ayant déjà plusieurs jours qu'il n'est pas en état de payer ses ouvriers, et je sais que le temps approche de l'échéance de ses principales dettes ». Pour les acquitter, il demandait « un fonds certain », afin de lui permettre de payer une créance de 300,000 fr., provenant des avances qu'il avait faites par ordre du contrôleur général Desmarets ; une avance de 50,000 fr. par mois, pendant six mois, garanties sur des promesses des gabelles et d'autres ; enfin la faculté de faire embarquer pour Amsterdam deux cents balles de laine sans payer de droits de sortie. Sur l'avis de l'intendant, qui appuya une partie de ses demandes, l'Etat vint à son aide, surtout en lui accordant une surséance pour le paiement de ses dettes, surséance d'abord fixée au 20 mars 1716, mais dont Van Robais fut obligé de demander la prorogation pour parvenir à l'acquittement complet de ses dettes. En même temps, comme ses magasins étaient encombrés, il songea à diminuer sa fabrication, et pour y parvenir, il prit la résolution d'employer un moins grand nombre de tisseurs, en faisant cesser le travail d'une certaine quantité d'entre eux.

Mais le manufacturier rencontra sur ce point une résistance sur laquelle il n'avait pas compté. Animés d'un remarquable esprit de solidarité, les ouvriers déclarèrent qu'ils n'admettaient pas qu'on éliminât un certain nombre d'entre eux et qu'ils avaient tous droit au travail, puisque les lettres-patentes du roi obligeaient les Van Robais à faire continuellement travailler cent métiers. Le privilège accordé à leur patron constituait leur droit, et ils cessèrent tous leur travail plutôt que de céder sur cette question de fait et de principe.

C'était une véritable grève. Le maire d'Abbeville intervint : il fit plusieurs tentatives pour « réduire » les ouvriers ; ceux-ci « continuèrent à demander d'être employés avec la même obstination et la même union. » On emprisonna les plus séditieux ; on fit sortir les autres de la manufacture. De nouveaux règlements furent rédigés par les inspecteurs des manufactures, Godeheu et Gilly, de concert avec Van Robais et son associé ; l'un pour les tisseurs, l'autre pour

(1) Lettres de l'intendant de Bernage, des 25 septembre et 2 octobre 1715. Bibliothèque nationale, fonds français, 11.371.

les tondeurs ; le premier contenait, en faveur des tisseurs, quelques articles ajoutés et réformés qui n'étaient pas dans le précédent. L'intendant les approuva et sollicita un arrêt du Conseil pour les rendre exécutoires ; mais comme ce qu'on qualifiait la rébellion des tisseurs continuait, il dut intervenir d'une manière plus directe et se rendit à Abbeville.

Le pouvoir central, qui avait la haute ambition de jouer dans le royaume le rôle de la providence, prétendait pénétrer partout pour faire régner l'ordre et la justice. L'élévation du but qu'il se proposait justifiait à ses yeux les procédés arbitraires qu'il employait pour l'atteindre. L'intendant avait le pouvoir de faire emprisonner, sans forme de procès, ceux dont l'arrestation lui paraissait utile ; il en usera à l'usage des ouvriers ; son rôle en cette circonstance est celui d'un enquêteur, d'un arbitre et d'un chef ; il veut que force reste aux règlements, il n'épargne aucune démarche pour y parvenir, et tout d'abord, il veut connaître les causes véritables de la grève.

Mais laissons ici la parole à Bernage. Un résumé atténuerait l'intérêt du récit qu'il fait de ses efforts, dans une lettre qu'il adresse le 27 juin 1716 au duc de Noailles, président du conseil des finances, qui, comme on le sait, avait remplacé, sous la Régence, le contrôle général.

« Je fis, dit-il, tout ce qui dépendait de moi pour découvrir ceux qui pouvaient avoir inspiré aux tisseurs l'esprit de rébellion. J'interrogeai quelques-unes de leurs femmes, à qui on m'avait dit que des bourgeois et marchands avaient parlé ; mais je n'en pus rien tirer, et ceux des marchands que j'avais lieu de soupçonner me protestèrent que non seulement ils n'avaient aucune intention de pouvoir faire un établissement de pareille manufacture, mais qu'ils étaient très convaincus que le privilège exclusif devait être conservé aux sieurs Van Robais par les raisons expliquées dans le projet d'arrêt.

Enfin, je jugeai à propos de connaître par moi-même l'esprit des tisseurs et de travailler à rompre leur union. Je mandai pour cet effet ceux d'entre eux qu'on connaît pour chefs de la mutinerie au nombre d'environ une vingtaine ; mais au lieu de venir seuls, tous les autres les accompagnèrent, ce qui me fit connaître la difficulté de les désunir. Après leur avoir parlé comme je crus devoir le faire sur les faux principes où ils étaient et l'esprit de mutinerie punissable, je leur dis que je me trouverais l'après-dinée à la manufacture où je ferais donner du travail à ceux qui mériteraient d'y être admis,

ne devant pas compter qu'ils y fussent tous reçus. Ils me dirent qu'ils y viendraient tous et il n'en manqua pas un.

Je fis ensuite appeler d'entre eux tous ceux que j'avais l'intention de proscrire et après leur avoir expliqué dans leur particulier les raisons que j'avais de les chasser de la manufacture, je les fis sortir par une porte de derrière en leur faisant défense de se joindre et de parler aux autres, que j'avais fait d'ailleurs consigner par des gardes dans la grande cour de la manufacture. J'expliquai après cela à ces derniers que je voulais bien par grâce les faire admettre au travail et qu'ils n'avaient qu'à entrer dans la salle des métiers où j'irai les voir travailler. Deux d'entre eux ayant pris la parole pour dire qu'ils voulaient travailler tous ou point et que les autres n'avaient pas plus de tort qu'eux, je les envoyai en prison, et croyant les avoir intimidés, j'ordonnai aux autres d'aller au travail : mais ils n'en furent pas plus obéissants, et ils se retirèrent en disant qu'il était trop tard pour s'y remettre. Je défendis sur cela touchant aux sieurs Van Robais d'en recevoir aucuns jusqu'à nouvel ordre, et ils se retirèrent.

Heureusement, les tisseurs sont les seuls de leur parti ; les tondeurs, les cardeurs, les fileuses et autres ouvriers et ouvrières continuent à travailler tranquillement, et les sieurs Van Robais n'ont rien à craindre d'eux.

Comme j'étais informé que ceux que j'avais chassés sont proprement les chefs de l'émeute, je lançai un ordre pour en faire mettre encore sept en prison, et je partis, voyant que ma présence était inutile plus longtemps, et qu'il n'y a que deux moyens de faire revenir ces mutins : l'un de rendre au plus tôt l'arrêt du Conseil qui autorise les règlements et leur apprendra qu'ils ne doivent exiger le travail des métiers, l'autre de les prendre par la famine, car c'est proprement la fable de la révolte des membres contre l'estomac, et ces malheureux, n'ayant pas d'autres moyens pour subsister, viendront certainement demander grâce pour qu'on leur en donne. »

La démarche personnelle de l'intendant avait échoué ; il avait eu beau menacer les tisseurs de ses rigueurs, faire mettre en prison les plus récalcitrants, il n'était pas parvenu à les faire céder ; il était obligé de tout attendre de l'arrêt du conseil qu'il sollicitait, et du temps. Tout en informant le pouvoir central de ce qui s'était passé, il le mettait en garde contre les démarches que les ouvriers pouvaient faire auprès du Régent. « Quelques-uns de ces ouvriers, écrit-il au duc de Noailles, disent qu'ils avaient nouvellement en-

voyé des mémoires à Son Altesse Royale, en forme de factum. S'il se présentait à Paris quelque député de ces mutins, il serait bien à propos de le mettre en prison ».

Bernage décidément ne pense qu'à l'intimidation. Il ajoute dans le post-scriptum de sa lettre, datée d'Amiens : « Si la mutinerie dure quelque temps, je crois qu'il sera à propos que je fasse transférer ici les prisonniers pour les dépayser et intimider davantage les autres. »

En revanche, il ne cesse de plaider en faveur des sieurs Van Robais. « Il est impossible, dit-il, qu'ils soutiennent cette manufacture, même avec un travail retranché, si vous ne les secourez. Ils sont chargés de draps pour 800,000 fr. dont on ne leur demande presque pas une pièce; ils ont d'ailleurs pour 600,000 f. d'effets, peu exigibles quant à présent, et 400,000 fr. de papiers que leur produiront des billets d'Etat dont ils disent avoir en mains dès à présent pour 150,000 fr. Il est certain que jusqu'au débit de ces draps, ils ne trouveront pas les 6 à 7,000 fr. qu'il leur faut par semaine pour payer leurs ouvriers, et d'ailleurs, ils sont chargés de créanciers, dont quelques-uns sont pressés... Cela les oblige de demander que vous ayez la bonté de leur faire rembourser par mois 50 ou du moins 40,000 fr. de billets d'Etat, jusqu'à ce qu'ils puissent débiter leurs marchandises..... » Et Bernage rappelle la situation exceptionnelle de la manufacture : « MM. Godeheu et Gilly vous en feront une description qui sans doute vous intéressera pour elle..... J'ai jugé que leur présence serait inutile plus longtemps à Abbeville, dans la situation où est cette affaire; j'ai cru qu'il était à propos qu'ils retournassent vous rendre compte de leur commission dont ils se sont acquittés avec toute la prudence et le zèle dont ils sont capables ».

La correspondance de Bernage, relative à la grève de l'usine de Van Robais, s'arrête là; nous ignorons si les arrestations qu'il ordonna mirent promptement fin à la résistance des ouvriers. Elles n'empêchèrent pas dans tous les cas les ouvriers facteurs et haut-lisseurs d'Amiens de se réunir, l'année suivante, pour « obliger leurs maîtres d'augmenter le prix de leurs ouvrages »; quelques-uns d'entre eux « s'assemblèrent pour aller de boutique en boutique empêcher les autres d'y travailler »; ils allèrent ensuite « conférer sur le sujet de leur mutinerie sur le rempart et s'attroupèrent le lendemain dans une allée qui servait de promenade hors la ville. » Le maire avertit le lieutenant du roi, qui envoya un détachement du régiment de Chépy qui arrêta seize ouvriers et dispersa les autres.

Bernage, informé par le maire, s'empessa de prévenir le duc de Noailles, tout en écrivant de retenir les mutins en prison jusqu'à nouvel ordre. L'émotion ne tarda pas à s'apaiser ; le maire fut d'avis d'élargir les seize prisonniers et d'informer contre les auteurs de la coalition (1).

Il est difficile de juger la politique du gouvernement et des intendants d'après deux faits isolés ; dans tous les cas, ils montrent que leur fermeté, trop empreinte d'arbitraire, ne parvenait pas à vaincre toutes les résistances, à en prévenir le retour ou l'imitation. Colbert principalement avait cru par les privilèges et les subventions qu'il accordait à certaines industries augmenter la force de production et la richesse de la France ; et cependant, le commerce et l'industrie subirent à la fin du règne de Louis XIV une des crises des plus graves qu'ils aient jamais essuyées. En particulier, les privilèges concédés à la manufacture de Van Robais, s'ils amenèrent sa prospérité, plus grande que jamais en 1720, contribuèrent à la décadence de l'industrie et à la diminution de la population d'Abbeville dans le courant du siècle, à tel point que les échevins de cette ville s'opposèrent énergiquement au renouvellement de ces privilèges en 1767 (2). Combien il eut été plus juste et plus sage de mettre en pratique cette maxime d'un autre intendant, Le Bret, qui écrivait de Lyon en 1686 : « Il n'y a rien qui contribue tant à la grandeur des villes et à l'augmentation de leur commerce que la liberté et la franchise (3). »

Albert BABEAU.

(1) Lettres des 30 janvier et 2 février 1717. Comme les extraits des lettres précédentes, ceux-ci proviennent du registre 11,371 du fonds français des manuscrits de la Bibliothèque nationale.

(2) Ch. Louandre, *Hist. d'Abbeville*, t. II, p. 375.

(3) Bibliothèque nationale, fr. 8,826.

LA NATALITÉ EN FRANCE ⁽¹⁾

et les moyens à employer pour la relever.

Je crains fort que les nombreux écrivains qui ont agité, dans ces derniers temps, la question de la dépopulation de la France, n'aient cédé au désir de servir les idées qui leur sont particulièrement chères, quelque rapport que ces idées eussent d'ailleurs avec ce sujet.

La dépopulation de la France a servi de *tremplin* notamment aux projets suivants, considérés par leurs partisans comme des remèdes efficaces contre la dépopulation :

- Mesures à prendre contre l'abus du tabac ;
- Recherche de la paternité ;
- Admission de l'enfant naturel à succéder sur le même pied que l'enfant légitime ;
- Émancipation de la femme ;
- Rétablissement des tours ;
- Mesures à prendre contre la syphilis ;
- Mesures à prendre contre l'alcoolisme ;
- Mesures à prendre contre la fièvre typhoïde, etc. ;
- Vaccine obligatoire ;
- Restauration des idées religieuses ;
- Suppression des couvents ;
- Suppression du divorce ;
- Suppression du mariage ;
- Lois socialistes, etc., etc.

Il semble, quand on parcourt cette longue liste, que l'on ne sache à quoi attribuer le mal. Cependant, il n'en est pas ainsi ; tout le monde connaît sa cause ; tout le monde même l'invoque et déclare que la restriction volontaire est le fléau de notre pays ; mais cela dit, chacun s'empresse de monter sur son *dada* favori, et de partir en guerre contre le tabac, ou contre l'alcoolisme, ou contre tout autre défaut social, et de proposer des mesures excellentes, sans doute, mais qui n'ont avec le sujet aucun rapport.

Je me propose :

(1) Les chiffres cités au cours de ce travail sont extraits pour la plupart du chapitre DÉMOGRAPHIE, par M. Jacques Bertillon, de l'*Encyclopédie de l'hygiène*, dirigée par M. Jules Rochard (fasc. 1 et 2, Paris, chez Lecrosnier, 1889).

- 1° De fixer la grandeur du mal et d'en préciser la cause;
- 2° De montrer l'inanité parfaite des remèdes qui n'ont pas pour but de combattre le mal dans ses causes;
- 3° D'indiquer dans quelle voie il faut, à mon avis, entrer délibérément pour sauver la France d'une chute définitive et irrémédiable.

I

Il y a cinquante ans, la France et l'ensemble des pays qui forment actuellement l'empire d'Allemagne comptaient une population sensiblement égale.

Aujourd'hui, la France compte 38 millions d'habitants, et l'Allemagne 50 millions. Ainsi, en dehors de toute conquête, l'Allemagne a gagné 12 millions d'habitants, sans compter 4 millions d'émigrants environ qu'elle a expédiés aux États-Unis.

Cette augmentation de la population allemande vient uniquement de ce que la natalité allemande est de 37 naissances annuelles pour 1,000 habitants, tandis que celle de la France n'est que de 25 (1), ce qui est le chiffre le plus faible que l'on rencontre en Europe.

Aujourd'hui, grâce à l'augmentation de la population allemande et à sa plus grande natalité, il y a chaque année en Allemagne 1,800,000 naissances, et en France 900,000, c'est-à-dire moitié moins. Et voilà déjà plusieurs années qu'il en est ainsi. Donc, dans moins de vingt ans, contre un conscrit français, il y aura deux conscrits allemands. Tel est le danger terrible qui pèse sur notre pays. Et quand je le formule, je n'essaye pas de prédire l'avenir, je ne fais aucune hypothèse, j'exprime un fait dès à présent acquis, et tellement inéluctable qu'il faudrait un miracle inconcevable pour nous en garantir.

Le danger est très grave assurément, mais faut-il renoncer à le combattre ? Faut-il imiter le stupide fataliste qui, renonçant à lutter contre le torrent qui l'emporte, se couche au fond de son canot et attend, les bras croisés, d'être englouti par le gouffre ? Non, cette attitude n'est pas digne du peuple français. Ce que les autres font, il peut le faire comme eux. Il faut donc étudier le mal qui ronge notre patrie, et le combattre résolument.

(1) Ce chiffre n'est plus exact aujourd'hui, car il s'abaisse d'année en année. En 1891, la natalité n'a été que de 22 pour 1,000 habitants.

NATALITÉ ET NUPTIALITÉ DES PRINCIPAUX PAYS DE L'EUROPE (1878-1882) (1)

(La période étudiée est 1865-1870 pour l'Espagne ;
1867-1878 pour la Russie.)

PAYS	NATALITÉ.			NUPTIALITÉ		
	Combien de naissances vivantes			Combien de mariages annuels		
	en un an pour 1,000 femmes de plus de 15 ans			pour 1,000 habitants.		
	en général.	mariées.	non mariées.	en un an pour 1,000 habitants.	non mariés de plus de 15 ans.	de tout âge et de tout état civil.
France.....	68	115	10,9	24,8	45,4	7,5
Alsace-Lorraine....	94	182	13,1	32,4	36,8	6,4
Belgique.....	94	184	13,9	29,9	40,0	6,9
Pays-Bas.....	109	208	6,6	35,6	48,0	7,5
Espagne.....	"	"	"	31,0	"	7,7
Italie.....	107	184	16,9	36,3	47,5	7,5
Suisse.....	85	176	7,4	29,9	38,6	6,9
Allemagne.....	114	202	20,7	37,7	49,4	7,5
Autriche.....	112	187	33,0	38,4	50,0	7,8
Hongrie.....	132	197	25,2	43,5	72,6	9,8
Russie.....	"	"	"	50,0	"	9,4
Suède.....	84	160	15,8	29,6	36,9	6,3
Norvège.....	95	186	14,7	30,9	42,8	6,7
Danemark.....	94	167	19,2	32,5	47,9	7,6
Angleterre.....	103	190	10,2	31,0	50,2	7,4
Ecosse.....	100	203	13,1	33,7	39,6	6,7
Irlande.....	74	177	3,1	24,9	23,1	4,3

MORTALITÉ COMPARÉE DES PLUS GRANDS PAYS DE L'EUROPE

Agos.	France 1875-1879	Italie 1872-1879	Prusse 1876-1880	Autriche 1876-1879	Angleterre 1866-1880
0-1 an.....	179,8	234,9	222,2	230,2	167,5
1-5 ans.....	27,5	66,6	40,6	52,8	32,6
5-10 ans.....	6,6	13,4	9,3	14,6	6,9
10-15 ans.....	4,2	6,4	4,1	6,2	4,0
15-20 ans.....	6,0	7,0	4,9	7,2	5,8
20-25 ans.....	8,3	9,8	7,8	9,0	7,7
25-30 ans.....	9,5	9,8			
30-35 ans.....	9,8	10,3	10,6	10,0	9,5
35-40 ans.....	10,2	11,9		10,5	
40-45 ans.....	11,3	13,4	14,7	13,1	13,1
45-50 ans.....	13,0	16,1		14,8	
50-55 ans.....	17,0	21,2	23,9	17,0	17,8
55-60 ans.....	22,6	27,5		22,5	
60-65 ans.....	33,6	41,5	50,1	32,9	31,8
65-70 ans.....	49,6	61,1		46,2	
70-75 ans.....	78,3	96,2	103,1	65,6	63,8
75-80 ans.....	117,1	123,4		92,7	
			"	147,8	"
Ensemble.....	22,3	30,1	25,9	30,1	22,2

(1) Nous ne pouvons donner de chiffres plus récents parce que le recensement exécuté en 1890 ou 1891 n'a pas encore été publié dans tous les pays (et notamment en France).

Les chiffres que j'ai cités plus haut sont propres, d'ailleurs, à nous consoler. Il y a cinquante ans, la France et l'Allemagne étaient également peuplées; cinquante ans sont peu de chose dans la vie d'un peuple; ce que cinquante ans ont fait contre nous, cinquante ans peuvent le faire en sens inverse.

La France et l'Allemagne sont comme deux familles qui, également riches au début, auraient placé leurs fonds, l'une un peu mieux, l'autre un peu plus mal. Si ces deux familles sont également économes, la seconde, au bout d'un demi-siècle, sera beaucoup plus riche que la première. La déchéance de celle-ci sera-t-elle sans remède? Non. Il lui suffira de faire, sans tarder, un placement de son argent un peu plus avantageux.

Les familles françaises ont, en moyenne, trois naissances vivantes, et les familles allemandes un peu plus de quatre. Est-il impossible de déterminer les familles françaises à procréer une naissance de plus?

L'étude de la natalité française montre comment on doit espérer d'atteindre ce résultat.

La natalité, en France est d'autant plus faible que le pays est plus riche. La Normandie, la vallée de la Garonne, pays d'une richesse inépuisable, sont les régions les moins fécondes de la France. Au contraire, la Bretagne, pays très pauvre, est la seule région où la natalité soit suffisante.

Cette vérité peut encore se traduire ainsi : Dans les milieux où l'on pense à sa fortune (c'est-à-dire dans ceux où on en a, car on ne pense à sa fortune que lorsqu'on en a), on a peu d'enfants; dans les milieux où l'on ne pense pas à sa fortune (parce qu'on n'en a pas), on a un nombre d'enfants suffisant.

Cela se vérifie aussi dans les différents quartiers de Paris. Dans les faubourgs pauvres, la natalité parisienne se rapproche de la natalité allemande. Dans les quartiers riches, où chacun possède une fortune et entend la conserver, la natalité est d'une faiblesse invraisemblable.

M. Chervin nous a montré, par des statistiques très curieuses, que la même loi se vérifie lorsqu'au lieu de considérer de vastes régions, on en étudie de très restreintes. Il nous a montré que dans le riche et stérile Lot-et-Garonne (riche en récoltes, stérile en hommes), les cantons les plus riches sont ceux où les naissances sont les plus rares, tandis que les cantons les plus pauvres ont une natalité moins

misérable. Ainsi, dans les centres riches, ce sont les plus riches qui sont les moins féconds (1).

D'autre part, M. Arsène Dumont a prouvé que dans les centres pauvres, ce sont les plus pauvres qui sont les plus féconds (2).

D'où vient cette loi si générale — qui se vérifie d'ailleurs dans d'autres pays que le nôtre? Faut-il en accuser les mœurs prétendues corrompues des riches? Mais lisez l'étude attachante que M. Arsène Dumont a écrite, par exemple, sur les îles de Ré et d'Oléron. Il y peint des populations très douces dont les seules passions sont la lecture et la danse. La danse, toujours décente, est la préparation au mariage; les naissances illégitimes y sont extrêmement rares. On ne peut imaginer des mœurs plus douces ni plus honorables. Cependant, la natalité de ces îles est des plus faibles.

De longs dithyrambes, renouvelés des anciens, sur les temps et les mœurs, sont donc ici hors de saison. Dans les îles de Ré et d'Oléron, chacun est plus ou moins propriétaire; chacun a un bien à protéger; chacun est ambitieux pour ses enfants. Et ce sont ces vertus louables qui amènent la dépopulation du pays.

Ce sont donc des préoccupations d'argent qui sont ici seules en cause. On songe que si l'on a des enfants, il faudra de l'argent pour les élever; mais surtout il faudra partager la fortune pour les doter, et la partager à nouveau lorsqu'ils hériteront. Conclusion: on évite d'en avoir.

L'homme qui se charge d'une nombreuse famille, non seulement se charge d'un poids très lourd, mais charge ses enfants. Il veut éviter ce double mal, et je me hâte de dire qu'en bon père de famille, il craint le second plus que le premier.

Cela est tellement vrai que dès qu'il y a une raison pour que ces préoccupations disparaissent, aussitôt la natalité se relève. La thèse récente (1890) de M. Lancry en donne un bel exemple.

Fort-Mardick (Nord), près Dunkerque, est une commune constituée par Louis XIV, d'après les principes suivants qui sont encore en usage aujourd'hui. Toute famille nouvelle qui se constitue, lorsqu'un des conjoints est né dans la commune et que le mari est inscrit

(1) *Bull. de la Soc. d'Anthropologie*, 1891.

(2) Même recueil passim. M. Dumont a étudié la démographie d'un grand nombre de communes par la méthode monographique. Ses écrits jettent beaucoup de lumière sur la question que nous étudions ici.

maritime, reçoit en *usufruit* (en usufruit seulement, là est le point) 22 ares et, en outre, une place sur la plage pour la pêche au filet. La commune a reçu de Louis XIV, en tout, 125 hectares de terre ; ce qui n'est pas distribué en usufruit est loué 5,000 francs au profit de la commune. Les ménages concessionnaires « ne peuvent concéder qu'à leurs enfants seulement les parcelles de terre qu'ils occupent. Dans aucun cas, la parcelle ne pourra être scindée ». De là résulte qu'elle échappe aux créanciers. Elle ne peut être ni augmentée ni divisée. Elle est inaliénable, indivisible et inextensible.

Voilà donc une population passablement aisée et pourtant étrangère à toute préoccupation d'héritage. On peut dire qu'elle échappe au Code Civil.

Il en résulte que les mariages sont nombreux (environ 11 pour 1,000 habitants) et aussi précoces que le permet le service maritime (âge probable du mariage des hommes, vingt-quatre ans) ; les naissances illégitimes sont par conséquent très rares (1 sur 60 naissances). Au contraire, la natalité légitime, et c'est là le point important, est extrêmement élevée ; elle atteint 43 pour 1,000 habitants, c'est-à-dire qu'elle n'est dépassée en Europe que par la Russie. Mais ce qui n'arrive pas en Russie, c'est que sur ces 43 enfants nés vivants, 33 atteignent l'âge de vingt ans (1).

Voilà donc un pays dans des conditions démographiques excellentes ; il est permis de les rattacher à son organisation si étrange.

M. Arsène Dumont nous a décrit, dans une région de la France tout à fait différente, un phénomène analogue. Au Fouesnant (Finistère) existe un usage tout à fait comparable à celui de Fort-Mardick. Tout homme qui revient du service militaire va proposer à un propriétaire de lande de lui abandonner, pour un temps très long, une parcelle de cette terre inculte. Il la défriche, s'y établit, s'y marie et y a beaucoup d'enfants ; car il n'a aucune inquiétude à avoir pour ses descendants. La lande est immense, et il sait qu'eux aussi pourront en cultiver une parcelle ; le propriétaire y gagnera d'avoir, au bout d'un certain temps, un champ de rapport au lieu d'une terre inculte, et ils auront eu, eux, l'avantage d'y passer leur vie sans trop de souci.

Ainsi, même en France, dès que disparaît la préoccupation de la

(1) La population de Fort-Mardick était, en 1729, de 204 habitants ; en 1851, de 615 habitants ; en 1886, de 1,481 habitants.

fortune à conserver (c'est-à-dire à ne pas partager), la natalité prend un essor considérable.

Si c'est en France que cette préoccupation nuit le plus à la natalité, c'est que la France est, plus qu'aucun autre peut-être, un pays de petits propriétaires; c'est que, plus qu'aucun autre, il est prévoyant et économe.

Actuellement, le père de famille est d'autant plus chargé d'impôts directs et indirects, que sa postérité est plus nombreuse. S'il a quelque fortune, il sait que ce bien si péniblement amassé, si péniblement conservé, si difficilement accru, s'évanouira par division, au lendemain même de sa mort. Dans son intérêt comme dans celui de sa postérité, il faut que celle-ci soit aussi peu nombreuse que possible.

Faites qu'au contraire il n'ait pas un intérêt majeur à restreindre le nombre de ses enfants, et il s'abandonnera sans regret, comme à Fort-Mardick ou comme au Fouesnant, au bonheur si naturel et si doux de se voir continué, en quelque sorte, par une nombreuse famille.

II

Il me faut à présent examiner les remèdes variés que différents auteurs ont proposé dans le but d'augmenter la population française. On peut les diviser, malgré leur très grande variété, en quatre catégories, suivant que leurs auteurs visent :

- 1° Les réformes sociales diverses ;
- 2° L'augmentation du nombre des mariages ;
- 3° La diminution de la stérilité involontaire (syphilis, alcoolisme, etc.) ;
- 4° La diminution de la mortalité.

J'examinerai successivement chacune de ces catégories.

Examen de réformes sociales diverses proposées dans le but hypothétique d'élever la natalité. — J'ai beau chercher, je ne puis trouver le rapport que l'on cherche à établir entre la *recherche de la paternité* et l'augmentation de la population. C'est la *natalité légitime* que l'on doit chercher à augmenter. En quoi la recherche de la paternité peut-elle y contribuer ? L'amour de l'équité me rend partisan de la recherche de la paternité ; mais ce n'est pas une raison pour l'appuyer sur des arguments entièrement étrangers au sujet.

Il est évident qu'on n'augmenterait en rien (bien au contraire) la

natalité française, si l'on rendait les droits de l'enfant naturel sur l'héritage de ses parents, égaux à ceux des enfants légitimes.

Personne n'a jamais indiqué que l'*émancipation de la femme*, la *suppression du divorce*, ou au contraire *des lois rendant le divorce plus facile*, augmenteraient la natalité. Jamais on n'a donné à l'appui de ces fantaisies, une preuve ni un commencement de preuve. On peut assurément être partisan du suffrage des femmes, ou de leur éligibilité, ou plus simplement encore de l'extension des droits civils qui leur sont très injustement confisqués; mais encore une fois, tout cela n'a aucun rapport avec le sujet qui nous occupe.

Des *réformes socialistes* ayant pour effet de diminuer la part du capital pour augmenter d'autant la part du travailleur, auraient-elles quelque effet sur la natalité? Je ne puis me prononcer sur cette question, faute d'éléments pour l'étudier. Cependant, la rémunération du capital n'a cessé de diminuer depuis le commencement du siècle; on peut même estimer qu'elle a diminué de près de moitié, l'intérêt normal de l'argent était autrefois de 5 pour 100, et il n'est plus aujourd'hui que de 3 pour 100. Cela n'a pas empêché la natalité de décroître dans notre pays. Augmenterait-elle si le capital venait à n'être plus rémunéré du tout? Je n'ai pas à examiner cette question difficile et très hypothétique, car, si cela arrive, ce ne pourra être que dans un avenir extrêmement éloigné. Or, la lutte suprême, celle à laquelle notre pays doit penser toujours, aura eu lieu depuis longtemps.

La *restauration des idées religieuses*, si elle était possible, aurait peut-être quelques effets sur la natalité. En France et en Belgique, et peut-être dans d'autres pays, les régions les plus sincèrement catholiques se distinguent par une faible nuptialité et par une natalité assez satisfaisante; je ne crois pas que ce soit une simple coïncidence; si l'Église regarde le célibat comme un état préférable au mariage, il faut reconnaître qu'elle condamne la restriction volontaire. Les études démographiques montrent la grande influence que la religion a sur les mœurs, et même sur des phénomènes de pathologie morale (sur la fréquence des suicides, par exemple), et prouvent que les hommes mettent en pratique, plus qu'on ne pourrait le croire, les prescriptions de leur religion; or, toutes les religions prescrivent à l'homme, plus ou moins impérativement, d'avoir une postérité aussi nombreuse que possible. La religion juive, si respectueuse pour les patriarches qui ont créé le peuple hébreu, fait même espérer aux mères fécondes la naissance d'un dieu, et prêche, plus qu'aucune autre

peut-être, le devoir d'élever de nombreux enfants. Ces prescriptions paraissent écoutées, et dans les pays où les mouvements de population sont étudiés, en distinguant les cultes, on remarque que les juifs ont beaucoup d'enfants, et qu'ils en perdent peu. Il est donc possible qu'ils existe un rapport entre la natalité et le degré de sincérité des convictions religieuses. Mais il est manifeste que, quoi qu'on fasse, on ne pourra pas changer notre siècle, ni l'empêcher d'être de plus en plus incrédule. De même que, parlant du socialisme, je me refusais à chercher un remède trop lointain dans l'avenir, de même je crois impossible de le rechercher dans un passé aujourd'hui condamné et à jamais disparu.

Examen sommaire des mesures proposées en vue d'augmenter le nombre des mariages. — La nuptialité est en France à peu près ce qu'elle est ailleurs. A vrai dire, elle semble diminuer depuis quelques années. Cependant ce n'est pas là que le bât nous blesse. Il est remarquable que l'un des pays de la France où les mariages sont les plus rares, la Bretagne, soit aussi un des plus féconds. Il en est de même en Belgique, où les Flandres comptent à la fois peu de mariages et un nombre de naissances assez élevé. Cela montre assez qu'il n'y a pas un rapport immédiat et constant entre la nuptialité d'un pays et sa fécondité. Enfin, le fait que la France présente un nombre normal de mariage nous indique que là n'est pas la cause de la dépopulation de la France.

On a proposé, pour augmenter le nombre de mariages, de *simplifier les formalités nécessaires pour le mariage*. Je crois ces formalités en effet trop longues, trop nombreuses et trop coûteuses. Les pays mêmes qui ont fait la sottise de copier notre Code civil ont pris soin d'en rayer tout ce chapitre, et ils ont bien fait. Mais on se tromperait fort si l'on croyait augmenter sensiblement le nombre des mariages en supprimant ces formalités nuisibles. Quand on veut se marier, on y arrive généralement, malgré les obstacles que le législateur a maladroitement accumulés. Au besoin, la chose se termine par un faux ménage, et la natalité y perd en somme peu de chose.

On a proposé aussi, pour augmenter le nombre des mariages, la suppression violente des couvents. On a bien peu réfléchi avant de parler ainsi : sait-on de combien de naissances on aurait chance d'augmenter la natalité ? Les couvents renferment actuellement 64,000 femmes environ. Supposons qu'elles soient aussi disposées que les autres femmes à se marier (ce qui n'est pas vrai ; car, puisqu'elles se sont retirées au couvent, c'est que la vie de famille ne les attirait guère) ;

un calcul simple nous montre qu'elles produiraient 4,624 naissances annuelles. Ainsi, il manque à la France 450,000 enfants chaque année, et on lui en propose 4 ou 5,000 au plus. Et cela au moyen d'une mesure violente, indigne d'un siècle de tolérance !

Examen des mesures ayant pour but de diminuer la stérilité involontaire. — Et d'abord, cette stérilité involontaire est-elle aussi fréquente qu'on le prétend ? Notre respecté maître, M. Jules Rochard, s'est étonné de voir que d'après le recensement de 1886, il y eût 2 millions de familles stériles.

Ce nombre ne paraît pourtant pas exorbitant. On ne peut le comparer à ses similaires étrangers, car la France est le seul pays où une recherche de ce genre ait été faite par recensement. Cependant, d'après différents gynécologistes (allemands pour la plupart) cités à l'Académie de médecine, le nombre des familles stériles serait de 16 pour 100. Or, c'est exactement la proportion observée en France d'après le dénombrement de 1886. Ce qui doit étonner l'observateur, ce n'est pas le nombre des familles stériles, c'est le peu de fécondité des familles fécondes.

Voici d'autres chiffres qui montrent que la stérilité absolue n'est pas une cause de l'affaiblissement de la natalité française. Cette intéressante recherche des familles stériles avait été faite en 1856, à une époque où la natalité française était un peu plus élevée qu'à présent ; or, le nombre des familles fécondes n'a pas diminué pendant cet intervalle de trente ans ; ce qui a diminué, c'est la fécondité des familles.

FRANCE (moins la Seine). *Sur 100 familles (époux mariés), combien avaient un ou plusieurs enfants et combien n'en avaient pas ?*

	Avec enfants.	Sans enfants.
1856.....	83,6	16,4
1886.....	83,2	16,8

Ainsi, la proportion des ménages absolument stériles n'augmente pas en France ; et, en outre, cette proportion paraît être celle que l'on observe en tous pays. Ce n'est donc pas la cause de la dépopulation de la France.

J'insisterai à peine sur les remèdes que l'on a proposés pour combattre cette stérilité soi-disant excessive. Il suffit presque de les citer pour en voir l'inanité.

On a dit qu'on diminuerait le nombre des femmes stériles (et sur-

tout des hommes stériles) en combattant l'abus du tabac. Comme si les Allemands, Anglais, Russes et autres ne fumaient pas autant et plus que nous !

On a proposé, dans le même but, de combattre la syphilis ! Même objection. Est-ce que les étrangers ne connaissent pas la syphilis ? Il est très difficile de savoir si elle est plus ou moins répandue en France qu'ailleurs, et il semble (d'après le nombre des enfants morts de syphilis) qu'elle soit relativement assez répandue à Paris ; mais c'est là une question de degré. Assurément, la syphilis est une plaie dont il faudrait, à beaucoup de points de vue, débarrasser le pays ; mais c'est en exagérer singulièrement l'importance que de rattacher à l'existence de cette maladie la dépopulation de la France.

Enfin, on s'en est pris à l'alcoolisme. Même objection que précédemment. Cette plaie, sans cesse grandissante, n'est pas spéciale à la France ; nous savons d'ailleurs en mesurer l'étendue, et nous savons que la France partage, avec les autres peuples latins, le privilège d'avoir peu d'ivrognes. Rien de mieux que de combattre l'alcoolisme, mais gardons-nous de croire qu'il ait sur la natalité une influence de quelque importance.

Examen des mesures proposées en vue d'abaisser la mortalité. — Comme la question de la dépopulation de la France a été surtout discutée par des médecins, c'est à des théories médicales que cette question a surtout servi de tremplin.

Les médecins ont tous raisonné comme s'ils disposaient à leur gré de la vie humaine. Ce n'est pourtant pas le cas ; il arrive très rarement, même aux plus habiles d'entre eux, d'arracher à la mort un homme qu'elle a marqué de son sceau. Il est très difficile d'empêcher un homme de mourir ; les plus savants médecins n'y arrivent pas. Tandis qu'il est très facile de faire naître un homme ; cela est à la portée du dernier des manœuvres.

Jé ne crois donc pas que les mesures proposées soient efficaces ni que, même lorsqu'elles sont efficaces, elles soient pratiques. Voyez quelle peine on a à tirer parti, après un siècle d'expérience, de la vaccine, la seule arme presque infaillible qu'on ait contre la maladie.

Assurément, un pays a le devoir de se garer, autant que possible, contre la maladie et contre la mort. Il faut, dans ce but, faire tout le nécessaire, exactement comme on fait tout le nécessaire pour guérir un malade atteint de pneumonie ou de toute autre maladie. Mais il ne faut pas non plus se bercer d'illusions, et il faut

bien avouer que l'efficacité de ces mesures, prises par acquit de conscience, est des plus douteuses. Les déconvenues de l'hygiène sont presque aussi nombreuses que celles de la médecine.

Passons pourtant en revue les réformes hygiéniques proposées. Nous serons surpris de voir combien peu d'existences humaines elles sauveraient — même en leur supposant un plein succès.

Je crois fermement que l'eau est un des véhicules ordinaires de la fièvre typhoïde. Un esprit chagrin pourrait dire qu'il y a vingt ans on croyait non moins fermement à l'influence de l'encombrement, et, il y a trente ans, à l'influence des matières en décomposition. Cependant la transmission de la fièvre typhoïde par l'eau a été si nettement observée par M. Brouardel, que je ne crois pas qu'elle soit un leurre. La conclusion pratique de cette importante découverte est qu'il faut, autant que possible, boire de l'eau propre. Supposons que ce soit toujours possible ; supposons, de plus, qu'on ait dépensé tous les millions nécessaires pour construire les conduites nécessaires, et qu'enfin la fièvre typhoïde disparaisse du territoire français. Combien de vies humaines, après tant de temps, tant d'efforts et tant de dépenses, aura-t-on sauvées ? Seize mille au plus, d'après les évaluations les plus élevées. Ainsi, il manque à la France 450,000 naissances annuelles, et on lui offre 16,000 habitants.

Je ne parlerai pas longuement de la vaccine et revaccine obligatoires. Excellente mesure assurément, car elle a fait complètement disparaître la variole de l'Allemagne. Mais enfin, il ne s'agit que de 3 ou 4,000 vies humaines. Au point de vue humanitaire et sentimental, c'est beaucoup assurément ; mais, au point de vue qui nous intéresse en ce moment, ce n'est rien.

On a proposé le *rétablissement des tours*. Quel rapport cela a-t-il avec l'accroissement de la population ? Y a-t-il un intérêt social quelconque à conserver, à grands frais, les quelques centaines d'enfants syphilitiques, scrofuleux et tuberculeux que l'on y déposerait ? Des considérations multiples me font désirer le rétablissement des tours ; mais, au point de vue qui nous occupe, la chose n'a aucun intérêt.

En somme, de combien les hygiénistes les plus ambitieux prétendent-ils faire diminuer la mortalité ? De 2 pour 1,000 seulement, et quand on examine de près leur prétention, on voit qu'elle est *extrêmement* exagérée. Admettons-la pourtant, et voyons combien nous restons loin de compte. Ce qu'il faut pour donner à notre popu-

ation l'essor qu'il lui faut, c'est porter notre natalité de 25 à 37 pour 1,000. Au lieu de cela, les hygiénistes nous *promettent* (Y) d'abaisser la mortalité de 22 à 20 pour 1,000. Il n'y a pas compensation. La population restera encore en déficit (même si ces promesses se réalisent) de 10 existences annuelles pour 1,000 habitants.

Je ne crois pas qu'on obtienne ce résultat, même dans l'hypothèse la plus favorable.

Admettons, en effet, que les hygiénistes arrivent à diminuer la mortalité. Auront-ils contribué, *en quoi que ce soit*, à l'accroissement de la population? Gardons-nous de le croire. La démographie nous enseigne que cet abaissement de mortalité serait suivi, toutes choses égales d'ailleurs, d'un abaissement de la natalité. On aura donc une population plus âgée, plus chétive, mais non pas plus nombreuse.

En effet, une loi générale, et qui ne souffre que de rares exceptions, veut que les pays où les naissances sont nombreuses aient aussi beaucoup de décès, et réciproquement, ceux qui ont peu de naissances ont généralement peu de décès. Les deux mouvements de population sont parallèles.

Autrement dit, lorsque l'on meurt beaucoup, cela fait de la place, et il y a aussitôt beaucoup de naissances pour combler les vides. Lorsque les décès sont rares, la place manque pour de nouveaux venus, et ils ne viennent pas.

En Saxe, il y a beaucoup de naissances et de décès. De même en Prusse. Au contraire, en Belgique, il y a peu de naissances et peu de décès. En Suède, au siècle dernier, il y avait beaucoup de naissances, beaucoup de décès; petit à petit, les deux mouvements se sont ralentis; ils sont faibles aujourd'hui.

Depuis une quinzaine d'années, la mortalité diminue en Angleterre à tous les âges: la natalité aussitôt a emboîté le pas et diminue parallèlement; moins il y a de morts en Angleterre et moins il y a de naissances.

Les statisticiens sont tous d'accord pour reconnaître le parallélisme des deux mouvements de population. Ils ne diffèrent que sur l'explication à leur donner. Les uns ont voulu y voir un correctif accordé par la providence à la terrible loi de Malthus; assurément, disent-ils, le nombre des places est limité au banquet de la vie, mais la clémente nature proportionne le nombre des nouveaux venus au nombre des partants, et diminue ainsi la somme des souffrances de l'humanité.

Je crois, avec beaucoup d'autres, que le fait peut s'expliquer plus simplement : quel que soit l'âge d'un mort, on s'explique aisément que sa disparition provoque une nouvelle naissance. Est-ce un enfant ? Ses parents éprouvent le besoin de reporter leur affection sur un être nouveau, et l'on *recommence* l'enfant perdu. Combien de fois le fait a été observé dans des pays à parcimonieuse natalité, en Normandie par exemple ! Est-ce un adulte ? Les enfants qu'il était susceptible d'avoir sont procrés ; et, d'autre part, la place qu'il occupait au soleil est occupée par un autre plus jeune, qui profite de l'occasion pour se marier et pour avoir à son tour des enfants. Est-ce un vieillard ? S'il est pauvre, il constitue pour sa famille une charge dont elle se trouve allégée, et sa disparition rend plus aisée l'éducation d'un nouvel enfant. S'il est riche, il laisse un héritage qui permet à ses héritiers de se marier et d'avoir des enfants. Ainsi, tout décédé, quel que soit son âge, laisse une place vacante, place aussitôt prise par de nouvelles naissances.

Le parallélisme des morts et des naissances est tellement vrai, que lorsqu'une calamité vient frapper un pays et multiplie le nombre des décès, on peut être certain que, l'année suivante, il y aura compensation, ces nombreux décès ayant appelé derrière eux de nombreuses naissances. En France, la guerre et la variole élevèrent, en 1871, la mortalité à 35 pour 1,000 habitants ; l'année suivante, la natalité s'élevait à 26.7 (au lieu de 25.5, taux des années antérieures à 1870), et ce taux, relativement satisfaisant, se maintenait pendant quatre ans encore. En Prusse, la guerre éleva de même la natalité à 41.5 pendant trois ans (au lieu de 39, taux des années antérieures à 1870). Les exemples semblables sont innombrables. Le plus remarquable est emprunté à la Finlande. Ce pays fut soumis, en 1868, à une effroyable famine, qui éleva considérablement la mortalité. Les années suivantes furent remarquables par une fécondité réparatrice (1).

Ainsi, il est exact de dire que les décès appellent les naissances. Diminuez les décès, vous diminuez les naissances par cela même.

On peut comparer une société humaine à un bassin d'une capacité donnée, et muni d'un flotteur, de façon à le tenir toujours rempli d'eau. Il y a un robinet d'entrée (c'est la natalité et l'immigration) ;

(1) *Finlande*, par Jacques Bertillon (*Dictionnaire encyclopédique des sciences médicales*).

mais il ne s'ouvre que dans la mesure où est ouvert le robinet de sortie (ce robinet de sortie c'est la mortalité et l'émigration). Impossible d'ouvrir l'un sans ouvrir l'autre.

On peut comparer encore une société humaine à une forêt d'une étendue déterminée. Dès que le bûcheron fait des clairières dans la forêt, les rejets et les stolons bourgeonnent de toutes parts, et la feuillée se reconstitue, sans qu'on ait à s'occuper de son peuplement. S'il en est autrement, c'est qu'il y a quelque vice, quelque germe malfaisant qui contrarie l'effet bienfaisant de la nature. Il faut alors que le forestier recherche cette cause de stérilité et la détruise; qu'il écarte la dent dévastatrice des chèvres et les autres animaux nuisibles qui détruisent les jeunes pousses de sa forêt. Mais que dire de celui qui, contre un pareil malheur, n'imaginerait autre chose que d'écarter la hache du bûcheron et de conserver ses arbres indéfiniment! Il n'arriverait qu'à vieillir inutilement sa futaie, et, finalement, serait vaincu dans cette lutte contre la mort; car, la loi des sociétés vivantes, des forêts comme des nations, c'est le renouvellement perpétuel des êtres.

L'œuvre impossible tentée par ce forestier ignorant n'est autre que celle que conseillent des médecins trop confiants dans leur art.

La lutte, d'ailleurs très nécessaire, qu'ils veulent soutenir contre la mort, pourra, sans doute, conserver un certain nombre de malheureux dont la mort prématurée doit nous toucher. Mais elle n'a, au point de vue du chiffre de la population, aucune espèce d'intérêt. Outre qu'elle ne peut abaisser la mortalité que d'une quantité insignifiante, cet abaissement même de la mortalité ne peut avoir d'autre effet que de diminuer encore le nombre des naissances.

Résumons ce qui précède :

La France a peu de décès, si peu qu'il faudrait une espèce de prodige pour qu'elle en eût sensiblement moins. Pourquoi attacher le salut de la patrie à la réalisation de ce prodige?

La France a extrêmement peu de naissances, beaucoup moins qu'il n'est naturel à un peuple d'en avoir. Pourquoi ne pas s'efforcer de la faire rentrer dans la règle commune? Pourquoi, au lieu de monter dans la maison par l'escalier, vouloir y grimper le long du mur?

Il suffirait, pour réussir, que la loi fût équitable.

III

La loi devrait tout faire pour alléger la charge méritoire qu'assume

le chef d'une famille nombreuses; or, actuellement, elle fait tout pour l'alourdir :

Elle couvre d'impôt les familles nombreuse. La douane, l'octroi semblent s'entendre pour les charger. L'impôt mobilier est pour elles plus lourd puisqu'il faut plus de place pour loger six personnes que pour en loger deux.

Tous les autres impôts, y compris l'impôt du sang, frappent à l'envi le père imprévoyant qui a commis le crime insensé d'avoir une nombreuse postérité.

Mais la principale peine que la loi édicte contre les familles nombreuses est inscrite dans le code civil, lorsqu'il les condamne à s'appauvrir irrémédiablement à la mort de leur chef. Les lois sur l'héritage sont la grande cause de la faible natalité française.

Puisque les causes du mal sont artificielles, il dépend de nous, il dépend du législateur de les supprimer.

Pour cela, la première chose à faire est de ne pas frapper un homme de peines et d'amendes variées chaque fois qu'il commet la folie de vouloir être père.

Autrement dit, il est urgent pour l'avenir de la France que le fisc reconnaisse cette vérité d'ailleurs évidente : c'est que les contributions de chacun doivent être proportionnelles à ses ressources et *inversement proportionnelles à ses charges*. C'est une charge que d'élever plusieurs enfants.

Si la France se doutait du malheur vers lequel elle se précipite fatalement, si elle s'en préoccupait (elle commence à s'en préoccuper), elle se convaincrail de cette vérité, c'est qu'il est indispensable que l'État considère *le fait d'élever un enfant comme une des formes de l'impôt*.

Payer un impôt, c'est s'imposer un sacrifice pécuniaire au profit de la nation entière. C'est ce que fait le père qui élève un enfant. Il s'impose une série toujours croissante de sacrifices pécuniaires très lourds, et ces sacrifices (qui généralement, hélas ! lui profitent peu à lui-même) profitent à la nation entière.

Pour que cet impôt puisse être considéré comme acquitté par une famille, il faut qu'elle élève *trois* enfants. En effet, il en faut deux pour remplacer les deux parents, et, en outre, un troisième, car le calcul des probabilités montre que, sur les trois, il y en aura en moyenne un qui mourra avant de s'être reproduit.

Donc la famille qui élève quatre enfants ou davantage paye un excédent d'impôts, et la justice veut qu'on lui tienne compte de ce

sacrifice en la dégrevant d'impôts. Qu'on dégreve donc davantage encore les familles qui élèvent cinq enfants, celles qui en élèvent six, etc.

Et qui doit payer ces dégrèvements ? Naturellement ce sont ceux qui n'élèvent pas les trois enfants nécessaires à l'avenir de la nation. Ils se soustraient (volontairement ou non, peu importe) au plus nécessaire et au plus lourd de tous les impôts. Il est strictement juste qu'ils compensent par une somme d'argent le tort qu'ils font à la patrie.

Qu'on ne dise pas que je veux persécuter les familles stériles ou peu nombreuses. Je ne leur inflige ni punition, ni amende : seulement je transforme pour elles l'impôt qu'elles doivent au pays. Je fais comme un propriétaire qui ne pouvant se faire payer par son métayer en nature se faire payer en argent monnayé.

Cette conception n'est pas nouvelle. L'immortelle Constituante de 1789 l'avait formulée en toutes lettres, et lui avait donné une forme pratique : elle a ordonné que les familles de plus de *trois* enfants (le nombre, j'ai dit pourquoi, était très bien choisi) seraient partiellement dégreverées, et qu'au contraire les familles de moins de trois enfants supporteraient un supplément d'impôt. Si la chose ne s'est pas faite, c'est à cause des événements terribles qui sont presque immédiatement survenus, et qui ont rendu nécessaire de se procurer de l'argent promptement et sans chercher à mieux répartir l'impôt. Quels hommes que ces Constituants ! Comme ils avaient une intuition nette des besoins du pays, et qu'ils savaient donner à leurs volontés une forme modérée et pratique !

Ils avaient en matière d'impôt plusieurs projets très remarquables que les circonstances ne leur ont pas permis d'appliquer, et dont M. Maujan a pieusement recueilli l'héritage. Il leur a donné une forme plus moderne et plus conforme à l'état actuel de la France.

En ce qui concerne les charges de familles, le projet Maujan se borne aux deux prescriptions qui suivent (qui sont, comme nous le verrons, illusoires) :

Art. 9. « Il est facultatif à tout ménage d'avoir deux inscriptions aux rôles de la contribution mixte : une pour le mari, une autre pour la femme. » Cela constitue un avantage sérieux pour les époux qui sont également riches, mais un avantage nul si l'un des époux n'a rien. On ne peut donc pas voir dans cet article une disposition en faveur du mariage.

Art. 10. « Dans toute famille, la cote primitive sera réduite en rai-

son du nombre d'enfants mineurs à la charge des parents, dans les proportions suivantes :

« Pour les cotes allant de 0 à 100 francs (c'est-à-dire pour des revenus pouvant monter jusqu'à 2,000 et 20,000 francs suivant leur nature), le total sera diminué de 1/10 par enfant.

« Pour les cotes allant de 101 à 1,000 francs, la diminution sera de 1/20 par enfant. »

Il suffit, pour juger de l'inefficacité de ces règles, de constater que dans le premier cas, qui est le plus général, la réduction de taxe sera au maximum de 20 francs par enfant. Il est évident que ce n'est pas avoir sérieusement égard aux charges qui pèsent sur une famille.

Le sentiment qui a inspiré ce projet était pourtant des plus louables ; voici comment il est exprimé : « Nous avons considéré qu'une atténuation paraissait désirable comme compensation des charges de famille. Dans notre pensée, le nombre des enfants doit être une cause de modération de la cote des parents qui les élèvent, et cette atténuation doit être d'autant plus forte que la chose qui en est l'objet atteint davantage le nécessaire de ces familles. » Fort bien, mais ce n'est pas une compensation sérieuse des charges de famille que de réduire l'impôt de 20 francs par enfant.

M. Maujan indique le chemin de la justice, mais il néglige d'y entrer.

Encore moins peut-il encourager la formation des familles suffisamment nombreuses. Qui désirera avoir un enfant afin d'être dispensé de 20 francs d'impôt ?

Les législateurs qui ont voulu favoriser la natalité *paraissent* avoir constamment échoué (1), et on ne saurait en être surpris. Ils ont toujours eu le tort de ne viser que les familles exceptionnellement nombreuses, et notamment celles qui comptent sept enfants (2). C'est évi-

(1) Je dis qu'ils *paraissent* avoir échoué ; on n'a jamais prouvé par des chiffres qu'ils aient réellement échoué. — Il existe au Canada des lois encourageant les familles nombreuses, et on sait quelle est la fécondité de cette population.

(2) J'ai fait naguère l'éloge motivé de la loi qui exemptait de la contribution mobilière les familles de sept enfants et plus, sur quoi on m'a fait dire que je regardais cette loi comme destinée à relever la natalité française. C'était résumer bien inexactement ma conclusion ; j'avais dit en propres termes que, « pas plus que M. Javal, je ne croyais cette loi appelée à relever la natalité française », et que je la regardais « comme un premier pas (un premier pas seulement) vers la sagesse et la justice ».

demment une erreur. Ce qu'il faut favoriser, ce sont les familles qui comptent plus d'enfants que la moyenne, par exemple toutes celles qui comptent plus de trois enfants. Tel est l'avis de M. Javal (qui n'a jamais regardé sa loi que comme un premier pas dans la bonne voie); tel est aussi le mien. En effet, les familles de sept enfants et plus ne seront jamais qu'une exception rare; or qui veut corriger les mœurs doit s'adresser au grand nombre.

Non seulement les familles de sept enfants ne sont qu'une exception, mais il est douteux qu'on doive désirer qu'il en soit autrement dans une société bien organisée. Il faut que chaque famille produise un nombre d'enfants suffisant, mais il est peut-être mauvais qu'une famille se charge d'un fardeau qu'elle ne peut pas supporter. D'ailleurs, les familles extrêmement prolifiques n'apporteront jamais qu'un faible appoint à la fécondité générale de la nation. Ce qui élève la natalité d'un peuple, c'est l'existence fréquente de familles de quatre et cinq enfants. Ce sont elles que le législateur doit surtout viser dans un pays tel que la France, où les naissances manquent.

C'est à elles qu'il faut appliquer le précepte que j'énonçais plus haut : que l'éducation d'un enfant doit être considérée comme une forme de l'impôt.

Il est facile d'appliquer ce principe sans que le Trésor y perde rien, loin de là.

En effet, sur 1,000 familles françaises, il n'y en a que 171, soit le sixième, qui comptent plus de trois enfants (recensement de 1886).

De là il résulte que si l'on exemptait complètement d'impôt ces 171 familles, il suffirait, pour que l'État rentrât dans son argent, qu'il chargeât de 20 pour 100 seulement les 829 familles moins prolifiques. Cela est évident; car si nous supposons six camarades voyageant ensemble, et versant chacun 100 francs, par exemple, pour les dépenses communes; que l'un d'eux vienne, pour une raison quelconque, à ne pas payer; il suffira, pour combler le déficit, que chacun des cinq autres verse 20 francs.

En réalité, une surcharge moindre suffira, car je viens de supposer que les six camarades payaient part égale. Or, en cela ma comparaison est vicieuse, car on sait que parmi les familles nombreuses la proportion des pauvres est élevée.

Mais supposons, pour simplifier le raisonnement et pour plus de prudence, que, en moyenne, l'impôt direct payé par chaque famille soit indépendant du nombre d'enfants qu'élève cette famille. Cette

supposition admise, voyons de combien il faudrait surcharger les familles malthusiennes pour exempter d'impôt les familles suffisamment nombreuses.

Voici quelle est la composition des familles françaises :

NOMBRE ABSOLUS EXTRAITS DU RECENSEMENT DE 1886.

		Sur 100 familles.
Célibataires masculins ayant plus de 30 ans (1)	1.470.872	42,4
Familles (mariés, veufs, veuves, divers) :		
Sans enfants	2.073.205	47,4
Ayant 1 enfant	2.542.644	21,3
— 2 —	2.265.347	49,1
— 3 —	1.542.054	12,7
Plus de 3 —	2.032.134	47,1
	41.896.493	100,0

Nous l'avons dit, pour dégrever complètement les 2,032,134 familles de plus de trois enfants, il faudrait charger les autres d'un supplément d'impôt de 20 pour 100. Mais il nous paraît plus équitable d'échelonner ce supplément d'impôt et de le rendre inversement proportionnel au nombre des enfants.

On pourrait, par exemple, charger :

Les célibataires, d'un supplément d'impôt	de 50 pour 100
Les mariés, veufs ou veuves sans enfants.	de 40 —
— — ayant 1 seul enfant	de 30 —
— — ayant 2 enfants.	de 10 —

Et laisser aux familles de trois enfants leur impôt actuel, sans surcharge. Car celles-ci, comme nous l'avons établi, fournissent à la patrie un nombre d'enfants suffisant pour perpétuer la race. Pour reprendre une comparaison dont j'usais plus haut, ces familles *payent en nature*. Il n'y a donc lieu ni de les dégrever ni de les surtaxer.

Un calcul simple montre que l'État, avec une telle combinaison, rentrerait très largement dans les sommes que pourrait lui faire perdre l'exemption des familles de plus de trois enfants. Il perdrait 2,032,134 parts contributives et en recouvrerait d'autre par 2,604,047.

(1) Nous ne comptons pas les célibataires de moins de trente ans, quoiqu'ils puissent payer impôt.

De même, nous ne comptons aucune femme célibataire, quoique beaucoup payent impôt. Mais nous tenons à mettre nos calculs à l'abri de la critique.

La justesse du projet que je propose a frappé d'autres yeux que les miens. Le gouvernement autrichien a proposé il y a quelques mois un projet tout semblable. Il exempte de 25 florins les familles qui compteront plus de deux enfants dans les villes et plus de quatre dans les campagnes. Ainsi un ménage de cinq enfants sera exempté de 125 florins d'impôt, c'est-à-dire de plus de 300 francs. Le plus souvent il sera donc exempté de tout impôt; or il s'agit de l'Autriche, pays où la natalité est exubérante. Le seul désir d'être équitable a inspiré au gouvernement autrichien le projet de dégrever les familles non malthusiennes.

Assurément un impôt établi sur les bases que je viens d'indiquer ne compenserait que très imparfaitement les charges qu'entraîne pour une famille l'éducation de quatre enfants. On ne lui restituerait même pas (loin de là) les impôts de douane et d'octroi qu'on prélève injustement sur elle en raison même de sa fécondité.

Mais du moins cette répartition de l'impôt aurait pour effet de faire savoir à tous les Français combien la patrie a besoin que les naissances soient nombreuses. Aucune propagande, aucun journal, aucune prédication ne vaudra, sous ce rapport, la cote de l'impôt, car de tous les papiers périodiques, la feuille du percepteur est le plus universellement lu, le plus passionnément commenté.

Ce sont surtout les impôts de succession qui devraient faire payer par les familles malthusiennes la juste indemnité qu'elles doivent au pays en raison de leur stérilité.

Car les malthusiens ont principalement pour but de ne pas partager leur fortune entre de trop nombreux enfants.

L'institution de l'héritage n'a d'autre raison d'être que de stimuler le travail. Beaucoup d'hommes assurément travailleraient moins et surtout épargneraient moins s'ils n'avaient la perspective de laisser à leurs enfants (où plutôt, hélas! à leur enfant unique) le fruit de leur travail et de leurs économies. Telle est la seule justification de l'institution de l'héritage. C'est ainsi que le défendent ses partisans, et ses adversaires n'ont jamais trouvé de réplique suffisante à cet argument.

Or, actuellement, ce qu'il faut à la France, ce ne sont pas seulement des travailleurs, ce sont aussi et surtout des naissances en nombre suffisant pour perpétuer la race et assurer l'avenir du pays. Et il est prouvé que l'institution de l'héritage est un des facteurs puissants de la dépopulation. Il faut donc la modifier.

Je n'examinerai pas ici s'il ne serait pas utile de respecter la liberté de tester qui existe dans un grand nombre de pays et que tant de bons esprits réclament pour la France.

Mais je ne vois pas pourquoi l'État ne se déclarerait pas aussi intéressé à la fécondité des familles qu'à leur faculté de travail et d'épargne. Pour stimuler ces deux dernières vertus, il leur garantit le droit d'héritage ; il pourrait le leur retirer, ou du moins l'affaiblir à son profit lorsque leur fécondité ne serait pas jugée par lui suffisante.

Dans ce dernier cas, les familles indemniserait par de l'argent l'État pour le tort que lui aurait fait leur stérilité.

Pour que cette mesure fût efficace, il faudrait qu'elle fût sérieusement appliquée, de façon à entamer sensiblement la fortune des familles qui n'auraient donné à la France que un ou deux enfants. Par exemple, on pourrait réserver à l'État la proportion disponible de l'héritage (la moitié de la fortune pour les familles de un enfant ; le tiers pour les familles de deux enfants ; quant aux familles de trois enfants, leur fécondité est suffisante, et il n'y a pas lieu de les surtaxer).

Peut-être les malthusiens prétendront que je suis trop subversif et (1) que la mesure que je propose est trop sévère pour eux ; ou encore qu'elle est trop en opposition avec les mœurs et habitudes actuelles ?

C'est justement pour cela que je la propose. Des remèdes anodins ne seraient d'aucun effet contre un mal profond et invétéré.

Il faut que les familles françaises cessent d'avoir un intérêt évident à restreindre le nombre de leurs enfants. Pour obtenir ce résultat, il faut autre chose que des demi-mesures.

CONCLUSIONS

La faible natalité de la France l'expose au danger terrible d'être désarmée contre ses ennemis. Le péril est grave, mais il n'est pas inéluctable. Il faut combattre le mal promptement.

(1) Lorsque j'écrivis pour la première fois (*Revue scientifique*, 2 avril 1892) les propositions qui précèdent, je m'attendais à être traité d'utopiste et de démographe maniaque.

Bien loin de là. Ma proposition fut très sérieusement examinée par un grand nombre de journaux : et j'eus la surprise agréable de voir que presque tous approuvaient mes propositions sur l'exemption des familles de plus de

La mortalité de la France est normale. On ne pourra donc la diminuer que par une sorte de tour de force sur lequel on ne peut pas compter.

Au contraire, la natalité de la France est extrêmement inférieure à celle de tous les autres pays européens. On peut dire qu'elle est paradoxale. Donc, on peut espérer de la faire revenir au niveau ordinaire des autres peuples.

Ce qui rend la natalité française si faible, c'est la stérilité volontaire des familles ayant quelque bien (ces familles sont exceptionnellement nombreuses en France), parce que ces familles prévoyantes savent qu'un sûr moyen de conserver leur bien est de n'avoir qu'un seul enfant, et qu'inversement, un sûr moyen de perdre ce bien est d'avoir plus de deux enfants.

Pour sauver la France du danger qui la presse, il faut que les lois fiscales et autres soient faites de telle façon que les familles ayant quelque bien n'aient pas un intérêt évident à restreindre leur natalité. Il faut, en un mot, *que le fait d'élever un nombre suffisant d'enfants (trois au moins) soit considéré comme une forme de l'impôt.*

D^r Jacques BERTILLON.

TIERS-ÉTAT COMMERCIAL ET GRANDS MAGASINS

SOMMAIRE. — Deux partis se dessinent, riches et pauvres. — I. Théorie aristocratique. — Ses auxiliaires : les institutions de patronage, les œuvres d'assistance ; Assistance-Ruel : distributions et fêtes. — II. Théorie démocratique : a) *La ligue de la défense du commerce et de l'industrie* : histoire, organisation ; doctrine : le projet de réforme des patentes, « les répartitionnistes ». — b) *La chambre syndicale des employés de la Seine* : théorie collectiviste moins hostile aux Grands Magasins. — Triomphe probable de l'oligarchie des riches.

1. — Un simple métier, profondément creusé par une minutieuse

trois enfants et la surcharge des familles malthusiennes. Quelques-uns trouvèrent excessive la taxation des impôts de succession des familles malthusiennes, mais aucune ne la trouva mauvaise en principe.

L'esprit public n'est donc pas hostile à des réformes profondes faites dans le sens que j'indique dans cet article.

analyse (1), nous a fait poser sur ses véritables bases, la véritable *Question sociale*. Nous avons vu dans le monde commercial et industriel — le monde agricole, du moins en France, échappé pour notre salut au redoutable problème — le *mal* social se traduire par la concentration de la fortune sur quelques points, par la montée de la misère sur tous les autres, en un mot par la destruction de cette gradation insensible qui jusqu'ici étageait à des hauteurs régulières les différents niveaux de la société : et la reconstitution tentée n'apporte que bien peu de terre en un fossé chaque jour plus grand. Riches et pauvres, les deux camps existent déjà. Laissons aux années le soin d'y parquer les attardés qui s'obstinent à demeurer sur la limite, et examinons la politique latente de ces deux partis, qui en sont venus si souvent aux massacres impitoyables dans l'histoire de l'humanité, et qui s'observent encore en essayant de prévenir par des mesures relativement pacifiques les terribles angoisses de l'avenir. Cette politique, autrement dit ce plan d'action et de conduite — car il convient de dégager ce mot du sens banal où le prennent encore les ergoteurs préoccupés du choix entre les différentes étiquettes gouvernementales, — doit constituer par ses deux théories opposées et radicales, les deux moitiés de la présente étude.

I

THÉORIE ARISTOCRATIQUE.

2. — Le succès a de ces miracles et l'histoire de ces récompenses. C'est dans le bureau d'un grand fabricant de jouets, admirateur passionné de la Révolution qui balaya il y a cent ans le pouvoir politique des aristocrates ruraux, que nous avons entendu développer avec le plus de logique la théorie la plus parfaite de l'aristocratie pure. Gérants ou directeurs de Grands Magasins, tous n'ont pu qu'y ajouter l'agrément et le détail. Devant nous, surgit la société telle que la conçoit le parti des riches, la grande banque, le grand commerce, la grande industrie : toute une croissance démesurée de la production et de la civilisation, qui permet de livrer au moindre prix des objets manufacturés à ce consommateur idéal, créé par le

(1) Cette étude est extraite du manuscrit d'un volume intitulé : *Question ouvrière, l'Industrie du Jouet à Paris* ; cours libre professé à la Faculté de Droit, par P. du Maroussem.

cerveau des économistes tout exprès pour consommer, sans que jamais il soit pour lui question de produire. Et spontanément nous repassions en notre mémoire le profond jugement qu'avaient porté sur la nouvelle ère industrielle quelques conseillers de l'entourage intime du comte de Provence et du comte d'Artois : comme eux, nous retrouvions dans le développement des métiers, sous le principe de liberté systématique, la reconstitution de cette féodalité que le principe de liberté avait eu la prétention de renverser, et la conséquence pratique qu'ils en avaient tirée pour les chefs des hautes familles seigneuriales de s'insinuer sans retard dans les conseils des récentes sociétés de banque ou de trafic, fondées de toute part sous la Restauration. Depuis ce temps-là, l'aristocratie nouvelle s'est définitivement formée sans se confondre avec l'ancienne, et habilement elle s'est constituée toute une justification de son existence, tout un chartrier dans l'esprit du jour, une théorie scientifique, la « théorie d'évolution d'Herbert Spencer » qui s'infiltre de plus en plus dans la pensée publique, et aussi une autre *thèse* plus étroite, à la mesure des discussions d'affaires, celle de l'économie politique marquée au coin de l'orthodoxie pure, le « laissez faire et laisser passer ». Ainsi fermement appuyée sur les arguments solides que met à sa disposition l'aristocratie voisine des lettres constituée en sociétés savantes, elle manœuvre au moyen de deux procédés dont l'un apaise ses auxiliaires techniques, hommes de génie parfois dans leur genre, sur qui repose toute la responsabilité de la machine à ramener les bénéfices, et dont l'autre assouvit les hommes du dernier rang, la tourbe aux prompts et subites colères, qui à certains jours se sent prise du goût de la poudre et des vengeances ; ces deux procédés, éternellement associés au point que l'un appelle l'autre sans que leur divorce devienne possible, sont : les *institutions de patronage*, les *institutions de bienfaisance*.

3. — Nous connaissons les premières. Nous avons longuement étudié comment, entendues avec la générosité la plus large, elles n'arrivent qu'à rassasier, juste dans la mesure du nécessaire, le petit groupe des collaborateurs de premier rang pour qui ce serait un jeu que de coordonner la révolte des classes inférieures. Nous avons repassé par les courbes des caisses de secours mutuels, d'assurance, de prévoyance, de retraite, mesuré la portée exacte de la participation aux bénéfices, et estimé à la juste valeur le dernier terme de la catégorie : la coopération.

4. — Restent les institutions de bienfaisance, remède qui, lui non

plus, ne peut revendiquer le mérite de la nouveauté, car si les patriens de la décadence romaine peuvent réclamer l'essai des libéralités consenties à leurs esclaves confidents, intendants ou chefs de service, ils ont à meilleur droit encore la possibilité de faire sonner bien haut les *largitiæ* que l'Eglise catholique, disciple fidèle de la civilisation païenne, a toujours systématisées, à toutes les époques, en les grandissant de toute sa hauteur morale. Ce développement sera emprunté à une institution parisienne, la plus étrangement généreuse qui existe, créée, développée, entretenue par le propriétaire d'un grand Magasin, et d'un grand Magasin de jouets, puisqu'il porte encore le nom de Bazar. Il s'agit du Bazar de l'Hôtel-de-Ville et par suite de l'Assistance Ruel.

5. — S'il est une organisation charitable vraiment royale, qui laisse de bien loin derrière elle toutes les ventes, les quêtes, les loteries, les sermons de charité usités dans l'ancien asile classique de la bienfaisance, le faubourg Saint-Germain, c'est incontestablement cette *assistance*, — le nom décerné par la langue courante en accuse les dimensions vraiment démesurées — qu'un simple particulier, enrichi brusquement par le nouveau système de la vente au détail, a installée dans la vieille Cité entre ces deux débris des pouvoirs souverains d'autrefois : roi et évêque ; le Palais, Notre-Dame. Au chevet même de l'église, au seuil des dernières bâtisses qui peuvent tenter l'archéologue, tout un carré de terrain est couvert de constructions en planches ; au centre, un écriteau qui sera expliqué avec ces mots en grandes lettres : *Casino* ; sur la porte d'entrée, une autre enseigne très différente : *Assistance gratuite pour les enfants*. C'est en effet une sorte de permanence pour les enfants — ces faibles toujours assurés d'exciter la sensibilité contemporaine — que ce dispensaire fondé depuis cinq ou six ans au milieu de ces populations du centre de Paris, étiolées, par les vices du sang et l'anémie, l'intempérance et le « sweating system ». Dès le matin, 8 heures, tous les rouages de cette petite administration de la charité se mettent en branle, car nombreux est le personnel nécessité par cet économet, ce réfectoire, ce cabinet de consultations, cette salle d'opération, cette pharmacie, cette lingerie, cette salle d'habillement, ces salles de bains, de douches, cette cuisine, sans parler de ce Casino qui n'intervient qu'au grand jour. Sous la surveillance de la très vigilante directrice, toujours en éveil sur les misères nouvelles, qui sans cesse viennent se faire inscrire sur le registre des admissions, les trois médecins et chirurgiens, le pharmacien spécial, l'employé comptable, l'infirmière

préposée aux pansements, le baigneur, la baigneuse et la cuisinière se mettent chacun à leur œuvre distincte, pendant que les *enquêteurs*, fournis par le personnel du bazar, fouillent les mansardes et tâchent d'établir les identités. Les « clients » — ce mot empreint d'une délicate modestie semble de rigueur à l'Assistance Ruel — ce sont les enfants jusqu'à *quinze* ans, et pour certaines faveurs, les enfants du IV^e arrondissement *seul*, siège du Bazar de l'Hôtel-de-Ville. Le cycle quotidien est immuable. A huit heures du matin, distribution de lait apporté directement d'une ferme de la banlieue. Immédiatement commencent les consultations : elles sont gratuites ; les médicaments sont délivrés gratuitement ; les bains sont aussi gratuits, et chaque enfant — l'établissement compte 16 baignoires — reçoit au sortir du bain un verre de lait et un croissant ; même règlement pour la salle des douches. A midi, *soixante enfants* sont nourris gratuitement, et un réfectoire est spécialement affecté à cet usage : le menu se compose d'une soupe, un plat de viande, un plat de légumes, du pain à discrétion, une boisson composée de un tiers de vin. Le dispensaire alors se repose ; la tâche journalière est finie.

6. — Mais il est des jours d'animation extraordinaire, symétriques en quelque sorte des expositions du Grand Magasin. Ce sont d'abord les fêtes de la charité, les distributions depuis quelques mois transportées de préférence à la mairie du IV^e arrondissement : 10,000 fr. de coke distribué en une fois, 120,000 francs de vêtements en une autre. Le terrain a été acheté à la ville d'un seul coup : 360,000 fr.

Puis aussi les fêtes et réjouissances : les fêtes enfantines. A Pâques, c'est la grande fête des enfants : dans la vaste salle du Casino, qui a reçu cette destination principale, un guignol est dressé ; après le spectacle une distribution d'actualité : chaque garçon emporte un œuf de Pâques, chaque fillette une petite poule en carton — couvant des œufs.

7. — Cette pente des distractions prodiguées aux pauvres, des jeux du cirque après la sportule, n'a pas de fin. Il y a deux ans, à la Fête Nationale, une armée de menuisiers couvrit de gradins le parvis Notre-Dame. Les pauvres s'y entassèrent. Un ballet et une fête de nuit leur furent offerts aux frais du riche. L'an dernier — les preuves s'étaient tout au long dans les journaux de l'époque — la fête devint nautique. Des bateaux furent amarrés solidement ; un plancher spacieux construit sur la Seine et soixante danseuses du Châtelet, sous la direction du maître de ballet et du chef d'orchestre,

viennent reconstituer pour le prolétaire les jeux jadis entrevus sur l'eau du Tibre.

8. — La popularité est au bout de telles largesses. D'autres les ont imitées : il serait aisé de citer des villes de province où la puissance des Grands Magasins a pour plus ferme appui les distributions de soupes et les dons au bureau de bienfaisance. Entre les hauts employés rassasiés et le peuple satisfait, que peut tenter la classe moyenne ?

II

THÉORIE DÉMOCRATIQUE.

9. — La classe moyenne cependant n'a pas désespéré de la lutte. A la politique habile de ses adversaires, à ces moyens renouvelés des oligarchies antiques, elle qui pousse encore de si profondes racines sur le sol de France, elle qui, depuis les croisades, forme toute l'originalité et toute la stabilité de notre civilisation, elle répond par l'entente, les projets, les réunions déjà menaçantes et tumultueuses. Ici, le lecteur l'a pressenti, nous arrivons à la *Ligue de défense du commerce et de l'industrie* (1), qu'il nous faut analyser dans son histoire, son organisation, ses procédés de lutte et ses réclamations présentes. En annexe, nous lui adjoindrons la classe moyenne *collectiviste*, la *Chambre syndicale des employés de la Seine* et leurs griefs : Car la démocratie se trouve coupée en deux parties, il est vrai, très inégales : deux parties qui se font vis-à-vis en France, depuis la Révolution : la démocratie *libertaire*, qui sous la réglementation maintient l'initiative individuelle et la propriété ; la démocratie *collectiviste*, qui n'admet le développement de l'individu que dans le cercle du groupement général et de la propriété commune : c'est Robespierre, ami du menuisier Duplay, voulant réduire tous les Français à 3,000 livres de rentes ; c'est Gracchus Babeuf, plus radical encore, et rêvant l'avènement de la complète et indestructible égalité ; l'un divisant les terres des prêtres et des nobles qui font retour à la nation ; l'autre voulant en maintenir la réunion à la seule individualité possédante, qui n'aurait jamais dû les abandonner.

A. — *La Ligue de défense du commerce et de l'industrie.*

10. — Il est certain que si les débuts troublés et laborieux pré-

(1) 99, rue Montmartre.

sagent les victoires, la *Ligue contre les grands magasins* est assurée d'un triomphe complet et définitif. Aussitôt après la promulgation de la loi des patentes du 15 juillet 1880, — car nous allons voir toute cette lutte pour la répartition de la richesse graviter autour de la loi des patentes, comme nous avons vu, comme nous voyons toute la question de politique économique extérieure, protection ou liberté, graviter autour d'un tarif, le tarif des douanes, — un certain nombre de commerçants parisiens, une dizaine environ, se réunirent spontanément pour déterminer les conséquences inéluctables de la législation nouvelle et aussi les conjurer. Un titre fut pris : on s'appela : *Ligue du commerce et de l'industrie* ; un manifeste même parut, très rare aujourd'hui et que l'auteur de ces lignes a eu entre les mains ; la loi y était approfondie : la « féodalité nouvelle », notamment « le Bon Marché » dénoncée. Mais les conférences tentées n'eurent aucun succès : l'une d'elles, salle des Spirités, rue du Bac, fut un désastre. On se méprit sur le caractère du mouvement ; l'intervention de M. Laroche-Joubert, le coopérateur bien connu, grand ami des classes moyennes, qu'il avait toujours essayé de soutenir par l'association coopérative de production, pendant qu'il la ruinait d'autre part à l'aide des associations coopératives de consommation, fit croire à une campagne bonapartiste. L'idée fut naturellement exploitée par les Grands Magasins, qui se piquent de républicanisme orthodoxe et de démocratie. En 1883, les causes de l'agitation grandissant sans cesse, un nouveau groupement se forma. Il s'intitula : *Chambre syndicale du commerce de détail et des spécialités diverses*. Cette appellation était on ne peut plus exacte : elle définissait le point sur lequel porte le mal. La constitution en était légale : un arrêté ministériel l'avait consacrée. La déposition de cette chambre syndicale devant la commission d'enquête de 1884 (1) fut extrêmement mouvementée. Même froideur de la part du public : les conférences réunissent 18 à 30 personnes. C'est un échec à ajouter au premier. En 1888, les mêmes hommes, tenaces et indomptablement attachés à leur idée, essaient d'un nom nouveau. Ils prennent pour signe de ralliement le titre de : *Syndicat commercial et industriel du département de la Seine*. Pas de déclaration, d'ailleurs, à la préfecture : l'état libre, l'état de nature, comme tant d'autres syndicats ouvriers. Ils concentrent à Paris 187 adhérents. Or la ligue

(1) P. 121, Eng.

récente, la *Ligue syndicale pour la défense du travail, de l'industrie et du commerce*, fondée un an plus tard, en 1888, avec son organe officiel, ses brochures, ses tracts de propagande, ses cadres fortement centralisés, rayonnant sur Paris, le Nord, l'Est, l'Ouest de la France, et ses assemblées particulières et ses assemblées générales, relie quatre-vingt mille membres à l'heure actuelle, et ces quatre-vingt mille membres, trouvés en trois ans, s'accroissent en progression ininterrompue. Quelle est la cause de cette formidable poussée et de cette agitation qui ne peut que grandir encore ?

11. — C'est que mathématiquement, progressivement, le fonctionnement normal des prodigieuses machines commerciales, des grandes compagnies de commerce au détail, que cette fin de siècle a créées, broie autour d'elles toute concurrence et par l'économie des frais généraux, et surtout par d'incessantes spéculations, spéculations sur la compensation des bénéfices, voire même spéculations de banque. Et cela non plus seulement à Paris, dans les rayons immédiats du *Bon Marché*, du *Louvre*, du *Printemps*, du *Tapis-Rouge*, de la *Samaritaine*, mais en province, partout où peuvent atteindre les expéditions savamment combinées, partout où par instinct d'imitation d'autres machines identiques se construisent pour rayonner de nouveau et tout détruire. Si bien que dans les villes comme le Mans, par exemple, la rue Saint-Jacques, qui aboutit à la place Chanzy, au cœur commerçant de la ville, reste vide de locataires ; si bien qu'il suffit d'une apparition de la Ligue à Amiens, à Nancy, pour entraîner les imposantes manifestations que l'on sait ; si bien que dans les villes de l'Ouest, Angoulême, Limoges, la question politique aux prochaines élections municipales, sera primée par la question sociale, celle des Grands Magasins.

12. — C'est ainsi que le mouvement a trouvé son chef ; un homme d'une énergie et d'une puissance notoire peu commune ; manœuvrier habile qui a appris son métier aux côtés de nos meilleurs stratèges politiques dans les loges de la fin de l'Empire, et qui, capable de pousser à l'extrême ce rôle fatal à certaines époques des civilisations des deux Gracques soutenant la petite propriété libre, à Rome, ou de Georges Scali tâchant de relever les métiers inférieurs à Florence, a su donner aux misères, aux ruines dissociées, s'ignorant entre elles, une forme d'association puissante et pratique, un programme, des moyens d'action (1).

(1) M. Christophe, président de la Ligue.

13. — Etudions par conséquent, la forme, l'action, et la doctrine, l'inspiration de ce tiers-état, de cette petite démocratie libre, qui ne veut pas mourir.

Vue d'en-haut, en quelque sorte, et dans sa surface extérieure, l'organisation de la Ligue nous présente un *comité central*, appelé comité de centralisation, composé d'un président, de deux vice-présidents, de secrétaires, etc., ordinaire division du travail de tous les bureaux des ligues, syndicats ou cercles de France. Au-dessous, dans chaque arrondissement à Paris, dans chaque département en province (ces deux unités s'équivalent), un *comité local*, avec président, vice-président, secrétaire, trésorier. Voilà le cadre administratif. Du premier au dernier échelon, les décisions circulent : les mots d'ordre sont envoyés. Cette ligue, qui ignore la loi de 1884 sur les syndicats, et que le parquet surveille, sans avoir la force ni la volonté de l'arrêter en son essor, ne nous révèle pas encore la constitution de ses pouvoirs. Nous voyons des fonctions. Qui les confie ? où est le pouvoir souverain ? L'analyse d'un simple groupe de quartier va nous le faire saisir, en nous permettant de remonter jusqu'au faite.

14. — Vous habitez le VI^e arrondissement ; vous voulez être ligueur.

Il suffit d'envoyer au président, au vice-président, secrétaire ou trésorier, peu importe, de votre arrondissement une feuille d'adhésion, distribuée en petit imprimé. Obligations contractées : le paiement de 0 fr. 50 par mois plus 1 franc de droit d'entrée. En échange vous recevez la *Rependication*, le journal de la Ligue, soudé à elle par un lien que nous établirons. A partir du moment où il a signé, l'adhérent devient l'une des unités de ce groupe autonome d'arrondissement, où, en vertu d'un principe d'égalité absolue, nul n'a plus ni moins de droits que ses co-associés et dont l'ensemble forme l'assemblée souveraine d'arrondissement. Convoqués sur toute la surface de Paris, pendant que les assemblées départementales y répondent sur toute la surface de la France, ces assemblées d'arrondissement désignent leurs bureaux indépendants dans le courant de février.

15. — Déjà le lecteur découvre l'organisation du pouvoir principal ; l'assemblée où réside la pleine puissance, le comité d'exécution à qui elle la délègue. Pour se figurer l'assemblée souveraine qui représente le pays tout entier il lui faudra considérer comment de chacun de ces conseils locaux, arrondissement ou département, se dé-

tache une émanation de six membres, deux de droit (président et trésorier), quatre élus. Cette masse de 120 représentants pour Paris seul, et les députés provinciaux ont garde de manquer à l'appel : c'est la *Convention* dominante et directrice. Elle désigne un certain nombre de délégués issus de son sein et fournit ainsi l'explication du comité de centralisation.

16. — A côté de ce comité, un peu à part, afin de conserver la franchise d'allure, mais sous la surveillance de cinq ligueurs élus par le comité même, l'organe officiel de l'union, la *Revendication*, paraît toutes les quinzaines. Le premier numéro est daté du 5 juillet 1888, le dernier de la semaine dernière. Collection curieuse dans son ensemble qui permet de porter un jugement sur le dernier point : les doctrines générales de la Ligue, ses réclamations immédiates et son mode d'action.

17. — Ce serait une tâche lourde et inutile que de condenser les innombrables articles, discours, révélations, que le journal de la Ligue a accumulés pendant les trois ans et demi de son existence. La doctrine économique des chefs du mouvement (les doctrines ne se rencontrent guère que chez les chefs), a été réunie en maintes petites brochures bien écrites, clairement exposées, telles que les deux opuscules intitulés : *La Ligue Syndicale pour la défense des intérêts du travail* et aussi le *Projet de révision de la loi sur les patentes* (loi du 14 juillet 1880). Tout en part, tout y revient, et c'est vraiment le catéchisme pratique des nouveaux apôtres. Si l'on veut apprécier l'originalité des vues politiques et sociales de MM. Christophe, Ratel, Fayet, Ragasse, car tels sont les porte-voix habituels de l'association des classes moyennes, il convient d'y voir comme un mouvement complémentaire du grand mouvement protectionniste, qui dans tous les milieux français, milieux urbains ou agricoles et sans nuances de parti, a regroupé momentanément des hommes depuis si longtemps divisés.

Nous savons comment depuis février 1892 cette formidable campagne est arrivée, par le moyen d'une loi *fiscale*, la loi des douanes, à tailler rigoureusement la part dévolue à l'industrie et au commerce nationaux, à la transformer en chasse réservée pour ainsi dire par l'exclusion rigoureuse de tous les concurrents et de tous les compétiteurs. Mais par le fait seul que grand commerce et petit commerce, grande industrie et petite industrie se trouvent ainsi enfermées en vase clos, fatalement, avec une rigueur mathématique, on voit s'opérer la destruction des faibles au profit des forts et se des-

siner la division définitive en deux camps opposés : riches et pauvres. Alors des hommes surgissent, qu'ils descendent des hauteurs de la théorie, ou qu'ils sortent de la foule engagée dans la lutte pour le pain quotidien : au nom du même principe qui a fait intervenir la *puissance publique* pour répartir les zones entre nationaux et étrangers, le danger de la guerre civile, l'indépendance à l'égard de l'extérieur, ils viennent réclamer une répartition imposée par l'Etat entre les différents concurrents sur le territoire de chasse déterminé ; une sorte de sous-partage, de subdivision de zone. Et eux aussi ils ont une *loi fiscale* sous la main, une de ces terribles lois fiscales, d'où la liberté politique est sortie jadis au moment des discussions de budgets en 1789, 1830, 1848, et à qui il serait aisé d'établir l'égalité, avec un peu d'audace. Cette loi, c'est la loi des patentes, arme favorite des *répartitionnistes*, — pourquoi ne pas forger ce mot très distinct de socialistes, puisqu'ils réclament la *répartition*, comme leurs prédécesseurs ont réclamé la protection ?

18. — Quel va être tout d'abord l'esprit de cette répartition ? Elle peut être entendu de façon plus ou moins large, et fort aisément se résoudre dans le tirage au sort de lots, rêvé par les partageux de tous les siècles. Or ici c'est la répartition conçue à un point de vue modéré, comme gardienne de cette *liberté révolutionnaire*, qui restera toujours incompatible avec l'élévation démesurée de grandes compagnies dressant contre l'Etat la souveraineté d'un monopole. Car, en définitive, pour rester conforme avec l'esprit véritable de la Révolution française, révolte du *Tiers Etat* contre l'aristocratie, il faut avant tout que le Tiers Etat se conserve, « qu'il y ait possibilité pour le salarié d'arriver au patronat, qui est l'indépendance de l'individu et lui donne la faculté de jouir du fruit de son travail et de son industrie » — ce sont les considérants même du nouveau projet des patentes — et « que le bien être, au lieu d'être réservé à quelques-uns, soit accessible à tous. »

19. — Par quel jeu savant la loi des patentes peut-elle maintenant, sur les traces de la loi douanière, arrêter l'extension toute puissante des uns, relever le développement pénible, mal affermi des autres ? Il s'agit — tel est l'objectif précis de l'attaque — de préserver cette gradation insensible d'entreprises modestes compromises par les grands entrepôts de vente au détail qui concentrent en un seul point toute une armée d'employés, tout un superbe défilé d'attelages, se ramifiant en cinquante maisons de commerce juxtaposées, cinquante rayons appuyés sur cinquante services auxiliaires et dé-

cuplant la puissance de l'ensemble par les compensations de bénéfices, ainsi que les jeux de banque : les grandes spécialités, qui fabriquent ou exposent des produits de même ordre, Allez pour la quincaillerie, Révillon pour les fourrures, sont politiquement respectées.

Or, pour atteindre ce résultat, il faut appuyer le procédé sur une idée simple, éminemment juste, qui contraigne l'opinion publique à s'incliner devant elle comme devant une de ces expressions de l'éternelle équité.

Il faut aussi que le plus ou moins de pesanteur des deux taxes essentielles de la loi des patentes, la *taxe fixe*, la *taxe proportionnelle* conservées par l'article 2 de la loi de 1880, et qui demeureront indestructibles en tout projet nouveau, soit réglée d'après les éléments visibles des ruineuses maisons de vente, les éléments impossibles à dissimuler, à dérober, comme le serait le chiffre d'affaires, le total des bénéfices bruts ou nets, toutes choses fuyantes et par nature insaisissables.

20. — L'idée d'équité a été empruntée à cette considération assez plausible que pour percevoir des impôts réellement proportionnels — le grand ennemi est en effet le spectre de l'impôt progressif sur cette inconnue que les lois de patentes doivent toujours viser sans jamais la voir, la quantité plus ou moins forte des *bénéfices nets* —, on est contraint d'établir des taxes progressives, augmentant de classe en classe, sur les différents éléments, loyer, nombre d'employés que l'on prend pour indices de l'inconnue. C'est une nécessité de plus en plus admise, et à Paris notamment, l'impôt mobilier proportionnel en principe sur l'inconnu du revenu total est constitué par une taxe progressive sur la valeur locative du loyer : la raison de doctrine qui justifie cet usage, c'est qu'un loyer de 2,000 francs succédant à un loyer de 1,000, peut être regardé comme une preuve que le revenu total *a plus que doublé*. Exactement pour la même raison, un local porté de 5,000 francs à 10,000 francs, un chiffre d'employés haussé de 10 à 20 francs est un signe révélateur d'affaires élevées *au-dessus du double*, et doivent servir de base à des taxes *progressives*, seules gardiennes de la véritable *proportion*.

21. — Ce point établi et développé, les éléments considérés comme le baromètre de la propriété commerciale sont : le local — abstraction faite de l'habitation personnelle du négociant (1), — les em-

(1) Cette réclamation de la Ligue est déjà admise par l'administration.

ployés, les attelages, conformément à cet axiome de bon sens, que sauf exception (car nul ne pourra jamais courber sous des mesures uniformes l'interminable, la prodigieuse liste de tous les commerces et de toutes les industries) dans un ordre d'activité déterminé, le commerçant qui arrive au bénéfice le plus fort est celui qui occupe le local le plus vaste, le plus nombreux personnel, les plus nombreuses voitures.

22. — Donc, étant donné le pivot central des deux taxes dites *fixes* et *proportionnelles*, l'application au Grand Magasin, qui nous est familier, le Bon Marché, devient la suivante :

a) Taxes fixes (voir article 3 du projet et tableau A, B, C, et D, annexés.)

1^o *Taxe sur le loyer*. — Il est supérieur à 200,000 francs et correspond par suite à un taux de 10,000 francs. 10,000 fr.

2^o *Taxe sur les employés*. — Le tableau C soumet chaque employé des deux sexes (1) à une taxe égale — au moins à Paris — à autant de fois un franc qu'il existe de têtes d'employé : pour 4,200 personnes, 4,200 fois 4,200 fr. ou 17,640,000 francs. 17,640,000 fr.

3^o *Taxe sur les attelages*. — Au-dessus de 100 et à Paris, la taxe est de 2,000 francs par voiture attelée, de 200 francs par voiture à bras. Soit environ 220,000 francs. 220,000 fr.

b) *Taxe proportionnelle*. — D'après le tableau E, la taxe est de 1/10 de la valeur locative pour les entreprises parisiennes dont le local dépasse 1 million ; soit pour un immeuble de 8 millions 80,000 fr. 80,000 fr.

Autrement dit, 19 millions en chiffres ronds.

23. — La « répartition » tentée par la loi surtout au moyen de la taxe un peu plus que progressionnelle des employés (elle est hardiment et géométriquement progressive), équivaut déjà pour les maisons de commerce de premier rang à un arrêt capital. Il est bien entendu que les ouvriers d'usine y échappent et que la grande industrie se trouve hors d'atteinte (tableau C). Mais nous avons passé deux

(1) Attachés à la vente ou aux achats à l'intérieur ou à l'extérieur, aux caisses, à la comptabilité, à la surveillance, aux recouvrements, à la réception des marchandises, ou portant un uniforme. (Voir projet de la Ligue Syndicale, p. 29.)

articles, les articles 8 et 14, qui s'acharnent sur les morts : l'article 8, en réunissant pour l'application des droits fixes, toutes les succursales de province à l'établissement central, dont ils ne forment plus que des rayons nouveaux ; l'article 14 en ne tolérant sous la perception unique du droit proportionnel que l'exercice de *quatre* commerces distincts et exigeant une perception nouvelle pour chaque commerce ou industrie exercée en sus. Comme complément à cette intransigeante mesure de protection envers le petit commerce — qui reste sensiblement préféré à la petite industrie — l'article 1^{er} qui vise toute délivrance gratuite de toute marchandise ou bons spéciaux donnant droit à la délivrance d'objets quelconques, écrasant ainsi les articles de réclame ou de propagande, l'article 17, qui frappe les « soldeurs », les déballeurs installés en boutique, ces marchands ambulants, qui échappent à peu près à l'impôt et ruinent les marchands sédentaires par un jeu à la baisse effréné sur des articles acquis à vil prix. La tâche d'assainissement est complète et les dangers sous lesquels succombait l'ancien Tiers Etat, définitivement anéantis.

24. — Avec une doctrine aussi nette et d'ailleurs aussi habilement combinée, d'accord avec les traditions de notre politique nationale, et qui n'a contre elle que l'arbitraire trop transparent de sa très pratique taxe sur les employés, la Ligue bien décidée à certaines modifications qu'imposerait l'expérience ne pourrait manquer de saisir les esprits anxieux, éperdus même au milieu de la misère grandissante, à qui elle découvre d'un seul coup la justification de leurs ardents désirs en même temps qu'elle leur en présente une immédiate réalisation. Aussi aurait-on grand tort de s'étonner devant la vogue de la nouvelle doctrine « répartitionniste » de l'adhésion des Syndicats, à laquelle semble se joindre le Syndicat des propriétaires de la Seine, émus d'une subite solidarité, des assemblées passionnées, de celle du Trocadéro entre autres, la troisième assemblée générale du 18 novembre 1891, où M. le député Mesureur, l'initiateur de la *Bourse du travail*, de l'*Office du travail*, c'est-à-dire de tout un courant d'idées qui semble en pleine force, s'écriait au milieu du bureau où siégeaient d'autres députés, MM. Jamais, Saint-Martin, etc. et des conseillers municipaux de toute nuance : « faut améliorer la situation de la masse et non pas de quelques-uns ; si l'on peut déclarer que c'est un progrès d'avoir dans Paris trois établissements arrivant au total de faire plus de 600 millions d'affaires commerciales, nous répondrons que c'est un progrès à rebours, qui doit cesser et prendre fin à bref délai. » Ce n'est pas un élan isolé d'ailleurs. De

toutes parts d'autres assemblées locales — celles là, grosses de colère et de menaces — surviennent; organisées de façon à y faire figurer les sénateurs, les députés, les chambres de commerce, voire même le cortège des autorités administratives et à les revêtir ainsi d'une sorte de prestige emprunté à la puissance publique, ces assemblées d'Amiens ou de Nancy, dont la Revendication publiait naguère de brûlants compte-rendus, envoient vers la commission des 22 — la commission législative des patentes — des réclamations de plus en plus impérieuses et vont même jusqu'à cette suprême sommation, en vain combattue par les discours des chefs de la Ligue, la coalition universelle, subitement éclatée, du *refus de l'impôt*.

B. — La Chambre syndicale des employés de la Seine.

25. — La dernière forme de la *démocratie* des classes moyennes, cependant, celle que nous avons déjà comparée aux amis dévoués de Gracchus Babœuf, et que ne concentre plus la *Ligue Syndicale de défense*, mais la *Chambre Syndicale des employés de la Seine* (1), va se lever à son tour devant nous et précisément s'insurger contre le monument de sa puissante voisine. Sans doute l'année 1891 pu faire croire à une prochaine fusion. Des affiches furent placardées où des réclamations se concentraient au-dessus de la signature des chefs de ces deux armées, de forces assez inégales, puisque l'une prétend à 80,000 affiliés et que l'autre n'en accuse que 5242. Mais bientôt la scission s'est produite; le prospectus-affiche de la grande réunion des employés, annoncée pour le mercredi 11 novembre 1891, protestait « contre les employeurs qui tâchent de faire de nous des instruments dans la lutte commerciale — le mot est gros de sous-entendus — qu'ils soutiennent contre les Grands Magasins ». Et cette issue d'une alliance imposée surtout par les employés de maisons modestes en contact constant avec leurs patrons, convaincus d'une identité d'intérêts que l'écrasement commun démontrait, pouvait aisément être prédite. La Chambre syndicale des employés de la Seine, bien qu'elle ait fait disparaître toute nuance d'école depuis les dernières discordes du parti possibiliste, et qu'elle s'efforce de se maintenir sur le terrain professionnel dans un but de propagande auprès des esprits flottants et sans doctrine, n'en possède pas moins

(1) 95, rue J. J. Rousseau, à la Bourse du travail.

son état-major collectiviste, permanent en quelque sorte, car il se remplace par un roulement aux fonctions directrices. Or le principe des collectivistes, tiré de Karl Marx même, c'est « qu'il faut favoriser toutes les grandes concentrations industrielles et commerciales parce que le capitalisme, réduit à quelques têtes, sera rapidement écarté pour laisser la place nette à l'Etat. » Ils sont sans doute ennemis irréconciliables de la constitution oligarchique de ces grandes administrations commerciales, mais celles-ci leur présentent si nettement les caractères de la grande administration, du commerce de l'état collectiviste qu'en définitive la première réclamation du syndicat porte sur la non-admission des employés après trente ans, autrement dit sur la difficulté d'y pénétrer. Que le lecteur jette les yeux sur le petit programme des réformes économiques de la chambre syndicale, car cette chambre imprime force documents, programmes, pétitions aux assemblées législatives, rapports de fin d'année : c'est l'amélioration des grands magasins et non leur destruction, qui transparait sous chaque article. C'est une amélioration, que cette limitation des heures de travail, qui établira la journée de *huit* heures, facile à accorder pour les vendeuses, car le surmenage pèsera encore longtemps sur le « contrôle » et les « expéditions ». C'est une amélioration que l'indemnité en cas de renvoi, que l'institution des prud'hommes commerciaux, devant qui toute difficulté relative au contrat de louage serait portée; c'est une amélioration que la faculté de prendre ses repas à l'extérieur, cette liberté si légitime, qui seule rétablirait la vie de famille et que les grands magasins restreignent au lieu de l'élargir, ainsi qu'il est facile de s'en assurer par l'exemple du Louvre. Et, par contre, toutes ces mesures constituent autant de machines de guerre contre les petites entreprises qui, voyant diminuer chaque jour le chiffre des bénéfices, restent plus incapables que jamais d'organiser le repos forcé d'un jour, la limitation de la journée, la responsabilité en cas d'accidents ou simplement la nourriture copieuse et réconfortante, que la plus vulgaire équité commande, comme dans les *bazars* dont les employés forment incontestablement la catégorie la plus misérable, gagnant 5 francs par jour, avec 16 heures de travail quotidien et une sortie par mois. La « petite maison » c'est l'ennemi, pourrait dire la chambre syndicale; c'est le maître pauvre, qui rationne et exploite d'autant plus durement ses subordonnés.

26. — Aussi quelle différence d'accent, lorsqu'un membre du syndicat des employés, qui en reflète bien nettement les aspirations di-

verses, le citoyen Dalle tente d'étudier cette loi des patentes refondue avec une sorte de rage impitoyable par les ligueurs de la grande coalition ! Quelle nuance tranchée d'appréciation dans la courte réclamation adressée officiellement par le syndicat aux sénateurs et députés ! Le principe n'est plus « destruction des grosses maisons au profit des petites ». Il n'est pas non plus « sacrifice des petites aux puissantes », ce qui dénote une certaine résistance à la pure doctrine du collectivisme international. « L'intérêt de la chambre syndicale, en effet, affirme une de ses brochures, est de s'efforcer à conserver le nombre des maisons qui subsistent aujourd'hui. La disparition des magasins secondaires jetterait sur le pavé un nombre considérable d'employés que les magasins de premier ordre, malgré l'augmentation du personnel qui résulterait de ces faits, ne sauraient intégralement occuper. » Cette considération profondément enracinée dans le syndicat des employés, et qui leur a dicté un projet spécial des patentes, vague celui-là, et simplement esquissé autour de l'idée générale des *taxes nettement progressives* (1), contient peut-être le germe d'un retour d'entente encore passager entre les deux formes de la démocratie commerciale et industrielle, qui par phases successives, se recherchent, se combattent, et radicalement opposées en théorie, surprennent l'observateur peu familiarisé avec leur analyse, par de subites reconciliations sur le terrain pratique. A vrai dire, leur succès dépend de cette concentration.

..

27. — Comme conclusion de ces deux politiques contraires : politique de l'aristocratie marchande, d'une part, orthodoxie économique aidée d'institutions de patronage et d'un système d'assistance qui, sous divers noms, assurances ou distributions de secours, prévoyance ou charité s'achemine de plus en plus vers l'assistance légale, — politique démocratique, d'autre part, soutien des classes moyennes par une réglementation basée sur l'essence même de la Révolution française ou déroulée dans l'immense et majestueux programme d'un collectivisme scientifique, qui ferait germer tout d'un coup la discipline et la solidarité au sein d'agglomérations régies par une égalité bienfaisante, de ces deux tactiques qui semblent converger

(1) L'impôt en France, la révision de la loi des patentes, par Victor Dalle, 1890. Biblioth. de la Bourse du Travail.

vers une lutte décisive, il résulte de singulières combinaisons de *forces*. Le lecteur se rend compte du point de vue. Ce n'est pas une ébauche de doctrine nouvelle : cette suite de livres puise son originalité dans son absence complète de doctrine, dans son *positivisme*, si l'on peut employer pour désigner l'absence même de doctrine, le nom d'une doctrine particulière. Ce n'est pas un essai de prophétie, une excursion derrière le voile mystérieux des années, tels que l'humanité doive dire : la tâche est trop lourde pour quiconque n'a pas reçu la grâce suprême d'une illumination venue de l'au-delà. C'est l'établissement possible, presque facile, de la *résultante* rigoureuse de ces énergies contradictoires qui agissent sous nos yeux, de ces énergies supposées identiques à elles-mêmes comme nombre, intensité, direction, — sans qu'il survienne parmi elles une seule énergie nouvelle, que rien ne ferait prévoir, sans qu'il se produise une déviation ou une transformation par des éléments nouveaux hors de l'atteinte de notre observation présente. Autrement dit et telle serait l'exacte formule : « Etant donné la répartition actuelle des classes et leurs proportions, oligarchie de richesses, classes moyennes, prolétariat ; étant donné les idées et les dogmes qu'elles partagent, quel va être le résultat de cette lutte contre la concentration des fortunes, dans les grands ateliers ou les grands magasins ? Le Tiers-Etat parviendra-t-il à sauvegarder son rang, ou s'évanouira-t-il dans la défaite définitive ? » Ainsi posé, le théorème devient simple : il est possible d'entreprendre la démonstration avec une certaine sécurité.

23. — L'oligarchie marchande et industrielle reste le facteur dominant. Elle a eu cette habileté suprême, de montrer le danger oligarchique à côté d'elle, alors qu'il était en elle : elle a ameuté les colères de toutes les fractions de la démocratie vers ses ennemis anciens : l'*aristocratie terrienne* et l'*Église catholique*, les nobles et les prêtres ; elle a conquis la plus grande partie des intelligences de la classe libérale par l'usage adroit d'une belle et régulière théorie de la richesse, qui guérit toutes les fatigues de la recherche, des remèdes par le principe du « laisser faire », et aussi par le grandiose développement à travers toutes les sciences de la *prédominance des forts*, de la fameuse « lutte pour la vie » ; elle s'est concilié toutes les classes par l'économie de la vie matérielle, chaque jour plus estimée à mesure que la diminution des profits rationne la consommation : quel moyen de persuader, par exemple, à cette famille d'avocat, de fonctionnaire, de commerçant même, qu'un avantage supérieur ne les pousse pas vers le grand magasin ? La foule immense

des consommateurs à qui leur intérêt immédiat dérobe qu'ils sont eux aussi producteurs, n'admet pas le dénigrement de cette combinaison si pratiquement utile. L'oligarchie a attiré vers elle les hauts ouvriers, ou du moins une partie d'entre eux, par l'appât de ses institutions de prévoyance; elle a calmé la plèbe, la foule des mendiants, les déclassés, par son assistance, ses dispensaires, ses distributions, ses fêtes : plus les temps s'écouleront, plus cette politique s'accroîtra. Et enfin des ouvriers ordinaires les plus probes, les plus intelligents parfois, combattent pour elle gratuitement, en se persuadant servir la cause collectiviste et préparer par une manœuvre savante les futures administrations du commerce et de l'industrie.

29. — Que peut contre elle cette puissance démesurée, la démocratie du tiers-état libre, les petits patrons, les petits commerçants? Elle s'agitiera comme s'agitait la Ligue. Son influence électorale est immense : elle fera passer dans le domaine législatif une partie de ses réclamations sur la loi des patentes : les taxes progressives s'établiront ; mais on reculera toujours devant l'égorgement des grandes maisons de vente ; l'impôt nouveau, dépouillé de sa logique intraitable, entraînera ce résultat déjà signalé par les brochures de la chambre syndicale des employés d'accroître de 80 0/0 la patente des magasins qui réunissent 100 employés, et de 70 0/0 la patente de ceux qui s'élèvent de 300 à 1000. Une partie des classes moyennes, la plus haute, paiera les frais de la guerre. Les cimes hors pair émergeront toujours,

30. — Et ce dénouement s'imposera avec une nécessité d'autant plus fatale, que jusqu'à nouvel ordre la question agraire n'existe pas en France, qu'un tiers état agricole vigoureux viendra peser de tout son poids conservateur, fidèle auxiliaire de ce triomphe de l'oligarchie commerciale et industrielle, qui aura ainsi repassé par les phases victorieuses de l'oligarchie anglaise, et qui gouvernant de haut une classe moyenne diminuée, non disparue, un prolétariat entouré d'œuvres d'assistance, les maintiendra au besoin par les baïonnettes paysannes, par une force armée recrutée dans les milieux ruraux.

P. DU MAROUSSEM.

CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

REVUE GÉNÉRALE (1892)

I. FRANCE

(*Economie sociale, Statistique, Jurisprudence*).

Sous ce titre, nous donnons une revue des principaux faits qui se sont produits en France au cours de l'année 1892, relativement aux questions sociales et ouvrières. Hâtons-nous d'indiquer dès maintenant que nous laisserons de côté l'étude des lois ou projets votés ou déposés sur la matière : une chronique spéciale sera consacrée au mouvement législatif ; par cette remarque nous laissons entrevoir quel doit être l'objet de notre étude. Les réformes législatives ne sont le plus souvent que la conséquence et le couronnement de l'activité spontanée des peuples : cela est particulièrement vrai en matière d'économie sociale. Aussi est-il intéressant de signaler les principaux événements de cette vie intense à l'heure actuelle, dans ses manifestations diverses, dans ses énergies comme dans ses défaillances, dans ses revendications, dans ses droits et aussi dans ses obligations, dont les décisions judiciaires contiennent la sanction : tel est notre but. En notant les faits saillants du mouvement social et ouvrier, nous aurons des points de repère pour juger l'ensemble de la vie économique de notre pays, et reconnaître le chemin parcouru, pressentir l'avenir, et mieux saisir enfin le caractère des réformes entreprises.

Grèves. — Un des faits les plus importants, qui se soient produits en 1892, consiste dans les grèves qui ont éclaté un peu partout en France. Leur fréquence, leur durée, parfois leur acuité, presque partout le principe de solidarité entre elles hautement invoqué, tout cela montre la force et la cohésion du parti des revendications ouvrières, en même temps que l'esprit de discipline dont sont capables vis-à-vis des chefs de la grève ces indisciplinés de l'ordre social actuel.

L'exemple le plus frappant de ces divers phénomènes se trouve dans l'histoire de la grève des mineurs de Carmaux, qui a su faire une impression profonde à la fois sur l'opinion entière du pays et sur les pouvoirs publics. C'est qu'en effet, on ne se trouvait plus, comme cela arrive le plus souvent, en face d'ouvriers d'un certain genre de

métier réclamant une amélioration dans le régime de leurs engagements de travail, soit par une augmentation de salaire, soit par une diminution des heures de labeur, soit autrement : à Carmaux il y eût une manifestation imposante du parti socialiste, affirmant hautement son existence et son indépendance, traitant d'égal à égal avec les patrons, finissant même par les faire céder devant lui, et leur dictant les conditions de la paix ou, pour mieux dire, de la trêve consentie dans cette lutte, que les socialistes eux-mêmes déclarent ne devoir finir que par le triomphe complet de la révolution sociale pacifique, et par la substitution définitive de l'ouvrier au capital. Devant l'éclat de la grève de Carmaux, les autres grèves, suscitées par des intérêts professionnels, ont paru sans importance ; nous les laisserons nous-mêmes dans l'ombre pour ne nous occuper que de la première.

Carmaux est une localité du département du Tarn : des mines y sont exploitées par une compagnie en même temps concessionnaire des mines à Albi. Un des mineurs, M. Calvignac, fut à un certain moment investi des fonctions de maire de Carmaux ; ces fonctions nouvelles ne laissaient, paraît-il, que des loisirs insuffisants au maire pour lui permettre de remplir ses engagements d'ouvrier de la compagnie ; sa présence à la mine était rare, et ses absences trop fréquentes, incompatibles avec l'assiduité demandée à un ouvrier mineur, amenèrent la compagnie à le renvoyer. Ses compagnons prirent fait et cause pour M. Calvignac, disant que son renvoi avait été non pas motivé par son inexactitude au travail, inexactitude justifiée, selon eux, par des maladies, mais dû à ce que la compagnie ne voulait pas conserver parmi ses travailleurs un ouvrier nommé d'abord conseiller municipal, puis maire de Carmaux, qui était en même temps un des chefs du syndicat des ouvriers mineurs : le renvoi dans ces circonstances, ajoutait-on, était un défi jeté au syndicat et une insulte au suffrage universel librement exprimé. Les mineurs exigèrent de la compagnie la reprise de M. Calvignac, sous menace de se mettre en grève ; la compagnie refusa, et la grève fut votée.

Dans l'effervescence du premier moment, des violences se produisirent ; le domicile du directeur des mines fut envahi et violé par les grévistes, des menaces de mort furent même proférées contre le directeur. Ceci se passait le 15 août. La police dut intervenir ; des arrestations furent opérées, et plusieurs mineurs s'entendirent condamner à l'emprisonnement par le tribunal correctionnel d'Albi.

Pendant deux mois la grève continua, sans violences cette fois, les grévistes se bornant à empêcher toute reprise du travail. Aidés ma-

tiellement par des subsides, qu'envoyaient soit d'autres syndicats soit même certaines autorités administratives, la grève était soutenue moralement par les personnalités les plus autorisées du parti socialiste et radical et par leurs journaux ; c'est qu'en effet, il s'agissait non d'une grève professionnelle, mais d'une grève sociale et politique.

Cependant un besoin de détente se faisait alors sentir. Le gouvernement s'interposa pour obtenir un arrangement entre la compagnie et les grévistes : on pouvait tout espérer de l'arbitrage, qui avait déjà produit de bons résultats à Carmaux même. Après avoir refusé cette mesure conciliatrice, la compagnie accepta l'arbitrage le 18 octobre, et le comité de la grève s'y rallia le 21 octobre.

L'arbitre désigné était le ministre de l'intérieur. Le choix viciait l'arbitrage dans son principe, et condamnait fatalement la sentence à rester lettre morte. Quelle garantie pouvait offrir en effet pour arranger une grève politique la décision rendue par un homme politique, auquel on reprochait la présence des troupes à Carmaux, et dont la sentence devait indubitablement apparaître à la partie déboutée comme entachée par la partialité et l'esprit de parti ? Les conférences s'engagèrent donc entre les représentants de la compagnie, ceux de la grève et l'arbitre. Il faut reconnaître que les mineurs firent preuve alors d'un calme remarquable, auquel on ne s'attendait peut-être pas, et montrèrent une discipline absolue pour obéir avec calme à leurs représentants : des meneurs anarchistes tentèrent de troubler les réunions des grévistes et de les soulever ; ils furent éconduits aux applaudissements des ouvriers mineurs.

Enfin le 26 octobre 1892, la sentence arbitrale fut rendue en ces termes :

« Le soussigné, arbitre nommé par la Compagnie des mines de Carmaux et par les ouvriers de la dite Compagnie, à l'effet de trancher, par une sentence, les points qui divisent les parties, a successivement vu MM. Clémenceau, Pelletan et Millerand, députés, mandataires des ouvriers, M. Calvignac, ouvrier de la Compagnie et maire de Carmaux, M. le baron Reille, président du conseil de la Compagnie, assisté de MM. Humblot, directeur, Dujardin-Beaumetz, ingénieur-conseil, Bétolaud et Rousset, avocats.

« Les mandataires des ouvriers, au nom de leurs mandants, ont formulé ainsi leurs prétentions :

« 1^{re} Réintégration de M. Calvignac ;

« 2^e Réintégration de tous les ouvriers sans exception ;

« 3^o Remplacement de M. Humblot, directeur.

« Sur ces divers chefs, il a été répondu par les représentants de la Compagnie :

« 1^o Qu'ils ont agi en vertu du règlement en congédiant M. Calvignac ;

« 2^o Qu'ils sont prêts à reprendre tous les ouvriers occupés par la Compagnie au moment de la grève, à l'exception de ceux qui ont été condamnés par le tribunal correctionnel d'Albi ;

« 3^o Qu'ils ne peuvent consentir au remplacement de M. Humblot.

« Après avoir entendu, à diverses reprises, les représentants des ouvriers et de la Compagnie et pris connaissance des documents qui lui ont été remis.

Sur le premier point : Réintégration de M. Calvignac.

« Considérant que le renvoi de M. Calvignac ne peut être justifié par son absence du 5 juillet au 2 août : qu'il était en permission régulière délivrée par le médecin de la Compagnie ; que ce renvoi, peu après son élection à la mairie et au conseil d'arrondissement, a pu légitimement paraître une atteinte portée au suffrage universel ; que, dès lors, la Compagnie a outrepassé son droit.

« Mais considérant que les nouvelles fonctions de M. Calvignac ne sauraient lui permettre de se livrer à un travail régulier ; que dans cette situation il paraît juste, tout en le maintenant comme ouvrier de la Compagnie, de lui accorder un congé pendant tout le temps que dureront ses fonctions de maire.

« Sur le second point : Réintégration de tous les ouvriers sans exception.

« Considérant qu'il y a lieu de faire une distinction entre les ouvriers qui ont simplement pris part à la grève et ceux qui, à l'occasion de cette grève, se sont livrés à des actes qui ont motivé des condamnations correctionnelles.

« En ce qui touche les premiers : Considérant qu'ils n'ont fait qu'user d'un droit que la loi leur confère et, par suite, qu'ils doivent être repris par la Compagnie.

« En ce qui touche les seconds : Considérant qu'en recourant à la violence ils ont outrepassé leur droit et légitimé le refus de la Compagnie de les reprendre.

« Sur le troisième point : Remplacement de M. Humblot.

« Considérant qu'il n'est rien allégué qui soit de nature à motiver le renvoi de cet agent de la Compagnie.

« L'arbitre soussigné a rendu la décision suivante :

« 1^o M. Calvignac sera réintégré dans ses fonctions d'ouvrier de la Compagnie. Un congé lui est accordé pendant tout le temps que dureront ses fonctions de maire.

« 2^o Seront repris par la Compagnie tous les ouvriers qui se sont mis en grève, à l'exception toutefois de ceux qui ont été condamnés par le tribunal correctionnel d'Albi.

« 3^o Il n'y a pas lieu de pourvoir au remplacement de M. Humblot.

« Paris, le 26 octobre 1892.

Signé : LOUBET. »

L'émotion fut grande à Carmaux : la sentence ne fut pas approuvée par les grévistes, qui n'y trouvaient pas la consécration espérée de leurs prétentions. Le jour même où la décision était rendue ils la repoussaient en prenant la résolution suivante :

« Le comité de la grève, après avoir entendu lecture de la sentence arbitrale faite au comité par M. le préfet du Tarn et recueilli ses indications ;

« Considérant que l'arbitre lui-même constate dans la sentence que le renvoi du maire de Carmaux est une atteinte portée au suffrage universel et qu'il émet, en conséquence, l'avis de réintégrer Calvignac ;

« Que d'ailleurs, cette sentence, tout en accordant la réintégration de Calvignac, déclare qu'il est mis en congé ;

« Que dès lors cette réintégration ne s'opère pas effectivement, le congé et la réintégration étant simultanés ;

« Que, pour que la rentrée fût effective, il faudrait que Calvignac fit acte de présence aux ateliers ; que, par suite, la mesure prise par la Compagnie contre l'élu des ouvriers de Carmaux, se trouve confirmée par la même sentence arbitrale, qui reconnaît que dans la personne de Calvignac le suffrage universel a été atteint ;

« Considérant que c'est parce qu'ils ont partagé au sujet du renvoi de Calvignac, la même opinion que celle qui est émise dans la sentence, que les ouvriers se sont portés le 15 août dernier à la direction dans l'intention de demander la rentrée effective de leur élu ;

« Que vainement la sentence chercherait à faire une distinction entre les mineurs qu'un même devoir de solidarité a réunis le 15 août, disant que ceux qui se sont mis en grève seront repris, et que seront exclus ceux que des désignations arbitraires ont signalé à la sévérité du tribunal ; Considérant que si les dix mineurs condamnés se sont trouvés à la direction, c'est qu'ils étaient suivis de leurs camarades,

lesquels n'ont jamais répudié la responsabilité de leurs actes ; Qu'en outre d'autres condamnations pour faits de grèves ont été prononcées, et que ceux qui ont été frappés pourraient subir l'exclusion imposée par la sentence ;

« Que, dans ces conditions, il n'est pas possible au comité de la grève d'accepter une sentence qui, constatant que le suffrage universel a été atteint, non seulement n'accorde aucune satisfaction à ses défenseurs, mais encore se retourne contre eux ;

« Que, d'ailleurs, le caractère dérisoire de cette sentence a été apprécié à sa juste mesure par M. le préfet du Tarn, lequel, dans les explications qu'il a fournies au comité, a conseillé aux grévistes d'accepter la décision de M. le président du conseil avec résignation, sinon avec enthousiasme ;

« Le comité de la grève, après en avoir délibéré, a décidé, à l'unanimité, qu'il y a lieu de ne pas se soumettre à la sentence arbitrale, de continuer la grève, et, résolu à épuiser les moyens pacifiques et loyaux, fait appel de la sentence devant l'opinion républicaine et attend, avec confiance, son verdict.

Pour le comité et par ordre :

Le président : J. F. MAZENS. »

La grève continua et les pourparlers furent repris. Alors commença la véritable victoire des grévistes, victoire due à leur tenacité et à leur force de cohésion. Gouvernement et compagnie cédèrent en tous points, réduisant à néant la sentence arbitrale. La reprise effective de M. Calvignac par la compagnie eut lieu, et son congé ne lui fut donné qu'après sa réintégration dans la mine. Le 4 novembre, les mineurs reprenaient leur travail, et en même temps les ouvriers condamnés par le tribunal correctionnel d'Albi étaient graciés et libérés ; quelques jours plus tard la compagnie les recevait, les uns dans la mine de Carmaux, les autres dans celle d'Albi.

Telle fut cette grève de Carmaux : ses conséquences ne manqueront pas d'être considérables dans l'avenir au point de vue social.

Nous n'avons point ici à la juger ; les faits parlent et parleront d'eux-mêmes assez haut.

SYNDICATS PROFESSIONNELS. — L'esprit de discipline des classes ouvrières, qui se manifeste d'une façon si saisissante dans l'histoire des grèves, se retrouve aussi dans l'organisation des syndicats professionnels, d'où part d'ailleurs bien souvent l'idée et la direction de la

grève. La grève en effet, c'est l'arme puissante dont se servent les syndicats pour imposer aux patrons tout ou partie de leurs revendications.

On sait que par la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont pour objet exclusif l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. Or il arrive que les syndicats entendent d'une façon très rigoureuse la défense de leurs intérêts non seulement à l'égard des patrons, mais aussi à l'égard des ouvriers eux-mêmes, et l'exercice de ce droit n'est pas toujours conforme au principe de la liberté du travail. Un fait, déjà un peu ancien, s'est produit dans cet ordre d'idées, et a donné naissance à une jurisprudence récente, qui offre le plus grand intérêt et qu'il importe de signaler ici.

En 1889, à Bourgoing-Jallieu (Isère), un ouvrier nommé Joost, s'était retiré du syndicat dont il faisait partie. Le syndicat en question voulait que tout ouvrier en fit partie : c'était en quelque sorte vouloir rendre le syndicat obligatoire. Il fallait donc forcer l'ouvrier démissionnaire à y rentrer. Pour obtenir ce résultat, le syndicat mit le patron, dans l'usine duquel travaillait l'ouvrier dissident, en demeure d'expulser cet ouvrier, sous menace de mettre son usine en interdit. Le patron, pour éviter la mise en interdit ou la grève, obéit et renvoya le sieur Joost ; celui-ci se trouva dans cette alternative, ou de rester sans travail, c'est-à-dire sans moyens d'existence, ou de rentrer à l'usine à condition de rentrer auparavant dans le syndicat, c'est-à-dire de ne pouvoir travailler que sous une condition restrictive du principe de la liberté du travail. Joost actionna le syndicat en dommages-intérêts. Le tribunal de Bourgoing et ensuite la cour de Grenoble, par arrêt du 28 octobre 1890 (*Pandectes françaises*, 1892, 2, 47), lui donnèrent tort : la cour motivait sa décision sur ce que depuis l'abrogation de l'article 416 du code pénal par la loi du 21 mars 1884, les faits, qui portent atteinte à la liberté de l'industrie ou du travail, sont insuffisants désormais pour constituer à eux seuls et indépendamment de violences ou de manœuvres frauduleuses, soit un délit pénal, soit un délit civil.

Cette décision était grave ; si elle faisait triompher les syndicats, elle était au contraire de nature à jeter l'émotion parmi les juriscultes. N'était-ce pas légitimer des moyens attentatoires à la liberté du travail ? N'était-ce pas violer ce principe supérieur de notre organisation industrielle, et même de notre droit commun, d'après lequel le droit de chaque personne est limité par le droit d'autrui sous la sanction de l'article 1382 du code civil ? N'était-ce pas enfin ré-

duire à néant l'article 7 de la loi du 21 mars 1884, aux termes duquel tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout moment de l'association, nonobstant toute clause contraire ? Déféré à la cour de cassation, l'arrêt de Grenoble a été cassé par un arrêt de la cour suprême du 22 juin 1892 dont voici les termes : « La cour, — vu les articles 7 de la loi du 21 mars 1884 et 1382 du code civil ; attendu que l'article 7 susvisé donne à tout membre d'un syndicat professionnel le droit absolu de se retirer de l'association quand bon lui semble ; — que si, depuis l'abrogation de l'article 416 du code pénal, les menaces de grève adressées sans violences ni manœuvres frauduleuses, par un syndicat à un patron, à la suite d'un concert entre ses membres, sont licites quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels, elles ne le sont pas lorsqu'elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier parce qu'il s'est retiré de l'association et qu'il refuse d'y rentrer ; — que dans ce cas, il y a une atteinte au droit d'autrui, qui, si ces menaces sont suivies d'effet, rend le syndicat passible de dommages-intérêts envers l'ouvrier congédié ; — attendu en fait que Joost a maintenu, tant en appel qu'en première instance, qu'il avait donné en mars 1889 sa démission de membre du syndicat des ouvriers imprimeurs sur étoffes de Jallieu-Bourgoing, et que le syndicat l'avait refusée ; qu'il a également articulé avec offre de preuve qu'en exécution d'une délibération prise en août suivant par le même syndicat dans une réunion, où son exclusion avait été prononcée à la suite de son refus persistant de continuer à faire partie de l'association, deux des défendeurs s'étaient rendus près de Brune-Lecomte, dans les ateliers de qui il travaillait, pour exiger son renvoi sous menace d'une grève immédiate, et que celui-ci avait cédé à cette menace ; — Attendu que si l'arrêt attaqué a admis Joost à prouver les faits énoncés dans la première de ces articulations, il a refusé de l'appointer à faire preuve des autres ; qu'en statuant ainsi, il a dès lors violé les articles de loi ci-dessus visés ; — Par ces motifs, casse. »

Depuis 1884, date de leur réglementation légale, le nombre des syndicats professionnels n'a fait qu'augmenter : c'est à coup sûr la preuve la plus évidente qu'on puisse donner de l'organisation régulière et progressive de la classe ouvrière. Au premier juillet 1891 on comptait : 1127 syndicats patronaux, 1250 syndicats ouvriers, 126 syndicats mixtes, et 750 syndicats agricoles ; au premier juillet 1892, il existait 782 syndicats nouveaux, en même temps qu'étaient disparus 224 syndicats anciens, de telle sorte que l'augmentation réelle

était de 558. Il y avait donc au premier juillet 1892, des syndicats légalement constitués au nombre de 3811 (1), répartis de la façon suivante : 1212 syndicats patronaux, 1589 syndicats ouvriers, 147 syndicats mixtes, et 863 syndicats agricoles : l'accroissement le plus fort a donc porté sur les syndicats ouvriers, et le plus faible sur les syndicats mixtes ; il y a là un indice frappant de la séparation, tendant à s'accroître chaque jour davantage entre patrons et ouvriers et laissant loin derrière elle les tentatives de fusion entre ces deux éléments du travail. On éprouve la même impression, si l'on consulte la statistique relative au personnel des syndicats d'après les derniers relevés arrêtés au 1^{er} juillet 1892 : on remarque en effet que sur un chiffre total de 723,680 membres syndiqués (y compris 343,800 membres de syndicats agricoles), on trouve 102,549 adhérents aux syndicats patronaux, 288,770 membres affiliés aux syndicats ouvriers, et seulement 18,561 membres appartenant aux syndicats mixtes.

Les mêmes phénomènes se retrouvent encore en ce qui concerne les unions de syndicats : les unions de syndicats mixtes ont une action purement locale, tandis que les unions de syndicats patronaux ou ouvriers rayonnent sur des départements ou des régions entières parfois même sur toute la France.

SECOURS MUTUELS ET RETRAITES. — Les opérations pour l'année 1892 de la caisse nationale de retraites pour la vieillesse ne sont pas encore publiées ; nous en renvoyons donc l'analyse à une prochaine chronique ; mais il est intéressant de résumer ici les opérations de cette caisse, d'après le rapport officiel adressé au Président de la République, pendant l'année 1891 (*Journal Officiel* du 17 juillet 1892). Les versements effectués durant cette période s'élèvent au chiffre de 840,511 et représentent une somme de 54,281,399 francs ; c'est une augmentation sur l'année précédente de 55,933 versements et de 4,228,677 francs en tant que sommes versées, dont 1,994,550 francs proviennent de dépôts individuels, et 2,234,127 francs émanent de dépôts faits par des collectivités. En ce qui concerne ces derniers, il y a un fait intéressant à signaler relativement aux institutions patronales : pour la première fois, la compagnie du chemin de fer d'Or-

(1) Il existe en outre actuellement 177 syndicats irréguliers, mais tolérés, dont 132 syndicats ouvriers et 4 patronaux dans le département de la Seine.

léans opérait en septembre 1891 des versements au nom de ses agents non commissionnés : les dépôts étaient alimentés par une allocation de 2 0/0 du salaire faite par la compagnie à titre de don volontaire incessible et insaisissable et au moyen d'une retenue égale sur leurs appointements : le nombre de ces agents ainsi admis aux avantages de la caisse des retraites était en juin 1892 de 8.888. Il est intéressant aussi de signaler la participation des sociétés de secours mutuels aux versements à la caisse des retraites au profit de leurs membres : l'année 1891 a constaté une augmentation de 1,227,514 francs sur les dépôts effectués en 1890 ; et de même, le nombre des pensions ainsi constituées a dépassé de 843 celui de l'année précédente.

La grosse question, qui se rattache à l'organisation de la caisse nationale des retraites, est celle qui consiste dans l'égalité à obtenir entre le taux d'emploi des fonds déposés et le taux d'intérêt servi aux déposants. Sous l'empire de la loi du 18 juin 1850 le taux de cet intérêt était fixé à 5 pour 100 ; une loi du 28 mai 1853 l'abaisse à 4,50 ; une autre loi du 20 octobre 1872 le relèva à 5 pour cent. La loi du 20 juillet 1886 rompit avec le système de la fixation définitive du taux d'intérêt et décida qu'un décret rendu chaque année fixerait le taux de l'intérêt pour l'année suivante. C'est qu'en effet, la balance tant désirée entre le taux d'emploi et le taux d'intérêt était obtenue avec peine depuis plusieurs années, par suite de la hausse persistante de la rente et des valeurs principales : on n'avait pu conserver cette balance qu'en achetant un certain nombre d'obligations départementales et communales en guise d'emploi. Malgré ces opérations et malgré un décret du 20 décembre 1886, fixant à 4 pour cent le taux de l'intérêt servi aux déposants, la baisse du taux d'emploi du portefeuille de la caisse s'accroissait en raison inverse de la hausse des valeurs, même départementales ou communales : ainsi, tandis que ces dernières avaient rapporté en 1890 un intérêt moyen de 4,25 pour 100, les acquisitions opérées en 1891 ne produisirent plus qu'un intérêt de 4,006 pour cent ; et comme d'autre part la rente et les obligations de chemins de fer donnaient un revenu encore inférieur, il en résulta que le taux moyen d'emploi pendant l'année 1891 a été de 3,67 pour 100, inférieur de 33 centimes pour 100, à l'intérêt servi aux déposants.

La conséquence inévitable d'un pareil état de choses était l'abaissement du taux d'intérêt servant de base au tarif des pensions. Elle ne se fit pas attendre, et un décret du 26 décembre 1891 fixa ce taux à 3,50 pour cent pour l'année 1892. Est-ce suffisant pour rétablir l'équilibre ? Non : la commission supérieure elle-même de la caisse

nationale des retraites reconnaît que malgré ce décret, le taux d'intérêt est encore supérieur au taux d'emploi. On peut donc à coup sûr prévoir de nouveaux décrets abaissant plus bas, dans un avenir prochain, le taux servant de base au tarif : c'est une grosse difficulté et un grave danger !

Les sociétés de secours mutuels approuvées et reconnues, qui, comme on sait, se constituent un fonds de retraites destiné à servir à leurs membres une pension sur la caisse nationale des retraites, se sont particulièrement émues de la baisse progressive du taux d'intérêt des pensions. Leur situation en effet est digne de la plus grande attention. Elles représentent la petite épargne, la classe des travailleurs unis dans une association fraternelle de prévoyance, ceux en un mot qui après une vie de labeur ont un légitime espoir de s'assurer quelques ressources pour leurs vieux jours : cela est vrai aussi des déposants individuels ; mais ceux-ci ne sont pas toujours ce qu'on appelle des petites bourses et d'ailleurs si, à leur égard, la baisse du taux d'intérêt leur cause un préjudice indéniable, cette baisse constante a des conséquences autrement graves en ce qui concerne la fortune et l'existence même des sociétés de secours mutuels ; c'est ce qui rend la question si palpitante à ce point de vue spécial.

Un mouvement considérable de protestation contre l'abaissement du taux de l'intérêt des pensions se produisit parmi les sociétés de secours mutuels dans toute la France. On fit remarquer qu'une rente viagère de 100 francs à capital réservé au profit d'un vieillard âgé de 60 ans, exigeait une somme d'environ 2,500 francs, au taux de 4 pour cent, et qu'elle coûterait 2,857 francs au taux de 3,50 pour cent, ce qui ferait une augmentation d'environ 14 pour cent pour le capital nécessaire à la constitution de la pension de retraite.

Dans ces conditions, les sociétés de secours mutuels seront obligées pour continuer à fournir à leurs membres une pension de retraite égale à celle promise par le passé, d'augmenter de 14 0/0 le capital nécessaire à la constitution de la pension, dépense que pourraient peut-être supporter les sociétés prospères des grands centres, mais qui excéderait les ressources des sociétés des petites villes ou des campagnes.

Si la société recule devant ce moyen, elle devra ou bien abaisser le montant de la rente viagère, qui, dans l'exemple choisi plus haut, tomberait de 100 francs à 88 francs ; et si elle ne veut ni augmenter ses charges, ni diminuer le chiffre de la pension, elle devra diminuer le nombre de ses pensionnaires. Or, quelle que soit la solution adop-

tée, ce serait un coup fort rude porté aux sociétés de secours mutuels, dont un des principaux attraits consiste dans l'espoir d'une retraite; la baisse toujours croissante des pensions, le nombre toujours plus restreint des pensionnaires, ou l'accroissement toujours plus considérable des cotisations, détourneraient peu à peu les travailleurs de cette institution de prévoyance, vouée à une mort lente et certaine.

Pour parer à cet état de choses, la plupart des sociétés de France ne voient de remède suffisant que dans la fixation irrévocable à 5 pour 100 du taux d'intérêt des pensions de retraite acquises par les sociétés de secours mutuels au profit de leurs membres. L'État, il est vrai, y perdrait, puisqu'il servirait un intérêt de beaucoup supérieur à celui que lui procure l'emploi des capitaux; mais, répond-on, il pourrait combler ce déficit en attribuant à la caisse des retraites une portion des nombreux crédits alloués à l'assistance publique, dont les bienfaits ne sont pas en rapport avec les ressources mises à sa disposition.

D'autres proposent d'augmenter les subventions aux sociétés, qui auraient ainsi des ressources suffisantes pour maintenir les pensions de retraite de leurs membres à un chiffre équitable.

Il y aurait beaucoup à dire sur ces remèdes proposés; sans entrer dans les détails, nous nous bornerons à dire quelques mots du second, qui nous paraît particulièrement dangereux. Son principal inconvénient serait à nos yeux de créer la théorie de l'assistance par l'État, qui pourrait mener rapidement à mettre le service entier des pensions à la charge exclusive de l'État. De plus, comment se ferait la répartition des subventions entre les diverses sociétés de secours mutuels? Ne serait-ce pas ouvrir la porte aux faveurs et aux inégalités? Le mode de répartition actuel laisse déjà bien à désirer, puisqu'une partie des subventions est répartie entre les sociétés à raison du quart de leurs versements, de sorte que la société riche qui verse beaucoup reçoit beaucoup, tandis que la société pauvre qui verse peu reçoit peu; on arrive ainsi à un résultat contraire au principe de la subvention, dont le secours devrait être un aide surtout pour les faibles. Combien plus grandes seront ces difficultés de répartition, le jour où les subventions deviendront plus importantes, et où il s'agira d'éviter que les inégalités ne deviennent des injustices flagrantes!

SECOURS MUTUELS. — FEMMES EN COUCHES. — Pendant que des projets de lois sont soumis aux parlements des divers pays, pour obliger les femmes qui viennent d'accoucher à un repos pendant un certain

temps, la chambre syndicale patronale de la couture, à Paris, vient de donner un exemple instructif de ce que peuvent faire les initiatives libres dans les questions sociales si débattues aujourd'hui. La Chambre syndicale patronale de la couture a fondé une société « la Mutualité maternelle », ayant pour but de donner aux sociétaires, lorsqu'elles seront en couches, une indemnité suffisante pour qu'elles puissent s'abstenir de travailler pendant quatre semaines, et pour leur permettre de soigner et de donner à leur enfant, les soins qu'il réclame, pendant les premières semaines qui suivent la naissance.

La société reçoit comme membres toutes les ouvrières ou employées qui sont françaises, âgées de seize ans au moins et ayant travaillé pendant un an au moins à Paris ou dans le département de la Seine, dans la couture et confection, ou dentelles et broderies, ou passementerie, ou mercerie, ou boutons et rubans.

Les statuts ont fixé à 48 francs par semaine l'indemnité payée à la sociétaire, pourvu qu'elle s'abstienne de tout travail pendant quatre semaines à partir de l'accouchement : le droit à l'indemnité ne peut subsister après l'expiration de ce délai, que si un médecin de la société reconnaît l'impossibilité pour la femme de reprendre son travail, et encore la prolongation ne pourrait-elle dépasser deux nouvelles semaines. La mort de l'enfant est sans effet sur le droit de la mère à son indemnité, et à l'inverse, en cas de décès de la mère, l'indemnité doit être continuée pour l'enfant, comme si la mère avait vécu, à la condition que les soins de l'enfant soient assurés et surveillés. Enfin l'article 13 des statuts, pour encourager l'allaitement maternel, accorde une prime de vingt francs à la sociétaire qui nourrit elle-même son enfant.

Quant aux fonds nécessaires au paiement des indemnités, ils sont obtenus d'après l'article 9 des statuts par : 1° une cotisation de 50 centimes par mois payée par les sociétaires; 2° une cotisation annuelle de 30 francs payée par les membres honoraires; 3° un versement unique de 300 francs effectué par les membres honoraires perpétuels; 4° un versement de mille francs, effectué par les membres bienfaiteurs; 5° toutes autres recettes éventuelles.

HABITATIONS OUVRIÈRES. — La question des maisons ouvrières semble avoir fait d'importants progrès dans sa réalisation pratique. Il faut noter en tête de ligne la Société anonyme des habitations ouvrière de Passy-Auteuil, qui aux 56 maisons occupées jusqu'ici, ajoutait un nouveau groupe de huit maisons d'un type nouveau, à la date du 19 mai

1892. Les maisons anciennes comprenaient un rez-de-chaussée de quatre pièces avec jardinet et water-closet sur cour. Les huit maisons inaugurées sont élevées d'un étage sur rez-de-chaussée : en bas, une salle à manger sur jardin, une cuisine et des water-closets sur cour; au premier, trois chambres avec cheminées; ces habitations sont gaies, salubres et confortables. Le locataire d'une de ces maisons nouvelles peut en devenir propriétaire aux conditions suivantes : il doit payer un à-compte de 500 francs en entrant en jouissance; le loyer est calculé à raison de 4 0/0 de la valeur de la maison; à cela il faut ajouter, pour calculer le prix d'acquisition, 1 0/0 de frais d'administration et 3 0/0 pour l'amortissement en vingt ans, de sorte que l'annuité due pour devenir au bout de vingt ans propriétaire d'une maison du nouveau type valant neuf mille francs, s'élève à 740 fr. 70.

Cette entreprise a prospéré, et on ne peut que s'en réjouir; mais quand on visite la citée ouvrière de Passy-Auteuil, on est frappé par ce fait que ces maisons ouvrières sont occupées par des employés et non par des ouvriers : cela tient qu'à Paris et dans les grandes villes, le prix d'une maison, si bas qu'on le fixe, est trop élevé pour des bourses d'ouvriers; la valeur du terrain, celle des matériaux, la main d'œuvre obligent à tenir le prix d'acquisition à un chiffre assez fort, et écartent presque inévitablement l'ouvrier proprement dit, auquel ses ressources ne permettent pas de payer un loyer aussi important ni surtout de fournir en entrant en jouissance une mise de fonds de 500 francs.

Ces inconvénients ont frappé, comme on sait, une école d'économistes qui recommandent de préférence pour les grands centres la maison à étages et à locations ouvrières, où l'ouvrier est purement et simplement locataire sans devenir propriétaire. Tel est le type des habitations construites par la Société Philanthropique, œuvre fondée par MM. Armand et Michel Heine. Cette société, qui a construit sa première maison en 1888, a terminé son troisième immeuble en 1892 : ses trois constructions représentent ensemble 136 logements ouvriers et donnent un revenu inférieur au taux de 4 pour 100.

L'exemple donné par ces deux institutions de bienfaisance, dont nous venons de parler, a porté ses fruits. En 1891, il s'est formé une société dite Société des habitations économiques de Saint-Denis, qui, pour venir en aide à l'agglomération ouvrière considérable de cette ville, y a acheté un vaste terrain, où elle doit faire édifier vingt-cinq maisons à un étage sur rez-de-chaussée, avec cour et jardin, et deux maisons à trois étages comprenant ensemble seize logements : c'est,

on le voit, le système de la société de Passy-Auteuil combiné avec celui de la Société Philantropique.

BANQUES POPULAIRES. — On sait que deux types de sociétés de crédit mutuel sont en présence. Les unes, organisées par l'Allemand Schulze-Delitzsch, reposent sur le principe de la coopération et du prêt mutuel. Le capital de ces sociétés est constitué de la manière suivante : chaque membre en entrant dans la société en acquiert une action, dont le prix payable de suite ou par à comptes pendant un certain délai (ce qui permet l'accès de la société aux artisans), est versé à la caisse sociale ; de plus, la société contracte des emprunts garantis par l'actif social et la responsabilité illimitée et solidaire de tous les associés. Avec ce capital des prêts sont consentis aux membres de la société ; l'emprunteur, pour répondre de sa dette, doit fournir un gage suffisant ou la garantie d'un ou plusieurs membres de la société, ce qui implique l'obligation pour la société de n'admettre que des membres d'une parfaite probité et d'une activité laborieuse, puisque, comme emprunteurs, ils peuvent engager la responsabilité de leurs coassociés ; les qualités personnelles sont donc un des éléments de prospérité de ces banques. Le crédit consenti aux membres est accordé pour un temps très court, au maximum quatre-vingt-dix jours ; on évite ainsi les risques pouvant provenir des changements de situation rapides auxquels sont soumis de pareils emprunteurs. Enfin, pour assurer la prospérité de la banque et lui constituer un fond de réserve, la société fait payer aux emprunteurs un intérêt supérieur à celui qu'elle paie aux actionnaires et aux prêteurs. Une fois les frais d'administration couverts, les intérêts dus aux prêteurs payés, et la part afférente au fond de réserve prélevée, le surplus des recettes est réparti entre les associés suivant leur part sociale. Le principe de l'institution consiste donc en ce que les membres sont à la fois prêteurs et emprunteurs : c'est la mutualité combinée avec la coopération.

Le second type de sociétés de crédit mutuel comprend les banques populaires connues sous le nom de banques Raiffaisien, et que Léone Wollemborg introduisit en Italie. Ici encore le principe est la mutualité ; ici encore les prêts consentis à la société sont garantis solidairement par les associés sur tous leurs biens. Mais ces banques diffèrent de celles du premier groupe en ce qu'elles n'ont pas de capital-actions et sont alimentées uniquement par les cotisations des membres, et en ce que tous les bénéfices concourent à grossir le fonds de réserve sans qu'aucun dividende ne soit partagé.

Or, en mai 1892, un Congrès des banques populaires s'est tenu à Lyon, pour examiner lequel de ces deux types convenait le mieux à la France, où ce genre d'institution est très peu développé. Le Congrès s'est prononcé en faveur du système Raiffaisen-Wollemborg, dont les caisses n'exigeant pas de capital, peuvent davantage s'adapter aux besoins des petits artisans et pénétrer aussi dans les localités les plus modestes : en Allemagne et en Italie ce sont avant tout des instruments de crédit rural. Le Congrès a pensé néanmoins que ces sortes de banques pouvaient aussi servir de crédit urbain au profit des ouvriers, en rattachant ces caisses aux syndicats professionnels : on éviterait ainsi l'écueil dans lequel sont tombées les sociétés Schulze-Delitzsch, qui servent de caisses de crédit mutuel plutôt aux petits commerçants qu'à la classe ouvrière même, incapable le plus souvent de verser le prix de l'action dont tout membre doit se rendre titulaire. Un orateur a fait en outre remarquer que les banques Raiffaisen ne distribuant pas de bénéfices, ne seraient pas soumises en France à l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, avantage considérable au point de vue fiscal.

Une fois ce principe admis, une seconde question se posait : Que faut-il faire des bénéfices réalisés par la société ? Les uns voulaient qu'ils fussent employés tout entiers à des œuvres de bienfaisance ; les autres décidaient qu'ils devaient servir à constituer le fonds de réserve ; c'est l'opinion à laquelle se rallia le Congrès.

Ce ne sont pas là les seules questions dont se préoccupa le Congrès des banques populaires : le gage en matière de crédit agricole, le privilège de la Banque de France, l'examen des projets de lois relatifs aux sociétés de crédit firent l'objet de plusieurs discussions. D'ailleurs ce Congrès présenta un intérêt particulier au point de vue international, à cause de la présence à ses séances de personnalités considérables en la matière, telles que M. Yersin, directeur de la banque populaire suisse ; M. R. Raiffaisen, représentant des banques agricoles allemandes ; le R. P. Ludovic de Besse, le propagateur des idées de crédit mutuel en France ; M. Rostand, etc...

Signalons enfin qu'il s'est formé tout récemment une Société pour la propagation en France du crédit populaire, dont la séance d'inauguration a été tenue à Paris le 25 novembre 1892.

CAISSES D'ÉPARGNE ORDINAIRES. — Le rapport complet sur la situation des caisses d'épargne ordinaires en 1891 vient de paraître au *Journal Officiel* du 7 décembre 1892 ; c'est un document du plus vif intérêt, et nous en donnons l'analyse détaillée.

Au 31 décembre 1890, il existait 546 caisses d'épargne autorisées : au 31 décembre 1891, ce chiffre était réduit à 544 par suite de suppressions, et aucune caisse nouvelle n'était créée par contre. Ces caisses ne sont pas toutes organisées de la même façon. La majorité, au nombre de 459, est constituée sous le patronage des conseils municipaux, qui votent les statuts, nomment le conseil des directeurs, et prennent l'engagement de couvrir l'excédent des dépenses en cas d'insuffisance des recettes. Un second groupe comprenant 56 caisses n'est pas soumis à l'action du conseil municipal, et s'administre d'une façon indépendante : deux de ces établissements sont annexés à des monts-de-piété à Nancy et à Avignon et sont gérés par le conseil d'administration du mont-de-piété. Enfin un troisième groupe, de 29 caisses, participe à la fois des caractères distinctifs des deux catégories précédentes ; le conseil municipal n'y a qu'un droit d'ingérence partiel, soit pour nommer une partie seulement du conseil des directeurs, soit pour statuer sur l'emploi des fonds libres en cas de dissolution. Ces 546 établissements se répandent dans les provinces, grâce à 1,074 succursales, presque toujours créées avec le secours de la municipalité, et grâce aux bureaux de perception au nombre de 405, qui sont autorisés en vertu du décret du 23 août 1875 à recevoir les versements et à effectuer les remboursements pour le compte de la caisse. Au total il existait donc en France 2023 établissements d'épargne à la date du 31 décembre 1891, ce qui produit une augmentation de 11 établissements sur l'année précédente.

Au 31 décembre 1891, il y avait en circulation dans les 544 caisses d'épargne en activité près de six millions de livrets (exactement 5,948,882), représentant un solde de 3,053,000,000 de francs dû aux déposants.

L'état de la fortune personnelle des caisses d'épargne s'établit d'après les documents officiels de la façon suivante :

	fr.	c.
Capital du fonds de dotation au 1 ^{er} janvier 1891 . . .	55,695,658	34
Capital du fonds de réserve au 1 ^{er} janvier 1891 . . .	18,709,382	76
Intérêts des fonds de dotation et de réserve . . .	2,377,807	90
Souscriptions, dons, legs et recettes diverses . . .	47,636	47
Subventions des conseils municipaux . . .	10,646	00
Bonifications résultant de la retenue opérée sur l'intérêt alloué par la caisse des dépôts et consignations .	9,360,367	63
Bonifications résultant de la déchéance trentenaire . .	110,293	79
Ensemble . . .	86,311,792	88
A déduire : dépenses d'administration . . .	6,114,226	54
Capital de la fortune des caisses au 31 décembre 1891 .	80,197,566	34

ce qui représente par rapport aux sommes dues aux déposants un fond de garantie de 2627 francs pour 100 francs.

Le gros problème en matière de caisses d'épargne est toujours la question de l'emploi des fonds déposés et des fonds de dotation et de réserve. Les divers modes de placements des caisses d'épargne ordinaires sont relevés dans le tableau suivant pour l'année 1891 :

Versements à la caisse des dépôts et consignations

et en caisse.	48,948,094,40	soit	61,03 0/0
Placements en rentes (prix d'achat). . .	14,447,467,56	—	18,01
Placements en immeubles (prix de revient).	15,238,719	—	19
Placements en maisons ouvrières, (caisses de Lyon et de Marseille) .	894,498,75	—	1,12
Prêts aux villes, aux monts-de-piété, aux hospices et aux départements.	544,073	—	0,68
Obligations du crédit foncier (prix d'achat)	124,713,63	—	0,16
	<u>80,197,566,34</u>		<u>100 0/0</u>

Le revenu tiré par les caisses d'épargne de ces placements divers est de 3,56 pour cent : or d'autre part les caisses d'épargne ordinaires servant aux déposants un intérêt de 3,75 pour 100 sous déduction d'une retenue variant de 1,2 à 1,4 pour cent, il en résulte qu'elles paient aux déposants un intérêt inférieur à celui qu'elles tirent de leurs placements, ce qui leur assure une situation plus avantageuse que celle faite jusqu'ici par la loi à la caisse d'épargne postale en l'obligeant à payer aux déposants un intérêt de 3 0/0, alors qu'elle ne retire elle-même de ses placements qu'un revenu à peine supérieur à ce taux ou même inférieur en ce qui concerne son compte-courant au Trésor, qui ne produit que 2 0/0.

En fait, le taux de la retenue exercée par les caisses d'épargne ordinaires a été en moyenne de 0,282 pour cent au lieu de 0,321 pour 100 en 1890 : 472 caisses ont retenu le minimum, soit 0,25 pour cent, et ont pu servir à leurs déposants le maximum d'intérêt, soit 3,50 pour cent : 67 caisses ont retenu le maximum de 3,50 pour cent et ont servi à leurs déposants le minimum d'intérêt, soit 0,25 pour cent ; les autres ont pris une mesure intermédiaire. Ce système législatif a le précieux avantage de laisser aux caisses ordinaires une certaine latitude pour agir au mieux de leurs intérêts généraux et pour as-

surer leur bon fonctionnement, tout en sauvegardant les intérêts particuliers des déposants, comme en témoignent 83 caisses ordinaires, qui percevaient en 1890 une retenue de 0,50 pour cent, et qui l'ont abaissée à 0,25 en 1891 (la loi du 26 décembre 1890 ayant réduit de 4 0/0 à 3,75 0/0 le taux d'intérêt servi aux déposants) de manière à ne pas modifier le taux d'intérêt alloué à leurs déposants.

II. ALLEMAGNE.

ASSURANCES CONTRE LA MALADIE. — Les questions sociales ont en Allemagne une importance particulière, moins par l'agitation tumultueuse des classes laborieuses que par le travail lent et régulier qui fait pénétrer, dans les esprits et dans la législation, les principes d'après lesquels l'organisation de la société doit se rapprocher de plus en plus d'une conception unique, l'Etat, pour enfin s'y fondre en quelque sorte. On peut dire que l'Allemagne est la patrie par excellence du socialisme d'Etat, qui a trouvé jusqu'à présent sa manifestation la plus imposante dans le système complexe des lois sur les assurances ouvrières contre la maladie, contre les accidents, contre l'invalidité et la vieillesse.

L'assurance contre la maladie a été organisée par la loi du 15 juin 1883, relative aux ouvriers de l'industrie proprement dite : c'est la loi-type. Depuis, l'assurance obligatoire a été appliquée à d'autres catégories d'ouvriers (loi du 28 mars 1885), et aux ouvriers agricoles et forestiers (loi du 5 mai 1886); enfin, tout récemment, une loi du 10 avril 1892 est venue modifier et refondre celle de 1883. C'est donc cette législation nouvelle, combinée avec les dispositions antérieures maintenues, que nous devons analyser ici.

Le principe du législateur, c'est l'assurance obligatoire contre la maladie. Cette obligation pèse sur les personnes employées moyennant un salaire dans certaines professions énumérées avec soin et dont les principales sont : l'industrie minière, les fabriques et usines, les chemins de fer, la navigation fluviale, les entreprises commerciales ou industrielles, la profession de clerc d'avoué, de notaire, d'huissier, les entreprises industrielles où il est fait un usage permanent de chaudières à vapeur, etc... La même obligation est imposée aux salariés employés dans l'exploitation technique de l'administration des postes et télégraphes ou dans les établissements des administrations de la guerre et de la marine. Mais l'assurance obligatoire n'incombe qu'aux

personnes occupées d'une façon permanente, et non à celles dont l'occupation n'est que passagère par la nature de son objet ou ne doit pas durer plus d'une semaine.

A côté de cette assurance obligatoire, il existe une assurance facultative que les communes peuvent imposer par voie statutaire dans leur ressort aux personnes employées d'une façon passagère ou pendant moins d'une semaine, aux personnes employées dans les entreprises communales, etc...

En principe, l'obligation de l'assurance n'incombe qu'à ceux dont le traitement ou le salaire ne dépasse pas 6 marcs $\frac{2}{3}$ par jour ou 2,000 marcs par an.

L'assurance est organisée à l'aide des quatre organes suivants : 1^o l'assurance communale dans les communes comptant moins de cent ouvriers ; 2^o les caisses locales créées par les communes comptant plus de cent ouvriers ; 3^o les caisses industrielles de fabriques, minières, de corporations et d'entreprises de construction ; 4^o les caisses libres fondées par les ouvriers eux-mêmes.

Les secours dus par l'assurance communale comportent la gratuité des soins médicaux et des médicaments à partir du commencement de la maladie ; de plus, en cas d'incapacité de travail, il est dû, à partir du troisième jour qui suit le début de la maladie, une indemnité égale par chaque jour non férié à la moitié du salaire moyen des ouvriers du lieu. Mais ces secours cessent au plus tard à la fin de la treizième semaine après le commencement de la maladie, ou à la fin de la treizième semaine suivant le début du secours pécuniaire en cas d'incapacité de travail. D'ailleurs les communes auraient le droit de décider que les assurés ayant reçu les secours pendant treize semaines dans l'année, n'auront droit qu'à un secours unique de treize semaines dans le courant de l'année suivante, si la nouvelle maladie venait de la même cause permanente de maladie ; de même les communes ont le droit de réglementer le mode de paiement des secours en argent, de déterminer les médecins et pharmaciens exclusivement chargés de fournir les remèdes et soins, d'exiger des assurés la déclaration de leurs maladies.

En principe, les cotisations, que la commune peut percevoir, ne peuvent être supérieures à 1 $\frac{1}{2}$ pour cent du salaire quotidien de la localité, à moins que cela ne soit insuffisant pour faire face aux secours accordés par la loi, auquel cas les cotisations sont susceptibles d'être élevées à 2 0/0 avec l'agrément de l'autorité administrative supérieure. Ces cotisations sont versées à la caisse d'assurance commu-

nale, et l'excédent des recettes sur les dépenses constitue le fonds de réserve.

D'ailleurs, plusieurs communes peuvent se syndiquer pour accorder ensemble une assurance collective, et même cette réunion de plusieurs communes à ce point de vue peut être ordonnée par l'autorité administrative supérieure, lorsque la commune contient moins de cinquante assurés ou que la commune est obligée de faire des avances incessantes pour servir les secours, malgré l'élévation des cotisations à 2 0/0, car c'est la commune qui doit en effet, en cas d'insuffisance des fonds de la caisse d'assurance, faire l'avance des secours, sauf à s'en faire rembourser par le fonds de réserve, s'il y en a un.

Les caisses locales, avons-nous dit, sont établies par les communes qui comptent plus de cent personnes à assurer; mais, en principe, elles sont instituées pour les travailleurs d'une même industrie, à moins que ces travailleurs soient moins de cent dans chaque branche d'industrie, auquel cas la caisse locale est commune à plusieurs genres de travaux. La création des caisses locales peut avoir lieu soit sur l'initiative libre des communes, soit par arrêté de l'autorité administrative supérieure sur la proposition des intéressés.

Les secours accordés par les caisses locales sont de deux sortes, les uns forcés, les autres facultatifs. En premier lieu, la caisse doit accorder au moins : 1° en cas de maladie, la gratuité des soins médicaux et des remèdes pendant treize semaines; en cas d'incapacité de travail résultant de la maladie, un secours pécuniaire durant la même période, comme en ce qui concerne l'assurance communale, secours pécuniaire égal à la moitié du salaire quotidien moyen des classes d'assurés affiliés à la caisse; 2° un secours égal au secours pécuniaire de maladie pour les femmes en couches, sous certaines conditions, pendant au moins quatre semaines du jour de l'accouchement; 3° en cas de décès de l'assuré, une indemnité pour funérailles égale à vingt fois le salaire quotidien moyen; cette indemnité sert d'abord à couvrir les frais d'enterrement; le surplus revient au conjoint survivant, ou à défaut, aux héritiers les plus proches, et à défaut de ceux-ci à la caisse locale. En second lieu, la caisse peut augmenter les secours qu'elle donne, soit en durée (au maximum, pendant un an), soit en quantité (au maximum, les 3/4 du salaire quotidien), etc.

Les statuts des caisses locales, qui doivent d'ailleurs être revêtus de l'homologation de l'autorité administrative supérieure, déterminent le taux des cotisations incombant aux assurés. Les cotisations des assurés ne peuvent être supérieures à 2 0/0 de la valeur qui doit servir

de base au calcul des secours, sauf au cas où ce taux serait insuffisant pour couvrir les allocations minima fournies par la caisse.

Certaines dispositions sont communes à l'assurance communale et aux caisses locales. Avant tout, les patrons sont obligés de faire inscrire dans les trois jours de l'engagement toute personne qu'ils occupent n'appartenant pas à une caisse de fabrique, de construction, ni de corporation, ni à une caisse minière; cette déclaration est faite aux lieux désignés par les statuts en ce qui concerne les caisses locales. chez les maires dans les autres cas. Le patron est aussi tenu de fournir les renseignements relatifs aux salaires, qui permettront de calculer les cotisations.

L'obligation la plus importante des patrons consiste dans le paiement du tiers des cotisations dues pour l'assurance contre la maladie, les deux autres tiers incombant aux assurés eux-mêmes; mais c'est le patron qui doit faire l'avance de cette dernière portion, sauf à la retenir lors de la paye sur le salaire des assurés; en cas de contestations, le différend est tranché par les tribunaux industriels, conformément à la loi du 29 juillet 1890.

Les caisses de fabriques sont celles qui sont instituées par des patrons occupant, dans un ou plusieurs établissements, au moins cinquante ouvriers soumis à l'assurance obligatoire contre la maladie. En principe, la création de ces caisses est laissée à l'initiative des patrons; mais ceux-ci peuvent néanmoins y être contraints soit sur la demande de la commune, soit sur la demande de la caisse de maladie à laquelle sont affiliés les ouvriers employés par le patron. Les secours alloués par les caisses de fabriques sont les mêmes que ceux qui incombent aux caisses locales; de même les patrons sont tenus de participer dans la même mesure au paiement des cotisations, avec cette aggravation que, si les cotisations des assurés portées au taux de 3 0/0 du salaire moyen ne suffisent pas à couvrir les secours légaux minima, c'est au patron à verser de ses deniers les suppléments nécessaires.

Il existe aussi des caisses d'entreprises de construction destinées à secourir les personnes employées à des constructions de chemins de fer, de canaux, de fortifications, etc.; ces caisses sont en général soumises à la réglementation propre aux caisses de fabriques.

Les caisses de corporations sont, comme leur nom l'indique, instituées par les corporations en vue de secourir les membres de la corporation, leurs familles, leurs apprentis, en cas de maladie ou d'incapacité de travail: ces caisses sont assimilées aux caisses locales.

Tel est dans ses traits généraux l'état actuel de la législation allemande sur l'assurance contre la maladie des ouvriers de l'industrie.

ASSURANCES DANS L'INDUSTRIE MINIÈRE. — Il serait intéressant de pouvoir se rendre compte des effets produits par les lois d'assurance obligatoire allemande ; il faudrait pouvoir interroger la statistique à ce point de vue. Cela a été fait d'une façon fort savante jusqu'à l'année 1889 par M. Maurice Bellom, au livre duquel nous renvoyons le lecteur (1) : les documents relatifs aux années postérieures ne sont malheureusement pas encore publiés ; néanmoins quelques résultats sont déjà connus pour l'année 1891, notamment en ce qui concerne l'industrie minière. Nous les résumons d'après le comité central des houillères de France.

Les charges résultant pour l'industrie minière de l'assurance obligatoire sont relevées dans les tableaux ci-dessous en marcs :

	Pour les ouvriers	Pour les patrons
Assurances contre les accidents en 1891		6,495,909,36
Assurances contre la vieillesse et l'invalidité pendant l'année 1891 .	2,678,431.32	2,678,431,32
Assurances contre la maladie et pensions anciennes en 1890 (les charges pour 1891 n'étant pas encore connues)	14,192,386,60	12,186,508,28
Soit au total :	16.870,817,92	21,360,848,96

Le nombre des ouvriers mineurs étant de 421,137 d'après la statistique de 1891, il en résulte que la charge d'assurance incombant aux patrons pour chaque ouvrier s'élève à 50,72 marcs par an, c'est-à-dire à 5,63 0/0 du salaire annuel : la charge d'assurance incombant aux assurés se monte pour chaque ouvrier à 40,06 marcs par an, c'est-à-dire à 4,45 0/0 du salaire annuel : en définitive, les charges totales dérivant des lois d'assurances atteignent la proportion énorme de plus de 10 0/0 des salaires, uniquement en ce qui concerne l'industrie minière ; et rien ne fait prévoir que ce lourd impôt doive diminuer.

COMMISSION DE STATISTIQUE DU TRAVAIL. — Dès l'année 1868, le parti

(1) Maurice Bellom : Les lois d'assurances ouvrières à l'étranger ; t. 1^{er}, assurance contre la maladie. — 1 vol. in-8°, 1892.

social-démocratique du Reichstag de la Confédération du Nord avait déposé une motion tendant à la création de commissions d'enquêtes parlementaires, destinées à étudier la condition de la classe ouvrière. La question n'eut pas alors de suites. En 1885 elle fut reprise par le même parti social-démocratique, et fut présenté sous une forme nouvelle le 8 mai 1890, sans plus de succès. Mais à la même époque et presque en même temps, le parti social démocratique présentait le 18 mai 1890 une proposition de loi tendant à créer des commissions parlementaires d'enquêtes pratiques, et un certain nombre de députés déposaient le 21 mai 1890 une motion relative à l'étude de la condition des classes ouvrières dans l'Empire. Les tendances étaient les mêmes, et elles reçurent du Parlement un accueil favorable. Le 20 janvier 1892, le Reichstag adoptait la motion présentée par les députés, et le Conseil fédéral de l'Empire créait une commission de statistique du travail. Un règlement présenté au Reichstag le 24 mars 1892 déterminer les fonctions et les devoirs de cette commission.

Cette commission se compose d'un président nommé par le chancelier, et de douze membres, dont cinq sont choisis par le Conseil fédéral, cinq par le Reichstag, et dont un est nommé par le chancelier de l'Empire parmi les fonctionnaires de l'Office impérial de statistique. Ces fonctions sont temporaires; elles durent cinq ans, en ce qui concerne les membres nommés, et expirent avec la législature en ce qui concerne les membres choisis par les corps législatifs.

La commission est chargée de donner, sur l'invitation du Conseil fédéral ou du chancelier, son avis sur les enquêtes à entreprendre, sur leur exécution ou sur leurs résultats, et de soumettre au chancelier des propositions à ce sujet. Elle ne peut donc entreprendre par elle-même aucune enquête; elle donne uniquement ses conseils relativement aux enquêtes, qui seront vraisemblablement confiées à l'Office impérial de statistique. Son rôle est donc bien restreint, et ne répond certainement pas à ce qu'on peut attendre d'une pareille institution.

D'ailleurs la commission ne jouit pas de l'indépendance, si nécessaire en une pareille matière; elle ne peut se réunir que sur l'ordre ou avec l'autorisation du chancelier; une fois réunie, la majorité de ses membres représente les gouvernements de l'Empire, de sorte qu'elle peut n'être, comme on l'a dit avec raison, que l'écho complaisant du chancelier et du Conseil fédéral. Dans ces conditions, il importe bien peu d'avoir accordé à la commission le droit d'appeler à ses séances des patrons et des ouvriers en nombre égal avec voix consultative.

III. AUTRICHE.

Le mouvement législatif en Autriche a été très peu important pour l'année 1892 au point de vue social : plusieurs projets n'ont pas encore abouti ; les plus importants sont : celui sur les caisses de secours voté seulement par la Chambre des Seigneurs, celui relatif à l'extension de l'assurance obligatoire contre les accidents organisée par la loi du 28 décembre 1887. Parmi les lois votées, il faut mentionner une loi sur les caisses de mineurs, modifiant la loi antérieure du 28 juillet 1889, et une loi du 9 février 1892 sur les logements ouvriers, dont nous allons dire quelques mots.

MAISONS OUVRIÈRES. — La loi du 9 février 1892 est avant tout une loi fiscale, qui a pour but de favoriser la construction de maisons ouvrières par l'exemption d'impôt. A cet effet, pendant vingt-quatre ans à partir du moment où les constructions sont achevées, les maisons construites pour être louées exclusivement à des ouvriers sont dispensées de payer les contributions locatives, quand elles sont élevées soit par les communes, les sociétés d'utilité publique, les établissements institués en faveur des ouvriers, soit par les sociétés ouvrières corporatives pour leurs membres, soit par les chefs d'industrie pour leurs ouvriers.

La faveur de la loi nouvelle n'est d'ailleurs accordée qu'aux habitations ouvrières offrant des conditions de salubrité et de bon marché, et le législateur prend soin de déterminer quelles sont les constructions qui rempliront ces conditions.

Les habitations ouvrières ne doivent pas contenir de logements dont le local se trouve au-dessous du niveau de la rue. De plus les logements, qui ne comprennent qu'une pièce, doivent avoir au moins 15 mètres carrés et au plus 30 mètres carrés de surface habitable. Les logements qui comprennent plusieurs pièces doivent mesurer au moins 40 mètres carrés et au plus 75 mètres carrés. Voilà pour le minimum de salubrité exigée par la loi.

En ce qui concerne la question du bon marché, la loi fixe le maximum du loyer annuel par mètre carré d'espace habitable : à Vienne, à un florin 45 kreutzer (valeur autrichienne) ; dans les villes de plus de dix mille habitants, à un florin 15 kreutzer ; dans les autres localités, à 80 kreutzer. De sorte que le logement ouvrier le plus grand et le plus cher ne dépassera pas le prix annuel de 108 florins 75 kreutzer, soit en monnaie française environ 234 francs.

Ajoutons enfin que la loi du 9 février 1892 n'a qu'une portée tempo-

raire, et ne concerne que les constructions terminées pendant les dix années qui suivront sa mise en vigueur.

CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES. — Jusqu'à présent les caisses d'épargne privées autrichiennes dressaient leurs statuts d'après un statut-type rédigé en 1872 : un nouveau modèle plus libéral vient d'être établi en 1892. Le principe dominant est toujours celui du libre emploi, mais cette liberté est encore étendue, puisque désormais les caisses pourront placer leurs fonds en prêts hypothécaires sur toute l'étendue de l'Empire, alors qu'auparavant cela n'était possible que dans le territoire de la province, où la caisse d'épargne avait son siège ; de même encore les caisses pourront dorénavant consentir des avances aux associations coopératives, sans que celles-ci soient soumises au régime de la solidarité des associés, comme l'exigeait le statut-type de 1872.

Certainement ces mesures libérales ne feront que développer l'essor des caisses d'épargne autrichiennes, dont la situation était déjà bien florissante jusqu'à présent. Nous n'en voulons citer qu'un exemple : la caisse d'épargne de Vienne, qui est la plus ancienne de toutes (elle remonte à 1819), est aussi la plus riche : au 31 décembre 1891, son capital de fondation atteignait six millions de florins, soit plus de treize millions de francs, avec l'assurance de s'augmenter sans cesse, car le principe de la caisse est la gratuité, et, le capital de fondation ne recevant pas de rémunération, il s'accroît chaque année du profit net des opérations. A cette même époque, la caisse avait reçu 125 millions de dépôts à 3,75 0/0 ; 40 millions de dépôts à 3,25 0/0 ; et 19 millions de dépôts à 3 0/0. Ses principales opérations consistaient en 98 millions de prêts hypothécaires, en 15 millions de traites escomptées, en avances en compte-courant pour 31 millions, alors que les avances sur titres n'atteignaient que 4 millions de florins, etc... Une garantie suffisante était donnée à ces emplois divers, puisque outre les immeubles hypothéqués au profit de la caisse, outre le capital de fondation, la caisse de Vienne possédait encore une réserve de près de 8 millions et dix maisons en toute propriété représentant une valeur de 6 millions.

IV. ITALIE.

CAISSES D'ÉPARGNE PRIVÉES. — Il est inutile de faire ici l'éloge des caisses d'épargne privées italiennes ; on sait quels magnifiques résultats elles ont produit et à quels besoins elles répondent. Il semblait que

dans ces conditions le Gouvernement ne pouvait qu'encourager le développement de cette institution, et l'on fut quelque peu surpris, quand en 1876 furent créées les caisses d'épargne postales; c'était établir entre ces deux catégories de caisses une rivalité et une concurrence, qui n'étaient pas de nature à leur être favorables : le peuple italien ne s'en émut pourtant pas autrement et conserva sa faveur aux anciennes caisses privées, qui avaient reçu 1,217,643, francs en dépôt au 31 décembre 1891, tandis que les dépôts confiés aux caisses d'épargne postales atteignaient seulement 333 millions de francs.

Le 30 juillet 1892, le ministre du commerce, de l'industrie et de l'agriculture envoyait aux présidents des caisses d'épargnes privées une circulaire dans laquelle il signalait, sans préciser d'ailleurs, les dangers que pouvaient courir les caisses privées, en offrant un intérêt que le ministre estimait exagéré, et dont le service ne pouvait être assuré, selon lui, qu'à l'aide d'emplois aléatoires à un taux usuraire. Cette circulaire fut assez mal reçue dans le pays; on la considéra surtout comme une manœuvre pour exciter les dépôts à la caisse d'épargne postale. Quoiqu'il en soit, il est intéressant de relever les divers taux d'intérêts payés par les différentes caisses privées à leurs déposants.

La statistique dressée au 31 décembre 1892 divise à cet effet les caisses d'épargne privées en six catégories.

La première catégorie comprend quatre caisses donnant un intérêt variant entre 5,50 et 6 0/0; l'ensemble des dépôts afférents à ces caisses s'élève à 857,960 francs seulement.

Dans la seconde catégorie rentrent vingt caisses, possédant pour 5,319,972 francs de dépôts, et servant un intérêt de 4,50 à 5,50 0/0.

A la troisième catégorie appartiennent trente-six caisses donnant de 4,25 à 4,50 0/0; elles représentent 69,755,365 francs, et dans cette somme la seule caisse de Turin figure pour 45 millions avec un taux d'intérêt de 4,25 0/0.

Une quatrième catégorie comprenant 75 caisses représente une somme de 278,531,600 francs de dépôts rémunérés par un intérêt de 4 0/0 : la caisse de Rome rentre dans cette classe avec 84,556,310 francs de dépôts, et celle de Vérone avec 56 millions.

La cinquième catégorie compte 63 caisses, riches de 848,463,356 fr. de dépôts, et sert un intérêt inférieur à 4 0/0 mais qui est en moyenne de 3,50 0/0. La plus importante de ces caisses, celle de Milan, qui a elle seule possède 444,676,375 francs de dépôts, ne donne qu'un intérêt de 3,25 pour cent aux déposants.

Enfin une dernière catégorie, comprend 21 caisses, dont la situation n'a pu être établie exactement : neuf d'entre elles, en liquidation, représentaient 10 millions de dépôts environ.

Si l'on veut se rendre compte de la proportion dans laquelle les 219 caisses d'épargne privées servent les divers taux d'intérêt que nous venons d'indiquer, il suffira de jeter un coup d'œil sur le tableau suivant pour se rendre compte que la grande majorité des dépôts ne sont rémunérés que par un intérêt tout à fait normal.

NOMBRE DES CAISSES	DÉPÔTS	INTÉRÊT VERSÉ	Proport. p. 100
4	857.960,42	5,50 à 6 %.	0,07 0/0
20	5.319.972,50	4,50 à 5,50	0,43
36	69.755.365,73	4,25 à 4,50	5,63
75	278.531.600,07	4,00	22,72
63	848.463.356,31	5,50 en moyenne	70,00
21	14 095.388,54	inconnu ou en liquidation	1,15
219	1 217.023.643,77		100,00

Quant au taux auquel les caisses privées consentent des prêts aux tiers, il est vrai que quelques unes prêtent à 6, à 7 et même à 8 pour cent, ce qui est exagéré : mais ce sont là des pratiques isolées émanant de petites caisses, c'est-à-dire ne portant que sur des sommes peu importantes. Ce qu'il faut envisager, c'est le taux d'emploi en honneur chez les grandes caisses disposant de larges ressources et étendant par suite d'une façon considérable leurs opérations. Or les caisses de Florence, de Bologne, de Milan, de Gênes, de Lucques, de Rome, de Turin, de Venise, de Vérone, de Palerme, qui possèdent pour 827 millions de dépôts, soit plus des deux tiers de la totalité de l'épargne déposée, prélèvent pour leurs prêts un intérêt variant de 4 0/0 à 5,68 pour cent : seule, la caisse de Turin atteint le taux de 6 0/0. Peut-on dire que ce soit là l'intérêt usuraire dont parle la circulaire ministérielle ?

Il ne semble pas enfin que les caisses d'épargne privées se lancent dans des opérations aléatoires : le seul souci de leur bonne gestion et de leur existence paraît à première vue devoir les prémunir contre de pareils entraînements. Les statistiques officielles d'ailleurs indiquent elles-mêmes la sécurité des placements des fonds déposés. La dernière situation connue remonte au 31 décembre 1891 : à cette date le mouvement des fonds des caisses privées s'élevait au chiffre de 1,614,174,515 francs ; or, la plus grande partie des emplois consistait en bons du Trésor, valeurs d'Etat ou garanties par l'Etat, pour une somme de 458 millions de francs ; en prêts hypothécaires, pour 279 millions ; en

prêts à des personnes morales, pour 130 millions ; en lettres de change, pour 149 millions, etc... Ces modes d'emplois, qu'on ne peut critiquer, atteignent à eux seuls 1,016 millions de francs, soit 63 0/0 du chiffre total des emplois. Si, d'ailleurs, ces opérations étaient aussi dangereuses, qu'on le prétend, nous ne verrions pas les caisses d'épargne privées italiennes jouir de cette situation florissante, qui fait l'admiration de tout le monde : on assisterait à des désastres financiers autrement importants que ceux que nous révèlent les documents officiels, qui nous montrent seulement une douzaine de caisses en liquidation au 31 décembre 1891, alors surtout que ces douze caisses ne représentent que près de 11 millions de francs déposés, dont 7 millions pour la seule caisse de Cagliari, en Sardaigne : c'est là la seule déconfiture importante qu'on puisse signaler, et encore a-t-elle été causée, non par la nature des opérations entreprises, mais par des malversations de gestion.

Il sera intéressant de connaître les statistiques des emplois faits en 1890 et 1891 pour savoir s'ils donnent plus de fondement aux craintes du gouvernement italien !

1^{er} janvier 1893.

MAURICE DUFOURMANTELLE,

Docteur en droit,

Chargé d'un cours libre à la Faculté de Droit de Paris.

REVUE DES LIVRES

H. SPENCER, *Justice*. — TARDE, *les Transformations du Droit*. — GUMLOWICZ, *die sociologische Staatsidee*. — A. BERTRAND, *leçon d'ouverture d'un cours de sociologie*.

On sait que la grande œuvre synthétique de M. Herbert Spencer, commencée avec les Premiers Principes, continuée avec les Principes de Biologie, les Principes de Psychologie, les Principes de Sociologie, doit s'achever avec les Principes de Morale. Ces derniers se divisaient, dans la pensée de leur auteur, en six parties formant chacune un volume, savoir : 1^o les données de la morale ; 2^o les inductions de la morale ; 3^o la morale de la vie individuelle ; 4^o la morale de la vie sociale : justice ; 5^o la morale de la vie sociale : bienfaisance négative ; 6^o la morale de la vie sociale : bienfaisance positive. La première partie, publiée en 1879, a été traduite en français, sous ce titre, assez peu exact : « les Bases de la Morale Evolutionniste ». Mais depuis lors, M. Spencer, « amené », dit-il, « graduellement

par la maladie à un affaiblissement complet », avait dû interrompre le cours de son grand ouvrage. Ayant depuis trois ans recouvré quelques forces, il a pu reprendre ses travaux ; mais craignant de n'en avoir point assez pour aller jusqu'au bout de son œuvre, il a voulu écrire du moins la partie capitale ; et, négligeant provisoirement (sauf à les reprendre plus tard) le second et le troisième volume des Principes de Morale, il a immédiatement composé le quatrième, consacré à la « justice » sociale. Achevé en juin 1891, ce livre vient d'être traduit en français, par M. E. Castelot (1). Il constitue, en réalité, une théorie complète de la philosophie du droit, que nous allons analyser, en y distinguant, pour plus de clarté, trois parties principales : les origines de la justice (chap. I-IV) ; la formule de la justice (chap. V-VII) ; les applications de la formule de justice, et les droits individuels (chap. VIII-XXIX).

I. — *Les origines de la justice.*

Comme on pouvait s'y attendre d'après les principes de son système, M. Spencer fait dériver la morale humaine de la morale animale. Il trouve chez les animaux trois règles de justice :

1° Les résultats obtenus par les êtres sont proportionnés à leur conduite ; les plus capables survivent seuls.

2° Cependant, chez les animaux qui forment des associations, chaque être ne peut pas s'occuper exclusivement de soi seul : sa faculté d'action se renferme nécessairement dans les limites où elle ne porte pas atteinte à la faculté d'action de ses associés.

3° Bien plus, « la préservation de l'espèce prend le pas sur la préservation de l'individu ; puisque l'espèce n'existe que comme agrégat d'individus, le bien-être de l'espèce ne constitue une fin que parce qu'il contribue au bien-être des individus qui les composent ; mais la disparition de l'espèce entraîne celle de tous les individus, et l'impossibilité absolue d'accomplir cette fin ; tandis que la disparition des individus, même sur une grande échelle, peut en laisser subsister un nombre suffisant pour que, grâce à la continuation de l'espèce, la réalisation du but final reste possible ; en cas de conflit, la préservation de l'individu doit donc, dans une mesure qui varie avec les circonstances, se subordonner à la préservation de l'espèce (§ 4) ». Pourquoi la préservation de l'espèce est-elle ainsi le « but final » de l'individu ? M. Spencer ne l'explique pas : il constate seulement (§ 2) que dans toute espèce animale durable, les soins sont donnés aux plus jeunes en proportion même de leur faiblesse, par un renversement de la loi qui veut que les avantages aillent à la force. Cela implique bien, sans doute, chez les animaux, la volonté de faire durer la famille ; mais

(1) Herbert Spencer. *Justice*, traduction française. — Paris, Guillaumin (collection des auteurs étrangers contemporains), 1893 ; un vol. in-8° de 348 p.

notez que la famille de chacun n'est que sa postérité, et que, en voulant la sauvegarder, c'est lui-même qu'il veut faire durer dans la personne des êtres sortis de lui. Au contraire, les autres membres de l'espèce lui sont étrangers, et il y aurait lieu de rechercher (ce que M. Spencer ne fait pas) pourquoi la « subordination de soi » à la famille devient une « subordination de soi » à l'espèce.

La « justice sous-humaine », ajoute l'auteur, est imparfaite. Si ses principes assurent la conservation des races les mieux douées, ils n'ont pas la même efficacité pour les individus, du moins en général. Ce n'est que dans les formes supérieures de l'animalité qu'apparaît la réalisation de la justice individuelle (§ 7). Et ce n'est que chez l'homme qu'elle s'opère complètement, plus complètement chez les races civilisées que chez les sauvages (§ 13). Mais, pour être ainsi plus parfaite chez l'homme que chez l'animal, la justice ne change pas de principes : « la justice humaine est un développement ultérieur de la justice sous-humaine (§ 12) ». Les trois mêmes lois s'y retrouvent : correspondance de la conduite et de ses résultats ; acceptation nécessaire par l'individu des limites qu'impose l'activité analogue des associés ; subordination de soi-même aux soins à donner à la progéniture et à la conservation de l'espèce (§ 13-15). Se pliant tout d'abord à ces lois par nécessité physique, le genre humain est arrivé peu à peu à en comprendre la raison et à s'y soumettre par nécessité mentale. Le sentiment de justice s'est formé de deux sentiments associés : le sentiment égoïste, du droit à l'expansion et aux produits de cette activité ; le sentiment altruiste, du droit égal d'autrui. Ce dernier a été préparé par des sentiments « pro-altruistes », crainte des représailles privées, crainte des dieux ; lesquels se sont transformés progressivement en sentiment altruiste proprement dit, sous l'influence de la vie en commun et de la sympathie. Le sentiment altruiste de la justice ne se développe complètement que dans les sociétés humaines supérieures, où il renferme les sentiments et les instincts belliqueux (§ 17-20).

II. — *La formule de la justice.*

La justice comprend deux éléments : « d'un côté, l'élément positif, qu'implique la reconnaissance du droit de l'individu à des actes libres de toute entrave, ainsi qu'aux avantages qu'ils lui procurent ; de l'autre, l'élément négatif, qu'implique le sentiment conscient des limites qu'impose la présence d'autres hommes jouissant de droits analogues (§ 22) » ; en un mot donc, d'une part la liberté, d'autre part l'égalité. C'est pour avoir négligé l'un ou l'autre de ces deux facteurs que les doctrines morales antérieures se sont trompées. Les sociétés du type militaire, notamment, exaltent la liberté du guerrier, mais en lui sacrifiant la liberté de tous les autres hommes (§ 23). Les sociétés du type industriel, à l'inverse, tendent, sous la pression du socialisme, à un nivelage excessif, où les su-

priorités naturelles ou acquises ne confèreraient plus (chose absurde pour l'auteur) aucun avantage (§ 24-26). Ce qu'il faut, c'est concilier les deux facteurs, liberté et égalité ; c'est en faire une seule règle de justice, la règle de « l'égale liberté de tous ». Et voici comment : « l'égalité doit régir les limites indispensables pour que les hommes puissent coopérer avec harmonie ; l'inégalité s'applique aux résultats que chaque homme est à même d'atteindre en respectant ces limites (§ 25) ». Quelque abstraite que puisse paraître cette formule, il faut reconnaître qu'il était difficile d'en trouver une qui fût plus précise et plus compréhensive à la fois.

III. — *Les applications de la formule de la justice, et les droits individuels.*

De la formule de la justice dérivent pour l'individu des droits véritables, qui sont logiquement antérieurs à la loi positive, mais qui sont de plus en plus reconnus et proclamés par celle-ci au cours de l'évolution (§ 36-38).

Voici les principaux, tels que l'auteur les énumère :

1^o *Droit à l'intégrité physique* (§ 40-43).

2^o *Droit à la liberté de se mouvoir* : condamnation de l'esclavage et du servage ; éloge de l'*habeas corpus* ; supériorité de notre temps sur le moyen âge (§ 44-48).

3^o *Droit à l'usage des milieux naturels* : air, lumière, terre (§ 49-52). Théoriquement, la propriété de la terre n'appartient qu'à la communauté (on retrouve ici la théorie juridique anglaise, en vertu de laquelle le souverain est seul propriétaire du sol) ; mais elle n'aurait le droit d'exproprier les possesseurs actuels qu'en leur payant une indemnité énorme pour leur travail d'amélioration et celui de leurs auteurs.

4^o *Droit de propriété*. En raison, toute propriété privée est aussi difficile à justifier que la propriété privée de la terre : car « toute propriété est le produit du travail ou un signe représentatif du travail ; le travail serait impossible à défaut de subsistance, et la subsistance est tirée du sol ». Mais, en fait, la propriété privée se justifie par l'accord tacite intervenu entre les hommes, pour permettre à chacun de jouir en propre du produit de son travail ; elle se rattache donc à la loi d'égale liberté (§ 54) ; « elle a été, à l'origine, la reconnaissance du rapport qui doit exister entre l'effort accompli et le résultat obtenu (§ 55) ». Le communisme a donc tort de vouloir égaliser les fortunes : « Si une vigueur supérieure, un esprit plus inventif ou une application plus grande procurent à un homme un surplus de jouissances ou de sources de jouissances, à la condition qu'il n'entreprene rien sur les sphères d'action d'autrui (à la vérité, le socialisme dirait que de semblables empiètements ne pourront pas dans ce cas ne pas se produire), la loi d'égale liberté lui confère un titre exclusif à tout ce surplus..... La suppression

de la discipline naturelle aboutirait inévitablement à l'inaptitude à la vie et à une disparition, soit lente, soit rapide, des races qui essaieraient de s'y soustraire (§ 56) ».

5^e *Droit à la propriété incorporelle.* D'une part, « tout individu dont le travail mental produit un résultat a le droit de recueillir la totalité du bénéfice qui en découle naturellement (§ 58) ». D'autre part, à côté de ce droit de propriété littéraire, artistique et industrielle, existe pour chacun le droit à la réputation et à l'estime publique, et toute atteinte qui y est portée doit être judiciairement réprimée (§ 62).

6^e *Droit de donner et de léguer.* « Le droit de propriété implique le droit de donation », et celui-ci ne peut être limité, « bien que la charité, ainsi nommée à tort, fasse plus de mal que tous les crimes réunis » (§ 63). En outre, « le droit de donner implique le droit de léguer, puisqu'un legs n'est qu'un don différé » ; l'auteur critique le droit de réserve, tel qu'il est établi au profit de certains héritiers par le code civil français, et se prononce par l'entière liberté de tester (§ 64).

7^e *Droit d'échanger et de contracter librement.* Il dérive également du droit de propriété, et implique la liberté du prêt, du louage de services, et le libre échange (§ 69-71).

8^e *Droit à la liberté du travail.* C'est à la fois le droit pour chacun de choisir sa profession, et le droit pour tout fabricant de produire comme il l'entend sans réglementation par l'État (§ 72).

9^e *Droit à la liberté de conscience.* En vertu du droit d'égale liberté, chacun peut professer extérieurement le culte religieux ou le dogme politique qu'il préfère (§§ 73-75).

10^e *Droit à la liberté de la parole et de la publication (§§ 76, ss.)* Pour ce droit surtout, il est assez difficile de fixer les limites dans lesquelles son exercice n'empêche pas l'exercice du droit d'autrui : conformément à ses tendances libérales, l'auteur est porté à les faire assez larges.

Tels sont les droits fondamentaux qui, pour M. S., peuvent être dégagés : déductivement, de l'étude des conditions de la vie, et des sentiments moraux de l'homme ; inductivement, de l'évolution des sociétés, des lois et des besoins actuels. La biologie et la psychologie, l'histoire, la législation et l'économie politique contribuent donc, suivant lui, à nous montrer en eux des libertés nécessaires à l'homme (§§ 82-86).

Après ces droits du citoyen mâle et adulte, M. S. étudie les droits civils de la femme et de l'enfant. Pour les femmes il admet qu'en principe « il faut qu'elles jouissent de la même liberté (civile) que les hommes (§ 88) » ; même, si la femme est mariée, ses droits ne doivent subir que le minimum de restriction nécessaire pour assurer ceux de son mari (§ 89). Quant aux enfants, « leurs titres se déduisent de cette nécessité primaire, la conservation de l'espèce, et ont la même validité que les

droits que la loi d'égale liberté confère à l'adulte (§ 92) ». D'ailleurs, en retour de leurs soins, les parents peuvent exiger « l'obéissance et de menus services. Mais ces relations entre majeurs et mineurs doivent, à mesure que les enfants grandissent, se rapprocher des relations entre adultes (§ 94) ». En somme, l'histoire montre que les droits de la femme et de l'enfant croissent avec la civilisation (§§ 90 et 95).

Voilà pour les droits civils. Restent « les droits dits politiques ». Mais ceux-ci, pour M. S..., ne sont pas de véritables droits ; ce ne sont que des instruments pour assurer aux individus le libre exercice des droits civils. Encore ne réalisent-ils pas toujours cette fin : en France et aux États-Unis, le suffrage universel n'empêche pas les citoyens d'être soumis au despotisme des fonctionnaires ; en Angleterre, l'extension du droit de suffrage n'a fait que développer le socialisme d'État (§§ 97-98). En somme, des deux éléments de la justice, liberté et égalité, le second n'a d'autre but que de rendre possible le premier ; c'est à la liberté qu'il faut s'attacher comme à la fin nécessaire, l'égalité n'étant qu'un moyen contingent de l'atteindre. Le gouvernement représentatif, par exemple, est une garantie de la liberté, mais ce n'est pas la seule, ni peut-être la meilleure qu'on puisse trouver (§ 99). Sans doute, tandis que les États du type militaire veulent un gouvernement centralisé, les États du type industriel (on sait la grande opposition établie entre ces deux formes d'État par M. S., dans ses *Principes de Sociologie*), les États du type industriel veulent un gouvernement libéral (§§ 104-105). Mais cela ne veut pas dire nécessairement un gouvernement né du suffrage universel : car un semblable gouvernement n'aboutit le plus souvent qu'à l'oppression des plus capables et des plus dignes par une majorité ignorante et passionnée. Ce qu'il faut pour réaliser l'équité, « c'est la représentation des intérêts au lieu de celle des individus ». Peut-être ce régime pourra-il naître du développement des institutions corporatives (§§ 106-107). — Quant aux droits politiques des femmes, on ne saurait évidemment les admettre dans un régime militaire ou semi-militaire, dans lequel l'influence doit appartenir à ceux qui portent les armes (§ 91). Même dans un régime industriel, il y a encore de fortes raisons pour hésiter à les reconnaître : la femme agit plutôt par sentiment que par raison, elle se détermine d'après les circonstances plutôt que d'après des règles générales, elle est portée à plaindre les faibles et à conseiller les mesures qui frappent à leur profit les plus capables, elle a un respect excessif de la tradition et de l'autorité (sauf à voir si ces deux derniers reproches ne sont pas légèrement contradictoires). Mais « il est possible que, avec une transformation du régime actuel, la possession du droit de vote par les femmes ait des effets bienfaisants » (§ 108).

Reste enfin à établir, en face des droits de l'individu, les devoirs de l'État envers lui. Historiquement, les chefs n'ayant été primitivement

nommés qu'en vue de la guerre, le premier devoir du gouvernement fut d'assurer la sécurité extérieure. C'est seulement plus tard qu'on lui remit le soin de faire régner la justice à l'intérieur du groupe social, où le système de la vengeance privée suffit longtemps à l'assurer. Aujourd'hui, l'importance respective de ces deux attributions de l'État a changé : la première décroît, la seconde s'étend ; on arrivera à rendre la justice infail-
lible et gratuite, ce qui diminuera singulièrement le nombre des infrac-
tions et contestations. En somme, le raisonnement, non moins que l'his-
toire, prouve que ces deux fonctions sont essentielles à l'État, parce
qu'elles assurent « le maintien intact des conditions qui permettent
l'accomplissement de la vie » (§§ 110-116). — Mais en est-il de même
pour ces autres fonctions, qui ont seulement pour objet l'immixtion dans
l'accomplissement même de la vie ? M. S. ne le pense pas, et c'est à
réfuter l'erreur contraire qu'il consacre les quatre derniers chapitres de
son livre. Le gouvernement patriarcal, dit-il, n'est plus possible, car il y
a de trop grandes différences entre le roi moderne et le chef de famille :
le père nourrit ses enfants sur ses propres biens, tandis que le roi alimente
ses trésors des revenus de ses sujets ; le père est d'ordinaire l'homme
le plus expérimenté de la maison, mais le roi est-il l'homme le plus
expérimenté de la nation ? Le gouvernement militaire, tel que le conce-
vaient les Grecs, n'est plus possible non plus : à la coopération forcée,
nous avons substitué la coopération volontaire des individus (§§ 117-119).
Donc aujourd'hui il n'y a plus qu'une seule conception de l'État qui soit
admissible : celle de l'État se bornant à assurer la sécurité au dehors et au
dedans. S'il voulait s'arroger d'autres fonctions, l'État serait fatalement
amené, contre toute justice, à « restreindre la liberté de quelques indi-
vidus, au-delà de ce qu'exige le maintien de la liberté analogue d'au-
trui », et à prélever des impôts sur certains citoyens, non seulement pour
défendre leurs droits, « mais pour payer les frais d'actions auxquels ils
n'ont pas donné leur assentiment » (§§ 120-121). De plus, outre que cette
extension des fonctions de l'État mène à des injustices, elle est souverai-
nement inopportune. L'expérience le démontre, en effet, les particuliers,
stimulés par la concurrence, font presque tout bien mieux que les admi-
nistrations publiques : et M. S. se livre à une vigoureuse critique de la
marine et de l'armée, des lois et de la procédure, et même de l'adminis-
tration monétaire de son pays. Quand l'État, ajoute-t-il, se charge de
fonctions qui ne lui sont pas essentielles, il y a à cela un double incon-
vénient : il s'en acquitte moins bien qu'il ne s'acquitterait de ses fon-
ctions nécessaires, et il néglige celles-ci pour celles-là (§§ 123-127). En un
mot donc, l'action, d'ordinaire empirique et artificielle de l'État, ne peut
valoir l'action individuelle guidée par les lois naturelles (§§ 133-134). Et
enfin, n'est-il pas de l'intérêt même de l'État de céder peu à peu la place
à l'individu, s'il est vrai que la formation du caractère du citoyen soit

la vraie fin de la société, et que ce but ne puisse être atteint qu'en développant leur initiative? (§§ 135-139).

Nous venons d'analyser le livre de M. S. Dans cette rapide esquisse, nous n'avons pu indiquer que les idées les plus saillantes, rejetant forcément dans l'ombre un très grand nombre de détails intéressants et originaux. Mais nous devons du moins signaler ici plusieurs théories générales qui, sans avoir toutes dans l'œuvre une importance capitale, s'y trouvent pourtant exprimées à plusieurs reprises. Telles sont : 1^o l'opposition que l'auteur admet entre la morale de la famille et celle de l'Etat (§ 24 et autres); 2^o la distinction qu'il établit entre la morale absolue, qui régirait une humanité où toutes les activités seraient pacifiques, et la morale relative, qui « tient compte des nécessités qu'engendre l'agressivité internationale (§ 122) », notamment en permettant à l'Etat, en vue de la guerre défensive, d'apporter certaines restrictions aux droits de l'individu, de le frapper d'un impôt plus fort (pour M. S., l'impôt devrait être direct, mais simplement proportionnel : v. § 109), etc...; 3^o enfin, le contraste sur lequel il revient fréquemment, du régime des personnes et des biens établi par voie d'autorité, par *statut*, et du régime établi par *contrat*, le premier de ces régimes caractérisant les Etats du type militaire, et le second les Etats du type industriel. — Nous noterons aussi une tendance, bien naturelle chez le chef de l'école évolutionniste, à confirmer sans cesse les déductions de la raison par les enseignements de l'histoire. M. S. ne se préoccupe pas seulement du droit anglais contemporain, mais aussi des législations qui régissent les autres Etats de l'Europe, la France notamment, des lois du moyen-âge et de l'antiquité, et même des coutumes des sauvages et des mœurs des sociétés animales. Mais son ouvrage ne devient pas pour cela un simple recueil de faits juxtaposés. Plus encore que dans les précédents livres du même auteur, on y sent, derrière la multitude des détails, la rigueur du plan qui les coordonne et la netteté de la théorie d'ensemble qui s'en dégage. En somme, M. S. a voulu édifier la doctrine du libéralisme politique, juridique et économique. La liberté individuelle est le dernier mot de son système : il la met même (nous l'avons vu) bien au-dessus de l'égalité, ce qui est fait pour choquer nombre de nos concitoyens, mais ce qui est courant en Angleterre, où le respect de toutes les supériorités semble bien plus ancré que chez nous. L'originalité de son livre, c'est d'avoir appuyé cette théorie politique sur des prémisses tirées de l'observation des êtres inférieurs à l'homme, et de l'avoir rattachée, par l'intermédiaire de la sociologie, à la biologie elle-même. On peut contester, évidemment, le bien fondé de cette méthode : ce n'est pas ici le lieu de rouvrir cette polémique, qui exigerait des volumes, et qui en a déjà tant fait écrire. Observons toutefois qu'il y a, dès maintenant, un point qui est à peu près hors de débat, et sur lequel les partisans de la méthode d'ob-

servation obtiennent très généralement gain de cause : aujourd'hui presque personne ne soutient plus qu'on peut construire — comme le voulait Kant — une morale purement *à priori* ; aujourd'hui tout le monde admet que la morale, le droit, la politique, l'économie politique ne peuvent se fonder que sur l'examen attentif des faits, qu'il faut savoir ce qui est pour déterminer ce qui doit être. Mais, s'il faut observer les faits avant de dogmatiser sur les principes, où s'arrêter ? Peut-on séparer arbitrairement une des sociétés européennes des sociétés voisines, leur ensemble des sociétés sauvages, et celles-ci des sociétés animales ? Non, un être ne s'isole pas plus dans l'espace de tous les autres êtres, qu'un phénomène ne s'isole dans le temps de ceux qui l'ont précédé. Pour mener à une induction qui soit solide, l'observation doit avoir la base la plus large : il n'est pas un fait social, du passé comme du présent, de l'animalité comme de l'humanité, qui puisse demeurer indifférent à qui veut établir les lois universelles de la conduite. Ce sera sans doute, auprès de la postérité, l'honneur de M. Spencer, d'avoir le premier, sinon proclamé, du moins établi cette vérité par ses ouvrages. Et ceux qui ont suivi depuis son origine cette puissante construction dans laquelle, parti des phénomènes de la matière inanimée, pour s'élever à travers le règne organique jusqu'aux lois de la vie sociale et morale, ceux-là — malgré les réserves qu'ils peuvent faire sur telle ou telle partie de la doctrine — seront d'accord avec nous pour souhaiter à son auteur de pouvoir entièrement achever l'œuvre qu'il a déjà poussée si avant, et qui restera, à n'en pas douter, une des plus grandes et des plus magistrales synthèses scientifiques tentées au XIX^e siècle.

..

Comme le livre de M. Spencer sur la justice, l'ouvrage de M. Tarde sur les transformations du droit (1), est un essai de systématique juridique. Le zoologiste peut, ou examiner une à une les espèces en faisant la monographie de chacune d'elles, ou suivre dans l'ensemble du règne animal un ou plusieurs organes, une ou plusieurs fonctions ; de même le sociologue peut, ou donner la description d'une nation isolée, ou s'attacher à un ordre de faits dans l'ensemble des nations. M. Tarde a choisi la seconde voie, et il s'est attaqué d'abord à la série des faits qui lui sont professionnellement et scientifiquement les plus familiers, les faits juridiques. Son livre, suivant l'ordre même dans lequel se sont vraisemblablement développées les matières du droit, étudie successivement l'histoire du droit criminel, de la procédure, du régime des personnes, du

(1) Gabriel Tarde, les Transformations du Droit. Paris, Félix Alcan (bibliothèque de philosophie contemporaine), 1893 ; un vol. in-18, de 212 p.

régime des biens, du droit des obligations; il se termine par deux chapitres sur la doctrine du droit naturel, et sur les rapports du droit et de la sociologie. L'idée maîtresse de ce livre est celle que l'auteur a déjà développée avec talent dans son précédent ouvrage « les lois de l'imitation », et qu'il a lui-même résumée, ailleurs, en cette formule frappante : « la diversité, et non l'unité, est au cœur des choses ». A l'inverse de M. Spencer, dont nous le rapprochions tout à l'heure, il ne croit pas à une homogénéité primitive, dont l'hétérogène serait ultérieurement sorti par différenciation. Il croit au contraire à l'originale hétérogénéité des êtres, dans la suite rapprochés plus ou moins les uns des autres par l'imitation que fait le grand nombre des inventions de quelques-uns. Aussi s'élève-t-il avec force contre la théorie de ceux qui croient à l'identité fondamentale de l'évolution juridique chez tous les peuples : pour lui, les processus de cette évolution ont été multiples et divers. Chaque groupe humain a eu son droit distinct à l'origine, et ce n'est que progressivement que le droit s'est unifié, sous l'action des groupes qui l'avaient le plus perfectionné. Primitivement, chaque famille forme un tout fermé, d'où rien ne transpire au dehors : elle a sa propriété à elle, jalousement fermée à l'étranger, ses contrats et ses délits domestiques, sanctionnés par l'autorité familiale, tout comme elle a ses traditions et son culte. Progressivement, la nation du droit s'est élargie : on a admis à contracter avec les membres de la famille celui qui ne lui appartenait pas; au lieu de voir en lui un ennemi, envers lequel tout était primitivement permis, on lui a appliqué dans ses rapports avec les membres de la famille les règles moins sévères du droit pénal familial; plus tard, après que les familles eurent conclu de semblables pactes entre elles, on a admis à bénéficier du droit celui qui était hors de ces *gentes* fortement hiérarchisées, le plébéien, l'étranger, l'esclave; et on a fini par avoir la notion d'une justice commune à toute l'humanité, d'un droit de tous les hommes à la liberté, à l'équité, à la propriété même. En somme donc, c'est le droit familial qui, en se généralisant, en s'étendant de proche en proche par l'effet de l'imitation et de la sympathie, a engendré le droit national, puis le droit humain. Les historiens de la législation romaine objecteront sans doute que, selon les idées reçues, il n'y a pas à proprement parler de droit à l'intérieur de la *gens*, le *paterfamilias*, propriétaire des personnes et des biens, la régissant à son gré; et que par conséquent c'est seulement des rapports interfamiliaux qu'a pu naître le droit. Mais, à notre sens, M. Tarde pourrait répondre que cette conception de la *gens* n'est pas absolument exacte : même dans la famille romaine ancienne, il y a un droit au moins rudimentaire : quand le père, par exemple, y met à mort son fils, il n'use pas du droit qu'a le propriétaire de détruire sa chose, il statue comme magistrat domestique; et la preuve, c'est qu'il

prend l'avis d'un *consilium*. On reste donc autorisé à voir dans le droit de famille l'origine de tout le droit.

Nous avons tenu à insister sur cette idée, parce qu'elle nous a paru l'idée maîtresse du livre de M. T. Nous regrettons de n'avoir pas la place nécessaire pour signaler maintenant tous les détails curieux, neufs, suggestifs, dont fourmille ce livre. L'auteur indique avec raison d'essentielles différences entre l'histoire du droit grec et celle du droit romain (p. 42 ss.). Il doute fort justement que le matriarcat ait partout régné à l'origine; mais c'est aller trop loin que de se demander « si ce matriarcat si fameux a jamais existé » (p. 53). Il signale, dans notre civilisation française contemporaine, de singulières survivances des mariages obligatoires ou prohibés (p. 57-58). La transformation de la noblesse lui fournit d'intéressantes remarques (p. 60). La propriété privée lui semble aussi ancienne que la propriété collective; le communisme de village est postérieur au communisme de famille, le mir et le *zadruga* ne remontent pas aux premiers temps de l'humanité; les communautés qui s'organisèrent au moyen-âge, les « communes jurées » par exemple, ne furent qu'une imitation des couvents (ch. IV). Il est faux que tous les peuples aient été d'abord chasseurs, puis pasteurs, puis agriculteurs : on en connaît chez qui l'ordre de cette évolution a été interverti, d'autres qui n'ont jamais connu l'état pastoral (p. 94). Il n'y a pas davantage uniformité dans l'évolution du droit héréditaire (p. 101 ss.). On voit, avec les progrès de la civilisation, reculer l'âge de la majorité (p. 58), et s'élever la durée de la possession requise pour prescrire (p. 100). En matière d'obligations, le contrat n'est qu'un dérivé de la déclaration unilatérale de volonté, qui reparait aujourd'hui et tend à limiter le domaine des obligations contractuelles (p. 118 ss.). Le droit naturel n'est pas né à Rome du commerce international, mais de la philosophie, qui a généralisé, en les étendant aux relations de tous les hommes, les règles qui gouvernaient les relations des citoyens entre eux. Il n'y a jamais en fusion du *jus naturale* et du *jus gentium* (p. 146 ss.). L'idée de droit naturel rencontre chez M. Tarde un contradicteur acharné : il la déclare peu précise et impropre à guider le législateur (p. 156 ss.). Au contraire il fait grand cas, pour l'éducation du juriste, de la sociologie, dont le droit n'est pour lui qu'un fragment. Sans doute, comme le langage (avec lequel M. T. le compare très ingénieusement) le droit « est le miroir intégral de la vie sociale ». Mais il faut « l'étudier comme une simple branche de la sociologie, si on veut le saisir dans sa réalité vivante et complète (p. 203). »

Voilà quelques-unes des conceptions de l'auteur. Elles peuvent, dans cette énumération rapide que nous en faisons, paraître un peu heurtées, et assez médiocrement cohérentes. Nous avouons que, à la lecture du livre, un lecteur superficiel pourrait être tenté de faire ce reproche à

l'auteur lui-même. L'idée fondamentale, que nous avons essayé de dégager tout à l'heure, le domine pourtant et en inspire toutes les parties. La vivacité, l'originalité du style vient seulement en rendre la lecture plus attrayante et plus aisée. — M. T. joint à ses idées scientifiques certaines idées de réformes qui ne sont pas sans appeler la contradiction. Il poursuit de sa haine (ici et dans d'autres publications) l'institution du jury : « ce qu'il y a de moins perfectible au monde, écrit-il, c'est le jury (p. 43-44) ». Le droit d'appel ne lui paraît guère moins contestable que contesté (p. 48-47). Il estime que « la procédure idéale n'implique pas nécessairement l'existence des avocats, des avoués et des huissiers (*id.*) ». Il n'a guère plus de confiance dans le dogme de la dualité des Chambres, et trouve qu'on ne devrait « pouvoir fabriquer des lois qu'à la condition de présenter au moins les mêmes preuves officielles qu'on requiert des juges, chargés seulement de les appliquer (*id.*) ». — Même indépendance d'esprit à l'égard des théories de la science pure. Fort au courant des idées évolutionnistes, et sympathique, en somme, au mouvement général qu'elles représentent, M. T. se garde bien du moins de les accepter toutes faites : nous avons même vu que sa doctrine maîtresse fait antithèse à celle de M. Spencer. Il va jusqu'à parler quelque part des « prétendues lois d'évolutions » en les opposant aux seules vraies lois, les « lois de causation » (p. 126). Et pourtant, à la découverte de ces lois d'évolution, il apporte le concours le plus efficace, en dégageant le criterium qui permet de les reconnaître. Pour que le rapport qui unit deux phénomènes successifs soit un rapport nécessaire, c'est-à-dire une loi, pour qu'en un mot on puisse affirmer que c'est dans ce sens que l'évolution a dû se produire, que faut-il ? Il faut, répond M. T., que ce rapport soit irréversible, criterium qu'il a plus d'une fois appliqué avec ingéniosité dans son livre. — Nous voilà bien avancés, répondra-t-on ; la formule est évidente, et ce qui est évident ne nous apprend rien. — Mais les formules de la logique aristotélicienne sont évidentes, elles aussi, et c'est précisément là ce qui fait leur force. Peut-on soutenir qu'elles ne nous aient rien appris ? Qui sait, dirons-nous, si, dans ce criterium des lois de succession, il n'y a pas le germe de toute une logique nouvelle, la logique — non plus métaphysique, à la façon de Hegel, mais scientifique — de l'évolution ?

Les Universités de langue allemande ont la bonne habitude de célébrer leurs fêtes et leurs anniversaires, non seulement par des banquets et des discours, mais aussi par de sérieuses et utiles publications. C'est ainsi que nous devons à l'Université de Graz le récent « Festschrift » du professeur Gumpłowicz, « die sociologische Staatsidee » (1). Ce n'est là

(1) Ludwig Gumpłowicz, die sociologische Staatsidee. Graz, 15 novembre 1892; un vol. in-8° de 136 pages.

qu'une esquisse, mais c'est une esquisse fort intéressante et fort suggestive, du plus grand objet que puisse se proposer la sociologie, je veux dire la théorie de l'Etat. Dans une première partie, « les étapes de la connaissance », qui rappelle la doctrine d'Auguste Comte, mais en s'en distinguant, l'auteur montre que notre connaissance a passé par trois phases successives : phase religieuse, phase rationaliste, phase naturaliste. Dans la première, tout s'explique par la volonté de Dieu ; cette idée « de la grandeur et ennoblit l'homme, mais elle ne satisfait pas notre besoin de comprendre. Dans la seconde, tout s'explique par la volonté, raisonnée et libre, de l'homme ; cette conception paraît à M. G. la plus défectueuse de toutes, intellectuellement, parce qu'avec elle on ne comprend plus que la marche du monde soit si illogique, et moralement, parce qu'elle excite l'orgueil et les mauvaises passions de l'homme (?). Vient enfin la phase naturaliste : l'explication de tous les phénomènes, les phénomènes sociaux y compris, par les lois universelles de la nature, satisfait seule notre soif de connaître, et moralement a le mérite de nous rappeler au juste sentiment de notre faiblesse. Malheureusement elle est encore inachevée, et le lien des faits physiques ou biologiques, et des faits humains, n'est pas encore, malgré les travaux d'un Montesquieu, d'un Buckle, d'un Schœffle, suffisamment déterminé.

S'appuyant sur cette première partie du livre, la seconde étudie les diverses « idées de l'Etat » qui se sont successivement fait jour. La conception antique est que « l'homme n'existe que par l'Etat », conception qui semble être pour M. G. supérieure à celle que les modernes lui ont opposée, « l'Etat n'existe que par l'homme ». Au moyen âge, on voit dans l'Etat « une institution divine ». A la fin de la même période, apparaît une idée nouvelle : l'état, c'est le « domaine du prince ». A cette notion théologique et à cette notion seigneuriale de l'Etat, succède une notion « rationaliste » : l'Etat, c'est le produit de la libre association des individus ; telle est la base de la « théorie du contrat » de J.-J. Rousseau, de laquelle est née en Allemagne la doctrine de « l'Etat de droit ». Mais cette « idée juridique de l'Etat » (M. G. est, dans tout son livre, assez sévère pour les juriconsultes) se trompe, en ce qu'elle transporte à l'origine de la société des notions de droit qui n'ont pu être que le produit d'une longue élaboration. La méthode de la sociologie n'a rien de commun avec celle-là : les juristes vont du droit à l'Etat, tandis que les sociologues vont de la horde à l'état, et de l'Etat au droit. En somme : les anciens n'avaient aucune idée des origines de l'Etat ; le moyen âge, attribuant cette origine à Dieu, s'élevait à de nobles idées, mais qui n'étaient que des rêves ; le rationalisme de Hobbes et de Rousseau fonde la société sur la considération d'un « homme abstrait » qui n'est pas moins chimérique. C'est le socialisme, né en France, qui a élargi les idées et amené les théoriciens à des vues plus concrètes.

L'économie politique y a contribué également : en montrant le lien des intérêts, elle a aidé à comprendre celui des individus. Mais l'unité sociale est plus qu'une unité matérielle, et la sociologie ne se réduit pas à l'économique.

Arrivons donc à l'« idée sociologique de l'Etat », qui est l'objet propre de la troisième partie. Dans cette subdivision surtout théorique, M. G., déclare que la sociologie n'a rien de commun avec la politique. Elle ne se met pas au service d'un parti, elle ne conseille même aucune réforme ; elle attend du développement naturel de la société la correction de beaucoup de maux, et se refuse à aborder le problème d'une meilleure organisation de l'Etat. Elle n'est l'agent, ni des socialistes, ni des individualistes. Par cette absence de préoccupations pratiques, l'idée de l'Etat que cherche la sociologie se distingue de toutes les idées de l'Etat antécédentes. Platon et Aristote sacrifiaient le droit de l'individu au droit de l'Etat, pour justifier l'esclavage, dont ils bénéficiaient ; le clergé ou la royauté édifiait dans son intérêt propre la théorie religieuse ou patrimoniale ; Rousseau fondait l'Etat sur l'individu et sur la raison, parce que c'est là l'Etat qui convient le plus à la bourgeoisie intelligente dont il sortait. Au contraire, la sociologie n'a en vue l'intérêt exclusif d'aucune des fractions du corps social ; elle montre que toutes ont part à l'œuvre du progrès, lequel n'est que le résultat de leurs luttes ; seule elle considère l'Etat objectivement, non subjectivement.

L'« histoire du développement de l'idée sociologique de l'Etat » occupe la quatrième partie. Deux choses, dit l'auteur, étaient nécessaires à sa formation : les progrès de l'histoire dus à l'étude de l'anthropologie, de l'ethnographie et des sociétés primitives ; la conception moniste de l'univers, suggérée par les progrès des sciences. Aussi les Grecs ne l'ont-ils qu'entrevue ; ils ont bien distingué dans l'Etat des éléments hétérogènes, mais n'ont pas vu que la vie sociale résultait uniquement de leur conflit. Grecs et Romains, considérant leur patrie comme l'unique nation qui valut la peine qu'on s'en occupât, ont été par là même fermés à l'idée d'une sociologie générale. Le moyen-âge ignore toute science proprement dite de la société. Avec la Renaissance, Machiavel introduit le réalisme dans les études politiques, et définit l'Etat par la lutte et l'équilibre des partis. Montesquieu s'occupe trop exclusivement de législation : mais son contemporain Fergusson (*History of civil society*, 1767), écrit la première histoire naturelle du genre humain, et mérite d'être appelé le premier en date des sociologues. Il s'efforce de faire dériver la civilisation du véritable état de nature, non de celui qu'imaginait Rousseau, mais de celui qu'on avait commencé à observer chez les Indiens d'Amérique. Il part de trois principes, fort justes d'après M. G. : l'existence originelle de petits groupes humains isolés, leur lutte entre eux, et dans

chaque groupe la soumission de l'individu à la collectivité. Mais Rousseau fait triompher sur ces saines idées, sa chimère du contrat social. Haller oppose à cette théorie du contrat, la théorie des lois naturelles présidant au développement de l'état. Fr. Ancillon (1828) essaie une conciliation de ces deux doctrines opposées. C'est de France que vient à la sociologie l'impulsion décisive, avec Auguste Comte. Mais il laisse fort à faire après lui : il a montré qu'il y a une loi naturelle des sociétés, il n'a pas établi laquelle. Et ses successeurs français n'en ont point davantage trouvé la formule : aveuglés par leur fidélité aux traditions de la Révolution, par leur « grands principes : liberté et égalité », par la recherche de la démocratie idéale, ils ont trop souvent négligé les enseignements précis de la science. Pourtant, dit l'auteur, même en France, sous l'influence de l'histoire et de l'anthropologie, on commence à revenir à une conception plus positive. L'Angleterre, elle, la patrie de Fergusson, de Malthus et de Darwin, marche avec Herbert Spencer, Lewis Morgan et Sumner Maine, à la tête du mouvement sociologique contemporain.

Reste enfin à exposer le contenu de cette idée sociologique de l'Etat, ses « bases réelles ». C'est à quoi M. G. consacre la cinquième partie de son étude, la plus longue et évidemment la plus importante doctrinalement. Il y édifie une théorie qu'il semble croire nouvelle, mais qui avait été, au moins en même temps, formulée en France par M. Tarde, dont les livres ne paraissent pas connus de M. G. En tous cas, cet accord remarquable des deux auteurs ne peut que donner du poids à leur commune théorie. M. G. adopte pour les races humaines l'hypothèse du polygénisme, et celle de l'hétérogénéité primitive. Il croit à l'existence d'un certain nombre de groupes humains originaires, groupes qui se rapportent tous à quatre types, suivant la façon dont ils se nourrissent : les uns vivent des fruits de la terre, les seconds de la pêche, d'autres de la chasse, d'autre du vol. L'évolution rend les premiers agriculteurs, fait avec les seconds des marins et des commerçants, transforme les troisièmes en pasteurs, et les derniers en guerriers. Il y a là quatre types très différents, qui ne se transmutent jamais, ou ne se transmutent que très difficilement les uns en les autres. M. G. critique avec vigueur l'ancienne théorie suivant laquelle tous les peuples passeraient successivement par trois phases : chasseurs, pasteurs, agriculteurs ; il retrouve une idée semblable chez M. Spencer, dans son opposition trop radicale du type guerrier et du type industriel. En somme, dit-il, il n'y a qu'une loi générale de l'évolution : c'est que les groupes primitifs s'associent pour former des États sans cesse plus volumineux et moins nombreux. — Comment, maintenant, se sont formés ces États ? Au début, dit M. G., il n'y a que des hordes amorphes, sans division du travail ni distinction des classes. On n'y peut pas même parler

de propriété collective : car la propriété n'apparaît qu'avec la conquête. La horde vit absolument au jour le jour. Mais bientôt les hordes viennent au contact les unes des autres. Celles qui ont des goûts guerriers se soumettent celles qui ont des goûts pacifiques. Et c'est là l'origine de l'État proprement dit. La réunion, dans un groupe unique, de guerriers et d'agriculteurs donne le premier exemple de la division du travail au sein d'une même population. Les premières associations ainsi formées ne durent guère, parce que le vainqueur ne songe qu'à exploiter le vaincu ; ce n'est que plus tard qu'il comprendra qu'il lui faut fusionner avec lui, ce qui rendra l'état durable. En somme donc, tout État a commencé par la conquête. Cela explique qu'à l'origine tous les États aient été des monarchies, mais des monarchies limitées, où le roi n'a plein pouvoir que pendant la guerre. En temps de paix, l'assemblée des grands fixe le droit. Le droit lui-même est né de la force. Il a résulté, en chaque circonstance, de la lutte entre deux éléments sociaux, et de la victoire de l'un d'eux sur l'autre. Bien qu'aujourd'hui il répugne à l'emploi de la force, il ne faut pas oublier qu'il en est sorti, comme l'organique est sorti de l'inorganique. — En un mot donc, l'origine de l'État est dans la conquête : sans la guerre, l'homme serait resté « le premier des singes ». L'évolution de l'État s'explique par la lutte des partis : l'intensité de la vie d'un peuple ne se mesure même que par l'intensité de cette lutte. Quant à l'avenir de l'État, quant à la question de savoir si l'on marche véritablement vers l'égalité, la liberté, le bien-être de tous, qui pourrait se flatter de répondre scientifiquement à de semblables questions ?

Nous avons voulu faire connaître le livre de M. G., non le discuter. Sans doute, il s'y trouve nombre d'idées que peuvent froisser le lecteur, et surtout le lecteur français. Mais la réflexion les fait trouver assez naturelles chez leur auteur. Citoyens d'une république, nous sommes attachés à l'idéal de la démocratie ; sujet et fonctionnaire d'un empire, M. G. n'a pour cet idéal que du dédain, et trouve que le régime constitutionnel est la vraie expression des besoins du peuple. En vain réclame-t-il pour son « idée sociologique de l'État » une valeur objective absolue ; cette idée est influencée, comme toute idée humaine, par la situation propre de l'écrivain. — De même, M. G. poursuit de ses sarcasmes le rationalisme de Rousseau. Nous ne pouvons souscrire à une critique aussi intransigeante ; et, tout en préférant incontestablement la méthode d'observation de notre siècle aux doctrines *a priori* du siècle dernier, nous voyons dans ces dernières un progrès véritable sur celles des âges qui le précéderent. — Et enfin nous ne pouvons pas croire non plus que la sociologie doive se désintéresser complètement des questions pratiques, et s'en remettre au cours *naturel* des choses, de l'amélioration des sociétés. Est-ce que l'intervention de l'homme n'est pas aussi une force natu-

relle? et si le savant s'éloigne systématiquement des questions politiques, leur décision ne sera-t-elle pas nécessairement abandonnée à l'ignorance et à la routine? En somme, pour mieux marquer l'indépendance de la sociologie à l'égard de la politique, M. G. a le tort de nier tout rapport entre elles. C'est un excès. Mais n'est-il pas moins condamnable, après tout, que l'excès contraire? Peut-être n'était-il pas absolument mauvais d'affirmer, fut-ce trop fortement, la séparation de ces deux disciplines, puisqu'on avait si longtemps confondu la première avec la seconde. Le temps, ici comme partout, fera son œuvre modératrice, et établira la vérité par la conciliation des opinions extrêmes.

..

Le conseil municipal de Lyon a pris, vers Pâques 1892, la très louable initiative de la création d'un cours populaire de sociologie. Ce cours ne pouvait être mieux confié qu'au savant professeur de philosophie de la Faculté des Lettres, M. Alexis Bertrand, dont l'enseignement a dû être des plus appréciés, si nous le jugeons par la leçon d'ouverture qui nous été adressée (1). Sous cette forme modeste d'une brochure peu étendue, c'est une étude d'une très réelle et très grande portée, c'est une véritable introduction générale à l'étude de la sociologie. — M. B. commence par constater l'importance de jour en jour croissante de cette science nouvelle. « Autrefois, dit-il (p. 6-7), la science sociale était réservée à quelques initiés : c'était un objet de luxe, de pure curiosité, j'ajouterais presque de contrebande. Les penseurs s'en plaignaient, le pouvoir s'en félicitait... Les temps sont bien changés : ce qui n'était pas même un droit est devenu le plus impérieux des devoirs. L'étude de la société et de ses lois est désormais pour chaque citoyen une étude de première nécessité, et pour ainsi dire son examen de conscience quotidien. C'est que, pour parler comme J.-J. Rousseau, chaque citoyen français est *membre du souverain*. A une situation nouvelle, de nouvelles lumières sont nécessaires. Sans un commencement de science sociale vous ne pouvez, ni vous connaître théoriquement comme citoyens, ni vous décider pratiquement comme bons citoyens. » On le voit, M. B. croit, à la différence de M. Gumplowicz dont nous rapportons plus haut les idées, que la sociologie peut être d'une application immédiate à la politique, qu'elle peut permettre d'agir directement sur la marche des sociétés. Peut-être, à vrai dire, cette idée, à laquelle nous nous rallions pour notre part, est-elle exacte surtout dans une démocratie, où chaque citoyen participe effectivement à la direction de l'Etat, où par là même

(1) Alexis Bertrand. Leçon d'ouverture d'un cours municipal de sociologie. — Lyon, A. Stock, 1892, une broch. in-8, de 32 pages.

la science ne se sent pas condamnée à l'impuissance en face des caprices d'un souverain ou des exigences de « l'ordre établi ». — Entrant plus profondément dans son sujet, M. B. définit la sociologie « la science des lois qui régissent toute société et en dirigent l'évolution (p. 8) ». L'existence de ces lois sociales paraît à M. B. absolument indubitable : « Croyez-vous ou ne croyez-vous pas, écrit-il (p. 9), que l'on puisse établir des rapports certains entre deux faits sociaux ; par exemple, s'il s'agit de commerce, entre l'offre et la demande ; s'il s'agit d'usavoir et de la moralité, entre la diffusion de l'instruction et la diminution de la criminalité ? Si vous le croyez — et comment en douter, malgré l'évidente complexité et l'extrême enchevêtrement des faits sociaux ? — vous admettez par cela même que la sociologie est une science, et qu'il existe une physique sociale. Par cela même aussi vous affirmez que les sociétés sont des faits naturels, qu'elles ont leurs lois, qu'il est possible de dégager ces lois et d'en découvrir les applications. Je ne connais que deux espèces d'hommes qui puissent nier ou tout au moins mettre en doute la sociologie : ceux qui voient partout l'intervention incessante d'une providence occulte violant elle-même les lois de la nature et faisant de la société une sorte de miracle perpétuel auquel il est impossible de rien comprendre, sinon que l'homme s'agit et que Dieu le mène ; et ceux qui font des hommes eux-mêmes autant de dieux inférieurs en soutenant que notre liberté, arbitraire et capricieuse dans son essence, inflige un perpétuel démenti aux lois établies par la sociologie. » — Précisons encore cette définition de la sociologie. « Il faut, dit M. B. (p. 10), il faut procéder dans l'étude du corps social, si souvent assimilé à cet organisme vivant, exactement comme dans l'étude du corps humain : il faut le décrire comme une machine, et il faut le voir fonctionner comme un vivant. Sa structure, c'est l'ordre qui règne entre ses éléments constitutifs et maintient entre eux des rapports durables ; sa vie, c'est son développement à travers les âges, autrement dit ses progrès. » En d'autres termes, dirions-nous nous-mêmes, ce qu'il faut examiner dans la société, ce sont d'abord les formes des éléments qui la composent et les lois de coexistence qui unissent ces formes entre elles ; ce sont ensuite les fonctions de ces éléments, et les lois de succession qui président au développement de ces fonctions. » Nous aboutissons donc, conclut M. B., à une nouvelle définition de la sociologie : c'est la science de la structure et des fonctions des sociétés. La sociologie comprend deux parties essentielles : la *statique sociale*, science de la structure et de l'ordre qui sont le fondement de toute société ; et la *dynamique sociale*, science des fonctions et des progrès qui sont la fin de toute société et de l'humanité prise dans son ensemble ». La sociologie se différencie de l'histoire « à laquelle elle emprunte des vues fondamentales sur la filiation des états sociaux, mais qu'elle dépasse singulièrement en ce sens qu'elle envisage l'avenir tandis que l'histoire est

ournée du côté du passé » ; de l'économie politique, « qui en est un chapitre essentiel, mais qui n'en est qu'un chapitre ; car les intérêts matériels ne sont pas tout pour l'homme, et qui ne verrait dans la société que la production, la répartition et la consommation des richesses, ressemblerait à un médecin qui n'étudierait que les seules fonctions digestive et circulatoire » ; de la politique enfin « qui est un art, tandis que la sociologie est une science (p. 11-12). »

Telle est donc la notion de la sociologie. Où en est à l'instant actuel cette science ? M. B... le reconnaît avec une louable modestie, que malheureusement tous les sociologues n'ont pas le bon goût d'imiter. « La sociologie est si loin d'être achevée et infaillible que nous n'hésiterons pas à déclarer qu'elle n'est à l'heure présente qu'une science ébauchée, déjà pourtant riche de vérités et en possession d'une méthode qui lui assure pour un prochain avenir de brillantes découvertes. Mais il faut, pour que cet avenir soit prochain et brillant, l'incessant labeur d'une armée d'ouvriers, le concours et l'alliance de tous ceux qui ont à cœur ses progrès : ici l'isolement serait mortel ou ne produirait que des spéculations illusoire. Légendes populaires, traditions religieuses, institutions politiques, transactions économiques, langues et littératures nationales, arts libéraux et industriels, il faut qu'elle fonde tout cela dans son creuset, non qu'elle aspire à devenir la science intégrale universelle, mais parce que rien d'humain ne saurait lui demeurer étranger. Avant tout il faut qu'elle revête un caractère nettement scientifique, absolument positif, et qu'elle se mette en garde contre les rêveries creuses et les constructions dans les nuages qui ont été jusqu'ici son fléau, et ont retardé de bien des siècles sa naissance et ses progrès. Ce qu'il lui faut, pour employer une expression de Bacon, ce ne sont pas des ailes pour s'élever en l'air, mais des semelles de plomb pour la fixer au sol (p. 14) ». Après cette excellente description de l'état et des besoins présents de la sociologie, M. B. indique sommairement (ce qu'il eût peut-être dû, en bonne logique, faire auparavant) comment elle a été amenée à cet état : Aristote, le premier, fonde les théories sociales sur l'étude des faits (p. 13), Montesquieu y joint l'étude des lois (p. 17), Condorcet y introduit l'idée de progrès (p. 19), Auguste Comte en bannit tout ce qui n'est pas « positif » (p. 21). Tous ces aperçus sur l'histoire de la sociologie sont, quoique intéressants, un peu rapides et par là même parfois un peu contestables ; la faute en est d'ailleurs moins à l'auteur qu'à la nécessité où il s'est trouvé de condenser en une leçon unique tant d'idées dont chacune demanderait, pour atteindre à sa complète expression, une longue suite d'explications.

Les indications de M. B... sur les moyens d'information et la méthode de la sociologie (p. 44), que nous avons rapportées plus haut, se complètent à la fin de l'étude par la description des trois procédés que l'auteur indique comme étant ceux du sociologue : 1° l'expérimentation ; 2° la com-

paraison ; et 3^e la statistique (p. 28). Ce paragraphe, qui n'est peut-être point en sa vraie place, ne nous semble pas non plus très heureux. M. B. rejette l'expérimentation sociale au sens où l'entend M. Donnat dans sa *Politique Expérimentale*, et où il faut bien prendre ce mot pour rester d'accord avec la langue scientifique ordinaire, au sens d'observation faite dans des conditions réglées par l'observateur. Pour lui, l'expérimentation est simplement (p. 25) « une idée réalisée, une hypothèse passée dans les faits et dont il s'agit de noter les suites et les conséquences. Or (ajoute M. B.), de pareilles idées et hypothèses expérimentales, l'histoire et la vie même des sociétés contemporaines, nous en fournit un grand nombre. L'histoire est une vaste expérimentation rétrospective, et par cela même d'autant plus sûre (?) ». En somme, l'expérimentation ainsi comprise ne nous paraît plus se distinguer de la pure et simple observation. Il nous semble que l'idée de M. B. a été de montrer que tout fait social est, en réalité, une expérience ; idée qui serait assurément ingénieuse, mais sans lien direct avec la méthodologie sociale. Et, quant à la comparaison, il est clair, d'après ce qu'en dit M. B. (même page) qu'il ne s'agit ici pour lui que d'étendre le champ de nos investigations à l'animal, au sauvage, etc. Sur la statistique non plus, nous ne trouvons rien de bien définitif dans le court paragraphe que M. B. lui consacre (p. 30). En un mot, il ne nous paraît pas que, sur les méthodes d'investigation de la sociologie, l'auteur de l'intéressante étude que nous analysons ait apporté une lumière aussi vive que sur l'idée fondamentale de cette science elle-même.

Enfin, M. B. indique à ses auditeurs le plan de ses leçons dans cette première année de son cours. Ne pouvant embrasser toute la sociologie, il en extrait trois théories particulièrement importantes, à chacune desquelles il consacre quatre leçons : ce sont la théorie du progrès humain, celle de la solidarité sociale, celle du droit social et individuel. Etant donnée la limitation à laquelle le temps le contraignait, nous croyons que M. B. a eu raison de choisir ainsi quelques questions fondamentales, pour appeler sur elles la réflexion de ses auditeurs. Nous souhaitons qu'il se soit acquitté de cette tâche difficile avec autant de talent qu'il en a montré dans l'exposition préliminaire de l'objet de la sociologie. Mais nous souhaitons aussi qu'il ne s'en tienne pas là, et que la libéralité de la ville de Lyon et l'empressement du public à suivre cet enseignement nouveau, lui permettent de pousser plus loin l'exposition de la science sociale, et de nous donner un livre digne de la préface, à plus d'un égard remarquable, qui vient d'en être publiée.

R. W.

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

LA SOCIOLOGIE

dans les Facultés de Droit de France.

Personne aujourd'hui, dans les Facultés de droit, n'ose contester l'existence de la Sociologie. Ceux d'entre nous qui croient devoir l'affirmer expressément, n'y trouvent pas de contradicteurs. Il est permis d'en conclure que tout le monde y admet, au moins implicitement, que les phénomènes sociaux sont soumis, comme tous les autres phénomènes du monde, à des lois naturelles et qu'ils forment, par conséquent, la matière d'une science au sens exact et rigoureux du mot.

Il serait injuste de ne point voir là un progrès notable.

On sait ce qu'étaient les Facultés de droit, il y a quelques vingt-cinq ou trente ans. De simples écoles professionnelles dont la fonction, d'ailleurs nécessaire, ne dépassait pas la préparation des futurs magistrats, avocats, avoués et officiers ministériels. Leur enseignement strictement limité à l'explication des textes ne différait guère, à beaucoup d'égards, de l'enseignement du moyen âge. Il n'avait manifestement et ne pouvait avoir aucun caractère, aucune valeur scientifique. Ce qu'on appelait ambitieusement *la philosophie du droit* consistait en une série de généralités banales ou de notions absolues formulées *a priori*. Les prétendues *sciences morales et politiques* dont se réclamaient quelques rares esprits désireux de s'élever au-dessus de l'étroit commentaire des textes s'appuyaient, le plus souvent, sur une métaphysique nuageuse et vaine et n'avaient rien de commun avec une science véritable fondée sur l'observation

des faits. Au lieu de chercher dans les faits eux-mêmes et par leur observation patiente un ordre naturel et nécessaire à l'existence duquel on ne croyait pas, on essayait de les plier à des théories plus ou moins arbitrairement préconçues. Il eut été téméraire, alors, de prononcer le mot de Sociologie dans nos Facultés de droit. Il ne l'est plus, heureusement, aujourd'hui.

Est-ce à dire que la science sociale soit tenue en grande estime et accueillie avec faveur par le corps enseignant des Facultés de droit ? Force nous est de répondre non. Beaucoup, parmi nos honorables et distingués collègues, gardent pour la science sociale une parfaite indifférence. Quelques-uns affectent, à son endroit, un scepticisme dédaigneux. Elle est, de la part de certains, l'objet d'une défiance qui va parfois jusqu'à l'hostilité déclarée. Quant à ceux qui pensent que la science sociale domine nécessairement et doit inspirer tout l'enseignement distribué dans nos Facultés, qu'il y a, par suite, un intérêt de premier ordre à lui attribuer, dans chacune d'elles, un cours, sinon une chaire, leur nombre est littéralement infime.

Nous avons eu, il n'y a pas longtemps, l'occasion de voir se manifester cet étrange et regrettable état de choses.

L'une de nos grandes Facultés de droit de France, il nous paraît inutile de la désigner autrement, était appelée à se prononcer, d'une façon d'ailleurs purement officieuse, sur une proposition faite par l'un de ses membres et tendant à réclamer l'institution de chaires de science sociale dans les Facultés de droit. L'auteur de la proposition s'est trouvé seul de son avis. La presque unanimité de ses collègues a cru devoir écarter toute idée de création de chaires ou de cours de science sociale.

Et voici, très fidèlement reproduit, le motif principal invoqué par les adversaires de cette création. La science sociale, ont-ils dit, n'est pas encore assez développée, elle est encore, à en juger par la littérature à laquelle elle a donné naissance, dans un état trop embryonnaire, elle n'est point parvenue à un degré de maturité suffisante pour pouvoir être enseignée utilement dans les Facultés de droit.

Ce n'est pas devant les lecteurs de cette Revue qu'il est besoin de discuter longuement une semblable assertion.

Quel est donc, nous permettrons-nous de demander à ceux qui la produisent, le degré de développement ou de maturité nécessaire pour qu'une science puisse être « enseignée utilement » dans nos Facultés en général et dans nos Facultés de droit, en particulier ?

Personne ne l'a jamais dit, et on se garde bien d'essayer de nous l'indiquer.

Mais nous reconnaitrons volontiers que la Sociologie est une science en voie de formation et encore mal constituée. Elle est de date relativement trop récente et elle est rendue trop difficile par l'extrême complexité de son objet pour qu'il en puisse être autrement. De fâcheux dissentiments subsistent entre ses adeptes sur la nature de la méthode qui lui convient. Son domaine n'est pas encore très exactement délimité ; les bornes en sont quelquefois un peu indécises. Ses conclusions sont restreintes ; elles ne forment point un corps de doctrine ; elles sont isolées et fragmentaires.

Que suit-il de là ? Que la Sociologie ne fournit pas la matière d'un enseignement ? En aucune façon. L'enseignement, l'enseignement supérieur surtout, ne doit pas seulement servir à la vulgarisation des sciences faites, il doit servir aussi à la constitution et au développement des sciences nouvelles. Or, où se distribue l'enseignement supérieur, en France ? C'est presque exclusivement dans les Facultés. Il est donc permis de réclamer, par cela même que la Sociologie est une science à ses débuts, qu'une place soit accordée à son enseignement dans les programmes de nos Facultés.

Mais la Sociologie peut-elle être enseignée ? Comment le mettre en doute aujourd'hui ? N'existe-t-il pas un cours de Sociologie remarquablement fait, depuis cinq ans environ, à la Faculté des lettres de Bordeaux, par notre éminent collègue M. Durkheim ? N'y a-t-il pas à Lyon, depuis l'année dernière, grâce à l'intelligente initiative du conseil municipal de cette ville, un cours populaire de Sociologie confié au distingué professeur de philosophie de la Faculté des lettres, M. Alexis Bertrand ? Pourquoi ce qui est possible dans les Facultés des lettres ne le serait-il pas dans les Facultés de droit ? On ne le voit pas, en vérité. Nous irons plus loin : nous dirons, sans songer le moins du monde à disputer l'enseignement de la Sociologie aux Facultés des lettres (le cumul, en cette affaire, aurait plus d'avantages que d'inconvénients), nous dirons que cet enseignement est beaucoup plus nécessaire, qu'il est par conséquent mieux placé dans les Facultés de droit que dans les Facultés des lettres.

Ce n'est pas seulement, en effet, une fausse conception de la fonction de l'enseignement supérieur que l'on peut reprocher à ceux de nos collègues qui ne croient pas à la possibilité d'enseigner utilement la science sociale ; on peut aussi et plus spécialement leur reprocher une fausse conception du rôle que doivent remplir aujourd-

d'hui en France les Facultés de droit. On peut leur reprocher de ne tenir compte ni des transformations opérées dans les programmes de ces Facultés, depuis vingt ans environ, ni de la réforme si importante introduite dans le programme du concours d'agrégation par l'arrêté ministériel du 6 janvier 1891. Ces transformations et cette réforme sont autant de mesures qui ont préparé et qui appellent l'enseignement de la science sociale dans les Facultés de droit. Il ne sera peut-être pas sans intérêt d'en faire ici, au moins à grands traits, la démonstration.

Deux sortes de transformations très étroitement liées l'une à l'autre et portant, l'une sur le nombre des cours, l'autre sur le caractère de l'enseignement, ont été accomplies dans nos Facultés de droit, depuis vingt ans.

Le nombre des cours a été très sensiblement accru. A côté de ceux considérés jadis comme nécessaires et suffisants à la fois, à côté des cours de droit romain, de droit civil, de procédure civile, de droit criminel, de droit commercial et de droit administratif, nous avons vu successivement prendre place les cours d'histoire du droit, d'économie politique, de droit constitutionnel, de droit international public, de droit international privé, de législation financière, de législation industrielle, de législation commerciale comparée, de statistique, de droit public général. On ne s'est pas borné à faire entrer dans l'enseignement des Facultés de droit, par la fragmentation et l'extension des anciens cours, l'étude complète de la totalité des phénomènes juridiques proprement dits, on y a fait entrer, par la création de cours entièrement nouveaux, l'étude de certaines catégories de phénomènes sociaux qu'il est possible de séparer les uns des autres et dont il importe de faire l'objet de sciences distinctes. Par le cours d'économie politique, on y a fait entrer l'étude des phénomènes économiques et par les cours de droit constitutionnel et de droit public général, l'étude des phénomènes politiques. On est arrivé ainsi à donner, à peu près (1) pour matière à l'enseignement des Facultés de droit l'ensemble des phénomènes sociaux. Et beaucoup pensent, non sans raison, suivant nous, qu'il faudrait aujourd'hui

(1) En disant : à peu près, nous entendons réserver la double question de savoir si les phénomènes moraux ne forment point une quatrième catégorie de phénomènes sociaux pouvant faire l'objet non seulement d'un art mais d'une Science et si leur étude ne serait point à sa place dans les Facultés de Droit.

changer le nom des Facultés de droit, si l'on voulait donner une idée tout à fait exacte de l'objet et de l'étendue de leur enseignement. Ce n'est plus Facultés de droit qu'il faudrait dire, c'est Facultés des sciences sociales.

Mais le domaine des Facultés de droit ne pouvait s'agrandir de la sorte sans qu'une modification profonde fut apportée dans la nature même de leur enseignement.

Leur enseignement, nous le rappelions en commençant, était, autrefois, en ce qui concerne le droit lui-même, purement exégétique et professionnel. Il avait presque exclusivement pour but d'apprendre à de futurs praticiens le sens d'un certain nombre de dispositions de loi et de les exercer au maniement des règles ou procédés d'interprétation des textes. Quant à l'explication des institutions par la détermination de leur origine, de leur raison d'être, de leurs rapports avec le milieu social et politique, il ne fallait pas la lui demander. Il ne fallait pas lui demander davantage la critique des lois existantes et la recherche des améliorations qu'on pourrait essayer d'y apporter. Toute étude théorique des faits, tant au point de vue de l'art qu'au point de vue de la science, lui était complètement étrangère.

Or, c'est précisément cette étude théorique qui est devenue l'objet et le but de l'enseignement donné aujourd'hui dans les Facultés de droit. Il ne pouvait pas en être autrement dans les nouveaux cours d'économie politique et dans ces cours de science politique que l'on désigne sous le nom de cours de droit constitutionnel ou de droit public général. Mais la transformation était désirable et s'est heureusement opérée dans les cours de droit eux-mêmes, dans les anciens comme dans les nouveaux, sans que l'on ait songé à supprimer la portion de l'enseignement indispensable à la préparation professionnelle de ceux qui se destinent à certaines carrières judiciaires ou administratives. C'est ainsi que le cours d'histoire du droit est essentiellement un cours de science du droit. Son but est beaucoup moins de décrire les institutions et d'exposer en détail les législations anciennes que de les suivre à travers le temps et de découvrir la loi de leur succession. C'est ainsi que la plupart des cours de droit romain sont devenus, par la force des choses, de véritables cours d'histoire du droit. C'est ainsi enfin que, même dans les cours où l'exégèse doit garder une place prépondérante, le commentaire des textes est assez généralement complété et relevé par l'exposé des

théories scientifiques ou des théories d'art⁽¹⁾ que peuvent comporter les dispositions qu'ils contiennent.

Tel est, dans son état actuel, l'enseignement des Facultés de droit. On ne saurait nier ni l'importance extrême des progrès accomplis, ni le grand mérite de ceux qui les ont suscités et réalisés. Mais, sans méconnaître ce qui a été fait, il nous sera bien permis de dire qu'il reste encore beaucoup à faire. De nombreuses lacunes nous apparaissent dans la liste de nos cours. Leur énumération ne serait point à sa place ici. Nous tenons seulement à signaler la plus grave de toutes, à nos yeux du moins, celle qu'il faudrait essayer de combler sans retard, celle qui tient à l'absence d'un cours de science sociale.

Il nous semble difficile de contester sérieusement les inconvénients qui s'attachent à l'absence de ce cours dans l'enseignement des Facultés de droit. N'est-il pas évident que les différentes sciences ayant pour objet l'étude de catégories séparées de phénomènes sociaux sont autant de sciences particulières incapables de se suffire à elles-mêmes ? Elles ont besoin de s'appuyer sur un certain nombre de notions fondamentales qui leur sont communes et qu'aucune d'elles ne peut élaborer directement. Leurs conclusions, nécessairement partielles et conditionnelles, doivent être rapprochées et complétées les unes par les autres. Il y a là tout un vaste travail d'assemblage et de coordination qui est forcément l'œuvre supérieure d'une science générale. Cette science générale est la Sociologie. C'est elle qui est le tronc dont toutes les autres, si importantes qu'elles soient, ne sont que les rameaux détachés.

Qu'il s'agisse d'étudier les phénomènes politiques, les phénomènes économiques, les phénomènes juridiques, qu'il s'agisse de les étudier au point de vue statique ou au point de vue dynamique, au point de vue scientifique ou au point de vue de l'art, n'est-il pas nécessaire d'avoir défini, au préalable, la société et le phénomène social, n'est-il pas nécessaire de connaître les lois les plus générales de la formation, de la structure et de l'évolution des sociétés,

(1) Nous ne pouvons ici nous expliquer, comme il conviendrait, sur la distinction capitale entre la science et l'art dans l'étude des phénomènes sociaux. Nous nous permettrons de renvoyer nos lecteurs aux développements que nous avons donnés sur le mot *Science et art*, dans le *Nouveau dictionnaire d'économie politique* publié sous la direction de M. Léon Say.

n'est-il pas nécessaire d'avoir pris parti sur la méthode qui convient à l'étude de tous les phénomènes sociaux indistinctement ?

Et pour tout cela, n'est-ce point à la Sociologie et à elle seule qu'il faut s'adresser ?

Nous dira-t-on que chaque professeur chargé de l'enseignement de l'une quelconque des sciences particulières en lesquelles se subdivise l'étude des phénomènes sociaux peut toujours, à son gré, exposer à ses auditeurs les notions essentielles qu'il doit emprunter à la sociologie ? Nous savons, par exemple, que le professeur d'économie politique est obligé de consacrer à la Sociologie toute une série de leçons servant d'introduction à son cours. Nous savons que la même nécessité s'impose au professeur de droit constitutionnel. Nous savons encore qu'il est impossible au professeur de statistique de délimiter le domaine et de caractériser les fonctions multiples de la statistique, sans définir la société, sans distinguer la sociologie de la biologie, sans définir le phénomène social et sans reconnaître ses différents facteurs susceptibles d'être dénombrés. Mais nous savons aussi, par une expérience personnelle déjà longue, que les notions sociologiques ainsi fournies d'une manière incidente et en quelque sorte accessoire sont inévitablement d'une assez médiocre valeur et ne peuvent tenir lieu de celles qui ne manqueraient pas de se dégager d'un enseignement distinct de la Sociologie. Il faut le dire bien haut : si on veut couronner l'œuvre de rénovation entreprise dans les Facultés de droit, si on veut lui faire porter tous ses fruits, il faut placer au sommet ou au centre de l'enseignement qu'elles donnent aujourd'hui un cours de science sociale.

A ceux qui redoutent et qui croient devoir repousser la création de ce cours on pourrait, au besoin, se contenter de rappeler qu'aux termes de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 6 janvier 1891, les épreuves définitives du concours d'agrégation des Facultés de droit comprennent : « 1° une composition écrite sur un sujet pris dans les théories générales de la législation. »

Il s'agit bien là d'une épreuve d'un nouveau genre. Il importe d'en bien comprendre le caractère et la portée. Une circulaire explicative du 31 janvier 1891 nous apprend, en excellents termes, ce qu'elle ne doit pas être. Elle doit s'éloigner également de la dissertation métaphysique et de l'analyse ou du commentaire de la législation existante.

La circulaire est moins heureuse, elle est moins précise et moins claire quand, après nous avoir indiqué ce que la nouvelle épreuve

ne doit pas être, elle essaie de nous dire ce qu'elle doit être. Mais l'obscurité est plutôt dans la forme que dans la pensée et il nous paraît facile d'y remédier. Il suffit de définir avec un peu de rigueur ces mots : théorie générale de la législation. Que faut-il entendre par là ? Voici la réponse fort simple que nous nous permettons de proposer et qui nous semble être à l'abri de toute objection sérieuse. Qui dit : théorie générale, dit nécessairement : théorie scientifique. Qui dit : théorie générale de la législation, dit : théorie scientifique dont peuvent être l'objet, en l'état actuel de la science sociale, les faits sociaux qui sont réglementés par la législation. Et, s'il fallait définir à leur tour ces théories scientifiques, nous dirions qu'elles consistent dans l'explication des faits par la détermination de l'ensemble des rapports de coexistence ou de succession dans lesquels ils se trouvent engagés.

Reste à savoir comment peuvent être obtenues des théories de ce genre. Peuvent-elles l'être par les sciences particulières qui étudient séparément les différentes catégories de faits sociaux ? Evidemment non. C'est ici qu'éclatent et l'insuffisance des conclusions partielles et limitées des sciences particulières, et la nécessité de les grouper et de les coordonner dans une doctrine compréhensive que seule la Sociologie est en état de fournir.

Nous trouvons un argument décisif à l'appui de notre manière de voir dans le sujet même de la nouvelle composition écrite, adopté par le jury du concours d'agrégation de 1892 : « du droit de succession *ab intestat* envisagé au point de vue politique, social et économique. » Il était impossible de choisir un meilleur sujet et un sujet démontrant mieux que, par sujet pris dans les théories générales de la législation, on doit entendre un sujet de science sociale (1). Le droit de succession *ab intestat*, est sans doute étudié dans plusieurs de nos cours actuels. Mais il est étudié dans chacun à des points de vue différents. C'est seulement dans un cours de science sociale qu'il

(1) Est-ce à dire qu'il n'y ait pas une autre espèce de sujets répondant également à ces mots : sujets pris dans les théories générales de la législation ? Telle n'est point notre pensée. Il y a, en ce qui concerne les faits sociaux, à côté des théories de la Science, les théories de l'art. Après avoir constaté ce qui est et l'avoir expliqué par la détermination de rapports constants et nécessaires, nous recherchons ce qui doit être, nous essayons, suivant un idéal conçu à l'avance, de trouver le moyen d'améliorer ce qui existe. Or les théories d'art sont « des théories générales », bien qu'à un degré moindre

pourrait l'être avec toute l'ampleur que comporte le texte que l'on vient de lire.

Qu'adviendra-t-il, dès lors, si l'on ne se décide pas à introduire dans nos Facultés l'enseignement de la science sociale? — On a souvent reproché à notre concours d'agrégation, — et le reproche sera fondé, en dépit de l'arrêté du 6 janvier 1891, tant que nous ne serons pas arrivés à la spécialisation des agrégations, — de ne point exiger des candidats une justification suffisante de leurs aptitudes à quelques-uns des enseignements dont ils pourront être chargés comme professeurs. C'est un reproche tout à fait différent mais non moins sérieux qu'on pourra lui adresser désormais. La nouvelle épreuve écrite dont nous avons parlé s'impose à tous les candidats. Tous les candidats se trouvent donc astreints à justifier d'une certaine connaissance de la science sociale. Cette connaissance ne leur sera point inutile, à coup sûr, quelle que soit la branche de l'enseignement dans laquelle les hasards de leur carrière les amèneront à se spécialiser.

Mais, par une étrange anomalie, après avoir été privés comme étudiants, des moyens de l'acquérir, quand ils l'auront acquise, grâce aux tendances naturelles de leur esprit et à leur travail personnel, ils n'auront jamais, par le fait de l'absence de cours de Science sociale, l'occasion de l'utiliser directement et complètement en qualité de professeurs.

Nous voulons espérer que les Facultés de droit ne persisteront pas dans leur défiance à l'égard de l'enseignement de la science sociale et dans leur résistance à son introduction dans leurs programmes élargis et transformés. Comment n'en reviendraient-elles pas? Comment ne se décideraient-elles pas à admettre ou même à réclamer une création qui doit accroître encore l'importance de leur rôle en rehaussant la portée et la valeur de leur enseignement?

FERNAND FAURE,

Professeur à la Faculté de droit de Paris.

que les théories scientifiques. Elles sont d'ailleurs, le plus souvent, intimement liées à celles-ci. Aussi bien, estimons-nous qu'il conviendrait, dans le sujet de composition écrite prévue par le § 1^{er} de l'article 3 de l'arrêté du 6 janvier 1891, de joindre des questions d'art à des questions d'ordre purement scientifique.

L'IRLANDE QU'ON NE VOIT PAS

I. — LES FÉNIANS ET LE FÉNIANISME AUX ÉTATS-UNIS D'APRÈS UN
OUVRAGE RÉCENT (1).

A considérer les événements qui se sont succédé depuis quelques années en Irlande, on dirait qu'un génie malfaisant se plaît à contrarier tous les projets destinés à modifier l'état de choses existant dans l'île-sœur. L'assassinat de lord Cavendish et Thomas Burke, à Phoenix-Park, en 1882, plus récemment les tentatives contre le pont de Londres et le palais de Westminster, sont venus indisposer l'opinion, alors que la cause irlandaise avait le plus besoin de se concilier toutes les sympathies. Enfin, tout dernièrement, le lendemain même du jour où M. John Morley avait signé l'élargissement de quatre détenus compromis dans les derniers troubles, l'explosion de dynamite, du 24 décembre 1892, dirigée contre le château de Dublin, fournissait à la presse unioniste une nouvelle raison de prétendre qu'il était des Irlandais qu'aucun *home rule* ne désarmerait jamais. Toutefois, le nouveau ministère ne s'est pas laissé arrêter par ces sombres pronostics, et en même temps qu'en repoussant une proposition générale d'amnistie, il annonçait son intention de traiter désormais les révolutionnaires irlandais comme des criminels de droit commun, il déposait à la Chambre des communes le bill du *home rule* et demandait pour lui la priorité sur tous les autres projets à discuter dans le courant de cette session. Il n'est peut-être pas sans intérêt, au moment où M. Gladstone rêve de jeter les bases d'une entente durable entre l'Irlande et l'Angleterre, de rechercher quels obstacles cette entente peut rencontrer chez les Irlandais eux-mêmes et d'essayer de déterminer, par un rapide coup-d'œil jeté sur leur passé, quel rôle peuvent jouer dans l'avenir les patriotes, qui, sous la dénomination générique de Fénians, se sont proposé de poursuivre par tous les moyens en leur pouvoir l'indépendance absolue de l'Irlande. Outre les nombreuses publications nées des besoins de la polémique ou des intérêts de parti, les procès auxquels les a conduit plus d'une fois la mise en pratique de la propagande par le fait, ont déjà jeté quelque lumière sur leurs desseins et leurs moyens

(1) Major Henri Le Caron. *Twenty five years in the secret service. The Recollections of a Spy*. Londres, in-8°, 1892.

d'action. Une nouvelle contribution, d'importance incontestée, vient d'être apportée à leur histoire. Un espion politique, dont les mémoires ont produit une profonde sensation et soulevé de vives discussions des deux côtés de l'Atlantique, le major Henri Le Caron, a vécu pendant plus de vingt ans au sein même du parti ; il a été en rapports fréquents avec ses principaux chefs ; les postes qu'il a occupés lui ont mis en main d'importants documents ; enfin, dans un procès récent, la véracité de ses dépositions, mises en opposition avec celles de M. Parnell a été solennellement reconnue. On ne sera donc pas surpris si, pour éclaircir certains faits naturellement obscurs, nous sommes plus d'une fois amenés à nous servir, tout en le contrôlant avec soin, d'un témoignage qui, en dépit de son origine ou plutôt, à cause même de son origine, constitue, aux yeux du *Times* « une clef d'une valeur inappréciable pour la sombre histoire de la grande conspiration qui, durant ces dernières années, a été le réel pivot de la politique intérieure de l'Angleterre. » (1).

Le fait même que l'Irlande a été malheureuse pendant des siècles et, tantôt à tort, tantôt avec raison, a fait peser sur ses vainqueurs la responsabilité de ses maux, sans pouvoir recourir à des voies légales de protestation, explique comment de tout temps pour ainsi dire on rencontre dans ce pays des associations plus ou moins secrètes dirigées contre l'Anglais. Les *Defenders* et les *Ribbon men* ont laissé dans l'imagination populaire plus d'un souvenir de vengeance atroce (2). Toutefois, ce n'est que dans la seconde moitié de ce siècle que le mouvement révolutionnaire irlandais devait prendre une extension prépondérante. L'influence d'O'Connell avait réussi pour un temps à maintenir l'opposition dans les limites de l'action constitutionnelle. Mais le grand leader irlandais se trouva lui-même débordé.

La *Jeune Irlande*, fondée en 1846 par des hommes jeunes, ardents mais inexpérimentés, comme Smith O'Brien et Robert Michell, succombait deux ans plus tard sous le coup d'une répression sévère. Ce sont des vengeurs de la jeune Irlande, James Stephens et O'Mahoney, qui furent les initiateurs du Fénianisme.

Toutefois ce n'est pas en Irlande, mais en Amérique, que le Fénianisme devait de bonne heure prendre des développements considé-

(1) *The Times*, 19 octobre 1892.

(2) W. K. Sullivan, *New Ireland*.

rables. C'est aux États-Unis que se sont formés les groupes les plus nombreux, c'est là qu'ont été conçus les plus audacieux projets, c'est de là, quand des tentatives ont été faites en Irlande ou en Angleterre, que sont partis le mot d'ordre et les ressources nécessaires. C'est donc là qu'il importe essentiellement de les étudier. Une vigoureuse surveillance de la police anglaise, des rivalités personnelles inévitables expliquent suffisamment que tout mouvement en Irlande même fut d'avance condamné à l'insuccès. Ce qui est peut-être moins évident et ce que nous devons montrer tout d'abord, c'est par suite de quelles circonstances, dans un pays qui jusqu'à ces dernières années a eu comme premier principe l'hospitalité la plus large et où les débouchés offerts aux nouveaux arrivants étaient alors nombreux, les plus pauvres peut-être de tous les immigrants et ceux pour qui le nouveau monde avait été le plus bienfaisant, aient été les seuls qui aient gardé de la patrie d'origine un souvenir assez vivace pour concevoir l'idée d'y retourner un jour, même au prix des plus grands sacrifices.

La terrible famine de 1846, les évictions systématiques qui la suivirent, avaient donné le signal de cette émigration en masse qui en trente ans, de 1851 à 1881, devait enlever à l'Irlande plus de deux millions et demi de ses enfants. Or le plus grand nombre se porta aux États-Unis. « Vainement pour les attirer dans les colonies anglaises, leur offrait-on un passage gratuit, des concessions de terre et des avances en argent. Ils préféraient avec leur dernier penny, acheter leur passage vers une terre libre » (1). Forcés par la misère ou la violence de quitter leur pays, ils en gardèrent un souvenir d'autant plus cher qu'il était plus malheureux.

« Pauvres gens simples, animés du patriotisme le plus pur, mais le plus décevant, et toujours disposés à donner tout le peu qu'ils ont, dans l'espoir qu'ils verront un jour sur la terre d'Irlande couler des ruisseaux de lait et de miel » (2).

Une population crédule, généreuse jusqu'à l'excès chaque fois qu'on fait vibrer à ses oreilles la corde patriotique, tel a été le premier élément, le plus efficace et le plus constant du fénianisme. Mais à ces aspirations mal définies, il fallait des organes, des agents d'exécution. Les circonstances ne devaient pas tarder à les offrir.

(1) Philippe Daryl. *The Ireland's Disease*, p. 185, Londres, 1888.

(2) Major le Caron, *ibid.*, p. 278.

Un grand nombre d'Irlandais avaient pris part à la guerre de Sécession. « Leurs contingents remplissaient les cadres de l'armée fédérale. Les victoires de Grant, de Sherman, de Sheridan pouvaient passer en partie pour des victoires irlandaises. Lorsque la capitulation de Lee eut mis un terme à cette lutte gigantesque, les troupes furent rapidement débandées et renvoyées dans leurs foyers. Un grand nombre d'hommes énergiques, exercés dans métier des armes... se trouvèrent soudainement sur le pavé. Il était naturel que ces officiers de fortune, avec l'exemple du succès relatif des bandes révolutionnaires de Garibaldi, songeassent à mettre leur épée au service de la cause irlandaise... » (1).

Une dernière circonstance ne contribua pas peu, surtout au début, à favoriser cette audacieuse tentative, ce fut l'inaction bienveillante disons mieux la connivence tacite du gouvernement des Etats-Unis. On sait que ce dernier a rarement négligé les occasions de marquer son mauvais vouloir à l'égard de l'Angleterre. Ici le rôle joué par beaucoup d'Irlandais dans la dernière guerre et vers le même temps la question de l'Alabama devaient l'engager plus avant encore dans cette attitude. Le Président Andrews Johnson donna l'exemple de cette neutralité, et pendant de longues années les Irlandais purent continuer de tenir sans être inquiétés, leurs plus violentes réunions, et de faire leurs préparatifs les plus belliqueux (2).

Le mouvement était créé. Il fallait lui trouver un nom. Un vengeur des condamnés de 1848, James Stephens, avait donné le nom de *Fraternité Irlandaise républicaine* à une association qu'il avait voulu établir en Irlande. Un jeune Irlandais, exilé aux Etats-Unis et fortement pénétré de la littérature celtique ancienne, rêva de la chevalerie à moitié mystique des *Feni*, compagnions de *Fion*, fils de Coult, dont les exploits merveilleux remplissaient d'orgueil toute âme irlandaise; l'expression de *République Irlandaise*, servit encore dans les réunions publiques; celle de *Fenians*, adoptée aussitôt par les poètes, par tous les esprits curieux de mystère et de légendes, devait laisser son nom au mouvement qui commençait (3).

Des conditions mêmes dans lesquelles le mouvement avait pris

(1) F. de Pressencé. L'Irlande et l'Angleterre depuis l'acte d'Union, p. 287.
— Justin Mac Carthy, the Ireland, since the Union.

(2) The Chicago Citizen, fébr. 6, 1886.

(3) Justin Mac-Carthy, Ireland since the Union.

naissance, résulta naturellement le caractère qu'il présenta pendant la première période. De 1865 à 1870, ce fut essentiellement une entreprise militaire; les principaux chefs étaient d'anciens officiers, toutes les tentatives projetées devaient se faire à main armée. L'expérience des échecs éprouvés ayant fait abandonner cette voie, on assiste, à partir de 1870, à une organisation secrète du parti; enfin, en 1879, commence une seconde période d'activité, qui se distingue de la première par des traits essentiels: des tentatives nombreuses sont faites pour unir l'action du parti révolutionnaire des Etats-Unis et du parti constitutionnel Irlandais. En même temps on commence à appliquer le système d'intimidation; c'est l'époque de la dynamite, des meurtres de Phoenix-Park et de l'assassinat du docteur Cronin.

C'est en 1858 que Stephens et O'Mahoney, après un séjour à Paris de plusieurs années, donnaient, l'un en Irlande, l'autre en Amérique, le signal de la nouvelle levée de boucliers. La presse anglaise semblait d'ailleurs encourager indirectement ce mouvement. C'était le moment où le *Times*, en présence de l'attentat d'Orsini et des événements d'Italie, proclamait solennement le droit pour chaque peuple, de choisir son Gouvernement et de se gouverner lui-même (1). Toutefois, les débuts furent peu encourageants. La *Phoenix Society*, fondée par Stephens, était peu de temps après dissoute par le Gouvernement anglais; d'autre part, en Amérique, la guerre de Sécession absorbait tout les esprits. Il fallait attendre la fin de cette lutte gigantesque pour penser à agir. Mais déjà les Irlandais d'Irlande pressentaient le précieux appui que pourraient un jour leur fournir ceux de leurs frères qui combattaient en ce moment dans les rangs de l'armée fédérale. En 1863, Stephens écrivait dans l'*Irish People*, journal qu'il venait de fonder pour la défense de la cause nationaliste: « L'Irlande possède aujourd'hui une force que n'a jamais eue aucune autre nation sujette. Non seulement ses enfants ont formé un nouveau peuple au delà des mers, mais encore des milliers d'entre eux qui ont fait revivre sur les champs de bataille de l'Amérique, le prestige militaire de l'Irlande, sont impatients de signaler leur valeur par de nouveaux combats livrés sur le sol national. » Deux ans plus tard le triomphe du parti fédéral permettait aux engagés irlandais de répondre aux exhortations de Stephens; nous allons voir quels en furent les résultats.

(1) The *Times*, 18 nov. 1859.

La première idée, la plus simpliste avait été de chasser les Anglais d'Irlande. Plusieurs agitateurs, parmi lesquels James Stephens avaient préparé le pays, un grand nombre d'officiers Irlandais récemment au service des Etats-Unis étaient accourus. Déjà le jour semblait prochain où l'Irlande redeviendrait une nation. On sait quelle fut la fin de l'entreprise. Le Gouvernement anglais facilement prévenu, prit les devants. Le 15 septembre 1865, *l'Irish People*, l'organe principal des nationalistes était saisi, et les principaux auteurs de la campagne arrêtés. C'était la première et ce devait être la dernière tentative à main armée faite en Irlande pour en assurer l'indépendance. Tout autres pouvaient être les résultats des expéditions qu'en 1866 et 1870 les Fénians des Etats-Unis organisèrent pour l'invasion du Canada. C'est aussi en 1866 que le major Le Caron entre en scène. Comme dès la première heure, le rôle qu'il joua fut capital, nous devons expliquer en quelques mots quelle fut son existence antérieure et comment il fut amené à jouer un rôle dans le développement du Fénianisme.

Rien d'ailleurs de moins banal que la personnalité du major Le Caron. « Voici un homme d'une probité sévère et d'une bravoure incontestable qui s'affuble volontairement d'un qualificatif ignominieux. Il a été espion politique et il n'en rougit pas. Non seulement il n'en rougit pas, mais il en est fier. C'est avec une crânerie sans pareille qu'il nous conte ses hauts faits dans un métier universellement déclaré infâme ». (1) Né en 1841 à Colchester, d'une famille anglaise, Henri le Caron, de son vrai nom Thomas Beach, fut de bonne heure poussé par sa nature aventureuse à quitter le foyer paternel. Après avoir séjourné quelque temps à Bath, à Bristol et à Londres, il venait en 1857 à Paris et y restait jusqu'en 1861. La guerre de Sécession aux Etats-Unis était à peine commencée qu'il s'embarquait sur le *Greast Eastern*, prenait un engagement dans l'armée du Nord et y restait jusqu'à la fin de la guerre. En décembre 1864, à la suite de la bataille de Nashville, il était nommé premier lieutenant dans la division du général Stedman. En 1865, il était promu au grade de vice-commandant avec le rang de major.

Quelque temps avant la fin de la guerre, il avait épousé une jeune fille de Tennessee qui lui avait un jour sauvé la vie en le soustrayant à la furie d'une bande de maraudeurs : « Le plus précieux, le plus

(1) *Le Temps*, 18 nov. 1892.

sympathique camarade qu'homme ait jamais eu pour le soutenir dans les combats de la vie. Ma brave compagne! Combien d'années n'a-t-elle pas porté mon secret sous la triple serrure de son cœur intrépide et fidèle... Il aurait souvent fallu si peu de chose pour me perdre! Un regard, un signe de frayeur, une allure incertaine et j'étais mort. Mais avec elle rien de tel n'était à craindre » (1).

Pour éviter à sa famille le choc possible d'une terrible nouvelle, il avait eu soin dès le commencement de la guerre, de prendre le pseudonyme de Henri le Caron, « premier déguisement qui fut l'origine de tous ceux qu'il devait prendre plus tard ». En effet ce nom, en lui permettant de se donner comme Français, devait lui attirer du premier coup toutes les sympathies des Fénians d'Amérique.

Ceux-ci n'avaient point été abattus par l'échec éprouvé en Irlande en 1865. Toutefois une scission se produisit; Stephens et Mahoney, les instigateurs du mouvement furent blâmés, et à la convention suivante, qui fut tenue à Cincinnati au mois de septembre de la même année, la majorité se prononça pour l'invasion du Canada. Un vétéran de la guerre de Sécession, le colonel W. Roberts fut choisi comme chef de l'expédition. Une question impérieuse se posait : la nécessité de trouver des fonds. On la résolut d'une façon assez curieuse. Des billets de vingt dollars furent émis, au nom de la « République d'Irlande ». On les délivrait contre argent comptant à nombre de bonnes âmes qui, convaincues que leur pays allait redevenir libre, espéraient fermement recouvrer un jour avec usure leur placement. « De ce nombre étaient beaucoup d'Irlandaises, établies comme filles de service dans diverses villes des Etats-Unis, et le bruit se répandit que c'étaient les bonnes de New-York qui faisaient les frais de la campagne » (2).

Cependant le major Le Caron avait été mis au courant de l'entreprise par un de ses anciens compagnons d'armes, le général O'Neill, d'origine irlandaise et fénian enthousiaste. En bon sujet britannique, il en éprouva une vive indignation, qu'il ne cacha pas dans les lettres qu'il écrivit vers ce moment à son père. Ces lettres, par l'intermédiaire de M. John Rebow, député de Colchester, furent communiquées au gouvernement anglais. Des mesures défensives

(1) Major Le Caron, Ibid., p. 20.

(2) Major Le Caron, Ibid. p. 28.

furent prises à la hâte, et le 1^{er} juin 1866, sept ou huit cents patriotes, « pleins de whisky et assoiffés de gloire », après avoir traversé le Niagara, avaient à peine eu le temps de planter le drapeau irlandais sur le fort Erié, qu'un bataillon de volontaires de Toronto, soudainement apparu, les refoulait à Ridgeway et les contraignait de regagner précipitamment le territoire des Etats-Unis.

On jugera des conséquences que pouvait avoir l'entreprise quand on saura, que le 7 juin, plus de 30,000 Irlandais, attirés par la nouvelle de la prise du fort Erié, étaient rassemblés autour de Buffalo (1).

L'invasion du Canada avait donc échoué, grâce aux renseignements fournis par le major Le Caron. L'année suivante celui-ci venait à Londres, et prenait avec le gouvernement de Sa Majesté Britannique l'engagement de s'affilier aux Fénians et de communiquer à Londres tous les renseignements qu'il pourrait recueillir sur leurs projets. L'occasion ne tarda pas à s'en présenter.

A peine était-il de retour aux Etats-Unis, qu'ayant fait part au général O'Neill de son désir d'entrer dans l'association, il apprenait de celui-ci que les Fénians étaient fermement décidés à poursuivre leur marche en avant. Les armes, un moment saisies par le gouvernement des Etats-Unis au moment de l'invasion du Canada, leur avaient été rendues à la condition, trop évidemment illusoire, qu'ils ne s'en serviraient plus dans un but semblable ; d'autre part, leurs ressources financières avaient été peu entamées par la dernière expédition. Rien donc ne les empêchait de recommencer à bref délai leur tentative. Ils mirent à profit le temps qui les en séparait pour compléter leur organisation intérieure et achever leurs préparatifs militaires.

Malgré les essais de division tentés par quelques anciens partisans de Stéphen et de Mahony, l'association, alors officiellement désignée sous le nom de *Fenian Brotherhood*, présentait à ce moment une certaine unité de vues et d'action. La pensée militaire, qui avait présidé à sa fondation, s'était fait également sentir dans son organisation. Les membres étaient divisés en un certain nombre de « cercles » ou « camps », dont chacun se trouvait sous la direction d'un « commandant », ou centre. A la fin de chaque année, se tenait dans une ville fixée d'avance une convention, composée des délégués envoyés par les camps. C'est ainsi qu'en 1865, la réunion eut lieu à Cincinnati, en

(1) Major Le Caron. *Ibid.*, p. 33-35.

1867 à Cleveland, en 1868 à Philadelphie, en 1869 à New-York. La convention de Philadelphie en 1868, compta plus de quatre cent membres régulièrement accrédités. C'est dans ces conventions qu'étaient discutés les intérêts généraux de la cause. Au-dessus, un Sénat, composé d'un nombre de membres arbitraire, mais toujours assez restreint, s'occupait des affaires courantes ou résolvait d'urgence les questions importantes qui ne pouvaient être différées jusqu'à la convention. A la tête, un président, armé des pouvoirs les plus étendus, tenant son quartier général à New-York, 10, West Fourth Street.

Le colonel Roberts, le premier président de la Fenian Brotherhood ayant donné sa démission à la fin de l'année 1867, le général O'Neill fut désigné pour le remplacer. Il resta président jusqu'en 1870, et pendant tout ce temps devait jouer un rôle considérable dans le Fénianisme.

Né en 1834 à Drumgallon dans le comté de Monaghan en Irlande, O'Neill avait émigré tout jeune aux Etats-Unis avec sa famille et s'était fixé à Elisabeth. Engagé comme simple soldat en 1857, il avait guerroyé pendant plusieurs années dans le Far-West contre les Indiens, puis lors de la guerre de Sécession, avait servi dans l'armée fédérale. A la fin de la guerre, après avoir donné sa démission, il s'était jeté corps et âme dans le Fénianisme. En 1866, il commandait le contingent de Tennessee au moment de l'invasion du Canada, et sa compétence militaire lui avait fait donner la direction des opérations. A la convention de Cleveland, en septembre 1867, il était élu sénateur de la Fenian Brotherhood, et le 31 décembre de la même année, il était nommé président.

« La nature l'avait traité avec complaisance; six pieds de haut, une voix pleine et sonore, une allure martiale, un beau visage, du plus noble type celtique... Mais c'était au moral l'âme la plus égoïste qu'il m'a été donné de rencontrer dans tout le cours de mon existence, à ses yeux la cause irlandaise vivait, agissait, avait sa fin en John O'Neill... (1). »

O'Neill, président de la Fenian Brotherhood, c'était encore une fois le triomphe de l'élément militaire et à bref délai une nouvelle invasion du Canada. Son plan était des plus simples. Il désirait s'emparer du Canada non pour en faire le siège d'un empire irlandais, mais simplement pour s'en servir comme d'une base d'opérations contre

(1) Le Caron, *Ibid.*, p. 40.

l'Angleterre, et de là lancer des corsaires sur les navires anglais. Par la possession d'un vaste territoire, il espérait se faire reconnaître par les Etats-Unis les droits de belligérant et dans ce cas il avait déjà la promesse de beaucoup d'hommes éminents qui avaient joué un rôle considérable dans la dernière guerre, de s'enrôler sous la bannière irlandaise pour courir sus aux Anglais.

Tout fut donc préparé pour une nouvelle expédition, des munitions et des armes furent rassemblées sur divers points de la frontière. Le major Le Caron, en qui le président avait la plus entière confiance, fut chargé, en qualité d'organisateur militaire, puis d'inspecteur général de l'armée républicaine irlandaise de surveiller les préparatifs. En même temps, on s'attacha à empêcher l'intervention du gouvernement de Washington. Dans ce but, O'Neill se rendit, toujours en la compagnie de Le Caron, à la Maison-Blanche, et eut une entrevue avec le président Johnson, avec lequel il était d'ailleurs en relations personnelles, depuis 1862, quand celui-ci était gouverneur de Tennessee. S'il faut en croire le témoignage du compagnon de O'Neill, les paroles suivantes par lesquelles Johnson aurait expliqué son attitude en 1866, jettent un jour tout nouveau sur ce côté de la question : « Général, vos compatriotes me condamnent à tort pour le rôle que j'ai joué dans cette occasion. Je veux que vous sachiez que toutes mes sympathies sont avec vous et que je suis disposé à vous aider autant qu'il sera en mon pouvoir. Vous devez vous rappeler que je vous ai donné cinq jours avant de lancer aucune proclamation contre vous. Je ne pouvais attendre plus longtemps avant de faire appliquer les lois de la neutralité, autrement j'aurais été attaqué de tous côtés » (1). Mais quand la nouvelle invasion eut lieu, le général Grant avait remplacé Andrew Johnson à la présidence des Etats-Unis, et les espérances des Irlandais se trouvèrent déçues de ce côté, comme elles devaient l'être de beaucoup d'autres.

Tous ces préparatifs avaient occupé les années 1868 et 1869. Ce n'est que le 28 avril 1870 que les ordres furent donnés pour la concentration des troupes. Il n'est pas peut-être pas sans intérêt de reproduire ici quelques passages de la circulaire qui fut adressée à cette occasion aux officiers de la Fenian Brotherhood :

« Quartier général, département de la guerre. Deckertown, Sussex County, 28 avril 1870.

(1) Le Caron, *Idid.*, p. 59.

« Les officiers commandant de régiments, compagnies et détachements doivent tenir les hommes sous leurs ordres prêts à partir au premier avis qui leur sera donné.

« ... Les officiers et les hommes doivent éviter l'usage d'uniformes et de tout insigne qui pourraient les faire reconnaître.

« Les officiers ne doivent pas être distingués par des titres militaires, et les officiers et les hommes ne doivent pas parler *en route* de la causes des Fénians.

« Ne prenez aucun homme paresseux ou ivrogne de profession.

« Ne prenez aucun homme qui n'ait déjà été soldat ou ne présente des garanties suffisantes de sa bonne conduite en route et en présence de l'ennemi...

« M. Kerwin, brigadier général et secrétaire de la guerre; approuvé: John O'Neill, président de la *Fenian Brotherhood*.

« H. Le Caron, colonel et adjudant général (1). »

Le 25 avril était le jour fixé pour l'invasion. L'attaque devait partir de trois points : Buffalo, Malone et Franklin. Le général O'Neill en personne s'était porté à Franklin. Ce qui s'était déjà passé en 1866 se renouvela alors. Les troupes attendues n'arrivèrent point à temps; d'autre part, le gouvernement canadien prévenu par Le Caron de tous les détails du projet d'invasion, avait pris toutes les dispositions nécessaires pour la repousser. Tout se borna à quelques escarmouches en avant de Franklin. Les Canadiens retranchés derrière des bois, repoussèrent vivement les envahisseurs. D'autre part le général Foster, agissant d'après des ordres venus de Washington, arrêtait O'Neill, pour avoir violé les lois de la neutralité. Quelques jours après, ce dernier était condamné à six mois de prison. « Il finit misérablement, avili par la boisson, laissant dans la pauvreté et le cœur brisé, sa malheureuse femme, une ci-devant sœur de charité qui l'avait soigné dans un hôpital et qui avait abjuré ses vœux pour le suivre (2). »

Cette fois encore les projets des Fénians échouaient. De plus l'effet moral était déplorable. Avec O'Neill le parti militaire tombait pour ne plus se relever. D'autres hommes vont venir, formés sous l'empire de circonstances toutes différentes et inaugurer des procédés nouveaux. Nous allons les voir à l'œuvre.

(1) Le Caron. *Ibid.*, p. 79-80.

(2) Le Caron, *Ibid.* p. 99.

En Irlande, la *Fraternité Irlandaise républicaine* qui avait été fondée vers le même temps que la *Fenian Brotherhood* des Etats-Unis, et qui devait se perpétuer jusqu'à nos jours, surveillée de près par la police anglaise, n'avait jamais eu qu'une faible liberté d'action et son rôle avait toujours été effacé. Mais il ne manquait pas de patriotes isolés, prêts à tout risquer pour la sainte cause. L'assassinat de Manchester en 1867, dans le but de délivrer les condamnés de 1865, l'explosion de Clerkenwell, la même année, pour délivrer le général Burte, en sont des preuves éclatantes. Plusieurs d'entre eux, arrêtés dans ces occasions, ou pour avoir exprimé trop haut des opinions trop violentes, avaient à diverses reprises réussi à s'échapper et s'étaient réfugiés aux Etats-Unis. Ce sont eux désormais qui vont prendre en grande partie la direction du mouvement Fénian. Ayant vu de plus près l'Angleterre, ils se rendent mieux compte de l'insuccès inévitable de toute attaque à main armée. La nouvelle organisation va donc présenter deux caractères qu'on peut considérer comme absolument nouveaux : l'observation du secret le plus rigoureux, l'emploi des moyens d'intimidation.

La *Fenian Brotherhood* avait pour ainsi dire entièrement disparu après l'échec de 1870. Un cercle de New-York, qui s'en était séparé depuis quelque temps, le « Brian Boru », une autre société connue sous le nom de « Chevaliers du cercle secret », furent les noyaux de la grande association qui, sous le nom de *Clan-na-gael*, devait exercer une si profonde influence sur les destinées de l'Irlande.

Bien que la nouvelle société fut déjà en germe dès 1870, ce n'est qu'en 1873 qu'on la trouve pleinement constituée. « Son objet, est-il dit, dans l'acte de constitution, est d'aider le peuple irlandais à acquérir une indépendance complète et absolue, par la ruine de la domination anglaise... d'établir une république indépendante sur le sol irlandais, choisie par le libre vote de tous le peuple irlandais sans distinction de croyance ni de classe. Elle doit préparer incessamment une insurrection armée en Irlande » (1).

L'organisation, tout en se rapprochant par certains traits de celle de la *Fenian Brotherhood*, fut considérablement modifiée dans le sens d'une action secrète et révolutionnaire. Le système des camps fut conservé, chacun se trouvant désigné par un numéro. De même les membres de chaque camp étaient distingués par des numéros d'or-

(1) Le Caron, *ibid.*, p. 110.

dre, de telle sorte que jamais leurs noms ne pussent être dévoilés. A la tête de chaque camp, se trouvaient deux gardiens le *senior* et le *junior Guardian*, chargés de présider les réunions et de la garde des documents qu'il importait de conserver. Les conventions continuèrent d'être tenues annuellement comme par le passé. En haut, un corps exécutif, le F. C., sous un président élu à la convention annuelle ; à côté, un directoire révolutionnaire, le R. D. composé de sept membres, dont trois élus par le corps exécutif, trois par la Fraternité républicaine irlandaise d'Irlande, et le septième par les six premiers. C'est ce dernier, armé de tous pouvoirs, sans contrôle et tribunal sans appel, qui devait être l'âme de l'association.

En même temps, des règles minutieuses et mystérieuses très analogues aux rites des affiliations maçonniques, étaient établies, pour l'entrée dans l'ordre. Le candidat après avoir subi l'épreuve du vote, était introduit devant l'assemblée, et le vice-président s'adressait à lui en ces termes :

« Mon ami, poussé par l'affection, le devoir et le patriotisme, vous avez demandé à vous affilier à nous. Nous vous avons jugé digne de notre confiance et de notre amitié. Vous êtes maintenant dans ces murs secrets. Les hommes qui vous entourent ont tous contracté les engagements de notre ordre. Nous sommes des *Jstinfo* (Irlandais), unis dans le dessein d'affranchir *Jsfmbæ* (l'Irlande) et d'élever la situation de la race *Jsjti* (irlandaise),... Après ces explications, êtes-vous disposé à vous avancer. »

La réponse ayant été affirmative, une nouvelle allocution est adressée par le président au candidat, qui ayant de nouveau répondu affirmativement, prête le serment dans les termes suivants :

« Je... fais le serment sincère et solennel, en la présence de Dieu tout-puissant, que je travaillerai le reste de ma vie à établir et à défendre une forme républicaine de gouvernement en *Jsfmbæ* (Irlande); que je ne révélerai jamais les secrets de cette organisation aux personnes qui n'ont pas qualité pour les connaître, que j'obéirai à la Constitution et aux lois du V. C. (*Clan-na-gael*) que j'entretiendrai un esprit d'unité, et d'affection fraternelle dans le peuple de *Jsfmbæ* (Irlande) » (1).

Le Caron, tenu pendant un certain temps en défiance à cause de la part qu'il avait prise au mouvement de 1870, ne put qu'assez

(1) Le Caron, *ibid.*, p. 112, 114.

tard entrer dans la nouvelle association. Il profita de ce temps pour terminer ses études de médecine qu'il avait antérieurement commencées, et se fixa en qualité de médecin à Braidwood, près de Willmington. A peine affilié au Clan-na-gael, il fondait un camp à Braidwood, s'en faisait nommer senior gardian, et recevait ainsi communication de tous les documents officiels émanant du corps exécutif. Le Clan-na-gael était d'ailleurs en pleine voie de prospérité. En 1876, il ne comptait pas moins de 11,000 membres. C'était le moment d'entrer en action, mais avant, disons quelques mots des nouveaux acteurs. Deux surtout vont jouer de bonne heure et pour longtemps un rôle de première importance : O'Donovan Rossa, et John Devoy.

Jeremiah O'Donovan, qui devait plus tard ajouter « Rossa » à son nom, était alors un des hommes les plus populaires du parti irlandais. condamné à la prison pour la part qu'il avait prise en Angleterre au mouvement insurrectionnel de 1865, il passait pour avoir subi d'indignes traitements. Bien que son nom se trouvât plus tard mêlé aux plus terribles complots, il ne portait dans son extérieur aucun signe de férocité : « Jovial, bavard, ami de la bouteille, il se répandait constamment en diatribes contre le gouvernement anglais; mais toute sa colère semblait devoir s'évaporer en paroles plutôt que d'aboutir à des explosions de dynamite » (1).

Tout autre était l'impression produite par Devoy : « D'aspect farouche, avec un front toujours sourcilleux, il donnait d'abord l'idée d'un homme querelleur, impression que sa voix et ses manières accentuaient encore et qu'achevait de confirmer sa fréquentation. Ambitieux, mécontent, sans scrupules, il avait peu d'amis; n'eut été son incontestable supériorité, on se fut fort bien passé de lui (2).

Jusqu'à l'année 1878, qui marqua le début d'une révolution dans la politique du Clan-na-gael, deux buts furent poursuivis, d'ailleurs étroitement unis : trouver de l'argent, nouer des relations avec les puissances extérieures dans le but d'une opération commune ultérieure.

C'est O'Donovan Rossa, qui dans l'*Irish World*, le journal du célèbre patriote Patrick Ford, le futur apologiste de la dynamite, lança l'idée de constituer un fonds d'escarmouches, le *Skirmishing Fund*.

(1) Le Caron, *ibid.*, p. 102.

(2) Le Caron, *ibid.*, p. 130.

Forte de la popularité de Donovan, et de la diffusion du journal de Ford, l'idée fit rapidement son chemin. Au commencement de 1877, en moins d'une année, 23,350 dollars avaient été réunis. Quant à l'emploi à donner à cette somme, il ne peut rester aucun doute à cet égard, après la déclaration si catégorique que le même journal publia, quelques semaines plus tard, signée des noms des principaux leaders du Clan-na-Gael, parmi lesquels Donovan Rossa, Devoy, Caroll.

« Depuis que ce projet du *Skirmishing Fund* a été émis pour la première fois, les circonstances ont grandement changé. La vieille Europe est menacée d'une convulsion générale. La Russie et la Turquie sont également résolues à engager une lutte inévitable. L'Angleterre ne peut rester à l'écart, sans s'avouer une puissance de troisième ordre. L'heure des difficultés est venue pour l'Angleterre, en d'autres termes le moment opportun pour l'Irlande. L'Irlande est-elle préparée à profiter de ce moment ? Tout vrai Irlandais a de nouveau foi dans la croyance de nos valeureux pères que le seul moyen d'affranchissement pour l'Irlande est la séparation d'avec l'Angleterre, et que cette séparation totale ne peut être faite qu'au prix de sacrifices désespérés et d'entreprises audacieuses » (1).

Parmi ces entreprises hardies, celle sur laquelle on fondait alors le plus d'espoir, fut une alliance avec la Russie. D'innombrables discussions se sont produites sur cette question, particulièrement en ce qui concerne les négociateurs employés. Le Caron fait intervenir dans cette affaire le sénateur Jones, de Floride, et le docteur Caroll. Depuis, un certain Nathaniel Harris en a revendiqué la paternité (2). Ce qui semble du moins acquis, c'est que des démarches ont été faites auprès du représentant de la Russie à Washington, et que ces démarches eurent assez de succès pour amener l'envoi, à Saint-Petersbourg, du docteur Caroll. On avait fait entendre au gouvernement russe que dans le cas d'une guerre avec l'Angleterre, guerre qui semblait alors presque inévitable, plusieurs millionnaires irlandais seraient disposés à armer des corsaires, notamment à San-Francisco. Ce qui n'est pas moins significatif, c'est que les relations entre l'Angleterre et la Russie étant devenues moins tendues, l'ambassadeur russe à Washington, à la demande du Foreign Office, fut immédiatement rappelé.

(1) *The Irish World*, Apr., 21, 1877.

(2) *The New Review*, déc. 1892, p. 687.

En 1878, l'arrivée aux Etats-Unis de Michael Davitt, récemment sorti de la prison de Portland, et l'inauguration du système de Devoy, si célèbre depuis sous le nom de *New Departure*, viennent déterminer dans l'histoire de l'agitation irlandaise, une orientation nouvelle, d'importance capitale et sous le régime de laquelle le Fénianisme vit encore.

Nous avons vu que jusqu'ici les résultats obtenus par les Fénians, en dépit des efforts dépensés, avaient été pour ainsi dire insignifiants, guère plus importants avaient été ceux d'us pendant le même temps, à l'action des députés irlandais à la Chambre des communes, et l'initiative de M. Gladstone beaucoup plus que leur propre action, avait abouti à placer devant l'opinion la question irlandaise. La vérité c'est que « la grande faiblesse de la cause nationale jusque-là avait été le dualisme ou plutôt l'antagonisme latent entre les représentants constitutionnels et les champions révolutionnaires de l'Irlande. » (1)

Il faut toutefois reconnaître que la politique d'union et d'action commune qui allait désormais prévaloir, avait déjà rencontré auparavant des partisans et des sympathies dans les deux partis : « On raconte qu'en 1867, au plus fort du mouvement fénian, le journal le *Peuple Irlandais*, l'organe de la fraction la plus avancée du parti révolutionnaire, reçut la visite d'un collaborateur soigneusement voilé ; c'était miss Fanny Parnell (2). » L'année suivante, Stuart Mill annonçait le rapprochement qui devait se produire fatalement quelque jour (3). Quelques mois plus tard, les projets de M. Gladstone qui commençaient à être connus, apparaissaient comme loin de satisfaire les aspirations de l'île-sœur. « L'archidiacre d'Ossory, parlant dans un meeting, présidé par son évêque, recommandait à ses auditeurs d'avoir foi en Dieu et de tenir leur poudre au sec. Sur une demande d'explications, ce belliqueux ecclésiastique dut se rétracter et déclarer qu'il n'avait point voulu parler d'armes charnelles. On ne sut jamais bien au juste ce qu'il voulait dire par sa poudre spirituelle (4). » La faiblesse de Butt, le leader du parti irlandais à la

(1) F. de Pressensé, *L'Irlande et l'Angleterre depuis l'acte d'union jusqu'à nos jours*, p. 346.

(2) *Ibid.*, p. 335.

(3) J. Stuart Mill, *England and Ireland*.

(4) *Ibid.*, p. 307.

Chambre des communes, eut pour résultat, pendant les années qui suivirent, d'accentuer encore ces dispositions.

Or, par un hasard étrange, il arriva qu'au moment même où en Amérique John Devoy lançait son manifeste en faveur de la « New Départure », Charles-Stewart Parnell, à la suite de débuts quelque peu pénibles, prenait la direction incontestée du parti constitutionnel irlandais. « M. Parnell comprit que la condition *sine qua non* de l'action parlementaire, c'était une alliance étroite avec la faction révolutionnaire. Il s'agissait de faire entrevoir à l'arrière-plan l'*ultima ratio* des peuples opprimés » (1).

Il est peu de questions dans l'histoire contemporaine qui aient soulevé plus de tempêtes, déchainé plus de passions, et reçu des solutions plus diverses que la question de la complicité du parti dirigé par M. Parnell avec les associations révolutionnaires irlandaises d'Amérique et d'Irlande. Tout le monde sait comment la réponse affirmative donnée à cette question fut l'origine de la célèbre campagne menée par le *Times* en 1888 dans une série d'articles publiés sous le titre de *Parnellism and Crime*, et comment le procès non moins célèbre qui s'ensuivit, après une enquête qui, commencée en octobre 1888, ne prit fin qu'en novembre 1889, après avoir occupé 128 séances, aboutit à la découverte de la fabrication des lettres provenant de Pigott, et comment cette circonstance jeta dans l'esprit des juges et surtout auprès de l'opinion, un profond discrédit sur les accusations portées par le *Times*, quoique plusieurs d'entre elles eussent été reconnues fondées. Une multitude innombrable de documents et de témoignages furent produits en cette occasion. D'autre part, le major Le Caron, dont les dépositions devant la commission d'enquête avaient fait la force du *Times* comme Pigott en avait causé l'irréparable faiblesse, a reproduit dans son livre avec plus de détails et de preuves, le témoignage qu'il avait alors fourni. Les démentis mêmes que ses assertions ont soulevé sur plusieurs points de la part des intéressés, ont mis plusieurs faits en plus grande lumière. Il est donc possible aujourd'hui de dégager assez nettement les principaux points de cette ténébreuse histoire. L'examen rapide des faits de ces dernières années tendra à prouver, croyons-nous, que la complicité dénoncée n'était pas sans fondement, sous la réserve ex-

(1) F. de Pressensé, L'Irlande et l'Angleterre depuis l'acte d'union jusqu'à nos jours, p. 346.

presse toutefois que M. Parnell et ses amis ne lui donnèrent jamais une publique et formelle adhésion, et qu'ils n'acceptèrent qu'à contre-cœur les résolutions violentes de leurs indispensables mais peu sympathiques alliés.

De toutes les sociétés révolutionnaires irlandaises, le Clan-na-Gael par son ancienneté, la puissance de son organisation et de ses moyens d'action, était celle qui devait avoir le plus d'influence. C'est aussi sous son inspiration que Devoy avait proposé la *New Departure* ; c'est encore en son nom qu'en octobre 1878 il énonçait par câble à M. Parnell les conditions auxquelles il appuierait sa politique. L'année suivante il venait en Irlande étudier le parti qu'on pourrait tirer des débris de l'ancienne Fraternité irlandaise républicaine, alors divisée et sans force. C'est en 1880 et 1881 que devaient se produire les faits décisifs. Deux circonstances allaient les provoquer : la famine de 1879 en Irlande, la création d'une ligue agraire, la célèbre *Land League*.

C'est vers leurs compatriotes d'Amérique que les Irlandais d'Irlande avaient coutume de tourner les regards dans les jours de détresse. Cette fois, pour donner plus de solennité à la démarche, ce fut Parnell lui-même qui se chargea de cette mission. Son séjour aux Etats-Unis dans les premiers jours de 1880 fut pour lui l'occasion d'un triomphe continu. « Il se donna corps et âme aux chefs du Clan-na-Gael. Partout, en toutes circonstances, des membres bien connus et sûrs des conseils secrets du Clan étaient à ses côtés, le mettaient en évidence, lui ménageaient de chaleureuses réceptions... Constamment animés par le reflet des baionettes et le cliquetis des armes, ses discours ne respiraient que la guerre... » (1) Le 23 février 1880, parlant à Cincinnati, il disait : « Aucun de nous, soit en Irlande ou en Amérique, ou ailleurs ne sera satisfait avant que ne soit rompu le dernier lien qui enchaîne l'Irlande à l'Angleterre » (2).

Rappelé en Irlande au printemps de 1880 par les élections, il ne partit pas sans avoir jeté les fondements d'une ligue agraire sur le modèle de celle d'Irlande. C'est par le moyen de cette ligue, sur laquelle il mit la main dès le début, que le Clan-na-Gael continua d'agir avec le parti constitutionnel. Deux traces nous en sont conservées : le voyage du major Le Caron en Europe, en 1881, les conven-

(1) Le Caron. *Ibid.*, p. 150.

(2) The case for the Irish loyalists, by W. Russell M. P., p. 5.

tions de la Land-League dans cette année et les années suivantes.

John Devoy, prévenu que le major Le Caron projetait un voyage en Europe, ayant pris avec lui un rendez-vous au siège du Clann-Gael, Palmer-House, Chicago, au mois de mars 1881, lui remit une lettre d'introduction et deux paquets de documents pour Patrick Egan et O'Leary, tous deux alors à Paris, le premier trésorier de la Land-League d'Irlande, le second représentant officiel de l'*Irish Republican Brotherhood* d'Irlande.

A Paris, Le Caron rencontra Egan à l'hôtel Brighton, « les yeux rieurs, le visage épanoui, la poignée de main facile, la barbe et les cheveux soignés, tout l'opposé du conspirateur typique... Il ignorait totalement la langue et la géographie du pays. Je lui servais de guide et nous menions joyeuse vie, dînant aux bons endroits, fréquentant les meilleurs cafés, choisissant les premières places à tous les théâtres; bref, dépensant royalement notre argent. Avis aux pauvres dupes d'Amérique et d'Irlande qui fournissaient à nos amusements (1). »

Tout autre était John O'Leary. « Je le découvris à l'hôtel de la Couronne, dans le quartier Latin. Je trouvais le vieillard entouré de livres et de manuscrits, causant avec bonheur de ses rares et précieuses éditions, en un mot tout l'opposé de nos amis du Clan (2). » D'abord un peu soupçonneux, il ne tarda pas à s'épancher, déclara que les assassinats lui répugnaient, mais se montra partisan d'une action insurrectionnelle ouverte. « Quant à Egan, je le trouvais un avocat enthousiaste de la politique « active » préconisée par Devoy et discutant chaudement avec moi les moyens de la réaliser (3). » Il lui exposa en plus comment les ressources de la Land-League n'avaient pas été exclusivement consacrées à des besoins constitutionnels, comment une partie par exemple avait été dépensée pour soutenir les Boërs alors en guerre avec l'Angleterre. Enfin, pour ce qui concernait Parnell, il l'assura que c'était un révolutionnaire sincère et qu'un an à peine auparavant, il avait demandé à être admis parmi les membres de l'*Irish Revolutionary Brotherhood*, mais qu'on n'avait pas accédé à sa demande.

D'ailleurs, Le Caron devait, peu de temps après, être plus directement renseigné sur les sentiments révolutionnaires du leader irlan-

(1) Le Caron, *ibid.*, p. 160.

(2) *Ibid.*, p. 169.

(3) Le Caron, *ibid.*, 167.

dais. En effet, quelques jours plus tard, il venait à Londres en compagnie d'Egan. C'est à ce moment que se place sa célèbre entrevue avec Parnell. La rencontre eut lieu à la Chambre des communes. Introduit par M. O'Kelly, Le Caron aurait été interrogé par M. Parnell sur la situation aux Etats-Unis, puis celui-ci aurait déclaré « que depuis longtemps il avait cessé de croire qu'on pût autrement que par la force des armes procurer la libération définitive de l'Irlande, qu'il ne voyait pas pourquoi, alors que nous étions complètement prêts, nous ne tenterions pas un mouvement insurrectionnel ouvert. » Comme on le voit, la déclaration était catégorique. Interrogé sur ce fait, M. Parnell ne nia pas avoir eu une entrevue avec le sieur Le Caron, mais qu'il était tout à fait improbable qu'il eût tenu un pareil langage. Pour se former une opinion, les juges se servirent de la lettre d'introduction donnée par Devoy à Le Caron pour Egan, et d'une seconde lettre que Devoy avait également adressée à Le Caron quand celui-ci, de retour en Amérique, lui avait rendu compte de sa mission. Cette dernière était surtout explicite. Parnell, au témoignage de Le Caron, avait exprimé le désir que Devoy vint en Europe pour s'entendre avec Egan et lui, aux frais de ces derniers. Or Devoy répondait à Le Caron en ces termes : « Je n'ai autorité pour parler au nom de qui que ce soit et personne ne peut parler au nom du V. C. (Clan-na-gael) sans son consentement... Tout ce que je pourrais faire serait de dire à E. (Egan) et à P. (Parnell), sous ma propre responsabilité ce qui pourrait satisfaire nos amis d'ici... mais je n'accepterais à aucun prix qu'ils paient mes dépenses. Cela me mettrait dans une fausse situation... Ils semblent méconnaître le mécontentement qui règne ici. Nous sommes à peu de chose près d'accord sur le point essentiel. Mais ne pouvons supporter des choses dans le genre de celles qui viennent de se passer à Buffalo » (1).

Du reste, M. Parnell n'eut-il eu personnellement aucune accointance avec les révolutionnaires irlandais, il n'aurait pu empêcher ceux-ci d'exercer leur action sur le mouvement constitutionnel. Nous avons vu que le Clan-na-Gael s'était, dès le début, introduit en maître dans l'administration de la Land League. Il en fut ainsi tant qu'elle continua d'exister sous ce nom, puis quand elle fut devenue

(1) Le Caron. *Ibid.*, p. 185. The Parnell special commission Report, p. 101 et suiv.

la *Ligue nationale d'Amérique*. Une seule tentative fut faite en 1881 à la convention de Buffalo, pour éliminer le Clan-na-gael et remplacer son action par celle du clergé. C'est de cette tentative que se plaint Devoy dans la lettre que nous venons de citer. Toutes ces conventions de la Land League, à Buffalo et à Chicago en 1881, à Washington en 1882, à Philadelphie en 1883, à Boston en 1884, à Chicago en 1886, présentent le même caractère. Chaque fois, le clan, dès le début du Congrès, fait élire un bureau en majorité composé de ses membres; avant chaque séance du Congrès, se tient un concile secret des personnages les plus influents du clan, dans lequel on discute l'ordre du jour et les résolutions à adopter. A Washington, en 1882, on lit, aux applaudissements de l'assemblée, une lettre d'Egan déclarant que la question agraire n'est qu'un premier pas vers une indépendance absolue (1); l'année suivante, à Philadelphie, on fait distribuer aux membres du Congrès une brochure intitulée : « La dynamite contre les projets civilisateurs de M. Gladstone, ou le meilleur moyen de rendre l'Irlande libre et indépendante » (2).

A côté des conventions de la Land League et des résolutions hybrides qu'il y faisait naître, le Clan-na-gael continuait de tenir annuellement ses conventions et poursuivait son œuvre propre d'action purement révolutionnaire. L'une de ces conventions mérite une mention toute particulière. C'est la célèbre convention tenue à Palmer-House, Chicago, du 3 au 10 août 1881 et dans laquelle fut votée la campagne par la dynamite. Nous profiterons de cette occasion pour donner, d'après le tableau qu'en trace le major Le Caron, un aperçu de l'aspect intérieur de ces réunions. Nous espérons qu'en raison de l'intérêt qu'elle présente, on nous pardonnera la longueur de la citation : « Comme toute assemblée dont le grand public est écarté, une réunion du Clan-na-gael est intéressante dans la mesure où elle est entourée de mystère. Ce n'est pas toutefois qu'une convention du Clan-na-gael soit bien terrible; tout au contraire, c'est quelque chose d'irlandais, de tout à fait irlandais, vraiment. » Après une série de formalités très compliquées, vous êtes enfin introduit dans la salle. « Quel babel de voix et quel monde de fumée. Vos oreilles sont assourdies par le bruit incessant des langues et des pieds. Nous voilà en pleine session du Parlement irlandais, suivant

(1) The annual Register. 1889, p. 505.

(2) The Queens Enemies in America, p. 3. Londres, 1886, in-8.

l'expression consacrée. Il y a là trois cent soixante délégués du V. C. qui ont juré de rendre à l'Irlande sa liberté et qui sont maintenant réunis en l'an de grâce 1881 pour proclamer que la dynamite est le seul moyen de réaliser leurs patriotiques desseins. Voici, assis au bureau, le président M. Hynes, dont la voix peut dominer le bruit fait par cinquante patriotes criant de toutes leurs forces. Autour sont les 360 délégués rangés en demi-cercle. Vraiment étranges à voir, à demi-couchés sur leurs sièges, les mains sur les hanches, les pouces dans la poche de leurs gilets, les pieds étendus sur les sièges qui sont devant eux, fumant leurs cigares, et ne se dérangeant de leur position que pour étendre de temps en temps la main vers une bouteille tendrement aimée, ou pour ôter leurs vestons ou leurs gilets.

« Mais silence. Voici, à notre gauche deux patriotes qui, apparemment mécontents l'un de l'autre, se préparent à en venir aux mains. Voyez-les, avec quelle ardeur ils se dressent sur leurs pieds, renversent les chaises qui les entourent et finissent par se rencontrer devant la table du président qui s'épuise à vouloir les apaiser. Mais déjà les amis des deux parties interviennent et le tumulte devient général. Les travaux de la commission se trouvent interrompus, mais pour peu de temps. Un quart d'heure plus tard, voilà nos deux combattants dégustant ensemble une bouteille de whisky dans les meilleurs termes du monde...

« Mais venons à la discussion. Voici d'abord O'Meagher Condon, le martyr de Manchester, qui s'élève avec véhémence contre l'inaction du clan et les attermolements de Devoy. Celui-ci répond que Condon n'est qu'un lâche et aurait fait mieux de rester en Angleterre. Nous sommes engagés encore une fois dans une querelle personnelle et nous devons attendre patiemment que Condon ait fini de faire, pour la centième fois, le récit de sa glorieuse conduite à Manchester. Les esprits sont excités, quand le révérend Georges Betts, de Saint-Louis, se lève ; lui aussi est un chaud partisan de la dynamite, mais pour que la sainte œuvre aboutisse, on doit imposer silence aux rancunes particulières. Voici maintenant le jeune docteur Gallaher, d'une physionomie douce, d'une correction irréprochable de gentleman. Mais son discours respire la guerre, et il ne s'arrêtera dans la voie de l'action que le jour où il sera jeté par l'Angleterre dans la prison de Portland où il est encore détenu en ce moment.

« Powderly, qui fut longtemps président des chevaliers du travail lui succède. Ses déclarations ne comportent aucune ambiguïté. « Le

meurtre des voleurs anglais et des tyrans de l'Irlande, et la destruction de leurs richesses par tous les moyens, est une œuvre nécessaire... Londres, Liverpool, Manchester et Bristol en flammes les amèneront peut-être à d'autres résolutions. »

« Alexandre Sullivan, celui qu'on allait élire président, parla le dernier. On ne peut s'y tromper, c'est un habile homme. Sa voix claire et exercée à la parole, sa diction finement choisie, son argumentation solide et harmonieuse, son geste gracieux et noble prouvent qu'il y a au moins ici un homme né pour commander, et compétent pour diriger les affaires.

« Ainsi se termine notre visite à cette convention du Clan-na-gael, où se trouvèrent rassemblés quarante avocats, huit docteurs, deux juges, des ecclésiastiques des deux religions dominantes, des commerçants, des industriels et des ouvriers, étrangement confondus et ne s'accordant que sur un point : la lutte pour l'avarice et l'ambition personnelle » (1).

L'emploi de la dynamite était voté. Un grand soin fut apporté dans le choix des agents. Ils devaient être sans famille. Une enquête sévère était faite sur tout leur passé. Le docteur Cronin leur apprit le maniement des engins. En 1884, 118,000 dollars avaient été dépensés. On connaît la série pour ainsi dire ininterrompue d'attentats qui de 1881 à 1886 marquèrent cette campagne. Après les essais de O'Donovan Rossa, à Liverpool, contre l'Hôtel-de-Ville, en 1882, c'est en 1883, sous la conduite du docteur Gallaher, un dépôt considérable de nitro-glycérine à Birmingham, si considérable, au dire des experts, qu'elle aurait suffi pour détruire de fond en comble toutes les habitations de Londres. L'arrestation de Gallaher et de ses complices n'arrêta pas l'impulsion donnée. Avec Losmaney, Daly et plusieurs autres, ce sont des explosions, en février 1884, à Victoria-Station, en mai et en décembre de la même année, à Scotland-Yard et à London-Bridge, enfin en 1885, à la Chambre des communes et à la Tour de Londres.

En 1886, M. Gladstone présentait le Home Rull bill à la Chambre des communes. Dès lors la Ligue nationale irlandaise d'Amérique, héritière des traditions de la Land-League, n'avait plus de raison d'être ; d'autre part, la politique la plus élémentaire commandait de ne pas indisposer l'opinion en un pareil moment. Ce n'est pourtant

(1) Le Caron. *Ibid.*, p. 194-203.

pas que le Clan-na-gael se montrât satisfait du projet présenté. A la convention de cette même année, l'un de ses membres influents John Finerty, faisait la déclaration suivante : « Je ne viens pas combattre ici la politique de M. Parnell, je parle seulement en homme libre, en fils, comme vous, de vingt générations d'Irlandais rebelles à la domination anglaise et je dis que le leader de l'Irlande ne peut pas me forcer à souscrire au bill présenté par M. Gladstone, comme à un but final. Nous avons besoin de M. Parnell pour l'obtenir, nous n'avons pas besoin de lui pour forcer la porte des donjons anglais » (1).

Mais plus encore que la tournure des événements en Angleterre, le développement des dissensions intestines au sein du Clan devaient entraver pour un temps son action au dehors. Déjà en Irlande une société peu nombreuse, mais énergique s'était fondée, la société des *Invincibles*, dont la main se reconnut dans l'attentat de Phoenix-Park, l'assassinat de Thomas Burke et de lord Cavendish. En Amérique, Sullivan, nommé président du Clan en 1881, avait modifié la constitution dans un sens dictatorial et forçait bientôt après à se retirer O'Donovan et Devoy qui fondèrent une association particulière. En 1883, encore sous l'influence de Sullivan, le corps exécutif, composé de six membres, fut modifié. Désormais trois membres, véritable triumvirat, constituèrent le *triangle*, pouvoir arbitraire, sans contrôle ni responsabilité. En 1886, la division s'étendit des chefs à la masse même du peuple. Jusque-là les Irlandais des Etats-Unis, lors des élections à la présidence, avaient toujours voté pour des candidats démocrates. Sullivan, en soutenant, pour des motifs d'ambition personnelle, la candidature de M. Blaine, jeta parmi ses compatriotes un désarroi dont les effets se font encore sentir aujourd'hui. Mais la division devait encore aller plus loin. Les procédés arbitraires de Sullivan avaient indisposé un grand nombre de membres. Le docteur Cronin l'accusa à plusieurs reprises d'avoir dilapidé pour ses propres dépenses le fonds du Clan. Plusieurs tentatives de rapprochement furent faites, la dernière en 1888, mais sans résultat durable. Le 4 mai 1889, la difficulté recevait une solution tragique. Le docteur Cronin était assassiné.

Cette même année, le major Le Caron quittait les Etats-Unis pour venir témoigner dans le grand procès du *Times*, emportant l'im-

(1) The Queens enemies in America, p. 67.

pression que, derrière lui, le fénianisme, après les discussions des dernières années, fortifié par les décapitations mêmes qui s'étaient opérées dans son sein, se reconstituait en silence pour reprendre l'action au moment opportun. D'autre part, en Irlande, l'espoir d'assister à un avènement prochain d'une majorité gladstonienne, autant que le scandale provoqué par les relations de M. Parnell avec Mrs O'Shea, faisaient taire pour un moment les revendications trop bruyantes ou trop agressives. Ce calme apparent en avait trompé plus d'un et l'on allait déjà proclamant que le *home-rule* ferait du même coup disparaître toute trace d'hostilité contre l'Angleterre. Il serait quelque peu oiseux de discuter les chances que le bill de M. Gladstone peut avoir de passer, et par quelles savantes combinaisons on arrivera à réunir sur un même projet, les voix des anti-Parnellistes et des Parnellistes, des libéraux et des socialistes, de Justin Mac-Carthy et de John Burns. Ce qui rentre davantage dans notre sujet, et ce qui est en même temps plus significatif, parce que soumis à des influences moins factices qu'un vote de la Chambre des communes, c'est l'attitude des Irlandais d'Amérique à l'égard des réformes proposées. Or, sur ce point, nous avons un document aussi clair qu'important. Le 1^{er} février 1893, le comité exécutif de l'*Irish national league of America*, qui, en maintes circonstances, nous est apparu comme l'émanation et l'expression visible du Clan-na-gael, lançait le manifeste suivant : « Irlandais... Nous avons soigneusement étudié le bill du *Home-rule* que M. Gladstone présente au Parlement et nous le considérons comme un vaste verbiage (*a mass of legal verbiage*), qui n'est qu'un prétexte pour enterrer la question irlandaise... Nous pensons que l'esprit national est immortel. Forts de cette croyance et pleins d'espoir dans l'avenir de notre pays, nous déclarons que le *Home-rule* proposé par M. Gladstone est insuffisant, et que seul le principe de notre indépendance satisfera le peuple irlandais. Nous nous trouvons aujourd'hui au départ de deux voies : celle de la résistance et celle de la conciliation. Nous avons suivi cette dernière jusqu'au moment où la patience a cessé d'être une vertu pour devenir un crime » (1).

Et le manifeste se termine par un appel à tous les Irlandais d'Amérique et l'assurance que ce siècle ne se passera pas sans que l'Irlande ait réalisé sa pleine et complète indépendance. Ainsi donc,


(1) *The Times*, 2 février 1893.

avant même que le projet de M. Gladstone soit devenu une loi, voilà une déclaration de guerre lancée à l'état de choses qu'il va créer. Si vous ajoutez à cela qu'à peu près tous les hommes politiques irlandais de cette génération ont, à diverses périodes de leur carrière, dans leurs actes comme dans leurs discours, donné des marques non équivoques de leur sympathie à la politique de résistance à l'outrance, vous aurez le sentiment que libéraux ou conservateurs, les ministères de Sa Majesté Britannique n'en auront pas fini de sitôt avec la question irlandaise.

Mais à côté de ce danger, dont les symptômes éclatent partout et que bien peu sauraient méconnaître, il en est un autre qui, moins frappant, n'en est peut être que plus grave. A côté de l'Irlande nationaliste, en train de devenir « une de ces victimes d'anciennes injustices qui se plaignent encore par habitude et sur lesquelles on s'apitoie par routine longtemps après que leur misère a cessé (1) », il y a ce qu'on pourrait appeler l'Irlande loyaliste. Convaincue d'avance de l'inanité des moyens violents, on dirait qu'elle a résolu d'atteindre par des voies pacifiques ce que l'autre poursuivait par la terreur. Depuis de longues années déjà, par ses journalistes, par ses orateurs populaires, par ses ouvriers, elle a progressivement et comme inconsciemment pénétré, désagrégé les milieux les plus anglais. C'est la puissance politique de l'Angleterre que la première s'est efforcée d'atteindre; ce que la seconde bat en brèche, ce sont les institutions anglaises, l'esprit anglais. Bien que son œuvre soit plus lente, plus mystérieuse, il est cependant possible d'en apercevoir dès aujourd'hui quelques intéressants effets. C'est ce que nous voudrions essayer dans un second chapitre de l'Irlande qu'on ne voit pas : les Irlandais en Angleterre.

J. LEMOINE.

(1) Filon, *Profils anglais*. Parnell, p. 291, 1893.



LE ROLE SOCIAL DE L'INSTRUCTION POPULAIRE

à propos de la question des Bibliothèques Publiques (1).

Chacun admet que les bibliothèques publiques seraient un bien si elles ne coûtaient rien à l'Etat. La seule objection qu'on leur adresse est tirée de la dépense qu'elles entraînent. Nous ne nous plaignons pas cependant des frais que nécessitent les écoles, et la bibliothèque publique est l'école des adultes.

Mais les écoles et les bibliothèques sont-elles, en réalité, une dépense? Au contraire, je crois que l'ignorance coûte plus cher que l'instruction. Ce que nous dépensons en écoles et en livres est autant d'économisé en prisons et en police. Seule une faible partie des crimes provient d'une perversité délibérée ou d'une tentation non réprimée; le plus grand nombre dérive de l'ivrognerie et de l'ignorance. Interrogeons les chiffres. La dépense annuelle de l'Angleterre pour les écoles primaires monte à un peu moins de 8 millions de livres sterlings; mais il en faut défalquer environ 1 million fourni par des souscriptions, ce qui laisse un peu plus de 6 millions à la charge des impôts et taxes. A quoi il faut ajouter le budget du Département des sciences et arts, soit 500,000 livres; celui des muséums, soit 250,000; celui des bibliothèques publiques, soit 150,000, etc., etc.; ou, au total, 8 millions de livres sterlings environ dépensés annuellement pour l'ensemble de l'instruction publique.

Maintenant, cherchons combien nous avons économisé par là. D'abord, voyons le paupérisme. Ce qu'en nomme l'impôt des pauvres embrasse encore d'autres matières, mais la partie consacrée à l'entretien des pauvres ne se monte pas à moins de huit millions et demi de livres sterling. Le coût de la police, des prisons et des criminels est d'environ 4 millions de livres. La police, sans doute, remplit diverses fonctions utiles, en dehors de la protection de la société contre les malfaiteurs. Mais, d'un autre côté, ce que nous coûtent les criminels ne saurait être mesuré seulement par les frais

(1) M. John Lubbock nous a adressée cette étude en même temps qu'il l'insérerait, en anglais, dans le *Bristol Mercury Supp.*

de la police et des prisons, et la dépense réelle que supporte la société de ce chef est beaucoup plus considérable. Demandons-nous ce qu'elle eût été sans ce que nous avons fait pour l'instruction publique. Prenons d'abord les statistiques criminelles. Jusqu'à 1877 le nombre des personnes détenues manifestait une tendance à l'accroissement. A cette date, le nombre moyen était 20,800. Depuis, il a décliné d'une façon constante, et n'est plus aujourd'hui que de 13,000. Il a donc, en chiffres ronds, diminué d'un tiers. Et d'autre part nous devons nous souvenir que la population a été s'accroissant sans cesse. Depuis 1870, elle a augmenté d'un tiers. Si la criminalité avait grandi dans la même proportion, nous aurions 28,000 détenus au lieu de 13,000, soit plus du double. Par là même notre dépense en police et prisons serait de 8 millions de livres, au lieu de 4 millions. Pour les délits commis par les adolescents, la proportion est encore plus satisfaisante. En 1856, le nombre des jeunes gens arrêtés pour délits qualifiés était de 14,000; en 1866, il tombait à 10,000; en 1876, à 7,000; en 1881, à 6,000; et, dans les dernières statistiques que j'aie pu obtenir, à 5,100. Passons à la statistique de l'impôt des pauvres. En 1870, il y avait 47 pauvres assistés pour 1,000 habitants. Il y en avait en jusqu'à 52. Depuis lors, la proportion des pauvres est tombée progressivement à 22 0/0 en moyenne, et par parenthèse je suis fier de dire que dans la capitale nous restons fort au-dessous de la moyenne. La proportion des pauvres assistés au reste de la population est donc moitié moindre que jadis. Supposons qu'elle fût restée ce qu'elle était. Notre dépense de ce chef serait de 16 millions de livres au lieu de 8 millions, soit 8 millions de plus que le montant actuel. Ainsi, si la proportion des criminels et des assistés fût demeurée la même qu'il y a vingt ans, les premiers nous coûteraient 4 millions, et les seconds 8 millions de livres sterling de plus qu'ils ne nous coûtent réellement.

Je puis ajouter que la statistique des grands crimes est encore plus remarquable et satisfaisante. La moyenne annuelle des personnes condamnées aux travaux forcés dans la période de cinq ans terminée en 1864 était de 2,800; ce chiffre s'est continuellement réduit, jusqu'à n'être plus pour l'année dernière que de 729, ou seulement un quart du chiffre primitif, et cela malgré l'accroissement de la population. En fait, huit de nos bagnes sont devenus inutiles, et ont été affectés à d'autres destinations. Pour prouver l'étroite connexité du crime et de l'ignorance, j'ajouterai encore que, d'après le dernier relevé que j'aie pu me procurer, sur 157,000 détenus il n'y

en avait que 5,000 qui sussent lire et écrire couramment, et seulement 250 qu'on pût appeler des gens instruits.

Sans doute, je sais bien qu'il y a d'autres considérations dont il faudrait tenir compte, et que ces chiffres ne peuvent pas prétendre à une précision scientifique; mais je crois qu'il faudrait y ajouter plutôt qu'en retrancher, et je suis convaincu que les sept millions de livres dépensés annuellement par l'Etat pour l'instruction publique nous épargnent de beaucoup plus fortes dépenses dans d'autres directions. Je n'hésite qu'entre deux conclusions : ou les bibliothèques populaires ne coûtent rien au contribuable; ou elles lui rapportent plus qu'elles ne lui coûtent. Mais que cette économie même est une faible part des services qu'elles rendent! J'en ai parlé tout d'abord, pour répondre à l'objection tirée de la dépense. Mais ce n'est pas là, à mon sens, le meilleur argument en faveur de l'établissement des bibliothèques populaires.

Quand de plus on se rappelle ce que le peuple dépense en boissons, certainement on ne peut nous accuser de vouloir trop de livres : Combien peu coûtent nos bibliothèques à côté de nos caves! « Que de gens, dit Ruskin, regarderont longtemps le meilleur livre avant d'en vouloir donner le prix d'un turbot! » A plus forte raison est-il triste de penser que, lorsqu'on parle d'une maison publique, toujours on pense à un cabaret. Je suis content que, de par Londres, s'élèvent maintenant des maisons publiques consacrées au service, non de l'alcool, mais de la littérature.

Schopenhauer observait que sa science, si elle ne lui avait jamais rapporté de profits, lui avait du moins épargné nombre de frais. Comme nation, nous devons admettre que la science a non seulement accru considérablement notre revenu, mais aussi fort réduit nos dépenses de toutes sortes. Qu'on ne croie pas cependant que je veuille réduire le problème des bibliothèques populaires à une pure question d'argent. Je n'ai abordé celle-ci que pour répondre à leurs adversaires. Si nous devons défendre la cause des bibliothèques populaires, ce n'est pas parce qu'elles nous garantissent des voleurs, c'est parce qu'elles éclairent nos concitoyens. Il y a bien peu de distractions dans la vie de l'homme vraiment pauvre. On s'est fort spirituellement moqué de moi quand j'ai dit que, dans la génération qui nous suivra, les plus grands lecteurs seront les artisans et les ouvriers. Mais le développement continu des bibliothèques publiques n'est-il pas un argument en faveur de ma thèse? Qu'avant de créer une bibliothèque on fasse voter le peuple, et on verra que le clergé

et les hommes de loi, les docteurs et les négociants, ne sont qu'une faible fraction des votants. Les bibliothèques publiques sont demandées par les artisans et les petits boutiquiers, et c'est par eux qu'elles sont le plus fréquentées.

Les livres sont particulièrement nécessaires aux travailleurs de nos villes. Leur vie est des plus monotones. Le sauvage a une existence bien plus variée. Il doit observer la manière d'être du gibier qu'il chasse, ses migrations et ses pâturages ; il doit apprendre où et comment pêcher ; chaque mois lui apporte quelque changement d'occupation et d'alimentation. Il lui faut préparer ses armes et bâtir sa propre maison. Même le simple fait d'allumer du feu, si aisé pour nous, pour lui est un travail et exige de l'adresse. Quant à l'agriculteur, il fait de ses bras un usage varié. Il laboure et ensemeence, engrange et moissonne. Il plante en une saison, et dans l'autre se sert de la faucille et de la cognée. Il surveille les moutons, les porcs et les vaches. Tenir la charrue, établir une barrière, lier une gerbe, ne sont nullement choses aussi faciles qu'on le croit. On raconte de Wordsworth que, un étranger ayant demandé à voir son cabinet d'étude, sa servante répondit : « Voici la chambre de mon maître ; mais c'est dans les champs qu'il travaille ». Les champs apprennent beaucoup au paysan. Il sait bien plus que nous croyons ; seulement son maître n'est pas un livre, c'est la nature ; et ce n'est pas le plus mauvais des maîtres.

Mais l'homme qui travaille dans un magasin ou dans une manufacture a une existence bien plus monotone. Il est peut-être confiné dans une seule tâche ou même dans une seule sous-tâche, et cela du premier jour de l'an jusqu'au dernier jour. Il acquiert, il est vrai, sur ce point, une adresse presque merveilleuse, mais ce point est extrêmement limité. S'il ne veut pas lui-même devenir une simple machine animée, il doit le plus souvent demander à la lecture la variété et l'intérêt de sa vie, et parfois c'est à elle seule qu'il peut les demander. Il y a heureusement aujourd'hui quelque tendance à réduire la durée des heures de travail, excepté cependant dans les magasins ; et, ce qui est moins satisfaisant, il y a des moments de chômage. Mais les heures de loisir ne doivent pas être des heures d'oisiveté. Le loisir est un grand bien, l'oisiveté un grand mal : l'un est la source du bonheur, l'autre de la misère. Si un pauvre homme reste quelques jours sans travail, que fera-t-il ? Comment employer son temps ? A-t-il accès à une bibliothèque publique, le voilà bien moins à plaindre.

Les raisons qui militent en faveur de l'instruction des enfants valent également pour les adultes. On a dit, non sans quelque cynisme, que nous devons élever nos maîtres ; mais cela ne s'étend pas seulement à nos enfants. Nous avons maintenant dans tout le pays de bonnes écoles primaires. Nous faisons de notre mieux pour instruire nos enfants ; nous leur apprenons à lire, et tâchons de leur donner le goût de la lecture. Pourquoi cela ? Parce que nous croyons que l'étude améliore l'homme, qu'elle fait du citoyen un meilleur ouvrier et de l'ouvrier un meilleur citoyen. La bibliothèque publique est l'école des adultes. On raconte que le roi Alfred étant enfant souhaitait de tout son cœur certain livre. « On aura le livre, lui dit sa mère, quand on saura le lire » ; et à ce titre Alfred le gagna. Nos enfants ont appris à lire ; n'ont-ils pas le même titre à avoir des livres ? Beaucoup de ceux qui ne sont pas socialistes dans le sens ordinaire du mot le deviendraient, s'ils pensaient que le socialisme dût avoir les effets que ses partisans lui attribuent. C'est parce que nous ne croyons pas que le socialisme en ce sens puisse procurer « le plus grand bonheur du plus grand nombre » que nous ne sommes pas socialistes. Mais les objections qui s'élèvent contre les revendications des socialistes en général, nous ne croyons pas qu'on puisse les leur faire quand ils réclament, pour le peuple, des livres. Une pauvre femme, dit-on, voyant la mer pour la première fois, fut enchantée : « Que c'est beau, s'écria-t-elle, une chose dont il y a assez pour tout le monde ! » Eh bien ! il y a aussi des livres pour tout le monde, et les meilleurs sont les moins chers. Pour le prix d'un peu de bière ou de tabac on peut acheter Shakespeare ou Milton, c'est-à-dire presque autant de livres qu'un homme en peut lire avec profit en une année. Voilà un avantage que peu d'autres acquisitions présentent. Nous qui sommes engagés dans un monde d'affaires, nous semblons désirer sans cesse plus que nous n'avons. Mais dans les livres, la fortune fait pleuvoir sur nous plus de biens que nous n'en pouvons utiliser. Nous commençons à comprendre et à réaliser cette idée que l'éducation doit porter ses fruits dans la vie entière, que l'instruction de nos enfants ne doit pas seulement être faite de grammaire et de mots, mais doit former leur main et leur œil. De même de l'autre côté, la vie des adultes, hommes et femmes, ne doit pas être uniquement consacrée au travail manuel, à la poursuite de l'argent, mais ils doivent donner quelque temps à l'acquisition de connaissances et au perfectionnement de leur esprit. On a très bien dit que si un homme n'a pas en lui-même les éléments du bonheur, toute

la beauté et toute la variété, tous les plaisirs et tout l'intérêt du monde, ne sauraient le lui donner. « Pour tel homme, dit Schopenhauer, le monde est stérile, ennuyeux et superficiel ; pour tel autre il est riche, intéressant, plein de sens. »

Nous travaillons péniblement, en ce pays, à nous faire une vraie civilisation. Un homme d'Etat suisse disait un jour que bien des enfants de sa patrie étaient nés pour une vie de pauvreté, mais qu'ils étaient bien déterminés à ce que ce ne fut pas une vie d'ignorance. Il y a beaucoup de gens que leur naissance condamne à un dur labeur pour toute leur existence. Mais les pauvres ne sont pas seuls dans ce cas. Combien de riches, que leur argent même rend misérables et qui ne goûtent dans leur vie ni loisir, ni calme, ni paix ! Nous ne pouvons dans ce monde éviter les souffrances, mais il nous suffit de le vouloir pour nous élever au-dessus d'elles. Aucun homme n'est jamais devenu complètement misérable que par son fait. Pierre de Médicis, dit-on, employa jadis le grand Michel-Ange à faire une statue de neige. C'était gaspiller d'une façon absurde un temps précieux. Mais si le temps de Michel-Ange était précieux au monde, notre temps nous est juste aussi précieux à nous-mêmes, et cependant nous le perdons trop souvent à faire des statues de neige, ou, ce qui est pire encore, à dresser des idoles de boue.

Il y a plus de quatre cents ans, un de nos plus illustres concitoyens, Richard de Bury, évêque de Durham, écrivant l'éloge des livres, disait fort bien : « Ce sont eux les maîtres qui nous instruisent sans verges ni férules, sans dures paroles ni reproches, sans qu'il faille les payer en habits ni en argent. Approchez-vous d'eux, vous ne les trouverez jamais endormis. Interrogez-les, ils ne vous dissimuleront rien. Les comprenez-vous mal, ils ne se plaindront pas. Etes-vous ignorant, ils ne riront pas de vous. Il y a en eux un trésor de sagesse plus précieux que toutes les richesses, et aucune des choses qu'on souhaite d'ordinaire n'est digne de leur être comparée. Qui-conque se sent épris de vérité, de bonheur, de sagesse, de science ou même de foi, doit de toute nécessité devenir un amant des livres. »

Et s'il a pu dire si bien il y a quatre cents ans, combien plus devons-nous faire aujourd'hui ! Voyons comme notre situation est meilleure que la sienne. La lecture est un plaisir relativement auquel la fortune garde à peine quelque avantage. D'abord, pour ne rien dire des progrès de l'impression, combien les livres coûtent aujourd'hui moins cher ! Pour le prix d'un pot de bière, ou bien d'une ou deux pipes, on peut acheter de quoi lire pendant un mois ; à cette

date au contraire les livres étaient très dispendieux. Puis, nos volumes sont petits et maniables ; les leurs étaient pesants, immenses, très incommodes à porter et à lire. Nos livres les plus épais sont, en un sens, aisément lisibles. Mais, ce qui est bien plus important, nous ne possédons pas seulement tous les livres les plus intéressants que de Bury pouvait avoir à sa disposition, nous en possédons encore bien d'autres. Même parmi les livres de l'antiquité, beaucoup ont été découverts depuis lors. Et puis, de son temps, on pouvait à peine dire que la littérature moderne fut née. En poésie, il n'a connu ni Shakespeare ni Milton, ni Scott ni Byron, pour ne rien dire de nos contemporains. Nous avons les intéressants et piquants voyages du capitaine Cook, et de bien d'autres grands voyageurs et explorateurs. En sciences, la chimie et la géologie ont été créées, et le progrès des découvertes a rendu toutes les autres, histoire naturelle, astronomie, géographie, etc., beaucoup plus intéressantes qu'elles n'étaient alors.

On objecte souvent aux bibliothèques publiques qu'elles ne sont qu'un lieu où les jeunes gens lisent des romans. Mais cela n'est pas. Il y a d'autres livres plus lus. Par exemple, à Camberwell, 328,000 romans ont été communiqués contre 167,000 ouvrages d'histoire, de biographie, d'art, de science ou de voyages. A première vue, il semble qu'ici les romans soient plus lus que tous les autres livres ensemble. Mais souvenons-nous qu'il faut deux ou trois fois, et souvent dix fois plus de temps pour lire un ouvrage d'histoire ou de science que pour parcourir une nouvelle. Donc, en faisant une loyale approximation, la proportion des ouvrages d'imagination ne paraîtra plus excessive. D'ailleurs, ceux qui décrivent les bibliothèques populaires, parce qu'on y lit des romans, se trompent grandement. Amusante niaiserie ! La plupart d'entre nous, à vrai dire, connaissent l'histoire d'Angleterre plutôt par Shakespeare et par Scott que par Stubbs ou par Green. Et puis, des romans bien faits nous apprennent, et c'est beaucoup, à connaître la nature humaine.

Il y avait, dit un conte oriental, un roi qui rêvait chaque nuit qu'il était un pauvre mendiant, et un mendiant qui rêvait chaque nuit qu'il était un prince et vivait dans un palais. Je ne suis pas sûr que le roi eût la meilleure part. L'imagination est souvent plus vivante que la réalité. Quoi qu'il en soit, quand nous lisons, nous ne devenons pas seulement des rois et nous ne passons pas seulement notre vie dans les palais, mais, ce qui vaut mieux, nous nous transportons dans les montagnes et sur les côtes de la mer, et nous visitons les

plus belles parties de la nature, sans fatigues, inconvénients ni dépense.

Pourquoi chacun, d'ailleurs, n'ajouterait-il pas quelque chose à la somme des connaissances humaines ? Quelque humble que soit son sort dans la vie, il le peut en effet. Nous n'apprécions pas suffisamment la dignité du travail manuel ; nous semblons croire généralement que la science réside dans des nuages, bonne tout au plus pour des philosophes et des génies ou pour ceux qui ont les moyens de l'acquérir à grand frais, mais pour eux seuls. C'est là une complète erreur. A qui donc devons-nous nos progrès nationaux ? Nous les devons, sans doute en partie à des souverains et à des hommes d'Etat éclairés, en partie à nos braves soldats et marins, en partie aux vaillants explorateurs qui ont ouvert les voies à notre empire colonial, en partie aux hommes d'étude et aux philosophes. Mais, si nous nous souvenons avec gratitude de tout ce qu'ils ont accompli, nous ne devons pas oublier que le travailleur anglais, outre tout ce qu'il a fait de fort et de bon avec ses bras, a aussi employé son esprit à notre grand avantage. Watt était mécanicien ; Henry Cort, qui apporta à l'industrie des perfectionnements qui ont ajouté, dit-on, à la richesse de l'Angleterre plus que la valeur de sa dette publique, était fils d'un briquetier ; Hunstman, l'inventeur de l'acier trempé, était un pauvre horloger ; Crompton était tisserand, et Wedgwood, potier ; Brindley, Telford, Mushat, Neilson étaient des ouvriers ; George Stephenson fut d'abord pâtre à quatre sous par jour, et ne sut lire qu'à dix-huit ans ; Dalton était fils d'un pauvre tisserand ; Faraday, d'un forgeron ; Newcomen, d'un forgeron ; Arkwright fut d'abord barbier ; sir Humphrey Davis fut élève chez un apothicaire ; Bolton, le « Père de Birmingham », avait été ouvrier en boutons. Envers tous ceux là, et envers plusieurs autres de la même origine, le monde a contracté une grande dette de reconnaissance. Nous devons, ce me semble, être aussi fiers d'eux que de n'importe lequel de nos généraux ou de nos hommes d'Etat.

La chose la plus importante que nous ayons à apprendre, c'est « comment vivre » ; et l'étude d'un livre bien choisi nous donne certainement un plus grand respect de nous-mêmes, un plus net sentiment de notre responsabilité, une plus parfaite dignité de caractère. Comme disait très bien Lord Beaconsfield : « l'homme qui ne regarde pas en haut regarde en bas ; et l'esprit qui n'ose pas s'élever est destiné peut-être à ramper. » Il me faudrait trop longtemps pour énumérer tous les avantages des livres. Je veux seulement, en matière d'exemple,

dire combien ils nous réconfortent dans les temps de souffrance et de misère. Nous pouvons être confinés au lit, incapables de nous promener, mais il nous reste toujours la ressource, comme dit Hood, de recourir à notre bibliothèque. Ceux qui aiment lire sont en grande partie soustraits aux caprices et à la tyrannie de leur entourage. Certes, il n'est guère de chagrins que n'adoucisce une heure de lecture. Personne ne saurait douter que par l'étude, l'auto-éducation, la pensée, nous ne puissions élever notre caractère et développer nos facultés.

Plusieurs de ceux qui ont, comme l'on dit, tout ce que le monde peut donner, m'ont déclaré qu'ils devaient aux livres beaucoup de leurs plus pures jouissances. Macaulay avait richesse et célébrité, rang et pouvoir, et pourtant il nous dit dans sa biographie qu'il doit à la lecture les meilleurs moments de sa vie. Dans une charmante épître à une petite fille, il écrit : « Merci pour votre gentille lettre. Je suis toujours joyeux de rendre heureuse ma petite fille, et rien ne me plaît autant que de la voir aimer les livres, car quand elle aura mon âge elle verra qu'ils sont meilleurs que tous les gâteaux, tous les jouets, tous les divertissements et tous les spectacles du monde. Si l'on me proposait d'être le plus grand roi qui ait jamais existé, avec palais et jardins, avec festins et voitures superbes, avec des habits magnifiques et des centaines de serviteurs, à condition que je ne lise pas de livres, je refuserais d'être roi ; j'aimerais mieux être un pauvre homme dans un grenier avec des livres en abondance, qu'un roi qui ne pourrait pas lire. » Un de nos plus grands savants, sir John Herschell, nous a dit : « Si j'avais à choisir un goût qui dut m'accompagner en toutes circonstances, m'être une source de bonheur et un remède contre les maux que le monde peut déchaîner contre moi, ce serait le goût de la lecture. Donnez à un homme ce goût et les moyens de le satisfaire, et vous en ferez à coup sûr un homme heureux, à moins que vous ne placiez dans ses mains le plus déplorable choix de livres. Vous le mettez en contact avec la meilleure société de toutes les époques de l'histoire, avec les caractères les plus sages, les plus fins, les plus tendres qui aient honoré l'humanité. Vous en faites un citoyen de toutes les nations, un contemporain de tous les âges. Le monde a été créé pour lui. » Comme Shakespeare nous le dit avec autant de vérité que de beauté : « tous les lieux que visite l'œil des cieux sont pour le sage des ports et des havres de grâce. » Mais cela est vrai surtout des bibliothèques. Une bibliothèque n'est pas seulement la meilleure des Universités. C'est un vrai pays de fées,

un Paradis sur la terre, un Eden où tout serait libre pour nous, même le fruit de l'arbre de science, pour lequel notre première mère sacrifia, dit-on, toutes les joies du Paradis.

La littérature anglaise est le patrimoine héréditaire de tous les Anglais. L'Angleterre a produit, et produit encore, quelques-uns des plus grands parmi les poètes, les philosophes et les savants. Aucun pays ne peut se vanter d'avoir une littérature plus brillante, plus pure ou plus noble; par nos lettres, nous sommes plus riches que par notre commerce, et plus puissants que par nos armes; elles sont le véritable honneur et la plus solide gloire de notre pays. A cette littérature, partout où sera érigée une bibliothèque populaire, tous les citoyens jusqu'aux plus pauvres auront accès.

JOHN LUBBOCK.

LES MONADES & LA SCIENCE SOCIALE

I

Les monades, filles de Leibniz, ont fait du chemin depuis leur père. Par diverses voies indépendantes elles se glissent, à l'insu des savants eux-mêmes, dans le cœur de la science contemporaine. Il est remarquable que toutes les hypothèses secondaires impliquées dans cette grande hypothèse en ce qu'elle a d'essentiel, sinon de Leibnizien, sont en train d'être établies scientifiquement.

Elle implique, en effet, d'abord la réduction à une seule de ces deux entités, la matière et l'esprit, confondues dans la seconde, et en même temps la multiplication prodigieuse des agents tous spirituels du monde. Elle suppose, en d'autres termes, la discontinuité des éléments et l'homogénéité de leur nature, la multiplicité des êtres et l'unité de leur être. C'est seulement, d'ailleurs, à cette double condition que l'univers est translucide jusqu'en son fond au regard de l'intelligence. Or, d'une part, à force d'avoir été sondé mille fois et jugé insondable, l'abîme séparatif du mouvement et de la conscience, de l'objet et du sujet, de la mécanique et de la logique, a fini par être révoqué en doute, réputé apparent, enfin nié par les plus hardis qui ont trouvé partout de l'écho. D'autre part, les progrès de la chimie nous conduisent à l'affirmation de l'atome, à la

négation de la continuité matérielle que le caractère continu des manifestations physiques et vivantes de la matière, l'étendue, le mouvement, la croissance semblait superficiellement révéler. Rien de plus surprenant, au fond, que la combinaison des substances chimiques en proportions définies à l'exclusion des proportions intermédiaires. Nulle évolution ici, nulle transition, tout est net, brusque, tranché, et cependant tout ce qu'il y a d'ondoyant, d'harmonieusement gradué dans les phénomènes vient de là, à peu près comme la continuité des nuances serait impossible sans la discontinuité des couleurs. Mais ce n'est pas seulement la chimie qui, en progressant, semble nous acheminer aux monades. C'est encore la physique, ce sont les sciences naturelles, c'est l'histoire, ce sont les mathématiques elles-mêmes. « D'une grande importance, dit Lange, fut l'hypothèse de Newton, que la gravitation d'un corps céleste n'est autre chose que la somme de la gravitation de toutes les masses dont il se compose. Il en résultait immédiatement que les masses terrestres gravitent mutuellement les unes vers les autres et, de plus, qu'il en est de même de leurs plus petits molécules. » Par cette vue bien plus originale qu'il ne peut nous le sembler, Newton brisait, pulvérisait l'individualité du corps céleste, regardé jusque-là comme une unité supérieure dont les relations internes ne ressemblaient en rien à ses rapports avec les corps étrangers. Il fallait une grande vigueur d'esprit pour résoudre cette unité apparente en une multiplicité d'éléments distincts liés entre eux au même titre qu'avec les éléments d'autres agrégats. C'est du jour où cette manière de voir s'est substituée au préjugé contraire que datent les progrès de la physique et de l'astronomie. En cela les fondateurs de la théorie cellulaire se sont montrés les continuateurs de Newton. Ils ont brisé de même l'unité du corps vivant, ils l'ont résolu en un nombre prodigieux d'organismes élémentaires, isolément égoïstes et avides de se développer aux dépens de l'extérieur, en entendant par l'extérieur aussi bien les cellules voisines que les particules inorganiques d'air, d'eau ou de toute autre substance. Non moins féconde que la vue de Newton a été celle de Schwann sur ce point. « Grâce à la théorie cellulaire, dit Schwann, nous savons à présent qu'une force vitale, en tant que principe distinct de la matière, n'existe ni dans l'ensemble de l'organisme, ni dans chaque cellule. Tous les phénomènes de la vie végétale ou animale doivent s'expliquer par les propriétés des atomes (dites des éléments derniers dont les atomes sont composés) que ce soient des forces connues de la nature inerte ou des forces incon-

nues jusqu'ici. » Rien de plus positiviste assurément, de plus conforme à la science saine et sérieuse que cette négation radicale du principe vital contre laquelle le spiritualisme vulgaire a l'habitude de protester ; on voit cependant où cette tendance poussée à bout nous mène : aux monades, qui comblent le vœu le plus hardi du spiritualisme leibnizien. Aussi bien que le principe vital, la maladie, autre entité, traitée comme une personne par les anciens médecins, se pulvérise en désordres infinitésimaux d'éléments histologiques, et, en outre, grâce surtout aux découvertes de Pasteur, la théorie parasitaire des maladies qui explique ces désordres par des conflits internes d'organismes minuscules se généralise de jour en jour et même avec un excès qui doit appeler une réaction. Mais les parasites ont aussi leurs parasites. Et ainsi de suite. Encore l'infinitésimal !

Les nouvelles théories chimiques se sont formées par une voie analogue. « C'est là le point essentiel et nouveau, dit Wurtz. On reporte aux éléments eux-mêmes les propriétés des radicaux. Autrefois ceux-ci étaient considérés en bloc, on attribuait au radical envisagé comme un tout le pouvoir de se combiner ou de se substituer à des corps simples. C'était le point de vue de la théorie des types de Gerhardt. On va plus loin aujourd'hui. Pour découvrir et définir les propriétés des radicaux, on remonte aux atomes dont ils sont les composés. » (*Théorie atomique*, p. 194.) La pensée de l'éminent chimiste va plus loin que les paroles précédentes. Il résulte des exemples cités par lui que, parmi les atomes d'un radical, il en est un spécialement dont l'atomicité, dont l'avidité propre, non encore satisfaite, survivant à la saturation des autres, est la dernière raison d'être de la combinaison opérée.

Au même titre que les astres, que les individus vivants, que les maladies, que les radicaux chimiques, les nations ne sont que des entités, longtemps prises pour des êtres véritables dans les théories ambitieuses et stériles des historiens dits philosophes. N'a-t-on pas assez répété, par exemple, que c'est une mesquinerie de chercher la cause d'une révolution politique ou sociale dans l'influence marquée d'écrivains, d'hommes d'Etat, d'inventeurs de tous genres et qu'elle a jailli spontanément du génie de la race, des entrailles du peuple, acteur anonyme et surhumain ? Mais ce point de vue commode, qui consiste à voir faussement la création d'un être nouveau dans le phénomène, réellement neuf et imprévu d'ailleurs, que la rencontre des vrais êtres a suscité, n'est bon qu'à titre provisoire. Une fois épuisé, et rapidement, par les abus littéraires qu'on en a faits, il

conduit à un retour sérieux vers un genre d'explications plus claires et plus positives, qui rend compte d'un événement politique quelconque par des actions individuelles seulement, et, notamment, par des actions d'hommes inventifs qui ont servi de modèle aux autres et se sont reproduites à milliers d'exemplaires, sorte de cellules-mères de l'organisme social.

Ce n'est pas tout : ces éléments derniers auxquels aboutit toute science, l'individu social, les cellules vivantes, l'atome chimique, ne sont derniers qu'au regard de leur science particulière. Eux-mêmes sont composés, nous le savons, sans excepter l'atome qui, d'après l'hypothèse des *atomes tourbillons* de Thompson, la plus plausible ou la moins inadmissible des conjectures hasardées à ce sujet, serait un amas tournoyant d'éléments plus simples. Les immenses recherches de M. Lockyer sur le spectre du soleil et des étoiles l'ont conduit à supposer avec vraisemblance que certaines *lignes faibles* observées par lui sont dues aux éléments composants des substances que nous regardons sur notre planète comme indécomposables. Les savants qui vivent dans le commerce familier des soi-disant éléments ne doutent pas de leur complexité. Pendant que Wurtz se montre favorable à l'hypothèse de Thompson, M. Berthelot dit de son côté : « L'étude approfondie des masses élémentaires qui constituent nos corps simples actuels tend chaque jour davantage à les assimiler, non à des atomes invisibles, homogènes et susceptibles d'éprouver seulement des mouvements d'ensemble, mais à des édifices *fort complexes*, doués d'une architecture spécifique et animés de mouvements intestins très variés. D'autre part, les physiologistes ne sauraient croire à l'homogénéité du protoplasme, et, dans la cellule, ils ne jugent active et vraiment vivante que la partie solide. La partie soluble, presque tout entière, n'est qu'une provision de combustibles ou d'aliments (ou un amas d'excréments). Encore, dans la partie solide elle-même, si nous la connaissions mieux, y aurait-il sans doute à éliminer presque tout. Et, d'élimination en élimination, où aboutirions-nous, si ce n'est au point géométrique, c'est-à-dire au néant pur, à moins que ce point ne soit un centre comme il sera expliqué plus loin ? Et, de fait, dans l'élément histologique véritable (que le mot cellule désigne fort mal), ce qu'il y a d'essentiel à considérer, ce n'est pas sa limite, son enveloppe, c'est ce foyer central d'où il semble qu'il aspire à rayonner indéfiniment jusqu'à l'heure où la cruelle expérience des obstacles extérieurs lui fait un devoir de se clore pour se garantir ; mais, ici, nous anticipons.

Nul moyen de s'arrêter sur cette pente jusqu'à l'infinitésimal, qui devient — chose bien inattendue assurément — la clef de l'univers entier. De là, peut-être, l'importance croissante du calcul infinitésimal, et, par la même raison, de là l'éclatant succès momentané de la doctrine de l'évolution. Dans cette théorie, un type spécifique, dirait un géomètre, est l'intégrale d'innombrables différentielles appelées variations individuelles dues elles-mêmes à des variations cellulaires, au fond desquelles apparaissent des myriades de changements élémentaires. La source, la raison d'être, la racine du fini, du tranché, est dans l'infiniment petit, dans l'insensible : telle est la conviction profonde qui a inspiré Leibniz et aussi bien nos transformistes.

Mais pourquoi telle transformation qui, présentée comme une somme de différences nettes, définies, est incompréhensible, se comprend-elle aisément, si on la considère comme une somme de différences infiniment petites ? Montrons d'abord que ce contraste est bien réel. Je suppose que, par miracle, un corps disparaisse, s'anéantisse au lieu A, où il était, puis apparaisse, *redevienn*e au lieu Z, distant d'un mètre du premier, *sans avoir traversé les positions* intermédiaires, un tel genre de *déplacement* ne peut se loger dans notre esprit, tandis que nous n'avons pas l'idée de nous étonner en voyant ce corps passer de A à Z en suivant une ligne de positions juxtaposées. Cependant, remarquons que notre premier étonnement n'aurait *en rien* diminué si nous avions vu la disparition et la réapparition brusques dont il s'agit d'effectuer à la distance d'un demi-mètre, de 30, de 20, de 10, de 2 centimètres ou de n'importe quelle fraction perceptible de millimètres. Notre raison, sinon notre imagination, resterait aussi frappée du dernier cas que du premier. De même, si l'on nous présente deux espèces vivantes distinctes, très éloignées ou très rapprochées, n'importe, un champignon et une labiée ou deux labiées du même genre, nous ne parviendrons jamais à comprendre, pas plus ici que là, que l'une ait pu, subitement et sans transition, devenir l'autre. Mais, si l'on nous dit qu'en vertu d'un croisement, l'ovule fécondé de l'une a subi une déviation, extrêmement légère d'abord, puis accrue par degrés, de son itinéraire habituel, nous ne trouvons aucune difficulté à admettre cela. On dira que l'inconcevabilité de la première hypothèse tient à un préjugé formé en nous par association d'idées. Rien de plus vrai ; et cela prouve justement que la réalité, source de l'expérience où a pris naissance ce préjugé, est conforme à l'expli-

cation du fini par l'infinitésimal. Car la raison pure, la raison *nue*, d'ailleurs, n'aurait jamais deviné cela ; elle serait même plutôt portée à voir dans le grand la source du petit, que dans le petit la source du grand, et il lui plairait de croire à des types divins tout faits *ab initio* qui envelopperaient tout à coup et pénétreraient une motte de terre de l'extérieur à l'intérieur. Volontiers même, elle dirait avec Agassiz que, dès le début, les arbres ont été des forêts, les abeilles des ruches, les hommes des nations. Ce point de vue n'a pu être proscrit de la science que par la révolte des faits contraires. Pour ne parler que des plus vulgaires, il se trouve qu'une immense sphère de lumière épanouie dans l'espace est due à la vibration unique, multipliée et contagieuse d'un atome central d'éther ; — que toute la population d'une espèce est due à la multiplication prodigieuse d'une première et unique cellule ovulaire, sorte de rayonnement générateur, — que la présence de la vraie théorie astronomique dans des millions de cerveaux humains est due à la répétition multipliée d'une idée apparue tel jour dans une cellule cérébrale du cerveau de Newton. Mais que résulte-t-il de là, encore une fois ? Si l'infinitésimal ne différerait du fini que par le degré, si, au fond des choses comme à leur surface saisissable, il n'y avait que des positions, des distances, des déplacements, pourquoi un déplacement, inconcevable comme fini, changerait-il de nature en devenant infinitésimal ? L'infinitésimal, donc, diffère qualitativement du fini ; le mouvement a une cause autre que lui-même ; le phénomène n'est pas tout l'être. Tout part de l'infinitésimal et tout y retourne ; rien, chose surprenante qui ne surprend personne, rien n'apparaît subitement dans la sphère du fini, du complexe, ni ne s'y éteint. Qu'en conclure, sinon que l'infiniment petit, autrement dit l'élément, est la source et le but, la substance et la raison du tout ? — Pendant que le progrès de la physique conduit les physiciens à *quantifier* la nature pour la comprendre, il est remarquable que le progrès des mathématiques conduit les mathématiciens, pour comprendre la quantité, à la résoudre en éléments qui n'ont absolument rien de quantitatif.

Cette importance croissante attribuée par l'accroissement des connaissances à l'infinitésimal est d'autant plus étrange que, sous sa forme ordinaire (l'hypothèse des monades étant écartée), il est un simple amas de contradiction. Je laisse à M. Renouvier le soin de les signaler. Par quelle vertu, l'absurde donnerait-il à l'esprit humain la clé du monde ? N'est-ce pas parce que, à travers cette no-

tion toute négative, nous visons sans l'atteindre, nous regardons sans la voir une notion très positive qui nous fait peut être défaut mais qui n'en doit pas moins figurer *pour mémoire* dans l'inventaire de notre actif intellectuel? Cette absurdité pourrait bien n'être que l'enveloppe d'une réalité étrangère à tout ce que nous connaissons, extérieure à tout, à l'espace et au temps, à la matière et à l'Esprit... à l'Esprit? S'il en était ainsi, l'hypothèse des monades devrait être rejetée... mais ceci demande examen. Quoiqu'il en soit, ce seraient donc les vrais *agents* ces petits êtres dont nous disons qu'ils sont infinitésimaux; ce seraient les vraies *actions*, ces petites variations dont nous disons qu'elles sont infinitésimales...

Il semble même résulter de ce qui précède que ces agents sont *autonomes*, que ces variations se heurtent et s'entravent autant qu'elles concourent. Si tout part de l'infinitésimal, c'est qu'un élément, un élément unique a l'initiative d'un changement quelconque, évolution vitale, transformation mentale ou sociale. Si tous ces changements sont graduels, et, en apparence continus, cela montre que l'initiative de l'élément entreprenant, quoique secondée, a rencontré des résistances. — Supposons que tous les citoyens d'un Etat sans exception adhèrent pleinement à un programme de réorganisation politique né dans le cerveau de l'un d'entre eux et plus spécialement dans un point de ce cerveau : la refonte entière de l'Etat sur ce plan, au lieu d'être successive et fragmentaire, sera brusque et totale; quel que soit le radicalisme du projet. C'est la contrariété des autres plans de réforme ou des autres types d'Etat idéal dont chaque membre d'une nation est possédé sciemment ou à son insu, qui explique seule la lenteur des modifications sociales. De même, si la matière était aussi passive, aussi inerte qu'on le croit, je ne vois pas pourquoi le mouvement, c'est-à-dire le déplacement graduel, existerait; je ne vois pas pourquoi la formation d'un organisme serait assujettie à la traversée de ses phases embryonnaires, obstacle opposé à la réalisation immédiate de son état adulte que vise pourtant dès le début l'impulsion du germe.

L'idée de ligne droite, qu'on le remarque, n'est pas exclusivement propre à la géométrie. Il y a une rectilinéarité biologique, il y a aussi une rectilinéarité logique. De même en effet que, pour passer d'un point à un autre, l'abréviation, la diminution du nombre des points interposés ne saurait être indéfinie et s'arrête à la limite appelée ligne droite, de même, dans le passage d'une forme spécifique à une autre forme spécifique, d'un état individuel à un autre état in-

dividuel il y a une interposition *minima* irréductible, de formes et d'états à parcourir, qui seule explique peut-être la répétition abrégée, par l'embryon, d'une partie des types successifs d'où il procède; et semblablement dans l'exposé d'un corps de sciences, n'y a-t-il pas une manière d'*aller tout droit* d'une thèse, d'un théorème à un autre théorème et ne consiste-t-elle pas à les relier par une chaîne de positions logiques nécessairement intermédiaires? Nécessité vraiment surprenante. Cet ordre rationnel, rectilinéaire, d'exposition auquel on s'attache et on s'arrête dans les livres élémentaires qui réunissent en quelques pages le labeur de quelques siècles, coïncide souvent, mais non toujours, sur bien des points, mais non sur tous, avec l'ordre historique d'apparitions des découvertes successives dont toute science est la synthèse. Peut-être en est-il ainsi de la fameuse récapitulation de la *phylogenèse* par l'*ontogenèse* qui serait la rectification et non pas seulement l'accélération prodigieuse de la voie plus ou moins tortueuse suivant laquelle les formes d'ancêtres, les *inventions biologiques* accumulées et léguées en masse à l'ovule, se sont succédées dans les âges antérieurs.

Le réel appui que la doctrine de l'évolution prête aux hypothèses monadologiques paraîtrait bien plus évident encore si nous envisagions ce grand système sous les formes nouvelles qu'il est à la veille de revêtir et qui commencent déjà à se dessiner. Car l'évolutionisme lui-même évolue. Il évolue, non par une suite ou un concours de tâtonnements aveugles, d'adaptations fortuites et involontaires aux faits observés, conformément au procédé de transformation qu'il a le tort d'attribuer en général à la nature vivante, mais par les efforts accumulés de savants et de théoriciens parfaitement éveillés, sciemment et volontairement occupés à modifier la théorie fondamentale pour l'ajuster le mieux possible aux données de la science qui leur sont chères. Cette théorie est pour eux un *type générique* qu'ils travaillent à *spécifier* chacun à sa manière. Mais parmi ces produits variés de la fermentation inouïe suscitée par Darwin, il en est deux seulement, et des plus récents, qui ajoutent ou substituent à l'idée propre du maître une nouveauté vraie et vraiment féconde. Je veux parler d'abord de l'*évolution par association* d'organismes élémentaires en organismes plus complexes formulée par M. Édmond Perrier dans son cours au *Muséum* (1) et en second lieu de l'*évolution*

(1) Cette théorie biologique a l'avantage de s'accorder de point en point avec la théorie linguistique de la formation des langues par voie d'agrégation de plusieurs mots en un seul.

par bonds, crises (Saltatory évolution) qui, indiquée et prédite, il y a bien des années dans les clairvoyants écrits de Cournot a spontanément germé de nouveau et à la fois dans l'esprit de deux savants contemporains, tous deux transformistes déclarés. Par une de ces rencontres que l'histoire des sciences présente souvent et qui dénotent toujours la maturité d'une idée venue à son heure et impérieusement réclamée, la dernière hypothèse dont je parle, publiée en 1877 par un naturaliste américain M. Dall, était exposée en 1879 devant la classe des sciences de l'Académie de Bruxelles par M. de Sélyse-Longchamps comme une idée toute personnelle de ce savant belge. La transformation spécifique d'un type préexistant en vue d'une adaptation nouvelle a dû, d'après M. de Sélyse-Longchamps s'opérer à un moment donné d'une façon en quelque manière immédiate (c'est-à-dire, je pense, très courte relativement à la prodigieuse durée des espèces une fois formées, mais peut-être très longue eu égard à la brièveté de notre vie) et, ajoute-t-il, par un *processus régulier* et non par tâtonnement. Pareillement, pour M. Dall, l'espèce à partir de sa formation relativement rapide jusqu'à sa décomposition qui l'est aussi, reste réellement fixe dans de certaines limites parce qu'elle est essentiellement en état d'équilibre organique stable. Gravement troublé dans sa constitution propre par un changement excessif de son milieu (ou par quelque révolution interne due à la rébellion contagieuse de quelque élément), l'organisme ne sort de son espèce que pour rouler en quelque sorte sur la pente d'une autre espèce, équilibre stable aussi, et alors il y demeure un temps, qui pour nous serait une éternité.

Je n'ai pas, bien entendu, à discuter ces conjectures. Il me suffit de noter qu'elles sont en train de grandir, humbles encore, mais envahissantes, tandis que la sélection naturelle perd chaque jour du terrain, se montrant plus propre à épurer les types qu'à les perfectionner, et à les perfectionner qu'à les remanier profondément à elle seule. J'ajoute que, soit par la voie de M. Perrier, soit par celle de M. Dall et de M. de Sélyse-Longchamps on est forcément conduit à peupler, à remplir les corps vivants d'atomes spirituels ou quasi spirituels. Qu'est-ce en effet que ce *besoin de société* donné pour âme par le premier au monde organique, sinon le fait de petites *personnes*? Et que peut être cette transformation *directe, régulière, rapide*, imaginée par les seconds si ce n'est l'œuvre d'ouvriers cachés qui collaborent à la réalisation de quelque *plan de réorganisation spécifique* conçu et voulu premièrement par l'un d'entre eux?

II

Mais cela suppose d'abord *que toute chose est une société*, que tout phénomène est un fait social. Or, il est remarquable que la science tend, par une suite logique d'ailleurs de ces deux tendances précédentes, à généraliser étrangement la notion de société. Elle nous parle de sociétés animales (V. l'excellent livre de M. Espinas à ce sujet), de sociétés cellulaires, pourquoi pas de sociétés atomiques? J'allais oublier les sociétés d'astres, les systèmes solaires et stellaires. Toutes les sciences semblent destinées à devenir des branches de la sociologie. Je sais bien que, par une fausse intelligence du sens de ce courant, certains sont portés à voir dans les sociétés des organismes; mais la vérité est que, depuis la théorie cellulaire, les organismes sont devenus au contraire des sociétés d'une nature à part, des cités à la Lycurgue ou à la Rousseau, exclusives et farouches, ou mieux encore des congrégations religieuses d'une prodigieuse ténacité égale à la bizarrerie majestueuse et invariable de leurs observances, invariabilité qui ne prouve rien d'ailleurs contre les diversités individuelles et la force inventive de leurs membres.

Qu'un philosophe comme Spencer assimile les sociétés à des organismes, rien de surprenant, et au fond, rien de bien nouveau, si ce n'est l'extraordinaire dépense d'érudition imaginative faite au profit de cette vue. Mais un signe des temps c'est qu'un savant, un naturaliste des plus circonspects tel que M. Edmond Perrier ait pu voir dans l'assimilation des organismes aux sociétés la clef des mystères vivants et la dernière formule de l'évolution. Après avoir dit *qu'on peut comparer un animal ou un végétal à une ville populeuse, où florissent de nombreuses corporations, et que les globules sanguins sont de véritables commerçants trainant après eux dans le liquide où ils nagent le bagage compliqué dont ils font trafic*, il ajoute : « De même qu'on avait employé toutes les comparaisons que peuvent fournir tous les degrés de parenté pour exprimer les rapports que les animaux présentent entre eux, avant de supposer qu'ils fussent unis par une parenté réelle, qu'ils fussent effectivement consanguins, de même on n'a jusqu'à présent cessé de comparer les organismes à des sociétés ou les sociétés à des organismes sans voir dans ces comparaisons autre chose que de simples vues de l'esprit. Nous sommes au contraire arrivés... à cette conclusion que l'association avait joué un rôle considérable sinon exclusif, dans le développement graduel des organismes, etc. »

Mais remarquons maintenant que la science assimile aussi les organismes aux mécanismes, et qu'elle abaisse entre le monde vivant et le monde inorganique les barrières d'autrefois. Pourquoi donc la molécule, par exemple, ne serait-elle pas une société aussi bien que la plante ou l'animal ? La régularité et la permanence relatives par lesquelles les phénomènes de l'ordre moléculaire semblent s'opposer aux phénomènes d'ordre cellulaire ou vital n'ont rien qui doive nous faire repousser cette conjecture, si, avec Cournot, nous considérons, en outre, que les sociétés humaines passent, en se civilisant, d'une phase barbare et en quelque sorte *organique* (où tous les faits généraux de leur ingénieux et instinctif développement dans leur poésie, leurs arts, leurs langues, leurs coutumes et leurs lois, rappellent étrangement les caractères et les procédés de la vie), à une phase administrative, industrielle, savante, raisonnable, *mécanique* en un mot, qui, par les grands nombres dont elle dispose, et dont le staticien fait des tas égaux, donne lieu à l'apparition des lois ou pseudo-lois économiques, si analogues sous tant de rapports aux lois de la physique et, en particulier, de la statique. De cette assimilation qui s'appuie sur une masse de faits et pour laquelle je renvoie au *Traité de l'enchaînement des idées fondamentales*, il résulte d'abord que l'abîme n'est pas infranchissable (contrairement à une erreur de Cournot lui-même sur ce point), entre la nature des êtres inorganiques et la nature des êtres vivants, puisque nous voyons une même évolution, celle de nos sociétés, affecter tour à tour les traits des seconds et les traits des premiers. Il en résulte, en second lieu, que, si un être vivant et une société, à plus forte raison, un être purement mécanique, doit l'être aussi, puisque le progrès de nos sociétés consiste à se mécaniser. Une molécule ne serait donc, comparée à un organisme et à un Etat, qu'une sorte de nation infiniment plus nombreuse et plus avancée, parvenue à cette époque stationnaire que Stuart Mill appelle pour nous de tous ses vœux.

Allons tout droit à l'objection la plus spécieuse qu'on ait faite à cette assimilation des organismes et à *fortiori* des êtres physiques, aux sociétés. Le contraste le plus frappant entre les nations et les corps vivants, c'est que les corps vivants ont des contours définis et symétriques, tandis que les frontières des nations ou l'enceinte des cités se dessinent sur le sol avec une irrégularité capricieuse où l'absence de tout plan tracé d'avance se fait sentir. M. Spencer, M. Espinas, notamment, ont répondu diversement à cette difficulté, mais on peut, je crois, proposer une autre réponse.

Il ne faut pas nier le contraste indiqué, il est très réel, mais il est susceptible d'une explication plausible; simplifions-le pour le bien comprendre. Laissant de côté le caractère symétrique et défini des formes organiques, attachons-nous seulement à cet autre caractère, lié au précédent, à savoir que la longueur, la largeur et la hauteur d'un organisme ne sont jamais extrêmement disproportionnées entre elles. Chez les serpents et les peupliers, la hauteur ou la longueur l'emporte notablement; chez les poissons plats, l'épaisseur est minime, comparée aux autres dimensions; mais, en aucun cas, la disproportion présentée par les formes extrêmes n'est comparable à celle que nous montre constamment un agrégat social quelconque, et, par exemple, la Chine, qui a 3.000 kilomètres de longueur et de largeur, et un ou deux mètres seulement de hauteur moyenne, puisque les Chinois sont de petite taille et leurs édifices assez bas. Même dans un Etat qui consiste en une seule ville forte du moyen âge étroitement serrée dans sa ceinture de remparts, et où les maisons surplombantes sur les rues ont de nombreux étages, l'épaisseur est encore très mince relativement à l'étendue. Mais ce dernier exemple ne commence-t-il pas à nous mettre sur la voie de la solution cherchée? C'est pour mieux résister aux attaques du dehors qu'une cité fortifiée s'agglomère, que les étages s'y superposent; si, dans les capitales modernes où ce pelotonnement n'est pas imposé par l'insécurité des temps, les maisons tendent aussi à s'élever de plus en plus, c'est pour une raison qui concourt souvent avec la précédente, c'est-à-dire pour satisfaire le besoin éprouvé par un nombre d'hommes toujours croissant de participer aux avantages sociaux du plus grand rassemblement humain possible sur le plus petit espace possible. Si ce vif instinct de sociabilité qui fait désirer aux hommes de s'agglomérer, soit pour mieux se défendre, soit pour se développer plus pleinement, ne rencontrait point une limite rapprochée et infranchissable, il est probable qu'on verrait des nations composées de grappes d'hommes dressées dans les airs et s'appuyant sur le sol sans s'y répandre. Mais il est à peine utile d'indiquer pourquoi cela est impossible. Une nation aussi haute que large dépasserait de beaucoup la zone respirable de l'atmosphère, et la croûte terrestre ne fournirait point de matériaux assez solides pour les constructions titanesques exigées par ce développement urbain dans le sens vertical. — D'ailleurs, au-delà d'un exhaussement de quelques mètres, les inconvénients qu'en résultent l'emportent sur les avantages, par suite de l'organisation

physique de l'homme, dont tous les sens, tous les organes répondent aux besoins d'une expansion exclusivement horizontale. Marcher et non grimper, voir devant soi et non de bas en haut ou de haut en bas, etc., voilà sa nature. Enfin, les ennemis qu'il peut redouter ne circulent pas dans les airs, ils sont errants sur la terre : à ce point de vue, il serait donc inutile à une nation d'être *très haute*. Pour les agrégats cellulaires, animaux ou plantes, il n'en est pas de même. Par en haut, aussi bien que par côté, ils peuvent être assaillis à l'improviste ; ils doivent être forts dans tous les sens. Puis, les éléments anatomiques dont se composent les corps vivants ne sont point constitués de manière à ne comporter qu'une coordination horizontale. Rien ne s'oppose, par suite, à la satisfaction indéfinie de l'instinct de sociabilité que nous leur prêtons.

Ceci posé, ne remarquons-nous pas que, plus un agrégat social accroit sa hauteur aux dépens de ses deux autres dimensions et diminue à cet égard la distance toujours considérable de sa forme propre aux formes organiques, plus il se rapproche encore de celles-ci par la régularité, par la symétrie croissantes, de sa conformation extérieure et de sa structure interne ? Un grand établissement public, une école du gouvernement, une caserne, un monastère, sont autant de petits États très centralisés, très disciplinés, qui confirment cette manière de voir. A l'inverse, quand un être organisé, tel que le lichen, se présente exceptionnellement sous la forme d'une mince couche de cellules largement répandues, il est à noter que ses contours sont mal définis et asymétriques.

Quant à la signification de cette symétrie qu'affectent d'ordinaire les formes vivantes, elle peut vous être fournie par un autre genre de considération — empruntées aussi à nos sociétés. C'est vainement qu'on essaierait d'en rendre compte par de simples motifs d'utilité fonctionnelle. On prouvera tant qu'on voudra avec M. Spencer que la locomotion exigeait le passage de la symétrie radiaire à la symétrie bilatérale, moindre, mais plus parfaite, et que là où le maintien de la symétrie était incompatible avec la santé de l'individu ou la durée de l'espèce (par exemple chez les pleuronectes), la symétrie a été exceptionnellement troublée. Mais on ne doit pas oublier que tout ce qui a pu être maintenu de la symétrie primitive, probablement sphérique, c'est-à-dire pleine et vague, d'où la vie est partie, et tout ce qui a pu être obtenu de la symétrie précise et vraiment belle où la vie s'achemine en s'élevant, a été sauvegardé ou réalisé. D'un bout à l'autre de la végétation et de l'animalité,

des diatomées aux orchidées, du corail à l'homme, la tendance à la symétrie est évidente. D'où vient cette tendance? Observons que dans notre monde social, tout ce qui est l'œuvre, non d'un concours de desseins mêlés qui s'entravent, mais d'un plan personnel exécuté sans restriction, est régulier. Le mouvement philosophique de Kant, où les volumes font pendant aux volumes, les chapitres aux chapitres, — les institutions administratives, financières et militaires de Napoléon I^{er}, — les villes bâties en Guienne par les Anglais, avec des rues tirées au cordeau, se croisant à angle droit, aboutissant à une place carrée, entourée de portiques surbaissés, — nos églises, nos gares, etc., tout ce qui émane, je le répète, d'une pensée libre, ambitieuse et forte, maîtresse d'elle-même et maîtresse d'autrui, semble obéir à une nécessité interne en affichant le luxe d'une régularité et d'une symétrie frappantes. — Tout despote aime la symétrie; écrivain, il lui faut les antithèses perpétuelles; philosophe, les divisions dichotomiques ou trichotomiques répétées; roi, le cérémonial, l'étiquette, les revues militaires. — S'il en est ainsi, et si, comme il sera montré plus loin, la possibilité de faire exécuter intégralement sur une grande échelle un plan personnel, est un signe de progrès social, la conséquence forcée sera que le caractère symétrique et régulier des œuvres vivantes atteste le haut degré de perfection atteint par les sociétés cellulaires et le despotisme éclairé auquel elles sont soumises. Nous ne devons pas perdre de vue que les sociétés cellulaires étant mille fois plus antiques que les sociétés humaines, l'infériorité de celles-ci n'aurait rien de bien surprenant. En outre, celles-ci sont limitées dans leurs progrès par le petit nombre d'hommes que la planète peut porter. Le plus vaste empire du monde, la Chine, n'a que 3 ou 400 millions de sujets. Un organisme qui ne contiendrait qu'un égal nombre d'éléments anatomiques *derniers* seraient nécessairement placé dans les bas échelons de la végétation ou de l'animalité.

L'objection tirée des formes organiques contre l'assimilation des organismes aux groupes sociaux étant maintenant écartée, il est à propos de dire un mot d'une autre objection qui n'est pas sans portée. On oppose à la variabilité des sociétés humaines, même des plus lentes à varier, la finité relative des espèces organiques. Mais si, comme cela pourrait être démontré, la cause presque exclusive de la différenciation interne d'un type social doit être cherchée dans les relations extra-sociales de ses membres, c'est-à-dire dans leurs rapports soit avec la faune, la flore, l'atmosphère de leur pays,

soit avec les membres de sociétés étrangères autrement constituées, la différence signalée ne peut surprendre. Par la nature même de son arrangement tout *superficiel*, nullement *volumineux*, presque sans épaisseur, et par la dispersion extrême de ses éléments, par la multiplicité enfin de ses échanges intellectuels et industriels de peuple à peuple, l'agrégat social des hommes comporte une proportion singulièrement faible de relations *intra-sociales*, essentiellement conservatrices, entre ses membres et les empêche de soutenir entre eux les relations de société *omni-latérales* que suppose la forme globuleuse d'une cellule ou d'un organisme.

A l'appui de la vue précédente, il est à remarquer que les cellules extérieures, cutanées, celles qui ont le monopole des principales relations extra-sociales sont toujours les plus aisément modifiables. Rien de plus *variable* que la peau et ses appendices; chez les plantes, l'épiderme est tour à tour glabre, poilu, épineux, etc. Ce fait ne peut s'expliquer simplement par l'hétérogénéité du milieu extérieur, supposée ou prétendue plus grande que celle du milieu interne. Ce dernier point n'est rien moins qu'établi. En outre et par suite, ce sont toujours les cellules externes qui donnent le branle aux variations du reste de l'organisme. La preuve qu'il en est ainsi, c'est que les organes intérieurs des nouvelles espèces, quoique modifiés aussi relativement à l'espèce souche, le sont toujours moins que les organes périphériques et semblent s'être laissés traîner en retardataires sur la voie du progrès organique (1).

Est-il nécessaire d'indiquer que, pareillement, la plupart des révolutions d'un Etat sont dues à la fermentation intérieure produite par l'introduction d'idées nouvelles que les populations limitrophes, les marins, les guerriers revenus d'expéditions lointaines, telles que les Croisades, importent journellement de l'étranger? On ne se tromperait guère en regardant un organisme comme une cité jalouse et close suivant le rêve des anciens.

Je passe sur bien d'autres objections secondaires, que l'application

(1) Pour n'en citer qu'un exemple, « je crois avoir prouvé, dit M. C. Vogt (en 1879, au congrès de naturalistes suisses, à propos de l'*Archæopteryx macroura*, intermédiaire entre les reptiles et les oiseaux), que l'adaptation au vol (chez les reptiles en train de devenir oiseaux) marche du dehors au dedans, de la peau au squelette, et que ce dernier peut être encore parfaitement indemne... lorsque la peau est déjà arrivée à développer des plumes. »

du point de vue sociologique rencontre sur son chemin. Puisque, après tout, le fond des choses nous est inaccessible à la rigueur et que la nécessité de faire des hypothèses pour le pénétrer s'impose à nous, adoptons franchement celle-ci et poussons-la jusqu'au bout. *Hypotheses fingo*, dirai-je naïvement. Ce qu'il y a de dangereux dans les sciences, ce ne sont pas les conjectures serrées de près, logiquement suivies jusqu'aux dernières profondeurs ou aux derniers précipices ; ce sont les fantômes d'idées à l'état flottant dans l'esprit. Le point de vue sociologique universel me semble être un de ces spectres qui hantent le cerveau de nos contemporains spéculatifs. Voyons dès l'abord où il doit nous mener. Soyons outranciers, au risque de passer pour extravagants. En cette matière spécialement, la crainte du ridicule serait le plus antiphilosophique des sentiments. Aussi tous les développements qui vont suivre auront-ils pour objet de montrer le profond renouvellement que l'interprétation sociologique de toutes sortes devra ou devrait faire subir à tous les domaines de la connaissance.

Comme préambule, prenons un exemple au hasard. A notre point de vue, que signifie cette grande vérité, que toute activité psychique est liée au fonctionnement d'un appareil corporel ? Elle se ramène à celle-ci, que dans une société, nul individu ne peut agir socialement, ne peut se révéler d'une façon quelconque sans la collaboration d'un grand nombre d'autres individus, le plus souvent ignorés du premier. Les travailleurs obscurs qui, par l'accumulation de petits faits, préparent l'apparition d'une grande théorie scientifique formulée par un Newton, un Cuvier, un Darwin, — composent en quelque sorte l'organisme dont ce génie est l'âme ; et leurs travaux sont les vibrations cérébrales dont cette théorie est la conscience. Conscience veut dire *gloire cérébrale*, en quelque sorte, de l'élément le plus influent et le plus puissant du cerveau. Livrée à elle-même, donc, une monade ne peut rien. C'est là le fait capital, et il sert immédiatement à en expliquer un autre, *la tendance des monades à se rassembler*. Cette tendance exprime, à mon sens, le besoin d'un maximum de croissance dépensée. Quand ce maximum sera atteint par la cohésion universelle, le désir consommé s'anéantira, le temps finira. — Observons d'ailleurs que les travailleurs obscurs dont je viens de parler peuvent avoir autant et plus de mérite, d'érudition, de force de tête que le glorieux bénéficiaire de leurs labeurs. Ceci soit dit en passant à l'adresse du préjugé qui nous porte à juger inférieurs à nous toutes les monades extérieures. Si le moi n'est qu'une mo-

nade dirigeante parmi des myriades de monades commensales du même crâne, quelle raison au fond avons-nous de croire à l'infériorité de celles-ci ? Un monarque est-il nécessairement plus intelligent que ses ministres ou ses sujets ?

(La suite au prochain numéro.)

G. TARDE.

SUR LA DÉFINITION DE LA SOCIOLOGIE

Notre article « Sociologie » paru dans le premier numéro de la *Revue*, a provoqué des discussions et des critiques. Pour notre part, nous ne les regrettons pas, puisqu'elles ont pu servir à jeter quelques lumières sur cette question toujours obscure de la définition de la sociologie. On nous a reproché, notamment, de comprendre trop de choses sous le terme de sociologie, d'y faire en quelque sorte rentrer l'intégralité de la science sociale. On nous a demandé de préciser davantage le rapport qui doit exister, suivant nous, entre la sociologie et les sciences sociales particulières. A cette invitation nous déférons volontiers, dans l'espoir surtout de susciter chez les lecteurs de cette *Revue* des observations et des remarques qui pourront être fécondes.

Il faut d'abord, croyons-nous, écart^{er} résolument une première conception de la sociologie, qui consiste à voir en elle une science spéciale, par son objet tout au moins. Parmi les faits sociaux, il y en a qui forment la matière de la science juridique ; il y en a qui sont du ressort spécial de la science économique ; d'autres appartiennent à la science politique. Mais il n'en est aucun qui relève plus spécialement de la sociologie ; ou, plus exactement, il n'en est aucun qui ne relève d'elle. L'objet de la sociologie, ce n'est pas telle ou telle classe de phénomènes sociaux ; c'est l'ensemble de ces phénomènes. En un mot, la sociologie n'est pas une science sociale particulière, elle est la science générale des sociétés.

Mais cette formule même est susceptible d'être prise en deux sens : un sens large, et un sens étroit. Au sens large, elle signifie que la sociologie étudie tous les faits sociaux, à la fois dans le détail de chacun d'eux et dans leurs relations réciproques. En cette acception, la sociologie serait la somme des sciences sociales particulières. Elle n'en serait pas d'ailleurs la simple juxtaposition, elle en serait aussi

la synthèse : car, étudiant les rapports des phénomènes sociaux entre eux, elle serait appelée par là même à mettre l'ordre entre leurs différentes classes. Embrassant à la fois la science des faits moraux, celle des faits juridiques, celle des faits économiques, celle des faits politiques, elle en montrerait aussi l'unité, comme la physique, qui embrasse l'étude des températures, des sons, des couleurs, des phénomènes électriques et magnétiques, montre leur unité en faisant dériver toutes ces apparences d'une unique réalité, le mouvement. — Nous croyons, pour notre part, que cette acception large du mot sociologie peut fort bien être défendue. Car on entend souvent par biologie la science de l'intégralité des phénomènes présentés par les êtres vivants, et tout le monde est d'accord pour admettre que la biologie et la sociologie sont des sciences parallèles l'une à l'autre. Avec cette première définition, la sociologie serait donc la science de l'intégralité des phénomènes sociaux.

Seulement cette définition paraît trop large à la plupart des esprits. Ils font remarquer que le terme de biologie, qui logiquement comprend toutes les sciences des êtres vivants, est restreint néanmoins, par l'usage ordinaire, à l'étude de ces phénomènes les plus généraux de la vie qui ne sont l'objet propre et spécial d'aucune des sciences naturelles. Ils pensent donc qu'il en pourrait être de même dans le domaine social, et que le mot « sociologie » devrait désigner l'étude, non pas de tous les faits sociaux, mais seulement de ces phénomènes généraux qui caractérisent essentiellement les sociétés. Laissant aux sciences sociales particulières l'examen, ou des diverses sociétés successivement (histoire), ou des divers ordres de faits sociaux dans l'ensemble des sociétés (économique, droit comparé, etc...), la sociologie se bornerait à coordonner les résultats de ces diverses sciences spéciales, pour nous apprendre : 1° quels rapports existent entre ces divers ordres de faits sociaux (statique sociale); et 2° quelles sont les lois générales qu'on retrouve présidant à l'évolution de toutes ces sociétés (dynamique sociale). Ainsi la sociologie ne serait plus la science de l'intégralité des phénomènes sociaux, mais seulement la science de ce qu'ils renferment de plus général.

Cette définition peut évidemment être admise, puisque les définitions de mots sont libres. Seulement nous devons faire observer : 1° qu'elle peut nous mener à de singulières erreurs; 2° que, bien comprise, elle est beaucoup moins éloignée de la première définition, de la définition large que nous indiquions tout à l'heure, qu'il ne peut le sembler au premier aspect.

Elle peut, disons-nous, conduire à des erreurs. Il suffit, pour s'en convaincre, de voir qu'elle ramène la plupart de ceux qui l'adoptent à cette conception évidemment vicieuse, écartée par nous tout d'abord, qui voit dans la sociologie une science spéciale quant à son objet. La sociologie, en effet, d'après eux, étant l'étude des faits sociaux les plus généraux, est l'étude des faits sociaux les plus simples (depuis Auguste Comte, cette corrélation entre la simplicité et la généralité n'a plus besoin d'être démontré). Mais où chercher les faits sociaux les plus simples? Dans les sociétés rudimentaires, disent les uns. Et ils en arrivent ainsi à définir la sociologie : « l'étude de l'origine des sociétés ». Mais cette étude est la tâche de la pré-histoire, laquelle est une science sociale particulière et rien de plus. Elle n'est pas celle de la sociologie; pas plus que ce n'est la tâche exclusive de la biologie d'étudier les organismes rudimentaires. D'autres conçoivent d'une façon différente ces phénomènes généraux dont se doit occuper la sociologie. Ce sont pour eux les phénomènes les moins remarquables, mais les plus constants, ceux qui servent de base à tous les autres : c'est-à-dire ceux qui concernent l'organisation des groupements sociaux élémentaires, famille, corporation, caste, village ou cité, race ou confession. Mais l'erreur est la même : ces phénomènes très intéressants doivent former l'objet d'une science sociale particulière, préliminaire aux autres, à laquelle le nom de *démographie* conviendrait parfaitement, si un usage fâcheux n'en avait pas réduit le sens au point de l'appliquer presque exclusivement à la statistique du mouvement de la population. Ils ne peuvent pas être le seul objet de la sociologie, puisqu'autrement celle-ci laisserait en dehors d'elle précisément les phénomènes de la vie sociale la plus développée, phénomènes économiques, politiques, ou juridiques. La sociologie ne se réduit pas plus à leur étude que la biologie ne se réduit à celle des éléments isolés, des tissus du corps vivant. En un mot, donc, si l'on peut voir dans la sociologie une science distincte des diverses sciences sociales particulières, c'est à la condition qu'on n'y voie pas une science analogue à elles, ayant parmi les faits sociaux un groupe qui n'appartienne qu'à elle seule, qui constitue sa matière propre et son objet exclusif.

La sociologie, évidemment, doit rayonner sur l'ensemble des sciences sociales. Elle se distingue de celles-ci, non par les choses qu'elle étudie, mais par la façon dont elle les envisage; et, pour employer les termes de l'école, non par sa matière, mais par sa forme. Leur point de vue, c'est l'individuel; le sien, c'est l'universel. Elles

Dire :
démologie
pour
éviter
cette
confusion

analysent les sociétés; la sociologie les recompose. Qu'est-ce que telle société? qu'est-ce que tel ordre de faits sociaux? voilà les questions que se posent les premières. Qu'est-ce que toute société? voilà le problème que la seconde a l'ambition de résoudre. En un mot donc, à l'opposé des diverses sciences sociales, qui sont particulières et par leur objet et par leur méthode, la sociologie est générale par son objet, mais générale aussi par sa méthode, en ce que, au lieu de descendre dans les détails, elle aspire à atteindre les sommets, en ce qu'elle n'étudie pas des faits isolés, mais les rapports des faits entre eux, en ce qu'au mobile et au contingent elle préfère l'immuable et le nécessaire.

Ainsi comprise, la sociologie pourrait être définie la recherche des conditions fondamentales de la vie sociale, de même que la biologie serait la recherche des conditions fondamentales de la vie individuelle. Elles seraient ainsi, l'une, la philosophie des sciences qui étudient la société, et l'autre, la philosophie des sciences qui étudient des êtres vivants; s'il est exact, comme nous le croyons, d'appeler philosophie des sciences l'examen des questions à la fois premières et ultimes, dont la solution provisoire est postulée par toute recherche faite par ces sciences, mais dont la solution définitive ne pourra résulter que de leur entier achèvement. Et comme, au même sens, la mécanique moléculaire est en quelque sorte la philosophie des sciences qui étudient l'être inorganique, on pourrait dire que ces trois disciplines, se continuant l'une l'autre, forment par leur ensemble la philosophie des sciences du concret, prochainement appelée, au dire de quelques-uns, à détrôner toute autre spéculation philosophique.

Quoiqu'il en soit de ces espérances, notre devoir est de faire remarquer que la sociologie, ainsi comprise — et c'est, nous le répétons, une conception très-logique et très-soutenable — ne saurait avoir de force et de solidité qu'en s'appuyant sans cesse, et de très-près, sur les sciences sociales particulières. Elle prétend faire la synthèse des sociétés; mais une sythèse n'est possible que par la connaissance exacte des éléments à réunir, connaissance que peut seule donner une analyse préalable. Cela est si évident qu'on s'étonne d'avoir à le dire. Et pourtant on y est obligé, pour bien marquer que la sociologie ne saurait avoir la prétention de s'établir en dehors des positions déjà occupée par les autres sciences sociales. Son originalité est de réunir tous ces domaines, non de planer au-dessus. Comment la sociologie prétendrait-elle découvrir les lois de

la société, si ce n'est en demandant aux diverses sciences sociales les faits dont ces lois ne sont que les rapports? Comment pourrait-elle reconnaître les conditions essentielles de la vie sociale, si ce n'est grâce aux matériaux patiemment accumulés par les historiens et les économistes? En un mot donc, à moins de déclarer que la sociologie a reçu ses principes, tout formés à priori, d'une théodicée ou d'une métaphysique quelconque —, il faut bien dire qu'elle ne peut s'isoler des sciences sociales particulières, dont la règle est l'observation patiente et analytique des faits. Et ainsi, quoi qu'on veuille, on sera toujours forcé, dans cette conception de la sociologie, d'emprunter quelque chose à l'autre conception, la plus large, celle que nous avons énoncée la première, et pour laquelle la sociologie est l'ensemble des sciences sociales, groupées et coordonnées. Au fond, bien qu'on cherche à les opposer, ces deux conceptions se touchent d'assez près. La première part de la notion d'un ensemble des sciences sociales particulières, et y ajoute celle de leur unité. La seconde part de la notion de l'unité des sciences sociales, mais est bien vite obligée d'y adjoindre celle de leur contenu. Pour celle-là, la sociologie est une somme de faits sociaux, qui s'achève par leur synthèse; pour celle-ci, c'est une synthèse, mais qui nécessairement suppose connus les faits sociaux isolés.

On voit maintenant pourquoi, dans notre premier article nous n'avions pas isolé ces deux définitions possibles de la sociologie : c'est qu'elles se tiennent étroitement, qu'elles ne se peuvent séparer. La philosophie est-elle l'ensemble des sciences, ou bien est-elle une science distincte? Cette vieille question est résolue aujourd'hui par une formule acceptée, croyons-nous, par tous; à savoir que la philosophie est, suivant les sens, l'un et l'autre. Nous estimons qu'il en doit être de même pour la sociologie, puisque celle-ci est à vrai dire une partie de la philosophie des sciences, une philosophie sociale. Se préoccupant de l'ensemble des faits sociaux, la sociologie est par là même distincte des sciences sociales particulières; mais elle est, par là aussi, en intime connexion avec elles. Dans les opérations de l'esprit comme dans les œuvres de la nature, le particulier et le général doivent toujours être distingués, mais jamais ne peuvent être entièrement séparés l'un de l'autre.

RENÉ WORMS.

CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

BELGIQUE

Malgré l'étendue restreinte de la Belgique, l'importance des questions ouvrières y est considérable. Le développement de son industrie a donné naissance à des agglomérations de travailleurs plus denses que celles d'aucun autre pays du continent. De là des revendications quelquefois bruyantes, d'ordre à la fois économique, politique et social.

Au cours de l'année qui vient de finir, les questions politiques ont même accaparé l'attention, presque à elles seules. La revision constitutionnelle, déclarée opportune par le Parlement, est devenue la mission des nouvelles Chambres élues au mois de juin dernier; elle a posé de graves problèmes auxquels il faut sans délai trouver une solution. L'ancien régime du cens paraît devoir faire place à une combinaison des deux conditions d'aisance et de capacité. Comme tout se tient dans l'organisme social, cette première réforme en entraînera probablement une série d'autres : la réorganisation du Sénat, l'introduction éventuelle du principe de la représentation proportionnelle ou de la représentation des intérêts. Le rajeunissement d'une Constitution déjà sexagénaire donne lieu, dans les centres ouvriers, à quelques manifestations; mais on aurait tort d'y attacher l'importance d'un événement. La réforme s'accomplira par des voies toutes pacifiques. Les cortèges et les meetings, qui revêtiraient peut-être dans d'autres pays un caractère émeutier, ne sont en Belgique que l'exercice habituel de la liberté d'opinion, du droit de réunion et d'association. Au congrès socialiste qui à la Noël s'est tenu à Bruxelles, les orateurs ont été, il est vrai, d'une violence extraordinaire, mais la publicité a eu cet avantage d'éclairer les gouvernants, et de les mettre en garde contre l'agitation prévue des meneurs.

La large extension du droit de suffrage, escomptée à l'avance, a donné une nouvelle impulsion à la vie politique déjà particulièrement intense des travailleurs manuels. Un parti nouveau s'est formé en vue du futur régime électoral. Le baptême politique des *antisocialistes* (c'est le nom que ce parti s'est choisi) a donné lieu dans certaines villes à des conflits avec leurs frères aînés et ennemis. A Gand, l'inau-

guration du drapeau de la *Ligue antisocialiste* a été l'occasion d'une scène de violence dont les auteurs socialistes durent rendre compte à la justice. Dans les autres parties du pays, de nombreuses associations analogues ont surgi. Le mouvement propagandiste s'est étendu également aux campagnes : des fédérations rurales, unissant les grands propriétaires et les modestes fermiers, ont été fondées pour servir d'alliance défensive et de rempart contre le socialisme. Un député, M. Helleputte, a groupé ces noyaux épars sous le titre de *Ligue démocratique* ; celle-ci a tenu à Bruxelles, au mois de septembre, son premier congrès, élaboré son programme, développé ses revendications.

A l'extrémité opposée du monde social, l'anarchisme, dont les exploits ont causé le 1^{er} mai un jour de panique à Liège, n'a plus depuis cette date fait parler de lui en Belgique. On a encore vu des attentats à la dynamite, mais on ne s'est plus trouvé qu'en présence de crimes de droit commun, sans aucune portée politique ni sociale. La justice a d'ailleurs, dans tous les cas, impitoyablement frappé les coupables.

En même temps que l'évolution des masses, il faut signaler les nouveaux progrès de la science sociale. Tandis que les Universités de l'Etat à Gand et à Liège fêtaient le 75^e anniversaire de leur fondation, l'Université libre de Louvain réorganisait complètement l'ancien doctorat en sciences politiques et administratives et fondait une faculté spéciale décorée du titre d'*Ecole des sciences politiques et sociales*. Le programme des cours et les noms des titulaires promettent un enseignement supérieur particulièrement brillant et d'une incontestable opportunité. L'Université libre de Bruxelles possédait depuis quelque temps déjà son Ecole des sciences sociales. L'une prenait pour base de ses doctrines la méthode sociologique et évolutionniste, l'autre paraît se placer plutôt au point de vue juridique et politique. Une société populaire, le Davidsfonds, voulant aussi favoriser l'étude des intérêts ouvriers, ouvre un concours, et récompensera l'ouvrage qui traitera le mieux un ou plusieurs des points relatifs à la question sociale.

Des Congrès importants ont été tenus en Belgique au cours de l'année précédente. Le Congrès international d'Anvers du 8 au 13 août comprenait deux sections : la première, s'occupant de législation douanière, la seconde de réglementation du travail. Les discussions avaient été préparées par de longs rapports sur une série de questions préalablement arrêtées.

La même semaine se réunissait à Bruxelles le troisième Congrès

international d'Anthropologie criminelle. Dix-neuf gouvernements et vingt-quatre sociétés scientifiques y étaient officiellement représentées : la magistrature, le barreau, la médecine, la théologie même y ont joué une part active.

Enfin la Conférence monétaire, convoquée sur l'initiative des Etats-Unis, a commencé au mois de novembre ses longues et laborieuses délibérations sous la présidence de M. Montefiore-Lévy, sénateur pour Liège, et sous la vice-présidence de S. E. M. Edmin H. Terrell, délégué des Etats-Unis. Elle s'est ajournée à l'occasion des vacances de Noël. On ne peut encore, à l'heure qu'il est, prévoir ni l'époque de la reprise des travaux fixée provisoirement au 31 mai, ni les résultats des négociations.

Les bonnes relations internationales qui ont toujours existé entre Français et Belges, spécialement entre ouvriers, ont été un instant menacées par les agissements du syndicat des mineurs de Lens. Les excitations malsaines des meneurs, dont le but inavoué n'était autre que d'imposer le monopole des syndicats, ont été, il est vrai, assez promptement réprimées. Elles n'en ont pas moins entraîné de très regrettables conséquences, et jeté sur les rapports internationaux des deux nations un froid dont quelques flamingants ont tout naturellement profité pour faire entendre des protestations indignées. Il résulte de l'enquête officielle que 900 ouvriers belges, dont 53 pères de famille, ont été chassés de chez eux, contraints d'abandonner le travail dont ils vivaient, et se sont trouvés en butte aux pillages, à des agressions personnelles. Les communes responsables, en vertu de la loi de vendémiaire an IV, seront probablement poursuivies en dommages-intérêts. Malheureusement ceux qui seraient en droit de se plaindre ne possèdent pas les ressources pécuniaires nécessaires à la défense de leur cause en justice.

Les grèves qui ont éclaté en 1892 n'ont plus eu, comme celles des années précédentes, un caractère politique. La grève générale est restée à l'état de menace. Il ne s'agissait plus que de contestations exclusivement relatives au salaire ou à l'application des règlements d'atelier. Le plus souvent des négociations s'entamaient alors entre les patrons et les délégués des ouvriers en vue d'aboutir à une entente. L'accord se réalisait plus difficilement chaque fois que les grévistes confiaient la défense de leurs intérêts à une association plus ou moins politique. Bien que ces grèves ne revêtissent dans tous ces cas que le caractère d'un simple litige entre particuliers, la paix publique n'a été le plus souvent maintenue qu'à force d'énergie, quelquefois au prix

de répressions sanglantes. A Tilleur, la foule ayant fait usage d'armes, la gendarmerie a dû faire feu pour se défendre, et cinq personnes, dont des enfants, ont été tuées ou blessées. A Grammont, l'industrie des allumettes traverse une crise intense. De là des grèves et des conflits entre ouvriers et patrons, et la nécessité d'organiser dans la localité un conseil de l'industrie et du travail comme en possèdent déjà plusieurs autres villes.

Ces conseils d'arbitrage, dont la compétence s'étend à une catégorie de professions analogues dans la même agglomération, ne doivent pas être confondus avec le conseil général de l'industrie et du travail. Celui-ci est une institution centrale, composée en partie de membres choisis par le gouvernement, en partie de membres élus par les industriels intéressés. Corps consultatif pour toutes les améliorations à introduire par l'Etat dans le domaine économique et industriel, il a été convoqué au commencement d'octobre pour délibérer sur les mesures d'exécution de la loi de 1889 relative au travail des femmes et des enfants. Il est sorti de ses discussions un ensemble de projets envoyés au ministre compétent, et d'après lesquels des arrêtés royaux ont réglé, pour chaque genre d'industrie en particulier, la durée du travail journalier et du repos hebdomadaire des personnes soumises à la loi.

Dans l'administration des chemins de fer, postes et télégraphes, le travail des femmes avait été introduit sous le ministère précédent pour le service des bureaux publics. La règle suivie actuellement par M. Vanden Peereboom est d'éliminer successivement l'élément féminin du personnel de son département. Eloigné des chemins de fer, le beau sexe paraît vouloir se réfugier sous les voûtes du Palais de Justice. Les journaux ont rapporté que deux jeunes filles venaient de prendre la place de commis au greffe du tribunal de commerce d'Anvers.

Parallèlement à l'intervention de l'Etat dans la réglementation du travail, se manifeste aussi l'initiative privée : une association libre pour le repos du dimanche vient de se constituer : elle a nommé un bureau et décidé l'organisation de comités provinciaux.

Un cercle antisocialiste avait sollicité de la députation permanente du conseil provincial de la Flandre Occidentale, l'inscription du principe du minimum de salaire dans les cahiers des charges des travaux d'impression. Satisfaction a été accordée à la demande dans une certaine mesure. Les adjudicataires auront désormais à indiquer dans leurs soumissions le chiffre des salaires qu'ils paient à leurs ouvriers et il en sera tenu compte dans la comparaison des offres concurrentes.

Le conseil communal d'Anderlecht est allé plus loin : la clause du minimum de salaire est inscrite dans les cahiers des charges de tous les travaux exécutés pour compte de la commune. Au contraire, le conseil provincial de la Flandre Orientale et les conseils communaux de Bruxelles et de Malines ont formellement repoussé des propositions analogues.

Outre la réglementation du travail, d'autres questions ouvrières sont à la veille de recevoir une solution annoncée à la fois par le discours du Trône et par les réponses des Chambres.

« Le Sénat, ainsi s'exprimait récemment la Chambre Haute dans son adresse au roi, a depuis longtemps reconnu les immenses intérêts engagés dans les questions ouvrières et sociales.

« Un grand nombre de lois se rapportant à cet objet ont été votées dans les sessions précédentes ; d'autres sont soumises à notre examen, notamment les lois sur le contrat de travail, la formation de groupes professionnels, la protection de l'enfance, les caisses d'épargne, et les sociétés de secours mutuels. Nous les étudierons avec l'attention qu'elles méritent, et nous rechercherons, avec la plus vive sollicitude, les moyens d'améliorer la situation des classes laborieuses.

« Le Sénat a accordé son approbation aux importantes innovations en matière judiciaire et pénitentiaire survenues dans le cours de ces dernières années. »

Parmi les lois récentes, trois surtout doivent être signalées ici : l'une réprime le vagabondage et la mendicité, les deux autres améliorent l'assistance publique. (*Moniteur belge*, 3 décembre 1891.)

L'innovation principale introduite par la première de ces lois est la création d'écoles de bienfaisance, où se fait désormais l'éducation des enfants que les tribunaux ou l'autorité communale mettent à la disposition du gouvernement ou qui se présentent volontairement. Les anciens dépôts de mendicité et les maisons de refuge n'abritent plus que les individus âgés de plus de 18 ans ; même dans ces derniers établissements les mineurs sont séparés des majeurs. Les individus valides seront astreints au travail moyennant un salaire journalier. Les frais d'entretien des individus internés dans les établissements de correction sont répartis entre l'Etat, les provinces et les communes. S'il s'agit de souteneurs, les frais sont supportés par la commune sur le territoire de laquelle ils exploitent la débauche.

Tout mendiant, tout individu en état de vagabondage, tout souteneur de filles publiques sont envoyés au dépôt de mendicité par décision du tribunal de police. En vue de l'application de cette dernière

mesure, le ministre de la justice a tenu à consulter et à éclairer les magistrats spécialement chargés de les appliquer. Il a convoqué et présidé en personne une assemblée générale de tous les juges de paix du royaume. Depuis le 1^{er} février 1893 fonctionne l'institution du casier du vagabondage et de la mendicité, à l'aide duquel la justice pourra distinguer les vagabonds de profession de ceux qui n'ont mendié qu'accidentellement.

La même loi ordonne encore l'expulsion des mendiants et vagabonds étrangers. Elle punit enfin de 8 jours à 3 mois d'emprisonnement l'exploitation d'enfants pour exciter la commisération publique. La peine est doublée en cas de récidive. D'initiative individuelle s'est constituée d'autre part la société protectrice des enfants martyrs. Elle a décidé d'assurer la défense des enfants qui sont l'objet de poursuites judiciaires et elle vient de fonder à Bruxelles un asile où seront recueillis ceux de ces petits malheureux qu'il importerait de soustraire immédiatement aux mauvais traitements de leurs parents.

La loi sur l'assistance publique a mis fin à de longues contestations entre les diverses administrations chargées du soin des indigents. Le domicile de secours est au domicile des parents, ou, pour les enfants sans famille, dans la commune où ils ont été recueillis. La femme mariée, même après la dissolution du mariage, a, au point de vue de l'assistance, le domicile de son époux. Trois ans de résidence dans la même commune font acquérir un nouveau domicile de secours et perdre l'ancien. En cas d'urgence, les secours doivent être octroyés par la commune sur le territoire de laquelle les nécessiteux se trouvent. Celle-ci peut se faire rembourser ses impenses par la commune où les indigents ont leur domicile de secours, ou subsidiairement par l'Etat. Le remboursement se fait sur la base d'un tarif fixé par arrêté royal. Dans chaque commune les dépenses de l'assistance publique sont supportées par les hospices et les bureaux de bienfaisance. Le gouvernement est autorisé à conclure des traités internationaux pour le rapatriement des étrangers.

La troisième loi complète la précédente par ses dispositions sur l'assistance médicale gratuite. Les communes sont tenues d'assurer à leurs indigents les soins médicaux, soit à domicile, soit dans des hôpitaux. Elles peuvent dans ce but avoir des hospices qui leur soient propres ou traiter avec des administrations hospitalières déjà existantes; dans ce dernier cas, l'autorisation royale est nécessaire. Si la commune ne satisfait pas à ces obligations, le gouvernement désigne d'office l'établissement où les indigents seront soignés.

Parallèlement à la charité officielle, la bienfaisance privée joue un rôle non moins important. Les Conférences de Saint-Vincent de Paul, organisées dans la plupart des agglomérations urbaines, ont célébré en 1892 le cinquantième anniversaire de leur fondation en Belgique. Une intelligente initiative a été prise à Ath par MM. le comte de Rouillé, député, le chanoine Gondry, le comte A. d'Oultremont de Duras, et L. Cambier, industriel. Ces quatre personnes se sont engagées à faire chaque année l'apport d'une somme de 4,000 francs. Les 4,000 francs ainsi réunis servent à l'acquisition de maisons ouvrières, distribuées par la voie du sort aux travailleurs qui se sont distingués par leur bonne conduite et leur honnêteté. Le premier tirage a favorisé un brave père de famille ; tous ses compagnons d'usine ont partagé sa joie, et l'ont conduit triomphalement à sa nouvelle demeure.

Un but d'humanité a aussi amené à Gand la fondation de restaurants populaires, établis sous la forme commerciale d'une « Société anonyme de cuisine populaire gantoise ». Les portions sont vendues à des prix extrêmement bas ; des dîners entiers (4 plats) s'obtiennent à 30 centimes, des soupers à 20. Inutile d'ajouter que le local est assiégé par les clients.

Les sociétés coopératives continuent également à prospérer à Gand. Une nouvelle entreprise de ce genre s'est fondée, le *Toekomst*, avec des succursales dans d'autres villes de la province. Le *Volksbelang*, devenue une exploitation commerciale n'ayant plus de la coopération que le nom, a établi à Bruxelles une importante succursale, rivale de la boulangerie socialiste de la *Maison du Peuple*. Les débuts de la nouvelle installation furent marqués par quelques désordres provoqués par le mécontentement des divers intérêts lésés, ceux des socialistes d'une part, ceux du commerce de détail de l'autre. La victoire est restée à la grande industrie, si l'on peut parler ainsi à propos d'un article d'alimentation. La coopérative socialiste gantoise, le *Vooruit*, qui possède trois grands immeubles et des pharmacies dans tous les quartiers de l'agglomération, ne se contente plus seulement de vendre du pain, des charbons, des épiceries, des vêtements, des chaussures, des médicaments, etc. Elle envoie depuis quelque temps à domicile des voyageurs en aunages.

Tandis que les autres sociétés coopératives n'ont avec le mouvement ouvrier que des rapports éloignés, celles qui sont entre les mains du parti socialiste sont pour lui un puissant levier politique. Cet hiver, plus encore que les précédents, le *Vooruit* a formé la base d'opérations des manifestations et des désordres des ouvriers prétendument sans

travail. Une bagarre sanglante en est même résultée. La *Ligue anti-socialiste*, au contraire, s'y est prise d'autre façon pour aider les malheureux réellement sans ouvrage : elle a fait un appel sincère à la bourgeoisie et a recueilli plusieurs milliers de francs. L'agitation des « sans travail » socialistes s'est étendue plus ou moins intense sur d'autres points du royaume en même temps qu'elle se constatait dans les principaux pays d'Europe. Ils tinrent en février dernier un congrès de deux jours à Bruxelles.

Il faut dire pour expliquer le grand nombre de bras sans emploi (plus de 4,000 personnes à Gand sur 140,000 habitants) que les exigences des ouvriers ont décidé bon nombre de patrons à établir leurs usines à la campagne ; la main d'œuvre y est à la fois plus docile et plus économique. Les nouveaux traités de commerce de 1892 n'ont guère amélioré la situation de l'industrie sur le marché international. Peut-être les expositions projetées pour 1894 et 1895 à Anvers et à Bruxelles auront-elles l'heureuse conséquence de développer certaines branches de l'activité nationale : en tout cas, elles fourniront de l'ouvrage à un grand nombre.

L'Etat indépendant du Congo, fondé par notre Souverain dans le but de développer à la fois la civilisation et nos relations commerciales, a jusqu'à présent assez peu séduit nos travailleurs manuels. L'émigration ouvrière, du reste, très considérable il y a quelques années, s'est depuis réduite à une quantité négligeable.

Un triste événement pour les classes populaires a été l'apparition du choléra dans les principales villes. L'épidémie n'atteignit heureusement pas la même intensité que ses devancières ; le nombre des victimes ne s'éleva en Belgique qu'à 4,300. La population batelière eut le plus à souffrir.

Malgré les difficultés du moment, un certain nombre de patrons s'acquittent consciencieusement de leurs devoirs moraux envers les employés. Même au pays des charbonnages, particulièrement travaillé par les agitateurs, on rencontre des oasis de paix sociale, comme Bois-du-Luc et Mariemont, où la plus complète entente, la cordialité règne entre ouvriers et patrons.

Plusieurs établissements se décident volontairement ou contraints par les arrêtés royaux récents à réduire le nombre d'heures de travail sans diminuer les salaires des ouvriers. D'autres ont fixé le jour de paie à une autre date que le samedi : notamment toutes les sociétés charbonnières des bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre ont fixé le 10 et le 15 de chaque mois.

La société Cockerill qui occupe à Seraing et à Hoboken 9,235 ouvriers, a publié pour l'exercice 1891-1892 des chiffres intéressants. Elle a payé en salaires 9,759,141 fr. et dépensé en outre 270,179 fr. en secours de tout genre. Elle vient encore de voter un don de 50,000 fr. destiné à faire la moitié des versements de ses ouvriers qui voudraient s'assurer une pension à la Caisse générale de retraite de l'Etat.

L'on peut opposer à ce tableau favorable le pitoyable avortement d'une tentative faite en vue de donner la mine aux mineurs. L'ancien charbonnage de Belle-et-Bonne s'étant trouvé en vente, des chefs socialistes l'acquirent pour réaliser leur idéal collectiviste : au bout de quelques semaines l'affaire passait au cabinet du juge d'instruction, et se terminait devant les tribunaux.

Le département des chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones avec son personnel de 40,000 employés est certainement la plus grande administration du royaume. Ici aussi les besoins des humbles ne sont pas négligés. Une des dernières innovations heureuses est la construction à l'usage des machinistes et autres employés empêchés de rentrer chez eux à la fin de leur journée de travail, de dortoirs aménagés avec les objets de toilette nécessaires et toutes les conditions possibles de propreté. Le repos du dimanche est aussi introduit dans la mesure la plus large.

Les pensions de retraite ouvrières feraient, s'il faut en croire les on-dit parlementaires, l'objet d'une proposition de loi dont l'initiative serait prise par un sénateur. Jusqu'à présent les résultats du système d'assurances libres organisées par la Caisse nationale d'épargne et de retraite avaient été médiocres. Mais de nombreuses sociétés de secours mutuels se sont récemment fondées, et ont été reconnues par arrêté royal. La plupart d'entre elles ont affilié leurs membres à la Caisse de retraite de l'Etat, et leur assurent une pension viagère par des versements opérés en leur nom sur livrets individuels. Le gouvernement a favorisé la création et le fonctionnement de sociétés de ce genre, à l'aide d'un crédit porté pour l'année dernière au budget du ministère des travaux publics.

D'autre part, les progrès de l'épargne sont croissants. Près de 155 millions ont été versés en 1891 à la Caisse d'épargne : 94 millions ont été recueillis dans les bureaux de poste, 32 dans les agences de la Banque nationale, le reste à la Caisse centrale et dans ses succursales. Le montant total des dépôts était au 31 octobre 1892, de 347 millions 840,000 francs. L'augmentation porte surtout sur les petits versements et les livrets de minime importance. Pour empêcher les

capitaux importants d'affluer à la Caisse d'épargne, celle-ci a réduit à 2 0/0 le taux de l'intérêt pour les dépôts supérieurs à 3,000 francs ; les placements inférieurs rapportent 3 0/0. Au cours de la même année, 69,107 livrets ont été ouverts au nom de personnes majeures dont 40,955 exerçant une profession manuelle ; 63,233 nouveaux livrets ont été inscrits au nom d'enfants mineurs. Le nombre des femmes mariées propriétaires de livrets est malheureusement peu considérable, parce que la législation actuelle y apporte des entraves. La Caisse d'épargne retire de ses capitaux en moyenne 3,480/0. Malgré cela, elle trouve moyen de prêter à 2 ou 2 1/2 sous bonne caution pour la construction de maisons ouvrières.

Au cours des deux dernières années 46 sociétés se sont fondées dans ce but : elles ont reçu en prêt de la caisse d'épargne la somme de 2,375,869 fr. et leur capital représentait un avoir de 3,267,500 fr.

Le jeu se développe malheureusement en même temps que l'épargne. Tandis qu'à Namur se fonde un nouveau cercle de jeux, les anciens prennent une importance effrayante. A Ostende, l'entrepreneur s'engage à payer pendant 3 ans 300,000 francs de location l'an. Des scandales administratifs éclatent. La justice poursuit rigoureusement les cercles de jeux prohibés ; des membres du Parlement réclament la sévère intervention du législateur.

Déjà la loi a sévi contre l'excès des liqueurs alcooliques : un droit de licence assez élevé frappe tous les débits nouvellement ouverts. La conséquence immédiate a été de faire baisser le nombre des débits de boissons alcooliques en deux ans (1^{er} déc. 1889 à mars 92), de 191,125 à 154,034. C'est une notable diminution quand on se rappelle l'augmentation annuelle qui se produisait jadis et qui était d'environ 4,400 débits. Malgré les protestations de l'association générale des brasseurs belges, le gouvernement persiste dans sa ligne de conduite. Le ministre de l'instruction publique a encore insisté, dans sa circulaire du 3 avril 1892, sur la nécessité de donner dans les écoles primaires, même de filles, des leçons spéciales sur les dangers des boissons fortes et les pernicious effets de l'alcoolisme. En suite de cette circulaire, les autorités provinciales du Limbourg ont recommandé aux communes de voter un crédit pour l'enseignement de la tempérance par l'action. Elles conseillent l'organisation de sociétés scolaires de tempérance et la distribution d'écrits antialcooliques.

Contre la falsification des denrées alimentaires, plusieurs mesures ont été prises. Les lois et les règlements se sont efforcés de protéger la santé publique en réprimant les fraudes de diverse nature. Des

inspecteurs, chargés de visiter toutes les parties du pays, ont pour mission de veiller à l'exécution de ces mesures, et tout spécialement de contrôler la fabrication et la vente des farines, des divers produits de la boulangerie et de la pâtisserie ainsi que des cafés, des vinaigres et des viandes de boucheries.

Il ne reste plus, pour compléter cet exposé très général et très sommaire, qu'à signaler quelques mesures prises dans l'intérêt de l'agriculture.

Les comices agricoles ont été rappelés tout récemment à une plus stricte observation des devoirs qui leur incombent. De nombreux cours d'agriculture ont été créés dans des communes rurales. D'autre part, les institutions nouvelles créées dans ces dernières années se développent remarquablement ; tels les champs d'expérience. Ces champs cultivés aux frais des particuliers, sous la direction des agronomes de l'Etat, sont déjà au nombre de 75, éparpillés par tout le pays. Le ministre de l'agriculture a mis à la disposition des médecins vétérinaires des dépôts de tuberculine Koch et de malléine pour combattre certaines maladies épidémiques du bétail. Enfin le principe de l'assurance-obligatoire du bétail, adopté par trois provinces, fait de nouveaux progrès. Si le Brabant l'a repoussé formellement, la Flandre Orientale protège les sociétés d'assurances mutuelles de ses subsides et les quatre autres provinces ont mis à l'étude la question de l'assurance obligatoire.

Gand, le 15 février 1893.

Oscar PYFFEROEN,

Avocat à la Cour d'appel de Gand, docteur en sciences politiques et administratives.

REVUE DES LIVRES

- I. SOCIOLOGIE. — J. NOVICOW, *Les luttes entre les Sociétés humaines*.
— L. GUMFLOWICZ, *La lutte des Races*.

- II ECONOMIE POLITIQUE ET SOCIALE. — E. CHEYSSON, *les Institutions patronales*. — BENOIT MALON, *Précis de Socialisme*. — H. JOLY, *le Socialisme chrétien*. — C. GIDE, *Almanach de la coopération française*. — LÉON SAY, *Discours de Richard Cobden*. — H. ST-MARC, *l'Enseignement de l'Economie Politique en Allemagne*. — E. DUTHOIT, *l'Enseignement du Droit et des sciences politiques en Allemagne*.

La sociologie affirme chaque jour sa vitalité par des productions nouvelles. Dans son domaine, sans cesse paraissent des travaux originaux, et sans cesse également les plus importants des travaux existants sont portés par des traductions à la connaissance d'un public de plus en plus nombreux. C'est ainsi que, tout récemment, viennent de s'ajouter aux études sociologiques rédigées en langue française deux ouvrages importants, relatifs tous deux à un même sujet : la lutte des sociétés. L'un a été écrit dans notre langue par un savant russe, M. J. Novicow (1); l'autre est la traduction française d'un livre de l'éminent professeur de Graz, M. L. Gumplowicz (2). Ils portent, avons-nous dit, sur une même question. Il est vrai que le premier seul est intitulé « les Luittes entre les sociétés humaines », tandis que le second se nomme « la Lutte des Races ». Mais il est aisé de voir que ce que M. Gumplowicz appelle « race », n'est pas fort différent de ce que M. Novicow entend par « société ». Tous deux prennent ces expressions dans le sens le plus large, dans le sens de « groupe humain distinct ». M. Gumplowicz n'exige pas pour ses races l'unité de sang et de descendance, pas plus que M. Novicow n'exige pour ses sociétés l'indépendance politique. On est même un peu déçu de

(1) J. Novicow, *les Luittes entre les Sociétés humaines et leurs phases successives*. Paris, Alcan, 1893. Un vol. in-8° de 750 pages.

(2) L. Gumplowicz, *la Lutte des Races*, trad. franç. par Ch. Baye. Paris, Guillaumin (collection des auteurs étrangers contemporains) 1893. Un vol., in 8° de 350 pages.

ne pas trouver chez eux une définition plus précise de la race et de la société. C'est que peut-être une définition bien précise n'est pas encore possible dans l'état présent de la sociologie. Les définitions, dans les études concrètes, ne sauraient précéder la science; elles n'en peuvent être que le résultat. En somme, pour nos deux auteurs, ce qui paraît essentiel pour la constitution d'une race ou d'une société, c'est le facteur mental, c'est l'unité de sentiment et de volonté; cette unité ne se marque pas exclusivement par l'unité de langue, ou par l'unité de religion, ou par l'unité de tradition historique, mais par le désir actuel de former un même peuple, par ce que la langue du droit romain nommait « *affectus societatis* ». Pour la communauté de sang, elle ne paraît pas essentielle. A l'origine, sans doute, les limites des groupes humains ont été tracées par la consanguinité. Mais, dans les sociétés complexes d'aujourd'hui, on n'exige plus que tous les associés soient parents, mais seulement que l'union soit possible entre eux tous, qu'il y ait « libre circulation du sang » à travers la société. — Le groupe ethnique étant ainsi constitué, quelle est sa loi? c'est d'entrer en lutte avec les groupes voisins. Ce combat incessant des sociétés ne leur est pas particulier. Il n'est aucune espèce d'être à laquelle ne s'impose la nécessité de lutter, de l'atome à l'individu humain : M. Novicow surtout a bien mis en lumière cette idée, que le processus sociologique n'est ici (ajouterons-nous : comme partout ?) que la continuation du processus biologique et même du processus inorganique. Maintenant, ces luttes entre sociétés peuvent être de diverses espèces : physiologiques à l'origine, au temps où les hordes se combattent pour s'entredévorer, elles deviennent ensuite économiques, quand le vainqueur ne cherche plus qu'à enlever au vaincu une partie de ses moyens d'existence, pour se les approprier; puis politiques, quand le combat pour la subsistance se déguise en combat pour la suprématie; enfin intellectuelles, quand les nations renoncent au procédé lent et imparfait qui consiste à soumettre leurs voisins par les armes, pour recourir au procédé rapide et perfectionné qui consiste à se les assimiler par la langue, les sentiments et la culture. Les luttes ainsi deviennent sans cesse moins meurtrières; de destructives, elles peuvent même devenir bienfaisantes, le peuple vainqueur dans le combat intellectuel élevant le vaincu à sa propre civilisation. Mais, quoi qu'il en soit, elles sont éternelles : la nature des sociétés, comme de tous les êtres, est de chercher incessamment à s'étendre, et ce mouvement les oppose fatalement les unes aux autres; une nation ne cesse de combattre qu'en cessant d'exister.

Telle est, à ce qu'il nous semble, l'idée directrice commune à nos deux auteurs. Ce n'est point à dire qu'ils l'aient exprimée de la même façon. Le livre de M. Novicow est plus complet; il analyse avec plus de détails les procédés de la lutte entre sociétés; ses huit cents pages, qui se lisent

sans fatigue, quoiqu'elles ne soient pas toujours exemptes de redites, sont l'étude la plus approfondie qui existe sur la matière ; elles contiennent, entre autres, un véritable « code de la dénationalisation » à l'usage des conquérants et des politiques, gens que l'auteur tient pourtant d'ordinaire en assez médiocre estime. L'essai de M. Gumplowicz, plus rapide, est peut-être en revanche plus original. Tandis que M. Novicow semble accepter les idées fondamentales de l'école évolutionniste, M. Gumplowicz rejette un des principes les plus importants de la théorie d'Hœckel, le monogénisme, et combat énergiquement la formule générale d'Herbert Spencer : « l'évolution est le passage de l'homogène à l'hétérogène ». En ce livre comme dans d'autres travaux (1), le professeur autrichien rompt des lances en faveur du polygénisme et de l'hétérogénéité primitive de l'humanité. Celle-ci a commencé, selon lui, par une multitude de petits groupes isolés, de « hordes » sans parenté entre elles. La guerre les a mises pour la première fois en contact ; elle a amené leur fusion, par la subordination des vaincus aux vainqueurs ; les races primitivement isolées sont devenues les castes d'une même nation. C'est donc la guerre qui a permis la formation des grands Etats, et a été par là l'initiatrice de la civilisation. On retrouve dans cette idée la déification de la guerre, chère aux écrivains d'outre-Rhin. Mais il faut reconnaître que M. Gumplowicz l'exprime avec une force, avec une ingéniosité très grandes. Et à coup sûr, si ce n'est pas là toute la vérité, — si l'on trouve dans les sociétés comme dans les individus certaines forces mentales qui peuvent se développer sans qu'une lutte s'en suive, en produisant au contraire l'accord et l'harmonie —, il y a pourtant dans cette doctrine tant de vrai, que le méconnaître serait fermer volontairement les yeux à la lumière, et nier l'évidence même.

Par un autre côté encore, le livre de M. Gumplowicz est extrêmement intéressant. En montrant à l'origine de l'humanité des hordes hétérogènes, dont malheureusement il ne précise pas (mais le pourrait-il ?) la composition et le régime, ce livre rompt définitivement avec les théories préconçues sur la famille patriarcale primitive, sans tomber davantage dans l'erreur de ceux qui parlent d'un matriarcat existant partout au début. L'hypothèse de l'auteur est assez large pour qu'on puisse admettre, avec elle, soit que ces deux formes de gouvernement domestique aient coexisté originairement, soit qu'elles n'aient pris naissance que par une différenciation postérieure. Les progrès de la science sociale nous renseigneront sur ce point. Mais certainement ce sera un honneur pour l'auteur de ce livre d'avoir entrevu dans ses grandes lignes la solution du problème

(1) Voir notre compte-rendu de « die sociologische Staatsidee » du même auteur, dans le 1^{er} numéro de cette Revue.

des sociétés primitives, sans prétendre pour cela rendre inutiles toutes recherches ultérieures, et au contraire en les suscitant.

Pour conclure, nous dirons que les travaux de M. Novicow et de M. Gumpłowicz sont à la fois assez d'accord sur une idée maîtresse — celle du fait universel de la lutte entre sociétés — pour qu'on voie dans cet accord la reconnaissance d'une loi désormais acquise à la science ; et assez dissemblables dans leurs procédés et dans leur esprit pour que l'originalité de chacun d'eux demeure entière (1) et pour que de leurs divergences mêmes se dégage cette conclusion, favorable elle aussi, on peut l'espérer, au développement des études sociales, que tout n'est pas dit en ces matières même après que ces savants travaux, et qu'il y reste, assez de points obscurs pour qu'un peu plus de lumière y ait encore beaucoup de prix.

Dans l'importante collection des rapports sur l'Exposition universelle de 1889, M. E. Cheysson vient de faire paraître son rapport sur la section consacrée, dans le groupe d'économie sociale, aux institutions de patronage (2). L'idée de former un musée des œuvres patronales, réalisée pour la première fois par Le Play en 1867, a été reprise avec succès par le comité de l'exposition de 1889. M. E. Cheysson, nous expose, en des pages bien vivantes malgré leur caractère tout technique, comment on est arrivé à synthétiser dans un étroit espace des données très complètes — statistiques, graphiques et même figurées — sur les institutions de patronage des principales maisons françaises et de beaucoup de maisons étrangères. Et à ce propos l'auteur nous donne ses idées personnelles sur la valeur et l'amélioration de ces institutions : assurances de toute espèce, caisses de retraites, sociétés de consommation, logements ouvriers, etc. Trois principes généraux les dominent : l'auteur préfère l'initiative individuelle, ou celles des associations librement formées, à l'intervention de l'Etat ; il veut que les patrons, tout en s'occupant fort de la situation de leurs ouvriers, n'aient pas la prétention d'assurer le bonheur de ceux-ci par voie d'autorité, mais au contraire cèdent aux travailleurs eux-mêmes une partie ou même la totalité de la direction des œuvres de prévoyance ; enfin, il estime avec grande raison qu'il ne suffit pas à l'industriel d'employer des sommes considérables en œuvres de prévoyance, qu'il lui faut

(1) Les deux auteurs ne semblent, du reste, pas se connaître ; du moins M. Novicow ne fait aucune allusion à l'ouvrage de M. Gumpłowicz publié en allemand il y a plusieurs années déjà.

(2) E. Cheysson. Les institutions patronales. Rapports des jurys de l'exposition de 1889 : économie sociale : section XIV. Paris, Imprimerie nationale, 1892. Un vol. in-4° de 150 pages.

surtout vivifier ces œuvres par l'amour et le dévouement. Le patronage est un mécanisme qui ne vaut que ce que vaut le patron. Mais si celui-ci a le vrai sentiment de ses devoirs et s'il sait les remplir, il s'attachera l'ouvrier, et ainsi seront prévenues les crises de l'industrie et du salariat.

M. Cheysson constate avec plaisir que d'après les résultats donnés par l'Exposition, le nombre de ces patrons généreux et sages, tend sans cesse à s'accroître — même, et peut être surtout, parmi les sociétés anonymes — et il en conclut naturellement à l'excellence même du patronage.

On peut se demander pourtant si des institutions de cette sorte parviennent à contenter les désirs des salariés. Supposez-les infiniment plus développées et plus parfaites qu'elles ne le sont, je ne sais si elles les satisferaient ; il suffit qu'elles soient l'œuvre du patron pour être mal vues d'un très grand nombre. Si habilement qu'il s'y prenne, les dons du patron ont presque toujours l'air d'une aumône ; et ce que les « travailleurs » réclament, ce n'est pas la charité, « c'est la justice ». Aussi les œuvres de patronage ne sont-elles qu'une faible digue au flot montant des revendications ouvrières. Tel socialiste serait disposé à ne voir en elles — à tort assurément — qu'une création hypocrite de la ploutocratie, qui consent à sacrifier un peu de son or pour sauver tout le reste, pour faire oublier l'origine scandaleuse de sa fortune. Au fond M. Benoit Malon ne dit guère autre chose, dans le « Précis du Socialisme » que nous avons sous les yeux (1). Ce nouvel ouvrage de l'infatigable apôtre du « socialisme réformiste » n'est à vrai dire, qu'un résumé de son grand traité en trois volumes « le Socialisme intégral ». Plus d'une moitié de ce Précis, est consacré à l'histoire de la doctrine socialiste. Le reste nous indique les « réformes sociales urgentes » et donne des « perspectives » sur l'avenir. M. Malon n'est pas l'ennemi de la coopération mais il veut — cela va sans dire — qu'elle soit complétée par l'intervention de l'Etat, auquel tout individu a le droit de demander du travail. L'Etat, avec le produit des successions collatérales qui lui seront attribuées, et de l'impôt sur les successions *ab intestat* en ligne directe et sur les successions testamentaires, organisera des institutions d'assurances. Un « ministère du travail » refondra notre législation industrielle, réorganisera le travail dans les ateliers d'Etat et dans les prisons, fera la statistique de la production et de la consommation, pourra servir d'arbitre dans les conflits industriels et trouvera du travail pour les ouvriers inoccupés en temps de crise. Le crédit sera socialisé, par la création d'une Banque d'Etat. Les usines, les chemins de fer et toutes les industries

(1) Benoit Malon. Précis historique, théorique et pratique de socialisme. Paris, librairie de la Revue socialiste (10, rue Chabanaïs), octobre 1892. Un vol. in-12, de 340 pages.

« sidérurgiques » feront retour à la collectivité. On portera dans toutes les communes la vie politique, philosophique, littéraire et artistique. Tous les Etats deviendront des Républiques fédéralistes, fondées sur un suffrage vraiment universel auquel les femmes seront admises, et gouvernées par deux Chambres, l'une politique, l'autre économique, avec referendum populaire. Voilà pour les réformes immédiates. Quant à l'avenir, les capitaux seront socialisés, avec maintien de la propriété privée pour les produits ; par la suppression des privilèges, le sort du producteur sera incomparablement amélioré ; le travail deviendra « un divertissement hygiénique » de 5 ou 6 heures au plus par jour ; chacun sera libre de choisir sa vocation, toutes les professions étant égalisées ; les jouissances esthétiques deviendront le lot de tous les hommes ; le règne de la solidarité universelle s'établira. Les uns taxeront sans doute ces propositions d'utopies pures ; les autres y verront au contraire un programme de réformes réalisables, auxquelles les hommes de progrès doivent travailler. Ce qui est inconstable, c'est la sincérité avec laquelle elles sont proposées. M. Benoît Malon est un apôtre ; et s'il en a toutes les exagérations, il en a aussi la conviction puissante et l'entraînante chaleur. Pour lui, le socialisme n'est pas seulement une doctrine économique, les réformes qu'il doit apporter ne sont pas uniquement matérielles, elles sont principalement morales ; il faut d'abord, sans doute, faire cesser la misère, mais il faudra ensuite instaurer la fraternité humaine. « Le socialisme doit attaquer tous les maux sociaux et moraux, et mettre fin non seulement à l'exploitation de l'homme par l'homme, mais encore à tous les égoïsmes, à toutes les duretés nuisibles, par suite à toutes les souffrances (chap. XVI, p. 149). » « Il doit rallier... tous les souffrants et tous les espérants (id., p. 150) ». Le socialisme est une foi, la foi en l'humanité de l'avenir, en l'humanité débarrassée de la misère et de l'égoïsme, solidarisée et unifiée ; il est l'avant-coureur « d'un monde de justice qui veut naître ».

En face de ce livre aux allures prophétiques, aux accents révolutionnaires, nous trouvons — paru presque en même temps — un ouvrage qui en est comme l'antithèse, le « Socialisme chrétien » de M. Henri Joly (1). Non que M. Joly ait prétendu réfuter dans leur ensemble les théories socialistes. Il ne s'en prend guère qu'à ceux qui ont prétendu abriter sous l'autorité de l'Eglise des théories plus ou moins communistes. Mais, parmi les arguments qu'il fait valoir contre eux, on retrouve en maint endroit les critiques de l'école dite libérale contre la théorie de l'Etat-Providence. Pour ce qui est l'objet propre de son livre, M. Joly suit avec

(1) H. Joly, le Socialisme chrétien. Paris, Hachette, 1892, un vol. in-16 de 336 pages.

patience dans le cours de l'histoire, les diverses manifestations du socialisme chrétien et il essaie de montrer qu'il n'a aucune racine solide dans la doctrine vraie de l'Eglise. Ni la Bible, ni l'Evangile, ne sont imprégnées de socialisme. Dans la primitive Eglise de Judée, le communisme n'était nullement imposé ; la charité restait libre. Pour les Pères, quoiqu'en ait dit, la richesse n'est pas un mal par elle-même. Au moyen âge, les hérétiques seuls sont communistes. C'est plutôt au dix-septième siècle que l'orthodoxie s'accommode (avec les œuvres de Bossuet par exemple), de déclamations contre la richesse. Mais depuis, révolutionnaires et chrétiens ont suivi des voies bien différentes. Les tendances socialistes de nombre catholiques d'aujourd'hui sont, M. Joly l'affirme, directement contraires aux vues et aux désirs de la papauté. Quant aux socialistes protestants, ils sont à peine mentionnés. — En somme, pour l'auteur de ce livre, le christianisme n'a pas la prétention d'apporter une solution de la question sociale, et il ne faut pas lui en demander une. Le christianisme recommande aux puissants la charité, et la patience aux humbles, mais c'est tout ; et quant à l'organisation du travail et aux droits d'intervention de l'Etat en matière économique, il est absolument muet. C'est cette thèse que M. Joly a soutenu d'un bout à l'autre de son livre, avec érudition et sagesse, quoique peut-être parfois en la forçant un peu, par exemple en ce qui concerne l'absence du socialisme véritable chez les Pères. Emile de Laveleye a écrit jadis — dans la préface de son *Socialisme contemporain*, si nous ne nous trompons — que c'est dans l'esprit chrétien qu'il faut chercher les origines vraies du socialisme. Cette idée, on le voit, ne peut plus être acceptée aujourd'hui sans restriction ou du moins sans examen préalable ; et les futurs historiens du socialisme, qui voudront reprendre la question, ne pourront se passer de lire et de discuter l'étude de M. Joly.

Avec les précédents ouvrages, nous avons assisté à des luttes de doctrines. Mais tandis que les théoriciens argumentent, les hommes d'initiative agissent. Le mouvement coopératif, notamment, suit son cours sans interruption, et continue ses progrès. Il vient de trouver son expression adéquate, pour la France du moins, dans un intéressant almanach de la coopération qu'a publié M. Charles Gide, avec le concours de nombreux coopérateurs de tous pays (1). Cet almanach, destiné à la propagande populaire (il se vend au prix modique de vingt centimes), n'en renferme pas moins, dans ses cent vingt-cinq pages, une mine de renseignements précieux : les biographies des « douze apôtres de la coopération » (Fourier, Buchez, Leclaire, Godin, Owen, Maurice, Vansittart-Neale, Holyoake,

(1) *Almanach de la Coopération française*, 1893 (première année). Paris, Imprimerie nouvelle (association ouvrière), 11, rue Cadet. — Brochure in-16 de 125 pages.

Schulze-Delitsch, Raiffaisen, Vigano, César de Paepe); l'histoire de la fondation, des progrès, des succès et des revers des principales sociétés coopératives; une statistique de la coopération dans les différents pays; des études sur les institutions voisines, etc. C'est un petit livre qui mérite de se répandre, car ses enseignements sont forts et sains. On nous dit que, bien qu'imprimé au chiffre relativement considérable de huit mille exemplaires, il se trouve déjà épuisé. Souhaitons lui donc de nouveaux tirages prochains et longue vie pour l'avenir.

A côté de cette œuvre des « propagandistes » contemporains, signalons la réédition de celle d'un des plus grands agitateurs économiques du passé, Richard Cobden. La « Petite Bibliothèque économique française et étrangère » de la maison Guillaumin, vient de s'enrichir d'un quatorzième volume en donnant une traduction française de dix discours de Cobden contre les lois-céréales ou sur d'autres grands sujets sociaux (1). M. Léon Say a écrit l'attachante introduction qui précède le volume, et il a revu, pour les discours mêmes de Cobden, la traduction de Bastiat. Il a eu l'heureuse idée de nous donner ces discours non plus par « morceaux choisis », comme on le fait d'ordinaire, mais dans leur intégrité, ce qui permet d'apprécier beaucoup mieux le talent à la fois si sobre et si puissant du grand agitateur. La vie de Cobden est un rare exemple de désintéressement, de courage et de civisme longtemps méconnus, enfin triomphants. Des hommes de toute doctrine peuvent se rencontrer dans l'admiration de ce noble caractère, et dans une commune gratitude pour ceux qui nous le font mieux connaître.

Enfin, nous devons mentionner deux intéressants ouvrages relatifs à l'enseignement des sciences sociales à l'étranger : l'essai de M. Henri Saint-Marc, professeur d'économie politique à la Faculté de droit de Bordeaux, sur « l'Enseignement de l'Economie politique en Allemagne » (2), et celui de M. Eugène Duthoit, maître de conférences à la Faculté libre de droit de Lille, sur « l'Enseignement du Droit et des Sciences politiques en Allemagne » (3). Tous deux ont été écrits à la suite de voyages scientifiques, où leurs auteurs étaient allés demander à la fréquentation directe des universités allemandes, le secret de cette force qui les met sans contredit au premier rang des établissements d'enseignement supérieur des deux mondes. Ils nous décrivent, d'une façon vive et pénétrante, comment les sciences juridiques et économiques s'en-

(1) Léon Say : Richard Cobden : Ligue contre les lois céréales et Discours politiques. — Paris, Guillaumin, 1893; 1 vol. in-16 de XXII-304 pages.

(2) Paris, Larose et Forcel, 1892. 1 vol. in-8° de 150 pages.

(3) Paris, Arthur Rousseau, 1893. 1 vol. in-12 de 250 pages.

seignent de l'autre côté du Rhin, comment se recrutent les maîtres et les élèves, en quoi consistent les cours et les séminaires, ce que sont les programmes et les examens, quel esprit à la fois de large sympathie pour toutes les idées scientifiques et de minutieuse étude des faits règne dans ces Universités. Ils en tirent l'indication de réformes applicables à nos Facultés françaises. M. Saint-Marc ajoute à son livre une série de portraits des principaux professeurs d'économie politique allemands, — Menger, Wagner, Schmoller, Brentano, Conrad, etc... — une esquisse de leurs travaux et la liste de leurs ouvrages. Il nous fait ainsi pénétrer dans l'intimité d'hommes éminents, dont plusieurs ont exercé sur le mouvement des idées économiques une influence décisive. A côté de l'histoire de l'enseignement, il écrit l'histoire même de la science. En nous apprenant les résultats acquis dans un pays voisin, de tels livres nous incitent à améliorer nos institutions, à renouveler nos méthodes : il rendent service à notre enseignement national.

R. W.

REVUE DES PÉRIODIQUES

I. Principaux articles de science sociale parus dans des revues récentes (1893).

Revue des Deux-Mondes. — 1^{er} janvier 1893. G. d'Avenel : La propriété foncière de Philippe-Auguste à Napoléon (I). — 15 janvier. Ferdinand Brunetière : La lutte des races, à propos du livre de M. Gumplovicz. — 1^{er} février. Anatole Leroy-Beaulieu : les Juifs et l'Antisémitisme (V). — 15 février. G. d'Avenel : La propriété foncière (II).

Revue d'Economie politique. — Janvier 1893. Charles Gide : Le mouvement coopératif en France dans les dix dernières années. — G. François : Le billet de banque international. — C. Gide et Maurice Lambert : Chronique économique. — E. Villey : Chronique législative ; Revue des revues de langue française ; Bulletin bibliographique. — Février 1893. M. Chaptal : un projet de traité de commerce avec l'Angleterre sous le Consulat. — L. Duguit : La séparation des pouvoirs et l'Assemblée nationale de 1789. — H. Santangelo-Spoto : La propriété et le collectivisme au 18^e congrès ouvrier italien de Palerme. — E. Villey : Chronique législative. — Bibliographie.

Revue Socialiste. — Janvier 1893. Robert Bernier : Étude sur Léon Gladel. — Henri Aimel : La révolution de demain. — Stéph. Jousselin : Les Chevaliers du travail. — Eug. Fournière : L'âme de demain. — B. Malon : Lundis socialistes. — Henri Galiment : Le Socialisme et ses dé-

tracteurs. — Jules Magny : Un drame socialiste sur la scène anglaise. — Alexis Spéro : La situation. — V. Jaclard : Chroniques sociales. — Adrien Veber : Mouvement social. — G. Rouanet : Revue des livres. — Février 1893. V. Jaclard : La corruption politique. — M. Charnay : Le logement gratuit. — G. Diamandy : Le Déceptionnisme dans la littérature roumaine. — J.-F. Malan : Étude sur J. de Strada. — E. de Pompery : Le sentiment de justice et l'idée de l'organisation sociale. — Paul Buquet : L'enseignement secondaire et l'histoire de l'art. — A. Delon : La question sociale devant les corps élus. — Mouvement social. — Revue des livres.

Revue Philosophique. — Février 1893. Paul Janet : L'unité de la philosophie.

Archives d'Anthropologie Criminelle. — Janvier 1893, G. Tarde : Biologie et sociologie.

Revue mensuelle de l'Ecole d'Anthropologie de Paris. — Janvier 1893, J.-V. Laborde : Coup d'œil historique sur les origines et la fonction du langage. — Février 1893, A. Bordier : Naissance et évolution des idées et des pratiques médicales.

L'Emancipation. — Janvier 1893, Hoenschke : La réforme morale doit-elle précéder ou suivre la réforme sociale ? — Février 1893, Charles Gide : Une victoire coopérative. — De Boyve : L'action sociale.

Revue sociale et politique (Bruxelles, 1893). — Fascicule 1. — F.-S. Nitti : Le mouvement économique et social en Italie en 1891. — Léon Méerens : La Caisse générale d'épargne et de retraites. — Fascicule 2. — Julius Keller : L'impôt sur le revenu en Prusse. — Louis Bridel : Le mouvement féminisme et le droit des femmes.

Zeitschrift für die gesammte Staatswissenschaft (1893, I). — Voigt : Produktion und Erwerb. — Pflug : Zur Arbeiterfrage auf dem Lande. — Von Veichs : Über das Wesen und die Grundlagen der Eisenbahnzütarife. — Schaeffle : Zur wissenschaftlichen Orientierung über die neueste Handelspolitik.

Zeitschrift für Litteratur und Geschichte der Staatswissenschaften (1893, I). — Dietzel : Beiträge zur Geschichte des Socialismus und des Kommunismus (I). — Oncken : Ludwig XVI und das physiokratische System. — Rabbeno : Ein neues System der Socialökonomie (I).

Archivio Giuridico (1893, vol. L, fasc. 1). — Capone : Saggio di ricerca sulle vicende della proprietà et sulla origine storica del possesso in Roma.

La Nuove Scienze Penale (1893, I). — Francesco Magri : Diritto Penale e Sociologia Giuridica.

Rivista Internazionale di Scienze Sociali e discipline ausiliare. — Gennaio 1893. — L. Talamo : la Giustizia nella sociologia dei moderni evoluzionisti. — G. Toniolo : La genesi storica dell'odierna crisi sociale-economica. — F. Tolli : Il card. Lavignerie e la società antischiavista. —

Febbraio 1893. Rossignoli : Leone XIII e la restaurazione delle scienze sociali : Milanese : Origine prima della famiglia umana. — Toniolo : La genesi, etc... (Suite).

II. *Périodiques nouveaux.*

Nous signalons avec plaisir l'apparition récente de plusieurs revues étrangères consacrées aux études sociales : la *Zeitschrift für Litteratur und Geschichte der Staatswissenschaften*, trimestrielle, dirigée par le Dr Frankenstein, de Berlin, et publiée par C. L. Hirschfeld, à Leipzig, dont le premier numéro est analysé ci-dessus ; 2° les *Blätter für soziale Praxis*, revue hebdomadaire de la législation et du mouvement social, publiée par le Dr N. Brückner, à Francfort sur le Mein ; 3° la *Nuova Scienza Penale*, fondée par le professeur Francesco Magri, de Pise, dans l'esprit de la criminologie anthropologique ; 4° la *Rivista Internazionale di Scienze Sociali*, publiée à Rome par l'Union catholique pour les études sociales en Italie.

En France également, l'année 1893 a vu paraître : 1° la *Paix* par le Droit, revue semi-mensuelle des questions internationales, et transformation du Bulletin de la Société des jeunes Amis de la Paix ; ses deux premiers numéros (janvier et mars 1893) contiennent d'intéressants articles de MM. Charles Richet, Ferdinand Dreyfus, Frédéric Passy, Dr Löwenthal (de Berlin), etc... ; 2° une *Revue de Métaphysique et de Morale*, fondée par M. Xavier Léon (Paris, Hachette) et dont le premier numéro contient les articles suivants : Félix Ravaisson, *Métaphysique et Morale* ; H. Poincaré, *le continu mathématique* ; F. Rau, *questions de philosophie première* ; L. Conturat, « l'Année Philosophique » de MM. Renouvier et Pillon ; L. Brunschvig, *la philosophie d'Ernest Renan*.

OUVRAGES REÇUS AU BUREAU DE LA REVUE.

- Annuaire statistique de la Ville de Paris pour 1890. Paris, Masson, 1892.
- Albert Babeau : La lutte de l'Etat contre la cherté en 1724. P., Leroux, 1892.
- Henry Béranger : L'Effort. P., Colin, 1893.
- Bernard-Lavergne : L'évolution sociale. P., Fischbacher, 1893.
- D^r Jacques Bertillon : De la morbidité et de la mortalité par professions. P., 1892.
- Maurice Block : L'Europe politique et sociale (2^e éd.). P., Hachette, 1893.
- Hubert Brice : Le droit d'association et l'Etat. P., Rousseau, 1893.
- Maxime du Camp : Le Crépuscule. P., Hachette, 1893.
- De Chambrun : Mes conclusions sociologiques. P., Calmann Lévy, 1893.
- A. Chrétien : Principes de Droit international public. P., Chevalier-Marescq, 1893.
- Emile Durkheim : De la division du travail social. P., Alcan, 1893.
- Enrico Ferri : La sociologie criminelle. P., Rousseau, 1893.
- Ambrogio Giacobone : I diritti della donna sedotta. Varzi, tip. de Grandi, 1893.
- Ernest Grillon : Le chèque barré. P., Guillaumin, 1890.
- Paul Guieysse : Rapport à la chambre des Députés sur les caisses de retraites ouvrières. P., 1893.
- A. Hamon : La France politique et sociale en 1891. P., Savine, 1893.
- Raoul Jay : La question ouvrière en Suisse. P., Larose, 1893.
- Georges Lyon : La philosophie de Hobbes. P., Alcan, 1893.
- Michel Revon : Etude sur Joseph de Maistre. P., Bureau de la Nouvelle Revue, 1892.
- Eugène de Roberty : La recherche de l'unité. P., Alcan, 1893.
- Eugène Rostand : L'action sociale par l'initiative privée. P., Guillaumin, 1892.
- Statistica amministrativa degli ospitali. Roma, 1892.
- Statistica della e migrazione italiana. Roma, 1892.
- Typaldo-Bassia : La protection industrielle et le nouveau régime douanier. P., Chevalier-Marescq, 1893.

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

UN SÉMINAIRE DE SOCIOLOGIE.

En attendant que l'enseignement de la sociologie générale soit entré dans le cadre régulier de nos cours, j'ai cru qu'il pourrait être intéressant de convier quelques-uns de nos élèves les plus zélés à étudier en commun les problèmes essentiels de cette science, et j'ai tenté d'organiser, pendant le second semestre de 1891, un séminaire de sociologie. Ce titre paraîtra peut-être bien ambitieux pour désigner ces colloques purement privés, où avec le concours d'étudiants laborieux, j'ai tâché d'élucider quelques-unes des principales questions sociologiques. Je l'emploie cependant à défaut d'autre, et parce que mon but a été de suivre d'aussi près que possible la méthode et les procédés des séminaires allemands (1). Sept étudiants en doctorat ont répondu à mon appel, et pendant dix séances nous avons essayé d'arriver, par la collaboration féconde du maître et des élèves, à une solution précise des premiers problèmes de la sociologie générale.

Comme en Allemagne, à chacune de nos réunions, un des membres du séminaire faisait un rapport sur la question posée, et formulait les conclusions auxquelles l'avaient conduit ses recherches personnelles. C'était la base de la discussion. Je me suis toujours attaché à laisser à chacun la plus complète indépendance et la plus

(1) Saint-Marc, *Etude sur l'enseignement de l'économie politique dans les Universités d'Allemagne et d'Autriche*, p. 101 et 133.

large initiative ; et j'ai constaté avec une vive satisfaction que ces questions difficiles ont souvent provoqué des observations très justes, des aperçus ingénieux, quelquefois profonds. Mon rôle s'est toujours borné à diriger et à résumer la discussion, et je ne faisais connaître mon avis personnel, que lorsqu'elle était entièrement achevée.

I. — Existe-t-il une science sociologique ? Telle est la question qui s'imposait la première à notre examen ?

L'auteur du rapport s'est attaché à montrer que, non plus que les autres phénomènes naturels, les faits sociaux ne pouvaient être le produit du hasard ou d'une volonté particulière, qu'ils devaient rentrer dans le déterminisme universel, et que, par conséquent, ils pouvaient et devaient faire l'objet d'une science.

D'ailleurs, a-t-il ajouté, les faits sociaux sont identiques aux phénomènes de la vie. La société est elle-même un être vivant. Malgré d'incessantes transformations, toute société humaine déterminée reste permanente dans son individualité. Sa structure intime est identique à celle des individus vivants. Comme tout être vivant, une société humaine est un agrégat de cellules vivantes, et les phénomènes sociaux, comme les phénomènes de la vie, résultent de l'action et de la réaction de ces cellules vivantes les unes sur les autres. De même donc qu'il y a une biologie scientifique, de même il doit y avoir une sociologie scientifique.

Les différentes objections dirigées contre le caractère scientifique des études sociales ont été examinées et réfutées.

La sociologie, a-t-on dit, n'est point une science, parce qu'elle n'est point encore arrivée à des conclusions précises. On a répondu : la sociologie ne date que de hier ; on ne saurait donc s'étonner qu'elle ne donne encore que des résultats imparfaits. Les phénomènes sociaux sont extrêmement nombreux et les plus complexes des phénomènes naturels. Cela explique suffisamment pourquoi la science sociologique a paru la dernière dans l'histoire de l'esprit humain, et pourquoi elle est aujourd'hui moins développée que les autres sciences ses devancières. D'ailleurs, jusqu'au xix^e siècle, on a exclusivement appliqué aux études sociales la méthode déductive, tout à fait impuissante comme méthode de découverte et instrument de progrès scientifique. Sans nier le rôle de l'hypothèse dans l'invention, il faut affirmer que la méthode d'observation est seule une méthode scientifique (on doit faire évidemment exception pour les sciences mathématiques, qui ont un caractère spécial). Nous avons fait en outre observer que plusieurs causes ont contribué encore à entra-

ver les progrès de la sociologie. C'est d'abord l'impossibilité de procéder par voie d'expérimentation. C'est d'autre part la multitude des préjugés d'origine et d'espèces diverses, qui enveloppent à son insu l'observateur, et dont malgré ses efforts il ne peut jamais se dégager entièrement.

Les adversaires de la sociologie ont dit aussi qu'elle n'était pas une science, parce que les prévisions certaines lui étaient impossibles. L'objection ne porte pas ; l'impuissance dans laquelle se trouve le sociologue de faire des prévisions, n'est que momentanée et tient uniquement à l'état encore imparfait de sa science. Cette prévision deviendra assurément possible le jour où une quantité considérable de faits sociaux auront été observés et classés. D'ailleurs, il est certaine branche de la physique, la météorologie par exemple, à laquelle personne ne conteste le caractère scientifique, et qui, de l'aveu même de ses représentants les plus autorisés, est dans l'impossibilité de formuler des prévisions certaines.

II. — Une question vitale se pose au début même de toute étude de sociologie scientifique. Elle a fait dans notre séminaire l'objet d'un examen approfondi. Nos collaborateurs en ont bien compris l'importance capitale. Ne peut-on pas dire que la sociologie scientifique n'existe pas, ne peut pas exister, parce qu'elle a pour objet des phénomènes d'une nature toute spéciale, absolument différents des phénomènes physiques et biologiques ? Les faits sociaux ont pour facteur principal l'activité humaine ; et cette activité humaine est de sa nature essentiellement libre. Ne doit-on pas affirmer que, dans les études sociales, on peut arriver sans doute à déterminer des lois de tendance, des lois approximatives, mais qu'il est impossible de formuler de véritables lois scientifiques, parce que le cours des événements sociaux dépend de l'intervention libre de l'homme et par conséquent n'est point et ne peut être déterminé ?

Le problème, au reste, n'est pas nouveau, ce n'est pas autre chose au fond que la vieille question du libre arbitre et de la prescience divine. Ce n'est donc, nos collaborateurs l'ont fait justement observer, qu'une question de métaphysique. Dès lors, une objection, tirée d'un pur concept métaphysique, ne peut point être opposée à une science fondée exclusivement sur l'observation directe des faits. D'ailleurs, n'y a-t-il pas autant de raisons pour et contre la liberté ?

Les membres de notre séminaire se sont surtout attachés à montrer que rien ne prouve que les faits du monde social dépendent de

volontés particulières, que tout se passe au contraire comme si la liberté n'existait pas, et que les faits sociaux, qui peuvent être observés et comptés, paraissent au contraire aussi rigoureusement déterminés que les phénomènes physiques et biologiques. On a eu recours, pour le montrer, aux données fournies par la statistique, qui est déjà un moyen puissant d'investigation. Elle établit que les faits sociaux qui paraissent dépendre le plus directement du libre arbitre se produisent néanmoins dans les diverses sociétés humaines avec une constance presque mathématique, et que les mêmes causes font varier toujours dans les mêmes proportions le nombre de ces faits. Le moment n'est pas loin où, grâce à des statistiques bien faites, l'évolution de ces faits pourra être exprimée par une courbe géométrique.

D'autre part, notre séminaire n'a pas hésité à examiner la question au point de vue métaphysique, bien que ce fut là sortir du domaine sociologique. A la suite d'une longue discussion, nous sommes arrivés à la conception suivante de la liberté humaine : Si l'homme est libre, ce ne peut être qu'en ce sens qu'il veut consciemment ce qui est conforme à l'ordre établi dans l'univers, c'est-à-dire au déterminisme universel. L'homme a conscience qu'il peut se soustraire à ce déterminisme ; mais à l'état normal, il veut consciemment ce déterminisme. Si quelques volontés particulières tendent à s'y opposer, elles sont sans influence sur le cours des choses, car elles sont une quantité négligeable, à côté de la somme des volontés libres, qui veulent constamment et consciemment ce déterminisme universel.

L'objection tirée du libre arbitre étant écartée, se trouve par là même réfutée l'argument tiré contre la sociologie scientifique, de l'action que peut avoir sur la vie d'une société la présence d'un homme de génie. On a ajouté avec Herbert Spencer : Ou bien l'homme de génie est le produit d'une cause surnaturelle, alors c'est un fait extra-scientifique, dont on n'a plus à s'occuper ; ou bien l'homme de génie est le produit d'une cause naturelle, et alors son action rentre dans le déterminisme général.

III. — A côté de la science sociale, existe-t-il un art social ? Quels sont ses rapports avec la sociologie ? Telle est la troisième question que nous avons étudiée.

On est d'accord sur la définition générale de l'art : L'art est un ensemble de procédés, dus à l'activité de l'homme et tendant à atteindre un résultat déterminé. L'art appliqué à la société, tendant à atteindre un but déterminé, implique donc chez l'homme une acti-

vité libre et consciente. Mais dans l'hypothèse d'un déterminisme universel, l'activité libre de l'homme étant considérée comme une quantité négligeable, l'art social, produit direct de cette activité, peut-il exister? L'objection est puissante et vaut qu'on la discute de près.

Nous avons été d'accord, après discussion, pour reconnaître que l'art social existe, mais que son domaine est bien restreint. Ayant conscience de la vie sociale, ayant conscience de la solidarité intime qui unit la vie sociale et la vie individuelle, l'homme a en même temps conscience de la nécessité qui s'impose à lui d'assurer le développement de cette vie sociale et de soustraire la société à l'action des causes extérieures qui peuvent y porter atteinte. L'art social se réduit donc au travail entrepris consciemment et nécessairement par l'homme pour soustraire la vie sociale à l'action des causes étrangères et perturbatrices.

Il suit de là que, par l'art social, l'homme est impuissant à modifier, à hâter ou à ralentir l'évolution générale de la société.

Il suit de là encore que l'art social a pour condition nécessaire les lois qui président à la vie sociale, et procède directement de la science sociale.

On a bien objecté que dans l'histoire de l'esprit humain, les procédés d'art ont apparu avant la recherche des lois scientifiques. C'est possible : mais le grossier empirisme des premiers âges ne peut point être assimilé à un art social. Il n'y a eu art social que du jour où les procédés de l'homme ont été dirigés par une observation raisonnée, quoique encore imparfaite, de l'évolution sociale.

IV. — L'existence de la sociologie scientifique étant établie, il reste à en déterminer les différentes parties.

Les membres du séminaire ont été d'accord pour reconnaître que les phénomènes sociaux doivent être classés en deux grandes catégories, distinctes sans doute, mais unies par des liens intimes : les phénomènes de nutrition et les phénomènes de relation.

La richesse étant pour le corps social l'élément de nutrition, on voit apparaître toute une classe de phénomènes sociaux, relatifs à la production, à la répartition et à la consommation de la richesse sociale, et en même temps une première branche de la Sociologie générale, qui étudie spécialement des lois de ces phénomènes : c'est l'économie politique.

D'autre part, la vie sociale elle-même fait naître une série de relations entre la collectivité et les individus qui la composent, entre les

groupes sociaux faisant partie d'un même agrégat, entre les individus eux-mêmes, et enfin entre deux ou plusieurs sociétés différentes. De là toute une autre série de phénomènes de relation ou phénomènes juridiques, et une seconde branche de la sociologie : le droit, qui cherche à formuler les lois des phénomènes sociaux de relation.

On a souvent indiqué deux autres branches de la sociologie générale ; mais malgré un examen minutieux nous n'avons trouvé aucun fait social qui ne soit, ou un phénomène de nutrition, ou un phénomène de relation.

Le sociologue étudie les rapports des phénomènes sociaux, pour en déterminer les lois ; il étudie leur rapport de succession et leur rapport de coexistence. D'où une autre division de la sociologie générale et de ses deux grandes branches, la sociologie *dynamique* et la sociologie *statique* ; le droit et l'économie politique *statiques*, le droit et l'économie politique *dynamiques* ; ou, en termes plus simples, l'histoire, l'histoire juridique et l'histoire économique, d'une part ; et d'autre part, la sociologie proprement dite, la science du droit, l'économie politique.

Mais ces différentes parties de la sociologie sont extrêmement liées, et l'unité de la science sociologique ne saurait être contestée. Ces divisions ne sont que des cadres, imposés par la faiblesse de l'esprit humain, pour faciliter les recherches et classer les résultats acquis.

V. — Nos dernières réunions ont été consacrées à l'étude d'une question extrêmement délicate, qui n'a jamais été à notre connaissance bien précisée. — Y a-t-il une conscience sociale ?

On s'est souvent demandé si le corps social, être vivant et organisé, avait conscience de son existence et de son individualité. La question ainsi posée est une question de pure métaphysique, insoluble par la simple méthode d'observation. Elle rappelle la question des *universaux*, qui a si vivement passionné les philosophes du moyen âge. La conscience sociale ainsi comprise est une entité métaphysique, qui se conçoit, mais qui ne se constate pas. Cette conscience collective existe-t-elle ? C'est possible. Mais il est certain en même temps qu'elle a pour organe les consciences individuelles. Reste donc à déterminer le contenu exact des consciences individuelles.

Or nous avons été amenés à reconnaître que toute conscience individuelle est, à chaque instant de la vie psychique, *double*. Le dé-

doublement de sa personnalité consciente n'est point un fait anormal et accidentel. C'est un fait normal et permanent. L'homme a toujours à la fois conscience de sa propre personnalité et conscience de la collectivité dont il fait partie. Il se saisit en même temps comme individu et comme cellule sociale : chaque homme a la conscience claire qu'il existe, et en même temps qu'il n'est pas isolé dans le monde, parce qu'il fait partie intégrante d'un tout vivant et agissant. Il a conscience de son individualité et de la solidarité sociale ; et ces deux consciences croissent pour ainsi dire en raison directe l'une de l'autre ; c'est en ce sens qu'il y a une conscience sociale.

Laquelle de ces deux consciences a apparu la première dans ce développement de l'esprit humain ? c'est assurément la conscience sociale. L'homme est un animal sociable, a-t-on dit il y a bien longtemps ; c'est-à-dire, l'homme seul, isolé, l'homme *naturel* de Rousseau et de son école ne se conçoit pas, n'a jamais existé, ne peut pas exister, et cela à cause même de sa structure physique. Cette affirmation n'est point une conception *a priori*, mais la simple constatation d'un fait observé. Dès lors, à l'origine même de l'évolution humaine, l'homme n'a pu se saisir que comme être sociable ; il n'a pu avoir la conscience d'un individu isolé qui n'a jamais existé. L'homme a pensé la société avant de penser l'individu, et s'il était permis de toucher au *Discours de la méthode*, nous dirions : le concept irréductible et primordial de l'esprit humain n'a point été : « Je pense, donc je suis » ; mais : « Je pense la société, donc la société est. »

Les premières idées humaines ont donc été des idées sociales. Ne pensant que la société, l'homme primitif n'a vu que les idées de la collectivité. Tout dans l'homme primitif a convergé vers la vie sociale ; et ce point de vue explique clairement toutes les institutions primitives.

Ce n'est que lentement, lorsque la société humaine a grandi et s'est consolidée, lorsque de cet affermissement de la vie collective est né pour chaque individu un bien-être sensible, qu'a pu se former, à une époque relativement récente, la conscience individuelle. Ce n'est que lorsqu'il a été placé au sein d'une société fortement constituée que l'homme, tout en conservant la conscience de la collectivité, a acquis la conscience d'aspirations et de besoins distincts de ceux du corps social. Il n'y a là d'ailleurs que l'application au développement de l'esprit humain de la grande loi de l'évolution, du passage de l'homogène à l'hétérogène défini. A mesure que le groupe humain

se développe et la conscience humaine se différencie, et la conscience individuelle se superpose à la conscience sociale.

De ces observations il résulte que dans nos sociétés modernes, d'une structure si complexe, la conscience sociale forme toujours le fonds irréductible de la conscience humaine. L'homme a le sentiment d'aspirations et de besoins personnels; mais ils sont le produit du milieu social où il est placé, et l'homme a conscience en même temps que ces aspirations et ces besoins sont subordonnés à ceux du corps social, dont il est une cellule composante. Toute conscience individuelle est conditionnée par la conscience sociale et lui est subordonnée; et le développement psychique de l'homme est le résultat de la pénétration constante de ces deux consciences.

Cela explique comment à un moment donné, les mêmes idées, les mêmes tendances se retrouvent dans l'esprit de tous les hommes appartenant à un même corps social, et comment toutes les idées productives sont en réalité des idées sociales, et non des idées individuelles. Il y aura donc, à côté de la physiologie sociale, une psychologie sociale, ou plus exactement, il existe une psycho-physiologie sociale, comme il a une psycho-physiologie individuelle. L'influence de la conscience sociale sur le droit et l'économie politique est un facteur important, que le sociologue ne doit point négliger. De plus, toute une série d'études sont plus particulièrement des études de psychologie sociale : l'histoire des religions, l'histoire de l'art, l'histoire littéraire.

Telles sont les quelques questions de sociologie générale dont l'étude a occupé nos réunions de 1891. Le champ à explorer est encore vaste. Quelle est l'origine de la société? Quelles ont été ses formes premières? Quelles sont les différentes espèces de sociétés? Les grandes lois du monde physique et du monde biologique sont-elles vraies pour le monde social? Voilà autant de questions, que je ne désespère point d'aborder dans de nouvelles réunions de travailleurs zélés. Je n'ose croire que, sur les questions examinées, nous soyons arrivés à des solutions définitives. Il me suffit d'espérer que ces trop courts travaux ont provoqué, chez quelques-uns de nos collaborateurs, le goût des études désintéressées et des recherches personnelles, et contribué pour une part, quelque faible qu'elle soit, au développement de l'esprit scientifique dans notre Faculté.

LÉON DUGUIT,

Professeur à la Faculté de droit de Bordeaux.

Les Anciennes Populations de la Hongrie.

I. — LE ROYAUME GÉTO-DACIQUE.

L'ensemble des témoignages semble prouver que, dès le début des temps historiques, toutes les dépressions enserrées par les Karpathes, sur le cours moyen du Danube et sur la Theiss, étaient soumises à la domination de tribus nomades venues d'Asie. Les Grecs leur appliquaient le nom collectif de Scythes, tout en réservant pour chacune d'elles une désignation spéciale. Ainsi ils appelaient Sigyniens une tribu qui, d'après Hérodote, habitait au-dessus de la Thrace, plus au Nord et au-delà du Danube; d'après ce même auteur, elle confinait à l'ouest aux Hénètes qui s'étendent jusqu'à la mer Adriatique : les Sigyniens occupaient donc apparemment ce qui est aujourd'hui la Hongrie. « Ils se donnent pour des colons mèdes », rapporte Hérodote (V, 9) : ce qui semble confirmer cette indication, c'est qu'ils portaient comme les Mèdes un large vêtement flottant. Le nom de la ville de Szegedin rappelle aujourd'hui encore leur séjour dans la vallée du Danube : Szegedin est le *Sigidunum* de Ptolémée. (1).

Il est clair qu'ils n'étaient point les premiers habitants du pays. Cela résulte aussi des mots d'Hérodote qui mentionne avec eux les *εγχωρίαι*, c'est-à-dire les indigènes (2). Nomades provenant d'un pays à civilisation ancienne, ils possédaient des moyens de civilisation supérieurs, ce que suffit à indiquer leur luxueux habillement médique : ils dominaient donc, évidemment, la population

(1) Dans l'itinéraire d'Antonin, *Singidunum*; chez Jornandes *Σιγγιδουν*. Le nom de la ville de *Segestica* (Strabon, VIII, 5.), aujourd'hui Sissek, en Hongrie, ne serait-il pas un écho du nom des Sigyniens?

(2) Voir aussi Hérodote, IV, 78 : après avoir parlé du roi des Scythes, l'écrivain grec mentionne la femme de ce dernier qui était une *εγχωρία*.

autochthone agricole. Il est vrai que plus tard on ne les mentionne pas : les historiens en conclurent qu'ils disparurent. Ce silence gardé à leur égard prouve uniquement qu'ils se sont fondus dans la population du pays et que, vraisemblablement, ils s'établirent à demeure dans des villes, au milieu des populations agricoles : c'est ainsi qu'ils auraient fondé Sigidunum (1).

On ne voit pas du reste dans Hérodote quels étaient ces indigènes, pas plus que dans César et dans Tacite on ne trouve de détails sur les autochthones de la Bohême qui furent soumis par les Boïens. Hérodote nous décrit bien les étrangers qui vinrent de Médie, il nous retrace leur habillement et leur manière de vivre ; mais il ne s'occupe pas des indigènes subjugués par eux. Les omissions de ce genre, en effet, caractérisent les premiers témoignages historiques sur les Etats primitifs : on nous décrit les classes et les tribus dominantes, mais on ne nous dit rien des masses indigènes (2).

Laissons passer un demi-millier d'années après Hérodote : César nous dit que les Daces habitent en dehors de la forêt Hercynienne, sur les bords du Danube. Si nous appelons en témoignage les écrivains grecs et les écrivains romains postérieurs, nous sommes forcés de conclure que ce que l'on désigne par le nom de Daces, depuis au moins le I^{er} siècle avant J.-C., ce sont ces indigènes cités par Hérodote : ce sont eux qui constituaient la grande masse de la population agricole et sédentaire de la plaine du Danube et de la Theiss (3).

Il est vrai qu'indépendamment des Daces on mentionnait d'autres noms de tribus habitant dans les mêmes régions ; nous avons néan-

(1) Comp. Lelewel : *Navody na ziemiach stawianskich*. Poznan, 1853. P. 390, note : « Les Sigyniens restèrent où ils étaient, seulement ils changèrent de nationalité. »

(2) Phénomène connu de longue date. Voir par exemple ce que dit Jirecek des Roumains de la péninsule des Balkans : « Bien qu'ils fassent partie des habitants les plus anciens de la péninsule, on ne trouve point qu'antérieurement à 976 ap. J.-C., ils soient mentionnés comme se trouvant dans la région entre Kastoria et Prespa ». (*Geschichte der Bulgaren*, p. 217).

(3) Homère ne mentionne pas encore les Daces, il ne connaît que les Mysiens, habitant le Nord de la Grèce et s'étendant jusqu'au Danube. Hérodote connaît déjà les Gètes qui habitent au Sud du Danube, sur les bords du Pont-Euxin et que Darius a rencontrés dans ses expéditions contre les Scythes. Hérodote les appelle les plus braves et les plus honnêtes des Thraces : ce nom ici est apparemment la désignation collective de peuples habitant au nord de l'Hémus. En tout cas, les valeureux Gètes n'étaient point assez forts pour résister à la puissance du roi des Perses et celui-ci en réduisit aussitôt

moins d'excellentes raisons d'admettre que les Daces, qui n'ont jamais été guerriers, formaient l'élément de population permanent de ces contrées; qu'ils furent soumis et dominés par les hordes conquérantes qui pénétrèrent, à plusieurs reprises, dans la plaine du Danube et de la Theiss. Il y a surtout une circonstance qui l'indique: c'est que le pays lui-même entre le Danube et les Karpathes a pris de cet élément permanent de population le nom de Dacie. Quant aux noms d'autres tribus, s'ils surgissaient provisoirement, c'était pour disparaître avec ces tribus, soit qu'elles quittassent le pays, soit qu'au bout de peu de temps elles disparussent dans les masses de la population dacique.

Les Syginiens d'Hérodote ont, à notre connaissance, ouvert la série de ces hordes qui se jetèrent sur le pays occupé par les Daces. Il semble que, dans le nombre de ces hordes successives, on doive compter les Anartes. César les mentionne en même temps que les Daces; nous ne retrouvons plus de trace d'eux par la suite. Du reste les hordes conquérantes que nous venons de nommer ne paraissent avoir jamais dominé que temporairement en Dacie; mais les Gètes, tribu belliqueuse, parvinrent à s'assurer pour longtemps la domination sur ce pays.

Depuis le premier siècle avant J.-C., les Gètes et les Daces habitèrent toujours ensemble (Strabon, VII, 2); dans la suite, on les a souvent confondus les uns avec les autres et considérés comme identiques; cependant les uns étaient la classe dominante, les autres la classe dominée: en effet, on nous décrit les Gètes comme un peuple guerrier venu du Pont-Euxin, tandis que les Daces n'ont jamais été connus que comme habitant la Dacie d'une façon sédentaire et aucunement comme guerriers, à moins que ce ne fût à titre de soldats au service des Gètes (1).

Si ces Gètes belliqueux, primitivement riverains du Pont-Euxin, ont fini par se fondre avec les Daces en une seule nation dont ils furent la classe dominante et par se nommer Daces eux aussi, c'est là un processus analogue à celui que nous décrit Strabon au sujet de cinquante mille Gètes qui, de son temps, furent transportés en

une partie en esclavage (Hérodote, IV, 93). Thucydide, lui aussi (II, 96), nous parle des Gètes qui habitent contre le Pont-Euxin, en deça de l'Ister: il les appelle des « archers montés ». C'est du reste ainsi qu'ils sont représentés sur la colonne Trajane.

(1) Voir la note précédente.

Thrace par Aëlius Catus et qui prirent le nom de Mésiens, emprunté apparemment au territoire de la Mésie. Quant aux Gètes transportés des bords du Pont-Euxin en Dacie, c'est probablement de leur nouvelle demeure que leur vient le nom de Dacés qui, Pline en témoigne (IV, 25), leur fut donné par les Romains : cette circonstance explique, en tout cas, l'identité de signification qu'il y a entre les deux noms.

Il n'en est pas moins vrai que primitivement les Daces et les Gètes étaient deux peuplades fort différentes : cela résulte incontestablement d'un passage de Strabon. D'après cet historien « la division en Daces et en Gètes a existé de tout temps ; les Gètes habiteraient du côté du Pont-Euxin, — les Daces, dans les pays à l'opposite, du côté de la Germanie et des sources de l'Ister ». D'après cela, les Daces étaient les habitants sédentaires de la Hongrie actuelle jusqu'à la limite orientale de l'Allemagne, tandis que les Gètes étaient une tribu guerrière, errant dans ce pays que les modernes ont nommé la Moldavie et la Valachie (1).

Cette supposition n'est pas contredite par un autre passage de Strabon, d'après lequel « les Daces et les Gètes parlent la même langue », car, à l'époque de Strabon, quelques générations s'étaient déjà succédé depuis que les Gètes avaient occupé la Dacie : il n'est donc pas surprenant qu'ils se fussent déjà assimilés la langue des habitants du pays et qu'ils eussent abandonné la leur. Ne savons-nous point par les récits de voyageurs et de missionnaires avec quelle facilité les peuples nomades, à l'état de nature, ne possédant pas encore de langage écrit, renoncent à leur langue pour adopter des langues étrangères (2) ?

Il ne faut pas oublier, en effet, que chez les peuples à l'état de nature la langue n'est encore qu'un moyen d'entente et que, par suite, dans un pays étranger où leur langue cesse de les servir, ils cessent de s'en servir pour en prendre une autre qui convient mieux à leur but. La facilité et la rapidité avec lesquelles s'accomplit ce change-

(1) Niebuhr, lui aussi, considère comme certains les témoignages d'après lesquels les Daces et les Gètes sont deux tribus différentes (*Kleine Schriften*, p. 376). Pour Zeuss, au contraire (p. 260), les Daces et les Gètes seraient de même origine : les uns et les autres seraient thraces, parce que, d'après Strabon, ils sont de même langue que les Thraces (*ἑμμεγλοῖται*) : conclure ainsi de l'identité de langue à l'identité d'origine est chose fréquente chez les historiens, mais ce procédé n'est aucunement justifié.

(2) Voir Max Müller : *Lectures on the science of language*.

ment chez les peuples à l'état de nature (et c'est ce qu'étaient les Gètes), n'ont pas lieu de nous surprendre. Ne constatons-nous pas bien souvent, chez les historiens postérieurs, et même de nos jours, que des minorités étrangères prennent la langue des populations au milieu desquelles elles se sont établies, et cela alors même que la langue héréditaire de la minorité possède une littérature? C'est ainsi que les Normands en Angleterre ont abandonné le français, que les Allemands en Hongrie et récemment aussi en Pologne ont renoncé à l'allemand, malgré les difficultés bien plus grandes que rencontre ce processus, lorsqu'il faut renoncer à une langue déjà cultivée.

« Chez les Grecs, les Gètes étaient plus connus : cela tenait à leurs incessantes migrations de l'une des rives de l'Ister à l'autre rive », dit Strabon, qui apparemment distingue ainsi les Gètes, nomades et guerriers, des Daces, sédentaires et pacifiques ; car il rapporte que les Gètes, ordinairement en guerre sous la conduite de leur roi Dromichète, mirent en danger Lysimaque et le firent prisonnier, mais en aucun passage on ne trouve trace de faits de guerre des Daces. D'autre part, les Gètes seuls ont une « histoire ancienne », et aussi dans l'époque « très récente » c'est seulement l'histoire des Gètes qui offre un intérêt ; les Daces, au contraire, ne semblent pas avoir d'histoire.

Quant à l'histoire des Gètes, c'est l'histoire des guerres et des exploits de leurs rois. « Lorsque Boérébiste arriva au pouvoir chez les Gètes, ceux-ci étaient affaiblis par de nombreuses guerres ; il les fit s'exercer, s'accoutumer à la sobriété et au travail persévérant : il les releva ainsi à tel point qu'en quelques années il eut fondé une grande puissance et assujetti presque tous ses voisins. » Strabon ne cite jamais que les Gètes comme exerçant la domination, et non les Daces. Les Gètes, du reste, après avoir subjugué les Daces et organisé un Etat dans le pays de ces derniers, les astreignirent au service militaire : c'est sans doute à cela que se rapporte ce passage de Strabon : « les Gètes et les Daces, à l'époque de leur plus grande puissance, pouvaient mettre sur pied une armée de 200,000 hommes. »

A quelle époque les Gètes conquièrent-ils la Dacie et y fondèrent-ils leurs domination? Voici quelques données qui permettent de conclure sur ce sujet.

L'expédition de Darius contre les Scythes est de 513 avant J.-C. (1)

(1) Duncker : *Geschichte des Alterthums*, II, p. 846.

(la rencontre eut lieu aux embouchures méridionales du Danube). Les Gètes, à cette époque, habitaient donc encore sur le littoral du Pont-Euxin, dans la Bessarabie actuelle. Nous les y trouvons encore vers l'an 429 avant J.-C., lorsque Sitalces, roi des Odryses, les appelle à se liguer avec lui contre la Macédoine (1). A peine un siècle plus tard (336 avant J.-C.), nous les trouvons en possession du pays sur la rive gauche du Danube, dans la Valachie actuelle. Ils étaient les maîtres du pays, puisque, à l'approche d'Alexandre-le-Grand, ils mirent en campagne une armée de 10 000 fantassins et 4,000 cavaliers. Ils avaient, sur le Danube, des bâtiments et des navires pour le commerce et pour la guerre. A une parasange du rivage, ils avaient une ville qui n'était pas fortifiée et qu'ils quittèrent à l'approche de la phalange d'Alexandre, en emportant sur leurs chevaux tout ce qu'ils avaient pu prendre avec eux. Alexandre, cependant, trouva encore un riche butin dans la ville (2).

Environ un demi-siècle plus tard (292 avant J.-C.), les Gètes possèdent le pays entre le Danube et les Karpathes: sous leur roi Dromichète, ils sont parvenus à un si haut degré de puissance qu'ils livrent des combats victorieux au roi de Thrace, Lysimaque (3).

C'est donc vraisemblablement entre 336 et 293 avant J.-C. que le pays traversé par le Marissus (Marosch) (4) entre le Danube et les Karpathes, fut conquis par les Gètes (5). Il est facile de concevoir que, dans le pays des Daces, une tribu guerrière, comme étaient les Gètes, soit parvenue à une grande puissance, car le pays lui-même présentait toutes les conditions qui favorisent le développement et la prospérité d'un Etat: un peuple nombreux d'agriculteurs, fixé sur des plaines fertiles que traversaient des cours d'eau navigables, d'une part, et d'autre part les mines d'or de la Hongrie supérieure et de

(1) Thucydide, II, 96.

(2) Lelewel, *l. c.*, p. 381.

(3) Droysen: *Geschichte des Hellenismus*, I, 589. Niebuhr: *Kleine Schriften*, p. 376. — Lelewel, *l. c.*, p. 389 et 390, fait remarquer que nous ne possédons pas d'indications précises sur la conquête du pays: cela est vrai, mais nous la reconnaissons à ses résultats, car le Marosch coule en pays gétique.

(4) Strabon, VII.

(5) Diodore et Justin appellent Thraces le peuple sur lequel régnait Dromichète. Cette désignation est inexacte. Diodore, du reste, le nomme une fois Gètes, de même que Strabon et Pausanias. — Comp. Niebuhr, *l. c.*, p. 379.

la Transylvanie (1). « C'est ainsi que la puissance des Gètes s'accrut au point de former un Etat réel et considérable. » (*Lelewel, l. c.*) La direction de cet Etat se trouvait en bonnes mains : c'est ce que prouve la façon dont le roi Dromichète agit avec le roi de Thrace Lysimaque, vaincu et réduit en captivité. Il lui octroya la liberté, se mit en bonnes relations avec lui et conclut un traité par lequel Lysimaque lui cédait celles des villes grecques du littoral du Pont-Euxin qui se trouvaient en sa possession. Il est évident que Dromichète avait un intérêt particulier à pouvoir disposer de ces villes : c'est que la plupart d'entre elles se trouvaient aux embouchures des fleuves qui traversent la Dacie, le Dniester et le Danube, et qu'elles assuraient un commerce d'exportation, lequel avait ses débouchés vers la Mer Noire (2).

On voit combien la nature du pays influe sur la politique des Etats et on comprend que, la première restant identique pendant le cours des siècles, la seconde doit conserver sensiblement la même direction, quelles que soient les tribus et quels que soient leurs chefs, qui se succèdent dans le cours des temps. Dromichète, en rendant la liberté à Lysimaque pour conclure avec lui un traité avantageux, par lequel il entra en possession des entrepôts du commerce situés sur le littoral de la mer Noire, était guidé par les mêmes motifs qui, si souvent dans la suite, ont dirigé la politique commerciale de l'Autriche et de la Hongrie — par les mêmes motifs qui, tout récemment, ont fait conclure des traités de commerce et de navigation, entre l'Autriche et la Russie, la Turquie et la Roumanie — qui, de nos jours, ont fait déraciner les roches de la Porte-de-Fer et fait favoriser par l'Etat la navigation à vapeur sur le Danube et le Dniester.

C'est certainement grâce à cette sage politique que la Dacie gète

(1) On exploitait déjà, à l'époque d'Hérodote, les mines de Transylvanie, car Hérodote (I, 104) nous dit que les Agathyrses, qui habitent aux sources du Marosz, « vivent dans le plus grand bien-être et généralement s'habillent d'or », c'est-à-dire qu'ils portent des habits brochés d'or.

(2) Les villes pontiques qui furent cédées par ce traité à Dromichète étaient : Tiras, Hermonaktis, Niconium, à l'embouchure du Dniester. Ces villes étaient les entrepôts du commerce entre la Dacie et la Grèce. Parmi les marchandises que l'on exportait de la Dacie, les esclaves devaient jouer un rôle considérable, car nous savons par Strabon qu'il y avait à Athènes, parmi les esclaves, un grand nombre de Daces et de Gètes qui, vraisemblablement, avaient passé par ces villes. Nous avons du reste déjà mentionné qu'il y avait sur le Danube des bâtiments pour le commerce d'exportation.

parvint à reculer au loin ses frontières. Tandis qu'à l'Est elle poussait jusqu'à la mer Noire, elle progressait à l'Ouest jusqu'au pays des Suèves dans la forêt d'Hercinie (1) et jusque chez les Scordisques et les Taurisques dans la région des Alpes, au Sud du Danube (2); au Nord, elle élargissait ses frontières jusque au-delà du Dniester (3).

Pour maintenir ce grand empire, il fallait non seulement une solide organisation intérieure, mais aussi une puissante organisation à l'égard de l'extérieur. Il est probable que ce n'est pas uniquement par la force physique que l'on appuya la première; on ne s'en contenta point; on employa des leviers moraux pour obtenir que le peuple se soumit à l'ordre de l'Etat. Indépendamment de la puissance temporelle du roi, on érigea la puissance intellectuelle d'un grand-prêtre. Au sujet du premier prêtre de cet ordre, nommé Zamolxis, qui, paraît-il, avait appris des Egyptiens le secret de ses fonctions, Strabon rapporte que « le roi le favorisa, lorsqu'il vit que ses sujets lui étaient bien plus dévoués qu'auparavant, depuis qu'il pouvait promulguer ses ordonnances comme conseillées par les dieux ». Depuis lors, à ce que Strabon nous assure, « il y avait toujours un grand-prêtre pour donner des conseils au roi et les Gètes le tenaient pour Dieu ».

Le royaume gëto-dacique ne pouvait se défendre contre ses ennemis extérieurs qu'à la condition d'être fortifié de trois côtés. Autour de ses frontières se pressaient : à l'Est, diverses tribus scythes; à l'Ouest, les tribus celtiques des Boïens et des Scordisques, ainsi que les Bastarnes germains; au Sud, les peuples thraces qui furent ensuite remplacés par l'empire romain.

En l'an 70 avant J.-C., Boërébiste, roi des Gètes, combattit victorieusement contre le roi des Boïens et des Taurisques : Kritasir (4). Strabon rapporte qu'« il soumit la plupart de ses voisins à la domination des Gètes et qu'il se fit craindre même des Romains : il n'hésita pas à franchir l'Ister et il ravagea la Thrace jusqu'à la Macédoine et à l'Illyrie (5). Suétone rapporte que Jules César avait l'in-

(1) Strabon, VII, 1 et 3.

(2) Lelewel, *loc. cit.*, p. 427, 444.

(3) Sadowski : *Die Handelsstrassen der Griechen und Römer*, Iena, 1877, p. 188.

(4) Strabon, V et VII; Jornandes, 11.

(5) Strabon, VII.

tention de refouler les Daces qui se répandaient par delà la Thrace et jusqu'au Pont-Euxin (1). Déjà à cette époque la Dacie et Rome en seraient venues aux hostilités, si presque simultanément Bœrëbiste et César n'avaient également péri (le premier en 42, le second en 45 avant J.-C.). Mais la guerre de Rome contre la Dacie devait finir par éclater, car Rome ne pouvait voir avec indifférence, à sa frontière orientale, un Etat ambitieux lui causer des dommages directs par des incursions et des dévastations en Thrace et compromettre ses intérêts commerciaux sur le littoral du Pont-Euxin. Ce que César avait projeté, Rome ne pouvait négliger de l'entreprendre tôt ou tard.

Mais la situation intérieure de la Dacie et de Rome changea à tel point qu'aucun de ces pays ne put penser à une guerre intérieure. Les successeurs de Bœrëbiste, en effet, « divisèrent le royaume en plusieurs parties » (Strabon); d'autre part, Rome elle-même était minée et affaiblie par des guerres civiles. C'est à cette dernière circonstance que le successeur de Bœrëbiste, Scorilon, dut de rester au pouvoir pendant quarante ans (de 45 à 5 avant J.-C.), malgré les fractionnements de la Gëto-Dacie (2); mais ce qui n'y contribua pas médiocrement, c'est que des maîtres de Rome, comme le triumvir Marc Antoine (en l'an 35), recherchèrent ses bonnes grâces (3). Après diverses vicissitudes à la guerre (4), une alliance fut conclue avec César Auguste: le roi des Gètes, Cotiso, obtint en mariage Julia, fille d'Auguste, et l'imperator romain épousa la fille du roi des Gètes (5).

(1) « Dacos qui se in Pontum et in Thraciam effuderunt coercere » Suétone, I, 44.

(2) Jornandes, ch. 12. Il faut toutefois éliminer l'erreur de Jornandes qui confond les Gètes avec les Goths.

(3) Plutarque, Marc Antoine.

(4) Sous Cotiso, les Daces, franchissant pendant l'hiver le Danube gelé, firent de fréquentes incursions sur le territoire romain. Auguste envoya Lentulus qui les rejeta au-delà de l'Ister (Daci Cotisonis agmen occidit) et qui fortifia le littoral cis-danubien. « Sictum Dacia non victa sed summoti atque dilata est » (Florus, IV, 12). Suétone écrit au sujet du même événement (II, 21): « Coercuit Dacorum incursiones, tribus eorum ducibus cum magna copia cœsis ».

(5) Suétone, II, 63. Le Cotisus, roi des Gètes, de Suétone, est-il identique avec le Corilo de Jornandes? On ne peut répondre avec certitude. Peut-être y a-t-il là deux façons d'écrire un même nom; mais il n'est pas impossible que Corilo et Cotiso fussent les rois de parties différentes de la Dacie après le démembrement qui suivit la mort de Bœrëbiste.

Cependant le royaume commençait à perdre sa puissance et sa force de résistance contre les tribus de l'Est, d'autant plus que, par suite de guerres intestines, des parties du royaume des Gètes avaient appelé ces tribus belliqueuses. Cependant, vis-à-vis des Romains, la Dacie s'affirma comme grande puissance à l'époque des premiers Flaviens (de 69 à 81 après J.-C.), car Duras concentra le commandement entre ses mains et se fit payer par Rome un tribut annuel : sans doute moyennant l'engagement de ne pas faire d'incursions sur le territoire romain (1).

Mais, soit que le dernier Flavien, l'empereur Domitien, n'ait pas envoyé à la Dacie les présents convenus ; soit que Decebal, le belliqueux roi des Daces, n'ait pas été satisfait des présents reçus (en 85 après J.-C.), les Daces envahirent la Mysie, province romaine, et pillèrent les caisses *publiques* des villes romaines (2). Les Romains entreprirent alors une campagne contre les Daces ; mais l'armée romaine, qui, sous les ordres de Cornelius Fuscus, s'avancait sur la Dacie subit, après avoir franchi le Danube, une sanglante défaite ; Cornelius Fuscus resta sur le champ de bataille. Son successeur dans le commandement supérieur fut plus heureux : Julien, en 89 après J.-C., battit les Daces près de Tapæ (aujourd'hui Lugos). Malgré ce succès, Rome offrit à Decebal une paix que celui-ci accepta. Domitien promit au roi des Daces de lui envoyer un certain nombre d'ouvriers et de lui payer un tribut annuel. Domitien présenta au Sénat l'original de ce traité de paix (3).

Cette paix ne fut pas de longue durée. Trajan estima qu'il était onéreux et indigne de Rome de payer un tribut à la Dacie. Il traversa ce pays (102 après J.-C.), porta la guerre en Dacie et attaqua le camp des Daces près de Tapæ (Lugos), mais il n'obtint qu'une victoire douteuse. Son lieutenant Lucius fut plus heureux, car il remporta une victoire décisive, devant Sarmigétuse (Varhely), capitale des Daces : Decebal lui offrit la paix. Elle lui fut accordée à condition qu'il livrât aux Romains toutes ses armes avec tout son matériel de guerre et qu'il évacuât le territoire des Iaziges, alliés de

(1) En 1888, des Bohémiens trouvèrent, dans la forêt de Krasna, 75 barres d'or, ayant la forme de bâtons de cire à cacheter : ces barres portaient l'empreinte du timbre des empereurs romains. Quelques-unes de ces barres se trouvent dans le Musée National de Buda-Pest.

(2) Lelewel, *loc. cit.*, p. 454.

(3) Lelewel, *l. c.*, p. 455.

Rome. Trajan laissa un camp romain à Sarmigétuse, organisa des stations militaires en Dacie, fit ratifier par le Sénat romain la paix conclue avec Decebal et se fit décerner à Rome les honneurs du triomphe, comme vainqueur de la Dacie (1).

Cette fois encore, la paix ne dura pas longtemps. Deux ans plus tard, la guerre éclatait à nouveau. Trajan se décida à faire construire un pont de pierre sur le Danube (on trouve encore des restes des piliers de ce pont près de Kladova, en Serbie) ; il suivit les passages de la Transylvanie (Portes de Fer, Volca et passage de la Tour Rouge) et s'avança jusqu'à la capitale de la Dacie : il frappa à la tête l'armée de Decebal. On rapporte que beaucoup de Daces passèrent à Trajan. Sur les bas-reliefs de la colonne Trajane, à Rome, on voit encore un des notables daces boire, à l'exemple de Decebal, à la coupe empoisonnée, en présence de la capitale que dévorent les flammes. N'est-on pas autorisé à conclure, de l'ensemble de ces faits, que le peuple dace, qui devait avoir présente à l'esprit l'opposition d'origine entre lui et les Gètes constituant la classe dominante, ne pouvait plus supporter le joug de ses maîtres et accéléra la catastrophe par son indifférence (2)? Du moins, ce qui semble indiquer qu'il y ait eu quelque révolution intérieure de ce genre, c'est que, en même temps que les Romains étaient victorieux, les Daces quittaient en masse leur patrie pour émigrer dans l'empire romain, ce qui évidemment pouvait être une des conséquences d'un grand mécontentement au sujet de leur situation dans leur pays. On ne pourrait pas s'expliquer sans cela que les Daces aient émigré en foule, comme Eutrope en témoigne, et que Trajan ait été obligé de repeupler les villes (3).

II. — LA DACIE, PROVINCE ROMAINE.

Trajan se mit à organiser la Dacie en province romaine et à la fortifier. La capitale du roi des Gètes, Sarmigétuse, reçut le nom de *Colonia Ulpia Trajana Augusta*. Les routes par lesquelles avaient passé les troupes daces, qui allaient faire des incursions dans l'empire romain, servirent dès lors à faire communiquer les

(1) Ces événements sont racontés par Dio Cassius, LXVIII, 6 à 9.

(2) Dion Cassius, *l. c.*

(3) « Trajanus victa Dacia ex toto orbe romano infinitas eo copias hominum transtulerat ad agros et urbes colendas ». (Eutrope, VIII, 3.)

stations militaires romaines avec l'empire. Il y avait de ces routes qui allaient jusqu'à la frontière de la Dacie sur le Pruth et la Dniester et qui passaient par Tibiscus (Temesvar), par la gorge de Baridava (passage de la Tour Rouge) et par Apula (dans la région où se trouve aujourd'hui Karlsburg). Ces routes sont désignées aujourd'hui encore par les habitants du pays sous les noms de routes trajanes, routes romaines (1).

La prise de possession par les Romains entraîna une transformation considérable de la situation sociale de la Dacie. Tandis qu'une partie de la population se soumettait au joug romain, une autre partie préféra émigrer. Il ne serait pas facile de déterminer quelles furent les classes de populations qui restèrent et celles qui émigrèrent; mais, s'il est permis de conclure d'après des considérations logiques tirées des circonstances et d'après des analogies fondées sur des considérations historiques, ce dut être une partie de l'ancienne classe dominante, des Gètes, qui ne put renoncer à sa suprématie et qui préféra assurer sa liberté et son pouvoir en dehors de la province romaine; quant à la population dace indigène, elle était probablement indifférente à son changement de maîtres et préférerait peut-être la domination d'un état civilisé comme Rome, laquelle se maintenait dans le cadre de la loi et du droit, à la domination brutale de hordes semi-asiatiques. Toutefois, une partie des sujets ne put manquer de suivre ses maîtres gètes, car autrement on ne s'expliquerait guère qu'après la prise de possession par les Romains, les villages aient été désertés au point que, selon Eutrope (*loco citato*), Trajan fut forcé de faire venir de tout l'empire, d'immenses bandes d'hommes pour cultiver les champs et pour peupler les villes (2).

La Dacie resta plus de cent soixante années (de 107 à 270 ap. J.-C.) sous la domination romaine. A vrai dire, ce ne fut point une possession paisible, car les empereurs romains étaient incessamment obligés de la défendre par la force des armes, et c'était moins des troubles intérieurs qu'elle avait à réprimer, que des attaques ve-

(1) La route de la Transylvanie et de la Valachie s'appelle *Kalea Trajanului*; le défilé de rochers, au-delà du passage de la Tour Rouge, *Puarte Romanilor*. (Lelewel, *l. c.*, p. 459. — Ranke, *Weltgeschichte*, III, 1, p. 272.)

(2) Eutrope, à vrai dire (VIII, 3), paraît attribuer la dépopulation de la Dacie aux dévastations causées par la guerre précédente : « Dacia enim diuturno bello Decibali viris fuerat exhausta. »

nant de tribus guerrières habitant au-delà des Karpathes, dans la Bessarabie actuelle, qu'elle avait à repousser.

Les attaques de ces tribus nomades, conseillées peut-être par les Gètes, inquiétaient tellement cette province romaine que le successeur de Trajan, Adrien (de 117 à 138), forma le projet d'abandonner la Dacie, mais il y renonça sur le conseil de ses amis (1).

D'autre part, Antonin le Pieux (de 138 à 161) eut, lui aussi, à combattre, en Dacie, des tribus hostiles : vraisemblablement à la frontière orientale (2).

Parmi ces tribus orientales, les Carpi « nation germanique » ont joué le plus grand rôle (3). Ils recevaient des Romains une solde « pour le maintien de la paix ». Néanmoins, il se produisait parmi eux des conflits, de sorte que l'empereur Philippe (de 244 à 249) entreprit contre eux une expédition qui lui valut les surnoms de Germanicus, de Carpius et de Maximus.

Déjà, à côté de ces Carpi, surgissaient des Goths (4). Il est possible que les Goths fussent ces mêmes hordes guerrières qui se trouvaient autrefois dans le royaume de Marbod et qui « ont le plus contribué à sa destruction » (Ranke); mais il est possible aussi que les Goths fussent d'autres hordes guerrières qui, d'après la tradition, poussèrent leurs incursions depuis la Scandinavie jusqu'au Danube inférieur et jusqu'à la mer Noire (5). Lors de leur première apparition à la frontière de Dacie et lors de leurs premières incursions de pillards dans la province romaine, on les confondit avec les anciens maîtres de la Dacie, à cause de la ressemblance de nom, et par suite on les nomma aussi Gètes. Du reste, il est possible aussi qu'ils se soient réunis avec les Gètes, naturellement belliqueux, pour entreprendre leurs pillages. C'est dans l'une de ces incursions qu'ils arrivèrent jusqu'en Thrace où ils combattirent l'empereur Decius

(1) « Idem de Dacia facere conatus amici deterruerunt, ne multi cives romani barbaris traderentur. » Eutropus, VIII, 3.

(2) « Dacos et multas gentes rebellantes contudit per praesides et legatos. » (Julius Capitolinus, *Antonius Pius*, 5.)

(3) Ranke, *Weltgeschichte*, III, 409.

(4) « C'est pour la première fois qu'apparurent les Goths dans toute leur puissance. » (Ranke, *l. c.*, p. 416.)

(5) Caracalla (de 211 à 217) aurait combattu contre les Goths ou les Gètes (Zeuss: *Die Deutschen*, p. 401.) Jornandes, ch. 4, parle de l'invasion des Goths allant de l'Etat vers le Pont-Euxin (d'après la légende ?)

qui les battit et qui les poursuivit jusqu'au Danube où il trouva la mort dans les marais du rivage. Le successeur de Decius, Gallus (de 251 à 253), fut forcé de payer un tribut annuel aux Goths pour leur acheter la paix (1). Cette faiblesse de l'empire romain devait augmenter l'avidité des Barbares. Sous Valérien et Gallien (de 253 à 268), les incursions des hordes guerrières du Pont-Euxin se multiplièrent. Indépendamment des Goths et des Carpi, nous rencontrons les Hérules, les Peuciniens, les Boranes, les Ourgondes, et peu après les Taifales, les Victofales, les Joutouges, les Terwingiens et les Visigoths. Les historiens se donnent beaucoup de peine pour fixer la nationalité de ces hordes; ils désignent les uns comme étant des Germains et les autres des non-Germains; quelques historiens slaves réclament ces derniers comme étant des Slaves. La vérité est que c'étaient des bandits réunis en armées et qu'ils se jetaient, — comme des vautours sur une charogne, — sur les provinces romaines que ne pouvait plus protéger ni conserver le pouvoir branlant des empereurs. Il est bien téméraire de parler d'une nationalité de ces hordes. Elles étaient réunies pour des entreprises guerrières; la langue leur importait aussi peu qu'à ces tribus nomades asiatiques, qui, au dire des voyageurs, changent de langue en quelques années. Il est également impossible de déterminer l'origine de ces diverses tribus, car elles se complétaient et se recrutaient toujours au moyen des éléments les plus divers, qui pratiquaient le métier de la guerre entre l'Est et la mer Noire, entre l'Elbe et le Volga (2).

Mais une chose est certaine : c'est que ces pays fertiles, comme la plaine entre le Danube et la Theiss, dans lesquels la puissance romaine s'affaiblissait, de plus en plus impuissante, devaient tôt ou tard, et avec eux leur population agricole et sédentaire et les colons romains pratiquant le commerce et les métiers, devenir la proie de ces hordes guerrières. Cette fin nécessaire commença déjà à l'époque de Gallien qui fut forcé d'abandonner une partie de la province de

(1) Zozime, 23, 24; Ranke, *l. c.*, 419.

(2) De là les noms multiples qui ont été souvent donnés à une seule et même horde par les historiens de l'antiquité. C'est ainsi par exemple que l'*Anonymus Valerii*, p. 660, appelle Goths les bandes qui pillèrent de la Thessalonique sous Constantin, p. 321, tandis que Zosime les appelle Sauromates. Quelques historiens appellent *bellum scythicum* les combats contre ces mêmes Goths du Pont-Euxin, et Ammianus Marcellinus appelle ses hordes *scythicae gentes*, p. ex. 31, 5.

Dacie (1). Son successeur, Claude II (de 268 à 270), combattit victorieusement contre les Goths, mais Aurélien (de 270 à 275) fut forcé de conclure la paix avec eux et d'évacuer toute la Dacie. Les légions romaines et les colons émigrèrent dans la Mésie occidentale, qui reçut alors le nom de Dacie (2). La domination des Romains dans la plaine du Danube et de la Theiss était terminée; le pays eut de nouveaux maîtres : les Goths.

III. — LE ROYAUME DES GOTHES EN DACIE ET EN PANNONIE.

Après l'évacuation de la Dacie par les Romains (275), plusieurs tribus guerrières, parmi lesquelles les Goths occidentaux et les Vandales, qui étaient les plus puissants, se partagèrent la domination sur la Hongrie actuelle : les Goths occidentaux dominèrent sur la Hongrie occidentale et la Transylvanie (région qui, avec la Roumanie actuelle, constituait l'ancienne Dacie), et les Vandales, sur la Hongrie sud-occidentale, nommée alors Pannonie. Toutefois, il paraît avoir été plus facile à ces tribus guerrières d'éliminer le pouvoir des Romains que de le remplacer par une organisation d'Etat unitaire : le remplacer leur était d'autant plus difficile que, après le départ des Romains, de nouvelles tribus guerrières, venues du Pont-Euxin et des pays au delà des Karpathes, ne cessèrent de se répandre sur la Dacie.

Les rares renseignements que nous possédons sur les cent années suivantes (jusqu'à 375) nous permettent de supposer que, pendant ce laps de temps, les régions qui aujourd'hui constituent la Hongrie et la Transylvanie furent le théâtre de guerres continuelles pour la suprématie entre ces tribus elles-mêmes ; tantôt les unes, tantôt les autres entreprenaient des expéditions de pillage, soit vers l'Ouest, soit vers le Sud et même vers l'Est, jusqu'à l'Asie Mineure. Cette circonstance permet de supposer que, selon les hasards de la guerre à l'intérieur, les unes ou les autres de ces tribus aventureuses furent forcées d'aller chercher en dehors du pays le butin nécessaire à leur subsistance ou de demander aux empereurs romains la permission de s'établir sur le territoire de l'empire.

(1) Eutrope, IX, 6.

(2) *Provinciam trans Danubium, sublato exercitu et provincialibus, desperans posse retineri, abductoque ex ea populo in Mesiam collocavit. Vopiscus, Aurélianus, 39. Cf. Eutropius, IX, 9.*

C'est ainsi qu'e, sous le successeur d'Aurélien, l'empereur Tacite (de 275 à 276), les Goths, alliés aux Alains, firent une incursion en Asie Mineure, où ils furent battus par les Romains. Sous l'empereur suivant, Probus (de 276 à 282), nous rencontrons à nouveau les Vandales. Des peuples de même origine étaient établis dans la Pannonie supérieure où ils étaient les voisins et les rivaux des Goths. Or, c'est en Allemagne et sur le cours inférieur du Rhin que nous rencontrons ces Vandales ; ils venaient au secours des Allemands contre les Romains. Sous le successeur de Probus, Carus (de 282 à 283), des Iaziges *sarmates* franchissent la frontière de l'empire romain et de la Pannonie, pénètrent en Illyrie et en Thrace, où les Romains leur infligent une sanglante défaite et leur font 20,000 prisonniers.

Après ce dernier événement, les Barbares d'au-delà de l'Ister laissèrent à Rome une période de tranquillité d'une quarantaine d'années : de 282 à 321. Seulement, pendant toute cette période, on assigna tantôt aux uns, tantôt aux autres, par exemple aux Carpi, aux Bastarnes et aux Sarmates (sous Dioclétien), des terres laboureables sur le territoire romain.

Une génération plus jeune paraît avoir oublié les défaites des générations précédentes : l'ancien esprit d'aventures et de pillage se réveilla parmi les Goths, poussés sans doute par la nécessité de procurer à la masse du peuple, qui s'était augmentée dans l'intervalle, les subsistances qui lui manquaient dans sa patrie pannonico-dacique.

Sous Constantin-le-Grand (322), ils firent irruption en Thrace et en Mésie et ravagèrent le pays, mais ils furent à nouveau battus : ils furent forcés d'implorer la paix et d'abandonner leurs prisonniers (1).

Néanmoins, dans la guerre civile postérieure de Licinius contre Constantin-le-Grand, ils fournirent à Licinius des troupes auxiliaires, ce qui fit qu'après la fin de la guerre civile Constantin franchit le Danube : il combattit victorieusement les Goths dans leur propre pays : le roi Ariarich conclut la paix avec lui (2).

(1) Quelques auteurs, il est vrai (Zosime), disent que cette incursion avait été entreprise par les Sarmates venant du lac Méotis, mais ces tribus guerrières, nous l'avons vu plus haut, sont désignées tantôt sous le nom de Sarmates, tantôt sous le nom de Goths, tantôt sous celui de Scythes. Voir Zeuss, *l. c.* p. 406.

(2) Voir les passages d'Eutrope, 10, 4, d'Anonym. Valerii, p. 661 et de la

Nous voyons par cette dernière circonstance que dans l'ancienne Dacie, les Goths avaient fini par établir une organisation monarchique et que tous, certainement, ils reconnaissaient l'autorité d'un même roi, puisque l'empereur romain traita avec ce roi (1).

A cet Ariarich succéda (selon Jornandes) Geberich qui fit la guerre contre les Vandales, ceux-ci sous le roi Visimar. La domination de ces Vandales embrassait un territoire compris entre le Danube au Sud, les Marcomans à l'Ouest, les Hermundures au Nord et les Goths à l'Est (2), — par conséquent, vraisemblablement, la dépression entre le Danube et la Theiss, jusqu'à la rive gauche de cette dernière. Ariarich était donc à l'Est le voisin des Vandales et il régnait à l'Est de la Theiss : en tout cas, il régnait dans la Transylvanie actuelle.

Les Vandales furent battus et demandèrent à Constantin de leur permettre de se fixer dans la Pannonie romaine, c'est-à-dire à l'Ouest du territoire où ils avaient été les maîtres : cette région était donc ce qui constitue aujourd'hui le Sud-Ouest de la Hongrie. Ils y restèrent établis une soixantaine d'années, en vertu de décrets impériaux, et « rendirent des services comme des indigènes » (3).

Après la mort de Geberich, Hermanrich, appartenant aux Amales, fut placé à la tête du territoire des Goths, agrandi par le départ des Vandales, tribu régnante ; il augmenta par des guerres heureuses la puissance des Goths et leur zone de domination. On le nomma l'Alexandre-le-Grand des Goths. Jornandes énumère les tribus et les peuplades qu'il vainquit et soumit à son sceptre. Il résulte de cette énumération que Hermanrich étendit sa souveraineté au Nord jusqu'au-delà du Dinester, — à l'Est, jusqu'à la mer Noire.

IV. — LA DOMINATION DES HUNS.

L'invasion des Huns interrompit brusquement la domination des

Chron. Hieronymi ad annum 836, dans Zeuss, *l. c.*, p. 405. Voir en outre Zosime, II, 21.

(1) C'est ce que confirme aussi Jornandes, chap. 16 : « Tunc enim sub Ariarici et Aorici regum suorum florebat imperio. »

(2) Jornandes, ch. 22.

(3) « Ut incolæ famularunt » : Jornandes, ch. 22. L'expression est très caractéristique : Jornandes sait sans doute que généralement ces tribus guerrières, Goths, Sarmates, Scythes, Vandales et autres tribus conquérantes étrangères, quels que soient leurs noms, sont différentes des indigènes « qui rendent des services » ; mais cette fois-ci les Vandales battus et domptés sont forcés de rendre des services comme des *incolæ*.

Goths. Les Huns étaient venus d'Asie en Europe en franchissant le Volga, sous la direction de leur roi Balamir, en l'an 374 après J.-C. : ils traversèrent victorieusement le Sud de la Russie, franchirent les Karpathes, s'avancèrent jusque dans la dépression de la Theiss et du Danube, où les Goths ne leur résistèrent point. Le vieux roi des Goths, Hermanrich, ne voulut point survivre à sa chute et se donna la mort. Mais une partie des Goths, à la tête de laquelle était son fils Hunimund, s'entendit avec les vainqueurs. Une autre partie préféra se réfugier dans l'empire romain et demanda à l'empereur Valère un territoire de colonisation en Thrace et en Mésie, ce qui leur fut accordé d'autant plus facilement qu'ils promirent de se soumettre aux lois romaines et d'adopter le christianisme. Ce qui était le plus important, c'est qu'ils devaient rendre des services à l'empire romain comme troupes chargées de protéger la frontière contre les incursions des Huns. Ils furent répartis en Thrace et en Mésie, entre les postes de l'Ouest et de l'Est. Il se trouvait parmi eux des Gépides et autres tribus que l'on désigne comme étant principalement germaniques (1).

Au Nord du Danube, les Huns établirent leur domination dans les plaines de la Theiss jusqu'aux Karpathes et ils l'étendirent, au Nord des Karpathes, assez avant dans la plaine Sarmate, tandis qu'à l'Est elle allait jusqu'à la mer Noire. Ils forcèrent l'empire romain à leur acheter la paix moyennant des tributs annuels (388).

Vers la fin du siècle suivant (le V^e), Attila devient le chef de ce grand et puissant royaume : un ambassadeur de l'empire d'Orient nous a laissé une description de la résidence de ce roi qui se trouvait dans le territoire où nous avons aujourd'hui Tokaï. Attila commandait une armée de 700,000 hommes. Le faible empire d'Orient ne put soutenir le choc de ces forces et fut obligé d'élever le tribut qu'il lui payait déjà : ce tribut fut porté de 700 à 2,100 livres d'or (2). Dans son armée servaient des Goths, des Gépides, des Thuringiens et d'autres tribus germaniques, ce qui peut servir à démontrer que même les Huns ne faisaient pas table rase de l'ordre social trouvé par eux dans les domaines qu'ils soumettaient, mais laissaient subsister la hiérarchie sociale (dans ces divers territoires, les tribus germaniques occupaient une place éminente) : seulement

(1) Ranke, *Weltgeschichte*, IV, 159.

(2) Bury, *A History of the later Roman Empire*, (London, 1889), t. I, p. 165.

ils prenaient le commandement suprême. Il est vrai qu'avant l'invasion des Huns, des Goths en grand nombre et des groupes de même provenance s'étaient réfugiés chez les Romains, mais il y en avait qui étaient restés : ils se soumirent aux nouveaux maîtres et s'accoutumèrent du nouvel ordre de choses (1).

Ainsi le régime fondé par les Huns, loin d'être une forme d'Etat primitive établie sur des ruines, était un système politique constitué au moyen de nombreuses principautés territoriales, limitées à des tribus et parvenu, par un haut développement, à une articulation sociale comprenant de multiples divisions. Seul, ce fait permet de comprendre qu'un Attila ait pu non seulement gouverner de larges territoires et des peuples nombreux, imposer un tribut à l'empire d'Orient, mais encore concevoir le plan hardi de conquérir et de subjuguier l'Europe occidentale.

Il est vrai que, si une pareille décision put parvenir à maturité dans l'esprit d'Attila, ce fut uniquement grâce à ce que diverses factions de l'empire romain, en état d'hostilité les unes avec les autres, et diverses factions des tribus germaniques, l'entraînèrent à s'immiscer dans les affaires de l'Europe. Le roi des Vandales, Geiseric, qui cherchait un allié contre les Goths occidentaux confédérés avec l'empire, invoqua le secours d'Attila (2). Il devait plaire à Attila de jouer le rôle, non d'un perturbateur, mais d'un pacificateur de l'Europe : il partit de la vallée de la Theiss avec une nombreuse armée et traversa toute l'Allemagne jusqu'à la Gaule. Mais il perdit, dans les plaines de Châlons, sa réputation de chef d'armée victorieux. Il fut obligé de se retirer devant la supériorité de Rome dans l'art de la guerre et il mourut peu de temps après, dans sa résidence entre le cours supérieur de la Theiss et le cours moyen du Danube.

Après sa mort son royaume se désagrégea en petites principautés qui furent dominées par les diverses tribus germaniques (année 450).

Les pays situés de l'autre côté de la Theiss eurent pour maîtres les Gépides, sous leur roi Ardarich : cette partie de l'ancienne Dacie fut dès lors connue sous le nom de Gépédie (3). Trois princes Goths, Théodemir, Walamir et Widemir, se partagèrent la domination sur

(1) Ranke, *l. c.*, IV, 156.

(2) Ranke, IV, 296.

(3) Hunfaloy : *Ethnographie Ungars*, p. 77 et suiv.

la Pannomie supérieure et sur la région entourant le lac Pelso, aujourd'hui Neusiedler (1); les Hérules eurent le territoire entre le Danube et la Theiss, et dans le territoire qui, sous Attila, avait été occupé par les Quades, dans le nord-ouest de la Hongrie actuelle, les Rugiens furent les maîtres et le pays prit le nom de *Rugiland*. Mais cet état de choses ne dura pas longtemps. Des tribus germaniques se jetèrent les unes sur les autres, se disputant la suprématie sur ces pays ravagés et dépeuplés : ce fut un pêle-mêle absolu.

Il semble que le pays ne pouvait plus nourrir les habitants, puisque les Goths orientaux, maîtres de la Pannonie, firent des incursions de pillage en Illyrie; puisque d'autres tribus germaniques, se rendant à l'appel de l'empereur Majorien, prirent du service dans les armées romaines, en Espagne, contre les Vandales (2); puisqu'enfin des fractions d'une même tribu se faisaient la guerre (3).

Par suite de ces faits, il se produisit à la fin du V^e siècle et dans la première moitié du VI^e, des changements en ce qui concerne la situation de puissance et les possessions des diverses tribus germaniques dans les pays entre le Danube et la Theiss, ainsi que dans les pays des Karpathes.

Le plus important de ces changements fut qu'après la destruction par Odoacre (487) des Rugiens nomades du Danube et de la March, les Lombards s'emparèrent du Rugiland et y restèrent quelques années. Ils se dirigèrent ensuite au Sud-Est et se rendirent dans le Nord de la vallée de la Theiss, d'où, sous l'empereur Justinien et vraisemblablement invités par lui, ils allèrent faire une guerre d'extermination aux Gépides dans ce qui est aujourd'hui la Transylvanie. Ils ne restèrent pas longtemps dans le territoire de ces derniers : sous la conduite d'Alboin, leur roi, ils envahirent l'Italie (468), pendant que les Avars s'installaient dans l'ancien pays des Gépides abandonné par les Lombards et dans la partie de la Pannomie que ces derniers avaient également occupée.

(1) Ibid.

(2) Sidonius Apollinaris, V, 474.

(3) Ainsi, Odoacre, qui lui-même est *genere Rugus*, fit la guerre aux Rugiens qui dominant sur la rive gauche du Danube : « funditus delevit ». (*Ignoti auctoris exc. de Odoacra*, 48; *Vita S. Severini*, 45; Paul Warnefrid, I. 29). Ensuite, Theodorich, roi des Goths orientaux, tombe sur Odoacre, etc.

V. — DOMINATION DES AVARES.

L'invasion des Avars était accomplie : un peuple asiatique, de langage et d'origine analogues à ceux des Huns, avait pris possession du pays entre les Karpathes et le Danube et l'on aurait presque pu croire que, dans ces contrées, les tribus germaniques étaient moins prédestinées à la domination que les tribus asiatiques ; car, ce que depuis la mort d'Attila, roi des Huns, aucune des tribus germaniques n'avait pu réaliser, c'est-à-dire le maintien prolongé de sa domination dans toute cette région, — une tribu pillarde asiatique allait l'effectuer. Lorsque Alboin avec ses Lombards se fut retiré vers l'Italie (568), les Avars s'emparèrent non seulement de l'ancienne Dacie, qui s'appelait aussi Gépédie, mais encore de la Pannonie, bref, de tout le pays au Sud-Ouest du cours moyen du Danube.

Les Avars restèrent pendant 250 ans environ les maîtres de ces pays, dont les populations, depuis le commencement de la domination des Avars, sont généralement désignées par le nom de Slaves. L'apparition subite de ce nom chez les écrivains du VI^e siècle a fait supposer que les Slaves s'étaient répandus entre le Danube et les Karpathes, à cette époque ou peu de temps auparavant. Mais comme nous n'avons absolument aucune donnée sur une semblable immigration, la supposition contraire est au moins tout aussi justifiée. Il est donc permis de croire que tout ce qu'il y a de nouveau, c'est la désignation de Slaves qui apparaît au VI^e siècle, s'appliquant à la population agricole primitive, et que, par conséquent, nous nous trouvons ici en présence d'une nouvelle terminologie et non pas d'une nouvelle population. Cette dernière hypothèse a du reste un grand avantage : celui d'expliquer comment, ni au V^e siècle, ni au VI^e, ni avant, ni après cette époque, on ne remarque aucune trace d'une immigration de Slaves.

La domination des Avars sur les indigènes de ces pays fut moins une utilisation raisonnable et économique des forces et des biens existants qu'une oppression anti-économique, ayant pour objet l'exploitation à l'intérieur, et à l'extérieur les rapines.

Le khakan Bajan doit être considéré comme le fondateur de ce royaume : ce chef, par une série de rapides victoires, recula les bornes de sa domination des Karpathes transsylvaniennes jusqu'à la Leitha et jusqu'à l'Ems, dans ce qui est aujourd'hui l'archiduché d'Autriche, du Danube inférieur jusqu'à l'Erzgebirge de Bosnie. De

cette vaste région, qui équivalait presque à la monarchie austro-hongroise d'aujourd'hui, les Avars, forçant les Slaves assujettis à servir dans leurs armées, entreprirent des excursions de pillage d'abord vers la péninsule des Balkans et Constantinople, puis (596) dans le royaume des Francs et enfin vers le Nord-Est de l'Italie (610).

L'empire romain d'Orient fut obligé de leur payer un tribut considérable pour avoir la tranquillité. Les Avars essayèrent également de piller ce qui est aujourd'hui la Bohême, mais ils y rencontrèrent à la tête des Slaves de ce pays, un chef indigène, Samo, qui les combattit victorieusement (623).

Les difficultés entre les rois francs et les ducs de Bavière fournirent à plusieurs reprises aux Avars l'occasion de faire, d'accord avec ces derniers, des invasions dans le royaume franc; enfin, Charlemagne, avec l'aide de chefs slaves, mit fin à leur domination (795). Tout le pays, en deçà du Danube, par conséquent le *Noricum ripense* et la Pannonie furent incorporés au royaume des Francs. Les diverses peuplades slaves, qui habitaient dans les autres régions soumises aux Avars au-delà du Danube, paraissent s'être débarrassées, à la même époque, du joug de leurs maîtres et avoir fait quelques tentatives pour vivre sous leur propre chef. Ces tentatives n'eurent pas grand succès, car, d'une part, le royaume des Francs essaya d'assujettir les populations slaves, jusqu'au Danube et à la Save et même jusqu'au littoral de l'Adriatique; d'autre part, peu de temps après le renversement de la domination des Avars, une autre tribu conquérante asiatique apparut comme classe dominante: c'était les Bulgares. Ils soumièrent les tribus slaves du cours inférieur du Danube et de la plaine de la Theiss (1). Il n'y eut qu'un

(1) Ces Bulgares arrivèrent en Europe à la fin du V^e siècle. Ils commencèrent par se tourner contre l'empire romain d'Orient qu'ils inquiétèrent par leurs déprédations et qu'ils forcèrent à leur payer tribut. Au VI^e siècle, une partie des Bulgares entreprit des expéditions contre le royaume des Francs, pendant qu'une autre partie soumettait la population slave de la péninsule des Balkans entre le Danube et l'Hémos. Au commencement du VII^e siècle, leur rameau septentrional se réunit aux Avars pour former un seul peuple et se partage avec eux la domination sur la Hongrie actuelle, les Bulgares occupant la partie Nord-Est. Au VII^e siècle (630), ils se séparèrent des Avars et se choisirent un khan à eux; une guerre éclata même entre les anciens alliés. En 625, les Bulgares se soumettent à la suprématie de l'empire de Byzance. Après la dislocation du royaume des Avars, le prince bulgare

état slave qui réussit à maintenir longtemps son indépendance : c'était la grande Moravie, dans le Nord-Ouest de la Hongrie. A la fin, il éclata lui-même sous le choc de nouveaux hôtes asiatiques : les Magyars (1).

LOUIS GUMFLOWICZ,
Professeur à l'Université de Graz.

LES MONADES & LA SCIENCE SOCIALE (2)

— Suite —

III

Tout cela peut paraître bien étrange ; mais au fond, tout cela l'est beaucoup moins qu'une manière de voir acceptée couramment jusqu'ici par les savants et les philosophes et dont le point de vue sociologique universel doit avoir pour effet logique de nous délivrer. Il est vraiment bien surprenant de voir les hommes de science si portés à répéter à tout propos que *rien ne se crée*, admettre implicitement comme une chose évidente que les *simples rapports de divers êtres peuvent devenir eux-mêmes de nouveaux êtres ajoutés numériquement aux premiers*. C'est cependant ce qu'on admet, sans peut-être s'en douter, quand, l'hypothèse des monades étant écartée, on essaie par le moyen de tout autre, et notamment par le jeu des atomes, d'expliquer ces deux apparitions capitales, un nouvel individu vivant, un nouveau moi. A moins de refuser le titre d'êtres à ces deux réalités prototypes de toute notion d'être, on est forcé de convenir que, quelques éléments mécaniques d'un nombre déterminé étant mis en relations mécaniques d'une certaine manière, un nouvel être vivant, qui n'était pas, est soudain et s'ajoute à leur nombre ;

Kremm se fit reconnaître dans la plaine de la Theiss et s'allia avec le royaume des Bulgares fondé au sud du Danube, de telle sorte que sa domination s'étendit de la Mésie jusqu'aux Karpathes du Nord. Cette partie septentrionale du royaume des Bulgares perdit son indépendance à l'arrivée des Magyars. — Comparer Fessler, *Geschichte der Ungarn*, Leipzig, 1867, I, p. 25. Voir aussi Jirecek, *Geschichte der Bulgaren*, ch. V.

(1) Fessler, *l. c.*

(2) Voir le n° 2 de la *Revue*.

plus rigoureusement encore, on doit avouer que, un nombre donné d'éléments vivants se trouvant rapprochés de la façon voulue dans l'enceinte d'un crâne, quelque chose d'aussi réel, sinon de plus réel que ces éléments est créé au milieu d'eux, par la simple vertu de ce rapprochement, comme si par la disposition de ses unités réunies un chiffre pouvait se trouver grossi. — Quoique masquée sous la notion ordinaire du rapport des conditions au résultat dont les sciences naturelles et sociales font un si grand abus, l'absurdité mythologique en quelque sorte que j'indique n'y est pas moins récelée au fond. Une fois lancé dans cette voie, il n'y a pas de raison pour s'arrêter : tout *rapport* harmonieux, profond et intime, entre éléments naturels, devient *créateur* d'un élément nouveau et supérieur, qui collabore à son tour à la création d'un élément autre et plus élevé ; à chaque degré de l'échelle des complications phénoménales, de l'atome au moi, en passant par la molécule de plus en plus complexe, par la cellule ou la plastidule d'Hockel, par l'organe et enfin par l'organisme, on compte autant d'êtres nouveaux créés que d'unités nouvelles apparues ; et, jusqu'au moi, on va sans obstacle invincible sur la route de cette erreur, grâce à l'impossibilité où nous sommes de connaître intimement la vraie nature des relations élémentaires qui se produisent dans les systèmes d'éléments extérieurs dont nous ne faisons pas partie. — Mais un grave écueil se présente quand on arrive aux sociétés humaines ; ici nous sommes chez nous, c'est nous qui sommes les vrais éléments de ces systèmes cohérents de personnes appelés Cités ou Etats, régiments ou congrégations ; nous savons tout ce qui s'y passe. Or, si intime, si profond, si harmonieux que soit un groupe social quelconque, jamais nous n'y voyons jaillir *ex abrupto* au milieu des associés surpris, un *moi collectif*, réel et non simplement métaphorique, résultat merveilleux dont ils seraient les conditions. Sans doute il y a toujours un associé qui représente et personnifie le groupe tout entier, ou bien un petit nombre d'associés (les ministres dans un Etat) qui, chacun sous un aspect particulier, l'individualisent en eux non moins entièrement. Mais ce chef ou ces chefs sont toujours aussi des membres du groupe, nés de leurs père et mère, et non de leurs sujets ou de leurs administrés. Pourquoi cependant l'accord de cellules nerveuses, inconscientes, aurait-il le don, journallement, d'évoquer du néant une conscience dans un cerveau d'embryon, tandis que l'accord des consciences humaines n'aurait jamais eu cette vertu dans une société quelconque ?

IV

Par là, l'extension du point de vue sociologique, notre point de vue lumineux par excellence, à l'universalité des phénomènes, est destinée à transformer radicalement le rapport scientifique des conditions au résultat. — Par un autre côté encore, elle lui impose un changement profond.

La principale objection contre la doctrine des monades, c'est, je l'ai déjà dit, qu'elle met ou paraît mettre autant ou plus de complications à la base des phénomènes qu'à leur sommet. Qui expliquera, peut-on nous demander, la complexité spirituelle des agents par lesquels nous croyons tout expliquer? J'ai déjà répondu en niant la complexité alléguée, si l'on suppose que la foi et le désir sont tout l'être des monades. Mais on peut supposer, et c'est mon avis, que leur contenu ne se réduit pas à cela. Je dirai bientôt ce que je leur attribue en outre. Reprenant donc l'objection signalée, je l'attaquerai à sa source même, dans le préjugé si répandu, suivant lequel le résultat est toujours plus complexe que ses conditions, l'action plus différenciée que les agents, d'où il suit que l'évolution universelle est nécessairement une marche de l'homogène à l'hétérogène, une différenciation progressive et constante. M. Spencer a le mérite, notamment dans son chapitre sur l'instabilité de l'homogène, d'avoir formulé magistralement cette apparence érigée en loi. La vérité est que la différence va différant, que le changement va changeant, et qu'en se donnant ainsi pour but à eux-mêmes, le changement et la différence attestent leur caractère nécessaire et absolu; mais il n'est ni ne saurait être prouvé que la différence et le changement augmentent dans le monde ou diminuent. Si nous regardons le monde social, le seul qui nous soit connu *en dedans*, nous voyons les agents, les hommes, beaucoup plus différenciés, plus caractérisés individuellement, plus riches en variations continuelles, que le mécanisme gouvernemental, les systèmes de lois ou de croyances, les dictionnaires mêmes et les grammaires, entretenus par leur concours. Un fait historique est plus simple, plus clair, que n'importe quel état d'esprit d'un de ses acteurs. Bien mieux, à mesure que la population des groupes sociaux s'accroît et que les cerveaux des sociétaires s'enrichissent d'idées et de sentiments nouveaux, le fonctionnement de leurs administrations, leurs codes, leurs catéchismes, la structure même de leurs langues, se régularisent et se simplifient à peu

près comme les théories scientifiques à mesure qu'elles se remplissent de faits plus nombreux et plus divers. Les gares de nos chemins de fer sont construites sur un type plus simple et plus uniforme que les châteaux du moyen-âge, quoique les premières mettent en œuvre des ressources et des travaux beaucoup plus multiples. Nous voyons en même temps que si la marche de la civilisation diversifie à certains égards les individus humains, ce n'est qu'à la condition de les niveler par degré sous d'autres rapports par l'uniformité croissante de leurs lois, de leurs mœurs, de leurs coutumes, de leurs langages. En général, la similitude de ces traits collectifs favorise la dissemblance intellectuelle et morale des individus dont elle étend la sphère d'action, et d'ailleurs, si par suite du mouvement civilisateur, les institutions, les coutumes, les vêtements, les produits industriels, etc..., diffèrent beaucoup moins *d'un point à un autre* sur un territoire donné, ils diffèrent beaucoup plus *d'un moment à un autre* dans un temps donné.

Quant à la formule de l'*instabilité de l'homogène*, elle suppose que plus une chose est homogène, plus son équilibre interne est instable, si bien que, dans l'hypothèse de son homogénéité absolue, elle ne pourrait subsister sans altération deux instants de suite. Il est cependant remarquable que l'espace est le seul type d'homogénéité absolue à nous connu en admettant sa réalité que *M. Spencer* affirme. Comment se fait-il, si la loi est vraie, que ce système de points, de volumes parfaitement homogènes subsiste inaltérable depuis la naissance des temps ? Si l'on nie le caractère réel de l'espace, l'argument ne porte plus ; mais la prétendue loi est contredite par mille exemples qui nous montrent l'homogénéité relative naissant de l'hétérogénéité, et dont les plus frappants sont fournis par l'observation des sociétés, soit humaines, soit animales. L'agrégation des polypes, animaux souvent très compliqués, forme un polypier, sorte de végétal aquatique des plus rudimentaires. L'agrégation des hommes en tribus ou en nations donne naissance à une langue, espèce de plante inférieure dont les philologues étudient la *végétation*, la *croissance*, la *floraison* historiques, pour employer leurs propres expressions.

Voilà pourquoi, je le répète, l'infusion d'un esprit sociologique dans les sciences serait surtout propre à les guérir du préjugé que je combats. On verrait alors dans quel sens il faut entendre ce grand et beau principe de la différenciation, que *M. Spencer* a étendu si heureusement sans parvenir toutefois à le concilier comme

il convient, je crois, avec le principe non moins certain de la coordination universelle. La nébuleuse primordiale, qui nous apparaît dans un lointain brumeux, ne doit peut-être qu'à notre éloignement d'elle son air d'homogénéité, point de départ de toutes les théories cosmogoniques. Savons-nous les sacrifices de diversités antérieures que la condensation des éléments en atomes similaires, des atomes en molécules et en sphères célestes, des molécules en cellules, et ainsi de suite, a exigés au profit des diversités postérieures et, je l'admets, supérieures, ce qui ne veut pas dire accrues ? Nous savons un peu mieux, et nous ne connaissons pas pleinement, ce qu'il en coûte à des sauvages libres et errants pour s'agglomérer en peuplades, et à des peuplades pour s'immobiliser en cités tourbillonnantes autour d'un pivot d'institutions fixes. Mais quand, sous nos yeux, à la diversité provinciale des usages, des coutumes, des idées, des accents, des types physiques, se substitue le nivellement moderne, l'unité des poids et mesures, de langage, d'accent, de conversation même, condition nécessaire de la mise en relations, c'est-à-dire de la mise en œuvre de tous les esprits et de leur déploiement plus libre et plus caractérisé, les larmes des poètes et des artistes nous attestent le prix du pittoresque social sacrifié à cet avantage. Pour être plus avantageuses, car elles répondent à une plus grande somme de désirs, les différences nouvellement écloses sont-elles plus considérables que les anciennes ? Non. Par malheur, nous avons un penchant inexplicable à imaginer homogène tout ce que nous ignorons. Les anciens états géologiques de la planète nous étant beaucoup moins connus que l'état actuel, nous regardons comme certain qu'ils étaient moins différenciés, préjugé contre lequel Lyell proteste souvent. Avant le télescope qui nous a révélé la multiformité des nébuleuses, des types stellaires, des étoiles doubles et variables, ne rêvait-on pas universellement, au-delà du ciel connu, des cieux immuables et incorruptibles ? Et dans l'infiniment petit, resté, encore plus que l'infiniment grand, inaccessible à nos observations, ne rêve-t-on pas encore à la pierre philosophale sous mille formes, atome identifié des chimistes ? Mais partout où, sous l'indistinct apparent, un savant creuse, il découvre des trésors de distinctions inattendues. Les animalcules passaient pour homogènes ; Ehrenberg les regarde au microscope et dès lors, dit M. Perrier, « l'âme de tous ses travaux, c'est la foi en l'égale complexité de tous les animaux », depuis l'infusoire jusqu'à l'homme. Les solides et les liquides étant plus accessibles à nos yeux que les gaz,

et ceux-ci plus que la matière éthérée, nous regardons les solides et les liquides comme plus différents entre eux que les gaz, et nous disons en physique l'*éther* et non les *éthers* (quoique Laplace emploie ce pluriel) comme nous dirions le *gaz* et non les *gazes*, si ceux-ci étaient seulement connus par leurs effets physiques, remarquablement analogues, à l'exclusion de leurs propriétés chimiques; quand la vapeur d'eau se cristallise en mille aiguilles variées ou simplement se liquéfie en eau courante, cette condensation est-elle vraiment, comme on est enclin à le penser, une augmentation des différences inhérentes aux molécules de l'eau? Non. N'oublions pas la liberté dont celles-ci, à l'état de dispersion gazeuse, jouissaient auparavant, leurs mouvements dans toutes les directions, leurs chocs, leurs distances infiniment variées. Est-ce à dire qu'il y ait eu diminution de différence? non plus; mais simplement substitution de différences d'un certain genre, intérieures, à des différences d'un autre genre, extérieures les unes aux autres.

Exister, c'est différer; la différence, à vrai dire, est en un sens le côté substantiel des choses, ce qu'elles ont à la fois de plus propre et de plus commun. Il faut partir de là et se défendre d'expliquer cela, à quoi tout se ramène, y compris l'identité d'où l'on part fausement. Car l'identité n'est qu'un *minimum* et par suite qu'une espèce, et une espèce infiniment rare de différence, comme le repos n'est qu'un cas du mouvement, et le cercle qu'une variété singulière de l'ellipse. Partir de l'identité primordiale, c'est supposer à l'origine une singularité prodigieusement improbable, une coïncidence presque impossible d'être multiples, à la fois distincts et semblables, ou bien l'inexplicable mystère d'un être simple et ultérieurement divisé on ne sait pourquoi. C'est, en un sens, imiter les anciens astronomes qui, dans leurs explications chimériques du système solaire, partaient du cercle et non de l'ellipse, sous prétexte que la première figure était plus parfaite. La différence est l'*alpha* et l'*oméga* de l'univers; — par elle tout commence, dans les éléments dont la diversité innée, rendue probable par des considérations de divers ordres, justifie seule à mes yeux leur multiplicité; par elle tout finit, dans les phénomènes supérieurs de la pensée et de l'histoire où, rompant enfin les cercles étroits dont elle s'était enserrée elle-même, le tourbillon atomique et le tourbillon vital, s'appuyant sur son propre obstacle, elle se surpasse et se transfigure. Toutes les similitudes, toutes les répétitions phénoménales ne me semblent être que des intermédiaires inévitables entre les diversités élémen-

taires plus ou moins effacées et les diversités transcendantes atteintes par cette partielle immolation.

Où, pour mieux dire, dans toute évolution qui se prolonge suffisamment, nous observons une succession et un entrecroisement de couches phénoménales alternativement remarquables par la régularité et le caprice, par la permanence et la fugacité des rapports qu'elles nous présentent. L'exemple des sociétés est précisément très propre à faire saisir ce grand fait et à suggérer en même temps sa vraie signification, en montrant que dans cette série où l'identité et la différence, l'indistinct et le caractérisé s'emploient réciproquement plusieurs fois de suite, le terme initial et le terme final est la différence, le caractère, ce qu'il y a de bizarre et d'inexplicable qui s'agite au fond de tout, qui toujours plus net et plus vif réapparaît après des effacements successifs. — Des hommes qui parlent, tous divers d'accents, d'intonations, de timbres de voix, de gestes : voilà l'élément social, véritable chaos d'hétérogénéités discordantes. Mais, à la longue, de cette Babel confuse se dégagent des habitudes générales de langage, formulables en lois grammaticales. A leur tour celles-ci ne servent, par la mise en relations d'un plus grand nombre de parleurs ensemble, qu'à mettre en relief la tournure propre de leurs idées : autre genre de discordance. Et elles réussissent d'autant mieux à diversifier les esprits de la sorte qu'elles sont elles-mêmes plus fixes et plus uniformes. Considérons par exemple les poètes. Ils s'emparent de la langue naissante pour la plier à leur fantaisie désordonnée. Cependant, après une période de balbutiements, des rythmes, des lois prosodiques se formulent et s'imposent : le vers hindou, le vers grec, le vers français, peu importe. Nouvel accès d'uniformité. A quoi est-il bon en définitive ? A déployer d'autant mieux les ressources imaginatives des poètes et à faire luire leur teinte propre. A mesure que le battement rythmique en quelque sorte des ailes de la poésie se régularise, son essor, chose remarquable, devient plus capricieux. La prosodie de Victor Hugo en ses règles subtiles est à la fois plus compliquée et plus rigoureuse que celle de Racine. — Nous aurions pu considérer les savants et non les poètes, l'observation eût donné les mêmes résultats. Chaque savant travaille à part des autres, quoiqu'il utilise leurs travaux, grâce à leur commune langue ; il met son tempérament, son âme, dans les recherches auxquelles il se livre ; tout y est caractéristique et individuel. Si l'on pouvait rassembler en un même local tous les chercheurs qui élaborent ensemble une même

science en voie de formation (la chimie organique, par exemple, la météorologie, la linguistique), nul pandœmomien ne serait comparable en bizarrerie à cette fournaise scientifique. Or, il se forge là un monument impersonnel glacial et gris, où semblera s'être absolument effacée la trace même des états psychologiques multicolores qui l'auront édifié. Attendez pourtant. La science ne saurait être le dernier mot du progrès. Supposons-la achevée, complète, ramassée en un catéchisme définitif qui se logerait aisément dans un coin de toutes les mémoires, il resterait dans le cerveau humain immensément plus d'énergie disponible pour d'autres emplois que nous ne pouvons nous l'imaginer actuellement. Alors il deviendrait clair que la systématisation consommée et la propagation universelle de l'orthodoxie scientifique ont eu pour dernière et suprême raison d'être le déploiement extraordinaire d'hypothèses, d'hérésies philosophiques, de systèmes personnels et indéfiniment multipliés, de fantaisies lyriques et dramatiques extraordinaires où se satisferait pleinement en chaque esprit, grâce au savoir impersonnel, le besoin profond d'universaliser sa nuance spéciale, de frapper le monde à son sceau. L'intelligence poussée à bout finira par n'être qu'une aide-imagination.

Envisageons-nous l'évolution sociale sous son aspect économique, administratif, militaire ? Même loi encore. D'une phase industrielle primitive où chacun fait ce que bon lui semble et comme bon lui semble, on passe vite à une seconde phase où des métiers, des corporations s'établissent avec des procédés fixes et traditionnels de fabrication qui semblent faits pour étouffer le génie devenu inutile ou gênant ; mais, au contraire, par cette contrainte même, le génie des inventions et des arts se fortifie, et s'en échappe incomparablement plus fécond. De la phase commerciale primitive sans nul prix fixe et général, marchandage perpétuel, favorable à la finesse et à la rouerie individuelles, on passe aux cours uniformes et réglés de nos grands marchés modernes pourvus de thermomètres spéciaux qu'on appelle Bourses ; et, en fin de compte, loin d'annihiler l'habileté de l'individu sous l'autorité du nombre, cette régularité, cette fatalité pour ainsi dire physique des faits économiques d'ensemble, servent d'appui à l'élan effréné de la spéculation et de l'esprit d'entreprise qui s'en empare et qui s'en joue, et où éclatent, en triomphes ou en catastrophes brusques, sans formule possible, les moindres particularités psychologiques des joueurs. A l'incohérence, à la bizarrerie administratives d'une nation embryonnaire succèdent par degré l'u-

nité, la fixité des administrations, la centralisation des pouvoirs, le tout pour la plus grande gloire des hommes d'Etat, machinistes de cette machine, qui l'emploient à l'accomplissement de faits historiques, tous, comme leurs auteurs, *sui generis*, merveilleux accidents de la planète. — Enfin les hordes indisciplinées des barbares font place à nos belles armées machinales où l'individu n'est plus rien, simple instrument, d'ailleurs, aux mains du grand capitaine qui lui fait livrer quelque bataille dissemblable à toute autre, ayant son nom et sa date, où se reproduit agrandi sous l'immense échelle d'un champ de bataille, son état psychologique particulier pendant l'action.

On le voit donc par ces exemples, l'ordre et la simplicité, chose étrange, se montrent dans le composé, quoique étrangers à ses éléments, puis de nouveau disparaissent dans les composés supérieurs et ainsi de suite. Mais ici, dans les évolutions sociales et dans les agrégations sociales, dont nous faisons partie et où nous avons l'avantage de saisir à la fois les deux extrémités de la chaîne, la plus basse et la plus haute pierre de l'édifice, nous voyons manifestement que l'ordre et la simplicité sont de simples moyens termes, des alambics où se sublime en quelque sorte la diversité élémentaire puissamment transfigurée. Le poète, le philosophe essentiellement, et secondairement l'inventeur, l'artiste, le spéculateur, la politique, le tacticien : voilà en somme les fleurs terminales d'un arbre national quelconque (1) ; à les faire éclore ont travaillé tous les germes avortés d'innéités extra-sociales, ou anti-sociales, que chaque petit citoyen a apportées en venant au monde et que la faux niveleuse, indispensable, de l'éducation a fait périr pour la plupart dès le berceau.

Ces innéités caractéristiques, en même temps qu'elles sont le premier terme de la série sociale, sont le dernier terme de la série vitale. En essayant de remonter celle-ci à son tour, nous traverserions d'abord le type spécifique, harmonieusement reconstitué et régulièrement répété depuis des siècles, dont elles sont les variations, — puis la période critique pendant laquelle ce type a été formé par une coïncidence de causes multiples et bizarrement juxtaposées, — puis les types antérieurs d'où il dérive et leurs formations analogues, —

(1) Je suis loin de les mettre sur le même rang. Entre autres différences, on peut espérer ou rêver une ère de civilisation consommée où chacun aurait sa poésie, sa philosophie à soi, mais non sa grande découverte, non son gros lot à la loterie, non son rôle politique ou militaire.

puis la cellule et enfin le protoplasme informe ou protéiforme aux caprices soudains que nulle formule ne peut saisir. — Ici encore la diversité pittoresque est l'alpha et l'oméga.

Mais le protoplasme, premier terme de la série vitale, n'est-il pas le dernier terme de la série chimique? Celle-ci, remontée à son tour, nous montre les types moléculaires de moins en moins complexes de la chimie inorganique, tous régulièrement édifiés et consistant probablement en cycles harmonieux de mouvements périodiques et rythmés, mais tous séparés les uns des autres par les crises tumultueuses et désordonnées de leurs combinaisons, et nous arrivons ainsi par conjecture, à l'atome ou aux atomes les plus simples dont les autres sont formés. Mais est-ce là l'élément initial? Non. Car l'atome le plus simple est un type matériel, un tourbillon, nous dit-on, un rythme vibratoire d'un certain genre, quelque chose d'infiniment compliqué selon toute apparence. On est plus que jamais fondé à affirmer cette complexité depuis les recherches provoquées par l'invention du radiomètre sur les gaz extrêmement raréfiés où l'atome gazeux semble se laisser entrevoir individuellement. Dans ce monde ultra-gazeiforme, par exemple, le rayon lumineux ne chemine pas toujours en ligne droite; plus nous nous rapprochons de l'élément individuel, plus il y a de variabilité dans les phénomènes observés. Il a été établi par Clerk Maxwell que les molécules d'un même gaz se meuvent avec des vitesses très différentes, bien que leur vitesse moyenne soit égale. « C'est qu'en réalité, dit M. Spottiswoode, de la Société Royale de Londres, la simplicité de la nature que nous saisissons à présent, est le résultat d'une complexité infinie, et que, *sous une uniformité apparente se trouve une diversité dont nous n'avons pas encore sondé les profondeurs et les secrets.* » M. Crookes s'exprime de même à propos de la matière radiante : « Les plus grands problèmes de l'avenir recevront leur solution dans ce domaine inexploré (de l'infiniment petit) où se trouvent sans doute les *réalités fondamentales, subtiles, merueilleuses et profondes.* » S'exprimerait-il de la sorte s'il se représentait les éléments derniers à la façon vulgaire comme les exemplaires identiques d'un type uniforme? Parce que toute substance chimique se traduit à nos yeux par une vibration spéciale imprimée à l'éther, on est porté à croire que cette faculté de vibrer d'une certaine manière est identique chez tous les atomes similaires et qu'ils n'en ont pas d'autre. C'est comme si l'on disait d'une pinada ou d'une peupleraie entendue à distance et reconnaissable à son sifflement ou à son murmure particulier, simple

et monotone, que les feuilles de pin et de peuplier consistent dans un tremblement caractéristique et invariable. Ainsi, comme la société, comme la vie, la chimie paraît rendre témoignage à la nécessité de la différence universelle, principe et fin de toutes les hiérarchies et de tous les développements. La diversité, et non l'unité, est au cœur des choses : cette conclusion se déduit pour nous, au reste, d'une remarque générale qu'un simple coup d'œil jeté sur le monde et les sciences nous permet de faire. Partout une exubérante richesse de variations et de modulations inouïes jaillit de ces thèmes permanents qu'on nomme espèces vivantes, systèmes stellaires, équilibres de toute sorte, et finit par les détruire et les renouveler entièrement, et nulle part cependant les forces ou les lois auxquelles nous sommes habitués à donner le nom de principes des choses ne semblent se proposer la variété pour terme ou pour but. Les forces sont au service des lois, nous dit-on, et les lois s'appliquent toutes aux phénomènes en tant qu'ils sont des répétitions parfaites et non des répétitions variées ; toutes, manifestement, tendent à assurer la reproduction exacte des thèmes et la stabilité indéfinie des équilibres de tout genre, à empêcher leur altération et leur renouvellement. La grande manivelle de notre système solaire est faite pour tourner éternellement ; les doutes qui pouvaient subsister là-dessus après Laplace, Leverrier les a levés. Toute espèce vivante *veut* se perpétuer sans fin ; il y a quelque chose en elle qui lutte pour la maintenir contre tout ce qui s'efforce de la dissoudre. Il en est d'elle comme de tout gouvernement, comme du plus fragile ministère dont le rôle essentiel est toujours de se dire, ne se croire, de se vouloir installé au pouvoir pour l'éternité. Il n'est pas un fossile végétal ou animal d'une espèce éteinte depuis des siècles, qui n'ait eu en soi une assurance *législative*, une certitude en apparence fondée, de vivre autant que la planète. Tout a une certitude en apparence fondée de vivre autant que la planète. Tout cela, qui a péri, était appelé à durer sans fin, et s'appuyait sur des lois physiques, chimiques, vitales, comme nos despotes ou nos ministres sur leur code et sur leur armée. Et notre système solaire aussi périra sans nul doute, comme tant d'autres dont les épaves se voient dans les cieux ; et qui sait même si des types moléculaires ne disparaîtront pas après avoir pris naissance dans le cours des âges aux dépens de molécules préexistantes ? Mais comment tout cela a-t-il pu périr ou pourra-t-il périr ? Comment, s'il n'y a dans l'univers que des lois réputées immuables et toutes puissantes visant à des équilibres stables, et une substance réputée homogène

sur laquelle s'exercent ces lois, comment l'action de ces lois sur cette substance peut-elle produire cette magnifique floraison de variétés qui rajeunissent à chaque heure l'univers et cette série de révolutions inattendues qui le transfigurent? Comment même la moindre floriture peut-elle se glisser à travers ces rythmes austères et agrémenter tant soit peu l'éternelle psalmodie du monde? De l'hymen du monotone et de l'homogène, que peut-il naître si ce n'est l'ennui? Si tout vient de l'identité et si tout y vise et y va, quelle est la source de ce fleuve de variété qui nous éblouit? Soyons-en certains, le fond des choses n'est pas si pauvre, si terne, si décoloré qu'on le suppose. Les types ne sont que des freins, les lois ne sont que des digues vainement opposées au débordement de différences révolutionnaires, intestines, où s'élaborent en secret les lois et les types de demain, et qui, malgré la superposition de leurs jougs multiples, malgré la mécanique céleste, finissent un jour, comme les hommes d'une nation, par emporter toutes les barrières et par se faire de leurs débris même un instrument de diversité supérieure.

Insistons sur cette vérité capitale. On s'y achemine en remarquant que, dans chacun de ces grands mécanismes réguliers, le mécanisme social, le mécanisme vital, le mécanisme stellaire, le mécanisme moléculaire, toutes les révoltes internes qui finissent par les briser sont provoquées par une condition analogue : leurs éléments composants, soldats de ces divers régiments, incarnation temporaire de leurs lois, n'appartiennent jamais que par un côté de leur être, et par d'autres côtés échappent au monde qu'ils constituent. Ce monde n'existerait pas sans eux ; mais sans lui ils seraient encore quelque chose. Les attributs que chaque élément doit à son incorporation dans son régiment ne forment pas sa nature toute entière ; il a d'autres penchants, d'autres instincts qui lui viennent d'enrégimentations différentes ; d'autres enfin, par suite (nous allons voir la nécessité de cette conséquence) qui lui viennent de son fond, de lui-même, de la substance propre et fondamentale sur laquelle il peut s'appuyer pour lutter contre la puissance collective, plus vaste, mais moins profonde, dont il fait partie, et qui n'est qu'un être artificiel, composé de côtés et de façades d'êtres. — Cette hypothèse est aisée à vérifier sur les éléments sociaux. S'il n'y avait rien en eux que de social et spécialement de national, on peut affirmer que les sociétés, que les nations resteraient éternellement immuables. Mais, malgré l'étendue de notre dette envers le milieu social et national, il est clair que nous ne lui devons pas tout. En même temps que

Français ou Anglais nous sommes mammifères, et à ce titre nous roulons dans notre sang non seulement des germes d'instincts sociaux qui nous prédisposent à imiter nos semblables, à croire ce qu'ils croient, à vouloir ce qu'ils veulent, mais encore des ferments d'instincts non sociaux, parmi lesquels il s'en trouve d'anti-sociaux. Certes si la société nous avait entièrement faits, elle ne nous aurait faits que sociables. C'est donc des profondeurs de la vie organique (et de loin même, nous le verrons) que jaillissent parmi nos cités, ces laves de discordes, de haine et d'envie, qui parfois les submergent. Comptez tous les Etats qu'a renversés l'amour sexuel, tous les cultes qu'il a ébranlés ou dénaturés, toutes les langues qu'il a corrompues, et aussi toutes les colonies qu'il a fondées, toutes les religions qu'il a attendries et améliorées, tous les idiomes barbares qu'il a policés, tous les arts dont il fut la sève! La source, en effet, des rebellions est en même temps celle des rajeunissements. Il n'y a de proprement social, à vrai dire, que l'imitation des compatriotes et des ancêtres (1), dans le sens le plus large du mot.

Si l'élément d'une société a une nature vitale, l'élément organique d'un corps vivant a une nature chimique. Une des erreurs de l'ancienne physiologie était de penser qu'en entrant dans un organisme les substances chimiques abdiquaient toutes leurs propriétés et se laissaient pénétrer jusqu'en leur for intérieur et leur arcane le plus secret, par l'influence mystérieuse de la vie. Nos nouveaux physiologistes ont complètement dissipé cette erreur. Une molécule organisée appartient donc à la fois à deux mondes étrangers ou hostiles l'un à l'autre. Or, peut-on nier que cette indépendance de la nature chimique des éléments corporels à l'égard de leur nature organique nous aide à comprendre les perturbations, les déviations et les refontes heureuses des types vivants? Mais il me semble qu'il faut aller plus loin et reconnaître que cette indépendance rend seule intelligible la résistance de certaines portions des organes à l'acceptation du type vivant héréditaire, et la nécessité où se trouve parfois la vie, c'est-à-dire la collection des molécules restées dociles, de transiger enfin, par l'adoption d'un type nouveau, avec les molécules rebelles. Il ne paraît y avoir de proprement vital, en effet, que la *génération*,

(1) Dans les sociétés en progrès on imite de plus en plus des compatriotes et en général tous ses contemporains, et de moins en moins ses ancêtres. Mais partout et toujours s'associer veut dire s'assimiler, c'est-à-dire imiter,

(dont la nutrition ou régénération cellulaire n'est qu'un cas), conformément au type héréditaire.

Est-ce tout ? non, peut-être. L'analogie nous invite à croire que les lois chimiques et astronomiques elles-mêmes ne s'appuient pas sur le vide, qu'elles s'exercent sur de petits êtres déjà caractérisés intérieurement et doués de diversités innées, nullement accommodées aux particularités des machines célestes ou chimiques. Il est vrai que nous n'apercevons dans les corps chimiques nulle traces de maladies ou de déviations accidentelles qu'on puisse mettre en parallèle avec les désordres organiques ou les révolutions sociales. Mais, puisqu'il existe actuellement des hétérogénéités chimiques, il y a eu, sans nul doute, à une époque très reculée, des formations chimiques. Ces formations ont-elles été simultanées ? A-t-on vu dans la même heure, l'hydrogène, le carbone, l'azote, etc., apparaître au sein d'une même substance amorphe, non chimique auparavant ! Si on juge la chose improbable ou pour mieux dire impossible, on est contraint d'admettre qu'un premier type atomique transmis vibratoirement, à partir d'un point, — celui de l'hydrogène, par exemple, — s'est imposé par degré à toute ou presque toute l'étendue matérielle, et que par des détachements successifs de l'hydrogène primordial, opérés à de longs intervalles de temps, tous les autres corps réputés simples — dont les poids atomiques, on le sait, sont souvent des multiples exacts de celui de cet élément — ont été formés. Mais comment expliquer de pareilles scissions dans l'hypothèse d'une parfaite homogénéité des éléments primitivement régis par la même loi, qui aurait dû, ce me semble, consolider par l'identité de leur structure l'identité et l'immutabilité de leur nature ? Dira-t-on, par hasard, que les accidents des évolutions astronomiques où les éléments primitifs étaient engagés peuvent avoir produit ou provoqué les formations chimiques ? Par malheur, cette hypothèse me paraît très clairement démentie par la découverte du spectroscope. Puisque, d'après cet instrument, tous les corps appelés simples ou nombre d'entr'eux entrent dans la composition des planètes et des étoiles les plus éloignées, dont les évolutions ont été indépendantes les unes des autres, le bon sens dit que les corps simples ont été formés avant les astres, comme les étoffes avant les vêtements. Par suite, le démembrement successif de la substance primitive ne comporte qu'une explication. C'est que ces particules étaient dissemblables et que leurs schismes ont été causés par cette dissimilitude essentielle. Il y a donc lieu de penser que l'hydrogène par exemple, tel qu'il

existe aujourd'hui après tant d'élimination ou d'émigrations successives, est notablement différent de l'hydrogène antique, pêle-mêle d'atomes discordants. La même remarque s'applique à chacun des corps simples successivement engendrés. En s'épurant et se réduisant, chacun d'eux s'est affermi dans son équilibre fortifié par ses pertes même. Mais, s'il en est ainsi, il est extrêmement peu probable, malgré la stabilité extraordinaire acquise de la sorte par les plus vieux types atomiques ou moléculaires, que la similitude soit complète entre les éléments qui subsistent dans chacun d'eux. Il suffit, pour que l'épuration d'un type ait dû avoir un terme, que les différences internes de ses éléments aient cessé d'être de nature à rendre l'existence commune de ceux-ci impossible. Ces citoyens infinitésimaux de cités mystérieuses sont si loin de nous (1) qu'il ne faut pas nous étonner si le bruit de leurs discordes intérieures ne vient pas jusqu'à nous, et leurs différences intérieures, si elles existent comme je le crois, doivent être d'une finesse inappréciable par nos instruments grossiers. Cependant le polymorphisme de certains éléments dit assez qu'ils contiennent des dissidences, et nous en savons assez pour soupçonner des troubles et des mélanges dans le fond des substances principales qu'emploie la vie, en particulier dans le carbone.

Comment admettre que les atomes d'une même substance s'accouplent entre eux de manière à former ce que Gerhardt appelle des hydrures d'hydrogènes, des chlorures de chlore, etc., si l'on persiste à ériger en dogme la parfaite similitude des atomes multiples d'une même substance? Une telle union ne suppose-t-elle pas une différence tout au moins égale à la différence sexuelle qui permet à deux individus d'une même espèce de s'unir intimement et sans laquelle ils ne pourraient que se heurter?

Si nous remarquons que l'élément dans le sein duquel ces unions d'atome à atome similaire ont été le plus clairement rendues probables et presque certaines, à savoir le carbone, est aussi celui qui se montre à nous, à l'état de pureté, sous les aspects les plus variés, diamant, graphite, charbon, etc..., l'induction précédente se trouvera confirmée. On ne s'étonnera point que le corps le plus fertile

(1) Je dis loin de nous, non seulement par la distance incommensurable de leur petitesse à notre immensité relative, et en sens inverse de leur éternité relative *apparente* à notre faible durée (contraste bien étrange et peut-être imaginaire) mais encore par l'hétérogénéité profonde de leur nature intime et de la nôtre.

en variétés révèle les hymens les plus énergiques et les plus manifestes entre des atomes constituants... Le carbone, voilà l'élément différencié par excellence.

« L'affinité du carbone pour le carbone, dit Wurtz, telle est la cause de la variété infinie de la multitude immense des combinaisons du carbone; c'est la raison d'être de la chimie organique. Nul autre élément ne possède au même degré cette propriété-maitresse de l'élément carbone, cette faculté que possèdent ses atomes de se combiner, de se river les uns aux autres, de former cette charpente, si variable dans sa forme, ses dimensions, sa solidité, et qui sert en quelque sorte de point d'appui aux autres matériaux.

Après le carbone, les corps qui présentent au plus haut degré cette capacité de saturation partielle ou totale de soi par soi sont l'oxygène, l'hydrogène et l'azote : chose remarquable, précisément les substances que la vie emploie!...

Un grand fait d'ailleurs doit nous donner à réfléchir : la vie a commencé un jour sur ce globe et en un point. Pourquoi en ce point et non ailleurs, si les mêmes substances étaient composées des mêmes éléments? Admettons que la vie ne soit qu'une combinaison chimique spéciale et très compliquée. Mais d'où a-t-elle pu naître, si ce n'est d'un élément différent des autres?

G. TARDE.

QUESTIONS OUVRIÈRES ANGLAISES

L'Echelle Mobile des Salaires.

En Angleterre, comme d'ailleurs dans presque tous les pays, les grèves sont ruineuses et elles ne causent en général pas moins de préjudice aux ouvriers qu'aux patrons : les chiffres qui ont été publiés et qui semblent être d'une exactitude absolue en font foi : en 1875, les « jute-workers » de Dundee se mirent en grève, il en résulta pour eux une perte de £ 90,000 et pour leurs patrons un préjudice de £ 80,000; en 1887 la grève générale des mineurs du Northumberland, eut les conséquences suivantes : la Miners'Association dépensa £ 89,000, les patrons perdirent £ 55,000 et les ouvriers furent privés de

£ 180,000 ou même de £ 250,000 de salaires (1). Nous n'insistons pas : il en a été toujours ainsi : les grèves n'ont jamais enrichi ni patrons ni ouvriers. Aussi lorsque la commission anglaise du travail « Royal Commission on Labour » (1) a été nommée le 27 avril 1891 pour étudier les questions ouvrières et voir si l'on ne pourrait pas améliorer la situation actuelle, tous ses membres se sont prononcés d'une manière unanime contre la pratique des grèves ou des lock-out qui n'établit d'autre trait d'union entre employés et employeurs que celui d'une misère commune.

Les 3 sections (2) de la commission se sont préoccupées de la fréquence de ces guerres d'ateliers ou d'usines et ont consulté les témoins qui venaient déposer devant elles : presque tous ont alors vanté les heureux effets du système de l'échelle mobile des Salaires (*wages sliding scale system*) et ont émis le vœu qu'il reçut une application de plus en plus large : les délégués des ouvriers et des patrons ont été à peu près unanimes. M. Patterson, un mineur, représentant la « Durham Coal Miners Association » n'a pas contredit sur ce point M. Weeks, de la « Northumberland Coal Owners' Association ». M. Onions, un employé (*South Wales and Monmouthshire Coal Miners' Federation*) a ajouté que l'échelle mobile était une manière excellente de partager les bénéfices entre patrons et ouvriers. Enfin, un autre ouvrier, M. Parry (*North Wales Quarriesmen's union*) et un autre industriel M. Ridsdale (*Tamworth Coal Owners' Association*) ont fait des dépositions identiques (1).

(1) Ces chiffres sont tirés des rapports de la commission anglaise du travail (*Digest of the evidence taken before. Group A. vol. 1, p. 44, col 2., et 45, col. 1.*)

(1) Elle est présidée par le duc de Devonshire et comprend 8 ministres ou anciens ministres, 7 représentants des patrons, 7 délégués des ouvriers, 2 hommes politiques et 2 professeurs, l'un de jurisprudence et l'autre d'économie politique.

(2) Les sections sont les suivantes : 1° industries minières et métallurgiques ; 2° agriculture et transport par terre et par eau ; 3° industries textiles et industries du bâtiment. En principe, les 3 sections ont des séances séparées, mais il y a des assemblées générales toutes les fois que cela paraît utile pour résoudre des questions qui intéressent toutes les branches de l'industrie ou du commerce.

(1) *Digest. Group A, vol. 1, p. 45, col 2, opinions de MM. Patterson, Weeks, Onions et Ridsdale — et — Digest. Group A, vol. 2, p. 14, col. 2, et Minutes n° 9782 celle de M. Parry.*

I

Le système de l'échelle mobile des Salaires n'est pas resté en Angleterre à l'état de pure conception théorique, il a été appliqué dans différents comtés et dans diverses branches d'industrie. La première tentative faite pour le mettre en pratique remonte à plus de cinquante ans : un industriel du South Staffordshire, M. Thornicroft, eut vers 1840 l'idée de faire varier le salaire de ses ouvriers d'après les prix de vente de sa maison, mais comme il n'y eut jamais de contrat écrit entre lui et ses employés, les détails manquent un peu sur ce que l'on est convenu d'appeler aujourd'hui « old Thornicroft's scale » (1).

Nous préférons arriver de suite à l'étude de l'échelle mobile qui est en vigueur dans le bassin houillier du comté de Monmouth et du Pays de Galles : elle détermine les salaires dans 211 houillères, appartenant à la Monmouthshire and South Wales Coal Owners' Association : cette association comprend 72 compagnies minières qui occupent plus de 80,000 personnes (2) : le nombre des intéressés est considérable, nous tenons à le faire remarquer. De plus le système de l'échelle mobile a été introduit dans cette région il y a 18 ans après la grande grève de 1875 qui avait duré 19 semaines et, depuis, il n'a pas cessé de régir les rapports des employés et des employeurs : ce n'est donc pas dans cette contrée une institution éphémère.

Le premier arrangement qui a été conclu entre patrons et ouvriers est du 28 mai 1875. Il est assez imparfait et est contenu dans 6 articles d'une rédaction légèrement diffuse ; on y trouve cependant tous les éléments ou plutôt le squelette du système. Les trois premiers articles commencent par indiquer le prix de main d'œuvre adopté comme étalon ou « standard » : ce prix est celui que toucheront les mineurs lorsque la houille et le charbon auront sur le marché un cours donné. Pour le déterminer, notre arrangement divise les houillères qui dépendent de la Monmouthshire and South Wales Coal

(1) V. Minutes of Evidence Group A, 2 mars 1890, n° 1526 et seq.

(2) Ce chiffre nous a été donné par M. Dalziel secrétaire to the Monmouthshire Sliding Scale committee : le Times du 22 décembre 1892 donne celui de 100,000.

Owners' Association en trois catégories : Steam Coal Collieries — Bituminous Collieries of Monmouthshire and the Caerphilly district — et bituminous collieries of Glamorganshire ; puis il décide que dans chaque groupe on paiera aux ouvriers le même salaire qu'en 1869, sauf toutefois une augmentation de 5 0/0, lorsque les prix nets de vente de la houille, livrée à bord dans les ports de Cardiff, Newport et Swansea seront respectivement les suivants : Steam Coal 12 s. Mynyddslwyn et Tillery Coal 11 s. et n° 3 Rhondda 11 s. la tonne.

Ce prix étalon ou « standard » est le point de départ de tout le système : si l'équivalence est juste, l'échelle mobile peut être bonne : sinon, elle est viciée par la base. Mais, lorsqu'on a déterminé ce « standard », tout n'est point fini : il reste à régler la manière dont les fluctuations du marché agiront sur les salaires, il reste en un mot à déterminer l'augmentation ou la diminution proportionnelle que subiront ces salaires selon que le prix de vente s'élèvera au-dessus du cours correspondant au salaire étalon ou, au contraire, s'abaissera au-dessous de ce cours.

C'est dans cette seconde partie de sa tâche que l'arrangement de 1875 est surtout imparfait : l'échelle était peu sensible et la vérification des livres ne se faisait que tous les 6 mois. Les représentants des ouvriers et des patrons fixaient le taux des salaires du semestre suivant d'après les prix des 6 mois qui venaient de s'écouler ; c'était laisser un temps trop long entre un cours et le salaire qu'il déterminait, c'était en outre exposer les ouvriers à des modifications trop brusques.

L'accord de 1875 contenait en germe des principes excellents, il y avait seulement à les développer ; de là, les nombreuses révisions dont il a été l'objet et qui ont été faites le 17 janvier 1880, le 6 juin 1882, le 7 novembre 1887, le 15 janvier 1890 et le 1^{er} janvier 1892 : toutes ont eu pour but de rendre l'échelle mobile plus sensible et de lier la rémunération des mineurs aux variations du marché d'une manière plus étroite encore. L'arrangement de 1880 supprima l'ancienne division des houillères et n'en fit plus que deux catégories, c'était une simplification ; de plus, l'examen des livres des patrons devait avoir lieu tous les quatre mois, et l'échelle devenait plus sensible. En 1882, nouveaux perfectionnements : les houillères ne forment plus qu'un seul groupe : il n'y a plus qu'une seule échelle mobile. Ce n'est pas tout, l'article 17 de la convention organise une sorte de juridiction arbitrale sur laquelle nous aurons à revenir et qui est confiée au « sliding scale » joint committee. En 1890 et 1892,

nouveaux progrès : les livres des patrons devront être examinés tous les trois mois (accord de 1890) et même tous les deux mois (convention de 1892). Quelque nombreux qu'aient été ces remaniements, le principe est resté le même ; on a seulement cherché à en rendre l'application plus parfaite ; aussi l'échelle du 1^{er} janvier 1892 prête assez peu à la critique. Comme celle de 1875, elle commence par déterminer le prix étalon ou standard, comme en 1875 aussi, ce standard varie selon les différentes houillères.

L'impossibilité d'établir un prix unique pour toutes les mines, a obligé les contractants à convenir que le prix étalon serait le salaire payé dans la plus grande partie des houillères en décembre 1879 et dans les autres en 1877 ; en général, dit M. Nicault, consul de France à Newport, dans un rapport adressé au Ministre des Affaires étrangères : « Ce standard varie de 1 schelling à 2 schellings la tonne » suivant la profondeur de la couche à exploiter et le plus ou moins « de difficultés que présente le travail d'extraction. » Ce prix étalon de la main d'œuvre correspond à un prix de vente de la la tonne houille de 7 s. 10 1/4 d. au moins et de 8 s. au plus.

Quant à la variation du salaire, elle est basée sur le taux de 8 3/4 0/0 par chaque schelling de variation dans le cours de la houille : ce taux est un moyen terme que l'on a pris entre celui de 7 1/2 0/0, auquel les patrons voulaient revenir, et qui était consacré, par l'échelle de 1882, et celui de 10 0/0 que les mineurs voulaient conserver et qui était la base de l'échelle du 15 janvier 1890 ; en d'autres termes, l'accord de 1892 stipule une augmentation de 1 1/4 0/0 pour chaque variation de cours de 1 3/4 d. par tonne, tandis qu'en 1882, cette augmentation ou diminution de 1 1/4 0/0 supposait une variation de 2 d. par tonne et qu'en 1890 elle en impliquait une de 1 1/2 d.

Les deux tableaux suivants feront bien saisir la différence entre les trois échelles de 1882, 1890 et 1892 ; nous donnons en entier celle de 1882 et seulement par fragments celles de 1890 et de 1892, qui, à cause de leur sensibilité seraient trop longues à reproduire complètement.

Echelle mobile de 1890				Echelle mobile de 1892			
PRIX MOYEN DE LA HOUILLE		AUGMENTATION PROPORTIONNELLE DES SALAIRES		PRIX MOYEN DE LA HOUILLE		AUGMENTATION PROPORTIONNELLE DES SALAIRES	
s.	d.	s.	d.	s.	d.	s.	d.
7	10 1/2	à 8.		7. 10,25	à 8.		
8.	0	à 8	11/2	8. 0	à 8.	1,71	
8	1 1/2	à 8.	3	8. 1,71	à 8.	3,43	
8.	3	à 8	4 1/2	8. 3,43	à 8.	5,14	
8.	4 1/2	à 8.	6.	8. 5,14	à 8.	6,86	
8.	6	à 8.	7 1/2	8. 6,86	à 8.	8,57	
8	7 1/2	à 8.	9	8. 8,57	à 8.	10,29	
8.	9	à 8.	10 1/2	8. 10,29	à 9.		
8.	10 1/2	à 9.	0	9.	à 9.	1,71	
9	0	à 9	1 1/2	9. 1,71	à 9.	3,43	
9	1 1/2	à 9.	3	9. 3,43	à 9.	5,14	
9.	3	à 9	4 1/2	9. 5,14	à 9.	6,86	
12	6	à 12	7 1/2	13	1-71	à 13	3-43
12	7 1/2	à 12.	9	13	3-43	à 13	5-14
12.	9	à 12	10 1/2	13	5-14	à 13	6-86
12	10 1/2	à 13.	0	13	6-86	à 13	8-57
13	0	à 13	1 1/2	13	8-57	à 13	10-29
13	1 1/2	à 13.	3	13	10-29	à 14	0-00

Echelle de 1882

PRIX NET PAR TONNE			AUGMENTATION PROPORTIONNELLE		PRIX NET PAR TONNE			AUGMENTATION PROPORTIONNELLE	
s.	d.	s.	d.		s.	d.	s.	d.	
de	7.8	à	8.0	Salaire étalon	de	14.4	à	14.8	50
"	8.0	à	8.4	2 1/2 0/0	"	14.8	à	15.0	52 1/2
"	8.4	à	8.8	5	"	15.0	à	15.4	55
"	8.8	à	9.0	7 1/2	"	15.4	à	15.8	57 1/2
"	9.0	à	9.4	10	"	15.8	à	16.0	60
"	9.4	à	9.8	12 1/2	"	16.0	à	16.4	62 1/2
"	9.8	à	10.0	15	"	16.4	à	16.8	65
"	10.0	à	10.4	17 1/2	"	16.8	à	17.0	67 1/2
"	10.4	à	10.8	20	"	17.0	à	17.4	70
"	10.8	à	11.0	22 1/2	"	17.4	à	17.8	72 1/2
"	11.0	à	11.4	25	"	17.8	à	18.0	75
"	11.4	à	11.8	27 1/2	"	18.0	à	18.4	77 1/2
"	11.8	à	12.0	30	"	18.4	à	18.8	80
"	12.0	à	12.4	32 1/2	"	18.8	à	19.0	82 1/2
"	12.4	à	12.8	35	"	19.0	à	19.4	85
"	12.8	à	13.0	37 1/2	"	19.4	à	19.8	87 1/2
"	13.0	à	13.4	40	"	19.8	à	20.0	90
"	13.4	à	13.8	42 1/2	"	20.0	à	20.4	92 1/2
"	13.8	à	14.0	45	"	20.4	à	20.8	95
"	14.0	à	14.4	47 1/2					

Ainsi conçu, le système est mis en œuvre par un comité, dit « Sliding scale joint committee », composé de 22 membres, plus deux secrétaires : onze membres et un secrétaire sont élus par les patrons et restent en fonctions tant que dure l'arrangement : les autres membres et l'autre secrétaire sont élus par les ouvriers : ce « joint committee » se réunit au moins une fois par mois et a une double mission : d'abord celle d'arbitre puis celle de conseil chargé de fixer le taux des salaires.

Si des contestations s'élèvent à propos de l'application de l'échelle mobile ou si l'on prétend qu'elle a été violée, le comité entend les dépositions des patrons et des employés et s'efforce d'arriver à un arrangement amiable. S'il n'y parvient pas, il envoie un représentant des employés et un représentant des employeurs à la mine où s'élève le conflit : ces deux délégués prennent de nouveaux renseignements et ont tous les pouvoirs nécessaires pour terminer le différend. En général, le « joint-committee » réussit bien dans sa mission d'arbitre, cependant il arrive que, même lorsqu'il a prononcé, son autorité soit méconnue.

La seconde fonction du comité a trait à la fixation des salaires : le point délicat de l'opération est la détermination du prix net de vente de la houille : elle se fait au moyen de deux « accountants » : longtemps, ils ont été nommés par le « joint committee » et payés moitié par les patrons, moitié par les ouvriers (accord de 1882, art. 3). Aujourd'hui, ils sont élus séparément, l'un par les employeurs, l'autre par les employés et rémunérés séparément aussi : celui des patrons touche £ 600 par an pour un travail qui l'occupe environ la moitié de l'année, celui des ouvriers doit recevoir un salaire un peu moins élevé. Tous deux examinent les livres de tous les membres de l'association : ce travail leur prend environ trois semaines. Lorsqu'il est terminé, ils préparent un certificat qui indique le prix moyen des ventes et qu'ils remettent aux secrétaires du « joint committee » : ceux-ci l'examinent, puis au nom du « Sliding scale committee », notifient aux employés et aux employeurs le cours ainsi déterminé. Cette procédure, peut-être un peu compliquée, offre une double garantie : la première résulte de l'intervention des « accountants » qui sont élus pour moitié par chaque partie : la seconde est le contrôle même du comité tout entier. La vérification des livres de comptabilité se fait actuellement tous les deux mois et doit être terminée dans les 30 jours : ainsi, il ne doit pas y avoir plus de 3 mois entre l'époque d'une livraison et celle du paiement des salaires calculés sur

le prix de cette livraison : en d'autres termes, pour prendre un exemple tiré du texte même de la convention, le prix des ventes, faites en janvier et en février, sera publié avant le 31 mars et déterminera le taux des salaires pendant la période suivante de 2 mois, c'est-à-dire du 1 avril au 31 mai, et ainsi de suite. C'est là une disposition excellente et qui indique tout le progrès accompli depuis le 28 mai 1875 : on est loin de l'examen bisannuel des livres de vente.

L'application continue de cette échelle mobile des salaires a donné dans le comté de Monmouth et dans le pays de Galles des résultats excellents : ce centre houillier et métallurgique, qui occupe près de 100,000 ouvriers, lui a dû 18 années de paix, 18 années passées sans grève générale : en 1892 encore, les mineurs de ce bassin n'ont pas quitté leurs puits alors que du 12 au 21 mars presque tous les mineurs de l'Angleterre ont, sur l'ordre de la Fédération générale des mineurs anglais, fait une tentative de grève générale. Ces excellents résultats ont été attribués par tous les témoins qui ont déposé devant la « Royal Commission on Labour » à la pratique de « Sliding scale system ».

Nous signalons ce fait sans vouloir toutefois en exagérer la portée : nous ne prétendons pas que l'échelle mobile des salaires soit un moyen magique qui se rende de suite excellents les rapports du capital et du travail : c'est un élément de paix puissant, mais ce n'est pas la paix assurée, quoiqu'il arrive : il y a en effet des causes de contestation entre employés et employeurs que ne peut faire disparaître l'échelle mobile des salaires : dès lors le conflit peut se produire sur ces questions accessoires : ainsi, l'arrangement de 1890 a été dénoncé en juillet 1891 pour le 31 décembre 1891, à propos de la production du charbon menu : les patrons voulaient ne payer que le gros charbon après criblage à l'exclusion du menu pour lequel il n'était accordé aucune rémunération : ils désiraient ainsi donner aux mineurs un intérêt évident à faire peu de ce charbon menu pour lequel les débouchés sont assez rares. Les mineurs s'appuyant sur diverses décisions judiciaires prétendaient au contraire être payés, que le charbon fût gros ou menu : une grève générale faillit résulter de ce conflit que l'arrangement de 1892 vint résoudre en faveur des employeurs. De même, la courte grève des mineurs du comté de Monmouth au commencement de l'année 1892, fut due à la prétention qui avait été émise par les patrons de retenir sur les salaires certaines avances qu'il est d'usage de faire aux mineurs et qui sont relatives aux soins médicaux et aux fournitures d'outils.

Mais ce ne sont pas ces imperfections de l'échelle mobile qui ont le plus mis en danger son existence et son principe même : sans l'hostilité de la Fédération générale des Mineurs de la Grande-Bretagne, elle aurait eu une vie beaucoup moins traversée et elle n'aurait pas failli périr en décembre 1892 et aux mois de janvier et février 1893. La Fédération générale des Mineurs de la Grande-Bretagne rêve de réunir tous les mineurs de l'Angleterre dans une association unique, fortement disciplinée : elle espère arriver ainsi à faire la loi aux patrons et à faire triompher ses doctrines. Le système de l'échelle mobile des salaires, avec son ensemble de contrats qui enlèvent aux ouvriers la faculté de se mettre en grève à tout moment, gêne ses progrès ; il soustrait des milliers de mineurs à son action, aussi a-t-elle tout fait pour obtenir son abandon. En 1892, le moment lui parut favorable : la rémunération des ouvriers, qui s'était d'abord élevée d'une manière constante, subissait un mouvement rétrograde continu, ainsi que le montrent les chiffres suivants :

Echelle de 1882				
INDICATION DE LA PÉRIODE	AUGMENTATION	RÉDUCTION	O/O AU-DESSUS DU SALAIRE ÉTALON	DATE DU CHANGEMENT DE SALAIRE
Du 31 déc. 1886 au 30 avril 1888			2 o/o	
4 mois se terminant le 31 août 1888	5 o/o		7 1/2 o/o	1 nov. 1888
" " " " 31 déc. 1888			7 1/2 o/o	
" " " " 31 mars 1889	7 1/2 o/o		15 o/o	1 av. 1889
	2 1/2 o/o		17 1/2 o/o	1 mai 1889
	5 o/o		22 1/2 o/o	1 sept. 1889
5 " 31 août 1889	2 1/2 o/o		25 o/o	1 oct. 1889
4 " 31 déc. 1889	7 1/2 o/o		32 1/2 o/o	1 janv. 1890
Echelle de 1890				
3 mois se terminant le 31 mars 1890	13 3/4 o/o		46 1/4 o/o	1 mai 1890
" " " " 30 juin 1890	3 3/4 o/o		50 o/o	1 août 1890
" " " " 30 sept. 1890	2 1/2 o/o		52 1/2 o/o	1 nov. 1890
" " " " 31 déc. 1890	2 1/2 o/o		55 o/o	1 fév. 1891
" " " " 31 mars 1891	2 1/2 o/o		57 1/2 o/o	1 mai 1891
" " " " 30 juin 1891			57 1/2 o/o	
" " " " 30 sept. 1891		3 3/4 o/o	53 3/4 o/o	1 nov. 1891

Echelle de 1892				
INDICATION DE LA PÉRIODE	AUGMEN- TATION	RÉDUCTION	O/O AU-DESSUS DU SALAIRE ÉTALON	DATE DU CHARGE- MENT
3 mois finissant le 31 déc. 1891		7 1/2 o/o	46 1/4 o/o	1 janv. 1892
2 " " " 29 fév. 1892		2 1/2 o/o	43 3/4 o/o	1 fév. 1892
" " " " 30 av. 1892		3 3/4 o/o	40 o/o	1 avril 1892
" " " " 30 juin 1892		3 3/4 o/o	36 1/4 o/o	1 juin 1892
" " " " 30 juin 1892		2 1/2 o/o	33 3/4 o/o	1 août 1892 (1)

Exploitant habilement cette situation, la Fédération générale des Mineurs de la Grande-Bretagne fit dénoncer l'échelle mobile par les ouvriers dès le 1^{er} juillet 1892, et en décembre, lorsqu'il s'agit de savoir si elle serait renouvelée ou rejetée, elle n'épargna rien pour en faire voter sa suppression.

Elle fit développer dans six longs articles parus dans la *Western Mail*, du 6 au 28 décembre, tous les inconvénients du système passé et tous les avantages qu'il y aurait à se rattacher à elle : elle essaya de démontrer que le système de l'échelle mobile était une théorie fausse et captieuse, que ce n'étaient pas les cours du marché qui devaient déterminer les cours des salaires, mais bien les salaires qui devaient fixer les prix de vente : elle essaya en un mot de prouver que les industriels devaient commencer par rémunérer avec largesse leurs ouvriers, sauf à élever ensuite leurs prix, sauf aussi (mais les apôtres de la Fédération n'oublient que cela) à ne plus trouver de débouchés et à faire faillite. Tous ces articles sont intitulés « Federation V. Sliding Scale », Fédération contre échelle mobile ; leur titre précise bien le débat : en réalité, il s'agissait moins d'une question de salaires que d'une question d'associations ouvrières, de syndicats, comme l'on dirait en France. Le taux du salaire était le prétexte de la lutte, l'extension du domaine d'action de la Fédération générale des Mineurs, le véritable objet du combat. La bataille fut chaude. Les réunions, les meetings nombreux et agités : en décembre, on ne put s'étendre et l'on dut, à titre de mesure transitoire, décider que l'échelle du 1^{er} janvier 1892 s'appliquerait jusqu'au

(1) Depuis cette époque, les salaires n'ont encore cessé de décroître, ils se sont abaissés successivement à 28 3/4 0/0 (1^{er} oct. 1892), 22 1/2 0/0 (1^{er} décembre 1892), 20 0/0 (1^{er} mars 1893) et 13 1/4 0/0 au-dessus du salaire étalon (1^{er} avril 1893), au lieu de 57 1/2 0/0 en mai 1891.

31 janvier 1893. En janvier, on reprit les négociations, le 21 elles échouèrent complètement : les mineurs voulaient revenir à l'échelle de 1890, qui admettait une variation de salaires de 10 0/0 par schelling. La grève semblait donc certaine ; mais jusqu'au 1^{er} mars, toute grève et tout lock-out étaient impossibles à cause des délais fixés pour la dénonciation des contrats de travail. Fort heureusement, les mineurs réfléchirent, les conférences entre patrons et ouvriers furent reprises, et le 17 janvier 1893 un nouvel accord fut conclu. Un journal, la *Saint James's Gazette*, résuma très bien la lutte en quelques lignes : « Derrière ce qui en apparence était l'objet du combat, se trouvait en réalité une tentative de la Fédération des Mineurs pour s'emparer du pays de Galles, et c'est en réalité cette Fédération qui est vaincue... » Aussi l'acte du 17 février 1893 se borne-t-il à dire que la convention du 1^{er} janvier 1892 restera en vigueur jusqu'au 30 septembre 1894, et que chacune des parties contractantes ne pourra y mettre fin qu'en prévenant six mois d'avance et au plus tôt le 31 mars 1894. Pour tout le reste, il renvoie au texte de cette convention qu'il modifie cependant en faisant entrer dans le calcul des prix de vente moyens le cours des produits extraits des « anthracite collieries ».

En résumé, le bassin houillier du Monmouthshire et du South Wales vient d'éviter une crise terrible, mais l'échelle mobile subsiste, et au lieu d'une grève longue et coûteuse et d'un lock-out sévère, nous n'avons qu'à enregistrer la certitude, à peu près absolue, d'une ère nouvelle de paix et de prospérité.

II

Le système de l'échelle mobile des salaires n'est pas confiné dans le bassin houillier du Monmouth et du pays en Galles, on le trouve appliqué également aux industries minières et métallurgiques d'autres comtés : les Rapports de la Commission du travail de Londres nous offrent même à ce point de vue un ensemble de dépositions très intéressantes.

Tout d'abord, c'est le colonel Cochrane, le représentant de la « South Staffordshire and East Worcestershire Masters' Association », qui explique que dans son district industriel les deux parties, employeurs et employés, sont complètement satisfaites (thoroughly satisfied) du système de l'échelle mobile (1) ; son témoignage est d'au-

(1) Digeste, groupe A, vol. 2, p. 95, — et p. 7 et 8.

tant plus intéressant que l'Association au nom de laquelle il parle comprend trente-un propriétaires de mines de fer ou de houille et occupe environ 9,000 personnes sur les 12,000 qui se consacrent à cette industrie dans le South Staffordshire et l'East Worcestershire. Le plus anciens des « sliding scales » qui aient été appliqués par cette association remonte à 1874 et est dû à M. J. Chamberlain : il a été souvent modifié, par exemple en 1877, en 1881, en 1888 et en 1890, il y a même eu parfois des interruptions dans son application, mais toujours le principe est resté le même et toujours on y est revenu, comme à la meilleure manière de régler la question des salaires. Nous n'entrerons pas dans les détails des différents arrangements, la plupart n'offriraient que peu d'intérêt ; nous nous bornerons à noter deux particularités : d'abord l'existence d'un « sub-committee » destiné à trancher les différends de peu d'importance ; ce qui permet au « wages board », composé de douze représentants des employeurs et de douze délégués des employés, de ne s'occuper que des questions d'une importance réelle ; et en second lieu, une idée qui n'a eu qu'une application éphémère, mais qui méritait un meilleur sort, celle de donner au « wages board » un président qui n'eût représenté ni les patrons ni les ouvriers, et qui eût ainsi été un arbitre permanent destiné à faire prévaloir l'équité : ce président-arbitre a été nommé en août 1883 ; la grève de juin 1884 l'a fait disparaître pour toujours.

Le témoignage du colonel Cochrane qui attribue une si grande valeur pratique à l'échelle mobile des salaires est confirmé par les dépositions de trois ouvriers : MM. Anson, Aucott et Long (1) : tous trois n'ont en vue que l'industrie métallurgique : ils représentent l'association des « Iron and Steel Workers of Great Britain », association considérable, puisqu'elle compte 9,500 membres et comprend les comtés du South Yorkshire, East Lancashire, North and South Staffordshire, East Worcestershire et North of England : leurs indications sont précieuses par leur netteté : ils commencent par déclarer que presque tous les districts où agit leur association, se trouvent régis par des « sliding scales », puis M. Long ajoute : « s'il y avait partout un joint committee pour régler les questions locales, si l'arbitrage était partout pratiqué, et si un sliding scale existait partout, il n'y aurait pas de grève à mon avis ». Cette déclaration

(1) Digest. Group. A, vol. B, p. 43, 45, col. 1 et 103 col. 1.

est d'autant plus importante que nous sommes précisément dans l'une des régions où le « sliding scale » a eu l'histoire la plus agitée : introduit en 1871 dans les districts du Nord de l'Angleterre, il ne put d'abord vivre que trois mois ; repris en 1874, il dura une année, rétabli par une décision arbitrale de M. David Dale, il resta en vigueur de mai 1880 à janvier 1882 ; amélioré enfin en 1889, il régit encore aujourd'hui les rapports des patrons et des ouvriers : tous sont unanimes à l'apprécier : il est vrai d'ailleurs que l'échelle est sensible et que l'examen des livres de vente des employeurs se fait fréquemment, un seul comptable indépendant y précède tous les deux mois. Dans les Midland districts, le « sliding scale » a eu une vie encore plus agitée : actuellement, les salaires y sont déterminés par l'échelle qui est en vigueur dans les comtés du Nord de l'Angleterre, sauf une augmentation de 6 d. destinée à compenser certaines rémunérations exceptionnelles que les ouvriers touchent dans le Nord de la Grande-Bretagne et qui leur sont refusées dans les Midlands : cette situation n'est que provisoire, le « Midland Iron and steel wages Board », est sur le point de mettre en vigueur une nouvelle échelle, dont la base serait fixée d'une manière plus parfaite qu'elle ne l'a été jusqu'ici et qui serait plus équitable encore que les précédentes : elle tiendrait compte du prix de vente de toutes les espèces de fer (1). Espérons que cette tentative sera couronnée de succès et qu'elle sera le premier pas vers l'unification des deux échelles : logiquement un seul « sliding scale » devait être appliqué dans notre industrie : la dualité ou la pluralité amène des différences injustifiables et des inégalités qui provoquent de grands mécontentements.

Un autre type d'échelle mobile est celui qui existe dans l'industrie métallurgique du Cleveland, il est surtout appliqué par la Cleveland Ironmasters' Association qui comprend 17 maisons, possède 111 fourneaux et occupe 3,500 ouvriers ; ce qu'il y a de plus caractéristique dans le « Cleveland sliding scale », est ce que l'on a désigné sous le nom de « double jump » : lorsqu'on arrive à un certain point de l'échelle, la proportion d'augmentation des salaires se trouve doublée, en d'autres termes, lorsqu'on dépasse un certain prix de vente, on monte de deux degrés au lieu d'un. En principe, d'après la convention du 8 avril 1891, les salaires s'élèvent de 25 0/0 lorsque le cours

(1) Nous devons ces renseignements à l'obligeance de M. Daniel Jones secretary to the Midland Iron and Steel Wages Board.

d'une certaine espèce de fer (le n° 3 Cleveland pig iron), monte de 2^d 40, en vertu du « double jump », cette même augmentation de 25 0/0 sera acquise aux ouvriers à un certain moment pour une simple hausse de prix de 1^d 20, le tableau suivant rend ce système saisissant.

PRIX NET MOYEN : N° 3. CLEVELAND PIG IRON					AUGMENTAT. PROPORTIONNELLE DES SALAIRES	
Variation normale	s.	d.	à	s.	d.	
	39		à	39	2 40	6 25 0/0
	39	2 40	à	39	4 80	6 50 "
	39	4 80	à	39	7 20	6 75 "
	39	7 20	à	39	9 60	7 00 "
double jump	39	9 60	à	40		7 25 "
	40		à	40	1 20	7 50 "
	40	1 20	à	40	2 40	7 75 "
	40	2 40	à	40	3 60	8 00 "
	40	3 60	à	40	4 80	8 25 "
	40	4 80	à	40	6	8 50 "
	40	6	à	40	7 20	8 75 "

L'examen des chiffres de ce tableau révèle une autre particularité de l'échelle. L'augmentation proportionnelle des salaires est de 1/4 0/0 par cinquième de schelling et les degrés de l'échelle de un cinquième de livre sterling, ce qui fait que la « Cleveland Ironmasters association » a déjà pour son « sliding scale » adopté le système décimal. C'est une originalité que nous nous plaisons à relever et qui sied bien dans une échelle où les particularités sont nombreuses : qu'il nous soit permis d'en citer deux encore : les livres soumis à la vérification ne sont pas ceux de tous les membres de l'association : huit seulement d'entre eux sont tenus de se prêter à cet examen. En outre, le conseil chargé d'apaiser les conflits qui peuvent se produire n'est pas permanent ; il est nommé lorsque le besoin s'en fait sentir et dans le cas où il ne réussit pas à rétablir l'entente entre employés et employeurs, il délègue sa mission conciliatrice à un arbitre.

III

Aux faits que nous venons d'exposer les adversaires du système de l'échelle mobile voudront peut-être opposer les cas dans lesquels le « sliding scale » n'a pu être mis en vigueur ou a été abandonné.

Ils pourront d'abord citer les tentatives infructueuses qui ont été faites pour l'introduire soit dans les mines du South Yorkshire, soit dans les houillères du West Lancashire, et l'échec qu'ont subi la « South Yorkshire et la West Lancashire Coal Owners' Association » : ils pourront même ajouter que chacune de ces associations emploie environ 35,000 mineurs et que dès lors l'insuccès a sa gravité (1). Mais si le « sliding scale » n'a pu être mis en vigueur dans ces deux régions, c'est par suite de l'impossibilité de s'accorder sur la base de l'échelle, s'en suit-il que le système soit mauvais ? Nullement : il faut en conclure seulement (ce que nous savions déjà d'ailleurs) que la base est difficile à établir.

Si nous passons maintenant à l'énumération des « sliding scales » qui ont été abandonnés après une courte existence, trouverons-nous la preuve que le système doive être universellement condamné ? Nous ne le croyons pas, l'examen des faits nous apprendra seulement qu'un « sliding scale » ne peut vivre lorsque son application a pour résultat continu de faire baisser les salaires, lorsqu'il se heurte à des associations puissantes, lorsqu'il n'a pas été librement consenti, ou enfin, lorsque l'équivalence entre les salaires et les prix de vente a été mal calculée.

Ainsi l'échelle mobile introduite en 1875 dans les houillères du Derbyshire et du Nottinghamshire a duré quelques mois à peine : elle fut abandonnée d'un commun accord lorsque la baisse des cours eut amené deux réductions de salaires. Elle avait été mise en vigueur à un moment où les prix étaient élevés mais allaient baisser d'une manière constante, et l'on comprend aisément que les mineurs aient renoncé à un système qui semblait devoir diminuer sans cesse leurs bénéfices (2).

De même, le « sliding scale » qui fut appliqué de 1879 à 1889 dans les mines du Cleveland finit par être rejeté parce que la « Cleveland Mining Association » avait perdu la moitié de ses membres : on attribua cette diminution à l'existence du « sliding scale » et il finit par être dénoncé : on invoqua il est vrai d'autres raisons, on prétendit aussi que l'échelle était trop peu sensible mais ce n'était là qu'un prétexte. M. Strong, mineur qui représentait la « Cleveland Mining Associa-

(1) Digest Group A, vol. 1, p. 30, 36 et 68.

(2) Digest Group A, vol. 1, p. 34 et 66.

tion », a très franchement déclaré à la Commission du travail que la grande objection à faire au sliding scale était son effet sur l'Union (1).

Faudra-t-il nous arrêter longuement au peu de durée de l'échelle mobile qui avait été introduite en 1887 par les « Lanarkshire Associated Employers » dans presque toutes les houillères du comté de Lanark ? Non : cette échelle n'a vécu il est vrai que deux ans, mais elle a dû sa ruine aux circonstances dans lesquelles elle avait été introduite : elle avait été imposée par les patrons aux ouvriers, elle était, dès lors, vouée à un insuccès certain : toute échelle mobile suppose une confiance réciproque et la confiance ne naît pas de la contrainte. En 1889, les mineurs se déclarèrent nettement contre le « sliding scale » qui les régissait : ils approuvaient le principe en lui-même mais refusaient de se soumettre à une échelle qu'ils n'avaient pas librement acceptée (2).

Nous pouvons maintenant aborder les cas où une échelle mobile, volontairement consentie, introduite dans des circonstances normales a été rejetée parce qu'elle cessait de donner satisfaction aux intérêts des deux parties : c'est ce qui s'est produit par exemple pour celle qui avait été introduite par « la Durham Coal Owners' Association » : association qui se compose de 48 maisons possédant 149 houillères et employant 81,298 personnes : c'est aussi ce qui est arrivé dans les houillères du Staffordshire, dans les mines où agit la « Northumberland Miners' Mutual Confidence » et dans celles de la « South Staffordshire and East Worcestershire Ironmasters' Association ». Dans ces quatre cas, l'échelle mobile a été abandonnée, soit parce que l'augmentation proportionnelle des salaires ne correspondait pas à celle des cours, soit enfin parce que les patrons trouvaient la gradation de l'échelle trop onéreuse ou refusaient de la rendre plus onéreuse encore. Mais quelle conclusion faut-il tirer de ces faits ? Faut-il en induire que le système de l'échelle mobile est vicieux en lui-même ? Non, il faut seulement y voir une preuve de la difficulté de trouver une base exacte et une gradation équitable, si nous lisons en effet les dépositions qui sont consignées dans les procès-verbaux de la commission du travail, nous voyons tous les témoins reconnaître l'excellence du principe. Revenons par exemple aux houillères du Durham dans lesquelles une échelle mobile a été en vigueur de 1877

(1) Digest Group A, vol. 1, p. 62.

(2) Digest Group A, vol. 2, p. 97.

à 1889 : que viennent déposer les secrétaires de la « Durham Miners' Association », MM. Patterson et Wilson ? « tous deux viennent déclarer que rien n'a changé leur opinion ; tous deux considèrent comme « désirable l'établissement d'un sliding scale pourvu qu'il ait une « base équitable » (1). Que dit M. Sopwith pour les houillères du Staffordshire ? Il soutient que les échelles mobiles qui ont été appliquées de 1874 à 1883 ont été un bienfait pour le district (2). Que déclare M. Young le secrétaire de la « Northumberland Miners' Mutual Confidence ? » Il affirme que la meilleure manière d'éviter les grèves est le « sliding scale » (3). Quel est enfin l'avis de M. B. Hingley, le chairman de la « South Staffordshire and East Worcestershire Ironmasters' Association » ? Il l'a répété à plusieurs reprises : pour lui le « sliding scale » est une des meilleures manières de déterminer le taux des salaires et les employés comme les employeurs en sont partisans en principe (4). Tout cela est net et précis : l'échelle mobile est unanimement considérée comme pouvant donner d'excellents résultats ; d'ailleurs, il y a un fait bien curieux qui nous a été signalé par M. Burt, le membre du Parlement anglais : dans le Northumberland, l'échelle mobile a été dénoncée : malgré cela en vertu d'un accord tacite des parties, elle régit encore le taux des salaires : les patrons continuent à nommer des « accountants » et les mineurs viennent de demander à en élire de leur côté. N'est-ce pas la preuve péremptive qu'au fond employeurs et employés ne sont pas si hostiles au « sliding scale » ?

IV

La faveur dont jouit l'échelle mobile des salaires vient de ce qu'elle correspond à la même idée que la participation aux bénéfices : toutes deux ont pour but d'accroître la productivité du travail et la part des ouvriers, mais il y a entre elles une différence capitale : la participation aux bénéfices est selon la définition de M. Ch. Robert « une libre convention expresse ou tacite en vertu de laquelle un « patron donne à son ouvrier en sus du salaire normal une part

(1) Digest, Group A vol. 1 p. 60.

(2) Digest, Group A vol. 1 p. 32 col. 1.

(3) Digest, Group A vol. 1 p. 63.

(4) Digest, Group A vol. 2 p. 48 col. 1.

« dans les bénéfices sans participation aux pertes » : l'échelle mobile des salaires est au contraire un accord par lequel patrons et ouvriers établissent une relation absolue entre le salaire et le prix de vente quel qu'il soit. Dans la participation aux bénéfices, l'ouvrier touche un salaire fixe, auquel vient s'ajouter une ou deux fois par an une somme variable, calculée en principe d'après ce salaire et d'après les bénéfices : somme en général très faible, d'ordinaire de 20 à 40 francs par an et ne s'élevant presque jamais à 100 francs. Au contraire l'échelle mobile des salaires n'a pas pour effet de venir ajouter un appoint plus ou moins faible à une rémunération fixée d'après d'autres bases : elle a pour but et pour résultat de déterminer le taux même de ce salaire et de le faire varier d'après les prix de vente, l'ouvrier reçoit tout par elle et ne reçoit que par elle.

Le grand avantage de ce système est d'intéresser l'ouvrier dans l'entreprise ; sans salaire fixe, sans minimum, souffrant de la baisse des cours et profitant de leur élévation, il ne peut que désirer la prospérité de la maison, car la sienne propre en dépend. Sûr d'avoir sa part dans les bénéfices, il cessera d'être victime de certaines injustices qui l'exaspèrent ; il ne verra pas par exemple les actions de la compagnie monter de 400^f à 40000^f et son salaire à lui s'élever de 10 à 15 0/0 seulement ; sans doute, il pourra toujours y avoir un écart, les actions pourront monter plus vite, mais n'est-ce pas légitime ? Les actionnaires ne courent-ils pas des risques particuliers ?

Le « sliding scale » répartit les bénéfices d'une manière équitable et solidarise en quelque sorte les intérêts du capital et du travail, ce qui est un précieux élément de paix sociale. Ce n'est pas d'ailleurs son seul mérite : les échelles étant très sensibles et les fixations des prix de vente fréquemment répétées, les variations des salaires sont moins brusques que sous tout autre régime ; les salaires s'élèvent et s'abaissent insensiblement, ce qui empêche l'ouvrier soit de gaspiller une augmentation qu'il n'aura pas prévue et qui le « grisera » en quelque sorte, soit, ce qui est plus fâcheux, d'être pris au dépourvu par une réduction brusque et importante. Il y a plus, le « sliding scale » amène l'augmentation des affaires et par suite élève la rémunération de l'ouvrier ; cela se conçoit aisément et on l'a souvent répété à la Commission du Travail : déterminant le taux des salaires pour une certaine période, il donne par cela même aux patrons plus de sécurité et plus de liberté d'esprit : le contrat ne pouvant jamais être dénoncé moins de trois ou de six mois à l'avance, les chefs d'industrie qui peuvent en invoquer les clauses sont sûrs de ne pas

être pris à l'improviste par des demandes inattendues et des grèves subites : ils savent que, dans une large mesure, ils sont maîtres du lendemain, ils savent que les commandes qu'ils reçoivent pourront être exécutées, si elles ne sont pas à trop longue échéance, et les clients le savent aussi.

Intéressant les ouvriers dans l'entreprise, leur donnant un salaire régulier et améliorant leur sort par une élévation graduelle de leurs ressources, le « sliding scale » est une des meilleures mesures que l'on puisse citer parmi celles qui rendent les grèves moins fréquentes ; n'a-t-elle pas en effet un autre avantage ? Celui d'amener à sa suite la pratique de l'arbitrage dont le « sliding scale Joint Committee » est une remarquable application.

Il serait désirable de voir cette institution de l'échelle mobile se répandre de plus en plus. Malheureusement, elle se heurte souvent à des obstacles de fait : tantôt c'est la difficulté d'en établir la base : ainsi le représentant des « Forfar Factory workers » (Ecosse), s'est déclaré partisan de l'introduction d'une échelle mobile dans les industries textiles si on pouvait trouver une équivalence satisfaisante (1) ; tantôt c'est l'hostilité des associations ouvrières qui rend le succès très douteux : une des grandes objections que l'on a fait valoir à la Commission du travail contre le système du sliding scale est qu'il pourrait si bien fixer les salaires pour une période assez longue que les ouvriers n'adhéreraient plus aux « Unions ». Cette crainte a fait l'objet d'une longue discussion à la sixième réunion du groupe minier de la commission, et nous savons que la Fédération générale des mineurs de la Grande-Bretagne combat les « sliding scales ».

Tels sont, croyons-nous, les deux principaux obstacles auxquels viennent se heurter les efforts que l'on fait en vue de la propagation du système de l'échelle mobile. On a bien formulé d'autres critiques, mais nous ne les tenons pas pour décisives ; il a été dit par exemple que par suite des « sliding scales » les patrons ne sont pas intéressés à l'élévation des cours ? C'est une erreur : les ouvriers ne touchent jamais qu'une partie des bénéfices résultant de la hausse du marché, dès lors, le patron gagne d'autant plus que le prix est plus fort. On a soutenu également que les échelles mobiles ne servaient à rien, les ouvriers les dénonçant quand leurs salaires subissaient des

(1) Digest Group C, vol. 1, p. 34, col. 1.

réductions. Cette objection ne serait réellement grave que si les contrats n'étaient pas en général conclus pour un certain temps, un an, 18 mois ou 2 ans, sans faculté de dénonciation pendant ce délai. En outre, même lorsque cette faculté peut être exercée, il faut prévenir 3 ou 6 mois d'avance, et n'est-ce pas beaucoup que d'avoir plusieurs mois pour discuter et pour s'entendre avant qu'une grève ne soit possible? Enfin les ouvriers n'accepteront-ils pas plus facilement des réductions successives et insensibles qu'une diminution brusque et importante?

Ce que nous souhaitons, c'est que le « sliding scale » triomphe de ces difficultés réelles et de ces objections spécieuses; il a en effet déjà fait ses preuves et l'on peut dès maintenant indiquer dans ses grandes lignes quel serait un « sliding scale » idéal. Ce « sliding scale » serait conclu pour un temps assez court, un an ou deux au plus, il faut en effet que tous les éléments qui influent sur la fixation du taux des salaires soient pris en considération, au moins à intervalles périodiques: le cours des marchandises et produits manufacturés est un de ces éléments, ce n'est pas le seul, et il ne faut pas faire abstraction des autres. Ce « sliding scale » ne pourrait être dénoncé qu'après un avertissement donné 3 ou 6 mois à l'avance et l'observation en serait assurée par une clause pénale qui ferait corps avec le contrat lui-même, les associations d'employés ou d'employeurs seraient responsables du paiement de la peine encourue, au cas d'infraction ou de violation. Quant à la variation des salaires elle-même, elle serait combinée de manière à donner toujours aux ouvriers, au moins le strict nécessaire et à faire que l'intérêt des patrons fût toujours de voir les prix s'élever; l'augmentation ou la diminution proportionnelle des salaires devrait être établie par équivalence avec le prix moyen des ventes facturées par les patrons. Tenir compte du cours porté sur la cote de tel marché et non du prix de vente effectivement touché par l'employeur est une pratique vicieuse; l'employeur ne peut en effet donner que ce qu'il a reçu et le cours du marché est trop influencé par les jeux et les opérations fictives. Il serait bon, en outre, que la vérification des livres de commerce fut très fréquente et qu'au-delà d'un certain prix de vente, les salaires augmentassent dans une proportion plus forte qu'avant d'avoir atteint ce prix. Par contre, il serait désirable qu'au dessous d'un certain chiffre, les salaires des ouvriers se missent à baisser d'une manière moins rapide qu'auparavant, puis restassent invariables, sauf, naturellement, pour les patrons, le droit de dénoncer le « sliding scale ».

Est-il enfin besoin d'ajouter que tout « sliding scale » parfait organiserait un « sliding scale joint committee », muni de pouvoirs étendus et se terminerait par une clause compromissive ? L'arbitre chargé de trancher les différends futurs, devrait être un personnage jouissant d'une haute autorité morale, ou même peut-être un industriel considérable, ayant par cela même certains moyens de coercition (1).

MAURICE TRAVERS.

CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

SUISSE.

L'activité politique et sociale s'exerce en Suisse dans trois domaines, qui, sans être absolument séparés, ont chacun leur vie propre : le domaine *fédéral*, le domaine *cantonal*, le domaine *municipal*. Etudier cette activité dans le premier de ces domaines, la suivre ensuite dans les deux autres, pour ce qui concerne d'abord les cantons de langues française et italienne, puis ceux de langue allemande, tel est le but de cet article. Il est bien entendu que nous ne parlons que des événements récents.

I. — CONFÉDÉRATION.

Parmi les faits accomplis, qui intéressent toute la Confédération, j'en vois trois principaux à signaler.

L'un, qui se rapporte au groupement des partis, est la victoire du parti radical au Tessin, victoire qui décide de la majorité dans l'une

(1) Qu'il nous soit permis en terminant de remercier M. Burt, M. P., M. Nicault, consul de France à Newport. M. Al. Dalziel, secretary to the Monmouthshire and South Wales Coal Owners' association, M. Dennington, secretary to the Cleveland Ironmasters' Association, ainsi que MM. Winpenny et Daniel Jones, qui ont bien voulu nous fournir de précieux renseignements et le texte même des diverses échelles. — Cf. *Revue économique*, av. 1891, les échelles mobiles des salaires en Angleterre par M. Munro, et av. 1892, l'enquête de la commission du travail anglaise, par M. John Rae.

des deux chambres fédérales (le conseil des Etats), jusqu'ici partagée à peu près par moitié entre conservateurs et radicaux.

Une chose beaucoup plus importante à noter est l'introduction du droit d'initiative populaire dans la Constitution (1). Elle date de 1891 ; mais les premiers effets vont s'en faire sentir. Depuis cette époque, cinquante mille citoyens peuvent proposer telle réforme qui leur plait sous forme d'un projet d'article constitutionnel qui est soumis tel quel au vote du peuple et des cantons. C'est un puissant outil d'innovations. C'est un grand pas vers l'exercice direct du pouvoir législatif par la nation. Le *referendum* facultatif, qui fonctionne de longue date, lui accordait une sorte de *veto*, ayant un effet suspensif ou négatif. Le droit nouvellement reconnu à un nombre donné de citoyens de provoquer une décision souveraine sur une proposition émanant d'eux-mêmes est, au contraire, essentiellement positif. Ces deux formes de plébiscite se complètent ainsi l'une l'autre et renforcent le caractère nettement démocratique de la Constitution suisse.

Il faut parler, après cela, de la question économique. La rupture du traité de commerce avec la France, l'échec éclatant des négociations entamées ont des conséquences multiples. C'est un effort pour développer certaines industries locales (fabrication des vins, des fromages, des poupées, du sucre, etc.). C'est une série de tentatives pour ouvrir des débouchés aux produits du pays en Allemagne, en Italie, en Amérique, pour conclure des conventions avec les Etats, petits ou grands, qui veulent bien ne pas fermer leurs frontières. C'est encore un courant protectionniste, qui non seulement amène des représailles sur les journaux, les livres et les autres produits français, crée de graves difficultés dans la Savoie, région de zone neutre, pousse les ouvriers à demander qu'on exclue les ouvriers étrangers des chantiers communaux ou nationaux, mais qui encore diminue la vieille et étroite amitié des deux républiques sœurs. Le sentiment à peu près unanime des Suisses et des Français résidant en Suisse est le désir de voir cesser bientôt cette guerre de tarifs.

Si nous considérons maintenant les choses qui sont en voie d'exécution ou de préparation, elles dénotent une tendance marquée à augmenter la compétence de la Confédération. L'année 1892 a vu s'organiser le fonctionnement des dispositions nouvelles qui unifient et

(1) Consulter à ce sujet un bon travail de M. J. Berney, professeur de droit. (*Recueil inaugural de l'Université de Lausanne, 1892.*)

simplifient la poursuite pour dettes : elles sont dues, en grande partie, au labeur patient de M. le conseiller fédéral Ruchonnet. Mais c'est surtout en matière de législation ouvrière que l'on demande ou discute de sérieuses innovations. On examine un vaste projet d'assurance contre les accidents et les maladies qui doit être bientôt soumis aux Chambres fédérales. Le secrétariat ouvrier suisse, institution officielle, a lancé un questionnaire détaillé pour recueillir l'opinion des intéressés sur les points litigieux. Des réponses arrivent, que l'on collationne (1). Le principe de l'assurance *obligatoire* pour les patrons et pour les employés est accepté ; mais il reste à régler la mise en œuvre du principe.

Le socialisme en Suisse, comme ailleurs, est à l'ordre du jour. Le parti socialiste songe à profiter du droit d'initiative populaire que nous mentionnons plus haut. Il n'est pas le seul. Pendant qu'une campagne assez imprévue (2), où une sincère pitié pour les bêtes se mêle à de vagues aspirations anti-sémites, est menée en vue d'interdire le mode d'abatage appliqué par les Israélites aux animaux de boucherie, les socialistes, eux, cherchent à rassembler les 50,000 signatures nécessaires pour soumettre au peuple l'addition suivante à la Constitution fédérale :

« *Le droit à un travail suffisamment rétribué* est reconnu à chaque citoyen suisse. La législation fédérale, celle des cantons et des communes, doivent rendre ce droit effectif par tous les moyens possibles. »

Suit une énumération des principaux moyens : réduction des heures de travail, création de bourses du travail, protection légale contre les renvois injustifiés, assurance contre les suites du chômage, punition de toute atteinte au droit qu'ont les ouvriers de s'associer, etc. Le nombre voulu de signatures n'est pas encore obtenu.

Le parti socialiste, qui a pour noyau les chambres syndicales et les sociétés ouvrières, surtout la puissante société du *Grütli*, a inscrit dans son programme bien d'autres vœux, pareils à ceux qu'émettent les socialistes de tous pays. Parmi les revendications qui concernent particulièrement la Suisse, je trouve l'élection directe par le peuple du Conseil fédéral (pouvoir exécutif) et des juges ; le monopole attribué à la Confédération des billets de banque, des allumettes, de la vente des blés ; la reconnaissance légale des corporations dites aussi syndi-

(1) Voir une brochure de M. Chaulmontet, chef de gare. (*Enquête sur la position de la classe ouvrière à l'égard de la législation fédérale concernant l'assurance en cas de maladie et d'accidents*, Berne 1892.)

(2) 87,000 signatures ont été recueillies.

cals obligatoires ; le rachat par l'Etat des chemins de fer, etc. Je remarque un article qui s'adresse aux paysans : « Organisation, en faveur des petits agriculteurs, d'un crédit agricole, à l'aide duquel les communes pourront se pourvoir de toutes les machines, de tous les engrais utiles à la culture : les communes devront mettre ces avantages à la disposition de leurs membres, au prix de revient. Défalcation des dettes hypothécaires. »

Sans doute il s'en faut que tous ces desiderata soient sur le point de passer dans les faits ; mais le parti s'organise, grandit, a ses journaux et ses députés, tient ses assises régulièrement, a renouvelé au Congrès de Bienne son alliance avec les démocrates catholiques et aura une nouvelle occasion de s'affirmer au grand congrès international, qui est convoqué à Zürich pour le mois d'août 1893.

II. — SUISSE FRANÇAISE ET ITALIENNE.

Les questions qui préoccupent les cantons et les communes de la Suisse romande et italienne sont de même nature que celles dont nous venons de parler.

Elles se rattachent, pour la plupart, soit au perfectionnement du système électoral afin de représenter plus exactement les différentes opinions politiques, soit à l'amélioration du sort de la classe pauvre.

En plus d'une occurrence les divers partis avaient eu déjà la modération ou l'habileté de faire place à la minorité sur la liste des candidats ou même dans le gouvernement. Mais cet esprit de conciliation était sujet à éclipses. Pour organiser la représentation régulière des minorités, plusieurs systèmes sont, à l'heure qu'il est, mis en pratique. Proposés ici par les radicaux, là par les conservateurs ou les socialistes, ils ont été essayés à Neuchâtel, à Genève, au Tessin ; ils vont probablement l'être à Lausanne pour les élections communales. Les limites de cet article ne me permettent pas d'en exposer le détail compliqué : il y a toute une littérature sur la matière.

Quant aux mesures plus ou moins teintées de socialisme, qui sont expérimentées ça et là et qui se propagent, suivant le succès, de canton en canton, je citerai les suivantes :

<i>Instruction publique.</i>	{	Gratuité du matériel scolaire (papier, livres, encre, etc.).
		Cuisines scolaires, fournissant de bons repas à des prix minimes.
		Colonies de vacances pour les enfants pauvres.

Enfance abandonnée (1). — Tous les cantons, excepté les Grisons, le Valais, Tessin et Fribourg, ont des lois qui la protègent et prononcent la déchéance de la puissance paternelle en cas d'abandon. Vaud et Genève ont créé des institutions cantonales; des institutions privées complètent l'œuvre de l'Etat. Le placement des enfants dans les familles est le mode d'éducation le plus fréquemment employé.

Inhumations. — La gratuité des ensevelissements existe à Neuchâtel, à Lausanne et dans plusieurs autres villes.

Logements. — Une société s'est constituée à Genève en 1892 pour l'amélioration du logement, au point de vue de la salubrité et du bon marché. Un projet de loi de M. Barde, des conférences de M. Wuarin, ont porté la question devant les corps publics et devant l'opinion.

Les moyens d'action de cette ligue se résument ainsi :

- a) Provoquer des mesures législatives et en surveiller l'application.
- b) Elaborer des plans et des devis types...
- c) Etudier la transformation d'immeubles défectueux (d'après le système Octavia Hill, si populaire en Angleterre).
- d) Provoquer et faciliter la construction de maisons modèles par des sociétés ou par des particuliers.
- e) Organiser une propagande active.

Impôts. — Le parti radical genevois propose d'établir à Genève l'*Impôt progressif*, qui est déjà depuis plusieurs années adopté dans le canton de Vaud.

Lois ouvrières. — Institution de conseils de prud'hommes. — Campagne de M. Favon, à Genève, en faveur des syndicats obligatoires.

En somme, les faits saillants de ces derniers mois en Suisse me paraissent être : Apaisement des querelles confessionnelles. — Orientation commerciale nouvelle. — Réformes qui tendent à rendre plus directe et plus exacte l'intervention du peuple dans le gouvernement. — Préoccupation croissante de la question sociale et formation dans les villes d'un parti ouvrier indépendant, qui tantôt s'allie, tantôt s'oppose aux anciens partis.

GEORGES RENARD.

Professeur à l'Université de Lausanne.

(1) Voir : *L'enfance abandonnée et les moyens de la protéger*. (Genève, 1892). Brochure de M. Alexandre Gavard, ancien conseiller d'Etat.

III. — SUISSE ALLEMANDE.

Il ne saurait être question, dans cette partie de la « Chronique sociale », de rappeler par le menu tous les faits intéressants qui se sont produits dans une vingtaine à peu près de ces cantons et de demi-cantons dont l'ensemble forme la Suisse allemande. Nous ne pourrions attirer l'attention du lecteur que sur les points essentiels et sur certaines manifestations caractéristiques dans la législation, dans l'administration et dans les mœurs.

I. — *Révisions constitutionnelles.* — Les cantons qui ont travaillé, dans le courant de l'année 1892, à la révision de leurs constitutions, ont suivi ou précipité le mouvement qui pousse la Confédération suisse et les divers États confédérés vers la démocratie pure ; il semble que ce mouvement soit irrésistible, quoiqu'il soit, en définitive, un peu artificiel et provoqué par les chefs de partis plutôt que désiré par le peuple. En réalité, la majorité du corps électoral, en Suisse, est plutôt conservatrice et il n'est pas probable que la « démocratie directe » accélère la solution des grosses questions sociales qui se posent en ce moment-ci.

Le demi-canton de *Bâle-campagne* s'est donné une nouvelle constitution, le 22 mai 1892 ; l'élection du député au Conseil des États suisses a été attribuée aux assemblées politiques ; le principe de la progressivité de l'impôt a été adopté dans une mesure très étendue, tandis que, d'un autre côté, on abaissait le prix du sel et déchargeait les aubergistes du paiement de tous droits de patente en ne les soumettant plus qu'à l'impôt ordinaire sur le revenu.

La représentation proportionnelle, si elle a triomphé à Neuchâtel, à Genève, au Tessin, a subi un échec grave dans le canton de *Saint-Gall*. Une demande d'initiative populaire tendant à la révision partielle de la Constitution fut déposée en 1892, dans la teneur suivante : « Les électeurs soussignés demandent, conformément à l'article 116 de la Constitution, que les articles 51, 59, 81, 82 et 83 de la Charte cantonale du 16 novembre 1890 soient modifiés en ce sens que le système de la représentation proportionnelle soit appliqué aux élections des membres du Grand-Conseil, du gouvernement, des conseils communaux et des conseils scolaires... » Cette demande d'initiative fut rejetée, au commencement de l'année 1893, à une majorité de plus de deux mille voix sur vingt et quelques mille votants. La représentation pro-

portionnelle — le *Proporz*, comme on l'appelle dans la Suisse allemande — s'est dès lors arrêtée dans sa marche conquérante à travers les cantons suisses.

Dans le demi-canton de *Bâle-ville*, l'élection des juges a été enlevée au Grand-Conseil et dévolue au peuple. Les révisions partielles de Zurich, Schwytz et Uri n'offrent rien de remarquable.

II. — *Les partis et leurs programmes*. — Il ne sera pas sans utilité d'apprendre quels sont les projets d'avenir des deux partis les plus remuants de la Suisse allemande et des deux partis qui mettent la réforme sociale au premier plan.

Le programme du parti libéral argovien, que nous donnons ci-après, peut être considéré comme l'expression la plus exacte des idées acceptées par les « progressistes » de la Suisse allemande en matière fédérale :

« 1. — *Politique*. — a) Réforme de l'administration fédérale, abstraction faite de l'idée de l'élection du Conseil fédéral par le peuple; b) loi électorale fédérale rendant le vote obligatoire et facilitant autant que possible à l'électeur l'exercice de son droit; c) exécution stricte de l'article 27 de la Constitution fédérale, dans le sens de la neutralité confessionnelle de l'enseignement primaire; subventions fédérales pour l'école populaire; d) défense et maintien des institutions fédérales libérales; protection énergique de la liberté de conscience et de croyance contre tout empiètement; répudiation de toute politique qui sacrifie ces principes; e) unification successive du droit pénal, du droit civil et de la procédure.

« 2. — *Questions sociales et économiques*. — a) Nationalisation des chemins de fer; b) organisation de l'assurance; c) exécution de l'article constitutionnel sur les billets de banque; d) monopole des allumettes; e) reprise des démarches en vue de l'élaboration d'une législation internationale sur les fabriques; nouvelles restrictions au travail des enfants; f) protection des intérêts agricoles; concours donnés à la création de syndicats agricoles; g) organisation de la classe des artisans (loi sur les arts et métiers); h) loi sur l'hygiène des aliments et la police sanitaire; i) économie dans l'emploi des finances fédérales; diminution des dépenses de luxe; subventions aux travailleurs victimes de crises industrielles. »

D'autre part, le Comité général du parti socialiste a formulé son programme — le programme de ses vœux les plus prochains, ajoutons-le, — dans les termes suivants :

« 1. — *Politique fédérale*. — 1^o Réforme de l'administration fédérale

et élection au Conseil fédéral par le peuple ; organisation du referendum fédéral ; 3° droit d'initiative en matière de législation ; 4° nationalisation des chemins de fer et plan d'amortissements pour le rachat de la dette des chemins de fer ; 5° assurance par l'État contre les accidents, les maladies, les suites de l'âge et de l'invalidité, et assurance sur la vie par l'État également ; 6° banque fédérale avec monopole de l'émission des billets de banque ; amélioration du crédit agricole par la réorganisation ou la création de banques cantonales ; 7° monopole des allumettes ; 8° monopole du tabac ; 9° monopole des céréales ; 10° unification complète du droit civil et pénal ; 11° loi électorale fédérale rendant le vote obligatoire ; 12° exécution de l'article 27 de la Constitution fédérale, dans le sens du développement de l'école primaire sous les auspices de la Confédération ; gratuité du matériel scolaire et laïcisation totale de l'enseignement ; 13° loi fédérale sur les arts et métiers, avec examen obligatoire pour les apprentis ; 14° extension donnée à la loi sur les fabriques, protection des ouvrières, journée normale de travail de 10 heures, limitation plus sérieuse du travail des femmes et des enfants ; 15° subventions fédérales plus considérables en faveur des associations agricoles et pour l'amélioration du sol ; 16° répudiation de tout système qui tendrait à provoquer des abus en matière de police des étrangers ; 17° maintien du droit d'association aussi pour ceux qui se trouvent, au point de vue économique, dans une situation de dépendance.

2. — *Politique cantonale.* — 1° Monopole des forces hydrauliques attribué aux cantons, sous réserve des dispositions des lois fédérales sur l'emploi de la force électrique ; 2° assurance mobilière obligatoire par l'État... ; 5° diminution des charges imposées aux communes pour les écoles ; gratuité du matériel dans les écoles primaires et secondaires ; école obligatoire de perfectionnement ; gratuité de l'enseignement secondaire et décentralisation de l'administration scolaire ; 6° subsides plus élevés de l'État au profit de l'enseignement professionnel des classes les plus pauvres de la population ; création de cours de cuisine et d'économie domestique pour les jeunes filles ; 7° réduction de l'impôt communal pour l'entretien des pauvres et mise à contribution plus importante de l'État... ; 9° augmentation des droits de succession et extension des dits droits à toutes les classes d'héritiers ; 10° inventaire obligatoire après décès ; mesures de répression plus vigoureuses contre ceux qui cherchent à se soustraire à l'impôt ; progressivité plus forte de l'impôt ; 11° droit de timbre proportionnel pour les effets de change, actions et obligations ; 12° impôt

sur les sociétés anonymes et sur les actions; 13° allègement de l'impôt des petits contribuables...; 14° tribunaux de prud'hommes et offices de conciliation...; 15° assurance obligatoire du bétail; 16° encouragement par l'État des associations coopératives... »

Nous avons jugé à propos de reproduire, presque dans leur entier, les programmes précités, afin que le lecteur puisse se rendre compte, une fois pour toutes, des grandes lignes de la politique suivie dans la Suisse allemande. Nous les eussions volontiers fait suivre de celui du groupe radical des Chambres fédérales; mais nous empiéterions sur le domaine de notre collaborateur et ami Georges Renard; au reste, ce programme est, à peu de chose près, celui du parti libéral argovien que nous avons communiqué plus haut.

III. — *Le « droit au travail »*. — Le parti socialiste, dans la Suisse allemande, tentera d'introduire, par voie d'initiative populaire, le « droit au travail » dans la constitution fédérale. Il s'occupe actuellement de rassembler les 50,000 signatures nécessaires pour appuyer sa demande d'initiative. Cette campagne aboutira-t-elle? Il est à présumer que non, car le peuple suisse répugne encore, dans sa majorité, à tous les projets qui portent l'estampille socialiste; à cet égard, les Chambres sont infiniment plus avancées que le corps électoral lui-même. Toujours est-il que nous allons faire l'expérience de la démocratie directe intervenant dans le règlement de la question sociale; il sera curieux de la suivre et les résultats en seront riches d'enseignements.

Les chefs du parti socialiste dans la Suisse allemande: MM. R. Seidel, à Zurich, A. Steck, à Berne, Wulschleger, à Bâle, ont fait un peu partout des conférences en vue de populariser l'idée du « droit au travail ». Voici le résumé, assez substantiel et assez objectif, d'un exposé présenté par M. Steck dans une nombreuse réunion ouvrière à Neuchâtel; nous l'empruntons au compte-rendu d'un journal suisse:

« M. Steck a commencé par faire l'historique de la question en remontant aux premiers principes énoncés à la Révolution française, et en s'attardant sur l'essai pratique et avorté de la création de chantiers nationaux, fait en 1848 à Paris. Les circonstances étaient alors tout autres, et les chantiers qui « donnaient à l'aumône l'apparence du salaire », n'étaient pas ce qu'il fallait. Cette conception simple et naïve ne suffit plus; maintenant, l'idée du droit au travail s'est implantée dans un terrain plus solide et repose sur des bases plus précises; ce n'est pas l'aumône de l'État que l'on demande, c'est le droit pour chaque ouvrier, non seulement au travail, mais à un salaire

suffisant. Toute la législation ouvrière tend déjà à établir ce droit ; ainsi, un ouvrier ne peut plus renoncer par contrat à la faculté que lui donne la loi de ne pas être renvoyé sans un avertissement préalable de quinze jours. Nulle part on n'est allé aussi loin sur cette voie que dans les ateliers de la Confédération, à Berne et à Thoun, où une commission d'ouvriers a été instituée pour contrôler et, le cas échéant, suspendre le renvoi d'ouvriers. N'est-ce pas reconnaître aux ouvriers, en quelque sorte, un droit à maintenir leurs situations ?

Quant aux moyens pratiques d'arriver à faire fonctionner ce droit au travail, M. Steck ne les indique que très sommairement. Après l'achèvement des fusils (il s'agit de fabriques d'armes de l'État), 400 ouvriers des chantiers fédéraux devaient être congédiés par escouades s'échelonnant de mois en mois. En février dernier, 150 devaient être ainsi renvoyés, mais la commission est intervenue et on est parvenu, en réduisant le travail de tous à huit heures, à n'en renvoyer que 45. Cela coûte un peu plus cher à la Confédération, puisqu'ils reçoivent le même salaire pour moins de travail, voilà tout !

M. Steck trouve cet exemple bon à imiter ; il ne promet cependant pas aux ouvriers de tous les métiers que la demande d'initiative que l'on va signer leur procurera une réduction d'heures de travail. Pour le moment, elle n'a pour but que de transformer l'article 34 de la Constitution fédérale donnant à la Confédération le droit de protéger la santé des ouvriers, en un article lui imposant le devoir de le faire non seulement dans leur santé, mais aussi dans leur travail et leur salaire. Si le mouvement d'initiative aboutit, comme l'orateur en a l'espoir, les Chambres approuveront la demande, feront pour le moins un contre-projet, qui sera toujours un premier pas ; s'il échoue, les discussions et l'agitation que provoquera le pétitionnement, prépareront au moins le terrain pour reprendre la question plus tard.

La constitution actuelle de la société ne permet pas à l'ouvrier de sortir de son état d'infériorité ; il faut pour cela arriver à un remaniement des bases sociales, non par une convulsion, mais petit à petit ; et l'initiative pour obtenir le droit au travail est le seul moyen d'atteindre ce résultat pacifiquement. L'orateur termine en recommandant une active propagande en faveur de l'obtention des signatures. »

Ainsi que nous l'avons fait observer, les propositions de M. Steck et consorts soulèveront une opposition très-vive. Nous n'avons pas à nous prononcer ici sur leur bien fondé, mais il est certain qu'il y a beaucoup à faire pour l'organisation du travail. Quoi qu'il en soit, même dans le parti radical, on se montre assez froid, ou même assez

hostile. Un journal de ce parti, le *Bund*, a jugé en ces termes la conférence de M. R. Seidel, : « La bonne moitié de sa harangue a été consacrée à attaquer à peu près tout ce qui existe ». M. Freuler, député de Schaffouse au Conseil des États, est parti en guerre contre les promoteurs du droit au travail, et il a écrit ceci : « Il est impossible de caricaturer plus lamentablement notre état social et politique. Il n'y a plus rien de suisse dans ces élucubrations; c'est directement de l'Allemagne et de l'Internationale rouge que nous viennent ces doctrines absurdes. » On le voit, les esprits sont très excités et, même dans les milieux « progressistes », le « droit au travail » rencontre des adversaires résolus. Il faut espérer qu'on finira par s'entendre sur un minimum acceptable de réformes pratiques.

IV. — *Impôts*. — Plusieurs cantons sont en train de remanier ou ont révisé, ces derniers temps, leur législation fiscale. Nous ne parlerons ici que de la nouvelle loi du canton de *Lucerne*, adoptée en février, par 11426 voix contre 11361. Le gouvernement conservateur avait besoin d'argent, pour faire face aux exigences les plus modestes de la situation. Il savait bien qu'une loi d'impôts n'a jamais été populaire et que l'opposition radicale, qui a ses raisons de ne pas être satisfaite de son sort, combattrait le projet quel qu'il fût. Il est néanmoins allé de l'avant, et l'événement a justifié son audace.

La loi en question augmente l'impôt de 25 centimes pour 1000 francs de fortune (le contribuable paiera dorénavant 75 centimes au lieu de 50). La part du revenu exonéré de l'impôt, le « minimum d'existence », comme on dit dans la Suisse allemande, a été élevé de 500 à 800 francs; c'est là un dégrèvement des petites bourses qui n'est nullement à mépriser, dans un canton essentiellement agricole où la plupart des paysans ne seront plus atteints par l'impôt sur le revenu. Le législateur a enfin admis une progression modérée, introduit les institutions de la taxe personnelle, de l'inventaire au décès et de l'imposition au lieu de domicile (autrefois, lieu d'origine) pour les besoins de l'assistance publique.

V. — *Associations coopératives*. — Les associations coopératives se développent extraordinairement et prospèrent la plupart dans la Suisse allemande. Toutes les localités industrielles de quelque importance ont fondé des associations coopératives de consommation; les institutions analogues pour la production sont plus rares et ont quelque peine à vivre, quoique l'une ou l'autre soit dans une situation fort satisfaisante. Voici, en passant, des détails concernant le *Consumverein* d'Olten, l'une des sociétés coopératives les mieux dirigées de la Suisse.

Elle compte 885 membres; elle a fait en 1892 pour 295,384 francs d'affaires et a réalisé un bénéfice net de 53,149 francs. Le dividende distribué ne s'est pas élevé à moins de 11 0/0 sur les achats. Le rapport, qui vient d'être publié, constate que, depuis bien des années, le pain n'avait pas été aussi bon marché qu'en 1892.

Le *Consumverein d'Olten* a été créé il y a trente ans. Il a vendu, pendant cette période, pour près de six millions de marchandises et réparti entre ses membres une somme de 346,981 francs. Olten est une petite ville, de quelques mille âmes de population.

VI. — *Lutte contre l'alcoolisme.* — Les « sociétés de tempérance » ont d'abord dirigé leur activité du côté de la Suisse française. Elles ont bientôt étendu leur champ de travail à la Suisse allemande, concentrant surtout leurs efforts sur les grands centres, Bâle, Zurich, Berne. Parallèlement à elles, se sont fondées des sections de la société anglaise des « Bons Templiers », qui s'engagent à s'abstenir complètement de toutes boissons alcooliques mais qui, à l'inverse des « sociétés de tempérance » cherchent à réaliser leur but en dehors de toute préoccupation religieuse; elles se recrutent assez difficilement.

A Berne, les partisans de la « tempérance », ont organisé, en janvier et février 1893, quatre conférences faites par des professeurs d'université : M. Oetli, professeur de théologie, à Berne; M. Hilty, professeur de droit; M. de Speyr, professeur de psychiatrie et M. Gaule, professeur de physiologie. Les médecins ont conclu en faveur de l'abstinence totale et le discours de M. Gaule a même été une sorte de dithyrambe en l'honneur de la vie sans alcool. Le théologien et le juriste ont enseigné qu'il est des accommodements avec l'alcool, mais qu'il est nécessaire de restreindre la consommation des spiritueux par une réforme dans la législation et dans les mœurs.

Un nombreux public a suivi les exposés des orateurs; mais il n'apparaît pas que beaucoup de gens, même convaincus par l'éloquence des quatre professeurs, aient passé au rang des convertis. La lutte contre l'alcoolisme ne se poursuit pas moins avec énergie dans notre pays, et y produit des fruits excellents.

VII. — *Réforme pénitentiaire.* — Le canton de *Berne* aura, d'ici à quelques mois, terminé sa réforme pénitentiaire; nous y reviendrons longuement l'an prochain. Dans le canton d'*Argovie*, on songe également à parachever la réforme entreprise il y a quelques années. Nous empruntons au rapport officiel, sur les résultats de la surveillance exercée sur les détenus libérés, le passage suivant, qui mérite d'être pris en considération : « La libération conditionnelle et les mesures protec-

trices de surveillance qu'elle entraîne, ont éveillé un réel intérêt et ont été reconnues bienfaisantes, tant par les autorités que par l'opinion publique. » Ajoutons que le canton d'Argovie travaille aujourd'hui à la révision de son code pénal ; un intéressant avant-projet de M. le juge d'appel Heuberger a paru récemment.

VIRGILE ROSSEL,

Professeur à l'Université de Berne.

NOTE

sur l'Enseignement de l'Économie politique, de la Statistique et de la Sociologie aux États-Unis.

La grande République de l'Amérique du Nord semble avoir l'ambition de dépasser nos vieux pays d'Europe par la puissance de son outillage intellectuel et scientifique aussi bien que par la puissance de son outillage industriel.

Si l'on en juge par le tableau que nous avons sous les yeux, son ambition serait bien près d'être réalisée, du moins en ce qui concerne l'enseignement de l'Économie politique, de la Statistique et de la Sociologie.

Ce tableau nous a été apporté par le premier numéro d'une nouvelle revue publiée à Chicago, depuis le mois de décembre 1892, sous le titre de *Journal of Political economy*. Il sert d'appendice fort instructif à un très intéressant article sur « l'étude de l'Économie politique aux États-Unis », dû à l'un des savants professeurs de l'Université de Chicago, M. J. Laurence Laughlin. On n'y trouve pas seulement la liste, par établissement (Université, Collège, Institut), et le titre des différents cours se rapportant à l'étude de l'Économie politique faits aux États-Unis en 1876 et en 1892-93 ; on y voit combien de semaines par an et combien d'heures par semaine durent chacun de ces cours. Nous essaierons, peut-être, un jour d'examiner en détail la vaste organisation dont il nous donne une idée. Nous voudrions, en attendant, nous borner à en extraire quelques-uns des faits et des chiffres qui nous ont le plus vivement frappé et les livrer, sans commentaires, aux réflexions de nos lecteurs.

Ce n'est pas sans raison que M. Laurence Laughlin a rapproché et comparé, dans son tableau, les années 1876 et 1892-93. Sous l'influence

de causes qu'il nous semble avoir très judicieusement dégagées (1), l'enseignement des sciences sociales s'est, à la fois, très tardivement constitué et très rapidement développé aux États-Unis. C'est seulement après la guerre de la sécession que cet enseignement commence à apparaître dans un petit nombre d'établissements d'instruction. C'est à partir de 1876, et tout à fait dans ces dernières années, qu'il y a reçu la prodigieuse extension dont nous sommes témoins.

Il existait aux États-Unis, en 1876, des cours d'Économie politique dans 38 établissements d'instruction. Leur nombre total atteignait 41. En 1892-93, on compte dans 66 établissements un nombre total de 242 cours ayant pour objet soit l'Économie politique, soit les nombreuses branches en lesquelles elle a été subdivisée, soit la Statistique, soit la Sociologie.

Aux cours proprement dits on a ajouté les exercices et les travaux si féconds des séminaires. Le séminaire était une institution inconnue dans les universités ou collèges des États-Unis en 1876. On y en trouve vingt aujourd'hui. Certains établissements en possèdent deux. Le *Colombia college* et l'Université de Michigan possèdent chacun deux séminaires : un séminaire d'économie politique (*Seminary in Economics*) et un séminaire de finances (*Seminary in Finance*).

Les 41 cours de 1876 remplissaient 2.256 heures. Les 242 cours ou exercices de 1892-93 en rempliront un peu plus de 13.000.

Les 41 cours de 1876 étaient exclusivement des cours portant sur l'ensemble de l'Économie politique. Ils se divisaient simplement en cours élémentaires et cours approfondis. Ce genre de cours n'a point disparu. Mais presque tous les cours nouveaux ont principalement pour objet des branches particulières de l'Économie politique ou, mieux, des séries très limitées et très spéciales de phénomènes économiques. C'est ainsi qu'il y a des cours d'histoire de l'Économie politique (2), — des cours de finances, — des cours sur les impôts, — des cours sur la Dette publique, — des cours sur le travail ou sur la condition des travailleurs, — des cours sur les modes d'exploitation de la terre et le mouvement agraire, — des cours sur les tarifs de douane, — des cours sur les transports par chemin de fer, — des

(1) *Journal of the Political Economy*, p. 2-6.

(2) On peut compter jusqu'à vingt cours d'histoire de l'Économie politique ou des théories économiques dans le tableau de M. Laughlin. Il n'en existe pas un seul en France !

cours sur la circulation et les banques, — des cours sur le commerce international. Il y a là une spécialisation qui est évidemment à la fois un signe et une cause de progrès dans l'enseignement de l'Économie politique.

On est allé plus loin. On a pensé que l'enseignement purement économique ne peut être fortifié que par l'adjonction de certains enseignements qui lui sont très étroitement rattachés, et à côté des cours soit généraux, soit spéciaux d'Économie politique, on a créé des cours de Statistique et des cours de Sociologie. Il est fait mention, dans le tableau de M. Laughlin, de trois cours de Sociologie et de neuf cours de Statistique. Il y a même un séminaire de Statistique au collège de Wellesley, à Wellesley (Massachusetts). A l'Institut technologique de Boston, à côté d'un cours de Statistique et de méthode graphique, nous voyons un cours de Statistique et de Sociologie. Les deux autres cours de Sociologie se rencontrent l'un à l'Université de Virginie, sous le titre de cours de *Science of Society*, l'autre à l'Université de Michigan, à Ann-Arbor (Michigan), sous le titre de cours de *Social Philosophy with economics relations*.

Il est à peine besoin de dire que, répandus sur l'immense surface des États-Unis, les soixante-six établissements où sont enseignées l'Économie politique, la Statistique et la Sociologie sont de dimensions fort inégales.

On en peut citer neuf d'une importance exceptionnelle. Ce sont : 1° l'Université de Pennsylvanie, à Philadelphie ; 2° l'Université de Chicago ; 3° le *Columbia college*, sorte d'école des Sciences politiques, à New-York ; 4° l'Université de Michigan, à Ann-Arbor (Michigan) ; 5° l'Université Harvard, à Cambridge, près de Boston ; 6° l'Université Yale, à Newhaven (Connecticut) ; 7° l'Université du Wisconsin, à Madison ; 8° l'Université Cornell, à Ithaque ; 9° l'Institut de technologie de Boston.

L'Université de Michigan, en 1892-93, ne compte pas moins de dix-neuf cours différents et elle possède, comme nous le disions plus haut, deux séminaires du genre de ceux qui existent dans les Universités allemandes, un séminaire de finances et un séminaire d'économie politique. Les leçons ou exercices ne dépassent guère deux ou trois par semaine et durent chacun dix-huit semaines.

A l'Université de Chicago, on compte, toujours pour l'année 1892-93, seize cours différents et un séminaire. La durée des cours ne dépasse pas, en général, douze semaines, mais chacun comporte quatre et même cinq heures de leçon par semaine.

Au *Columbia college*, nous trouvons onze cours différents et deux séminaires. Les heures consacrées aux leçons et aux exercices seront au nombre de 764 durant l'année 1892-93. — L'Université de Pennsylvanie ne possède que seize cours d'Économie politique et de Statistique, mais elle l'emporte sur toutes les autres par le nombre des heures qu'elle applique à ces cours ; ce nombre atteindra 1.020.

FERNAND FAURE,

Professeur à la Faculté de droit de Paris.

REVUE DES LIVRES

A. RICHIE. — *China and Christianity*. — Tien-tsin, 1 vol. in-8 de VI — 103 pages, 1892.

M. A. Richie est l'ex-directeur d'un journal hebdomadaire, rédigé en langue anglaise, qui a été édité de 1887 à 1891, à Tien-tsin, sous le titre de *Chinese Times*. Dans les nombreux articles qu'il a écrits pour ce périodique, il s'est montré un observateur attentif et un juge éclairé de tout ce qui concerne la Chine contemporaine. C'est donc un homme compétent qui aborde aujourd'hui le grave problème des rapports de la Chine avec le christianisme ; à ce titre, l'opuscule qu'il vient de faire paraître mérite une sérieuse attention. A vrai dire, d'après certains passages de cette brochure, on peut se demander si M. Richie n'a pas été parfois inspiré par le vice-roi du Tché-li, Li Hong Tchang, car certaines des idées qu'il émet cadrent merveilleusement avec les desiderata que cet homme d'État chinois a manifestés dans sa politique à l'égard des Missions. C'est en tenant compte de cette observation qu'il convient de lire l'écrit dont je vais donner maintenant l'analyse.

L'auteur, considérant que le christianisme est une source de conflits constants entre la Chine et les puissances étrangères, se propose d'en rechercher les raisons et de déterminer ce que pourraient être les bases d'un accord. Il commence par montrer quel est le caractère chinois et quelle nature particulière ce caractère a donnée aux relations de la Chine avec l'Europe ; — puis il examine quelle est l'opinion qu'un Chinois instruit peut se former du christianisme ; — il étudie ensuite quelles sont les causes de l'opposition chinoise au christianisme ; — enfin il esquisse les conditions essentielles d'un concordat.

I. — Le trait distinctif de la politique chinoise est l'inertie. Le gou-

vernement se refuse à tenter aucune expérience ; si les choses vont mal, il les laisse s'arranger d'elles-mêmes comme elles peuvent, mais il répugne à intervenir d'une manière positive. Cette tendance est surtout marquée lorsqu'il s'agit de questions sociales nouvelles dont il est difficile d'avoir une conception claire. C'est pourquoi, lorsqu'elle s'est trouvée en contact avec l'étranger, la Chine n'a jamais formé un plan de conduite ; elle n'a pris que des dispositions transitoires destinées à prévenir quelque danger immédiat ; toutes les mesures qu'elle a adoptées lui ont été imposées par la force ; il n'y a ainsi entre elle et les puissances européennes qu'un accord tout mécanique, produit par une nécessité urgente, prêt à se rompre dès que la pression cesse de s'exercer. Une crise est toujours imminente.

Une telle situation est dangereuse ; or, tout homme d'État doit se proposer avant tout de conserver son pays ; les gouvernants chinois ont donc l'obligation de se faire une idée aussi nette que possible des forces avec lesquelles ils sont aux prises, de sortir de leur apathie et d'aviser aux moyens de soutenir la lutte dans les meilleures conditions possibles.

La civilisation étrangère a fait son apparition en Extrême-Orient sous sa triple forme politique, commerciale et religieuse. C'est la religion qui est le plus formidable des éléments de l'invasion ; elle est une menace perpétuelle et c'est un *modus vivendi* avec elle que la Chine doit trouver à tout prix.

II. — Quelle est l'opinion qu'un mandarin peut se faire du christianisme ? Il est évident que la valeur intrinsèque de la doctrine est ici hors de cause ; nous ne discutons pas le problème psychologique de savoir si un esprit formé aux maximes de Confucius est susceptible ou non de se convertir à la religion chrétienne, mais nous considérons la question sociale des rapports qui peuvent exister entre une organisation civile d'une part, fondée sur certains principes, et le christianisme, d'autre part, en tant qu'il crée et maintient des groupements d'individus dont l'action vient à interférer avec celle du gouvernement. C'est l'expérience seule qui pourra jeter quelque lumière sur ce sujet.

L'histoire de la Rome antique ne laisserait pas que d'être instructive pour un politique chinois. Il y verrait le christianisme, force toujours grandissante, indifférente à la grandeur mondaine de l'empire, ne s'établir qu'en détruisant une philosophie et une civilisation qui avaient fait pendant des siècles la puissance de l'État ; pour que les idées nouvelles pussent triompher, il a fallu abandonner tout le patrimoine intellectuel et moral qui avait suffi aux besoins de longues générations. C'est un sacrifice dont il importe de ne pas méconnaître la gravité avant de s'y résigner.

Dans les annales des sociétés modernes, le christianisme apparaît sous les formes les plus diverses. D'une manière générale cependant on

peut noter partout où il s'implante sa tenace vitalité, sa tendance à progresser, à former petit à petit un État dans l'État, si bien que, sauf les États-Unis d'Amérique, il n'est peut-être aucun pays aujourd'hui où la question des rapports de l'Église et du Gouvernement civil ne soit un sujet de dispute.

Enfin, un des faits qui frapperait le plus un observateur chinois est la prétention qu'élèvent les puissances chrétiennes de s'immiscer dans les affaires intérieures d'une nation non chrétienne pour prendre envers et contre elle la défense de ceux de ses propres sujets qui sont chrétiens. C'est ainsi que l'Europe s'est arrogé le droit de s'interposer entre la Porte et les chrétiens turcs.

Considérons maintenant les phases par lesquelles a passé le christianisme en Chine. Les premiers missionnaires italiens furent accueillis au xvi^e siècle dans l'Empire du Milieu pour la même raison qui avait fait bien recevoir plusieurs siècles avant eux les bouddhistes indous, à cause de leurs connaissances astronomiques. Pendant tout le cours du xvii^e et du xviii^e siècle, nous voyons les empereurs protéger d'une part les missionnaires instruits dont quelques-uns occupent de hautes charges dans le tribunal des mathématiques et s'opposer, d'autre part, à toutes leurs tentatives de faire de la propagande. A la fin du xviii^e siècle et au commencement du xix^e, les ambassades de lord Macartney et de lord Amherst essaient d'obtenir plus de considération pour les étrangers, et c'est à partir de ce moment au contraire que l'hostilité contre eux devient ouverte. Le christianisme cependant progresse, mais chacun de ses pas en avant est le résultat de la force. Le traité anglais de Nankin, en 1842, et le traité français de 1844 garantissent la protection des missionnaires et des étrangers en général dans les ports ouverts. Après la guerre de 1860, les missionnaires sont autorisés à s'établir dans l'intérieur et à acquérir des terres au nom des communautés chrétiennes. Dès lors, les convertis chinois méprisent les autorités de leur propre pays et font incessamment appel aux conseils étrangers pour appuyer leurs réclamations contre leurs compatriotes païens.

Aujourd'hui, l'opinion des politiques chinois est bien formée : ils sont absolument hostiles au christianisme.

III. — Mais cette conviction raisonnée ne saurait exister que chez un petit nombre d'esprits supérieurs. Il faut chercher dans des conflits d'intérêt plus immédiats et plus palpables les causes de l'opposition chinoise au christianisme.

En premier lieu, le christianisme blesse un certain nombre d'idées reçues qui sont comme le *credo* moral des Chinois : il supprime ou abaisse à un rang inférieur les tablettes sacrées où sont inscrits les noms des ancêtres et il détruit le culte de la famille qui est le fondement de la société chinoise comme il a été celui de la société antique ; — les convertis refusent de donner de l'argent pour certaines fêtes religieuses ou de

payer pour l'érection et la réparation des temples, alors que ces contributions sont regardées comme faisant partie des charges d'un bon citoyen ; — les fiançailles sont en Chine un engagement presque indissoluble qui, souvent, est conclu par les familles quand les deux intéressés sont encore en bas-âge ; or, la conversion d'une des parties au christianisme amène parfois une rupture qui est considérée comme un parjure. Passons quelques autres cas moins importants pour arriver à celui qui est peut-être le plus grave de tous : le christianisme désapprouve les doctrines philosophiques qui sont admises par la classe lettrée ; il affecte de mépriser les livres canoniques de l'antiquité chinoise ; il choque ainsi l'opinion de tous les gens instruits et s'attire d'abord leur mépris, ensuite leur haine lorsqu'ils voient que la religion étrangère pourrait bien triompher un jour et entraîner ainsi, avec la ruine des idées qui leur sont les plus chères, la perte de leur influence et de leur pouvoir.

En outre, indépendamment des doctrines, le christianisme cherche toujours à s'emparer du pouvoir politique. Le missionnaire engage volontiers son troupeau à demander sa protection au lieu de recourir aux autorités locales ; et comme derrière le missionnaire se trouve le consul et derrière le consul les vaisseaux de guerre, l'intervention de l'étranger est souvent effective ; la partie lésée en conçoit un ressentiment profond et c'est ainsi qu'en plusieurs endroits des batailles entre clans ont été provoquées parce que les chrétiens s'étaient targués de l'appui des missionnaires. M. Richie cite comme un exemple de ce fait les troubles qui eurent lieu en 1891, en Mongolie ; il n'est point prouvé que, dans ce cas particulier, les choses se soient ainsi passées ; l'auteur nous paraît ici avoir habilement inséré dans sa dissertation un argument qui lui aura été dicté par les hommes d'Etat chinois, désireux d'esquiver des réclamations bien fondées. Quoi qu'il en soit, l'observation générale est exacte et il est regrettable que des missionnaires se croient parfois autorisés à intervenir dans des querelles entre Chinois.

Enfin, n'est-il pas certain que les revendications en faveur des missionnaires ont été souvent un prétexte qu'ont invoqué divers États pour s'assurer des avantages politiques ou commerciaux ? M. Richie nous fait l'honneur de ne citer à l'appui de son dire que deux cas où la France seule est en cause ; il aurait pu le confirmer par un beaucoup plus grand nombre d'exemples s'il avait parlé d'autres nations, à commencer par celle à laquelle il appartient.

Ajoutons que, dans l'histoire de la Chine contemporaine, le christianisme se trouve lié d'une manière fâcheuse avec la révolution Taïping qui, de 1850 à 1867, a désolé les provinces du Sud et à côté la vie, suivant les uns, à vingt millions, suivant d'autres auteurs, à cinquante millions de personnes. Le chef de cette rébellion était un disciple des missionnaires protestants ; la lecture de l'Ancien Testament troubla ce cerveau mal préparé, et il se crut appelé à jouer le rôle de Josué ou du

roi David. Les missionnaires furent d'abord bien disposés pour les fauteurs du mouvement et ne leur retirèrent leurs sympathies que lorsqu'ils virent les atrocités auxquelles ils se livraient. Les Taïping ont inspiré aux Chinois une très vive et très sincère horreur et les rapports réels qui ont existé entre cette insurrection et la diffusion des écrits bibliques ont jeté un discrédit nouveau sur la religion étrangère.

De nos jours, l'opposition au christianisme est plus forte que jamais ; elle se traduit maintenant par une foule de publications où notre religion est tournée en ridicule. Grâce à des jeux de mots auxquels prête la prononciation souvent défectueuse des missionnaires, le Seigneur du Ciel, comme les catholiques appellent Dieu, est représenté sous la forme d'un porc et les insinuations les plus obscènes sont portées contre les mœurs des chrétiens. Cette littérature répugnante et basse n'est pas faite sans doute pour inspirer beaucoup d'estime ni pour ceux qui l'écrivent, ni pour ceux qui la lisent ; il n'en est pas moins vrai qu'elle est l'œuvre des mandarins et qu'à ce titre elle est un signe de la haine que les lettrés ont vouée au christianisme.

IV. — Y a-t-il moyen de faire un compromis qui puisse mettre fin à cet état de choses ? M. Richie, qui n'est pas un utopiste, ne se propose pas d'être l'auteur du nouveau concordat. Il se contente d'examiner quelles sont les mesures qu'il est le plus urgent de prendre : les Chinois, dit-il, devraient s'acquitter avec sincérité de toutes les obligations qu'ils ont contractées ; aussi longtemps qu'ils ne peuvent pas faire un nouvel appel à la force, il est de leur intérêt même de ne pas être de mauvaise foi dans l'accomplissement des devoirs auxquels ils se sont soumis. D'autre part, les gouvernants chinois ont le droit d'interdire toute immixtion d'un étranger dans les querelles entre indigènes et ils travailleront à désintégrer les communautés chrétiennes en tant qu'elles se présentent comme des forces impersonnelles et homogènes capables de résister à l'autorité civile. En troisième lieu, les Chinois et les chrétiens devraient apprendre à ne jamais mal parler publiquement les uns des autres : tout comme le gouvernement chinois tiendrait à supprimer les publications antichrétiennes qui sont une honte pour la province du Hou-nan où elles s'éditent, de même aussi les missionnaires ne sauraient se permettre de tourner en ridicule, comme ils le font souvent, les croyances indigènes.

Même si ces précautions étaient prises, les préjugés contre les chrétiens subsisteraient en Chine ; la seule manière d'en dissiper quelques-uns serait d'ouvrir tout grands les établissements des missionnaires à l'inspection officielle des mandarins afin qu'ils voient par eux-mêmes qu'on n'arrache pas les yeux des petits enfants ou des malades dans les orphelinats ou les hôpitaux et qu'on ne se livre pas à la débauche dans les églises. Cette idée, telle que M. Richie la présente, paraît fort admissible, il resterait à savoir si elle n'est pas une suggestion des Chinois désireux de s'assurer un contrôle toujours grandissant sur les institutions mis-

sionnaires, et il peut paraître dangereux de concéder un tel droit à des personnes notoirement hostiles, comme M. Richie a lui-même montré que l'étaient les mandarins chinois.

Mais toutes ces mesures préalables ne constituent pas un ensemble de dispositions capable d'assurer pour longtemps l'harmonie entre les deux forces en présence. Comme on a élaboré pour les relations commerciales de la Chine avec l'étranger toute une suite d'arrêtés précis et minutieux, ainsi on devrait rédiger, pour les rapports entre la Chine et le christianisme, des règlements détaillés. Qui est capable de mener à bien cette tâche? Ce n'est pas la Chine, qui est trop ignorante de notre civilisation; ce ne sont pas les gouvernements européens, qui sont incapables de s'unir sur une question politique quelconque en Extrême-Orient. Il ne reste que la propagande elle-même, c'est-à-dire l'ensemble des missionnaires; mais parmi ceux-ci il faut mettre hors de cause les protestants qui sont divisés en trop de sectes différentes pour pouvoir exercer une action commune. « Tout autre espoir faisant défaut, il semble que c'est après tout au Vatican et à ses agents disciplinés que le monde chrétien aura à regarder pour dénouer son dilemme avec la Chine. »

Peut-être le concordat est-il irréalisable; mais s'il en est ainsi, il est bon que les deux parties intéressées le sachent. Quelle que soit la solution du problème, on n'en saurait méconnaître la grandeur. Ce que nous voyons en présence, « c'est une moitié du monde provoquant l'autre; c'est le christianisme réunissant toutes ses forces pour soumettre le paganisme; c'est une lutte d'esprit contre esprit. »

EDOUARD CHAVANNES,

Professeur de chinois au Collège de France.

RAOUL JAY : *Études sur la question ouvrière en Suisse*. — Un vol. in-12. Paris, Larose et Forcel, 1893.

A l'heure où les questions ouvrières font, dans tous les milieux, l'objet de discussions si ardentes et si nombreuses, il est particulièrement intéressant et instructif de connaître les tentatives faites à l'étranger pour résoudre ces graves problèmes et de pouvoir peser les résultats qui y ont été obtenus.

Un pays méritait entre tous, la Suisse, d'être étudié à ce point de vue : la population y est calme et intelligente; les esprits pondérés et réfléchis ne se laissent pas emporter par des entraînements trop prompts, comme on en voit parfois chez nous, et savent également résister à la séduction des aspirations trop théoriques des réformateurs allemands. Aussi le Ministre de l'Instruction publique de France a-t-il eu une heureuse inspiration en confiant à M. Raoul Jay, professeur à la Faculté de droit de Grenoble, la mission d'étudier la législation ouvrière en Suisse; et l'on doit féliciter le savant professeur d'avoir condensé dans un précieux

volume les résultats de son enquête sur des matières qui lui sont familières.

Il ne faut pas chercher dans ce livre un ouvrage d'ensemble sur toutes les questions ouvrières ou sociales. L'auteur n'y a traité que les problèmes les plus importants dans cet ordre d'idées, ceux qui forment en quelque sorte les dogmes fondamentaux de la législation purement ouvrière, je veux dire : la question de la limitation légale de la journée de travail, celle des accidents du travail et celle de l'association ouvrière. Ce sont là les trois monographies qui remplissent cet intéressant volume.

I. — *La limitation légale de la journée de travail en Suisse.* — La loi fédérale du 23 mars 1877 sur le travail dans les fabriques a réduit à onze heures la durée de la journée de travail, en la limitant même à dix heures pour la veille des dimanches et jours fériés.

Dans un premier chapitre, M. R. Jay analyse les diverses prescriptions de la loi du 23 mars 1877 sur les repos assurés aux ouvriers, sur les exceptions temporaires ou permanentes relatives à la prolongation de la durée du travail, sur l'inspection des fabriques, les sanctions de la loi.

D'après les documents officiels, la loi du 23 mars 1879 régissait, à la date du 31 décembre 1891, une population de 178,000 travailleurs : sa portée était donc considérable, et il était intéressant d'en préciser les effets pratiques : le chapitre IV est consacré à cette recherche. Mais auparavant, l'auteur nous fait assister, dans les deux chapitres précédents, à l'historique détaillé et richement documenté de la mise en exécution de la loi. On y saisit sur le vif la résistance peu à peu plus faible des industriels à se soumettre à la nouvelle législation : les rapports des inspecteurs sont au début peu satisfaisants ; les infractions nombreuses ; les autorités, chargées de veiller à l'observation des prescriptions légales, sont faibles ou complaisantes. Un des moyens les plus employés pour tourner la loi consistait à diviser les ouvriers en équipes travaillant à des heures différentes : en 1888, le gouvernement suisse a dû prohiber cette pratique, signalant ainsi un abus, que le législateur français du 2 novembre 1892 n'a pas cru devoir redouter, et qui, selon toute vraisemblance, se produira chez nous comme il s'est produit chez nos voisins. A part cette observation, il semble que ce soit surtout à partir de 1887 que l'industrie se soit sérieusement soumise aux prescriptions légales.

Il était intéressant de connaître les effets produits par la limitation légale de la journée de travail. M. Jay y a consacré un très intéressant chapitre, nourri de documents officiels. La loi de 1877 a eu pour résultat d'améliorer d'une façon incontestable la condition physique et même morale de l'ouvrier ; l'ivrognerie semble même avoir diminué à raison des habitudes de discipline prises par les ouvriers. M. Jay, qui est par-

tisan de la réglementation légale du travail, rapporte à la loi de 1887 tout le mérite de ces heureux résultats; peut-être serait-il plus juste d'en attribuer une large part au tempérament pondéré des ouvriers suisses; dans d'autres milieux la loi n'aurait peut-être pas produit les mêmes effets. Quant au salaire, il n'a pas subi de diminution par suite de la réduction des heures de travail, les patrons ayant tenu à maintenir les salaires au même chiffre et à garder pour eux les pertes résultant de la législation nouvelle. En ce qui concerne enfin la production elle-même, il est difficile de savoir dans quelle mesure elle a été atteinte par la réglementation légale; il paraît au premier abord qu'une diminution dans la durée de travail ait dû entraîner une diminution dans la production, et c'est ce que constatent certains documents; d'autres documents, au contraire, signalent, à partir de 1881, une augmentation de l'exportation suisse: cela tient-il à ce qu'un meilleur travail a permis de remédier à la diminution du temps de travail? ou cela tient-il au développement industriel et à la création de nouvelles fabriques? C'est ce qu'il est bien difficile de discerner nettement.

Dans cette première monographie, M. Jay est toujours très attachant, et il ne pouvait mieux faire que de signaler en terminant le mouvement qui s'accroît en Suisse en faveur de la réduction de la journée légale à dix heures.

II. — *La question des accidents de travail en Suisse.* — Cette seconde étude a un caractère particulièrement juridique, et pour ce motif nous n'en donnerons qu'une analyse sommaire. Dans trois chapitres, l'auteur examine successivement le développement de la législation suisse sur la responsabilité, les critiques qu'on peut lui adresser, et enfin la théorie de l'assurance contre les accidents. La science juridique de M. Jay se révèle ici à chaque pas, sans nuire néanmoins aux appréciations d'ordre économique ni aux renseignements de statistique, qui sont un vif commentaire pratique de la législation suisse.

III. — *Une corporation moderne.* — La Suisse orientale est le pays de la broderie. Vers 1884 cette industrie traversa une crise désastreuse, due surtout à l'excès de production, contre laquelle les intéressés tentèrent de lutter en constituant entre eux une fédération, véritable corporation, que M. Jay nous a retracée en des pages pleines de vie. Nous y voyons la fédération se former en 1885, se développer et s'étendre des cantons de la Suisse orientale au Tyrol autrichien et à la Bavière. Cette corporation comprend les propriétaires ou locataires de machines, les commerçants et les intermédiaires, mais non les ouvriers de fabrique: c'est donc une association plutôt patronale, organisée d'ailleurs avec une administration rigoureuse.

Les prescriptions des statuts sont impérieuses: la journée du brodeur est réglementée et ne peut dépasser un certain maximum; le nombre des machines est limité en fait; de cette façon, on mesure la production

et on évite la surproduction. Comme compensation de la réduction de la journée de travail, les statuts fixent un prix minimum du travail ; de plus, l'apprentissage est réglementé d'une façon spéciale. L'obéissance aux statuts de la corporation est due par ses membres sous peine d'amende, et un tribunal arbitral est chargé d'en assurer l'observation. Enfin, pour forcer les dissidents à entrer dans la corporation, une mise à l'index est prononcée contre eux et sanctionnée par des dispositions sévères.

L'auteur ne se borne pas à nous indiquer l'organisation de cette corporation ; il la suit dans son développement, et nous la montre traversant en 1892 une crise qui menace son existence même, et à laquelle il ne voit d'autre remède que celui préconisé par la fédération elle-même, c'est-à-dire sa transformation en un syndicat légalement obligatoire.

Tel est, en résumé, le beau livre de M. Jay, qui est aussi attrayant par le style que séduisant par le fond, et que l'auteur a enrichi par un appendice contenant la traduction des lois suisses relatives aux matières traitées.

MAURICE DUFOURMANTELLE,

Docteur en droit,

Chargé d'un cours libre à la Faculté de Droit de Paris.

HENRI FERRI, professeur de droit pénal à l'Université de Pise. *La Sociologie criminelle*, Paris, Arthur Rousseau, 1893, VIII-648 pages.

Sans nul doute la publication de la *Sociologie criminelle* est appelée à soulever de vives polémiques et à exercer une influence profonde sur les tendances du droit pénal. Tout homme qui s'intéresse à cette branche de la science, qu'il appartienne au Palais ou à l'Ecole, qu'il se livre de préférence à l'étude des questions juridiques ou bien à celle des problèmes de philosophie ou d'économie politique, devra parcourir ce livre. Il y trouvera sûrement la satisfaction d'un sentiment que nous éprouvons tous en ce moment avec plus ou moins de netteté : le sentiment que les lois pénales actuelles répondent mal à leur but ; produit hybride de théories hésitantes, contradictoires et insuffisamment établies, elles ne satisfont ni les nécessités pratiques, ni les aspirations de notre époque. Il faut en dire autant des doctrines professées par l'école d'anthropologie criminelle dont M. Lombroso est le chef ; elles sont le résultat de conclusions trop hâtives, elles aboutissent à des propositions trop singulières et d'une exécution trop difficile pour pouvoir supplanter les théories classiques et provoquer des modifications législatives notables. Mais cette école a eu tout au moins le mérite d'ouvrir une nouvelle sphère d'action aux recherches scientifiques, et par là s'est formé un nouveau courant d'idées grâce auquel, au lieu de se limiter à l'étude du crime,

comme on l'avait fait auparavant, ou à l'étude du criminel seulement, comme le font les anthropologistes, les criminalistes ont été amenés à s'occuper simultanément du crime et du criminel et, en outre, des rapports du criminel avec la Société. Or, ce résultat, qui s'est surtout accusé il y a quelques mois, au Congrès de Bruxelles, est dû en grande partie assurément à M. Ferri. En 1878, dans sa brochure intitulée *La Teoria dell'imputabilità e la negazione del libero arbitrio*, il proclamait déjà la nécessité d'appliquer la méthode expérimentale au droit criminel et de substituer à l'étude abstraite des délits l'étude positive du délit, en tant qu'action humaine, par l'observation de l'homme qui le commet et du milieu dans lequel il agit. Ces idées trouvèrent bientôt leur développement dans *I nuovi orizzonti del diritto penale*, ouvrage désormais classique et dont la troisième édition a servi de canevas à la *Sociologie criminelle*. Je dis de canevas, car les additions nombreuses et les modifications profondes apportées par M. Ferri à son œuvre dans cette traduction, lui ont donné un cachet d'originalité très marqué et justifient le titre nouveau sous lequel elle se présente aux lecteurs français.

Il serait impossible de résumer en un compte-rendu aussi succinct toutes les idées intéressantes qu'émet le savant professeur de Pise avec une puissance de dialectique vraiment peu commune. Force est donc de signaler seulement les traits les plus saillants de ses théories. Et, tout d'abord, qu'est-ce que la sociologie criminelle? C'est, répond M. Ferri, l'étude de l'activité humaine anormale ou antisociale, c'est-à-dire des crimes et des criminels. Par là, au lieu que la science criminelle classique ne connaît que deux termes : le délit et la peine, la sociologie criminelle est amenée à en étudier trois : le crime, le criminel et le moyen adapté à la défense sociale. Cette différence fondamentale entre les deux écoles entraîne des conséquences pratiques importantes. Jusqu'ici, sous l'influence des théories classiques, tous les gouvernements se sont imaginé que pour empêcher la diffusion de certaines doctrines politiques ou sociales, il n'y avait rien de mieux à faire qu'à édicter des lois pénales exceptionnelles, « sans voir que, comme pour la vapeur, de même pour les idées ou les préjugés, la compression augmente la force d'expansion ». La sociologie criminelle ne tombe pas dans cette erreur; elle étudie chacun des dangers qui menacent la société et recherche le remède le plus propre à les écarter ou à les atténuer. Autant que possible ces remèdes seront préventifs. A ce propos, M. Ferri développe sa théorie des *substitutifs pénaux*, théorie fondée sur cette idée « qu'on obtient plus des hommes en flattant leur amour propre ou leurs intérêts qu'avec les menaces et la contrainte ». Mais, la loi de *saturation criminelle* rendant inévitable, malgré tout, un minimum de criminalité dû aux facteurs naturels de l'imperfection naturelle et sociale, un double problème se pose : 1° Quelles seront les formes différentes de la sanction sociale? 2° Quel sera le criterium juridique

pour indiquer dans chaque cas spécial, la forme la mieux adaptée de sanction sociale et son degré d'intensité? M. Ferri répond à la première question de la façon suivante: Entre le mal et le remède il faut qu'il y ait homogénéité, car le coupable est un malade plus ou moins curable; partant il faut appliquer ici les grands principes de l'art médical, à la diversité des maux opposer la diversité des remèdes. Je laisse de côté les réformes pénitentiaires proposées par notre auteur et j'arrive à la réponse qu'il fait à la seconde question. « Eliminant toute idée de libre arbitre ou de liberté morale, nous répondons tout simplement, dit-il: *L'homme est responsable parce qu'il vit en société.* » La responsabilité morale est donc niée: elle fait place à la responsabilité pénale. Or, « pour avoir la responsabilité pénale, la responsabilité physique suffit, sauf naturellement à établir ensuite d'autres conditions objectives et subjectives pour adapter la réaction sociale à l'action individuelle, la peine au délit, la défense à l'offense, suivant la catégorie anthropologique à laquelle appartient tel ou tel criminel ». Il faut qu'on sache que M. Ferri distingue cinq catégories de criminels: criminels fous, criminels nés, criminels par habitude acquise, criminels d'occasion, criminels par passion. D'autre part, il tient compte également de l'*antisocialité de l'acte*; elle résulte de deux éléments: le droit lésé et les motifs déterminants, ce dernier élément étant, à son avis, l'un des principes fondamentaux de la théorie positive de la responsabilité.

L'exposé de toutes les autres théories émises par M. Ferri m'entraînerait trop loin et je dois me borner à constater un fait curieux: Dans le chapitre consacré au développement de leurs conséquences pratiques, les vœux qu'exprime notre auteur s'éloignent bien plus des dispositions, peut-être trop savantes, du nouveau Code pénal italien que de celles de notre propre législation criminelle. Plus arriérée sans doute, mais plus simple, celle-ci se plie mieux aux exigences de la pratique et permet aux tribunaux d'adapter plus aisément leurs décisions aux circonstances particulières de chaque affaire.

Des renseignements statistiques et bibliographiques extrêmement abondants accompagnent la *Sociologie criminelle*. Mais, je le répète, ce qui fait surtout la valeur de ce livre, c'est l'originalité des solutions que M. Ferri donne à des questions souvent passionnantes et que parfois personne n'avait jamais songé à soulever avant lui.

JULES VALERY,

Agrégé des Facultés de droit.

COMTE DE CHAMBRUN. *Aux montagnes d'Auvergne: mes conclusions sociologiques*. Paris, Calmann-Lévy, 1 vol. in-8° de 148 pages, 1892.

Il y a bien des étrangetés dans ce petit livre, des étrangetés de forme

surtout ; mais on y sent une pensée si sincère, une âme si passionnée pour le bien du plus grand nombre et pour la solution pacifique et équitable des problèmes sociaux, qu'on le lit malgré tout avec intérêt. M. de Chambrun tient à ne pas être confondu avec les philanthropes ordinaires, et pourtant le mérite principal de son œuvre est certainement l'esprit de charité, de pitié pour la classe pauvre qui l'anime d'un bout à l'autre. L'auteur repousse les théories du socialisme révolutionnaire ; il n'admet l'intervention de l'Etat que s'il s'agit d'un Etat libre — genre anglais — et non d'un Etat autoritaire — genre allemand — ; il n'approuve pas sans réserve l'intervention de l'Eglise et le socialisme chrétien. Le mieux, à son avis, serait « le socialisme individuel et par libres associations ». Mais comment espérer qu'il se réalise ? L'auteur n'a pas grande confiance dans l'initiative des classes dirigeantes : « Le patron, écrit-il (p. 62), n'a pas de cœur ». Quant à l'ouvrier, « il manque d'intelligence » ; il n'est pas apte à faire lui-même ses propres affaires ; il faut qu'on les fasse pour lui : « tout pour l'ouvrier ; mais par l'ouvrier, rien (p. 12) ». Seulement, si la réforme ne peut s'accomplir ni par les ouvriers, ni par les patrons, ni par l'Etat, ni par l'Eglise, par qui donc s'accomplira-t-elle ? L'auteur ne nous le dit pas ; et peut-être serait-il bien difficile de le dire. Les conseils pratiques n'abondent pas d'ailleurs en ce livre, plus fécond en idées généreuses qu'en projets réalisables. La proposition la plus intéressante de l'auteur nous paraît être celle d'instituer — comme corollaire de la participation aux bénéfices généralisée — des conseils d'usine ou de manufacture, composés d'ouvriers, d'abord temporaires et nommés par le patron, plus tard permanents et élus par les ouvriers eux-mêmes (p. 100 et suiv.). D'une façon générale, on ne peut guère espérer que cette étude apporte des lumières bien nouvelles pour la solution scientifique des problèmes sociaux ; mais il faut rendre cette justice à son auteur, qu'il a du moins abordé la recherche de cette solution avec une ardeur et un désintéressement exceptionnels. « J'ai trouvé l'économique, écrit-il (p. 8), dans la catégorie de la matière, et je la laisse dans celle de l'esprit ». « La vieille économie était immorale ; nous l'insérons, en la relevant, dans l'humanité (p. 48) ». Il y a là, comme dans tout ce livre, beaucoup d'exagération : M. de Chambrun est à la fois trop sévère pour ses devanciers et trop complaisant pour sa propre œuvre. Mais si ces lignes ne résument pas ce qu'il a fait, du moins caractérisent-elles assez bien ce qu'il eut voulu faire. L'œuvre qu'il se proposait est peut-être impossible à réaliser ; mais c'est pourtant une noble œuvre, et il est honorable, en somme, de l'avoir entreprise.

RENÉ WORMS.

A. W. BOUCHÉ. *Etude sur l'adultère*. Paris, Rousseau, 1 vol. in-8° de 320 pages, 1893.

Ce n'est point une étude de mœurs, mais une étude juridique et sociale que M. A. W. Bouché entreprend dans son livre fort intéressant sur l'adultère.

L'ouvrage est à la fois historique et théorique. — La partie historique semble avoir été particulièrement soignée. M. B. a très nettement marqué l'importance de cette loi Julia qui est, à proprement parler, l'origine de la législation sur l'adultère. Après avoir défini la notion du *stuprum* et celle du *lenocinium*, il en analyse les éléments constitutifs avec précision ; son étude, méthodique et suffisamment documentée, complète en les confirmant les travaux de M. Esmein sur le délit d'adultère à Rome.

M. B. semble avoir été moins à son aise en traitant la question de l'adultère dans la législation canonique. Dans ce droit nouveau, un fait très intéressant se produit qui change complètement l'état de la question. La définition de l'adultère se précise ; restreinte à la femme dans la législation romaine, elle s'étend désormais à la faute de l'homme. Nous aurions voulu que M. B. notât plus fortement les conséquences de ce fait et qu'il montrât avec plus de décision que de ce jour c'est une nouvelle conception de l'adultère qui s'établit et s'impose. Son excuse est que, considérant cet exposé historique comme une simple introduction à la partie théorique de son ouvrage, il ne voulait pas s'égarer parmi les subtilités des docteurs, dans les minuties d'une casuistique qui ne peut plus avoir pour nous qu'un intérêt rétrospectif. Tel qu'il est, tout cet historique de la question est fait avec tact et exactitude.

Dans la partie théorique de son livre, M. B. a abordé avec beaucoup de franchise et discuté avec beaucoup d'originalité la question de la concubine. Sur le point de savoir si l'adultère de la femme la rend non recevable à poursuivre l'adultère de son mari, il prend parti pour l'affirmative, en dépit des arrêts de la jurisprudence. Etudiant l'adultère au point de vue surtout de ses conséquences sociales, il devait en venir au fameux article 324 du Code pénal, à l'article du meurtre légal, à l'article « rouge ». Le meurtre commis par l'époux sur son épouse ainsi que sur le complice, à l'instant où il les surprend en flagrant délit dans la maison conjugale, est-il vraiment excusable ? M. B. l'excuse et fait justice des injustes récriminations contre la loi. Il ne la trouve cependant pas hors de toute critique. Il veut qu'on en réforme la rédaction dans le sens de l'égalité de l'homme et de la femme devant l'excuse. Il propose la rédaction suivante : Dans le cas d'adultère, le meurtre commis par l'époux sur son épouse, ainsi que sur le complice, et le meurtre commis par l'épouse sur son époux, ainsi que sur la concubine, à l'instant où il les surprend en flagrant délit d'adultère, est excusable.

Nous reprocherons surtout à M. B. de n'avoir pas suffisamment développé ses conclusions. L'ensemble de son ouvrage les laisse pressentir ; l'ouvrage terminé, il ne les résume pas avec assez de vigueur. Son argumentation se réduit à ceci : Le mal que cause un acte est ou un mal moral ou un mal social. Si le mal est simplement moral, l'acte est hors du domaine de la loi ; si le mal est social, l'acte relève de la législation extérieure. Mais dans ce dernier cas, ou le mal social n'est réparable que par une peine, et alors la loi pénale doit incriminer l'acte ; ou le mal est réparable par des sanctions civiles, et alors le législateur excède ses pouvoirs en le déclarant délit pénal. A ce titre, M. B. déclare que les peines contre l'adultère, inutiles et injustes, doivent être supprimées. Voilà des conclusions qui intéressent au plus haut point les sociologues ; pourquoi M. B., que les préjugés ne semblent point effrayer, n'a-t-il pas poussé plus avant ? pourquoi, ayant fort bien posé la question, n'en a-t-il pas donné une solution scientifique et raisonnée, au lieu de l'abandonner aux criminalistes et aux législateurs, « à ceux qui ont les yeux tournés vers les nouveaux horizons du droit pénal ? »

E. HERRIOT.

REVUE DES PÉRIODIQUES

REVUE D'ÉCONOMIE POLITIQUE. — *Mars 1893*. Bourguin : des rapports entre Proudhon et Karl Marx. — Dr Boris Minzes : une question sociale et économique encore non résolue dans l'histoire de la grande Révolution française. — Ch. Gide et M. Lambert : chronique économique. — Edmond Villey : chronique législative. — Correspondance. — Bulletin bibliographique. — *Avril 1893*. Luis Brentano : les rapports entre le salaire, la durée du travail et sa productivité. — G. François : le monopole des agents de change. — L. Duguit : la séparation des pouvoirs et l'Assemblée nationale de 1789 (2^e article). — E. Villey : le travail aux pièces et le travail à la journée. — E. Villey : chronique législative. — Bulletin bibliographique.

REVUE SOCIALISTE. — *Mars 1893*. V. Jaclard : orientation et organisation. — Laurence Gronlund : des conditions de la régénération morale dans l'Amérique du Nord. — B. Malon : lundis socialistes (suite). — A. Hamon : survivances aniniques et polythéisme en Bretagne. — V. J. : Carnot le socialiste. — Hippolyte Carnot : résumé général de la doctrine saint-simonienne. — J. F. Malan : J. de Strada (fin). — A. Delon : la question sociale devant les corps élus. — Revue des revues. — Mouvement social. — Revue des livres. — *Avril 1893*. V. Jaclard : tactique socialiste. — Henri Aimel : la Révolution de demain (fin). — Hippolyte Carnot : résumé général de la doctrine saint-simonienne (fin). —

E. Vandervelde : statistique du travail en Belgique. — R. Bernier : le socialisme et l'art (l'Aube). — E. F. : Francis Jourde. — E. Vandervelde : la situation en Belgique. — La question sociale devant les corps élus. — Echos dramatiques. — Revue des revues. — Revue de la presse étrangère. — Mouvement social. — Revue des livres.

LE MONDE ÉCONOMIQUE. — 6 mai 1893. Frederiksen : la situation du libre échange. — Paul Beauregard : la suppression des octrois. — L'exposition coloniale de Lyon. — Chicago. — La spéculation dans l'Amérique du Sud. — Albertini : la reconstitution du Panama. — Jonchère : la coopération en Allemagne. — Les dépenses militaires de l'Allemagne. Le chemin de fer transsibérien. — La taxe des mines en Angleterre. — Chailley-Bert : le ministère des colonies. — Statistique. — Bibliographie. — Partie industrielle et commerciale. — Partie financière. — Revue foncière.

REVUE PHILOSOPHIQUE. — Mars 1893. Bourdon : recherches sur la succession des phénomènes psychologiques. — Danville : l'amour est-il un état pathologique ? — Avril 1893. Kœhler : pourquoi ressemblons-nous à nos parents ? — Arréat : de la méthode graphologique. — Mai 1893. Dauriac : psychologie du musicien. — Houssay : la sociabilité et la morale chez les animaux. — Marchesini : sur les idées générales. — G. Sorel : science et socialisme.

REVUE DE MÉTAPHYSIQUE ET DE MORALE. — Mars 1893. Winter : le problème de la vie. — Marcel Bernès : la méthode et les principes de la philosophie du droit.

ARCHIVES D'ANTHROPOLOGIE CRIMINELLE. — Mars 1893. Debierre : la crâniologie et le crime. — Ferrero : le mensonge et la véracité chez la femme criminelle.

REVUE MENSUELLE DE L'ÉCOLE D'ANTHROPOLOGIE DE PARIS. — Mars 1893. André Lefèvre : liturgie et morale mazdéennes. — Avril 1893. G. de Mortillet : l'âge du bronze. — Les habitants lacustres. — Capitan : les maladies dans les diverses conditions sociales.

ZEITSCHRIFT FÜR LITTERATUR UND GESCHICHTE DER STAATSWISSENSCHAFTEN. — 2-3 Heft. Rabbeno : ein neues system der Sozialökonomie. — Grätzer : zur Litteratur der Lehre vom Staatskredit. — Foldes : Dogmengeschichtliches zur Frage über den Einfluss der Getreidepreise auf die Arbeitslöhne. — Bibliographie.

ARCHIVIO GIURIDICO. — Vol. L, fasc. 2. Rignano : dei doni manuali. — Capone : saggio di ricerche sulla vicende della proprietà (continue).

LA NUOVA SCIENZE PENALE. — 1893, fasc. 2-3. Magri : teoria della responsabilità penale ; classificazione dei delinquenti ; il diritto naturale applicato alla soluzione di alcuni problemi della criminalità ; il suicidio. Marras : inefficacia della procedura.

RIVISTA INTERNAZIONALE DI SCIENZE SOCIALI E DISCIPLINE AUSILIARE.

— *Mars 1893*. Rossignoli : Leone XIII e le restaurazione della scienze sociali. — Bianchi : importanze sociale della piccola proprietà. — Rodriguez de Cepeda : stato attuale degli studi di diritto pubblico nella Spagna. — Definizione dello stato socialista. — Bibliografia.

Nous annonçons avec plaisir la récente apparition à Florence d'une revue traitant du droit privé dans l'esprit de la sociologie moderne. Elle a pour directeurs MM. Guiseppe d'Aguanno et Alfredo Tortori, et se nomme : « la Scienza del a Diritto Privato ». Son premier numéro comprend : Vadala-Papale : diritto privato e codice privato-sociale ; d'Aguanno : la reforma integrale della legislazione civile ; Tortori : limitazione del grado di parentela nella successioni legittimi. — Bibliografia.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Actes du 4^e congrès des langues populaires françaises à Lyon. — Atti della commissione per la statistica giudiziaria, 1892. — *Auerbach*, Le Plateau lorrain (Berger-Levrault). — *D^r Barret*, Les Noirs (Challamel). — *Baudrillart*, Populations du Midi (Guillaumin). — *Benoist*, Sophismes politiques (Perrin). — *Bishop*, Report of the bureau of statistics of New-Jersey, 1892. — *Boxo*, Lo Studio della delinquenza. — *Bridel*, Le droit de la femme au produit de son travail. — *Douglas*, The financial history of Massachusetts. — *Fouillée*, Psychologie des idées-forces (Alcan). — *Yves Guyot*, La question des patentes et des grands magasins ; les préjugés économiques (Guillaumin). — *Hamon*, Les hommes et les théories de l'anarchie. — *Hororwich*, The economics of Russian village. — *Ingle*, The negro in the district of Columbia. — *Lalande*, Lectures sur la philosophie des sciences (Hachette). — *Martinet*, Le socialisme en Danemark. — *Matthews*, Report of the bureau of statistics of Maine, 1892. — *G. de Molinari*, Précis d'économie et de morale (Guillaumin). — *De P...*, Rénovation sociale. — *Peele*, Report of the department of statistics of Indiana, 1892. — *Petit*, Sociétés de secours mutuels en France (Berger-Levrault). — *Prips*, Les hauts salaires. — *Raffalovich*, Le marché financier en 1892 (Guillaumin). — *Secrétan*, Le principe de la morale (Alcan).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

LA FAMILLE PATRIARCALE AU CAUCASE.

Malgré les beaux travaux de Tylor, Fustel de Coulanges, Maine, Bogisic, tout n'a pas été dit sur le régime patriarcal. Et des études faites sur le vif, des observations personnelles, contrôlées par les récits d'autres voyageurs et les coutumes analogues des peuples les plus divers, peuvent à mon avis répandre une nouvelle lumière sur ce sujet, tant de fois traité, et infirmer plus d'une conclusion, tirée à l'aide de matériaux insuffisants ou douteux.

C'est sous l'influence de pareilles idées que je me permets de tirer parti de mes voyages au Caucase et des notes prises en chemin, pour tracer un tableau de la vie patriarcale des montagnards de ce pays, vie qui, à bien des égards, porte encore l'empreinte d'un passé depuis longtemps disparu ailleurs.

Sans m'arrêter aux survivances de l'époque matriarcale, que j'ai eu l'occasion de recueillir dans des travaux de plus longue haleine, j'aborderai directement mon sujet, en traitant du rapport que l'organisation familiale des montagnards présente avec le culte des ancêtres et le culte du foyer.

L'ethnographie du Caucase ne laisse aucun doute sur l'intimité du lien qui existe entre cette époque de l'évolution religieuse, que depuis Tylor on a l'habitude d'appeler animisme, et l'épanouissement complet de la famille patriarcale et de la tribu ou *gens* qui en forme le complément.

Je ne veux point dire par là que l'animisme fut inconnu des peuples vivant sous le régime du matriarcat. L'éminent anthropologue anglais a pleinement établi ce fait, qu'à une époque antérieure à toute

parenté par le père, le culte des ancêtres maternels était un culte établi. Il y a plus, l'étude comparée des mythes permet de suivre le remplacement graduel des ancêtres maternels divinisés par des aïeux en ligne masculine. Ceci n'empêche pas que l'épanouissement complet du culte familial et du foyer domestique ne corresponde au triomphe de l'agnatisme sur la consanguinité et de la filiation par le père sur la filiation par la mère. C'est là le cas de la majeure partie des peuplades caucasiennes, et la preuve c'est que chez eux la famille est organisée, non seulement en vue des besoins des vivants, mais encore de ceux des morts, et que la tribu ou *gens* poursuit de sa vengeance tout ce qui, même involontairement, est devenu pour elle une source de malheurs.

La différence d'un être animé à celui qui ne l'est pas ou ne l'est plus, échappe à quiconque ne voit dans tout ce qui se fait à l'entour de lui que les agissements de puissances occultes, de génies, bien ou malfaisants, qui attribue des phénomènes naturels, tels que la maladie ou la mort, à l'intervention immédiate d'esprits bons ou méchants à son égard et à celui des siens. Pour confirmer par des faits l'exactitude de ce que j'avance, je m'arrêterai avant tout aux idées que les tribus caucasiennes se font de la mort. Ces idées ressortent très clairement des particularités de leurs cérémonies funéraires et du culte commémoratif qui leur fait suite.

Dans tout le Caucase et particulièrement chez les Tcherkesses est enracinée cette idée qu'il ne faut pas laisser les malades et les blessés en paix un seul instant. Les Tcherkesses croient que les mauvais esprits auteurs de la maladie ont plus de facilité pour faire mourir leur victime pendant le sommeil. De là résulte cette coutume que les parents du malade se tiennent à ses côtés durant sa maladie; ils le distraient par des chants et des danses, et entretiennent dans sa chambre un bruit continu, ne lui permettant pas de s'endormir ne fût-ce que pour un seul instant.

Bella souvent été témoin de ces sortes de souffrances que les Tcherkesses font subir aux malades dans l'espoir de les sauver ainsi de la mort. Pendant la nuit, raconte-t-il, quinze à vingt personnes restent dans la chambre du malade, passant le temps à chanter et à danser; de temps en temps on donne un grand coup de marteau sur un soc de charrue placé auprès du lit, tout cela pour que le malade ne puisse s'endormir. Pendant toute la nuit on entretient un grand feu sur le foyer, qui éclaire toute la « *sakia* » ou habitation en pierres non taillées. Quand Bell fit mine de vouloir éloigner les tapageurs, le

malade lui-même donna les signes d'un grand mécontentement ; en effet, le malade, aussi bien que ceux qui l'entourent, croit que pendant le sommeil les mauvais esprits peuvent s'emparer de lui et lui faire du mal (1).

Parmi les tribus kartvelles et en particulier chez les Chevsours, les Pschavs et les Fouschins, on trouve cette croyance que la cause de la maladie est toujours quelque personne morte, à qui le malade a négligé de sacrifier selon la coutume, et qui, en l'affligeant d'une maladie, se venge ainsi de cet affront. C'est pourquoi le premier soin d'un malade est d'envoyer quérir une diseuse de bonne aventure pour en apprendre le nom de l'âme offensée (2).

Les mêmes cérémonies se pratiquent chez les Ossètes et chez les Svanètes ainsi que chez les Fchetchnia et les Ingousch. Au xvii^e siècle le jésuite Lamberti et le voyageur Chardin, dans leurs descriptions de la vie des Mingréliens, parlent de pareilles divinations, faites chez les malades par les prêtres du pays. Les Mingréliens, disent-ils, accusent de leurs maladies tantôt Saint Georges, tantôt les « Chati », ou littéralement les images des patrons de la famille et de la *gens*. Pour y échapper, ils ne connaissent pas d'autre moyen que d'offrir des sacrifices en l'honneur du patron qui est supposé causer la maladie (3).

Les cérémonies funéraires et commémoratives du Caucase n'ont pas un moindre intérêt. En elles se montre clairement l'idée que ces peuples se forment de la mort, laquelle, pour eux, n'est pas un terme de la vie et ne provient jamais de causes naturelles, mais de l'influence d'esprits malveillants, d'ancêtres protecteurs des familles anciennes. Les montagnards regardent la mort comme une offense d'un genre spécial ; offense faite à une *gens* par une autre et imposant le devoir de la vengeance.

Comme preuve de ce que nous avançons, nous citerons tout d'a-

(1) BELL. *Journal d'une résidence en Circassie*, t. II, p. 24.

(2) Renseignements recueillis sur les lieux mêmes et déjà publiés par moi dans un article intitulé « Les Pschavs », *Journal juridique de Moscou*, année 1887. Voy. aussi l'étude de Chaschanof sur les Pschavs et la monographie de Choudadof sur les Chevsours.

(3) Relation de la Colchide ou Mingrellie, par le P. Archange Lamberti, missionnaire de la propagation de la Foy (Thévenot, relation de voyages curieux, 1696, vol. I, p. 40-43). — *Journal de voyage du chevalier Chardin en Perse et par la Colchide*, Londres, 1686, p. 86.

bord l'espèce d'oraison funèbre que, sur la tombe du défunt, prononcent les pleureuses imposées par l'usage des Mingréliens. « Comment as-tu pu délaisser ta famille, toi qui avais tant de qualités ? En nous quittant tu as négligé tous tes devoirs ; que ta conduite est cruelle ! comment as-tu pu mettre le feu à ta propre demeure ; que fera sans toi ton enfant bien aimé ; quel sort attend toute ta famille ? »

On fait des discours non moins caractéristiques en Pschavie où, de même qu'en Mingrélie, le rituel funéraire prescrit aux femmes de couper les nattes de leurs cheveux et aux hommes de déchirer leurs vêtements, etc.

« Lève-toi, héros, dit-on dans ces sortes d'oraisons funèbres, tu as assez dormi, les amis de ton âge sont venus à toi ; il ne nous écoute pas, il n'est pas content de nous, malheur à nous ; la veuve ira dans la maison de ses parents, les orphelins pleureront, le champ restera inculte, les ennemis se réjouiront. » (1)

La mort, bien que n'interrompant pas la vie, reste pourtant un grand malheur aux yeux du montagnard, si ce n'est pour le mort lui-même qui peut au-delà du tombeau jouir de toutes les joies de la vie terrestre, du moins pour sa famille. Les montagnards ne peuvent se réconcilier avec l'idée que la mort est une loi inéluctable de la nature. De même que les maladies leur semblent amenées par les esprits malfaisants, c'est-à-dire par les génies hostiles des clans étrangers, de même la mort doit être forcément l'œuvre de leurs mains.

Ce n'est qu'en admettant une pareille croyance qu'on arrive à comprendre l'origine de ces espèces de tournois qu'on organise sur les tombes de personnes nouvellement décédées et qui sont connues sous le nom de Djigitovski. Seuls les parents ont droit d'y prendre part. La fête commence par des coups de feu tirés au-dessus des tombeaux ; puis suivent des courses de chevaux ; pendant leur durée, quatre ou six des plus proches parents font trois fois le tour du tombeau en menant par la bride un cheval sellé ; après quoi ils se font une entaille à l'oreille pour faire tomber quelques gouttes de sang sur la terre au-dessus du mort, et prononcent en même temps

(1) Sur le rituel funéraire de la Mingrélie, voy. S. Mourier : l'Etat religieux de la Mingrélie. (Dans la *Revue de l'histoire des religions*, année 1887, juillet-août, p. 90.) — Sur le rituel des Pschavs, consulter mon étude « les Pschavs » description ethnographique, p. 203 et 204.

ces paroles consacrées par l'usage : « Ce sang est pour toi » (1). Le combat simulé qui se fait dans les fêtes funéraires et auquel seuls les parents prennent part, ainsi que l'action de répandre du sang sur le tombeau du mort, n'ont à mes yeux d'autre signification que celle de prouver symboliquement qu'on est prêt à tirer vengeance, sur les ennemis, de la mort qu'ils ont causée.

Cette idée que la mort est une offense faite par un ennemi inconnu, offense qu'il est un devoir de venger, apparaît aussi dans le Daghestan comme la source d'une coutume encore plus extraordinaire. Dans le Karakaytag, la Tabassaragne et les villages Godobéry et Siberkali, en cas de mort sans cause connue, les parents du mort, après s'être rassemblés devant la mosquée, déclarent une personne quelconque être le meurtrier, et se vengent sur elle comme sur un criminel véritable (2).

Si la fin d'un homme n'était pas considérée comme le fait d'une puissance ennemie, la coutume que nous venons de citer n'aurait aucune raison d'être.

Le mort continuant au-delà du tombeau la même vie que sur la terre, avec les mêmes besoins et les mêmes passions, transmet à la famille qu'il laisse après lui le soin de pourvoir à ses besoins. Il exige de la nourriture, des boissons, de la lumière. De peur de s'en faire un ennemi, les vivants sont obligés de fournir aux morts tout ce dont ils peuvent avoir envie. De là, la coutume citée par Bell, de donner aux morts des habits neufs et d'apparat; de là, l'habitude répandue chez les Ossètes de laisser dans la chambre du mort un flambeau allumé pendant la nuit dans l'attente de sa visite. De là, les fréquentes cérémonies commémoratives, surtout chez les Ossètes et les Svanètes, pendant lesquelles on dépose sur le tombeau du mort de la nourriture et de la boisson, et on l'invite à prendre sa part du festin. En Ossétie et aussi chez les Géorgiens, on a encore l'habitude de faire un mannequin en paille représentant le mort, qu'on met à la place d'honneur pendant la fête. N'importe qui des parents mange pour deux, et cet excès de nourriture est regardé comme allant au profit du mort.

(1) V. KOCH. *Reise durch Russland nach dem Kaukasischen Isthmus*, t. I, p. 437.

(2) KOMAROFF. *Les Adates et la procédure judiciaire qu'ils prescrivent* (V. *Recueil de données ethnographiques sur les Montagnards du Caucase*, fascicule I, p. 18).

Toutes ces offrandes faites au mort n'ont qu'un but : celui de se le rendre favorable, d'en faire un esprit protecteur, un associé invisible de toutes les entreprises de la famille, ainsi qu'un ennemi et un vengeur envers tous les ennemis et tous les adversaires. Non seulement les Ossètes, mais encore les Tcherkesses, les Svanètes, les Pschavs et les Fouschins croient que les âmes des ancêtres détournent d'eux les dangers et les malheurs. Invisibles ils prennent part aux guerres et aux attaques entreprises par leur clan; ils ont soin que les vivants ne manquent de rien, et contribuent à l'abondance des récoltes en volant du grain aux voisins (1).

Mais que leurs descendants cessent de remplir les devoirs qui leur incombent vis-à-vis des morts, les âmes des ancêtres deviennent malveillantes et rancunières. Elles envoient à leurs descendants des maladies, des malheurs dans toutes leurs entreprises et des pertes de toutes sortes. On peut faillir envers ses ancêtres non seulement en les laissant sans nourriture, mais encore en ne vengeant pas leur mort. De là, l'importance accordée à la vengeance du sang qu'on traite de devoir religieux; de là, la coutume des Tcherkesses, des Tchetchnia et des Ossètes de tuer les ennemis sur le tombeau même de leur victime. A une époque plus rapprochée de nous, les Cabardiens, les Tcherkesses et les Tchetchnia se contentaient ordinairement de couper l'oreille du meurtrier et d'enterrer celle-ci dans le tombeau du mort. Apporter en offrande à l'ombre du mort, ne fût-ce qu'une partie du corps du meurtrier, suffisait pour le calmer. L'idée que la vengeance est nécessaire au bien-être du défunt dans la vie d'outre-tombe, ressort clairement de la coutume de faire part au mort de la punition infligée au meurtrier. Après s'être vengé du meurtre d'un parent, l'Ossète se hâte vers son tombeau, en approche les lèvres et dit : « Sois tranquille, j'ai vengé ta mort. » Ce serait une honte éternelle de laisser la mort d'un parent sans vengeance.

Dans le Daghestan, la coutume ne libère du devoir de vengeance que celui qui a rompu avec son clan ou « touchoum » par une séparation en forme. Au Daghestan, cette obligation de venger un parent est si catégorique, que pour éviter l'effusion du sang, on y a pris l'habitude de faire passer dans un autre district le meurtrier et ses proches, afin de les préserver de la mort qui les attend. S'ils se montrent aux yeux des parents du mort, ils évitent rarement quelque mauvais coup.

(1) V. mon livre intitulé : *La Coutume moderne et le droit ancien*, p. 90, t. I.

De la façon même dont les montagnards cherchent à éviter une vengeance qui les menace, ressort clairement la pensée que c'est l'âme du mort qui a besoin de vengeance et qu'avant tout il faut la gagner par un culte assidu ; mais le culte des ancêtres, culte purement familial, ne peut être confié à des étrangers ; aussi pour éviter la vengeance, la première chose à faire est de devenir membre de la famille vengeresse. Un moyen d'y arriver est d'accomplir en secret l'acte auquel la coutume des montagnards rattache l'idée de l'adoption ou de l'entrée dans la famille lésée par le meurtre (j'entends l'acte de toucher des lèvres le sein nu d'une femme y appartenant). C'est encore dans le même but d'échapper au devoir de la vengeance que les Cabardiens cherchent à s'emparer d'un enfant du clan offensé. Devenant ainsi les tuteurs d'un de ses membres, et cela contre la volonté du clan, les Cabardiens entrent ainsi en parenté avec les proches de la victime, parenté qui rend impossible toute vengeance ultérieure. Dans le Daghestan on pardonne ordinairement au meurtrier, à condition qu'il entrera dans la famille de la victime et tâchera par ses soins de compenser la perte qu'elle a subie. La cérémonie Ossète du sacrifice volontaire (Kifaël-disin) se rapproche beaucoup de celle que nous venons de citer ; elle fait également preuve de l'empressement du meurtrier à se rendre sa victime propice en entrant au nombre de ceux qui professent son culte. Le meurtrier Ossète se présente au tombeau du mort avec tous les signes d'un deuil profond, vêtu de noir, les cheveux épars, et lui dit qu'il est prêt à se livrer entre ses mains. Les parents du mort qui l'attendent auprès du tombeau, lui pardonnent alors son crime. Depuis ce moment, le meurtrier devient un frère de la famille du mort et prend part aux cérémonies commémoratives faites en son honneur (1).

Le manquement au devoir de la vengeance n'est pas la seule offense par laquelle un descendant peut indisposer contre lui l'âme de l'ancêtre. La colère peut encore avoir pour raison un faux serment chaque fois que ce dernier est accompagné de la formule, « si la chose n'est pas vraie, que mes ancêtres restent sans nourriture, ou qu'ils s'approvisionnent de la chair d'animaux impurs. »

Pour l'Ingousch et l'Ossète un pareil serment a toujours un caractère terrible, en ce qu'il attire sur l'ancêtre les suites sus-nommées ;

(1) V. mon livre : *La Coutume moderne et le droit ancien ; coutumes pénales des Ossètes.*

celui-ci ne manquera pas, pensent-ils, de se venger sur son descendant en le frappant de maladies et souvent même de mort.

Ce n'est qu'en ayant présent à l'esprit ce qui a été dit, qu'on peut comprendre la raison pour laquelle la plus infaillible des preuves judiciaires au Caucase est le serment de l'accusé et le co-serment de ses parents. Tous deux consentiront plutôt à reconnaître devant le tribunal un fait désavantageux, que de s'attirer par un faux serment la punition d'un ancêtre courroucé.

La nécessité de fournir continuellement les morts de nourriture, est liée à ce fait que sa consommation par le feu est regardée comme un signe certain qu'elle a été acceptée par les esprits ; c'est la raison pour laquelle le foyer est devenu au Caucase, comme partout ailleurs, le vrai centre du culte familial.

En préparant la nourriture, la maîtresse de maison en jette ordinairement quelque peu dans le feu qui pétille sur le foyer, en disant par exemple, en Pschavie, les paroles suivantes : « Recevez, ô nos morts, les sacrifices que nous vous faisons ; laissez-en aussi une part pour ceux qui attendent de nous des offrandes, mais qui ne sont pas pour le moment présents à notre mémoire. »

Les âmes des ancêtres se nourrissent au foyer, lui communiquent par leur présence une sainteté particulière ; aussi chez tous les montagnards le foyer et les objets qui s'y rattachent, tels que la marmite de fer et la chaîne à laquelle elle est attachée, sont regardés comme des objets sacrés, et expriment symboliquement l'unité familiale.

En se rappelant ces faits on peut comprendre pourquoi non seulement chez les Ossètes, mais encore chez différentes tribus montagnardes de la Géorgie, et même chez les Tcherkesses et les Ingouch, le tour du foyer par la fiancée est une partie indispensable du rituel nuptial. Il est, de la part de la fiancée, comme l'expression de son admission au culte des mânes familiaux de son mari.

Par le caractère sacramentel du foyer s'explique ce fait que tout étranger qui goûte aux mets cuits sur le foyer, devient temporairement un membre de la famille et a le droit de compter sur son aide et sa protection.

L'hospitalité la plus illimitée, qui forme un des traits les plus saillants des mœurs du Caucase, n'a pas d'autre origine. L'étranger a tous les privilèges de l'hôte, aussi longtemps qu'il reste dans le voisinage du foyer. Dès qu'il dépasse le seuil de la demeure où il a été reçu, le devoir du maître de la maison de protéger son hôte et de

venger ses injures comme celles d'un parent cesse aussitôt. Le meurtrier est en sûreté tant qu'il reste sous le même toit avec les parents de sa victime et participe aux repas pris en commun à l'entour du foyer. Mais la communauté du culte familial une fois rompue par son départ, le maître de la maison croit de son devoir de tirer vengeance de celui qui récemment encore était son hôte.

La coutume de la fraternisation entre étrangers a un rapport étroit avec le foyer et le culte qui l'entoure. Chez les Tcherkesses, les Ossètes et les montagnards de la Géorgie, la cérémonie habituelle est de manger et de boire en même temps d'un même vase dans lequel chaque partie jette des limailles d'argent ou une monnaie. Le sens symbolique de ce cérémonial réside en ce que les fraternisants prennent de la nourriture cuite au même foyer.

La communauté du culte et la nécessité reconnue de son observation ininterrompue dans l'intérêt tant des morts que des vivants, nous explique la raison pour laquelle les communautés familiales du Caucase sont fort contraires au partage entre parents. Tant que dure l'unité de la famille, on ne peut craindre que les ancêtres restent sans nourriture, et qu'indignés du peu de respect qu'on leur montre, ils deviennent la source de malheurs pour les vivants.

Le culte des ancêtres n'est d'ailleurs qu'une des conditions sauvegardant le communisme familial. Dans une société où, en dehors de la famille et du groupe familial, il n'existe aucune autorité pour surveiller le maintien de la paix sociale, il paraît naturel qu'on exige des cadets d'une famille qu'ils ne se séparent pas de leurs aînés, qu'ils vivent avec eux d'une vie commune et repoussent d'un commun effort les ennemis communs. L'exemple de l'Inde montre que, les conditions sociales se modifiant, le culte des ancêtres, loin de combattre l'individualisme, devient pour lui une sorte d'encouragement. La doctrine sur la nécessité de maintenir l'unité de la famille afin d'entretenir le culte familial cède le pas à une doctrine inverse enseignant l'utilité de la division des familles, division qui a pour résultat naturel la multiplication des foyers consacrés au culte des mêmes ancêtres (1).

C'est encore à la communauté du culte entre personnes vivant sous le même toit qu'il faut rattacher ce fait qu'on considère comme

(1) Voyez mon travail : *La Possession en commun du sol*, ses causes, sa progression et ses conséquences. Moscou, 1^{re} partie (1879), chap. 2 (en russe).

appartenant à la famille toute personne qui prend part au culte familial, tant ceux qui sont unis par les liens du sang que les parents fictifs, unis par l'adoption ou la fraternisation ou encore par le fait d'avoir eu la même nourrice (frères de lait). A cet égard on n'établit pas de bien grandes différences entre les libres, les demi-libres et les serfs; je veux dire que les affranchis qui restent auprès de la famille et les serfs qui prennent part au culte familial, sont regardés comme membres de la famille.

La douceur qui au Caucase régnait dans les relations entre maîtres et esclaves, et qui a été remarquée par Bell, Kock et Lapinski, n'a pas d'autres sources. Si Reineggs rappelle la coutume existante autrefois chez les Cabardiens, de sacrifier des esclaves sur les tombeaux de leur maître, le même écrivain se hâte d'ajouter que ces esclaves étaient ou bien des prisonniers de guerre ou bien des hommes achetés depuis peu (1).

Les esclaves appartenant à la famille depuis des générations ont toujours joui chez les Tcherkesses et les Cabardiens, de même que chez les Ossètes, d'une grande préférence sur les prisonniers de guerre ou les esclaves achetés, appelés *Iassires* ou *Unaoutes*. Les hommes que les autorités russes appellent du terme de « serfs coutumiers », avaient le droit de se marier et ne pouvaient être transmis à d'autres personnes sans leur propre consentement.

L'union entre les personnes d'une même famille n'est réalisable que par le maintien d'une paix et d'une concorde perpétuelle; mais cette paix ne serait pas possible si les crimes commis dans le sein de la famille exigeaient une vengeance sanglante, de même nature que celle qui est la suite obligée d'un crime commis d'une famille à une autre. De là il résulte que non seulement l'infanticide mais encore le parricide et le fraticide restent au Caucase sans vengeance. La conséquence la plus ordinaire d'un crime entre parents est l'expulsion de la famille de celui qui en a troublé la paix. Un tel exilé, connu sous le nom de « *abrek* », est exactement la même personne que « *l'izgoï* » de l'ancien droit russe et le « *wargus* » des Germains. Sans famille, privé de la compagnie de ses proches, il est condamné à un vagabondage perpétuel. Sa route est semée de périls, le pillage et le meurtre dont il peut être victime resteront impunis, car l'*abrek* n'a pas de parents pour le venger. Sans recourir à l'exil les Ossètes

(1) REINEGGS, t. I, p. 259.

et les Svanètes se contentent la plupart du temps d'interrompre toute relation avec le parricide ou le fraticide. La dernière de ces peuplades cherche en outre à marquer le coupable d'un signe extérieur qui permette à chacun de le reconnaître. Un tel signe est le collier de pierres, rappelant la lapidation prescrite dans l'Ancien Testament pour ceux qui auront tué leur père; règle adoptée également par la loi musulmane et sévèrement pratiquée encore aujourd'hui chez les voisins septentrionaux des Svanètes, les Balkars, tribu tatare des environs de l'Elbrousse.

Ce ne sont pas seulement les parents vivants sous le même toit qui se présentent à nous avec le caractère sacré qui ne permet pas de songer à une vengeance sanglante; ce milieu protecteur peut comprendre la *gens* tout entière et la confraternité formée par l'union volontaire de plusieurs *gens*. Nous avons vu plus haut que la vengeance était considérée comme l'accomplissement d'un devoir religieux, un devoir des générations vivantes envers les morts. Le montagnard du Caucase se venge sur le meurtrier parce que l'ombre du mort l'exige ainsi, mais ce désir ne peut être satisfait dans le cas où le meurtrier et le mort font partie de la même famille, Admettre le contraire, ce serait admettre que les âmes des ancêtres désirent que les vivants commettent une action contraire aux intérêts de la famille et que le vivant croit de son devoir de satisfaire. La vengeance exercée sur des parents a pour conséquence nécessaire l'affaiblissement de la famille qui, outre la perte de la personne mise à mort, subit une perte nouvelle dans la personne du meurtrier.

Ce n'est pas à dire que la famille songe à mettre un frein à des excès de ce genre; leur répétition fréquente rendrait impossible le maintien de la paix intérieure sur laquelle repose l'existence des communautés familiales. L'expulsion du membre coupable dont l'expression la plus simple est, selon les localités, tantôt un reniement formel, tantôt la destruction de sa demeure, ou, s'il ne possède pas de demeure propre, la confiscation de tous ses biens, semble dans ce cas une nécessité inéluctable. Si l'on a présent à l'esprit tout ce qui vient d'être dit, il n'est pas difficile de comprendre la raison par laquelle la coutume des montagnards du Caucase établit une différence entre le vol fait chez un membre de la même famille que le voleur, et le vol fait à un étranger. Ce dernier genre de vol, non seulement n'est pas signalé comme une action honteuse, mais, selon les témoignages du baron de Staël, il est compté pour une action

d'un mérite tout particulier (1). Une jeune fille ne donnera pas volontiers sa main à un homme dans le passé duquel on ne pourrait trouver deux ou trois cas de razzias hardies terminées par un rapt de bétail et de chevaux. Le comte Potocki nous raconte aussi des détails intéressants sur des ligues de voleurs, formées par des princes circassiens. Les membres de ces ligues viennent à leurs réunions générales le visage voilé et se servent dans leurs discours d'un jargon incompréhensible à d'autres (2).

Les montagnards Caucasiens sont si éloignés de considérer le vol comme un délit punissable, que la plupart d'entre eux se contentaient, dans le cas où le voleur était saisi, de lui faire rendre l'objet volé ou sa valeur. C'était tout autre chose si la victime du vol était un membre de la même famille que le voleur ; pour ces cas là, la confiscation était la punition ordinaire: Ainsi la valeur du bien volé était reprise plus de sept fois ; en outre, la somme à rendre se multipliait par un nombre de fois en proportion inverse avec le bien volé ; cette règle était faite dans le but de rapprocher la punition de la confiscation de tous les biens (3). Ce désir de faire aboutir la peine à la confiscation se montre surtout dans les usages en vigueur à la fin du XVIII^e siècle dans les *gens* ou clans des Kistines, peuplade Tchervasse habitant les vallées septentrionales du Caucase. (D'après Reineggs, le voleur devait payer au voisin apparenté 70 fois la valeur du bien volé (4).) A part cette exception, la loi des montagnards ne connaît d'autre différence entre les vols que celle qui dépend de l'endroit où ces vols ont été commis. Le vol commis dans la « saklia », ou maison d'habitation, est regardé comme le plus grave, et plus le voleur a été près du foyer, plus l'amende est

(1) BARON DE STAEL, *Description ethnographique du peuple Cabardien* (Leontovitch, les *Adates*, ou *Coutumes du Caucase*, t. I, p. 170).

(2) *Voyage de Jean Potocki*, p. 168.

(3) Chez les Cabardiens, celui qui a volé un cheval à un voisin, doit rendre (voyez p. 52) trois chevaux, et celui qui a volé un mouton, de dix à vingt, selon l'endroit où il a été volé (*Adates*, t. I, p. 253-256). Sur le vol chez les Ossètes, voyez mon livre : *La Coutume moderne et le Droit antique*, t. II, chap. I du « Droit pénal ». Sur le vol chez les Tcherkesses, voyez LEONTOVITCH, les *Adates*, t. II, p. 136, 137 et 262. Sur le vol chez les Ingouches, GRABOWSKI, les *Ingouches*, (leur vie et leurs mœurs), t. IX du recueil intitulé : *Les Montagnards du Caucase*, p. 94.

(4) REINEGGS, *Allgemeine historisch-topographische Beschreibung des Kaukasus*, a. 1796, t. I, p. 40.

forte. La raison en est que le vol dans la « saklia » souille pour ainsi dire le foyer de la famille, l'entrée de la demeure étant interdite par la coutume aux étrangers. Tout ce qui dans l'amende dépasse la valeur de l'objet volé, sert à indemniser de cette souillure (1).

Nous avons dit plus haut que le culte des ancêtres, par sa nature même, ne permet pas qu'un autre que les parents (naturels ou fictifs) y prenne part. Par conséquent, l'enfant né en dehors de l'union matrimoniale n'est pas admis à y participer. Produit de l'adultère, il ne peut perpétuer le culte des divinités familiales, car il ne leur est point attaché par les liens du sang, et tous les sacrifices qu'il fera aux mânes des ancêtres devront nécessairement profiter à d'autres morts qu'à ceux pour lesquels ils sont faits. Il n'y a donc pas lieu de s'étonner que la coutume des montagnards Caucasiens demande le meurtre des enfants adultérins et la mise à mort des deux amants coupables (2). Eluder ce devoir de vengeance, le cas échéant, est regardé comme une honte, et les parents peuvent forcer le mari qui a eu pitié de sa femme, à rompre tous rapports conjugaux avec elle (3). L'intérêt de la famille entière est supérieur à l'intérêt de ses membres isolés et le bonheur des morts dans la vie d'outre-tombe mérite quelque sacrifice.

Le culte des ancêtres, selon les idées des montagnards, n'est possible que tant que la famille se perpétue sur cette terre. Avec la mort du dernier membre, les ancêtres cessent de recevoir de la nourriture et de la boisson, et deviennent les mauvais génies des lieux dont ils ont été jadis les patrons. De là l'origine des idées qui ont cours encore aujourd'hui chez les Arméniens, qu'une demeure abandonnée par suite de l'extinction de ses possesseurs est le siège des mauvais esprits (4). Cette idée étant non moins répandue chez les

(1) Voy. les *Adates*, ou coutumes des montagnards Caucasiens. t. II, p. 138; et GRABOWSKI, les *Ingouches*, leur vie et leurs coutumes, t. I du recueil intitulé *les Montagnards Caucasiens*, p. 95.

(2) Le meurtre des enfants illégitimes se pratique également chez les Tcherkesses, les Ossètes et les Svanètes.

(3) Voyez les *Lois et Coutumes des Tchetchenfi de la circonscription de Vladikavkaz*, 1849, p. 117-120; *Recueil des Adates du district des Kunrik*, 1865 (les *Adates*, t. II, p. 118).

(4) EGIAZAROF, *Recherches historiques sur les institutions de la Transcaucasie*, t. I, p. 146.

montagnards du Caucase, on s'explique le fait, que le communisme des terres s'étendant à tous les membres de la tribu, n'admet tout d'abord d'exception que pour la terre occupée par la demeure familiale et ses dépendances. Personne ne consentirait à occuper la maison qu'une autre famille a cessé d'habiter, par crainte de malheurs dont peuvent l'accabler les génies qui y résident.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que, chez la plupart des montagnards, on a l'habitude d'enterrer les morts dans la terre attenante à la maison, que les Chevsours et les Fouschins, les Ossètes et les Svanètes ont leurs tombeaux de famille, que le désir d'avoir près de soi « ses chers morts » se révèle encore chez les peuples Kartvels et Iraniens du Caucase avec tant de puissance, qu'en transportant leur demeure d'un endroit dans un autre, ils emportent avec eux les restes de leurs aïeux. Tout cela, pris dans son ensemble, nous force à reconnaître que le culte des ancêtres figure au nombre des causes qui ont amené la séparation de la terre attenante à la maison, du fonds commun possédé en indivis par la tribu ou la *gens*.

C'est encore ce culte qui est devenu dans plus d'une localité l'origine de la défense formelle d'aliéner l'habitation commune. Tel est plus particulièrement le cas de quelques aouls du Daghestan. Le clan ne peut souffrir que dans son sein s'établisse une famille dont les intérêts religieux sont opposés aux siens.

Mais si le culte des ancêtres se montre ainsi être une des conditions aidant à maintenir la terre entre les mains de ses possesseurs, il peut quelquefois devenir la cause de son passage en des mains étrangères. En mettant les intérêts religieux au-dessus de tous les autres, la coutume des montagnards considère le sacrifice aux morts comme un devoir sacré pour les descendants; or ces sacrifices prennent parfois des proportions telles, et se répètent si fréquemment qu'ils deviennent une source de ruine pour les familles. Les Ossètes, les Svanètes, les Pschavs, perdent à les célébrer des centaines et des milliers de roubles; on voit en effet se réunir dans les festins qui suivent les sacrifices, non seulement les plus proches parents, mais encore les parents éloignés toute la tribu; ainsi chez les Svanètes, plus il y a de monde à un banquet commémoratif, plus la maison où il se donne en recueille d'honneur. Il n'est pas rare que les familles se décident parfois à vendre une partie de la terre qui leur appartient, pour avoir de quoi se procurer la nourriture nécessaire aux sacrifices. Mais avant de conclure la vente avec un étranger, l'usage veut qu'on donne la préférence aux

familles parentes appartenant au même clan ou *gens*. Si c'est un membre du même clan qui l'achète, la terre ne sort pas du cercle des parents et le culte des divinités familiales ne souffre pas d'interruption. Le droit de préemption familiale, c'est-à-dire le droit d'achat accordé de préférence aux parents, se trouve ainsi être en rapport bien plus étroit avec le culte familial qu'on ne l'a cru jusqu'alors. Si les parents refusent d'acheter la terre familiale, elle peut passer par vente aux mains des étrangers, mais même dans ce cas le culte des ancêtres réapparaît dans une coutume encore en vigueur chez les Ossètes et les Géorgiens. Le premier acte de l'acheteur sur la terre nouvellement acquise est de faire des sacrifices en l'honneur des ancêtres du vendeur. Il le fait dans l'espoir de gagner leur faveur et de peur que sans cela ils ne voient en lui un étranger, pis que cela, la personne responsable de ce que le culte rendu en leur honneur vient d'être interrompu ; il craint par conséquent qu'ils ne répandent sur lui leur colère, et ne deviennent pour lui et sa famille la source de toutes sortes de malheurs.

MAXIME KOVALEVSKY,

Ancien professeur à l'Université de Moscou.

Les lois du langage

I. — LOIS PHONÉTIQUES.

De tous les faits sociaux, le langage est sans doute le premier qui ait été étudié scientifiquement. Le besoin de comprendre des textes transmis par la tradition, tels que les Védas ou les poèmes homériques, a conduit de bonne heure les Indiens et les Grecs à observer et à classer les phénomènes linguistiques. Les modernes ont donc trouvé une collection de matériaux déjà abondante et des classifications rigoureuses, l'étude de détail a pu être abordée presque dès le début, et le linguiste, ne pouvant embrasser qu'un nombre de langues fort restreint, a dû se spécialiser. La science du langage a ainsi obtenu des résultats très précis, mais qui restent ignorés de ceux qui ne sont pas proprement linguistes, précisément parce qu'il est impossible de

comprendre sans préparation technique les mémoires originaux où ils sont formulés. L'objet de cet article est de faire connaître quelques-uns de ces résultats en tant qu'ils offrent un intérêt général.

La linguistique comporte, on le sait, deux études distinctes : celle des sons qui servent de signes et celle des règles suivant lesquelles ces sons sont associés pour permettre d'exprimer les idées. Les sons employés par le langage peuvent être considérés indépendamment des idées auxquelles ils servent de signes : c'est l'objet de la phonétique descriptive. Ils sont sujets à se transformer dans le cours du temps : il y a donc une phonétique historique. Ces transformations ont été étudiées en détail dans plusieurs familles de langues de manière à donner une idée précise des conditions générales de l'évolution des sons dans le langage.

Une articulation se transforme en une autre d'après des lois qui diffèrent suivant les époques et les pays, mais qui, pour une région déterminée, en un temps déterminé, sont susceptibles d'être définies avec rigueur : ce sont les lois phonétiques. Pour en avoir une idée exacte, il ne faut jamais perdre de vue les notions suivantes : 1^o les lois phonétiques atteignent non les lettres, mais les articulations qui seules constituent des réalités physiologiques. Pour la commodité de l'expression, on se sert du nom des lettres en énonçant ces lois ; mais il faut toujours sous ce nom entendre l'articulation. On dira par exemple que, en français, à une certaine date, *s* entre deux voyelles est devenue *z* : il faut entendre par là que *l's* intervocalique, qui est une articulation toute différente de *s* initiale ou de *s* devant consonne, est devenue *z* — articulation elle-même différente de *z* initial. La position entre deux voyelles n'est pas la *condition* de la loi ; elle *définit l'articulation*. L'aspect conditionnel de ces lois n'est qu'apparent ; — 2^o les lois phonétiques sont l'énoncé de phénomènes historiques : elles ne valent que pour un lieu et une époque déterminés. En grec, le groupe — *αιvs* — devient — *αιvs* — dans tous les dialectes ; le même groupe — *αιvs* —, réintroduit plus tard, subsiste tel quel en Crète, mais devient — *αιvs* — en Attique : non seulement la première loi n'agissait plus, mais dans toute une partie de son premier domaine, elle était remplacée par une autre. La loi phonétique, dépendant de conditions multiples qui n'ont pas chance de se reproduire jamais identiques à elles-mêmes, limitée par suite dans l'espace et dans le temps, n'a de commun avec les lois physiques que le nom même de lois (V. Paul, *Prinzipien der Sprachgeschichte*, 2^e édition, p. 60 et suiv.).

Mais, dans les limites de temps et d'espace qui lui sont propres, elle vaut d'une manière absolue. Dire que, à une certaine date, *l* mouillée est devenue *y* dans le patois d'un village français, — ce qui, au cours de ce siècle, a été le cas d'à peu près toute la France du Nord, — c'est dire que tous les enfants nés dans ce village à partir de cette date prononcent, sauf influence étrangère, *y* partout où leurs parents prononçaient *l* mouillée. Si une personne prononce *tayer*, *soley* au lieu des plus anciens *tailler*, *soleil*, on peut être sûr qu'elle prononcera aussi *mouyer*, *vermey*, etc. et non *mouiller*, *vermeil*. Une articulation subsiste-t-elle dans un mot, elle subsiste dans tous; se transforme-t-elle dans un seul cas, elle se transforme également partout ailleurs. Quelques linguistes éminents, notamment M. Schuchardt, contestent que les lois phonétiques aient cette absolue rigueur : mais ce qu'ils n'admettent pas en principe, ils le reconnaissent en fait, puisque, comme l'a fait remarquer M. V. Henry, ils ne manquent pas de s'en autoriser dans leurs démonstrations. La constance des lois phonétique n'est, à l'heure présente, qu'un postulat, mais un postulat dont la vérité est attestée par la valeur des résultats auxquels il conduit. Quand elle a été affirmée pour la première fois, on pouvait voir là une témérité : chacun des progrès que les études linguistiques ont faits depuis en a été une vérification nouvelle. Grâce à elle l'histoire particulière de chaque articulation a pu être suivie : on a reconnu par exemple que l'*e* bref latin qui donne *ie* en français (dans *fier*) est une autre articulation que celle qui donne *e* (*il est*) et que celle qui donne *e* muet (*vous tenez*) : l'*e* bref accentué est autre chose que l'*e* bref atone; l'*e* terminant la syllabe autre chose que l'*e* suivi de consonne dans la même syllabe. La distinction précise des articulations a dissipé les objections les plus graves au principe de la constance des lois phonétiques : de brillantes découvertes en ce sens, telles que celle de Verner pour le germanique, ont montré quelle confiance il méritait, et encouragé les linguistes à ne plus admettre d'irrégularité qu'après avoir examiné toutes les variétés possibles d'articulations et les avoir reconnues impropres à rendre compte de la difficulté. Quant aux cas où l'inconséquence phonétique est réelle, ils sont dus à des causes étrangères. La plus importante est l'association des formes et des mots entre eux : le latin *amo* donnait *aim* en ancien français, tandis que *amas*, *amat* sont représentés par *aitmes*, *aitme(t)*; la première personne *aime* doit son *e* muet à l'influence des 2^e et 3^e personnes. Le latin *aperire* devait donner *acrir*, qui est devenu *ouvrir* sous l'influence de son contraire : *couvrir*; il ne s'agit nullement de *a* atone

donnant *ou* en français. Les influences historiques sont une autre cause d'inconséquence phonétique. Le français a perdu le latin *prora* ; plus tard le mot a été emprunté aux Gênois dans le dialecte desquels *r* intervocalique tombe, d'où notre mot *proue* : il ne contredit pas la loi que *r* intervocalique subsiste en français. Le français répond par *gué* au latin *radum*, au lieu de *vé* qui serait régulier ; cela tient à ce que les Francs possédaient un mot de sens et de forme analogues : *wat* ; le *w* a été prononcé à la manière germanique et a donné *g* comme les autres *w* germaniques (comparer Gautier et l'Allemand *Walter*, etc.). D'autres irrégularités viennent de ce que, pour certains mots très employés, l'enfant se fait comprendre par la seule indication de quelques éléments essentiels du mot ; la réduction de *mademoiselle* à *mamselle*, ou du vieux haut allemand *hiutagu* à *hiutu* (*heute*) repose sur des prononciations enfantines qui n'ont pas été corrigées, parce qu'elles étaient commodes et suffisamment intelligibles. Mais dans tous ces cas il s'agit de la suppression de certains des éléments des mots, ou de l'imitation grossière par les adultes du parler d'enfants en bas âge, jamais d'un traitement particulier des éléments conservés. (V. P. Passy, *Étude sur les changements phonétiques*, p. 241). — Les irrégularités de toutes sortes atteignent leur maximum dans les langues littéraires modernes, où le contact de personnes de dialectes différents et l'influence de la langue écrite tendent constamment à changer le parler des adultes et troublent l'acquisition du langage chez les enfants. — On voit combien le postulat de la constance des lois phonétiques est fécond : il oblige le linguiste à discerner avec délicatesse toutes les articulations, puis à reconnaître chacune des actions multiples qui modifient les langues. C'est la richesse même de ces résultats qui constitue la preuve du postulat et les difficultés qui subsistent encore dans les idiomes les mieux étudiés ne sauraient prévaloir contre elle, à moins qu'on ne s'imagine qu'il soit possible de démêler toute la variété des causes de perturbation qui peuvent exister.

De ce que les lois phonétiques n'ont pas d'exception qui ne puisse admettre une explication psychologique ou historique, il résulte qu'elles sont le produit de causes inhérentes au langage d'un temps et d'un lieu déterminés, et qu'il n'intervient dans leur action nulle volonté humaine, nulle conscience. L'examen de leurs caractères montre que, loin d'être le résultat d'un caprice individuel, consciemment imité par d'autres individus, elles sont l'inévitable conséquence d'un état donné de la langue.

Le premier de ces caractères est le parallélisme des faits phonétiques. Chaque articulation d'une langue rentre dans deux ou trois classifications différentes. Par exemple les consonnes françaises *k, g, t, d, p, b* se classent en gutturales (*k, g*), dentales (*t, d*), labiales (*p, b*), si l'on considère le point de la bouche où elles sont articulées, et en sourdes (*k, t, p*) et sonores (*g, d, b*), si l'on considère la quantité de souffle employée et la part que les cordes vocales prennent à leur émission. Ainsi *k* et *g* sont articulés en un même point du palais — *g, d* et *b* sont prononcés de manière à ce que la quantité de souffle expiré paraisse être sensiblement la même dans les trois cas, et ils sont accompagnés d'une vibration glottale. Le changement phonétique n'atteint pas le *g* isolément; il l'atteint soit en qualité de gutturale, soit en qualité de sonore. Dans le premier cas c'est l'articulation gutturale qui est atteinte, et le *k* subit les mêmes changements que *g* : le *g* latin devant *a* se prononçait mouillé en gallo-romain; *g'* devient *dj*, d'où le moderne *j* : *gamba* donne *jambe*, le *k* devant la même voyelle devient *k'*, *tch* enfin *ch* : *campum* donne *champ*. Si c'est en qualité de sonore que le *g* est atteint, le *d* le sera de même : qu'on compare la prononciation de *g* et *d* à la fin des mots dans *sane impur* et *grant enfant*. Ce n'est pas à une articulation isolée que s'applique la loi; c'est à une manière d'articuler des lettres qui, pour le sujet parlant, peuvent n'avoir rien de commun entre elles. Le traitement parallèle des articulations de même catégorie est le plus ordinaire. Mais il arrive aussi que la nature spéciale d'une articulation amène des divergences. Ainsi les consonnes sonores intervocaliques *g, d, b* étaient spirantes en français très ancien; leur prononciation était à peu près celle de γ, δ, β en grec moderne le γ , très voisin de *y*, s'est, dans la plupart des situations, confondu avec lui; de même le β avec *v* issu du *v* latin; restait le δ , isolé, qui s'est affaibli et a disparu au XI^e siècle, de sorte que le français *queue* répond au latin *cauda*. Le défaut de parallélisme entre γ, δ, β s'explique donc par des circonstances spéciales; sans ces circonstances il ne serait pas moins surprenant qu'un double traitement d'une articulation unique. Il reste encore beaucoup à faire pour expliquer toutes les irrégularités de cette nature.

Un second caractère est à noter. L'observation a montré que les lois phonétiques varient de village à village. Deux hameaux à peine distants de quelques kilomètres en ont souvent de fort différentes : les phénomènes phonétiques se produisent donc d'une manière indépendante dans chaque agglomération, et pourtant des faits identiques appa-

raissent sur des domaines très étendus. Par exemple le changement de *l* mouillée en *y* est apparu en des points différents du Nord de la France, avant d'y devenir à peu près général. Tant qu'il y a contact, on peut essayer d'attribuer à une influence immédiate la communauté du phénomène; mais il ne reste pas d'autre hypothèse que celle d'une cause commune, quand on est en présence d'un phénomène identique se produisant indépendamment dans deux groupes de sujets primitivement unis, puis nettement séparés, tels que les Allemands et les Anglo-Saxons. Or la modification de *a*, *o*, *u* sous l'influence de *i* suivant, à laquelle on a donné le nom de *Umlaut* se produit sur les deux domaines, et d'une manière indépendante, puisque les lois ne sont pas exactement les mêmes sur les deux. La cause existait déjà dans les deux groupes quand il se sont séparés; elle a agi dans chacun d'une manière particulière, en un temps différent.

Aussi les lois phonétiques admettent-elles souvent des formules très générales. En slave ancien les consonnes finales de syllabes disparaissent; *ei* est remplacé par *i*, *ou* par *u* et, d'une manière générale, les diphtongues par les voyelles simples; les nasales finales de syllabes rentrent dans la voyelle précédente de manière à donner des voyelles nasales; enfin, à — *or*, — *ol* — suivis de consonnes, se substituent en russe — *oro*, — *olo*, — en polonais — *ro*, — *lo* —, dans les autres dialectes — *ra*, — *la* —. Le résultat final est que presque toutes les syllabes du slave primitif se terminent par une voyelle simple; les éléments implosifs ont été éliminés par un procédé quelconque. L'ancien français présente, à un degré moindre, la même tendance. Il est impossible de s'étendre ici sur ce sujet, qui est capital, parce que la phonétique historique, qui a réussi à formuler presque toutes les lois particulières d'une manière précise dans beaucoup de langues, n'a pour ainsi dire pas abordé la synthèse de ces lois. Mais les exemples qu'on vient de lire et d'autres faits connus font prévoir que les lois actuellement dispersées pourront être rangées sous un petit nombre de chefs et apparaîtront alors comme la manifestation de quelques grandes tendances qui se font jour par des moyens appropriés à la nature des articulations auxquelles elles s'appliquent. Elles n'arrivent d'ordinaire pas à prévaloir entièrement par suite de l'existence d'autres tendances qui viennent croiser leur action; elles sont ainsi plus malaisées à découvrir, mais elles n'en existent pas moins et doivent être recherchées.

Un travail récemment paru permet de préciser d'une manière singulière les remarques précédentes. M. l'abbé Rousselot, grâce à des

circonstances favorables qu'il a su mettre à profit avec une merveilleuse patience jointe au don d'une observation pénétrante, a pu suivre presque mois par mois l'action des lois phonétiques dans toute une famille au cours des 80 dernières années. M. Rousselot a ouvert des voies nouvelles et l'on doit, pour avoir une idée précise de la marche des changements phonétiques, recourir à son ouvrage : *Les modifications phonétiques du langage étudiées dans le patois d'une famille de Cellefrouin* (Paris, 1891). Il suffira de résumer ici les principaux résultats. Le point de départ de la méthode est l'observation que l'enfant, une fois qu'il a achevé d'apprendre sa langue, a sa phonétique fixée une fois pour toutes : il articulera toute sa vie comme il articulait à 6 ou 8 ans. Il suffit donc d'observer des individus d'âge différent, appartenant à la même famille du même village, pour avoir toute l'histoire du patois de ce village aussi loin que l'âge des vieillards nous permet de remonter. Par ce moyen, M. Rousselot a reconnu que, si une articulation persiste dans un village chez un individu né à une certaine date, elle persiste aussi chez les autres individus nés vers le même temps ; si elle tend à se transformer, on observe chez les individus nés pendant une première période une altération légère ; un peu plus tard l'altération s'accroît et, enfin, à partir d'une certaine date, tous les enfants qui naissent sont incapables de reproduire une articulation que possèdent leurs parents et leurs frères plus âgés. En voici un exemple : la mère de l'auteur prononce régulièrement *l* mouillée. « Chez moi, écrit, p. 201, M. Rousselot (né en 1846), *l* mouillée est intacte. Mais ma sœur Marie-Louise (née en 1850), bien qu'elle soit capable de prononcer *l* mouillée dans toutes les positions, ne la conserve qu'après les gutturales ; Juliette (née en 1852), n'a plus la faculté de prononcer *l* mouillée que dans ce dernier cas et la remplace toujours par *y*. A Cellefrouin toutes les générations postérieures à 1859 ont entièrement perdu l'*l* mouillée. »

Les principales conclusions de M. Rousselot sont les suivantes (p. 349 et suiv.) : « La cause déterminante de l'évolution phonétique est d'ordre général : elle agit sur la masse de la population. L'évolution est déjà préparée chez les parents, mais elle n'éclate que chez les enfants, lorsque ceux-ci entrent en possession de la langue. C'est donc une conséquence de l'hérédité. En effet, des parents quittant un village où l'évolution est sur le point de se faire jour, et se transportant dans un autre où celle-ci est moins avancée, n'arrêtent pas par ce fait la marche encore latente de l'évolution dans

« leur famille. D'autre part, des parents, venus de villages plus ar-
« chaïques, rendent, pour un temps plus ou moins long, leurs enfants
« réfractaires à l'évolution qui se produit dans le lieu de leur nouvelle
« résidence. » — « L'évolution est inconsciente. » — Toutes ces
conclusions s'accordent avec celles tirées de l'étude historique du
langage.

Il resterait à expliquer la nature des causes de l'évolution phoné-
tique. Mais, autant les caractères des lois spéciales sont bien
définis, autant leurs causes ont été peu étudiées et sont encore obs-
cures pour nous. Il est néanmoins possible de poser le problème
avec netteté.

Au moment où l'enfant commence à s'assimiler la langue des per-
sonnes qui l'entourent, il débute par des approximations grossières :
il substitue par exemple d'une manière régulière *t* à *k*. Peu à peu
ces imperfections diminuent; arrive un moment où l'enfant parle sen-
siblement comme les personnes plus âgées (on suppose réalisé le
cas normal, à savoir que les personnes qui entourent l'enfant appar-
tiennent à un même groupe linguistique); il subsiste alors quelques
différences entre sa phonétique et la leur : on a vu que les articula-
tions conservées ou changées sont les mêmes chez tous les enfants
nés en un même lieu et un même temps, dans les mêmes conditions
d'hérédité, sauf le cas d'un vice de prononciation. Il y a ici deux choses
bien distinctes : le fait même du changement et la simultanéité de ce
changement chez tous les enfants. La première est naturelle : l'enfant,
tout en rectifiant ses habitudes d'articulation, n'arrive pas à s'en créer
qui soient identiques de tous points à celles des personnes qui l'entou-
rent, soit que son oreille le renseigne mal, soit qu'il n'arrive pas à
reproduire exactement tous les mouvements et toutes les coordina-
tions de mouvements. Quant à la simultanéité du changement, elle
peut être surprenante, mais elle ne l'est pas beaucoup plus que la
simultanéité de la reproduction exacte de toutes les autres articula-
tions. Si les articulations, aussi bien les nouvelles que les anciennes,
sont sensiblement identiques chez tous les enfants nés dans les
mêmes conditions, cette identité tient nécessairement à ce que les
deux facteurs dont elles dépendent sont eux-mêmes sensiblement
identiques : ce sont la langue elle-même et l'hérédité.

Les divers éléments phonétiques de chaque idiome forment un
système où tout se tient. Les personnes qui ont appris à prononcer
une langue étrangère ont pu s'en rendre compte : ce n'est pas
seulement parce qu'il prononce mal le *th* ou les consonnes finales

que le Français est inintelligible en parlant anglais, c'est que ni la position des lèvres, ni celle de la langue ne sont les mêmes pour parler les deux langues, et que pas une seule des voyelles n'est rigoureusement identique dans les deux. Or l'enfant, en apprenant à parler, s'assimile non une articulation isolée, mais l'ensemble du système. La reproduction exacte de chacune des articulations de la langue est une conséquence naturelle de cette acquisition. L'enfant tend même à augmenter la cohérence du système. Les parents prononcent l'une des syllabes du mot en employant plus de souffle que pour les autres; l'enfant exagère cet usage et il en résultera enfin que la syllabe accentuée sera longue et bien définie, tandis que les syllabes voisines s'abrègeront au point de disparaître et que leurs voyelles deviendront indistinctes au point de se réduire à un vague *e* muet. Les langues slaves fournissent un bon exemple de cette cohérence du système phonétique : le slave primitif classe toutes ses consonnes en consonnes dures (devant les voyelles *a*, *o*, *u*) et consonnes molles (devant les voyelles *e*, *i*); il possède en même temps une voyelle toute particulière *jery* (qu'on écrit *y*), qui tient de l'*i* pour la position des lèvres, mais surtout de l'*u* par la position de la langue et devant laquelle on emploie les consonnes dures. Le russe et le polonais qui ont conservé la distinction des consonnes en dures et molles ont aussi conservé le *jery*; au contraire, le tchèque, qui est en train de perdre cette distinction, perd aussi le *y*. Le bulgare, le serbe, le slovène, le petit russe, qui l'ont tout à fait perdue, ont aussi remplacé depuis longtemps *y* par *i*. On voit combien se tiennent ces deux phénomènes au premier abord si éloignés. Souvent la distinction, dans un cas où elle est justifiée, amène l'enfant à la transporter dans d'autres où elle ne l'est pas. Ainsi, à Cellefrouin, *l* est mouillée après *k*, *g* : rien de plus naturel; mais plus tard on prononce *pl* — *bl* — avec *l* mouillée; c'est une simple imitation de *kl* — *gl* — (Rousselot, *Patois de Cellefrouin*, p. 199). Le *k* devient naturellement *k'* (c'est-à-dire à peu près celui que nous prononçons dans *qui*) devant *e* et *i*; on distingue ainsi *k'e* et *ko*; la distinction de *t'e* et *to* se produit aussi aisément. De là peut résulter une distinction de *p'e* et *po* : elle s'est produite en slave grâce à un fait concurrent : le *i* bref se réduit à zéro, ne laissant de lui-même d'autre trace que le mouvement de passage de la consonne à *i*; un *p* plus ce mouvement de passage est exactement *p'*; grâce à cet accident et au parallélisme de *k'e* et *t'e*, le slave a acquis *p'e*. — Les exemples qui viennent d'être donnés montrent que le premier et peut-être le plus important des facteurs de la conserva-

tion ou du changement des articulations est le système phonétique de la langue elle-même.

Le second est l'hérédité. Les faits cités par M. l'abbé Rousselot en attestent l'influence. Tout individu transporté dans un milieu linguistique nouveau y est un élément de trouble : les changements auxquels ses descendants ont une tendance ne sont plus d'accord avec le système de la langue à laquelle ils s'appliquent et viennent en détruire l'équilibre. Or il n'est guère de milieu qui ne soit exposé à une immigration d'éléments qui, même s'ils sont voisins au point de vue ethnique, peuvent être très différents au point de vue phonétique. Il y a là une cause permanente d'altération. Cette cause atteint sa plus grande puissance quand une population entière change de langue. Il n'y a plus alors d'accord entre les tendances transmises aux enfants par leurs parents et la langue apprise par les enfants. Il doit se former une combinaison entre les tendances héritées du langage ancien et celles qu'impose le système du langage nouveau. De là une crise grave et des modifications étendues. En fait, l'Italie, qui a conservé la langue latine, a gardé un système phonétique peu différent de celui du latin, tandis que la Gaule l'a entièrement transformé et rendu méconnaissable. Il ne serait pas juste pour cela de dire que le français soit du latin prononcé à la gauloise; au moins serait-il prématuré de l'affirmer, car c'est à peine si l'on trouve dans le gaulois la raison d'un ou deux des changements apportés au latin dans notre pays. On dira plus justement qu'ils sont le résultat d'une combinaison des tendances héréditaires des Gaulois et du système phonétique du latin, où se sont confondus les éléments primitifs. Par là même le détail de ces actions nous échappe nécessairement. Il n'y a du reste pas lieu d'insister ici sur les causes des changements phonétiques : ce serait vouloir anticiper sur les découvertes de l'avenir.

Ces considérations permettent de préciser la définition de l'unité linguistique. Cette unité ne résulte pas seulement de l'emploi des mêmes mots et des mêmes formes grammaticales. Elle existe partout où se trouvent les mêmes tendances phonétiques, visibles ou latentes. Deux paysans de la France du nord, séparés par de grandes distances et dont chacun parle un patois peu intelligible pour l'autre ont pourtant la même langue, non seulement parce que ces patois ont la même origine, mais aussi parce que certaines tendances phonétiques sont communes à tous les deux. Inversement, là où les tendances sont différentes, l'unité linguistique est bien près de se briser, si semblables que soient en apparence deux dialectes; car sa marque

la plus essentielle est que, au moment où les enfants apprennent à parler, ils conservent les mêmes habitudes d'articulation ou tendent simultanément à en prendre de nouvelles. C'est sur cette communauté, d'autant plus importante que personne n'en a conscience, que repose l'unité linguistique.

A. MEILLET,

Maître de conférences de grammaire comparée
à l'École des Hautes-Études.

La discussion du programme et de la doctrine socialistes au Reichstag allemand.

Durant la session de 1893, le Parlement allemand a consacré huit séances à une discussion sur le socialisme, dont le compte-rendu a été imprimé dans un volume de 168 pages par les soins de l'Association populaire de l'Allemagne catholique.

Cette association a rendu un véritable service en permettant à la grande masse des lecteurs auxquels il est impossible de se procurer des comptes-rendus sténographiques du Reichstag, de suivre les débats du procès engagé contre les chefs du mouvement socialiste devant les représentants de la nation.

Ceux-ci ont été véritablement sur la sellette pendant huit longues séances, et ils ne se sont pas tirés à leur honneur, ni avec profit pour la cause du collectivisme, de cette lutte oratoire.

L'abrogation des lois d'exception contre les menées révolutionnaires du socialisme a eu pour conséquence de faire disparaître la cohésion, l'unanimité apparente et d'entamer la discipline du parti.

Les persécutions, les tracasseries de la police, tout l'attirail de répression imaginé par le prince de Bismarck, avaient un double effet bienfaisant pour les persécutés.

D'une part, les entraves mises à la liberté de la discussion avaient relégué au second plan les divergences existant dans le sein même du socialisme qui se présentait comme une masse compacte et unie; d'autre part, obéissant à une nécessité de *self-preservation*, les

chefs du mouvement s'étaient séparés de la poignée d'anarchistes qui était devenue odieuse et compromettante.

La propagande avait continué en dépit de la police. Les ballots de journaux et de brochures interdites pénétraient en contrebande et les sympathies étaient faciles à conquérir parmi les ouvriers.

Au milieu du silence imposé par le régime d'exception, les adversaires eux-mêmes trouvaient plus difficile de combattre et de réfuter les erreurs du socialisme.

Aujourd'hui, la situation s'est profondément modifiée. La question de personnes, les ambitions individuelles jouent un grand rôle. On s'en est aperçu au congrès de Halle, et on l'a constaté bien plus encore au congrès d'Erfurt.

Sans vouloir tomber dans l'optimisme, sans songer à nier le péril, on peut dire cependant en toute tranquillité que le congrès d'Erfurt n'a pas contribué à augmenter le prestige du socialisme, sous le régime de la libre discussion des idées, en même temps que l'édifice construit sous la réaction bismarckienne s'est lézardé.

Le nouveau programme se divise, comme l'ancien, en deux parties: l'une contient le programme proprement dit; l'autre, les points d'actualité, qui peuvent être mis en avant dans l'État et la société contemporaine.

La première partie est le délayage habituel, avec les réticences ordinaires, relativement à ce que sera exactement le collectivisme en pratique.

On renouvelle les attaques contre l'ordre établi, on met au premier plan la transformation de la propriété et des moyens de production (terre, mines, matières premières, outils, machines, moyens de communication) en propriété collective et la transformation de la production commerciale en production socialiste, faite pour et par la société.

Dans le programme précédent, on parlait encore d'une réglementation sociale du travail total, d'une obligation générale de travailler et d'une répartition du produit d'après un droit égal, chacun recevant sa part suivant ses besoins raisonnables. L'expression « produit égal du travail » a été abandonnée, parce que, d'après la critique de Marx, cette expression ne cadre pas avec le caractère collectiviste du travail. On laisse dans l'ombre le fait qu'on poursuit, une rémunération égale.

Le terme État est évité soigneusement; il est remplacé par celui de société.

Liebknecht a dû connaître lui-même, étant donné le caractère de contrainte de cet État, que ce serait perdre son temps que de savoir si on appellerait la société collectiviste du nom d'État.

Le nombre des *desiderata* que l'on croit réalisables dans l'ordre actuel est considérable, en comparaison du vague qui enveloppe l'organisation future.

« Le développement économique de la société bourgeoise, lisons-nous dans l'exposé des motifs du programme, conduit avec une force élémentaire à la destruction de la petite industrie dont le fondement est la propriété des moyens de production par l'ouvrier. Il sépare l'ouvrier de ces moyens de production et le transforme en prolétaire, tandis que les moyens de production deviennent le monopole d'une minorité de grands propriétaires et de grands capitalistes. » Il en résulte, pour le prolétariat et les couches moyennes, un accroissement de leur misère et de l'exploitation ; l'augmentation de l'armée des ouvriers superflus, l'élargissement de l'abîme entre ceux qui possèdent et ceux qui n'ont rien. Le maintien de la propriété privée devient de plus en plus injustifiable. « Seules, la transformation de la propriété privée des moyens de production en propriété collective, et la transformation de la production commerciale en production socialiste, exercées au profit de la société et par elle, peut faire que la grande industrie, la capacité croissante du travail social deviennent pour les classes exploitées, au lieu d'une source de misères et d'oppression, la source d'un bonheur complet et d'un perfectionnement harmonieux. »

L'affranchissement de l'humanité peut être uniquement l'œuvre de la classe ouvrière, et celle-ci, pour réussir, a besoin de lutter sur le terrain politique. Elle ne peut effectuer, en effet, le transfert des moyens de production à la collectivité sans être entrée en possession de la puissance politique. La mission du parti est de transformer cette lutte en une lutte consciente et uniforme et d'en démontrer le but naturel.

Les intérêts de la classe ouvrière dans tous les pays à production capitaliste sont les mêmes. Le parti socialiste allemand ne combat donc pas pour de nouveaux privilèges de classes, mais pour l'abolition de la domination des classes et des classes elles-mêmes, pour l'égalité des droits et des devoirs de tous, sans distinction de sexe ni de race.

Le parti socialiste allemand affirme sa solidarité avec les ouvriers de tous les autres pays qui ont la pleine conscience de leur classe.

Si la première partie du programme est vague, la seconde partie comprend les revendications que l'on croit réalisables dans l'ordre actuel et le nombre en est assez grand.

Le parti socialiste de l'Allemagne réclame tout d'abord :

1° Suffrage universel au scrutin secret sans distinction de sexe ; réforme de la loi électorale ; répartition plus juste des inscriptions électorales en attendant l'adoption de la représentation proportionnelle ; législature de deux ans ; fixation du scrutin au dimanche ; indemnités aux députés ; droits politiques retirés seulement aux personnes sous tutelle ;

2° Législation directe par le peuple au moyen du droit d'initiative et de vote ; gouvernement direct par le peuple, dans l'empire, la province, la commune ; élection directe de toutes les autorités par le suffrage universel ; responsabilité de celles-ci ; vote annuel des impôts ;

3° Remplacement des armées permanentes par la garde nationale ; décision de la paix et de la guerre réservée au peuple ; conflits internationaux résolus par l'arbitrage ;

4° Abrogation des lois entravant la liberté de la presse et la liberté d'association ;

5° Réhabilitation de la femme ; rétablissement de la femme dans une situation égale à celle de l'homme ;

6° La religion est une affaire privée ; suppression du budget des cultes ; les communautés ecclésiastiques et religieuses doivent être considérées comme des associations privées, libres de régler leurs affaires ;

7° Laïcisation ; école obligatoire, gratuite ; gratuité des moyens d'instruction et de la pension dans les écoles primaires et supérieures pour les enfants reconnus capables ;

8° Justice rendue gratuitement par des juges élus par le peuple ; suppression de la peine capitale ; indemnités aux personnes condamnées injustement ;

9° Assistance médicale, accouchements, inhumations gratuits ;

10° Impôts progressifs sur le revenu ; impôts sur le capital, avec déclaration personnelle obligatoire ; impôts progressifs sur les successions, selon le degré de parenté ; suppression de tous les impôts indirects, des droits de douane et d'autres droits frappant les intérêts généraux des masses.

Pour protéger la classe ouvrière, le parti socialiste réclame tout d'abord : 1° une législation efficace nationale et internationale sur

les bases suivantes : a) la journée de travail de huit heures ; b) défense d'employer les enfants avant 14 ans ; c) interdiction du *truck system*, répartition du travail de nuit ; d) repos de trente-six heures par semaine ; 2° mesures de surveillance ainsi que d'hygiène dans les fabriques ; 3° mesures protégeant les ouvriers des campagnes et les domestiques à gage ; 4° sauvegarde du droit de coalition ; 5° monopolisation de toutes les assurances ouvrières par l'État, sous le contrôle de délégués ouvriers.

On voit que le programme d'Erfurt se résume surtout dans l'affirmation que l'abîme entre les classes qui possèdent et le prolétariat devient toujours plus large et plus profond. C'est le contraire de ce que croient les économistes.

L'observation scientifique des phénomènes sociaux montre que la tendance est dans le sens d'une moindre inégalité dans la distribution des richesses, ou tout au moins que, par suite des progrès de toute sorte, les classes laborieuses voient leur sort s'améliorer, la part du capital diminue.

Il importe de rappeler ici que Liebknecht a affirmé la position prise par lui et les autres chefs du mouvement en disant :

« Il peut être de notre mission de décrire l'image de l'État futur et de chercher à hypnotiser ainsi les ouvriers. Nous devons éclairer ceux-ci sur la nature de la société actuelle, montrer ce qui est nécessaire pour atteindre le but, et comment la société bourgeoise fournit elle-même le moyen de la détruire. »

Il ne manque cependant pas d'ouvrages publiés par les socialistes et déroulant aux yeux des dupes le tableau de l'État futur. Le plus célèbre et celui qui fait autorité, se rencontre dans le livre *De la Femme*, par Bebel. M. Richter s'est amusé à en écrire la critique la plus mordante.

Dans ces tableaux de l'avenir socialiste que nous avons analysés dans le *Journal des Économistes*, et dont une traduction française a été publiée chez Le Soudier, on trouve l'image de ce que serait la société organisée par les collectivistes le jour de leur triomphe. Avec les ateliers nationaux, on travaillerait fort mal pendant quelques heures par jour ; avec les réfectoires nationaux, l'on mangerait fort mal ; avec l'enlèvement des enfants et des vieillards, arrachés aux soins de la famille, avec l'appauvrissement général du pays, l'accroissement des fardeaux fiscaux et le mécontentement grandissant des dupes et des victimes, on aboutirait à une réaction terrible, à un soulèvement sanglant.

La critique de M. Richter et les affirmations de M. Bebel ont servi de fond au débat engagé devant le Reichstag, et elles ont alimenté la discussion. Mais avant de passer en revue les discours prononcés, il est bon de remarquer que, d'après les socialistes, les avantages qui résulteraient de leur triomphe, peuvent se résumer ainsi : l'exploitation en grand, telle que l'État seul peut la pratiquer, est plus avantageuse en elle-même ; la réglementation de la production et de la consommation permet d'éviter les pertes résultant d'un excès de la production ; dans la division du produit du travail, on épargne l'intérêt du capital et le bénéfice de l'entrepreneur ; par conséquent, le produit du travail devient plus considérable et la part relative de l'ouvrier plus élevée.

On peut opposer à ces erreurs que les socialistes exagèrent énormément la part du produit net qui revient actuellement aux chefs d'industrie, aux rentiers ou aux propriétaires fonciers.

Le revenu moyen qu'on obtiendrait en divisant le revenu total actuel de tous les particuliers par le nombre des individus ou des ménages, ne pourrait pas être réparti intégralement entre les intéressés comme leur part en produit du travail collectif, parce que même l'Etat socialiste est incapable de produire sans capital.

En ce qui touche le passé, dit avec raison M. Richter, l'Etat socialiste pourrait s'approprier, sans indemnité et d'une façon violente, le capital existant actuellement entre les mains des particuliers ; mais, pour l'avenir, il doit économiser, former lui-même tout ce qui **est nécessaire pour remplacer** le capital consommé et pour augmenter celui-ci. On devra donc, avant la répartition, mettre de côté quelque chose qu'on déduira du produit net.

La population augmente de plus de 1 0/0 par an ; il faudra ainsi augmenter annuellement le capital existant de 2 0/0.

L'Etat socialiste n'aura pas le même intérêt à épargner pour l'avenir qu'ont actuellement les gens qui épargnent pour eux et pour leurs enfants. Toutes les sommes qui sont fournies actuellement à l'aide d'emprunts pour des travaux publics et autres objets d'utilité générale, devront être déduites du produit net.

Les socialistes se font illusion lorsqu'ils croient pouvoir accroître à l'infini la productivité du travail, par l'exploitation commune et sous forme de grande industrie. Celle-ci ne réussit que dans quelques branches : mines, métallurgie, produits chimiques, papier, textiles.

Le socialisme se figure qu'il pourra se passer de l'entrepreneur privé et des chefs d'industrie qui ont un intérêt personnel au résultat

de la production. La disparition de ceux-ci amènera une diminution de la productivité du travail et un ralentissement des progrès techniques. Les améliorations introduites dans l'industrie, le perfectionnement de l'outillage, ont presque toujours été l'œuvre de gens ayant un intérêt personnel.

Il est faux de dire que l'ouvrier seul qui travaille produit. La part de l'intelligence qui dirige, qui organise la fabrication et le débouché est, pour le moins, tout aussi importante.

La distribution des produits se fait à moins de frais, avec moins de risques, par l'initiative privée que par les soins d'une bureaucratie, si intelligente qu'elle soit.

Supprimez les chefs d'industrie, et le travail général deviendra moins productif.

La libre concurrence des patrons est encore le meilleur moyen de mesurer les besoins du public et d'y pourvoir.

L'Etat socialiste ne peut laisser à l'individu le libre choix de sa consommation sans courir des aventures, sans s'exposer à des pertes par suite de l'accumulation de marchandises non consommées.

Dans le collectivisme, il n'y a plus de place ni pour le libre choix du métier ou de la profession, ni pour le choix de la localité où on l'exercera. Il faudra travailler dans l'endroit et à la tâche qui vous seront assignés.

L'égalité du salaire est en contradiction avec la diversité de l'instruction, des capacités, de la dose de travail. Enfin, la réglementation de la consommation mettrait le sceau à l'esclavage. En un mot, le socialisme promet moins de travail, plus de jouissances, la satisfaction de toutes les haines accumulées; mais il serait absolument incapable de tenir ses promesses.

Au grand désespoir des députés socialistes, on a déroulé devant le Reichstag l'histoire d'une boulangerie coopérative, organisée par leurs soins à Berlin. En effet, celle-ci a été un modèle de désordre, de mauvaise administration et de mauvaise fabrication. La comptabilité était défectueuse, la caisse en déficit.

Voyons maintenant comment les adversaires du socialisme ont essayé de saisir les représentants officiels de la doctrine, et comment ceux-ci se sont dérobés.

♦♦

La crise industrielle qui existe en Allemagne a amené, pendant l'hiver 1892-1893, un certain nombre de fabricants à réduire le nombre de leurs ouvriers. Dans quelques villes, les municipalités

ont cherché à procurer du travail aux ouvriers qui en manquaient.

Les socialistes n'ont pas laissé échapper une occasion de créer une agitation en faveur de leurs idées ; ils ont invité les travailleurs sans ouvrage à des réunions publiques dans lesquelles on expliquait l'origine, la périodicité, la permanence des crises économiques dont on faisait remonter la responsabilité à l'organisation économique actuelle.

Le seul remède efficace serait l'appropriation par la collectivité de tous les moyens de production, la réglementation de la production conformément aux besoins de la consommation.

Le 31 décembre 1892, deux députés socialistes, Auer et Singer, appuyés par toute la fraction, ont adressé au chancelier de l'Empire l'interpellation suivante : « Quelles mesures les gouvernements alliés ont-ils prises ou songent-ils à prendre pour remédier à la misère résultant du manque de travail, de l'abaissement des salaires, de la dépression industrielle ? »

Cette interpellation a été discutée dans la séance des 12, 13 et 14 janvier.

M. Liebknecht motiva l'interpellation, en disant que la charité privée était absolument impuissante, que tous ses efforts équivalaient à une goutte d'eau sur une pierre brûlante, qu'il fallait que les autorités constituées intervinssent.

Quelques municipalités ont cherché à lutter contre la misère existante ; on pouvait en demander autant aux gouvernements et aux Etats particuliers ; la bonne volonté ne faisait pas défaut, mais comme ce n'était pas une crise locale, il appartenait à l'Empire, en première ligne, d'agir ; ce n'était pas un malaise passager dû à des causes accidentelles ; le mal était organique, il découlait de la constitution présente de l'activité économique.

M. Liebknecht fit le procès de la société contemporaine, il parla de la journée normale de travail, du repos du dimanche, de la liberté d'organisation des travailleurs, des bourses de travail, comme de moyens pour diminuer l'absence de travail. Il ne formula cependant point de proposition définie.

La classe ouvrière, dit-il en terminant, a le droit de demander que l'on marche de l'avant dans la voie raisonnable de la réforme sociale. Celle-ci est indispensable. Si rien ne se fait d'en haut, eh bien ! il faudra qu'on procède par en-bas. Nous avons interpellé pour remplir un devoir : je sais quelle réponse me sera donnée ; mais

quelle que soit cette réponse, elle prononce l'arrêt sur la politique sociale pratiquée par l'Empire.

Le secrétaire d'Etat de l'intérieur, tout en reconnaissant l'existence d'une crise, fit valoir qu'en dehors des socialistes, personne n'avait demandé à l'Empire de prendre l'initiative d'une intervention, et qu'il n'y avait pas lieu, pour celui-ci, de sortir de son attitude passive.

Comme nous l'avons dit, la discussion de l'interpellation a rempli trois séances, qui ont été marquées par les attaques habituelles des socialistes et par un discours de M. Hitze, député du Centre catholique, qui exposa le programme de son parti.

M. Hitze termina son exposé en apostrophant les députés socialistes et en les mettant en demeure d'exposer comment l'Etat collectiviste saurait prévenir les crises et le manque d'ouvrage. Il ne reçut de M. Bebel que la réponse : « Vous ne me suivrez pas. »

A l'occasion du budget du département de l'intérieur, chapitre du traitement du secrétaire d'Etat, la discussion recommença. M. Bebel recommença ses lamentations sur la misère générale, à laquelle l'Etat futur pouvait seul mettre un terme. M. Buhl adressa de nouveau au chef de la fraction socialiste l'invitation pressante de sortir de la réserve, et de montrer clairement comment le socialisme entend se débarrasser de la misère.

M. Bebel et ses collègues se turent.

M. Bebel avait répondu précédemment que le tableau de l'Etat socialiste se trouvait dans les ouvrages d'écrivains socialistes, et il se refusait à en faire l'exposé devant le Parlement.

M. Bachen intervint alors dans le débat avec plus de succès ; ses attaques furent assez vives pour faire sortir l'auteur de la *Femme* de son mutisme.

Il serait évidemment trop long, et nous sortirions du cadre de ce travail si nous voulions résumer, même brièvement, les discours prononcés de part et d'autre.

Les socialistes, que les questions posées embarrassaient visiblement, ont commencé par se plaindre de ce que le débat, d'une portée académique et théorique, engagé contre eux, détournât l'attention du Parlement de la loi militaire et fit perdre un temps précieux, et cela d'autant plus que les arguments de leurs adversaires ne sauraient les convaincre. Ils se sont dit, néanmoins, disposés à déléguer chaque jour deux des leurs pour répondre aux discours de la majorité. Ils n'avaient aucune objection à consacrer quatre semaines,

quatre mois, au besoin quatre années à batailler avec les représentants de l'ordre de choses établi.

L'adversaire le plus terrible qu'ils ont rencontré devant eux a été M. Richter, le chef de l'ancien parti progressiste, qui a rappelé qu'en 1863, dans un congrès ouvrier, M. Bebel et lui, avaient fait campagne ensemble en faveur de l'association coopérative, telle que l'avait esquissé Schulze-Delitzsch, contre la doctrine imaginée par Lassalle. Depuis lors, M. Bebel a singulièrement marché de l'avant. Si celui-ci n'a pu définir le socialisme comme étant la science appliquée à toutes les manifestations de l'activité humaine, en pleine conscience et en pleine connaissance des choses, il a passé par une série de métamorphoses et d'évolutions intellectuelles. Après avoir été l'avocat des associations coopératives fondées par l'Etat, après avoir été l'apôtre convaincu de la loi d'airain de Lassalle, M. Bebel a jeté par dessus bord la loi d'airain et les associations coopératives, pour prêcher l'expropriation de tous les moyens de production, pour montrer comme idéal suprême la réglementation de la consommation et de la production.

M. Richter nous semble avoir été parfaitement dans son droit, lorsqu'il a qualifié la doctrine de M. Bebel et de ses amis dans les termes suivants : « Le socialisme constitue une duperie des ouvriers, fondée sur une conscience insuffisante et une connaissance défectueuse de la nature de l'homme et des choses. »

Ce qui ressort en effet de cette longue discussion parlementaire, c'est combien peu est fondée la prétention des meneurs du parti socialiste de s'appuyer sur la science et la méthode scientifiques. Les orateurs socialistes ont été obligés de confesser que leur théorie était un perpétuel devenir, qu'elle ne cessait de se transformer, qu'après avoir adopté la loi d'airain comme pierre fondamentale de leurs doctrines, ils l'en avaient rayée après qu'une publication posthume de Karl Marx eût stigmatisé la loi d'airain comme constituant un attentat monstrueux à l'intelligence de la masse du parti.

La discussion parlementaire a encore eu l'avantage de faire pleinement la lumière sur la méthode d'agitation employée par les chefs. Ce que ceux-ci recherchent, ce n'est pas l'accomplissement de leurs promesses, ce n'est pas la véracité, ni même la vérité, ni la conséquence logique ; ils ne visent qu'à une chose, c'est à l'effet qu'ils peuvent produire sur les intelligences peu développées. Dans la même catégorie rentre la tactique qui consiste à dérouler des tableaux utopiques de la société collectiviste.

Malgré tout leur attirail de pseudo-science, tous ces tableaux n'ont, décidément, d'autre valeur que celle de flatter les passions incohérentes de la masse des prolétaires. Il a été déclaré officiellement du haut de la tribune du Parlement allemand, que le parti socialiste ne reconnaissait pas comme faisant partie de son programme, les notions plus ou moins vagues sur l'Etat de l'avenir. De même, s'appuyant sur la notion du progrès continu, il a été rompu avec les notions de révolution violente. M. Bebel et ses collègues sont des opportunistes et des possibilistes ; ce ne sont plus des adeptes des moyens violents préconisés par Marx.

Tout aussi incommode a été, pour les chefs du parti, le rappel qu'on leur a fait des dates fixées par eux pour l'avènement du collectivisme avant la fin du siècle. On les a soumis à toute une série d'interrogations sur le fonctionnement du collectivisme triomphant, sur les procédés qu'ils emploieraient pour pourvoir au déficit des récoltes et aux crises alimentaires qui pourraient en résulter.

La discussion s'est terminée sans qu'ils aient donné la moindre réponse précise.

On a vu, une fois de plus, que le socialisme révolutionnaire, spéculant sur le mécontentement des classes ouvrières, n'avait de force que dans sa critique négative, et qu'il était impuissant à construire quelque chose de positif.

On comprend que, dans ces conditions, des adversaires aient répandu par milliers d'exemplaires le compte-rendu de la discussion.

Nous avons sous les yeux la 89^e édition de cette brochure de 200 pages, coûtant 0 fr. 25.

Il faudrait se garder de croire que la défaite littéraire et philosophique infligée à M. Bebel puisse avoir des conséquences pratiques. Les réflexions et les commentaires de M. Barth nous semblent donc d'une vérité incontestable ; ils méritent, suivant nous, d'attirer l'attention.

Un livre peut avoir un nombre considérable d'éditions et être traduit en onze langues, et cependant préparer à son auteur de graves difficultés dans le Parlement. C'est là une expérience que M. Bebel a faite avec son livre sur la femme. Celui-ci rentre dans la catégorie des ouvrages utopiques, dont il est éclos un si grand nombre depuis Platon, Xénophon, Thomas Morus, jusqu'à Bellamy.

Si Bebel ne pousse pas la fantaisie socialiste jusqu'à domestiquer les lions et les tigres, comme l'a fait Fourier, les illusions ne man-

quent pas cependant dans son livre. Il n'y a rien de plus cruel, pour des conceptions de cette nature, que la lumière crue d'une discussion parlementaire.

Il eût été infiniment plus sage de la part des socialistes, de ne pas se laisser acculer à la défense de pareilles sottises. Cette faute de tactique que M. Liebknecht a reconnue lui-même, n'aurait pas été commise sans doute, si l'auteur de *la Femme* n'avait pas été en même temps un des chefs de la fraction parlementaire qui n'a pu se résigner dès le début à considérer le livre comme une œuvre d'imagination pure. Il se laissait aller à le présenter comme quelque chose de scientifique, et, par cela même, il en a décidé le sort au point de vue parlementaire.

Le tableau de l'avenir a été déchiré, mais seulement au point de vue oratoire; c'est une utopie qu'on a détruite; le parti socialiste n'en reste pas moins une réalité dont il faut se garder de vouloir dissimuler l'importance.

Le parti politique n'a été atteint que dans la mesure dans laquelle il tirait parti de cette utopie. Bien petit est le nombre de ceux qui deviennent socialistes parce qu'ils se sont fait une image distincte de l'Etat de l'avenir. Les socialistes se contentent de la représentation indécise d'un avenir meilleur; là où ils demandent la clarté, c'est dans l'exposé des injustices présentes; c'est dans la critique des conditions actuelles que réside la force même du socialisme. Les succès du socialisme contemporain sont, en grande partie, le produit des fautes du système régnant; plus ces fautes ont été lourdes, plus la récolte a été abondante.

En Allemagne, par des lois d'exception, par des expériences de socialisme d'Etat avec lesquelles on a alimenté le péril socialiste sans le satisfaire, et par une politique favorisant les intérêts agraires et industriels, on a fourni au socialisme un terrain excellent plus fertile que partout ailleurs. Ce n'est qu'en Allemagne que le socialisme est devenu un puissant parti politique, un parti bien moins uni par un programme, que par un sentiment de classe très conscient. Ce sentiment de solidarité est raffermi par toute attaque commune des partis opposés, de même qu'il a été accentué par la législation répressive.

Dans tout le trésor des formules socialistes, il n'en est pas de plus efficace que la phrase sur la masse compacte des partis réactionnaires qui s'opposent à l'émancipation des ouvriers, la coalition des partis de l'ordre contre le socialisme.

En Angleterre, on a contrecarré la formation d'un parti socialiste en absorbant les ouvriers émancipés.

La défaite littéraire et oratoire subie par les socialistes n'est donc nullement l'équivalent d'une défaite politique du parti.

Les socialistes ont aussitôt donné le mot d'ordre : « Voyez comme tous les partis s'entendent lorsqu'il s'agit de lutter contre vos représentants ; unissez-vous, car les intérêts de votre classe sont en jeu. »

ARTHUR RAFFALOVICH,

Correspondant de l'Institut.

CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

PORTUGAL

Les événements de ces derniers temps ne se prêtent guère à bien fixer un certain courant social. Cependant on ne saurait mettre en doute, que ce mouvement ait attiré beaucoup et qu'il attire encore l'attention des plus dévoués à l'intérêt public, par la solution de ses problèmes les plus importants.

Le mouvement social, tel que nous le comprenons, ne se borne pas à une synthèse ; il est le produit de beaucoup de facteurs spéciaux. On pourrait même le classer comme étant la force résultante des vibrations moléculaires d'un même organisme, ou bien la coordination de beaucoup d'autres forces. De sorte qu'il est indispensable, pour que ce mouvement paraisse comme parfaite induction, d'analyser chacun des divers éléments le composant, aussi bien dans la vie politique que dans la vie économique, scientifique, religieuse et juridique, ainsi que l'influence ou prépondérance des uns sur les autres, et ses différentes actions et réactions ; et malgré cela, il n'est pas toujours facile de classer et de placer comme étant en fonction chacun de ces éléments, caractérisant leur plus grande ou moindre intensité, ou d'accentuer des tendances définies, car il arrive souvent que la perturbation de tous ou d'une partie se normalise sous une forme d'ébullition ou de neutralisation. Il n'est pas rare de nous trouver dans une situation de

violentes passions ou d'indifférences et de mécontentements graves, sans pouvoir toutefois nous rendre compte précisément de leurs causes spéciales et déterminantes, sinon d'une façon générale et très vague. Aucune tendance spéciale ne se fixe, mais il se prononce un mécontentement, qui se contamine et se propage, et qui absorbe toutes les classes, gouvernantes et gouvernées, dans la même vague de méfiance et de malaise.

Le Portugal a été considéré pendant longtemps, et avec raison, comme étant la Belgique occidentale, accompagnant les progrès de la civilisation, et prenant même l'initiative de quelques-uns, abrité sous une paix interne durable, et entretenant les meilleures relations avec les puissances étrangères. Cependant, dans ces derniers temps, il n'en a pas été ainsi, peut-être même à cause de cette longue période de paix, pendant laquelle l'on ne prévoyait pas les difficultés qui s'accumulaient à tous moments, et qui ont malheureusement produit une crise politique et économique qui attend encore sa solution ; il est vrai que les autres nations, y compris la Belgique, n'ont pas été exemptes de ces crises, et le mouvement d'un pays ne peut pas seulement se définir par des raisons d'ordre interne, quand les relations internationales se développent de jour en jour.

Toutes les nations, aussi puissantes qu'elles soient, doivent veiller aux lois de leur propre conservation, renouvelant et améliorant successivement leurs conditions de vitalité, pour ne pas succomber dans la lutte dans laquelle elles sont fatalement engagées, car la vie ne se comprend que par la lutte ; mais chez les petites nations cette nécessité augmente, évidemment parce que leur exigüité est déjà une condition de faiblesse, et ce n'est pas chez les faibles que l'on doit s'attendre au triomphe. Le Portugal n'a peut-être pas observé ces lois de conservation comme il aurait dû ; il est même naturel que leur accomplissement soit au-dessus de ses forces actuelles.

Quiconque voudra juger le peuple portugais dans son ensemble physiologique, avant d'apprécier chacune des manifestations de sa vie sociale, peut, sans doute, en déduire un argument dans ce sens. En général il y a une certaine apathie, jointe à une espèce d'orgueil et de susceptibilité dans les questions politiques et internationales, qui accusent, d'une part la fatigue de celui qui a épuisé toutes les ressources dans l'accomplissement de sa mission, la donnant comme terminée, et qui révèlent de l'autre la conscience d'une supériorité qui a déjà existé, mais dont il ne reste plus aujourd'hui que les plus flatteuses consécrationes historiques.

Il est à noter que malgré les plus belles traditions, la race puissante des navigateurs portugais qui après avoir affirmé d'une façon brillante son indépendance en Europe envers les Maures et les Espagnols (Castelhanos), a porté la civilisation aux confins de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique, y fondant les plus vastes empires du monde, est cependant déchue sensiblement, perdant à la fois la plupart de ses grandeurs, le meilleur de son énergie et la plus haute valeur morale.

Et une des causes de cette décadence et de cette dépression morale, qui s'est plus fortement accentuée depuis la fin du siècle dernier, peut être attribuée au *processus* physiologique dans ses rapports avec les peuples conquis et à son système de colonisation, améliorant peut-être un peu les races inférieures, mais en tout cas aux dépens de la race conquérante. Il résulte des croisements, faits par nécessité peut-être, mais sans scrupule et sans l'orgueil de la propre race, sa dégénérescence immédiate avec moins de profit pour la race inférieure que de préjudice pour la race supérieure. Le nègre par exemple, transformé en mulâtre, perd même dans ses formes et dans sa robustesse physique, ce qu'il ne peut acquérir en sentiments moraux, parce que ceux-ci ont besoin de l'influence de nombreuses générations pour se former et s'épurer dans des conditions d'une vraie dignité. Le blanc, également transformé, perd de suite 50 0/0 de ses qualités supérieures, et ne gagne rien physiquement dans ce mélange de sang noir, lequel ne peut facilement se combiner, sans un certain danger, que très atténué et réduit à des quantités minimales, mais cependant encore sujet à des troubles ataviques.

Ceci ne sera peut-être pas une cause primaire d'un tel ordre qu'elle puisse par elle seule justifier toute la décadence ; mais ce n'est cependant pas non plus une circonstance sans valeur, qui ne laisse pas de nous rappeler l'incommunicabilité absolue des Anglais et autres peuples du Nord en général avec le nègre de leurs colonies, et même avec l'indigène de Goa. La pureté est, avec raison et avant tout, un devoir ; et c'est sans doute à ce noble sentiment, quoiqu'égoïste, que l'on peut, de préférence, attribuer la conservation de sa supériorité dans ses grandes expansions coloniales.

Les conditions pacifiques de la vie politique chez le peuple portugais ne provoquent pas en lui les revendications, qui constituent le grand motif de lutte en Belgique, en Allemagne et dans d'autres pays. On peut considérer le suffrage comme universel, puisque depuis la loi du 8 mai 1878, il suffit d'être chef de famille, ou de savoir lire et écrire

et d'être majeur, pour jouir des droits politiques dans les actes électoraux. Mais on est forcé d'avouer que l'élargissement du suffrage, obtenu sans de grandes impositions et sans exigences, n'a pas épuré la représentation nationale, n'évite pas l'influence directe du Gouvernement, et n'a pas stimulé non plus des mécontents sans nombre, qui continuent à s'abstenir des luttes parlementaires, convaincus que leurs votes s'égareront au milieu des combinaisons de ceux qui dirigent ces luttes. Il se peut que ce système devienne un moyen de préparation, mais on ne saurait vraiment le justifier quant à présent par aucune nécessité pratique et opprimante. Les élus au Parlement sont, en majeure partie, des fonctionnaires publics, qui doivent leur situation ou au Gouvernement ou au parti qui n'est pas au pouvoir ; d'où l'on peut aisément supposer qu'il leur manque l'indépendance nécessaire pour imposer les lois au pouvoir exécutif et exercer une surveillance rigoureuse sur ses actes. C'est ainsi que souvent les gouvernements dirigent les affaires, selon leur gré, sans distinction de partis ; car ceux-ci, dépourvus de principes exclusifs et de règles, font ce qu'ils combattent en opposition ou détruisent leur propre œuvre, écrasant les minorités qui leur font résistance. Il n'y a pas encore bien longtemps qu'un Gouvernement pour ainsi dire sans parti, appelé spécialement au pouvoir pour résoudre les difficultés énormes des finances du pays, reconnaissant l'impuissance des partis militants, comprit qu'il pouvait se maintenir le temps nécessaire à cette solution, en utilisant la coopération de toutes les volontés et de tous les efforts, attendu qu'il ne faisait que préparer le terrain d'action à venir de ces mêmes partis. Ne se préoccupant pas du résultat électoral autant que ses prédécesseurs, il a cru que sa situation spéciale suffirait pour contenir les deux forces divergentes, qui ne pouvaient rien produire isolément. Il a voulu d'abord résoudre une question pendante entre l'État et les créanciers de la dette externe ; mais la commission parlementaire des finances lui a entravé cette solution, sous le prétexte d'apprécier, avant tout, les ressources financières de l'État et les économies que les circonstances conseillaient. La crise s'aggravait de plus en plus et le Gouvernement a cru pouvoir la conjurer, demandant l'ajournement des sessions parlementaires, ce que le chef de l'État ne lui a pas accordé.

Un autre cabinet qui lui a succédé, où la commission des finances se trouvait représentée, a commencé par demander un ajournement plus long que son prédécesseur, afin de se livrer à l'étude des mesures de gouvernement, portant aux Chambres exactement et avant tout la

même question des créanciers externes. Ce n'était donc ni la question de principes ni la marche du gouvernement qui préoccupait l'opposition.

Abstraction faite de cet incident, la marche parlementaire ne s'accroît pas, en principe, par des initiatives étrangères aux gouvernements; c'est pour cela que dans les grandes crises, comme celle produite par l'*ultimatum* barbare du gouvernement anglais, concernant la question d'Afrique, les gouvernements se trouvent presque toujours isolés, dans une confusion étrange, sans une idée, sans orientation ni jugement, qui les identifie avec les pouvoirs législatifs et avec les représentants de la nation; mais ils ne tombent pas toutefois faute de majorité, car depuis longtemps les majorités ne sont plus en réalité les vrais indicateurs constitutionnels.

Les ministères gouvernent donc en général avec le Parlement dans le même état de dictature que si ce Parlement ne fonctionnait pas, avec cette différence toutefois, qu'ils se croient moins responsables que quand ils légalisent leurs actes par un *bill* d'indemnité. Les conséquences administratives en sont exactement les mêmes.

Cependant le pays n'assiste pas à ce *processus* de politique absorbante sans quelques véhémentes protestations.

On a souvent réclamé une loi d'incompatibilités politiques et de responsabilité ministérielle, dans la douce illusion que l'existence de ces lois changerait la condition des hommes, par un contrôle plus effectif et plus efficace.

Les incompatibilités politiques ont été, pour ainsi dire, le mot d'ordre de plusieurs des membres les plus circonspects de la Chambre des pairs, afin de faire cesser ces précédents et ces pratiques peu édifiantes de voir des ministres et des hommes politiques, membres du Parlement, à la tête d'importantes compagnies, la plupart du temps sans engager comme actionnaires d'autre capital que leur influence, qui peut, à un moment donné, dévier les intérêts du pays en faveur de ces compagnies, ou par des concessions évidemment ruineuses, ou encore par la plus censurable tolérance, dans le non-accomplissement d'obligations contractées envers le public.

Le sénateur D. Luiz da Camara Leme s'est fait le champion infatigable de cette question de haute moralité et de suprême justice; mais il est encore bien loin, ainsi que beaucoup d'autres, du jour où ces protestations trouveront un écho dans la conscience sociale, et où le fauteuil de ministre, au lieu d'être un idéal d'exploitation, représentera au contraire les plus louables sacrifices patriotiques et le vrai

dévouement civique; mais lorsque sera venu ce moment, on verra qu'un Parlement composé de fonctionnaires publics, comprenant des bureaucrates, des magistrats, des professeurs et des militaires, n'est pas de ceux qui puissent offrir les meilleures garanties au pays, ces fonctionnaires se trouvant dans une entière situation de dépendance, qui les oblige à subordonner leur jugement aux exigences de leurs intérêts particuliers, abandonnant le service public, au grand préjudice de l'État, déviant la magistrature et le professorat de leur noble mission, sans exclure aucunement ceux qui représentent la force publique et qui doivent répondre de l'ordre; ceux-ci, par les mêmes raisons, cèdent ou peuvent céder également aux passions violentes et aux intérêts individuels et mesquins, devenant la force et le soutien d'un parti, au lieu de ne représenter qu'un élément d'ordre et de résistance en faveur de la nation.

L'irresponsabilité ministérielle ne provient pas tant, à notre avis, de l'insuffisance de la loi, que d'une certaine mollesse condamnable de nos mœurs. Il n'y a pas encore bien longtemps qu'un ministre des finances avoua en plein Parlement avoir détourné une somme importante du Trésor, sans autorisation légale, sans le consentement et même à l'insu de ses collègues, pour venir en aide à la Compagnie royale des chemins de fer portugais, dont ce ministre avait été un des administrateurs les plus influents; un député républicain requit sa mise en accusation par la Chambre. Malgré l'aveu du ministre, en dépit des articles de la Constitution qui préviennent les cas de malversation, du code pénal commun, et même des lois annuelles, qui fixent les recettes publiques et qui règlent leur application par des sanctions claires et précises, malgré tout, la mise en accusation a été rejetée, faute d'une loi sur la responsabilité ministérielle, souvent proposée et promise par différents gouvernements, dont aucun n'a réussi à la faire voter jusqu'aujourd'hui. Le ministère actuel vient de présenter à la Chambre cette loi qui sera probablement encore une désillusion pour la bonne foi du pays.

Le Parlement n'a pas prêté jusqu'à présent l'attention qu'il doit à ces protestations, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne représentent pas la voix de la conscience publique, qui se révolte et s'insurge à tout moment, mais lui manquant la force nécessaire pour se faire représenter dignement, attendu que ce n'est pas dans nos Parlements que l'on rencontre en général ce qui s'appelle l'opinion publique.

Il résulte de ce fait et de beaucoup d'autres, que l'on attribue au régime monarchique une certaine incapacité, qui empêche de régler

et de normaliser le mouvement politique ; car personne ne laisse de lui imputer, en grande partie, la responsabilité du choix et de la stabilité de ceux qui nous gouvernent.

Le mouvement républicain trouve, dans ces vices du Gouvernement, un puissant argument et un grand appui moral, et cette tendance augmentant toujours, se développerait davantage, si l'on pouvait compter plus sur les hommes que sur la force des circonstances. Tout le monde reconnaît le mal présent et suppose qu'il n'y a plus rien à espérer de la monarchie, laquelle, quoique souvent accusée de gouvernement personnel, ne s'est pas séparée, par ce procédé, de ceux qui ont compromis le plus les intérêts du pays ; d'où on conclut qu'une autre situation, quelle qu'elle soit, ne pourrait être pire pour ces mêmes intérêts ; mais on croit que les monarchistes se convertiraient en républicains au premier mouvement, comme quelques républicains sont devenus monarchistes, et cela avec la même facilité que l'on passe d'un parti à l'autre, au moindre dépit personnel et au moindre insuccès d'aspirations ; c'est pour cela que l'on n'a pas grande confiance dans le mouvement et que l'on attend les événements, que l'on ne provoque pas, mais que l'on ne laissera pas de suivre à la première opportunité. Les influences dégénérantes sont si nombreuses et si grandes qu'elles ne permettent pas de prophétiser avec sûreté la succession politique de deux phénomènes de cette nature, en présence d'un tableau qui paraît dissolvant ; et il serait très téméraire de n'attribuer cette induction qu'à des causes internes, quand d'autres plus générales pourraient bien être les plus prépondérantes.

En attendant, la révolution républicaine de 1891, si sévèrement réprimée par des mesures pour ainsi dire extra-constitutionnelles, ne paraît pas avoir stérilisé entièrement ce mouvement dans ces derniers temps, malgré la munificence royale, pardonnant aux condamnés, excluant les chefs militaires ; bien au contraire, car lors des dernières élections parlementaires, il a fallu altérer le système électoral de Lisbonne, en créant des collèges électoraux, pour y combattre les votes républicains et leur faire manquer la victoire. Ce moyen de combat qui plaçait si imprudemment la monarchie entre la vie et la mort, devant le résultat des élections de Lisbonne, n'a point affaibli l'émulation républicaine, ni amoindri ses adhésions, comme il aurait pu arriver, si le Gouvernement avait, en opposition aux candidats républicains, des hommes d'une valeur et d'une compétence reconnues, austères dans leurs procédés administratifs, d'une probité inflexible, au lieu de recourir à des individualités presque anonymes,

inconnues par leurs services à la monarchie, quand même ces services devraient être le critérium de leur valeur patriotique.

Pour apprécier à peu près l'intensité du mouvement républicain à Lisbonne, qui est son centre principal, on peut supposer que parmi tous les électeurs de Lisbonne, il n'y a qu'un tiers qui vote ; les autres représentent autant d'abstentions. Le triomphe des concurrents peut se diviser entre monarchistes et républicains, suivant l'accord qui s'établit ou non, parmi les premiers, profitant des influences étrangères à chacun des partis, c'est à-dire se liguant autour de la monarchie, ce qui n'arrive pas toujours, parce que c'est ainsi que les partis monarchiques ont défendu leurs principes, flattant ou censurant l'institution, suivant leur goût de l'occasion. Mais quand même le résultat du vote serait défavorable aux républicains, ce qui n'a pas toujours eu lieu, il est certain que les électeurs qui n'ont pas pris part au vote ne font rien pour la monarchie et se cantonnent dans l'expectative, attendant le premier coup et la première opportunité.

Les soi-disant partis politiques de la monarchie ne sont pas généralement des forces organiques de la nation comme elles devraient l'être ; ce sont peut-être, au contraire, des phalanges avides et ambitieuses et les principaux responsables de sa décadence, car c'est presque exclusivement à eux que l'on doit son discrédit.

Ce sont eux qui ont dénoncé ses vices, qui accusent ses fautes, et ils sont ses plus grands détracteurs, quand elle ne peut pas les favoriser. Ils jouent la monarchie à tout moment, se souciant peu du risque de la perdre.

Il faut joindre au mouvement républicain le socialisme qui n'accuse jusqu'à présent qu'une propagande modérée, ne cédant, pour ainsi dire, qu'aux lois de l'imitation, que l'humanité sanctionne si souvent inconsciemment. Dans un autre pays, ce serait un fait d'une haute portée que de voir M. Fuschini, socialiste collectiviste, titulaire du portefeuille des finances, comme il l'a lui-même déclaré en plein Parlement, et qui paraît vouloir réaliser son idéal sous le régime monarchique, car malgré son serment d'obéissance au chef de l'État et à la Constitution, il n'a abdiqué aucune de ses idées et de ses théories socialistes. Voilà justement à quoi le peuple ne croit pas facilement, car il ne saurait comprendre le sens pratique de cette espèce de loyauté à deux faces, ni qu'une évolution si rapide et si transigeante nous fournisse aujourd'hui un monarchiste conciliateur, comme elle nous aurait présenté hier, sans d'impérieuses circonstances, un brave républicain. Il nous semble qu'aucune des causes sociales,

ni même le propre socialisme ne peuvent beaucoup profiter de cette espèce de duplicité de caractère et d'opportunisme ambulant, cohérant à peine quant à l'ambition de la suprématie. Mais à part ces petites contradictions et leur formule socialiste, il est certain que l'action énergique, intelligente et honnête du ministre nous promettent de grandes revendications de moralité qui peuvent en ce moment retremper un peu le courage affaibli de ceux qui n'apprécient les questions d'administration publique qu'à la lueur d'un jugement pessimiste.

Ce sujet réclame cependant un examen plus minutieux, afin que l'on ne suppose pas que nous nous formons une idée bien différente de ce qu'il est.

Il y a certaines institutions qui deviennent antipathiques, parce qu'elles ne sont pas bien comprises, comme il y a certains systèmes qui font le tour du monde, uniquement parce que chacun les comprend à sa façon. Le socialisme est peut-être dans ce cas. Le socialisme n'est pas un système, mais un assemblage de systèmes, si différents dans leurs principes et dans leurs effets, qu'il est absolument impossible de se faire une idée de chacun d'eux sur une simple parole et sans les analyser attentivement. Il est donc nécessaire d'établir de grandes distinctions pour mieux comprendre ce que l'on entend par mouvement socialiste.

Le socialisme collectiviste, agraire et industriel, rendant à l'État tous les moyens de production et de distribution de la richesse, ne peut même pas se dire ébauché théoriquement en Portugal. Le socialisme démocratique des classes ouvrières obtient peu à peu du socialisme de l'État, qui est en somme à quoi se réduit tout le socialisme pratique, ce qu'il ne pourrait pas faire s'il se convertissait en force politique et révolutionnaire, vu ses conditions spéciales. De cette façon, il tient à la fois du socialisme politique et du socialisme économique, ou du système qui régit les conditions spéciales du travail.

Le Portugal est un pays essentiellement agricole, où la propriété territoriale se trouve extrêmement divisée, excepté dans la province de l'Alemtejo, et ses industries les plus importantes peuvent se dire centralisées à Lisbonne, Porto et Covilhã. Mais la population ouvrière de ces trois centres est bien loin d'avoir la considération dont jouit, par exemple, la population minière en Belgique. Le manque de travail agricole expatrie un grand nombre d'ouvriers, comme il est arrivé lors de la crise vinicole. Pour développer le travail agricole dans la province de l'Alemtejo, l'on a décrété l'abolition de l'emphytéose

de la petite propriété, établissant la sub emphytéose de la grande propriété pour arriver par ce moyen à la division des terres, mais le résultat de ces mesures législatives est encore problématique. Les autres classes ouvrières, limitées à ces centres, se trouvent dans des conditions économiques relativement favorables, qui excluent l'exploitation des patrons, ou leur fournit d'insignifiants motifs de plaintes. Les sociétés de secours mutuels et les caisses de retraite, très répandues dans le pays, assurent aux classes ouvrières une protection efficace dans les crises passagères de travail ou de maladie, et la bienfaisance publique et privée compensent, en grande partie, l'absence de prévision économique. En attendant, ces classes ne sont pas entièrement étrangères aux manifestations du 1^{er} Mai, donnant l'alarme du combat contre la bourgeoisie ; les réclamations de l'heure normale du travail, le règlement du travail des femmes et des enfants, les nombreuses réunions et congrès de classes dans leurs fréquents comices, le petit nombre de grèves sont loin d'égaliser le mouvement général des pays classiques du socialisme ; ils le suivent de loin, mais sans appareil révolutionnaire ni impositions violentes, et au contraire avec une louable modération. Quand le travail manque à chaque moment et quand l'ouvrier ne travaille, dans des conditions normales, que quand il veut bien et au prix qui lui plait, ayant le regard toujours fixé sur le mirage doux et mensonger de l'émigration, il n'y a pas de raisons pour apprécier cette espèce de mouvement socialiste chez nous, sinon comme un produit immédiat des lois de l'imitation.

L'unique et vrai socialisme que l'on observe en Portugal, c'est celui de l'État, auquel tous ont recours et que chacun tolère sans protestations, à moins que la grandeur des sacrifices n'ait correspondu à une administration excessivement imprudente et extravagante. Les fortes contributions qui pèsent sur la propriété, soit qu'elles affectent directement les revenus, soit qu'elles retombent sur leur valeur, par suite de successions gratuites ou onéreuses, nationalisent dans une période de peu de générations, non seulement le sol naturel, mais aussi le travail y accumulé, et, dans ce sens, ce système ne laisse rien à désirer aux collectivistes, sinon la confiscation immédiate, sans aucune espèce de compensation.

Les impôts onéreux connus sous le nom de contributions indirectes et ceux de l'octroi sont et seront un puissant moyen de socialiser la fortune privée, quoiqu'au détriment de l'alimentation, qui est chère, et de la santé, qui est négligée ; et les réductions écrasantes de trente pour cent sur le revenu de la dette publique émise avec la clause ex-

presse d'exemption de toute espèce d'impôt, et répandue largement parmi toutes les classes de la société, ressemble fort à une attaque à main armée contre la propriété individuelle, entraînant l'anéantissement du crédit, dont les nations les plus puissantes elles-mêmes ne peuvent pas se passer. De même c'est à l'État que l'ouvrier demande de l'ouvrage dans ses crises, et l'industrie exige que l'État la protège, demandant l'élévation des tarifs douaniers, souvent au détriment du consommateur.

L'enseignement primaire, élémentaire, professionnel et supérieur, ainsi que le plus fort de l'assistance publique sont à la charge de l'État. Pour ne pas allonger la liste de ces fonctions socialistes, je dois dire en résumé, que c'est à l'État que l'on demande tout, comme s'il pouvait y pourvoir : production et distribution, capital et industrie. Cependant une des phases les plus pernicieuses de ce socialisme, qui demande tout à l'État, c'est cette tendance toujours croissante de la manie de l'emploi public, qui dévore le budget, sans profit pour la richesse sociale, atrophiant peut-être son développement naturel, à l'exemple du parasite qui suce la sève de la plante.

On doit attribuer de préférence la cause efficiente de cette grave infirmité sociale au mauvais idéal politique des gouvernements. Presque tous les ministres, surtout les plus jeunes, ont prétendu, dans ces derniers temps, attacher leurs noms à des réformes administratives et des cadres de fonctionnaires. Les Parlements ont accordé sans scrupules les plus amples autorisations dans ce sens, dont il a résulté une augmentation croissante de réformes et de fonctionnaires, surtout lors des élections, dans une disproportion énorme relativement aux besoins des services publics et au préjudice de leur fonctionnement.

Afin de pouvoir placer de nouveaux fonctionnaires, on a fait passer beaucoup d'anciens employés encore très valides à la retraite et d'autres à l'inactivité, comme suppléants, ce qui représente une vraie armée entièrement improductive et un grand embarras pour équilibrer le budget, attendu qu'il n'est pas facile de mettre de côté ceux qui croient avoir des droits acquis, et ne peuvent plus chercher, dans une nouvelle occupation, les conditions nécessaires de subsistance. Le Parlement actuel commence à mieux comprendre les vices de ce système, et paraît disposé à rejeter de nouvelles autorisations de réformes. Il est temps d'entrer dans une voie nouvelle. Il n'est donc pas étonnant que les difficultés politiques du pays aient amené des perturbations économiques, et *vice-versa* que les crises des grandes compagnies et des banques, que le Gouvernement a prétendu secourir comme

éléments de prospérité et de crédit nationaux, aient sensiblement affecté sa situation financière, que celle-ci ait produit la crise du travail et de l'alimentation, et que l'on envisage l'État, en somme, comme une entité essentiellement providentielle, ou bien comme un baromètre qui doit nous répondre du bon ou du mauvais temps.

La situation des banques et des sociétés anonymes et leurs administrations abusives ont largement influé sur le mouvement financier et économique du pays. La Compagnie royale des chemins de fer portugais et la Compagnie nationale sont arrivées, malgré leur mouvement progressif, à ne pas pouvoir remplir les engagements de leurs obligations, faisant perdre à leurs actions la presque totalité de leur valeur.

Les banques les plus en contact avec ces compagnies, opérant sur leurs valeurs, se sont trouvées, d'un moment à l'autre, gravement compromises.

Le syndicat du chemin de fer de Salamanca a entraîné toutes les banques de Porto dans un seul désastre. Les autres sociétés anonymes commerciales et industrielles, qui avaient besoin du crédit des banques, ont immédiatement souffert des conséquences de cette vraie tempête, et les capitaux privés, en grande partie réduits, sont demeurés inactifs, par une fatale rétraction. Par dessus tout, et comme si cela ne suffisait pas, le change du Brésil qui, lorsqu'il était au pair, était le robinet de sûreté de tout le mouvement commercial, a rendu impossible les transferts de fonds et a rappelé en Amérique ceux qui avaient quitté ce pays pour jouir avec repos dans le nôtre de leurs économies, fruit de tant d'années de labeur et de peines.

Le Gouvernement a recherché les causes de toutes ces perturbations, ordonnant récemment une enquête rigoureuse sur le régime monétaire établi par la loi du 29 juillet 1854 et son influence sur les liquidations internationales et sur le développement de la circulation fiduciaire jusqu'au mois de mai 1890, sur la crise actuelle, et dans quelles conditions la circulation fiduciaire s'est généralisée, et par quelles circonstances elle se maintient, sur les réformes du régime de la circulation métallique et fiduciaire et son procédé de transition et, finalement, quant aux banques et leur régime, sur la situation des institutions de crédit et les modifications à introduire dans la législation (1), en ce qui les concerne.

(1) Voyez le décret du 13 mars 1893.

On ne peut pas prévoir encore quel sera le résultat de cette enquête et quelle influence elle aura sur la solution de la crise, quoique tous les efforts tendent à sa conjuration complète et radicale.

Parmi les revendications socialistes ou plutôt ouvrières, on doit citer les inspections industrielles, créées pour les ateliers de l'État et privés, la loi des tribunaux d'arbitres pour la solution des questions entre ouvriers et patrons, dont la nécessité pratique ne se trouve cependant pas encore bien justifiée, la création de bourses du travail (1), le règlement des heures de travail et des industries où l'on peut admettre les femmes et les mineurs, suivant leurs âges, et finalement la propagation d'écoles industrielles dans diverses localités du pays.

Le socialisme chrétien, appliqué en Portugal aux questions politiques et sociales modernes, n'a pas beaucoup avancé; quoiqu'il ne soit pas indifférent à ce genre de problèmes et que son influence eût été jadis décisive et caractéristique, il est certain qu'aujourd'hui le mouvement religieux, dans un pays où chacun suit la religion qui lui plaît, sans lutte de sentiments et sans la moindre persécution, bien qu'il existe une religion d'État, ne peut exercer une action prépondérante sur l'esprit public. Les congrès dits catholiques et les réunions des évêques tenues dans le pays dernièrement, ont à peine produit quelques discours, peu connus du public et sans un caractère spécial de propagande. Le clergé, généralement peu voué aux sacrifices, peut-être plus séculier encore que d'autres classes, également absorbé par la politique, surtout s'il y trouve ses intérêts, sans noblesse ni indépendance suffisantes pour diriger et conduire, principalement par l'exemple, a absolument besoin de l'appui nécessaire pour imprimer et diriger un certain mouvement. On prétend que les missions religieuses en Afrique, à l'exemple de celle de Huilla, et l'installation d'ordres religieux dans ces contrées, doivent être un élément puissant

(1) Le décret du 9 mars dernier a autorisé la création de bourses du travail à Lisbonne, à Porto, ainsi que dans les centres d'un grand développement industriel, en vue de : a) Mettre en rapport les patrons avec les employés, les ouvriers, les apprentis et faciliter leur placement. — b) Rassembler et publier des renseignements exacts sur l'état du marché du travail de chaque métier dans le pays, et en donner connaissance aux intéressés.

Le décret du 14 avril 1891 règle le travail des mineurs et des femmes dans les établissements industriels, créant des inspecteurs.

Le décret du 16 mars dernier a établi l'âge auquel les mineurs doivent être admis au travail, à partir de dix ans accomplis, et a désigné les industries dont le travail est défendu ou permis sous de certaines conditions.

de colonisation et de civilisation dans nos vastes domaines coloniaux, et tout récemment encore, la Société de géographie de Lisbonne a mis sur le tapis ce sujet, dans une conférence qui n'a pas obtenu un trop sympathique accueil, quoique le prêtre d'aujourd'hui, le vrai missionnaire, doive joindre à sa pratique évangélique de perfectionnement moral et de paix, les conditions d'enseignement d'un chef d'atelier et d'un bon fermier, suivant les règles des trappistes. Dernièrement, un illustre évêque du continent portugais, porta cette question dans la Chambre des pairs, demandant le rétablissement des ordres religieux dans notre pays, et principalement en Afrique, où le prêtre portugais seul peut compenser l'influence des missionnaires étrangers et consolider notre domaine fréquemment attaqué; les ordres religieux ont cependant été abolis, il y a 60 ans, et le moment ne nous paraît pas opportun pour les restaurer.

Le mouvement d'émigration est extraordinaire depuis quelque temps, surtout des Iles Açores, de Porto et de la province du Minho pour l'Amérique; il est dû en partie à la crise ouvrière et aussi à l'exemple de quelques-uns, qui reviennent de ces parages y ayant fait fortune; on ne peut cependant pas accepter cette raison comme étant la plus importante (1). Ce phénomène, qui devrait s'imposer à l'attention de

(1) Suivant le mouvement de la population de l'année 1888, l'émigration de la partie continentale du royaume a été de 16,644 individus, et celle des Iles Açores et Madeira a été de 7337. Des premiers il n'y aurait eu que 508 pour les possessions portugaises, mais la statistique ne dit pas combien de déportés étaient de ce nombre; parmi les seconds il avait y seulement 92 déportés.

L'émigration ne paraît pas avoir diminué pendant les années postérieures.

Nous extrayons de la statistique de 1888, les anciennes notes ci-après : En ce qui concerne le district de Coimbra, interrogeant les passagers sur les motifs qui les ont portés à s'embarquer pour le Brésil, la grande majorité déclare qu'il ne leur manque pas de travail dans le pays, mais qu'ils ne gagnent pas assez pour subvenir à tous leurs besoins. Une grande partie affirme aussi qu'elle va au Brésil dans le but de gagner de quoi payer des dettes contractées dans la patrie et d'autres sont portés à quitter leur pays pour se joindre à des parents ou amis qui vivent en pays étranger. Tous déclarent cependant qu'ils partent librement, sans la moindre contrainte ni séduits par une promesse quelconque.

En ce qui regarde le district de Porto : Aussi bien les travailleurs des champs que les ouvriers exerçant une industrie quelconque, partent pour améliorer leur position de fortune, qui est la principale cause de l'émigration, exclusivement pour le Brésil, et ils sont induits à s'y rendre dans ce

tous les gouvernements, soit au point de vue des conséquences d'un exode extraordinaire de la mère-patrie, soit par rapport à l'espérance d'un bien-être souvent démenti, qui attire la plupart des émigrants vers ces régions inhospitalières, n'a pas été dûment apprécié, comme il serait à désirer.

Entre les systèmes opposés de défense et de liberté l'on n'a pas encore trouvé une moyenne qui fasse dériver et acheminer l'émigration sur nos colonies, y adaptant les étrangers avec les modifications nécessaires et indispensables au milieu, leur fournissant des instruments de travail; la raison de cette manière d'agir provient, sans doute, d'une fausse interprétation anthropologique de l'émigration et de la colonisation, supposant que l'émigration est toujours le résultat d'une exubérance de population, et appréciant la mission colonisatrice comme restreinte à la civilisation des sauvages, quand elle ne doit être qu'un moyen secondaire de perfectionnement, pour mieux les utiliser au profit des races supérieures. Le problème de consolidation du domaine colonial pourrait peut-être se considérer comme résolu d'une façon satisfaisante, si au lieu de regarder avec indifférence l'émigration se porter vers l'Amérique et les îles Sandwich, les pouvoirs la protégeaient, la dirigeaient vers l'Afrique et employaient les moyens convenables, limitant autant que possible le croisement avec le nègre et obligeant celui-ci à se soumettre au travail utile, à moins qu'il ne préférât se renfermer dans l'intérieur où les forêts sont abondantes et généreuses pour lui, mais inaccessibles aux blancs. Que l'on ne suppose pas que nous lèserions ainsi l'enseignement et le perfectionnement intellectuel et moral de la race inférieure, mais nous ne préférierions certainement pas un pseudo-citoyen nègre à un citoyen blanc, ni nous ne pourrions protéger une population métisse, en tout cas dégénérée, au lieu de conserver la race blanche dans sa pureté et de contribuer à sa multiplication sensée et prévoyante.

but par l'exemple de quelques-uns de leurs compatriotes, quoiqu'en petit nombre, qui retournent au pays, y vivent dans l'aisance ou envoient de là-bas quelques sommes à leurs familles.

La division extraordinaire de la propriété est cause que les travaux agricoles sont faits en grande partie par les chefs de familles, par leurs femmes et par leurs enfants; les enfants émigrent parce que les salaires qu'ils tirent de leur travail rural, quoique un peu plus élevés actuellement, ne sont pas assez rémunérateurs et ne correspondent pas au prix des aliments.

Le désir de beaucoup de jeunes gens de s'exonérer du service militaire est aussi, en partie, une raison efficiente de l'émigration.

La race blanche a évidemment besoin de se fortifier et de s'affermir dans un milieu de dépression contre des conditions naturelles adverses, pour ne pas se voir condamnée à disparaître en peu de temps ; mais elle doit le faire de manière à ne pas dépérir et s'abâtardir, cherchant des forces dans ses éléments qui offrent une plus grande résistance. Nous savons bien que c'est la fusion avec les indigènes qui convient le mieux en de certains cas, mais il convient toujours qu'elle ne soit pas dégénérative, donnant des produits hybrides condamnés aussi à une rapide disparition.

Le système de colonisation paraît cependant entrer dans une période de compréhension plus pratique et plus utile, en vertu des dernières mesures adoptées par le Gouvernement. Ne pouvant pourvoir à tous les besoins de la civilisation, et voyant que des sommes fabuleuses ont été dépensées infructueusement, le Gouvernement a entrepris le système de donner à de grandes compagnies des concessions de vastes territoires en Afrique, leur octroyant des droits presque souverains, et la faculté de conclure des traités avec les chefs et tribus indigènes sur des concessions de territoire, de mines, d'établissements agricoles ou pour la construction de chemins de fer, routes, canaux, télégraphes et autres travaux d'utilité publique, et leur accorde, en un mot, l'administration et l'exploitation territoriales, organisant police et forces en mer et sur terre, soignant l'instruction de ses habitants, établissant et soutenant des missions, des écoles primaires, professionnelles d'arts et métiers, s'engageant finalement à établir, pendant les cinq premières années de leur fondation, sur leurs territoires, dans des localités choisies, d'accord avec le Gouvernement, un certain nombre de familles de colons portugais ou leurs descendants, que le Gouvernement fera transporter, dans ce but, dans un port quelconque faisant partie de ces concessions.

Dans ces conditions se trouve la compagnie de Mozambique, à laquelle il a été fait cession, dans la province de ce nom, d'une étendue énorme de terrains limitée aux nord et nord-ouest par le fleuve Zambeze, depuis son embouchure la plus méridionale, et par la frontière actuelle du district de Tête, à l'ouest par la frontière intérieure de la province, au sud par le cours du fleuve Save jusqu'à son embouchure la plus méridionale, et à l'orient par l'Océan.

Une autre concession a été donnée dans les mêmes conditions à une compagnie portugaise formée par Max Stone et Greenfield de Mello, dont les territoires, situés dans la même province, sont limités : au nord, par le cours du fleuve Save, à l'ouest, par la frontière intérieure

de la province, au sud et sud-ouest, par le cours du fleuve Limpopo, et à l'est, par l'Océan, y compris les îles adjacentes de la zone maritime respective. Beaucoup d'autres concessions du même genre ont été données à la Guinée, au Congo, et dans d'autres possessions portugaises; les gouverneurs généraux des provinces d'outre-mer sont autorisés à accorder jusqu'à 4,000 hectares de terrains incultes, appartenant à l'Etat, mais ces concessions dépendent de la sanction du gouvernement de la métropole (1).

Pour donner une idée plus exacte du but du système actuel d'administration coloniale, récemment inauguré, nous allons reproduire à larges traits les motifs historiques, sur lesquels s'est fondé un de nos plus illustres ministres de la marine et des colonies : « Notre administration coloniale peut se diviser en trois périodes. Première période : nous avons conquis l'Afrique (d'où le dicton populaire : Nous avons introduit des lances en Afrique). Cette période nous a laissé des forteresses démantelées, restes vénérables d'anciennes prisons, des couvents en ruines, des légendes sur les régions d'Ophir, où l'or se mêlait aux sables en de fines paillettes, ou bien, luisant parmi les pierres en barres et méticaux (2). Ce fut la première période de la conquête de l'épée et de la croix, des aventures nobles et chevaleresques, des faits audacieux, pas toujours dignes de poèmes épiques, car maintes fois ils dissimulaient la cruauté, l'extorsion et la rapine. Notre imagination péninsulaire regardant cette période à travers quatre siècles où les narrations des chroniqueurs du temps et les stances pleines de feu des poètes d'alors firent de cette époque la période dorée des colonies, l'a considérée et la considère encore comme le nobiliaire intangible de ses gloires. Mais, passé cette période qui a eu, du reste, une raison d'être historique, il ne nous reste que ces titres de domination y compris les bulles des papes, qui nous donnaient l'empire du monde, et les soumissions des potentats de l'intérieur qui, correspondant avec nos rois, faisaient des pactes de suzeraineté et d'hommage. Sans parler d'une longue parenthèse d'indifférence pour nos colonies, surtout caractérisée par les faits que nos soldats avaient déjà dénoncés, ou par la parole éloquente de quelque prêcheur Jésuite, nous entrons enfin dans la seconde période. Dans cette période nous n'avons pas piqué de lances en Afrique. Nous y avons certainement pratiqué des faits d'une haute valeur, abolissant

(1) Voyez décrets des 11 février et 30 juillet 1891.

(2) Ce mot vient de *métical* ou *métigal* = poids pour les perles, etc.

l'esclavage, amplifiant la navigation cabotière, traçant les premières voies ferrées, facilitant les premières communications maritimes et télégraphiques, nationalisant et cultivant des terrains, par la création de colonies et de missions religieuses, par un fort courant d'émigration, sondant fleuves et montagnes, restaurant d'anciens vassalages de chefs indigènes insoumis, mais ce qui caractérise surtout cette période, c'est l'excès de compte-rendus.

« C'était la période des sociétés savantes, des fouilles littéraires, des problèmes géographiques, des proclamations pompeuses d'anciennes gloires, de la résurrection d'un sentiment endormi, toujours très noble dans ses intentions, mais d'une spontanéité pas toujours réfléchie.

« Cette période, à laquelle nous avons tous, officiellement ou non, collaboré, amena une liquidation terrible inniable, car c'est un fait historique qu'il serait oiseux de cacher et dont nous souffrons tous les vexations : l'*Ultimatum* du 11 janvier d'abord, la Convention du 20 août, celle du 28 mai, et finalement, comme si tout cela ne suffisait pas, l'idée et le conseil de nous faire changer de tactique, par une expédition militaire, recrutée par un notable homme d'Etat, imposée par le sentiment général du pays, qui s'occupe aujourd'hui moins du succès de l'expédition que de sauver d'une mort sans gloire ce brave lambeau de notre armée.

« Ouvrons donc la troisième période de notre administration coloniale par une vie nouvelle, non seulement nouvelle par les procédés du Gouvernement, mais aussi dans les procédés de critique à ses actes.

« La critique aussi commande, puisqu'elle guide ou égare les masses et qu'elle exerce une suggestion puissante sur les caractères dirigeants les plus consistants et les plus tenaces. La nouvelle période doit avoir une orientation toute moderne, qui ne saurait permettre que nos colonies restent hermétiquement closes à l'exploration, comme l'avare qui garde son trésor improductif.

« Avant de nous laisser exproprier au nom de la civilisation, qui a des droits supérieurs à l'égoïsme d'une nation quelconque, procurons-nous du capital et du travail où ces éléments existent, et si nous ne pouvons pas, comme les grandes puissances, proscrire le capital et le travail des autres, profitons-en par la création d'un usufruit à bref délai, dont nous devons tirer un large profit, et que nous entrions enfin dans la jouissance des améliorations obtenues toujours sous notre protection et notre surveillance (1). »

(1) Voyez le Rapport du ministre Mr. de Vilhena qui précède le décret du 3 septembre 1891.

Nous venons de citer un vrai chef-d'œuvre littéraire sur l'histoire de notre administration coloniale, contenant un plan embrassant de vastes horizons, duquel on était en droit d'attendre des résultats pratiques d'une certaine portée; mais, pour ne pas nous abandonner entièrement à des illusions, l'expérience s'est chargée un peu plus tard de suspendre l'exécution du décret du 30 septembre 1891 en ce qui concernait la transformation de la province de Mozambique qui devenait État de l'Afrique orientale et se divisait en deux provinces; les charges de cette réforme étaient au-dessus des forces de qui avait besoin de recourir au capital et au travail étrangers.

Un des points de ce sujet longtemps négligé, sinon mal compris, qui doit attirer le plus l'attention du gouvernement, c'est celui qui concerne les conditions du fonctionnalisme colonial; comme nous ne pouvons plus piquer des lances en Afrique, mieux vaut que les fonctionnaires administratifs, au lieu d'être des officiers de la marine ou de l'armée, qui n'acceptent ces places que dominés par l'ambition de gagner des grades, ignorant la plupart du temps les principes les plus rudimentaires de l'administration, soient des fonctionnaires civils se recommandant par de longs services rendus à leur pays avec dévouement et intérêt patriotiques. Le temps des épopées et des aventures est passé pour celui qui ne veut pas seulement vivre par l'imagination; il est donc indispensable de restreindre la force de l'épée à sa légitime fonction de maintien de l'ordre, et de confier la direction économique et juridique à celui qui sera le plus apte à apprécier les sources de richesse, les lois du travail et le développement social.

Un autre mouvement digne de toute considération, ravivé maintenant avec plus d'intensité et d'ardeur, est ce que nous pourrions appeler le *home rule* açorien. L'archipel des Açores, le bastion plusieurs fois invincible des libertés de la patrie et le puissant soutien de nos institutions actuelles, à une époque où elles étaient sur le point de sombrer par les forces énormes de l'usurpateur, se montre mécontent, et avec raison, chaque fois que ses prodiges de valeur et ses sacrifices déployés avec loyauté et la plus grande ponctualité au bien de la mère-patrie sont méconnus, ou que l'on y répond par un certain mépris lorsqu'il s'agit de lui administrer justice, ou qu'on le surcharge d'impôts sans compensations et, par dessus tout, on le dépouille de ses libertés d'administration.

Les dernières réformes administratives, considérant que l'administration municipale et districtale avaient beaucoup contribué à la crise

financière du pays, ont sensiblement réduit les facultés tributaires de ces corporations, qui ne peuvent plus contracter d'emprunts et ont centralisé une grande partie des services à leur charge.

Les districts des Açores, fatigués de contribuer avec leur énorme excédent de recettes, déduction faite de leurs dépenses, pour la recette de la métropole, privés des améliorations matérielles et morales dont est dotée la partie continentale du royaume, blessés dans leurs industries spéciales, surtout dans l'industrie agricole lorsqu'elle promettait d'atténuer de violentes crises ouvrières, sans une administration de justice régulière, attendu que l'on envoie aux Açores les magistrats sans protection politique, menacés à tout moment de la suppression de tribunaux pour détruire des répugnances de la magistrature mal justifiées et seulement toujours en mémoire pour l'augmentation des impôts et tant d'autres sacrifices, ne peuvent pas se conformer à cette centralisation qui les tutèle dans leurs plus légitimes aspirations d'administrer leur propre production, les rendant incapables de pourvoir à leur économie politique et jusqu'à leur propre bienfaisance; ils ont donc réclamé le principe d'autonomie açorienne, lequel principe, malgré sa généralisation rapide et son accueil sympathique, n'a pas été au delà d'une propagande théorique, parce qu'il leur manque les moyens d'action et de résistance nécessaires.

C'est le mouvement séparatiste sous le protectorat de l'Amérique, déjà plusieurs fois indiqué par les plus impatients, dans ces inclémences nationales, prenant maintenant ce nouvel aspect à l'occasion d'une nouvelle impatience plus prononcée peut-être.

On dirait que les divers partis politiques se trouvent identifiés dans cette réaction, parce que le mécontentement est général, mais c'est à eux plus qu'à tous autres qu'ils doivent imputer les erreurs gouvernementales qui affectent les intérêts insulaires, car au lieu de se prémunir à temps contre les tendances naturellement absorbantes de la métropole, ils se sont laissé pénétrer des mêmes vices qui corrompent la représentation nationale.

Qu'ils se retrempent et se fortifient donc dans cette adversité passagère, qu'une meilleure union préside au choix de leurs représentants et qu'ils se rappellent qu'ils ne peuvent s'attendre à d'autres faveurs, tant que leurs collègues électoraux ne seront que des vilains bourgeois aux yeux des protégés du pouvoir central et même pour d'autres natifs de l'archipel, qui n'aspirent au titre de député que pour bien vivre, eux et leurs parents, aux dépens du budget.

Nous tenons à constater, surtout pour nous prémunir contre la

mauvaise critique, qu'aucune aspiration égoïste ne meut celui qui écrit ces lignes ; quoiqu'Açorien de naissance, se rappelant avec amour et regret son pays natal, où il a passé les meilleures années de sa vie, il n'a cessé de donner des preuves plus que suffisantes de son désintéressement politique, cherchant par une autre voie, quoique modeste, à s'élever sans démeriter de sa patrie, qui ne pourra jamais l'accuser d'ingratitude.

Nous avons peu à dire de l'influence que les arts et la science exercent actuellement sur le mouvement socialiste portugais. Ces branches de l'activité humaine, ainsi que beaucoup d'autres, se ressentent nécessairement de l'état général de notre civilisation et surtout de l'exiguïté de stimulation inhérente aux petits pays. Notre enseignement scientifique, littéraire et artistique est en général modelé sur celui des pays les plus avancés dont nous suivons le développement, lisant leurs livres et admirant leurs chefs-d'œuvre.

Notre race n'est pas avare d'aptitudes et de tendances pour la culture plus élevée de l'intelligence et du sentiment, et c'est peut-être à cause d'une certaine facilité dans ce sens que l'on observe souvent la grande disproportion d'individus aptes, sortant de nos écoles supérieures, par rapport aux besoins et aux exigences de notre milieu. Toutefois, nos productions scientifiques et artistiques sont forcément insignifiantes, étant donné le marasme d'un milieu par trop restreint, presque atrophiant, et par là même incompatible avec les grandes expansions du beau et du vrai, sauf certaines rares exceptions, comme le prouve l'activité prodigieuse de l'infatigable professeur M. Théophile Braga et de l'éminent homme de lettres Oliveira Martins.

Cependant, si nous nous demandons quelle influence ces travailleurs sans repos ont exercée sur notre milieu social, c'est en vain que nous chercherons, dans un succès médiocre, l'équivalent à la plus grande somme de labeur scientifique et littéraire qu'il soit permis à la force humaine de produire.

La langue portugaise ne manque pas de conquêtes ; d'abord en lutte avec les langages indigènes des régions coloniales, ensuite avec les étrangères qui vont s'y créer des relations, elle est assurément très répandue, ne serait-ce qu'au Brésil, et son extrême affinité avec la langue espagnole pourrait fort bien la rendre une des plus connues et des plus cultivées du monde ; mais l'expérience nous démontre que tout cela est encore insuffisant, non seulement parce que la propriété littéraire et scientifique ne jouissent pas encore en Amérique des garanties juridiques voulues, mais aussi parce que les relations poli-

tiques de froideur et de méfiance entre Portugais et Espagnols, reposant sur des événements d'autres temps, ont influé sensiblement sur les autres rapports et les mœurs; il en résulte, et cela contre toutes les indications sociologiques et toutes les conditions d'homogénéité, que depuis longtemps nous copions la France dans sa science, dans sa littérature et dans son industrie, oubliant et ignorant même ce qui se passe chez nos plus proches voisins, à part les courses de taureaux, qui par une espèce de perversion de goût, se développent de plus en plus. Donc : *viva la gracia*.

En attendant, le congrès juridique de Lisbonne, les derniers congrès juridique, pédagogique, scientifique, géographique, militaire et autres, tenus à Madrid à l'occasion du quatrième centenaire de la découverte de l'Amérique, et les expositions ethnographiques, industrielles et artistiques qui y ont eu lieu à la même occasion, ont intéressé fraternellement Portugais et Espagnols au grand concert de la famille ibéro-américaine, lui apportant les fruits de son intelligence et de sa civilisation, en rétablissant des relations scientifiques et politiques dont il y a beaucoup à espérer, et qui ont déjà produit les traités de limites et de commerce entre le Portugal et l'Espagne. Ce nouveau rapprochement peut devenir très fécond dans la pratique, ce que nous désirons et souhaitons ardemment.

Voilà en résumé ce que nous avons crû devoir affirmer sans nous éloigner de la vérité sur la matière, faisant à peine ressortir quelques faits plus saillants et laissant de côté des détails, que la nature de ce travail ne comporte pas, mais qui n'amointrissent les faits en rien.

Le courant est indéfini comme nous l'avions prévu, et la vague de mécontentement est imposante dans une période assez longue de crise aiguë dans tous ou presque tous les facteurs du mouvement social; c'est à quoi l'on peut réduire l'aspect de ces derniers temps. Il est possible et même très naturel, que l'étiologie de ces maux ne soit pas nettement précisée, et que les remèdes indiqués n'aient pas l'efficacité voulue en des circonstances aussi délicates; toutefois il nous semble que les corrections dont le sujet serait susceptible ne changeraient pas sensiblement l'aspect général du tableau.

Le mouvement social d'un pays dépend, en grande partie, de sa politique et de son administration, mais les autres facteurs ne sont pas des éléments à dédaigner, que l'on abandonne à une appréciation conjointe de tous les faits et de toutes les circonstances. Ce sont des forces qui doivent être coordonnées sous une juste direction, dans le même but, quoique l'influence de chacune d'elles soit inégale.

Il est consacré de dire que chaque pays a le gouvernement qu'il mérite ; mais les forces dirigeantes ont évidemment une plus lourde responsabilité que les forces dirigées, car ce sont celles-ci qui reçoivent toute l'impulsion. Tant que toutes ces forces ne se joindront pas, s'identifiant parfaitement, tant que les intérêts sociaux et industriels se croiront antagoniques, et que la politique sera plutôt une industrie et un idéal d'exploitation contre l'Etat qu'une application sensée et harmonique des lois du développement social, nous ne parviendrons pas à notre régénération.

Que tous, du plus élevé au plus humble, s'animent de ce sentiment et de ce devoir sacré : *Pro Patria*.

Lisbonne, juin 1893.

J.-J. TAVARES DE MEDEIROS,

Avocat,

Membre de l'Institut de Coïmbre et de l'Académie Royale
des Sciences de Lisbonne.

NOTES

Note sur un précurseur du socialisme : Pechméja.

Les écrivains modernes qui ont recherché dans quelle mesure il y eut au XVIII^e siècle des précurseurs du socialisme, ont généralement consacré aux noms les plus illustres des notices de quelque étendue et se sont bornés, pour les autres, à transcrire une série de titres d'ouvrages, entremêlés de citations isolées. L'étude attentive de ces livres secondaires est cependant importante pour l'histoire du concept socialiste ; elle nous apprend jusqu'à quel point, sous quelle forme, il a pu germer dans un grand nombre de cerveaux moyens et quelle place il a tenu dans la somme du mouvement intellectuel de l'époque. Les quelques lignes qui suivent ont pour but de rectifier et de compléter les notions que nous avons sur l'un de ces penseurs obscurs ; elles feront voir en même temps d'une manière générale, avec quel précaution il faut, si l'on veut se rendre un compte exact de la portée des théories alors émises, replacer dans leur milieu les textes que l'on se plait à isoler, car on risque maint contre-sens, à oublier que les mêmes maximes abstraites n'entraînaient pas alors les mêmes suites d'idées que maintenant.

Le nom de Pechméja ne se rencontre guère de nos jours qu'accollé à celui de Raynal, à qui il fournit quelques chapitres de l'*Histoire philosophique*, notamment celui de la traite des nègres; il est encore cité comme l'auteur d'une utopie socialiste, le *Téléphe* (1785). Son bagage littéraire est mince en effet; Quérard se contente de lui attribuer en outre un *Éloge de Colbert* qui obtint le second accessit au jugement de l'Académie française en 1773 (1). C'est de cette dernière brochure du *Téléphe* que nous avons à parler.

Le *Téléphe* est une des nombreuses Télémachies que vit naître le xviii^e siècle; comme toutes les autres il traite d'un jeune prince vertueux qui, au milieu d'aventures romanesques, parcourt des peuples divers et fait des progrès en philosophie. On y trouve des malédictions contre la tyrannie qu'exerce le riche sur le pauvre en lui mesurant strictement son salaire et en le ravalant à des travaux indignes et épuisants; — la description d'une peuplade de bergers simples et vertueux; — l'éloge du travail; — la peinture du bonheur de la Crète sous les lois de Minos, qui établissent et maintiennent l'égalité des biens; — des revendications timides des pauvres contre les riches; — l'exemple d'une bonne loi agraire, qui distribue des terres à d'anciens esclaves; — des considérations sur la nécessité que chacun possédât une modeste propriété pour s'attacher à sa patrie. Somme toute, il n'y a là que des lieux communs fréquents au xviii^e siècle; or ce poème est la seule œuvre de Pechméja que citent les historiens du socialisme. Sans doute il est bien écrit et eut du succès, mais il n'offre pour nous qu'un intérêt médiocre, et on l'a surfait en le distinguant des autres utopies de l'époque, dont plusieurs, même plus anciennes, lui sont supérieures.

L'éloge de Colbert, au contraire, que je n'ai vu cité nulle part, est plus curieux et plus digne d'être rappelé. En même temps qu'il nous montre, soit dit entre parenthèses, avec quelles singulières préoccupations les gens du xviii^e siècle écrivaient l'histoire, nous y trouvons d'une manière frappante l'occasion d'appliquer cette méthode prudente dont je parlais tantôt et qui est nécessaire dans la lecture des écrivains plus ou moins socialistes de l'époque.

Premier exemple. Voici la déclaration que l'on trouve pages 7 et suivantes: « Osons le dire, c'est l'inégalité extrême des fortunes, c'est cette dévorante propriété aussi peu limitée par les lois que par ses

(1) Je pense, avec Barbier, que Pechméja n'est pas l'auteur d'un *Éloge de l'Hôpital*, que lui attribue Quérard,

désirs; c'est elle, elle seule qui perpétue le malheur sur la terre; ce droit terrible précéda partout l'autorité souveraine qui le respecte et qui se tait presque toujours devant lui. La vraie souveraineté est dans la main de l'opulence. Le peuple ne vit qu'autant que le riche a des besoins ou des fantaisies; et les besoins et les fantaisies du riche ayant toujours moins d'étendue que les besoins du pauvre, celui-ci est réduit à envier le sort de ces vils animaux qu'on maltraite et qu'on nourrit pour les dresser à des mouvements ridicules qui amusent l'oisiveté. »

Cette tirade semble d'une virulence assez catégorique; en réalité ce n'est qu'une déclaration de principes *in abstracto*; l'on n'en voit même pas trop la signification, comme le remarque justement La Harpe dans *Le Mercure*, car tournez la page et l'auteur ajoute que mieux vaut encore pour tous se résigner à l'inégalité actuelle que de recourir à un bouleversement complet.

Comment donc sans violer la propriété obvier aux maux principaux de l'état social et surtout empêcher l'inégalité de s'accroître sans cesse? C'est Colbert qui nous l'apprend; car il concilie « le respect que l'on doit aux institutions primitives avec le respect plus grand encore qu'on doit à l'humanité. » Puis un singulier portrait de Colbert; l'auteur lui prête ses propres idées et, partant de là, explique par elles toute son œuvre. Colbert fit des lois prohibitives sur le commerce des grains: c'est qu'il voulut empêcher les riches d'abuser de leur propriété et donner aux pauvres un droit réel à leur subsistance; il s'occupe activement, selon les récoltes et les provinces, de maintenir une juste balance entre l'acheteur et le propriétaire. D'autre part il donna au peuple le droit d'entrer en partage du superflu que possède le riche en favorisant les manufactures; et là, nouvelles maximes de tournure essentiellement socialiste (p. 20 sq.): « Je crois entendre les murmures de quelques citoyens trompés, qui regardent comme un mal politique la protection que le gouvernement accorde aux sujets qui n'ont point de propriétés foncières. Le système opposé assure, si on les en croit, la prospérité des empires. Que signifient ces paroles pleines d'outrages pour la multitude? Je ne connais point cette odieuse politique qui consiste à protéger l'opulence contre la misère, la force contre la faiblesse; je n'admets point cette division de propriétaires et de sujets sans propriété. Hommes de toutes les conditions, écoutez moi! Vous êtes tous les enfants de la patrie, vous avez tous le droit à votre subsistance ou par le travail ou par la fortune. La forme de la propriété n'est pas la même pour chacun de vous; mais cette propriété n'en est ni moins incontestable ni moins sacrée. Tout l'édifice des lois sociales porterait

sur une base d'iniquité si chaque citoyen n'avait pas le droit de demander du pain ou du travail. Ainsi donc, laissez l'opulence vous reprocher comme un opprobre l'exhérédation de la patrie et ne vous regardez pas comme sans droits, quoique la loi ne le sait pas tracés sur la surface de la terre et que vous ne puissiez pas déterminer le sol qui vous nourrira. Votre propriété est vague, mais assurée, et malheur au barbare qui voudrait combattre cette idée consolante et paternelle que je vous offre aujourd'hui. » Voilà, n'est-il pas vrai, nettement proclamés le droit au travail et la nécessité de l'intervention de l'État; et ici l'auteur n'apporte aucune restriction; bien plus, La Harpe lui-même approuve entièrement ce passage. Le lecteur « conservateur » peut néanmoins se rassurer; ne nous y trompons pas, aucun des deux ne dégage les conséquences des principes posés. Tournons de nouveau la page et nous nous apercevons qu'ici encore l'idéal de Pechméja ne va pas plus loin que l'administration de Colbert; il se contente d'énumérer ses réformes avec admiration: ce sont pour lui les seules mesures pratiques qu'entraîne une déclaration, telle qu'il vient d'en faire.

Si l'on ajoute aux passages que j'ai cités deux notes: l'une traitant de « la loi d'airain du salaire », l'autre « de la tendance qu'ont les grands capitaux à s'accroître aux dépens des petites fortunes », nous avons l'inventaire complet du « socialisme » de Pechméja. On voit que, rapproché du contexte, il se réduit en somme à une pure théorie; il y a un contraste absolu entre les principes posés et les conséquences pratiques que veut en tirer l'auteur. Isolés, les premiers semblent violents et destructifs de l'ordre social actuel; expliqués, on voit qu'ils ne forment qu'une théorie purement spéculative ou même qu'ils doivent être interprétés autrement que nous ne sommes tentés de le faire. Pour comprendre en effet la signification exacte des tirades socialistes de l'époque, il faut les soumettre toujours à une double critique: voir d'abord quelles conséquences pratiques l'auteur prétend en tirer; et en second lieu, se renfermant alors dans la théorie pure, vérifier en les comparant à l'ensemble des doctrines de l'auteur, si elles ont réellement pour lui le sens que nous y voyons. C'est par ce travail seul, sur l'importance duquel j'insiste (car il a été trop souvent négligé, même pour des noms illustres), que l'on arrive à se rendre compte de l'importance réelle des mouvements socialistes avant 89.

ANDRÉ LICHTENBERGER,

Agrégé d'histoire,

REVUE DES LIVRES

EMILE DURKHEIM. — *De la division du travail social*. — Paris, Alcan, 1893, 1 vol. in-8 de 450 pages.

L'année 1893 aura été féconde en travaux de sociologie. Après les livres de M. Gumpłowicz et de M. Novicow, sur les luttes entre sociétés, voici que M. Durkheim ajoute à son tour quelque chose à notre littérature sociologique par son essai sur la division du travail social. Ce livre a été tout d'abord une thèse pour le doctorat ès lettres, soutenue il y a quelques mois par son auteur en Sorbonne. Cette soutenance fut, à sa date, une sorte d'événement dans le milieu universitaire. La sociologie n'avait encore fait qu'une fois jusque là son apparition en Sorbonne, par la remarquable thèse de M. Espinas sur les sociétés animales, et il y avait quinze ans de cela. Cette fois-ci, elle faisait une rentrée triomphante. Le candidat était depuis plusieurs années honorablement connu de cette partie du public philosophique qui s'intéresse aux études sociales, par de nombreux et intéressants articles ou comptes-rendus publiés dans la *Revue* de M. Ribot; son enseignement de la science sociale à la Faculté des Lettres de Bordeaux — le premier qu'eut créé l'Etat dans les établissements universitaires — le désignait comme l'un des représentants les plus autorisés de la sociologie. On attendait donc beaucoup de sa soutenance, et cette attente n'a point été déçue. M. D. a exposé sa théorie avec une aisance, une vigueur, une autorité peu communes; il a tenu tête, pendant trois longues heures, aux objections de ses juges, et cela avec beaucoup de fermeté et de talent. En somme, il a prouvé par son exemple que les méthodes et les doctrines sociologiques n'ont pas à redouter la discussion ouverte, qu'elles peuvent être exposées devant le grand public sans que leur précision et leur valeur scientifique y perdent trop, qu'elles sont dès maintenant arrivées à un état de cohésion assez parfait pour n'avoir rien à craindre de l'éloquence ou de la subtilité des plus redoutables adversaires, et qu'elles ont dès lors le droit de réclamer leur place, et une large place, dans l'enseignement supérieur. Cette journée, qui a fait honneur à M. D., a donc aussi tourné au profit de la sociologie elle-même.

Maintenant, quelles étaient les idées maîtresses que développait ce long et consciencieux travail? M. D. avait pris comme sujet une des questions capitales de la sociologie, la division du travail social. Il s'est bien gardé de la traiter en économiste, il l'a posée sous la forme d'un problème moral. Vaut-il mieux, se demande-t-il, que la division du tra-

vail s'accroît dans nos sociétés ? Cela vaut-il mieux pour l'individu et pour la collectivité ? Ce problème éthique, l'auteur en cherche la solution dans l'histoire. Il distingue deux grandes séries de sociétés, suivant la nature du lien qui réunit leurs membres. Dans les unes, qui sont les sociétés inférieures, le lien des individus est tout *mécanique* : les membres du groupe sont peu différenciés, leurs esprits se ressemblent fort ; la partie par laquelle ils sont identiques, et qui constitue la conscience collective du groupe, l'emporte de beaucoup sur la partie par laquelle ils diffèrent ; ces individus sont donc agrégés les uns aux autres en vertu de leur similitude, comme les cristaux qui composent un minéral. Au contraire, dans les sociétés supérieures, les membres du groupe sont différenciés ; leur personnalité est bien plus accusée ; s'ils demeurent unis, c'est précisément parce que cette différenciation rend nécessaire à la vie de chacun le concours de tous les autres ; les individus, ici, sont donc associés par le fait même de la division du travail, comme les cellules dans les êtres vivants ; d'où le nom de solidarité *organique* donné par l'auteur à cette forme supérieure du lien social. — Pour établir cette thèse, M. D. a recours à une méthode originale : il en cherche la confirmation dans le droit et son évolution. Le droit des sociétés primitives est essentiellement un droit pénal : la conscience collective, alors très forte, réagit énergiquement contre ce qui la blesse. Le droit des sociétés avancées est, au contraire, surtout un droit contractuel, produit d'une coopération volontaire entre individus indépendants. Les progrès de la solidarité organique par rapport à la solidarité mécanique se marquent par le développement du droit contractuel en face de la régression constante du droit pénal. — En même temps, on voit la société, composée d'abord de segments tous à peu près semblables (comme certains organismes inférieurs), changer d'aspect : les segments, pour continuer à vivre, sont forcés de se différencier ; ils se transforment en organes. La société, de segmentaire qu'elle était, devient une et organique. Et tandis que l'unité des mœurs s'achève d'une région à l'autre, la différenciation s'opère entre les droits et les morales propres aux diverses professions. — Les facteurs qui accentuent cette division du travail sont l'accroissement du volume de la société, c'est-à-dire du nombre de ses membres ; et l'accroissement de sa densité dynamique, c'est-à-dire des facilités d'action et de réaction entre les individus qui composent le groupe. Quant au progrès économique, il est le résultat de la division du travail, mais il n'est pas la fin en vue de laquelle elle a eu lieu. Et même il n'en est pas le résultat le plus important. Le vrai rôle de la division du travail, c'est de maintenir, par un procédé nouveau, la cohésion sociale dont les anciennes formes devaient nécessairement disparaître. — Aussi cette division n'est-elle vraiment un bien que si elle accroît la solidarité des membres du groupe social. Autrement, si la spécialisation conduit au mépris des professions

les unes pour les autres, si elle crée des riches et des pauvres de naissance entre lesquels il ne peut y avoir de contrats équitables, si elle a pour résultat de restreindre outre mesure l'activité de telle ou telle classe, elle est funeste. En un mot, elle n'est un bien que si on a soin de lui conserver la fonction morale qui lui est essentielle.

Telles sont, en bref, à ce qu'il nous paraît, les données du livre de M. D. Le lecteur aura sans doute remarqué que ces idées s'accordent, sur les points essentiels, avec les théories d'Herbert Spencer. Il est vrai que M. D. essaie, à plusieurs reprises, de marquer les différences qui le séparent de l'évolutionnisme spencérien. Néanmoins, il s'en rapproche plus qu'il ne le croit lui-même. Par exemple, la substitution du droit contractuel au droit pénal n'est pas sans rappeler le passage (indiqué par Spencer) du militarisme qui maintient dans la société une homogénéité rigide, à l'industrialisme qui lui substitue une diversité coordonnée. La différence des sociétés segmentaires et des sociétés unifiées est aussi comprise dans le parallèle tracé par Spencer entre les sociétés et les organismes. On pourrait également retrouver dans le livre de M. D. bien des théories d'Ihering, d'Alfred Fouillée, de Charles Gide. Mais quel est l'auteur qui peut prétendre construire un système de toutes pièces? C'est déjà beaucoup de marquer les matériaux empruntés à autrui d'une empreinte personnelle, comme M. D. l'a fait incontestablement. C'est mieux encore de les ordonner en une théorie cohérente, originale au moins d'aspect, parfaitement défendable en somme et brillamment défendue. Ceux-là mêmes qui n'accepteront pas les idées de M. D. devront au moins lui reconnaître le mérite de les avoir exposées avec rigueur, avec un louable souci de la précision scientifique (1), avec une ampleur qui n'a rien de redondant, avec une chaleureuse conviction.

RENÉ WORMS.

Fourteenth Annual Report of the Bureau of Statistics of Labor and Industries of New-Jersey, year ending oct. 31 1891. — James Bishop, Chief of Bureau.

Fourth Biennial Report of the Department of Statistics of Indiana, for 1891-92. W. A. Peele yr., Chief of Bureau.

Sixth Annual Report of the Bureau of Industrial and Labor Statistics for the state of Maine, 1892. — S. W. Matthews, Commissioner of Bureau.

(1) Peut-être, il est vrai, cette précision n'est-elle parfois qu'apparente. M. D. aime les formules, et il n'a pas tort; mais des formules telles que celle-ci : « le crime est ce qui choque les états forts et définis de la conscience collective » donnent-elles vraiment, de la chose à définir, une idée plus nette que la conception courante?

Comme indice du développement rapide que prend l'étude des questions économiques actuellement aux Etats-Unis, ces volumes ont un intérêt plus grand qu'ils ne mériteraient peut-être, s'ils étaient considérés isolément. Presque toute l'activité industrielle et commerciale dans l'intérieur de la fédération se manifeste sous le régime de la législation des états particuliers ; cependant ce ne fut que récemment que les législateurs des Etats ont invoqué dans leur travail l'aide d'une autre statistique que celle fournie par le recensement fédéral. L'Etat de Massachusetts a été le premier à donner l'exemple, en organisant en 1869 un « Bureau of Statistics of Labor ». Depuis cette date on a vu presque tous les ans l'organisation d'un nouveau bureau, de sorte qu'à l'heure qu'il est, ils sont au nombre de vingt-quatre, non compris le « United States Department of Labor » à Washington, organisé en 1885. Chacun de ces bureaux publie en moyenne un volume chaque année. Ces volumes, quant à la matière et à l'arrangement, sont des plus variés et d'une valeur inégale ; c'est ce que démontre l'examen des livres que nous avons sous la main.

Le bureau de New-Jersey a traité, dans son rapport de l'année 1891, trois sujets distincts. La première partie (environ 200 pages) est un véritable livre de droit, où, après une courte introduction, est donnée toute la législation de l'Etat sur le travail, et l'interprétation juridique qu'elle a reçue. La deuxième partie (64 pages) est consacrée à une étude intéressante de « l'effet du métier sur la santé et sur la durée de la vie industrielle des ouvriers. » Elle est presque entièrement en forme de tables statistiques, portant sur 13,000 ouvriers examinés dans tous les principaux métiers. La troisième partie (239 pages) est un rapport très détaillé sur les « Co-operative building and loan associations » (Sociétés coopératives de crédit et construction). On y démontre le grand développement qu'ont pris ces sociétés dans cet Etat durant les années de 1886 à 1891, leurs capitaux étant portés de 10 à 25 millions de dollars.

Le rapport du bureau d'Indiana (661 pages) est, comme le dit le chef du bureau, le premier effort qu'on a fait pour présenter à la législature et au public des données relativement complètes, sur les principales industries de l'Etat. L'essor qu'ont pris dans cet Etat les industries manufacturières dans ces dernières années par suite de la découverte du gaz naturel est sans doute une des occasions de cette recherche. Mais outre cette statistique il est donné une variété de renseignements sur les sujets les plus divers : la statistique des sociétés coopératives de crédit, la statistique de la production des céréales (sous le titre peu convenable de « General statistics »), etc. Aucun effort n'a été fait pour mettre un peu d'ordre dans le groupement, et seule une table alphabétique sert de lien entre les diverses parties.

Le rapport du bureau du Maine (230 pages) traite deux questions prin-

cipales, dont l'une est « l'exploitation du granit, » industrie dans laquelle des grèves considérables s'étaient produites pendant l'année ; et l'autre ; « le travail des femmes et des enfants. » Cette dernière question devait, par suite d'une résolution prise à la Convention nationale des chefs des bureaux de statistique, former le sujet de tous les rapports de l'année passée. Mais une telle résolution n'est pas obligatoire, et l'Américain gardant jalousement son droit de libre action locale, nous ne trouvons qu'un seul, parmi ces trois volumes, qui traite ce sujet.

Nous ne devons pas, sans doute, reprocher à ces rapports de ne pas atteindre l'idéal d'un annuaire systématique de statistique, car ils ne prétendent pas encore à ce titre, ayant un but plus restreint et plus immédiat. Cependant il y a certaines qualités de clarté et de méthode qu'on peut demander à tout recueil de ce genre. De ce point de vue, celui de New-Jersey se prête très peu à la critique, celui d'Indiana s'y prête le plus. En vue de la variété des matières paraissant dans ces rapports, on peut reprocher également à tous le défaut de ne pas donner une liste des rapports qui ont précédé et des sujets qui y ont été traités. C'est en mettant plus d'ordre dans les volumes particuliers et en y ajoutant des renvois aux volumes précédents qu'on donnera de la solidarité à toute la série de ces publications. On ferait ainsi de cette masse croissante de documents une source accessible et importante pour le législateur américain et pour tous ceux qui s'occupent des questions sociales à quelque pays qu'ils appartiennent.

FRANK FETTER,

Magister philosophiæ of the Cornell University.

W. E. WILLCOX, professeur au Columbia College. — *The divorce problem, a study in statistics*. 1 vol. in-8° de 74 pages, New-York, 1891.

Ce livre est le premier de la série d'études qu'entreprend le *Columbia College* sous le titre « *Studies in history, economics, and public law* » ; il s'est inspiré de deux statistiques du divorce, l'une parue en France sous la signature de notre collaborateur M. Bertillon « *Etude démographique du divorce* », l'autre publié aux Etats-Unis « *Report on Marriage and Divorce* » de M. Wright. L'auteur a saisi, pour faire paraître son ouvrage, le moment où la Commission législative de New-York cherche à unifier la législation des Etats-Unis en cette matière, et il se demande si le mouvement d'accroissement des divorces en Amérique peut être utilement enrayé par l'intervention d'une loi. C'est que le problème se pose là plus délicat que partout ailleurs : la statistique de 1885 montre que, comparé aux autres pays du globe réunis, le nombre des divorces pour les seuls Etats-Unis dépasse encore de 3,361 (23,472 contre 20,111).

« Le problème du divorce, dit M. Willcox, est au fond un problème de dynamique et non de statistique sociale...; il ne s'agit ni de condamner ni d'approuver le divorce, mais d'en analyser et d'en expliquer les causes. » En tenant compte des erreurs inévitables de la statistique, on constate qu'é, depuis vingt ans, aux Etats-Unis, toutes propositions gardées, l'augmentation du nombre des dissolutions de mariage entre vifs sera de 2, 4 par cent pour la période de 1900 à 1910 et continuera par une progression jusqu'à atteindre 6, 7 pour cent pendant les années 1910 à 2000. Sans doute, il est un nombre de faits qui enrayent ou aggravent le développement de la progression, et M. Willcox recherche, avec beaucoup de soins, quelles conditions amènent l'augmentation : il dresse pour chaque situation particulière un tableau qui résume les observations des dernières années, soit dans les mariages entre nègres, soit pour tous les états des Etats-Unis, soit enfin selon la durée du mariage avant la séparation, — et n'oubliant pas que le point de vue religieux joue un grand rôle dans la question, il conclut en constatant que les divorces sont plus nombreux chez les protestants que chez les catholiques.

Une seconde partie très intéressante est consacrée à l'influence de la législation sur le divorce : formes de la procédure, causes générales ou locales de divorce, changement de loi pour augmenter ou diminuer ces causes; en examinant à la fois les pays d'Europe et ceux d'Amérique, s'attachant principalement à ces derniers qui sont pour lui mieux connus, l'auteur formule ainsi les résultats de ses recherches : « les restrictions au mariage réduisent le nombre des mariages, et partant des divorces; les restrictions au second mariage ne réduiraient pas le nombre des divorces; les restrictions directes aux causes et effets du divorce exercent une minime influence sur sa progression. » (p. 61). On voit, en effet, par les tableaux qui suivent les paragraphes, qu'à chaque changement dans la législation correspond bien un résultat touchant le nombre des divorces, — mais que l'affectation est toute passagère, la proportion reprenant assez vite son cours normal. Et alors, si la loi n'exerce qu'une médiocre influence en cette matière, quelles sont les causes de l'énorme croissance des ruptures de mariage, tant chez nous qu'aux Etats-Unis, et quel remède faut-il y apporter?

Les causes sont difficiles à démêler dans un problème aussi complexe : M. Willcox les donne même quelquefois comme de pures hypothèses, mais toute sa dernière partie est digne de frapper les esprits et de suggérer la réflexion. Il les trouve, ces causes, dans la conception du mariage, plus « réaliste » chez les protestants, plus « idéaliste » chez les catholiques, dans la « popularisation » de la loi qui s'est faite avec le temps et les révolutions plus humaine et plus démocratique, surtout dans l'émancipation de la femme, et dans l'accroissement de l'« indus-

trialisme » « qui tend à éliminer toutes les différences de sexe, sauf les différences physiques, et facilite la dispersion des idées par les journaux. » (p. 69).

Il y a là des raisons vraiment scientifiques sur lesquelles on regrette parfois que le livre n'insiste pas d'avantage, et qu'on voudrait voir reprendre et développer par un de nos sociologues. Mais la question finale est encore plus palpitante ; si le remède à cet état menaçant pour la famille, pour la Patrie, n'est pas dans la loi, où le chercher ? Et M. Willcox répond sans viser à la phrase ni à l'effet, sincèrement : dans la morale, dans l'éducation, à l'école comme à l'église, dans la famille ; — en un mot le remède se trouve « dans une adaptation plus parfaite des rapports familiaux aux conditions nouvelles qu'ont entraînées les nouveaux devoirs et les nouveaux droits, par exemple, les nouveaux devoirs des femmes de rester fidèles à leurs maris sans y être contraints par la dépendance légale ou économique, les nouveaux devoirs des maris de traiter leurs femmes non en subordonnées, mais en égales. »

PAUL COLLINET,

Docteur en droit.

A. GIACOBONE, *I diritti della donna sedotta* (les Droits de la femme séduite), 3^e édit., Varzi, 1893. 1 vol. in-8° de XXV-320 pages.

Dans cet ouvrage, où il se montre à la fois moraliste, jurisconsulte et philanthrope, M. Giacobone a pris vaillamment en main la cause du sexe faible trop souvent victime des entreprises et des ardeurs du sexe fort. Sans se laisser entraîner aux exagérations d'un sentimentalisme outré, ce qui est l'écueil en pareille matière, il a montré que trop souvent la faute de la femme est provoquée par celle de l'homme, mais que, pendant que celui-ci satisfait presque toujours sa passion impunément, la femme, dégradée aux yeux du monde et peut-être même à ses propres yeux, soumise aux dangers et aux charges de la maternité, risque de perdre son rang dans la société et de tomber dans les horreurs de la misère ou même, comme cela n'est que trop fréquent, de la prostitution. M. Giacobone, analysant avec beaucoup de finesse et d'érudition, les écrits littéraires ou philosophiques, la législation et la jurisprudence des principaux États civilisés, indique quelles sont en cet matière les lacunes et les imperfections de la loi italienne, et aussi de la loi française. Il conclut en exprimant le vœu que dans son pays comme dans le nôtre le code civil soit modifié dans le sens des propositions faites en 1883 par M. Béranger et par M. Rivet, aux Chambres françaises, et en 1891,

par M. Gianturco au Parlement italien, c'est-à-dire de façon à admettre, moyennant certaines conditions, la recherche de la paternité naturelle.

JULES VALERY.

Agrégé des Facultés de droit.

B. AUERBACH. — *Le plateau lorrain*. — Essai de géographie régionale avec 24 croquis cartographiques de I.-V. Barbier et 21 vues photographiques. 1 vol. in-12, XXII-358 pages. Nancy et Paris, Berger-Levrault et Cie, 1893.

Nous connaissons tous ces géographies des départements de France, que l'on débite dans nos gares de chemin de fer et où l'on énumère les principaux sommets et les cours d'eau de la région, les chefs-lieux de canton avec les chiffres de population qu'a fournis l'un des derniers recensements, où l'on nous donne encore la liste des édifices remarquables des cités importantes et celle des grands hommes auxquels elles ont donné le jour. Ces traités ont désormais fait leur temps. Le département, simple ressort administratif, n'est point une individualité géographique; souvent l'on a réuni sous l'administration d'un seul préfet, des régions de caractères fort divers; souvent aussi l'on a séparé en deux ou trois groupes des contrées entièrement semblables, ayant les mêmes cultures et partant les mêmes intérêts. La vraie unité géographique est formée par le *pays*, c'est-à-dire par une région naturelle, ayant la même constitution géologique, jouissant du même climat, et dont les habitants présentent des caractères communs. Les noms de ces pays, organismes vivants, ont disparu du langage officiel; mais le peuple les a conservés, non point comme souvenirs d'un lointain passé, mais parce qu'ils répondent à une réalité géographique.

Aussi M. Auerbach, qui s'est proposé de nous décrire scientifiquement la Lorraine, n'a-t-il point passé en revue les quatre départements entre lesquels cette ancienne province était partagée avant 1870; il en a reconstitué les anciens *pays*. Partant de l'ouest et franchissant les différents gradins géologiques du plateau lorrain jusqu'aux pieds de la chaîne des Vosges, il nous a décrit successivement le Barrois avec ses deux pauvres rivières, la Saulx et l'Ornain, tributaires de la Marne et qui rattachent l'ancienne province de Lorraine aux plaines dénudées de la Champagne; le Bassigny qui se groupe autour de Gondrecourt, avec ses annexes, le pays des Vaux et la Voède; la vallée de Meuse, qui se déroule en une tranchée sinueuse, tantôt évasée, tantôt étranglée et se coupe en sections, indépendantes les unes des autres, chacune ayant formé une seigneurie distincte, Vaucouleurs au roi de France,

Commercy à son damoiseau, Saint-Mihiel, chef-lieu du Barrois non mouvant, Verdun à son évêque ; sur la rive droite, les côtes de Meuse, paroi élevée que le génie militaire a couverte d'ouvrages fortifiés ; et par delà, la plaine de la Woëvre où les eaux, ne pénétrant point la masse argileuse, forment de nombreux étangs très poissonneux ; le pays de Haie et ses vastes forêts ; la vallée de la Moselle, le vrai grenier d'abondance de la Lorraine, avec ses belles cultures de blé, ses vertes prairies, ses vignobles, avec ses coteaux qui fournissent en abondance le minerai de fer ; le Saulnois où l'extraction du sel enrichit la population ; enfin le pays de la Lorraine allemande avec son relief tourmenté. Nous devons regretter que M. Auerbach se soit arrêté ici, et qu'il n'ait point tenté de nous décrire au moins le versant occidental des Vosges, sur lequel vient s'appuyer le plateau lorrain. Mais il nous répondra sans doute que nous avons eu récemment sur les Vosges l'excellent livre du docteur Bleicher, sans compter d'intéressantes études du docteur A. Fournier, et qu'il n'a point voulu faire double emploi.

Pour chacun de ces pays, M. Auerbach, suivant une méthode très précise, commence par faire connaître la constitution du terrain. La géologie sert de base à la géographie. L'étude des couches profondes nous dévoile les richesses que la terre renferme ; la nature du sol superficiel explique les cultures dont il se couvre ; nous devinons dès lors quel est le genre de vie, industriel, agricole ou pastoral des habitants. Mais si la végétation a la terre pour nourrice, elle est plutôt produite par le soleil qui lui déverse la chaleur et la lumière, et voilà pourquoi M. Auerbach, après la géologie, étudie le climat de chaque pays. Il recherche la moyenne des températures hivernale et estivale ; il décrit l'état atmosphérique et la précipitation des pluies. Puis, il s'occupe du régime des eaux, de la pente et du débit des rivières. Il fait l'histoire des grandes crues et des travaux accomplis pour empêcher à l'avenir le retour de semblables maux et rendre le cours plus régulier. Il arrive ensuite à parler de l'agriculture, de l'industrie et du commerce du pays. Il énumère les produits du sol et, d'après les statistiques les plus sûres, en indique le rendement ; il donne le chiffre d'affaires des grandes fabriques, et par lui nous savons aussi le nombre de tonnes de marchandises transporté par les chemins de fer et les canaux. Ce n'est pas tout. M. Auerbach a toujours soin de nous dire comment les habitants sont groupés, s'ils se sont agglomérés dans des centres ou bien s'ils vivent disséminés dans des fermes isolées. Il nous indique le mouvement de la population des villes et des campagnes et bien souvent il nous présente de tristes observations sur la décroissance continue dans les communes rurales.

L'on voit combien sont nombreuses les questions auxquelles M. Auerbach touche dans son ouvrage. Aussi son livre ne sera-t-il pas utile seulement au géographe. Grâce à lui, le militaire apprendra à mieux con-

naître cette région qui aura une importance si grande dans les guerres futures, ces plateaux et ces collines où veillent pour notre salut de nombreux forts. L'historien se rendra mieux compte de la formation de principautés autonomes à Metz, Toul et Verdun, en dehors du duché de Lorraine, et il comprendra quelles raisons ont assuré si longtemps l'autonomie de la province, puis l'ont jetée sur la France, au lieu de la porter sur l'Allemagne vers laquelle s'épand la Moselle, son principal cours d'eau. Enfin l'économiste, auquel nous devons surtout songer ici, y puisera de salutaires réflexions; il verra comment la géographie dicte les conditions économiques d'une province, comment la prospérité ou la décadence d'une industrie s'explique souvent, non par une théorie très générale, mais par la configuration du sol ou un accident géologique. A tous ce livre sera le bienvenu.

Il a été fait avec le plus grand soin. M. Auerbach a puisé aux meilleures sources. Il s'est servi de toutes les statistiques officielles, commerciales, industrielles, agricoles: il a dépouillé tous les journaux ou revues spéciales de la région. A côté de ces écrits, il a consulté les monographies locales que les instituteurs de Meurthe-et-Moselle, sollicités par la Société de géographie de l'Est, ont consacrées à leurs villages, et qui sont gardées manuscrites dans ses archives. Il leur a emprunté, outre des dictons populaires, quelques observations très précises. Enfin, dernier mérite, le livre, malgré les chiffres qui le hérissent, est d'une lecture très agréable. On y trouvera des descriptions vivement enlevées, des réflexions générales condensées dans une phrase alerte, et aussi plus d'un trait de joyeuse humeur. M. Auerbach a pu dire que son essai de géographie régionale est une nouveauté dans la littérature géographique française; nous ajoutons que cet essai est en tous points réussi.

CH. PFISTER,

Professeur d'histoire à la Faculté des Lettres de Nancy.

BERNARD LAVERGNE, *l'Evolution sociale*. — Paris, Fischbacher, 1893, 1 vol. in-12 de 264 pages.

Chaque jour augmente la littérature, déjà considérable, consacrée aux questions sociales. M. Bernard Lavergne, sénateur, a apporté sa pierre à cet édifice; la situation politique de l'auteur, l'intérêt du problème abordé méritent que nous examinions de près ce nouveau livre.

Partisan du principe de la liberté du travail, M. Bernard Lavergne constate avec tristesse que ce principe n'a pas donné à la classe ouvrière tout ce qu'elle en pouvait attendre, et que, si l'ouvrier en bénéficie théoriquement, il n'en jouit pas entièrement en fait. « Pour que l'on fût en droit de soutenir que la liberté entière et effective du travail existe pour le

prolétaire, il faudrait que la volonté lui suffît pour trouver toujours un emploi... Or, la volonté ou, ce qui revient au même, la liberté ne suffit pas. Il faut autre chose. Quoi donc? L'une de ces trois choses : la possession d'outils et de matières premières, ou ce qui permet de se les procurer, un petit capital ; le crédit ; ou l'entrée dans un atelier. Or la possession ne se rencontre que très exceptionnellement, quantité négligeable ; le crédit n'existe pas encore ; l'embauchage dépend de la volonté de l'industriel ; de là situation précaire pour l'ouvrier. » Tel est le principe dont part M. B. L. Comment remédier à cet état de choses ? Tel est l'objet de l'étude que nous analysons.

M. B. L. commence par étudier les principales doctrines socialistes de Karl Marx, de Lasalle, de M. Deville et de M. B. Malon. Il ne se rallie entièrement à aucune d'elles, et se prononce franchement contre le socialisme révolutionnaire et contre le collectivisme. Est-ce à dire qu'il rejette en bloc toutes les réformes réclamées par les écoles socialistes ? Non ; M. B. L. admet que les sociétés tendent à une perpétuelle évolution, et que nous sommes précisément dans une de ces périodes de transformation, qui demandent des réformes sociales inévitables, dont les unes doivent se faire sous la tutelle de l'Etat, et dont les autres doivent attendre leur réalisation de l'initiative individuelle.

C'est à coup sûr faire là preuve d'une large tolérance et d'un éclectisme généreux ; mais si l'on ne veut pas faire fausse route, il faut s'appuyer sur des principes scientifiques solides, et étayer ainsi une conception forcément un peu vague ; or nous regrettons que l'auteur n'ait pas suffisamment exposé ces principes nécessaires, ou les ait même parfois sous-entendus. Par exemple, M. B. L. rejette comme dangereuse et inapplicable la théorie de Marx relative au surtravail non payé à l'ouvrier ; il la déclare même exagérée et inexacte, et néanmoins il admet que l'ouvrier n'a pas la juste rémunération de son labeur et qu'il a droit à une plus équitable répartition des produits du travail. La question est grave et méritait que l'auteur y donnât plus de développements scientifiques. Faut-il considérer le profit de l'entreprise comme une partie de l'intérêt du capital engagé, ainsi que le soutient l'école anglaise ? Est-ce une partie de la rémunération de la direction, comme le prétend l'école allemande ? Est-ce enfin la rémunération du travail propre de l'entrepreneur, de ses risques et de son talent, comme l'avance M. Paul Leroy-Beaulieu ? Ce problème demandait à être étudié de près, au lieu d'être simplement effleuré.

De même encore M. B. L. repousse la théorie du « droit au travail » ; mais il reconnaît à l'ouvrier « le droit d'exiger du travail de la société dans la mesure où celle-ci peut lui en procurer » ; j'avoue ne pas saisir la différence entre ces deux sortes de droits, ni comprendre en vertu de quel principe on peut admettre la seconde proposition alors qu'on rejette la première.

La seconde partie du livre est consacrée à l'exposé des moyens propres, d'après M. B. L., à donner la liberté entière et effective à l'ouvrier. Le premier moyen consiste à procurer à l'ouvrier un capital suffisant, lequel sera constitué par un salaire équitable et par une juste répartition des produits du travail. Ce but doit être atteint par la participation aux bénéfices de l'entreprise et par l'association coopérative de production. L'auteur qui, à mon regret, est trop laconique sur ce dernier point, consacre plusieurs chapitres très intéressants à la participation aux bénéfices. Je ne crois pourtant pas entièrement à l'efficacité du remède; il me semble que, sans parler des difficultés pratiques pour sa réalisation, la participation aux bénéfices accordée aux ouvriers serait pour eux un appât les entraînant vers la grande industrie et le grand commerce, qui seuls, peuvent faire des bénéfices assez importants pour en permettre une répartition sérieuse aux ouvriers après prélèvement des intérêts du capital, des salaires, du traitement de direction, du fonds de réserve, des fonds de secours, etc... Une telle pratique, généralement répandue, porterait un coup fatal au petit commerce, à la petite industrie, c'est-à-dire à la classe moyenne, qui est la force de toute nation, et dont les ateliers ne pourraient plus subir la concurrence déjà si forte des grandes maisons. C'est là un péril social: et M. B. L. ne s'est pas aperçu que, quoique résolument ennemi du collectivisme, il aide à son triomphe en facilitant le développement des grosses industries aux dépens des petites: ce régime, comme le dit Karl Marx (cité par M. B. L., p. 43), préparerait le collectivisme « par la concentration progressive des capitaux, les gros mangeant les petits, et plaçant l'industrie dans un nombre de mains toujours plus restreint ».

Tel est le livre intéressant de M. B. L. Il nous pardonnera les critiques que nous lui faisons dans le domaine scientifique; elles n'enlèvent rien au charme de son style, à la générosité de ses aspirations, à l'ardeur de sa conviction. Nos divergences de vues m'ont rendu encore plus attachante la lecture de cet ouvrage, et si un désir peut être formulé c'est celui de voir l'auteur dans un nouveau volume étudier les théories du crédit populaire et de l'embauchage, dont il ne nous dit rien, quoiqu'il nous ait annoncé que ce sont, selon lui, les deux derniers éléments de la liberté effective du travail.

MAURICE DUFOURMANTELLE,
Docteur en droit.

QUATRIÈME CONGRÈS DES BANQUES POPULAIRES FRANÇAISES. — 1 vol.
in-8° de 323 pages, 1893.

Les sociétés françaises de crédit populaire continuent avec activité leur œuvre de propagande et de développement scientifique. Elles viennent

de tenir dernièrement leur cinquième congrès à Toulouse. Le livre que nous présentons aujourd'hui aux lecteurs de la *Revue* contient le compte-rendu des séances du quatrième Congrès tenu à Lyon du 4 au 7 mai 1892. Les noms les plus connus en France et à l'étranger y figurent, gage certain d'une discussion sérieuse des questions soumises à l'ordre du jour du Congrès. Nous ne croyons pouvoir mieux faire que d'indiquer les sujets traités avec les noms des conférenciers : Hostache, professeur à la faculté libre de Lyon, « les sociétés coopératives de crédit et l'enregistrement » ; Rayneri, directeur de la banque populaire de Menton, « la limitation du crédit maximum que les banques populaires ne devraient jamais dépasser pour chaque sociétaire ; par qui et d'après quels principes ce maximum devrait être fixé » ; Langeron, « les banques populaires, instrument d'épargne et de prévoyance » ; Yersin, directeur de la banque populaire suisse de Berne, « les banques populaires suisses » ; R. Raiffeisen, syndic général de l'Union des associations agricoles d'Allemagne, « les caisses Raiffaïson, leurs principes, leur organisation en Allemagne » ; Diaz de Rabago, directeur de la banque d'Espagne à Santiago, « bases essentielles d'une loi sur les sociétés coopératives » ; Rostand, « la réserve dans les sociétés coopératives de crédit » ; Poma (Palermo) « le crédit agricole et les garanties mobilières des agriculteurs » ; Contini, avocat à Milan, le « fonctionnement des caisses Raiffeisen-Wollemborg comme instrument de crédit urbain » ; Fournier de Flaix, « les banques populaires en Russie » ; le R. P. Ludovic de Besse, « la liberté du travail et les banques populaires » ; Gairal, professeur à la faculté libre de Lyon, « le projet de loi relatif au crédit agricole » ; de Maillard « organisation du crédit agricole » ; Costa Goodolphim (Lisbonne) « le crédit, base essentielle pour le plus grand développement du travail » ; Rostand, « le rôle distinct et parallèle des banques ou caisses coopératives et des caisses d'épargne comme organes d'épargne » ; Mahillon, directeur général de la caisse générale d'épargne et de retraite de Belgique, « le rôle de la caisse d'épargne de Belgique dans les constructions ouvrières » ; l'abbé Ragu, « les moyens pratiques de fonder et de faire fonctionner en France une caisse rurale, et l'appui qu'elle peut trouver dans les institutions existantes » ; Chevrotin, « le perfectionnement des banques Raiffeisen en Alsace-Lorraine, leur organisation et la surveillance dont elles sont l'objet ». — On voit par cette énumération de monographies, qu'il était impossible d'analyser, quelle riche moisson de documents a réunie le Congrès ; les spécialistes y trouveront des renseignements précieux.

MAURICE DUFOURMANTELLE.

HUBERT BRICE. — *Le droit d'association et l'Etat*. — Paris, Arthur Rousseau, 1893, 1 vol. in-8° de 167 pages.

Le livre de M. Hubert Brice serait intéressant si l'auteur, moins préoccupé d'exposer l'histoire de la question et de rattacher ce qu'il appelle son système, ce que nous appellerons ses tendances, à des propositions déjà émises, abordait franchement la discussion théorique du problème.

La base sur laquelle repose le travail est singulièrement ruineuse. M. Hubert Brice déduit sa théorie de l'association d'une définition de l'Etat et toute cette première partie de son ouvrage, banale et imprécise, est pour le moins inutile. A quoi bon nous rappeler que l'on assigne à l'Etat tantôt une origine volontaire, tantôt une origine naturelle, et qu'à la théorie du contrat social s'oppose celle de l'organisme social ? Et que veulent dire des phrases comme celle-ci : « Nous croyons que l'association humaine a été bien plutôt déterminée que volontaire, du moins dans l'acception spiritualiste » ? Tout compte fait, M. Brice part du principe individualiste pour essayer de démontrer que la conception d'un Etat prépondérant n'a rien d'incompatible avec ces prémices. Suivant lui, ou plutôt suivant Dupont-White qu'il reproduit, la puissance de l'Etat n'est nullement en contradiction avec la liberté des citoyens, si ce sont les citoyens libres qui ont voulu un Etat tout puissant. Les excès commis ou à commettre ne l'inquiètent pas ; et si l'Etat franchit parfois la limite de ses attributions, l'individu saisira la première occasion de le rappeler à la notion exacte. Reste à savoir comment cette occasion se présentera ? Il n'importe. L'idée qu'émet ou plutôt que rappelle ici M. Brice est intéressante ; il y aurait eu un certain courage à la développer, et si M. Brice l'avait fait, son livre en eût reçu un cachet d'originalité ; que, dans la forme actuelle, il est loin d'avoir.

Ce postulat admis, M. Brice expose ses idées sur le régime général de l'association. Il en reconnaît les avantages importants et nombreux ; il en signale aussi les inconvénients. Il lui semble que la liberté ne saurait en cette matière être aussi complète que lorsqu'il s'agit de l'individu, et c'est une législation d'exception qu'il demande, les droits de l'Etat se manifestant seulement par la répression. Les associations seront surveillées par le pouvoir judiciaire ; toutefois, en cas de conflit entre l'appréciation du gouvernement et la décision des juges, il dépendra du gouvernement de provoquer du pouvoir législatif une disposition spéciale. C'est à ce point de vue que se place M. Brice pour répondre aux différentes questions que soulève son étude : à quelle époque doit se faire la déclaration ? à qui doit-elle être faite ? que doit-elle contenir ? pour régler les pénalités encourues en cas de non déclaration, de déclaration mensongère, les formalités à remplir en cas de modification ou de reconstitution.

Son exposé historique est confus et n'apporte aucune lumière dans le

débat. Au lieu de classer et d'opposer les différents systèmes en présence, M. Brice nous raconte, en suivant l'ordre des dates, les différentes propositions faites au Sénat ou à la Chambre. Il avait été mieux inspiré, en voulant nous montrer, par une étude sommaire sur le régime des associations à l'étranger, « à quel point désastreux et humiliant nous en sommes ». Mais c'est en huit lignes qu'il expose la législation de l'Angleterre. Il est aussi court en ce qui concerne l'Allemagne, la Suisse et l'Autriche. Mieux valait ne rien nous promettre que s'en tenir à cette puérile et superficielle énumération.

En résumé, le livre de M. Brice est insuffisant, parce qu'il est conçu dans un esprit trop peu scientifique. L'auteur édicte pour les associations de toute nature une législation générale, « quitte à établir plus tard des lois particulières, applicables à des situations également particulières », c'est-à-dire qu'il place la synthèse avant l'analyse. Il avoue que sa méthode n'a pas pour elle la logique; qu'elle complique la tâche du législateur. Il reconnaît que cette méthode *à priori* « genre français par excellence » (une méthode peut-elle être un genre ?) a produit les tentatives les plus malheureuses. Néanmoins, il ne se sent pas l'audace de quitter le terrain où les législateurs ont voulu se placer. Son tort est d'autant plus grave que les législateurs n'ont rien résolu sur ce point et qu'ils ont laissé la question ouverte. Certains d'entre eux même, et M. Waldeck-Rousseau par exemple, ont fait entre les associations diverses des distinctions très nettes. M. Brice n'en a pas tenu compte; c'est là pourtant qu'était l'intérêt de la question. Tel qu'il est, son livre est entaché d'un vice originel, que ne rachète pas une prétendue préface de M. Goblet. Cette « préface » n'est en somme qu'une note bienveillante de quelques lignes où nous aurions tort de chercher l'opinion de l'éminent homme d'Etat.

EDOUARD HERRIOT.

EUGÈNE ROSTAND. — *L'action sociale par l'initiative privée*. — Paris, Guillaumin, 1893, 1 fort vol. in-8° de 860 pages.

On a des scrupules à combattre M. Eugène Rostand, tellement ses intentions sont louables, son zèle désintéressé et sa philanthropie généreuse. Il n'a ni la tranquillité de M. Léon Say, ni l'optimisme de M. Jules Simon; son expérience et son sens pratique le font bien plus ressembler à ce digne doyen du monde coopératif anglais, Edward Vansittart Neale, pour lequel il professe une admiration si vive et qui fit tant durant sa vie pour l'éducation, l'émancipation et le mieux-être des foules laborieuses.

M. Eugène Rostand avait déjà esquissé son programme d'étude et

d'action dans un précédent ouvrage sur les *questions d'économie sociale dans une grande ville populaire*; la deuxième série annoncée n'a point paru. Elle est remplacée par le présent ouvrage où les recherches ont été poussées plus avant, les observations généralisées. Il contient à la fois une doctrine, une méthode et des exemples.

La doctrine est très nettement résumée par l'auteur lui-même. Il part de cet axiome que les thèses socialistes sont toutes fausses à des degrés divers, *à priori* et en soi. Ni l'expérience, ni la raison n'autorisent à croire au changement brusque et intégral d'une civilisation par un coup de légalité ou de force, affirmation singulièrement hardie, qu'il serait facile de contredire, mais qui est indispensable à M. Rostand pour l'édification de son système. Or, l'organisation sociale, à l'heure actuelle, suit une tendance constante à une répartition équitable et plus fragmentaire de l'instruction et de l'éducation, du bien-être et de la culture, à une solidarité plus intime entre les êtres humains. Au lieu donc de suivre les sectes socialistes dont les entreprises retardent le progrès par la crainte, le découragement et les brusques réactions, nous devons seconder une tendance logique et naturelle, aborder une à une et parallèlement les déficiences sociales, pour rapprocher la condition de vie du plus grand nombre, d'un type, d'un *standard* qui ira s'élevant sans cesse avec le développement de la civilisation. Dans cette œuvre, l'agent principal doit être l'initiative privée, qui s'adaptant aux circonstances et aux époques, aux lieux et aux milieux, fera progresser les mœurs sans les violenter. L'Etat, le législateur n'interviendront que pour susciter cette initiative, l'encourager si elle réussit, l'aider si elle échoue, « en élargir les modes, en sanctionner les succès ». M. Rostand a l'horreur de ce qu'il appelle les « Etatistes » ; leur œuvre consiste à substituer leur tyrannie à la liberté. De plus, ils sont impuissants à transformer l'âme même de la société, à en améliorer la condition intellectuelle et morale, ce qui est pour M. Rostand la sauvegarde et le dernier terme du progrès souhaité.

Telle est la thèse. Pour la réaliser, M. Rostand préconise une méthode. Elle consiste à substituer le particulier au général et, pour ainsi dire, à décentraliser l'effort, à localiser les initiatives. Il proteste, avec juste raison, contre ce « parisianisme » exclusif qui absorbe, anémie et paralyse l'effort. Pour son compte, c'est à Marseille qu'il s'est transporté. C'est là qu'il a exposé, dans une série d'allocutions pleines de vie, ses idées sur l'acclimatation du crédit populaire dans notre pays. C'est au conseil des directeurs de la Caisse d'épargne de Marseille qu'il a adressé son appel pour une organisation locale appropriée du crédit agricole. Il a étudié sur place la question des logements malsains dans une grande ville et les modes de traitement du mal; il a visité les lamentables *gourbis* de la Belle-de-mai, les *petites californies*, tous les coins où l'on

respire noir. Son désir est de voir les enquêtes privées se multiplier ainsi dans nos villes de province, et rien n'est plus légitime en effet.

Cette courageuse et persévérante initiative a permis à M. Rostand de grossir son livre d'une infinité d'exemples très dignes d'intérêt. Il a de bon cœur affronté les chiffres, les rapports, les comptes-rendus, les détails techniques. On ne saurait trop l'en louer. L'écrivain qu'il est n'en souffre pas; et son livre y gagne une heureuse précision.

Ils nous montrent, ces exemples, que le point de vue matériel et le point de vue moral préoccupent également M. Rostand. Dans la première partie de son œuvre, ce qu'il y a peut-être de plus ingénieux, ce sont ses vues sur le développement de l'épargne populaire par des institutions libres. Il a créé en faveur de ses projets tout un mouvement d'opinion dans le pays et au Parlement. C'est grâce à lui qu'il est sorti, du débat qui a eu lieu à la Chambre des députés, du 21 mai au 9 juin 1892, un texte légal dont plusieurs dispositions sont favorables à ses idées de réforme. De même, c'est à la suite de sa propagande que s'est fondée à Marseille l'association coopérative de consommation des employés civils de l'Etat. Au 30 juin 1892, les résultats du premier semestre de fonctionnement de l'association accusaient comme nombre des sociétaires 1101, comme chiffre de ventes fr. 166,386, comme bénéfices distribués fr. 7,395, soit une répartition moyenne de 4 fr. 45 0/0 en dehors de l'intérêt de 5 0/0 alloué aux actions. Les frais généraux, qui étaient d'abord de 21,75 0/0 par rapport aux recettes du magasin, se sont abaissés déjà à 12 0/0.

On est plus sceptique en présence des remèdes que M. Rostand propose d'apporter à la démoralisation des classes inférieures. Il s'élève avec chaleur, parfois avec éloquence, contre « l'intoxication morale du peuple par l'érotisme littéraire et la publicité des crimes ». Il a les indignations de M. Dumas contre la nicotine et les colères de Tolstoï contre l'eau-de-vie. Il voudrait voir se fonder une « Société des salles de rafraîchissements non alcooliques ». « Notre rêve serait (avouez que c'est un beau rêve) de voir les ouvriers prendre la tête, les plus fiers d'entre eux, les plus intelligents, les plus énergiques, descendre dans la lutte, crier sus à l'alcool, arracher leurs frères à la peste maudite qui suce leurs épargnes, dissout leurs moelles, trouble leurs cerveaux et mine leurs vies ! »

Nous avouons avec M. Rostand que c'est un beau rêve, mais un rêve. Et c'est bien là le caractère de son livre. Aucun homme, aucune œuvre ne sauraient être plus sympathiques. Par malheur, M. Rostand appartient à cette classe d'économistes pour qui la crainte du socialisme est le commencement de la sagesse. Il déclare de bonne foi, que la science a refuté, un à un, tous les sophismes socialistes, ce qu'il appelle les sophismes antisociaux; il en croit sur ce point M. Leroy-Beaulieu. Il éprouve un serrement de cœur en lisant les comptes-rendus des congrès socialistes,

avec cette impression que rapporteurs et auditeurs ont parlé et écouté « sous l'empire d'une espèce d'hallucination, hypnotisés par la fixité de regards attachés sur un point unique de l'univers. » Si, à côté de ces prédicants avoués de la subversion, il rencontre d'honnêtes et paisibles gens qui se disent socialistes, « prenez garde, leur dit-il : vous n'entendez pas le mot ; vous êtes dupes de vos bons sentiments, de vos désirs généreux. » Ce sont là, dans l'esprit d'un homme charitable et éclairé, de chères et précieuses illusions et il y a de la cruauté à lui dire qu'il est mal fondé en reprochant à Benoit-Malon son socialisme sentimental ; que ses réformes partielles pourront atténuer ce mal, non le guérir ; que ce sont des arrangements, non des solutions, et qu'au résumé, rien ne le condamne mieux que cette phrase tirée de son propre livre : « Il faut écarter les solutions superficielles et éphémères, aller résolument aux profondes et aux durables. »

EDOUARD HERRIOT.

ERNEST GRILLON. — *Le Chèque barré*. — Paris, Guillaumin, 2^e édit., 1891, 1 vol. in-8 de 216 pages.

Malgré son titre, l'ouvrage de M. Grillon n'a rien à voir avec les scandales du Panama. Il leur est antérieur, tellement antérieur même qu'on hésiterait à en faire encore l'analyse, si les questions dont il traite n'étaient point plus que jamais à l'ordre du jour. — Ce livre débute par une triple proposition, que les économistes orthodoxes trouveront « énorme » sans doute : « le crédit rationnellement organisé, dit son auteur (page 20), présente trois avantages aussi vastes qu'indispensable : 1^o être mis au service de tout le monde ; 2^o être dispensé en quantité indéfinie ; 3^o de rien coûter. » Et voici comment : c'est que toutes les transactions possibles ne reposent que sur la confiance que tout le monde a en tout le monde. Si la Banque de France peut aider le commerce à marcher, c'est grâce à la confiance que le public a dans les billets de cette banque, c'est parce que par elle chacun prête à chacun. Actuellement, la Banque se fait payer, et fort cher, ce service d'intermédiaire. Mais, par une organisation « rationnelle », ce prêt de tous à tous pourrait devenir gratuit. C'est, on le voit, le système proudhonien du mutualisme que recommande l'auteur. — Mais comment réaliser ce mutualisme ? Il faut pour cela supprimer l'emploi du numéraire : car, c'est dans la rémunération de l'argent que gît tout le mal. On remplacera donc l'usage de la monnaie par celui du chèque. Ces chèques, les « chèques barrés », suivant l'expression anglaise, remis par tout acheteur à son vendeur, et par celui-ci à son banquier, seront compensés par les banquiers dans un Clearing-House agrandi, où viendront se centraliser toutes les transactions d'un pays.

L'auteur nous décrit à cette occasion, en des pages à la fois très précises et très claires, le fonctionnement du Clearing-House de Londres, qui permet aux Anglais d'effectuer chaque année pour deux cent milliards d'affaires sans remuer un centime (chapitre VII), fonctionnement qu'il faudrait développer et généraliser encore. — Quels seront les résultats de cette substitution du chèque barré au numéraire ? M. Grillon indique intrépidement : 1° la diminution des impôts, remplacés tous par une unique taxe sur le capital ; 2° la suppression des banques exploitant le crédit ; 3° la gratuité des emprunts d'État ; 4° l'extinction de la dette publique ; 5° la diminution du nombre des crimes, des faillites, et par tant des tribunaux ; 6° l'augmentation des bénéfices du travail par la suppression du loyer des capitaux, et la diffusion gratuite de l'instrument de la production, le crédit. — Il suffit d'énumérer toutes ces espérances pour voir le côté utopique des conceptions de M. Grillon. Mais, quoi qu'il en soit, son livre garde le mérite d'avoir, mieux qu'aucun autre, décrit en détail et fait apprécier cette remarquable institution du Clearing-House si développée en Angleterre, si lente à s'implanter chez nous, et qui pourrait pourtant, en dehors de toutes les exagérations de ses partisans, nous rendre de si réels services.

RENÉ WORMS.

IVANOUEL. — *De la vie simple*. — Paris, Giard et Brière, 1893, 1 vol. in-12 de 100 pages.

Platon, dans sa *République*, a rêvé l'organisation sociale idéale ; Fourier a imaginé le *Phalanstère* ; M. Ivanouel à son tour aspire vers une société meilleure, épurée des vices et des laideurs qui passent chaque jour sous nos yeux. Son livre *La vie simple* est l'œuvre d'un vieillard à l'âme douce et au cœur généreux. Pour lui, l'état social actuel est miné par le luxe, la sotte vanité, le culte de l'argent avec son cortège de misères humaines. Pour lui, le bonheur, la perfection consistent dans la vie simple, où les besoins de l'homme sont bornés à la capacité de son estomac, à une somme de vêtements suffisants, à une somme fixe d'habitation suffisante eu égard à l'hygiène. Pour parvenir à cet état supérieur, il faut renoncer à l'isolement égoïste : il faut s'unir en petites communautés, où chacun travaillerait, sans esprit de faste, où l'on tâcherait de produire le plus possible sur le sol même de la communauté, de manière à restreindre le plus qu'on pourra les échanges, sources des besoins factices et dangereux. Cette communauté devra s'inspirer des règles et des mœurs des couvents primitifs : le communisme des biens y serait désirable ; mais avant tout il importe d'y faire régner l'amitié vraie et la vertu du sacrifice.

Telle est la société idéale vers laquelle se tournent les aspirations de

M. Ivanouel. Est-ce une chimère ? L'auteur croit à la possibilité de sa réalisation dans les pays neufs, où se porte la colonisation. Quoi qu'il en soit, la pensée de M. Ivanouel est généreuse; il a su l'exprimer chaudement; et ce petit livre honnête montrera du moins que la vie ne consiste pas uniquement dans la satisfaction des jouissances, mais qu'elle demande aussi un idéal et une parcelle de poésie, les fit-on consister dans un rêve utopique.

M. D.

AUGUSTE BOSCO, *Lo studio della delinquenza e la classificazione dei reati nella statistica penale*. (Extrait du *Bulletin de l'Institut international de statistique*, t. VI), Rome, 1892, 50 pages.

M. Tarde écrivait naguère dans ses *Études sociales et pénales* (p. 273) que pour le moment la statistique et l'anthropologie ont fourni à la sociologie criminelle la plupart des renseignements et des observations utilisables, et qu'il ne restait que bien peu de choses à leur demander. Telle ne paraît pas être, cependant, l'opinion de la plupart des criminalistes, car, il y a quelques semaines à peine, le Congrès que l'Union internationale du droit pénal vient de tenir à Paris, s'est occupé avec le plus grand intérêt de la question des statistiques criminelles et des perfectionnements dont elles sont susceptibles. C'est, en effet, que ces statistiques seules peuvent révéler avec certitude les causes de la criminalité et l'efficacité des remèdes à l'aide desquels on s'efforce de la combattre. Mais il a été jusqu'ici assez difficile de comparer à ces deux points de vue la situation des divers Etats civilisés par suite de la diversité des systèmes suivis dans la compilation de leurs statistiques criminelles. Le but poursuivi par les membres de l'Union du droit pénal est de trouver le meilleur procédé pour substituer à cette diversité l'uniformité. Le travail de M. Bosco leur sera d'un précieux secours dans cette étude où il s'est précisément proposé de rechercher comment on pourrait arriver à une classification uniforme des infractions. Le résultat de ses recherches est illustré par de nombreux emprunts faits aux statistiques des principaux Etats, emprunts qui rehaussent l'intérêt de la dissertation de M. Bosco et qui lui donnent, en outre, une sérieuse portée pratique.

JULES VALERY.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Récents périodiques Italiens.

Notre premier soin sera de souhaiter longue vie à deux publications nouvelles, nées, comme la *Revue de Sociologie*, avec l'année 1893.

C'est, d'abord, la *Scienza del diritto privato*, qui se publie à Florence (chez Ciardi), par fascicules mensuels de 64 pages et au prix annuel de 15 francs pour l'étranger. La préface et une lettre adressée par M. Gabba, l'éminent professeur de droit civil de Pise, aux fondateurs de la *Revue*, font connaître son but. Il est indiqué dans quelques lignes dont voici la traduction : « ... Il est de toute nécessité que surgisse une nouvelle science du Droit privé, qui s'incorpore les principes du Droit romain non contraires à la civilisation moderne, qui prenne pour base dans sa partie théorique l'emploi des méthodes scientifiques et dans sa partie pratique la critique raisonnée de notre législation civile et commerciale, en accompagnant cette critique de propositions de réforme. » Le plan, dont les grandes lignes sont ainsi tracées, a été suivi par les auteurs des articles parus dans les cinq fascicules déjà publiés. M. Vadalà-Papale propose la substitution aux codes civils actuellement en vigueur de codes du droit *privé et social*; M. d'Aguanno réclame au nom de l'économie politique, de la sociologie, du droit comparé et de l'anthropologie, la refonte intégrale de la législation civile; et M. Majorana démontre l'avantage qu'il y aurait à appliquer au droit public la méthode de la sociologie et en même temps celle du droit civil. Citons encore des études de M. Tortori sur la limitation du degré de successibilité et sur l'inaliénabilité de la dot; de M. Salvioli sur les ventes à tempérament; de M. Brugi sur les romanistes en présence des projets de réforme du droit civil; de MM. Yzeux, Biondi, Mignacco, Cavagnari, etc... Pour résoudre en partie le problème social de l'assistance due aux indigents incapables de gagner leur vie, M. Polacco suggère l'idée d'établir d'une manière absolue la réciprocité entre le droit à la succession et l'obligation de fournir des aliments.

L'un des plus originaux parmi les criminalistes italiens, M. le professeur F. Magri, vient de fonder, sous ce titre : la *Nuova scienza penale* (Pise, Piazza cavalieri, 5; abonnement annuel pour l'étranger : 12 fr.) une revue mensuelle dont il paraît vouloir se réserver d'une manière presque exclusive la rédaction. Signalons ses articles sur les rapports de la sociologie avec le droit pénal, sur l'application des principes du droit naturel à quelques problèmes de la criminalité, et sur le suicide. Signalons aussi une dissertation de M. Marras, sur l'inefficacité des pro

cédures pénales adoptées actuellement chez toutes les nations civilisées.

La *Scuola positiva nella giurisprudenza penale* (Rome, de Luigi), consacrée, elle aussi, comme son nom l'indique, à l'étude des questions de droit criminel, a déjà atteint la troisième année de sa publication. Les numéros que nous avons entre les mains contiennent notamment des articles de M. Enrico Ferri sur l'*Amnistie et l'attitude des criminels aliénés*; de M. Zerboglio sur la *Prescription pénale*; de M. Lessona sur l'*Interprétation des lois*; de M. Tarde sur la dernière *Statistique criminelle française*; de M. Cavagnari sur la *Publicité des débats*.

Le cinquantième volume de l'*Archivio Giuridico* renferme, comme toujours, des travaux dont l'intérêt égale la valeur. Pour rester dans le cadre des matières qu'on doit s'attendre à voir citer ici, je dois me borner à mentionner l'essai de M. Capone sur les vicissitudes de la propriété à Rome et sur l'origine historique de la possession, la dissertation de M. Rignano sur les dons manuels faits aux institutions de bienfaisance, et celle de M. Rodisio sur la capacité juridique des associations de secours mutuels non reconnues.

Les directeurs des diverses revues, dont on vient de lire l'analyse, ont droit à nos remerciements pour les paroles flatteuses et bienveillantes avec lesquelles ils ont présenté à leurs lecteurs la *Revue de Sociologie*.

Les *Annali di Statistica* publient les actes de la commission de statistique civile et pénale (session de mai-juin 1892). Dans un appendice, M. Bodio, directeur général de la statistique du royaume d'Italie, étudie les méthodes suivies dans divers pays pour réunir les éléments des statistiques pénales.

JULES VALERY,

Agrégé des Facultés de Droit de France.

..

Publiée par l'*Union catholique pour les études sociales en Italie*, honorée d'un bref par le Pape, la *Rivista Internazionale di scienze sociali e discipline ausiliarie* se propose de combattre pour le triomphe de la civilisation chrétienne. Inspirée par le catholicisme, elle participe par cela même du caractère d'universalité et d'autant plus qu'elle est publiée à Rome, capitale du monde romain et du monde civilisé, d'où tout part et où tout converge.

Ecrivains catholiques, les rédacteurs font soumission au Pape et à l'Eglise.

Tel est le programme, tel est l'attitude scientifique des collaborateurs.

Le défaut de place nous empêchant de faire connaître en détail les six numéros déjà parus, nous analyserons seulement quelques-uns des principaux articles.

La justice dans la Sociologie des évolutionnistes modernes, par Mgr Talamo (janvier).

L'auteur, après une excellente analyse de l'ouvrage récent de M. H. Spencer : *Justice*, essaie une réfutation de la Théorie de l'Evolution. De savants naturalistes aujourd'hui encore refusent à l'hypothèse transformiste son rôle d'hypothèse scientifique. Ni Spencer ni Darwin n'ont montré le passage de l'animalité à l'humanité. Quant aux faits tirés de la vie des sauvages modernes, ils n'ont aucune valeur, car ceux-ci ne sont point l'homme primitif, mais des dégénérés.

Comment les évolutionnistes peuvent-ils parler de justice animale, sous-humaine, humaine quand ils nient le libre arbitre ? « Si la justice n'est qu'un fait, qu'on chasse une fois pour toutes les mots *devoir* et *droit* du dictionnaire : chaque chose n'est plus ni juste ni injuste, et ce qui est doit être. Il n'y a ni droit ni devoir, on agit comme on agit et comme on doit agir, d'après des conditions fatales, subjectives et objectives, dans lesquelles l'homme doit agir. Donc toute immoralité, toute infamie, toute tyrannie parce qu'elle est un fait a sa raison légitime dans l'évolution nécessaire de la nature. Mais alors si la société humaine est fondée uniquement sur le jeu des forces naturelles et mécaniques, elle n'est pas autre chose que la guerre perpétuelle des individus et des nations, sans autre justice que celle de la mécanique et de la mathématique appliquée », et l'auteur conclut qu'une doctrine qui consacre les abus de la force est une doctrine jugée.

Ce premier article nous montre fort bien sur quel terrain la *Revue* ne se placera pas.

Genèse historique de la crise sociale actuelle, par M. Toniolo (janvier et février).

Le moment actuel, dit l'éminent professeur à l'Université de Pise, n'est que la dernière phase d'un grand cycle commencé avec la Réforme religieuse en Allemagne. De ce moment date le triomphe de l'humanisme qui a fait de l'homme avec sa raison le principe et la fin de tout savoir, et la réforme n'est que la transition du moyen-âge à l'époque actuelle, de l'ordre social chrétien achevé par l'Eglise à l'ordre social humain élaboré par la raison. Le rationalisme pénètre dans tout l'organisme politique, juridique et économique et rétablit l'ordre antique que le christianisme avait réussi à vaincre : despotisme et centralisation, suppression de la classe moyenne, esprit d'égoïsme et de luxe, etc. L'auteur attribue également à ce retour de la culture romaine et de la philosophie classique toute la nouvelle vie économique : concentration de la propriété, accumulation du capital monétaire, abandon du travail par les artisans. Pourtant il reconnaît que ces phénomènes se retrouvent surtout dans les pays qui ont devancé les autres « dans la maturité éco-

nomique » et il fait une part d'influence à l'accroissement du trafic, à la prépondérance du gros capital sur le petit, à l'influence du métal précieux, à l'augmentation des prix.

Dans le deuxième article (février) l'A. nous montre la disparition de la petite propriété et des associations « qui assuraient au travail une large rémunération », la dépopulation des campagnes amenant dans les villes les premières et les plus importantes recrues pour l'industrie manufacturière naissante; enfin, la disparition de la petite industrie autonome devant la grande entreprise manufacturière et, par suite du progrès technique, la substitution de la machine au travail direct. Ainsi se sont constitués le salarié agricole et le salarié industriel à côté du possesseur des instruments de travail. Si nous ajoutons la spéculation sur les marchandises, les métaux précieux, les titres de crédit, la création des grandes compagnies nationales et internationales de commerce et les banques nous aurons tous les éléments de la crise.

La solution, elle, est dans le triomphe de la civilisation chrétienne. Il faut débarrasser le monde de l'influence de l'humanisme, restaurer l'ordre social chrétien, politique, éthique, juridique, économique, instaurer Christ non seulement dans les consciences mais aussi dans les rapports sociaux, et pour cela placer à la direction de la civilisation le Pape.

Origine de la famille humaine, par M. le professeur Milanèse (février).

Deux théories sont en présence : la théorie de l'origine animale de l'homme et de l'évolution du mariage à travers le matriarcat, le patriarcat, la polygamie, la monogamie, et la théorie de la révélation hébraïque chrétienne. L'A. accepte cette dernière : l'homme créé par Dieu par un acte spécial de création et Dieu tirant d'une côte la première femme, premier germe de la famille humaine.

Aux faits qu'apportent les évolutionnistes, l'A. oppose des citations d'auteurs et au lieu de discuter se retranche derrière des « autorités ». C'est le procédé théologique. Il apporte pourtant une preuve. L'homme, dit-il, ne peut descendre du singe « parce qu'on ne peut donner une éducation humaine à un singe, ainsi que le prouvent de nombreuses expériences ».

Quant aux études ethnographiques elles ne servent de rien, car elles ne nous présentent pas l'humanité primitive, mais les manifestations d'une nature corrompue.

Importance sociale de la petite propriété et moyens de la conserver, par M. G. Bianchi (mars).

Il faut dans un bon régime économique que la grande, la moyenne et la petite propriété soient représentées dans une juste proportion. A cha-

cune sa fonction propre. La petite propriété si elle était seule serait le régime stationnaire; il faut de grands propriétaires, c'est-à-dire du capital et de l'intelligence pour les initiatives heureuses. L'A. recherche ensuite les avantages de la petite propriété, au point de vue économique: très grande productivité, équilibre entre la population rurale et la population urbaine, développement de l'esprit d'économie; au point de vue politique: les paysans propriétaires sont un gage de tranquillité intérieure et un préservatif contre les révolutions, ils sont un frein contre le socialisme. L'A. conclut que les Etats démocratiques ont grand besoin de ces petits propriétaires.

L'A. expose ensuite les effets des mesures prises dans les différents Etats pour le maintien de la petite propriété: *le Hofrecht*, *l'Anerbenrecht*, *le Homestead*, accuse le partage héréditaire de la disparition de la petite propriété et se range en définitive sous les bannières de Le Play.

Statistique des religions, par M. Tomoli (juin).

Les chiffres fournis par M. Fournier de Flaix et complétés par l'auteur servent, par d'ingénieux commentaires, à démontrer « l'excellence intrinsèque et extrinsèque du catholicisme » au point de vue du nombre, de l'étendue du territoire occupé, de la force expansive, etc., etc.

Chacun des numéros de *la Revue* est consacré pour plus d'un tiers à la bibliographie. Presque tous les périodiques économiques et sociologiques d'Europe et d'Amérique sont résumés chaque mois. Cette partie de *la Revue* déborde même un peu sur les travaux originaux. Une longue chronique du mouvement social termine chaque fascicule.

ALFRED BONNET,

Avocat à la cour d'appel de Paris.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Emile Cauderlier, l'Alcoolisme en Belgique (Bruxelles, Lebègue). — *Charles Saintelette*, le Louage de services (Bruxelles, Bruylant). — *Maurice Charnay*, le Logement gratuit (P., Allemane). — *Ubaldo Romero Quinones*, la Educacion moral de la Mujer (Madrid, Dionisio de los Rios). — *Lucien Schæne*, la Population française (P., Rousseau). — *Victor Brants*, les Corporations de la petite industrie en Autriche (Paris, Réforme sociale). — *S. Whitney Dunscomb*, Bankruptcy, e study of comparative legislation (New-York,

Columbia College). — *Charles Cerisier*, Impressions coloniales (P., Berger-Levrault). — *Beaurin-Gressier*, les Taxes de la navigation intérieure (P., Société de statistique). — *Alfred Fouillée*, Descartes (P., Hachette). — *J. J. Tavares de Medeiros*, Da reciprocidade internacional no cumprimento das obrigações civis (Lisbonne, Castro Irmao). — *J. J. Tavares de Medeiros*, Estudos da sciencia politica : theoria do stado (Coimbre). — *J. J. Tavares de Medeiros*, Anthropologia y derecho, traducido por Manuel Torres Campos (Madrid et Séville, Fè). — *Gabriel Tarde*, Rapport au Congrès de l'Union internationale de Droit pénal (Session de Paris, 1893). — *Boleslas Limanovsky*, Dejiny socialniho hnutí v. XIX. stol (trad. par Ant. et Al Hajn, Prague). — *G. Touillon*, le Crédit agricole (P., Chevalier-Marescq). — *Victor Rosewater*, Special assessments, e study in municipal finances (New-York, Columbia College). — *Charles H. J. Douglas*, The financial history of Massachusetts (New-York, Columbia College). — *Alexis Bertrand*, Principes de philosophie scientifique et de philosophie morale (P., Delaplane). — *Dobrogheanu-Gherea*, Literatura si stinta (Bucarest, Graeve). — Statistica degli scioperi avvenuti nell' industria e nell' agricoltura, 1884-91 (Roma, Bertero). — *Hamon*, de la Définition du crime (P., Masson). — *O. Pyfferoen*, Berlin et ses institutions administratives (P., Réforme sociale). — *R. Von Ihering*, Œuvres choisies (Trad. Meulenaere ; P., Chevalier-Marescq). — *Cortland F. Bishop*, History of elections in the american colonies (New-York, Columbia College). — *William Zebina Ripley*, The financial history of Massachusetts, 1609-1776 (New-York, Columbia College). — *Max West*, The inheritance tax (New-York, Columbia College). — *G. Lagrésille*, Commentaire de la loi du 2 novembre 1892, sur le travail des enfants et des femmes, 2^e édit. (P., Rousseau). — *Guillaume de Greef*, les Lois sociologiques (P., Alcan). — *Robert de la Sizéranne*, le Referendum communal (P., Collin). — *Paul Marin*, les Œuvres de l'initiative privée à Genève (P., Guillaumin). — *G. de Molinari*, les Bourses du travail (P., Guillaumin). — *Borin-Fournet*, la Société moderne et la question sociale (P., Guillaumin).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

L'idée de Solidarité

EN TANT QUE PROGRAMME ÉCONOMIQUE.

Les hommes de ma génération, ceux qui, étudiants il y a quelque vingt-cinq ans, ont applaudi aux cours de Laboulaye et aux articles de Prévost-Paradol, se rappellent combien le mot de Liberté sonnait fort de leur temps, combien de vertus on lui prêtait. Ce mot suffisait à tout, il répondait à tout, il justifiait tout : il était dans tous les discours « le mot de la fin », celui après lequel il ne reste plus qu'à s'asseoir. Mais depuis quelques années, la sonorité de ce mot décroît, comme les vibrations d'une cloche à mesure qu'on s'éloigne du rivage, et à mesure que nous nous rapprochons du tournant de ce siècle, voici qu'un autre mot se fait entendre, emplissant l'air à son tour d'une vibration grandissante et répétée et qui finit même par devenir assourdissante : c'est celui de Solidarité. Lui aussi dans tous les discours, manifestes, circulaires, devient le mot de la fin.

Les ouvrages publiés sous ce titre deviennent tous les jours plus nombreux (1) et il en est, à ma connaissance, au moins deux ou trois en préparation en diverses langues. Il y a quatre ans, à une époque où ce mot n'était pas encore aussi répandu, nous avons cru pouvoir le prendre comme devise de l'école nouvelle en économie politique (2), mais aujourd'hui toutes les écoles sociales, anarchisme, collectivisme, socialisme chrétien, libéralisme même, le revendiquent. Et même dans les programmes électoraux, que viennent de publier les deux mille candidats à la députation en France, on le trouvera au moins mille

(1) Rappelons ici seulement : *la Solidarité morale*, de M. Marion ; *la Division du travail social*, par M. Durkheim ; *Solidarité* de M. Wagner ; *Solidarité* de M. Recolin ; *le Principe de la morale*, par Charles Secrétan, etc., etc.

(2) *Quatre Ecoles d'Economie sociale*. Genève, 1890.

fois. Il est incontestable que si la devise républicaine, liberté, égalité, fraternité, était à refaire, notre mot prendrait la place de l'un de ces trois termes et peut-être même, à lui seul, les remplacerait tous les trois.

Je n'ai nullement l'ambition, dans ces quelques pages, de présenter une théorie de la solidarité. Je me propose simplement de rechercher quelles causes ont valu à ce vocable un si grand crédit (1) et si sa fortune promet d'être plus durable que celles de tant d'autres devises qui ont servi à résumer à un moment donné les aspirations d'une époque et ont été oubliées du jour où ces aspirations se sont trouvées réalisées ou déçues.

C'est d'abord à la science, et plus particulièrement aux sciences naturelles, que l'esprit moderne va demander ses inspirations. Et ce sont elles en effet qui ont provoqué d'abord ce changement de formule. Les sciences naturelles ne croient guère à la liberté et, laissant en tout cas aux métaphysiciens le soin de discuter sur le libre arbitre, ne connaissent et n'acceptent sur leur domaine que le déterminisme. Elles ne croient pas davantage à l'égalité, puisque la théorie darwinienne fait au contraire des inégalités naturelles ou acquises le point de départ de la sélection et du progrès. Quant à la fraternité, inutile de dire que ce vieux mot n'a plus cours dans la langue scientifique. On laisse à ceux qui y croient encore le soin de la démontrer par des embrassades, mais les gens sérieux ne croient plus qu'au *struggle for life*. D'une façon générale tous ces droits naturels dont se grisaient nos pères, et la justice elle-même, ont été relégués par la science dans la région des entités. Mais pour la solidarité, c'est une autre affaire. La solidarité est un fait, un fait d'une importance capitale dans les sciences naturelles, puisqu'il caractérise la vie. Si l'on cherche en effet à définir l'être vivant, « l'individu », on ne saurait le faire que par la solidarité des fonctions qui unit des parties distinctes, et la mort n'est autre chose que la rupture de cette solidarité entre les divers éléments qui constituent l'individu et qui désormais désassociés vont entrer dans des combinaisons nouvelles, dans des êtres nouveaux. Et si une pierre n'est pas un individu, si elle ne vit pas, c'est parce que ses parties constitutives, reliées simplement par le fait de l'attraction moléculaire, ne paraissent pas soutenir

(1) Il est à remarquer que c'est surtout en France que ce mot a fait fortune et que c'est de là qu'il s'est répandu à l'étranger. Les langues anglaises et allemandes n'emploient pas tout à fait ce mot dans le même sens que la nôtre.

entre elles ces rapports de dépendance réciproque qui s'appellent la solidarité (1).

L'économie politique est venue à son tour — et peut-être même avant la biologie — démontrer la solidarité naturelle qui se manifeste dans toute société en mettant en lumière le grand fait de la division du travail, cette division du travail qui, rendant chaque individu incapable de se suffire par lui-même, le réduisant au rôle d'organe chargé d'une fonction spéciale, le force à attendre des autres membres de la société la satisfaction de ses besoins et noue ainsi entre tous les liens d'une dépendance mutuelle et d'une commune destinée. Edgard Quinet, dans *la Création*, a appelé cette rencontre de la biologie et de l'économie politique sur le terrain de la solidarité : « le plus grand événement scientifique de notre temps » et peut-être ne se trompait-il pas de beaucoup (2).

Mais ce n'est pas seulement par des théories scientifiques que la solidarité a été démontrée, c'est dans la pratique de la vie de chaque jour que peu à peu elle s'est révélée à nous. Chaque découverte nous montre que son rôle est plus grand encore que nous ne le soupçonnions et chaque invention nouvelle, à la regarder de près, ne semble avoir d'autre résultat que d'étendre les frontières de cet empire. Ainsi la découverte la plus importante peut-être de ce siècle, au point de vue de ses applications pratiques, celle du rôle des microbes dans la propagation des maladies, a fait pénétrer l'idée de solidarité non plus

(1) Et si, obéissant à une tendance assez à la mode aujourd'hui, on cherche s'il n'existerait pas jusque dans les minéraux quelque vie obscure, c'est dans la solidarité des parties telle qu'elle paraît se manifester dans certaines formes minérales, les cristaux par exemple — qu'on va en chercher la preuve. (Voy. Sabatier, *Vie et Mort*.)

(2) Il est vrai que si les sciences naturelles et économiques se sont comme entendues pour mettre en lumière l'idée de solidarité, elles semblent aussi s'être donné le mot pour mettre en lumière une idée qui paraît assez antagonisme avec la précédente, celle de concurrence et de lutte. Cependant l'antagonisme est plus apparent que réel ; c'est en effet par l'association et la solidarité étroite des associés que se gagne souvent la victoire : barbares marchant au combat après s'être fait attacher les uns aux autres par des chaînes de fer, soldats d'Alexandre ou légionnaires romains liés ensemble dans ces formes terribles de solidarité militaire qui se sont appelées la phalange ou la légion. Mais de plus il y a une tendance bien marquée dans la nouvelle école naturaliste à considérer, même dans le règne animal, « le développement de l'esprit de coopération, d'amour et de sacrifice, non plus comme de simples utopies, mais comme la plus haute expression du procès de l'évolution dans la nature. » (Voy. Geddes, article *Evolution* dans l'Encyclopédie Britannique.)

seulement dans les intelligences, mais dans les préoccupations journalières et intimes de chacun de nous. Chacun sait désormais que sa santé et sa vie dépendent dans une large mesure non seulement de la santé de ses voisins, de ses concitoyens, mais de tel ou tel acte insignifiant de leur part, du fait de cracher à terre, par exemple, et d'y semer les bacilles de la tuberculose. L'arrêté pris récemment par la Préfecture de police de Paris (10 juillet) et qui défend « de cracher sur le parquet dans les bureaux de tramways et d'omnibus » n'est-il pas une curieuse apparition de la solidarité dans la loi ?

Dans un conte admirable des *Mille et une Nuits* — comme ils le sont tous, d'ailleurs — un marchand qui mange paisiblement des dattes et en jette les noyaux en l'air, voit surgir soudain de terre un génie, le cimeterre au poing, qui lui déclare qu'il va être jugé et exécuté sur l'heure parce qu'en lançant les noyaux de datte autour de lui, l'un de ces noyaux a atteint et tué un des habitants de l'air. L'histoire merveilleuse du conteur arabe est reconnue aujourd'hui être la réalité : elle se lit en toutes lettres sur les affiches de police.

Un médecin citait, dans un rapport récent, le fait d'une sage-femme qui avait l'habitude d'insuffler de l'air dans la bouche des nouveau-nés pour faciliter la première respiration. Comme elle était phthisique sans s'en douter, il s'est trouvé qu'elle leur a soufflé à tous la mort. Effroyable responsabilité que celle qui fait dépendre la vie et la mort de nos semblables d'un souffle de notre bouche !

Et ces inventions qui font l'orgueil de ce siècle, chemins de fer, télégraphes, téléphones, phares à foyers électriques, ponts métalliques jetés sur les bras de mer, tunnels creusés sous les Alpes, isthmes percés... et aussi journaux quotidiens à un sou, presses à vapeur... à quoi servent-elles en fin de compte ? Est-ce à rendre les hommes plus heureux ? Rien n'est moins certain, mais elles servent à resserrer les liens de la solidarité nationale ou internationale entre les hommes, en leur permettant de communiquer plus rapidement, en les mettant en contact, et en les faisant vibrer à l'unisson et instantanément dans la communauté des mêmes intérêts, des mêmes émotions, en donnant en genre humain la conscience de son unité. A les regarder sur la carte on voit leur réseau de lignes noires, rouges ou bleues, se resserrer de plus en plus comme pour envelopper le globe tout entier d'un gigantesque filet à mailles si serrées que nul ne peut y échapper. Et non seulement les inventions mécaniques, mais les conventions internationales, les traités, concourent au même résultat. Il y a quelques mois la Chambre des députés a dû renoncer à appliquer une taxe sur les étran-

gers, parce qu'un traité conclu avec le Transvaal ne le permettait pas, et qu'en vertu de la clause dite « de la nation la plus favorisée », la plupart des pays d'Europe auraient pu invoquer l'exemption conférée, probablement par distraction, à cette lointaine République. La clause de la nation la plus favorisée, en effet, consiste en ceci que tous les pays sont appelés à bénéficier de l'avantage accordé à un seul. Et si aujourd'hui une réaction protectionniste a pu entraver les progrès de cette solidarité internationale, ce n'a été qu'en lui opposant (ainsi qu'elle le déclare dans tous ses manifestes) la prétendue solidarité des intérêts nationaux.

Mais l'école de la solidarité s'est grossie d'un affluent venant d'une source tout opposée, je veux parler de la philosophie et de la théologie chrétienne. Ce n'est pas d'hier assurément que l'on avait remarqué les fortes expressions de St-Paul : « nous sommes tous membres d'un même corps ». Toutefois, ceci pourrait n'être qu'une affirmation énergique de la fraternité des hommes, mais quand l'apôtre dit : « De même que c'est par la chute d'un seul homme que tous les hommes sont tombés dans la condamnation, de même c'est par la justice d'un seul que tous les hommes reçoivent la justification.... De même que tous meurent en Adam, de même tous revivent en Christ » (1) — il est évident que c'est là la plus énergique expression de la solidarité (dans le sens propre de ce mot) que le monde ait jamais connue. Le dogme qui fait le fond de la doctrine chrétienne, à savoir que tous les hommes nés ou à naître sont condamnés à porter éternellement la peine du péché originel du premier homme, mais qu'ils peuvent tous échapper à cette condamnation en s'appropriant les mérites d'un autre homme, l'Homme-Dieu, mort sur la croix, ce double dogme de la culpabilité et de l'expiation, cette grandiose et tragique explication des origines et des destinées de l'espèce humaine, n'est autre chose évidemment que la théorie de la solidarité elle-même portée à sa plus haute puissance.

C'est ainsi que l'ont comprise les penseurs, surtout dans la religion protestante, qui se sont efforcés de concilier les enseignements de l'Evangile avec ceux de la science, et il faut avouer que la coïncidence est saisissante (2).

(1) Romains, V, 18. 1^{re} aux Corinthiens, XV, 22.

(2) C'est la doctrine enseignée notamment par M. le professeur Secrétan de Lausanne : « Le mystère religieux du salut en Jésus-Christ, l'imputation au fidèle des mérites de Jésus-Christ, n'est que la forme du mystère physique, l'unité de l'espèce humaine réalisée par l'enchaînement organique des indi-

Cette intervention de la religion dans la théorie de la solidarité nous amène à nous demander si l'idée de solidarité suppose quelque chose de plus qu'un simple fait, si elle a une valeur morale, si son développement implique un progrès, un bien. Il faut bien qu'on lui prête certaines vertus puisque nous avons vu qu'on tend de plus en plus à en faire une devise, un programme. Mais pourtant il ne semble pas qu'en soi la solidarité ait aucun caractère éthique : c'est une loi naturelle qui peut nous paraître juste ou injuste suivant les cas, peut-être même plus souvent injuste que juste. Ces dogmes chrétiens eux-mêmes, ce péché originel en vertu duquel tous les hommes sont condamnés en naissant par suite d'un péché qu'ils n'ont jamais commis, cette expiation en vertu de laquelle les hommes pécheurs sont appelés à bénéficier des souffrances, et de la mort d'un être saint et juste qui souffre et meurt pour eux — et autour de nous cette fatalité héréditaire qui poursuit si impitoyablement dans la personne des enfants innocents les vices ou les crimes des pères,

Delicta majorum immeritus lues,

ces épidémies en vertu desquelles tout un peuple peut se trouver décimé par suite de la saleté et de l'incurie de quelques individus, cette loi économique fameuse de *l'unearned increment* en vertu de laquelle un propriétaire oisif, un rentier fumant sa pipe, peut bénéficier, sous forme de plus-value de sa terre ou de ses loyers, de tout l'effort et de tout le travail de milliers de producteurs actifs et laborieux — toutes ces manifestations innombrables de la solidarité où l'on voit les bons payer pour les méchants et les méchants profiter de ce que font les bons ne nous paraissent répondre à aucun idéal désirable : bien au contraire, semble-t-il ! Il n'y a rien là de plus qu'une forme de l'antique fatalité, celle que les tragiques grecs nous représentaient sous les traits effroyables des Euménides.

Il est vrai, mais en admettant même que la solidarité ne fût qu'une forme de la fatalité (et nous verrons tout à l'heure combien cette conception est loin d'être exacte), elle aurait encore du bon. Elle nous contraindrait en effet à nous occuper les uns des autres

vidus...» *Civilisation et Croyance*, p. 442. — M. Bois, de son vivant doyen de la Faculté de Théologie de Montauban, avait développé les mêmes doctrines.

Le « criticisme », avec MM. Renouvier et Pilon, y a aussi adhéré dans une certaine mesure.

et à ne pas vivre pour nous seuls, ce qui est déjà un bien ; il est fâcheux que les microbes des quartiers pauvres empoisonnent les quartiers riches, mais depuis qu'on le sait, les riches ont pris pour l'assainissement des quartiers pauvres, pour l'inspection des logements insalubres et pour la construction des maisons ouvrières, infiniment plus de soucis qu'ils n'en auraient pris sans cela. Les maladies infectieuses sont certainement beaucoup mieux soignées, depuis que chacun sait qu'il est exposé à avaler des bacilles. Il est vrai que le premier mouvement, quand on se trouve en présence d'une maladie contagieuse, c'est de la fuir : mais le second mouvement — le bon et qui procède pourtant du même raisonnement — c'est de chercher les moyens de la prévenir pour s'en garer. Si les nations n'avaient pas acquis une claire conscience de la solidarité fatale qui aujourd'hui les relie bon gré mal gré dans la bonne comme dans la mauvaise fortune, il y a longtemps que la guerre dont on nous menace aurait éclaté, mais cette crainte salutaire est le commencement de la sagesse.

Mais pourtant c'est seulement du jour où la solidarité devient libre et volontaire, qu'elle acquiert sa valeur morale. Or, cette transformation doit s'opérer : elle se fait chaque jour et les travaux les plus intéressants publiés sur ce sujet, Wundt, Metchnikoff, Fouillée, Durkheim, Secrétan, ont eu uniquement pour but de le démontrer.

Il semble que la solidarité soit appelée à passer par trois phases successives.

Dans la première, imposée par la nature, elle est fatale, inconsciente, automatique. C'est probablement ainsi que nous devons nous représenter la solidarité qui unit les cellules d'un être vivant. Mais elle peut exister sous cette forme même entre hommes. Dans un livre profond quoique peu connu, *les Grands fleuves historiques*, Metchnikoff nous montre les civilisations antiques et notamment celle de l'Égypte, fondées sur la solidarité naturelle qu'établit entre les habitants de la vallée du Nil, le cours du fleuve, la nécessité de construire sur un plan général les digues et les canaux et d'exécuter à la même époque les travaux de culture et d'irrigation. Et un pouvoir despotique assurait par des mesures coercitives cette solidarité déjà imposée par la nature des choses.

Dans la seconde phase, la solidarité, tout en conservant son caractère fatal, peut devenir volontaire en ce sens que les hommes acquièrent la claire conscience du lien qui les unit et loin de regimber contre lui, y acquiescent de bonne grâce. Reconnaître une loi comme néces-

saire, mais la reconnaître en même temps comme bonne et y apporter le concours empressé et joyeux d'une bonne volonté, ne pas se laisser trainer malgré soi vers un but qu'on ignore, mais vouloir cette fin, la faire sienne et coopérer dans la mesure de ses forces à la réaliser, c'est là déjà un progrès considérable. *Summa Deo servitus, summa libertas*, disaient les anciens théologiens (1). Tel est par exemple, le caractère que doivent déjà revêtir dans nos sociétés modernes ces modes de solidarité qui s'appellent le service militaire, le paiement des impôts, et dans certains pays la contribution de la part du patron aux assurances ouvrières contre les accidents, les maladies, la vieillesse. Chacun peut être contraint *manu militari* à remplir ces obligations, mais tout homme qui voit clairement à quelle fin elles tendent, les remplit spontanément et volontairement. Comme le dit une locution populaire, « il ne se fait pas prier ».

Enfin il existe une dernière phase de la solidarité où toute coercition disparaît et où il ne reste plus que cette libre coopération qui résulte du concours des volontés. C'est celle qui apparaît d'une façon

(1) C'est la théorie du philosophe allemand Wundt. D'après lui, tout ce qui était inconscient se transforme peu à peu en une fin voulue et consciente. L'individu se dégage peu à peu de la solidarité primitive et forcée, mais pour y revenir plus tard de lui-même et avec la pleine conscience du rôle qu'il a à remplir dans l'ordre social. Voy. le résumé de sa doctrine par Raub dans la *Revue d'Economie politique*, mars 1891.

Mêmes conclusions du professeur Secrétan. Après avoir posé le principe de l'Unité fondamentale de l'espèce humaine, il ajoute : « Il faut vouloir réaliser cette unité, parce que la fin de quelque chose est la réalisation de son essence... Le bien moral sera donc de nous vouloir et de nous conduire comme membres de l'humanité. Le mal sera de nous vouloir isolément, de nous séparer des corps dont nous sommes les membres » (*Civilisation et Croyance*, p. 276-294).

M. Durkheim dans son livre déjà cité, oppose, comme Metchnikoff, à la solidarité « mécanique », où les individus ne sont pas encore différenciés et sont agrégés comme les molécules d'un cristal, la solidarité « organique » où les individus sont unis précisément par suite des fonctions différentes qu'ils remplissent. Et cette évolution se manifesterait par les progrès de la coopération volontaire entre individus, par le développement du droit contractuel opposé au droit pénal.

M. Metchnikoff, après avoir tracé le tableau auquel nous avons fait allusion, de la solidarité coercitive des grandes civilisations de l'Egypte et de l'Asie, la montre remplacée peu à peu chez les peuples modernes par la solidarité libre, c'est-à-dire par la coopération. « Les mots d'évolution, de progrès, dit-il, eussent été vides de sens si dès son premier pas sur la scène historique, l'humanité eût déjà su résoudre le problème de la solidarité volontaire ».

si éclatante dans ces innombrables formes d'association qui s'élèvent de toutes parts, mais dont les syndicats professionnels et les sociétés coopératives sont les types les plus caractéristiques. On sait que telle est la thèse développée par M. Fouillée dans sa *Science Sociale*. Il pense que la société est un organisme régi au début par les seules lois naturelles, mais qui peu à peu se transforme en un organisme contractuel (1), société idéale « où tous seraient parfaitement libres et cependant parfaitement unis ». C'est cette forme de solidarité qui est la plus haute et c'est celle que nous devons nous efforcer de réaliser.

On peut très bien suivre cette évolution dans les régimes successifs d'organisation du travail, par exemple. Au début, voici le régime des castes, forme primitive de la division du travail, et par conséquent aussi d'une certaine solidarité, mais d'une solidarité coercitive, héréditaire, fatale, et même probablement inconsciente de la part de ceux qui la subissaient. Puis le régime corporatif où la solidarité est encore imposée par la loi, mais où elle devient consciente, voulue, et où ses bienfaits sont certainement ressentis par les membres de l'association. Enfin, de nos jours, l'association libre sous forme syndicale ou coopérative où toute contrainte a disparu — non sans peine pourtant, et peut-être prématurément, puisqu'on tend à revenir aux syndicats obligatoires.

Il est à remarquer que la thèse théologique dont nous parlions tout à l'heure s'adapte très bien à cette évolution, car elle indique clairement le passage, elle aussi, de la solidarité forcée à la solidarité voulue. La chute de tous les hommes en Adam, voilà à l'origine la solidarité fatale que chaque enfant des hommes porte dans sa chair en venant au monde; le salut de tous les hommes en Christ, voilà pour la vie à venir la solidarité libre qui ne peut se réaliser que par le don de soi-même. Ici donc encore les écoles sociologiques et chrétiennes se sont rencontrées, et le crédit attaché au mot de solidarité en a été fort accru.

..

Reste à voir maintenant si la formule de la solidarité est assez large et assez originale pour servir de devise à une nouvelle école et quelles applications on peut en tirer, en nous limitant sur le terrain économique.

La formule de la solidarité nous permettra d'abord de nous dis-

(1) « Une coopération sympathique peut s'établir entre des cellules d'abord tout égoïstes ». *Science sociale*, p. 201.

tinguer d'une façon assez nette de l'école libérale classique. Ce n'est pas que la liberté et la solidarité soient incompatibles, puisque nous venons de voir au contraire que la solidarité tend à se réaliser dans la liberté. Mais si c'est là qu'elle tend, ce n'est pas de là qu'elle vient : elle vient des fatalités naturelles : donc l'école qui a apprécié les bienfaits de la solidarité, même sous la forme coercitive, ne fera pas de la liberté un critérium infaillible pour juger de la valeur des doctrines ou des institutions : elle n'y cherchera pas la solution unique. Par exemple, elle ne repoussera nullement l'intervention de l'Etat dans les questions économiques, car l'Etat lui apparaît comme une forme très remarquable — la forme la plus large — de la solidarité sociale, et encore que cette forme soit coercitive, elle ne l'estime pas moins d'une haute valeur morale (1). Elle se réjouira donc quand l'Etat forcera par des lois les propriétaires rapaces à aménager leurs immeubles dans l'intérêt de la santé publique, ou les patrons à se préoccuper de la santé de leurs ouvriers, ou les boutiquiers récalcitrants à fermer leurs magasins le dimanche pour ménager la santé de leurs employés, ou quand il soumettra à des règlements draconiens les débitants d'alcool ou les kiosques qui vendent des feuilles obscènes. La loi, a-t-on dit, doit être la conscience de ceux qui n'en ont pas : c'est très bien dit, mais il faut dire de même que lorsque le sentiment de la solidarité sociale fait défaut, aussi bien que la conscience, à beaucoup de gens, la loi doit l'imposer. Ce sera d'ailleurs le meilleur procédé éducatif pour faire naître ce sentiment et l'enraciner dans les mœurs, en dépit du dicton bien vieux et bien superficiel *quid leges sine moribus* ?

En sens inverse, l'école de la solidarité ne pourra se montrer très sympathique à la concurrence, qui est une des formes sous laquelle l'école classique aime à saluer le principe du laisser-faire. Elle ne pourra oublier que la concurrence, c'est « la lutte pour la vie » et

(1) D'ailleurs, si l'on peut dire que l'association représentée par l'Etat n'est pas libre, puisqu'on y entre par la naissance, on ne saurait cependant dire qu'elle est coercitive, car nous y adhérons volontairement et spontanément, et tout bon citoyen ratifie mille fois dans sa vie la qualité de Français que la loi lui a conférée. Et au bout du compte il est libre de se dépouiller de cette qualité en se faisant naturaliser étranger. Quant au fait que dans cette association qui s'appelle l'Etat, chacun de nous doit subir la loi de la majorité, on peut en dire autant de toute association.

C'est précisément la théorie de Wundt dont nous avons parlé. C'est comme représentant la solidarité sociale qu'il attache à l'Etat une importance incomparable.

qu'elle procède par conséquent d'un principe directement opposé à celui de « l'association pour la vie. » La concurrence produit ce que je puis appeler une solidarité *à rebours*, je veux dire que tandis, que sous le régime de la véritable solidarité le bien de l'un devient le bien de tous et le mal de l'un le mal de tous, sous le régime de la concurrence au contraire, comme l'a dit depuis longtemps Montaigne, le profit de l'un est le dommage de l'autre ; la fortune d'un industriel s'élève sur les ruines de ses concurrents moins heureux, et c'est la défaite des uns qui peut seule assurer la victoire des autres. En fait de commerce international, l'école dont nous esquissons le programme ne saurait être protectionniste à la façon dont on l'est aujourd'hui, puisque ce protectionnisme s'efforce justement de rompre tout lien de solidarité entre nations et de réaliser, en fait de rapports internationaux, le principe « chacun pour soi », mais elle ne goûtera pas non plus beaucoup le *free-trade* à la mode anglaise qui n'est en somme qu'une autre forme du « Chacun pour soi », chacun devant se frayer sa voie à coups de coude. Des unions douanières entre nations fondées par des sacrifices réciproques consentis en vue d'un intérêt général — l'intérêt européen, par exemple, en face de la concurrence américaine — répondraient le mieux à son programme en faisant naître le sentiment de grandes solidarités internationales, et l'attente d'une solidarité plus universelle encore.

Même les formes d'associations préconisées par l'école classique libérale ne sont que des formes pauvres et peu faites pour nous rapprocher de l'idéal que cette école a en vue. Que penser par exemple de la Société par actions dans laquelle M. de Molinari voit le type de l'organisation économique future et qui prend en effet de nos jours un si grand développement ? Où est-elle cette solidarité que nous cherchons ? Pas assurément dans les rapports entre les ouvriers employés par la Compagnie et les actionnaires de cette Compagnie : associés de fait dans une entreprise commune, il n'existe entre eux aucun lien de droit, aucun intérêt commun ; ils sont partagés en deux classes, les uns travaillant dans une entreprise dont ils ne touchent point les fruits, les autres se partageant les produits d'une entreprise dans laquelle ils ne travaillent point ; ils ne se voient pas, ne se connaissent pas et se haïssent pourtant d'une haine anonyme, comme le nom même que porte cette forme de société. Faut-il la chercher au moins, cette solidarité, dans les rapports des actionnaires entre eux ? Pas davantage ; eux non plus, dispersés aux quatre

coins du monde, peut-être ne sachant même pas où est située l'entreprise à laquelle ils sont soi-disant associés, ne connaissant d'elle que les papiers à beaux dessins qu'ils ont en portefeuille, ne se touchent que par le lien d'un même dividende à palper.

Inutile de multiplier ces contrastes : il est évident qu'en toutes choses, une école qui prend pour devise l'intérêt personnel et « l'aide-toi toi-même » ne saurait se placer au même point de vue qu'une école qui place son idéal dans le sentiment de notre dépendance mutuelle, dans l'adhésion joyeuse à cette dépendance et dans la bonne volonté de travailler à la réaliser.

L'école socialiste, elle, emploie plus volontiers le mot de solidarité, surtout les anarchistes qui en font un fréquent usage. Et nous ne nions pas que ces doctrines, en effet, ne travaillent à réaliser à leur manière la solidarité (1), mais il ne paraît pas qu'elles emploient les moyens les mieux adaptés à cette fin. Ces moyens sont, en effet, la lutte des classes, la suppression des inégalités et de toutes les institutions, telles que propriété, hérédité, etc., qui peuvent avoir pour résultat de les augmenter ou de les perpétuer. Or la lutte des classes ne paraît pas un moyen très propre à développer la solidarité entre membres d'une même société, mais seulement entre les membres respectifs des classes aux prises, de même que la guerre ne paraît pas un bon moyen de développer la solidarité internationale, quoiqu'elle puisse avoir pour effet de fortifier cette solidarité entre membres d'un même pays qui s'appelle le patriotisme. Quant à la suppression des inégalités, ceci surtout paraît à l'encontre des fins qu'on se propose. S'il est un fait bien démontré, c'est que la solidarité implique la diversité et l'inégalité des parties. Là où toutes les parties sont semblables, il peut y avoir juxtaposition, comme entre les grains d'un tas de sable, ou tout au plus ce que M. Durkheim appelle la solidarité mécanique, comme entre les molécules qui constituent un cristal, mais il ne saurait y avoir de solidarité véritable, et plus au contraire les individus seront différenciés, plus leur coopération sera active. Il faut tendre à accroître les variations des individus, non à les restreindre (2).

(1) « Si l'égoïsme et l'athéisme séparés, poussés chacun à l'extrême, sont pernicioeux, associés ensemble ils se résolvent en un troisième terme qui est la loi des sociétés de l'avenir. Cette loi c'est la solidarité ». *La Société mourante et l'Anarchie*, par Jean Grave. Voy. aussi KROPOTKINE *passim*.

(2) Metchnikoff dans l'ouvrage déjà cité et qui a une tendance nettement anarchiste soutient, il est vrai, la thèse contraire. Pour lui la solidarité par-

Il faut accorder cependant qu'il y a certaines formes de l'inégalité qui, par leur caractère excessif vont à contre-fin de la solidarité et ne sauraient par conséquent être approuvées par une école qui prend cette devise. L'extrême richesse, en effet, comme l'extrême pauvreté, peuvent avoir ce résultat fâcheux de rompre le lien qui unit l'individu à la communauté, et qui les unit entre eux. S'il y a entre Lazare et le riche un fossé aussi grand que celui qu'Abraham montrait au mauvais riche de la parabole : « Entre vous et nous s'ouvre un grand abîme afin que ceux qui veulent passer d'ici vers vous ne le puissent point et qu'on ne traverse pas non plus de vous vers nous », il est clair qu'en ce cas la solidarité sociale est rompue. Pour le pauvre qui est très pauvre, qui couche à la belle étoile et qui vit de maraude, il n'y a pas de lien social : que lui importe que Paris brûle ! Et pour le riche qui est très riche, qui a villas aux bords de la mer et châteaux sur la montagne et son portefeuille garni de titres de rentes de tout pays, celui-là aussi peut s'affranchir de tout lien social : il n'a cure de l'épidémie, de la révolution, de la guerre, ces fléaux ne l'atteignent pas : il peut, quand il lui plaît, s'enfermer dans sa tour d'ivoire, et regarder brûler Rome, comme Néron, en jouant de la lyre.

L'école de la solidarité conclura donc qu'il est mauvais qu'un homme puisse se trouver affranchi des joies ou des douleurs communes : et à ce point de vue elle repoussera les institutions ou les lois qui favoriseraient ce résultat, mais elle condamnera plus énergiquement encore, non moins fidèle en cela à son principe, tout système social qui tendrait à réaliser pour les hommes une uniformité

faite implique « l'abolition normale de toute différenciation politique et sociale ». Mais le seul argument qu'il fournisse c'est que les extrêmes inégalités nécessiteront toujours, pour que l'ordre soit maintenu dans la société, l'intervention d'un pouvoir coercitif et par là iront à contre-fin du véritable idéal de la solidarité. Mais cet argument suppose que la différenciation engendre nécessairement l'antagonisme, la haine et l'envie, supposition qui peut être considérée malheureusement comme conforme à la réalité dans le milieu social actuel, mais qui paraît par trop pessimiste quant aux rapports sociaux que les hommes pourront entretenir dans l'avenir.

Cette différenciation est donc moins, à vrai dire, dans l'intérêt des individus qui en profitent, que dans l'intérêt de l'espèce. D'après la thèse originale et hardie soutenue par le professeur Sabatier (*Vie et Mort*), les cellules du protoplasme qui, sous leur forme première, c'est-à-dire indifférenciées, jouissent d'une immortalité potentielle, se vouent à la mort en se faisant muscles, os, nerfs, c'est-à-dire en se différenciant, mais elles font ce sacrifice de leur immortalité pour pouvoir permettre au corps dont elles font partie de connaître, de sentir, d'aimer.

d'éducation, de condition, de milieu et qui, par l'identité des individus associés, ramènerait les sociétés aux types inférieurs des organismes inférieurs, aux colonies animales.

Les socialistes et communistes comptent bien aussi que sous leur régime les faibles profiteront du travail des forts : seulement, comme ce régime ne paraît pas devoir laisser beaucoup de place aux initiatives individuelles, il est à craindre que les individualités découragées n'abdiquent et ne se laissent mener par les incapables : en ce cas le résultat obtenu serait l'inverse de celui que nous cherchons : ce ne sont pas les forts qui élèveraient les faibles en leur tendant la main, ce seraient les faibles qui feraient dégringoler les forts en montant sur leur dos. C'est bien là une forme de solidarité, si l'on veut, mais il y a du moins une nuance qu'il importe de remarquer.

Si l'école de la solidarité ne veut ni de l'individualisme ni du communisme, où cherchera-t-elle donc une solution pratique ? Où donc sinon dans l'association coopérative sous ses formes infiniment diverses, dans cette forme d'association qui réalise pleinement l'idéal d'une solidarité consciente et librement acceptée et qui l'exprime naïvement par l'emblème populaire de deux mains jointes et par la devise : « Chacun pour tous, tous pour chacun » ce qui est précisément la traduction populaire de l'idée de solidarité. Et si l'on demande en quoi cette forme d'association réalise mieux le principe de solidarité que toute autre forme d'association, il sera facile de démontrer qu'effectivement elle le serre de beaucoup plus près. Donnons seulement quelques preuves.

D'abord le but essentiel de l'association coopérative, association de consommation, de production ou de crédit, c'est la suppression des intermédiaires et la mise en contact immédiat des producteurs et des consommateurs, de ceux qui ont de l'argent à placer et de ceux qui en ont à emprunter, etc., c'est-à-dire le rapprochement de ceux qui ont besoin les uns des autres, en supprimant ou en réduisant au minimum les organes de transmission. Or il est clair que la solidarité est d'autant plus active entre les parties que celles-ci sont plus rapprochées. Actuellement les producteurs font du bon vin et le vendent à vil prix : les consommateurs boivent du mauvais vin et le paient cher. Actuellement les capitalistes qui ont de l'argent à placer ont beaucoup de peine à en trouver un intérêt passable ; mais les gens qui ont de l'argent à emprunter n'en trouvent qu'à des conditions fort onéreuses. Les membres de la société qui ont besoin les uns des autres se trouvent donc séparés les uns des autres par des

sortes de cloisons étanches qui empêchent ou gênent singulièrement la circulation entre elles, et leur enlèvent jusqu'à la conscience même de la solidarité de leurs intérêts pour ne laisser entre eux que le sentiment d'un antagonisme d'intérêts, comme on le voit, par exemple, sur la question des droits de douane.

L'association coopérative ne borne pas du reste son ambition à mettre en relations directes les partis dont les intérêts sont aujourd'hui en conflit — producteurs et consommateurs, créanciers et débiteurs, patrons et ouvriers, propriétaires et locataires : elle tend à supprimer jusqu'à l'occasion même du conflit en confondant en une seule personne les deux antagonistes : dans la société de consommation, le consommateur devient son propre marchand et son propre producteur (1); dans la société de production, l'ouvrier devient son propre entrepreneur; dans l'association de crédit, l'emprunteur devient son propre prêteur de deniers; dans l'association de construction, le locataire devient son propre propriétaire. Comment dans ces conditions, ces intérêts antagonistes ne deviendraient-ils pas forcément solidaires? C'est bien ici le cas de dire que par cette pénétration mutuelle, ils ne font qu'un corps (2).

Ce n'est pas tout. L'association coopérative aboutit à ce résultat original de permettre aux faibles de bénéficier de l'énergie des forts, ce qui est bien contraire aux théories évolutionnistes d'Herbert Spencer, mais on ne peut plus conforme à la loi de la solidarité. Tous ceux qui ont l'expérience des associations coopératives sous une forme quelconque savent qu'elles ne peuvent réussir qu'autant qu'il s'y trouve une ou quelques individualités énergiques qui font réussir l'entreprise. Or, sous le régime individualiste, ces individualités bien trempées seraient probablement arrivées à se tirer d'affaire par elles-mêmes; elles auraient réussi, comme on dit, et auraient re-

(1) C'est ainsi que les consommateurs dans la boulangerie coopérative font eux-mêmes leur pain, et dans la boucherie coopérative abattent eux-mêmes le bétail qu'ils mangent. Et dans le puissant Wholesale anglais, ils fabriquent eux-mêmes leurs savons, leurs biscuits, leurs chaussures, leurs draps, etc. et tendent même aujourd'hui, par la création de fermes coopératives, à produire leur blé, leur lait, leur beurre, leurs fruits, leurs légumes, etc.

(2) C'est même là la théorie d'Hegel : l'antagonisme entre le capitaliste et le travailleur se transformant en un régime dans lequel le travailleur sera son propre capitaliste. On reconnaît ici sa méthode : la thèse, l'antithèse, et la synthèse qui les concilie.

cueilli seules les fruits de leurs succès. Mais sous le régime coopératif, elles sont obligées pour ainsi dire de traîner à la remorque une masse plus ou moins inerte d'individus qui auraient été incapables de s'élever par eux-mêmes.

Qu'on songe que les associations coopératives (du moins si elles demeurent fidèles à leur principe) restent toujours ouvertes à ceux qui voudront y entrer, aux mêmes conditions que les membres fondateurs — principe combien différent de celui qui régit nos entreprises et associations capitalistes ! — en sorte que les vétérans qui ont été à la peine et ont passé par toutes les épreuves du début verront des nouveaux venus, ceux-là même peut-être qui les ont raillés et qui leur ont jeté la pierre, recueillir les mêmes dividendes qu'eux-mêmes, et ainsi, comme dans la parabole de l'Evangile, les ouvriers de la onzième heure seront payés au même prix que les ouvriers de la première heure ! Ce n'est pas là un résultat très conforme à l'idée individualiste que nous nous faisons de la justice. Eh bien ! ce qui prouve la valeur de l'éducation coopérative, c'est que les fondateurs et les chefs de ces associations ne songent pas à se plaindre de ce rôle que nous qualifierons volontiers de dupe, ils s'y prêtent de bonne grâce ; ils s'en montrent fiers et joyeux.

Mais si telles sont les vertus que le système coopératif contient en puissance, il est aisé de comprendre qu'elles ne sont pas près de se réaliser dans un milieu aussi pauvre moralement que le nôtre. Et on n'a pas de peine à comprendre non plus pourquoi les résultats obtenus par les associations coopératives ne répondent guère encore, même en Angleterre, à de si hautes ambitions. Enfin on comprend aisément pourquoi, alors que la solidarité a tant de peine encore à se constituer sous sa forme libre, qui est l'association coopérative, elle tend au contraire à se développer rapidement sous la forme coercitive — d'une valeur inférieure au point de vue moral, mais d'une pratique bien plus facile — qui s'appelle le Socialisme d'Etat.

CHARLES GIDE.

Professeur d'économie politique à la Faculté
de droit de Montpellier.

Le hasard et la religion.

Un auteur dont les travaux de sociologie sont justement appréciés, M. Letourneau, a fait paraître l'an dernier un ouvrage de mérite sur « l'évolution religieuse dans les diverses races humaines. » L'auteur, dans son exposé, n'admet d'une manière nette ni l'evhémérisme de Spencer ni le totémisme de Lubbock. Il semble suivre le chemin tracé autrefois par De Brosse et développé par Auguste Comte : la religion c'est le fétichisme. Selon l'éminent professeur de l'Ecole d'Anthropologie, les grandes religions sont l'épanouissement des petites, de ce grossier fétichisme dont les doctes exégètes ne daignent pas même s'occuper. Les unes et les autres ont germé dans le sol commun de ce que Tylor a si justement appelé l'animisme. La religion issue du fétichisme présente quelques stades distinctifs : Vient d'abord *l'animisme fétichique*, où l'homme doué de la vie les êtres inanimés. Puis se développe *l'animisme spiritique*, qui distingue déjà les êtres animés des êtres inanimés, tout en animant quelques phénomènes naturels où la spontanéité et la volonté semblent exister, tels que les courants des fleuves, les rochers ; et alors il suppose que les êtres possèdent un double, un esprit. Dans la phase suivante, celle de *l'animisme mythique*, il y a une distinction nette du double et de la chose ; l'existence des doubles explique les revenants. La notion de l'esprit est donnée à l'homme primitif par les rêves, le sommeil et la mort naturelle. Les doubles animent le monde, forment l'élément vital de l'existence. L'homme sépare peu à peu l'existence des esprits de celle des corps ; il arrive à les concevoir indépendants, doués d'une vie propre, et d'une puissance utile ou nuisible aux hommes. Pour entraver l'action nuisible des esprits, l'homme primitif leur offre des dons ; c'est le commencement du culte, des sacrifices et des cérémonies funéraires. Quelques hommes excelleront dans ces rapports avec les esprits. A ce titre ils deviendront des sorciers qui garderont le fétiche ; les sorciers donneront ensuite naissance aux prêtres et la maison du fétiche deviendra le temple. Les prêtres détacheront définitivement les esprits des corps ; bientôt, grâce surtout aux poètes et à l'imagination populaire, chaque dieu aura son histoire, sa légende. « Souvent cette légende est symbolique et calquée sur le mode de l'existence des êtres réels,

d'où sont issues les divinités : cela arrive surtout pour les dieux météorologiques ou sidéraux. » Les religions primitives qui ne sont que des fétichismes transformés présentent des divinités qui sont le reflet des passions humaines. Le développement des passions et de la raison abstraite crée des catégories moins concrètes de divinités ; ces catégories qui sont autant d'abstractions des passions humaines deviennent des divinités « reflets personnifiés de certaines passions, émotions ou idées humaines, de l'amour, du remords, de la justice, de la raison, etc. » L'évolution de la divinité est accompagnée de l'évolution de l'idée de la mort ; la survivance s'affine ; la divinité est devenue une puissance, le juge des hommes après leur mort ; et les mortels sont suivant leur action récompensés ou punis après la mort. Dans cette période les dieux sont indépendants de la matière ; ils sont des personnalités tout à fait distinctes. « Toutes les religions polythéistes, les religions monothéistes comme le Judaïsme et l'Islamisme, les religions dualistes comme le Christianisme et le Mazdéisme, ont conçu ou conçoivent leurs personnages divins comme détachés des phénomènes abstraits ou concrets, qui leur ont servi de gangue originelle ; elles appartiennent donc aussi à la phase de l'animisme mythique.

« De même sans séparer l'idée de l'esprit et de la substance, on est arrivé à la religion panthéiste du bouddhisme, mais le primitif fétichisme subsiste toujours au fond de l'idée panthéistique, car on suppose que l'univers matériel est doublé de l'univers spirituel ; on a seulement synthétisé, élargi l'illusion du sauvage qui dans tous les objets, derrière tous les phénomènes particuliers, place un esprit spécial. »

L'auteur croit que l'animisme mythique a servi de base à la métaphysique qui « s'est emparée de ces doubles affranchis, les a soumis à une sublimation dernière dans l'alambic de la spéculation et les a réduits à n'être plus que des abstractions, des formules. » Quel est alors le dernier stade de la religion ? Grâce aux conquêtes de la science « les religions dites positives sont destinées à disparaître, l'esprit religieux à s'éteindre. » Cette disparition n'entraînera pas la disparition de l'idéal, mais l'idéal religieux sera remplacé par un autre, meilleur. « L'idéal futur ne sera plus uniforme, dogmatique, imposé. Chacun aura son idéal, et le poursuivra à sa manière.... Immense est et restera le champ de l'idéal. » A part l'idéal dans l'art et la science « il est un autre idéal à la portée de tous, celui des réformes sociales, et celui-là ne sera point épuisé avant

qu'aient disparu toutes les misères, toutes les souffrances, toutes les injustices. »

M. Letourneau, comme nous voyons, croit que la religion primitive est la croyance dans les choses; le fétiche n'est pas le symbole de divinité de M. Müller et le fétichisme n'est pas la croyance dans les esprits de la nature (le naturisme) de M. Réville. L'éminent auteur n'a pas tenu compte non plus de la critique fine et souvent ingénieuse de M. Spencer qui a établi que les sauvages ne sont ni si curieux des causes des phénomènes naturels, ni si ignorants.

Nous aussi, tout en supposant provisoirement que les religions ne sont que l'évolution du fétichisme, de la croyance dans la vie de l'inanimé, nous pouvons bien demander pourquoi l'homme primitif a fait un triage des objets inanimés, divinisés? pourquoi un tel caillou devient-il un fétiche et un autre qui lui ressemble ne l'est point? pourquoi les Aztèques ont le culte des colibris et les Abipones celui des jaguars? Nous demandons quelles sont les causes du choix de certaines classes des phénomènes, comme seules propres à la divinisation? Le principe même de la divinisation nous oblige à trouver la cause du choix, qui n'est que la fixation du phénomène dans le temps et dans l'espace. Choisir un phénomène parmi les autres phénomènes, le douer de propriétés à part, le placer dans des conditions nouvelles, le faire intangible, supranaturel, spirituel, etc., n'est-ce pas le mettre dans un milieu particulier et par conséquent différent? Déterminer les causes de l'attention particulière prêtée aux sujets religieux, fixer une fois pour toutes les moteurs du choix, n'est-ce pas dire en partie la nature de la religion? Pourquoi en effet l'homme primitif, qui a des rêves, ne possède-t-il pas en même temps la notion des esprits? pourquoi malgré les syncopes, la mort et le sommeil, ne croit-il qu'à un certain moment dans l'immortalité? pourquoi avant ce moment les causes supposées de la religion ne sont-elles pour l'homme qu'indifférentes au point de vue religieux? Il me semble que, puisque l'existence des rêves, des syncopes, etc., coexiste aussi bien avec le fétichisme proprement dit qu'avec l'animisme, nous pouvons douter que les rêves, les syncopes, etc., soient les causes d'une notion religieuse. Comme nous avons demandé les raisons de la valeur particulière d'un tel objet parmi les autres, nous pouvons aussi demander quelles sont les raisons de l'indifférence devant les rêves à un moment et de son importance à un autre; la théorie de M. Letourneau ne donne aucune réponse à ces questions et pourtant elles sont bien importantes puisque « tout phéno-

mène dont le changement est accompagné du changement d'un autre phénomène s'appelle cause et effet, » et la théorie de l'animisme semble contredire à cette loi élémentaire de la causalité. Je crois que la comparaison de l'homme sans notion des dieux ou des esprits avec l'homme qui les possède nous permettra mieux de déterminer la religion qu'une quantité de faits sur l'animisme.

Quelle est la cause de l'insuffisance de la théorie de l'animisme ? Les animistes affirment que la religion c'est l'animisme ; l'animisme n'est pourtant qu'un moyen de représentation, il est la forme représentative d'un phénomène qui est d'ordre à la fois psychique et social ; la religion placée sur le terrain de l'animisme est indéterminée faute de terrain ; l'erreur des animistes découle donc de l'indétermination du phénomène complet et par suite de la limitation fautive du terrain du phénomène. La religion, comme fait psychique, n'est pas seulement une idée, une forme rationnelle ; dire que l'animisme est la religion revient au même qu'affirmer que la mimique de l'émotion est l'émotion, que l'idée est la personnalité, que le poing serré est la colère ; l'animisme est, si vous voulez, une propriété constante de la religion, mais il n'est pas la religion, qui est avant tout un phénomène d'adaptation, le reflet de certains besoins ; l'animisme est aussi bien la propriété de la religion, que celle de la poésie, de la peinture, voire même de la musique, et pourtant cette propriété commune n'identifie point les deux phénomènes, donc elle n'est pas le phénomène tout entier. Il me semble que le rationnel et le représentatif ne sont pas suffisants dans un fait psychique réel et qu'a fortiori ils ne suffisent pas dans un fait d'une valeur utilitaire immédiate : le fétiche est utile ou nuisible, les esprits sont bons ou mauvais, Dieu récompense ou punit ; puisque dans toute religion nous trouvons cet élément de l'utilité, il nous fait supposer que la religion est quelque chose de plus qu'une notion fautive, une erreur de zoologie ou de physique. L'existence de la religion à travers tant de siècles, le fanatisme même de la croyance, l'inflexibilité de la tradition, enfin le retour souvent inexplicable aux anciennes croyances ne sont-ils pas des faits constants et indiscutables ? et il serait téméraire d'affirmer que les peuples erraient pendant des siècles pour errer, que la religion n'était qu'une fiction, qu'elle n'était pas utile ; — au contraire il faut supposer qu'elle répondait à certains besoins, qu'elle venait d'une sélection naturelle ; il faut croire que la religion comme tous les faits de la vie humaine est une arme dans la lutte pour la vie. Cette arme peut être usée aujourd'hui ; elle est alors remplacée par

quelque chose d'autre ayant autant de valeur et d'importance à condition que le besoin qui a créé la religion subsiste toujours.

Le principe de la lutte pour l'existence, celui de la sélection naturelle, le fait même de la religion, comme phénomène psychique et social, enfin l'insuffisance de l'animisme, nous obligent à reconnaître que le terrain de la religion est autre qu'une fausse philosophie de la nature. Nous devons admettre que la philosophie est un fait secondaire et que la religion en est un du premier ordre ; que la religion au point de vue psychique n'est pas seulement une représentation mais une émotion et une volonté, et qu'au point de vue social elle est l'expression d'un besoin, le moyen d'apaiser quelque désir, une arme dans la lutte pour l'existence.

Quel est ce besoin créateur de l'animisme, du fétichisme, etc. ? Quelle est la cause de la valeur divine d'un caillou et de la force religieuse d'un rêve ? Pour répondre à cette question il nous faut pratiquer non seulement l'anatomie comparée de la religion, mais sa physiologie et son embryogénie.

A un moment déterminé de l'évolution sociale, nous trouvons l'être humain dans un groupe instable, avec des armes rudimentaires, à la merci de la nature et des animaux qui l'entourent ; cet homme est imprévoyant et paresseux ; en dehors de la cueillette de quelques fruits, puisqu'il est carpophage, d'un court travail du sol, s'il le travaille déjà, il dort et il digère. La faim seule peut troubler sa quiétude apathique et le danger éveiller son attention ; sa conscience est donc statique, en sommeil, et ce sont uniquement un malheur, un danger, une souffrance vive qui font naître en lui l'attention et le faible raisonnement. Nous pouvons affirmer que la conscience de l'homme primitif est en activité seulement devant le danger connu et devant tout ce qui le choque d'une manière désagréable, qui rompt le train de ses habitudes, de ses mouvements demi-conscients et automatiques. La conscience éveillée n'opère pas pourtant sur une table rasée, dans un cerveau vide ; une notion acquise, c'est le désagréable qui devient prévu, observé et connu ; une notion développée, c'est une connaissance qui a acquis quelque fait d'observation nouvelle et l'a greffé sur les anciennes notions : et ces notions sont assez nombreuses. L'homme primitif va dans des endroits déterminés, cherche la nourriture ; il se cache dans les cavernes et les huttes contre la pluie, les orages et les animaux féroces ; il trouve en un mot un certain nombre de faits, qu'il connaît et où sa volonté propre — si primitive qu'elle soit — peut se développer. L'homme

primitif, dont toute la vie ne dépend que des phénomènes naturels, doit apercevoir un certain ordre de ces phénomènes pour pouvoir les diriger ou se soumettre à eux. Ces phénomènes naturels sont de deux sortes : les uns où sa volonté propre peut agir directement, puisqu'il aperçoit l'ordre continu et stable de leur apparition et de leur disparition, et les autres où elle ne peut se développer directement, puisqu'il ne conçoit pas la suite des phénomènes et les conditions directes de leur apparition. Il a la flèche contre l'ennemi et pour la chasse ; il a construit une cabane pour s'abriter, il ferme les yeux devant le soleil, il se cache sous l'ombre des arbres pour éviter la chaleur ; il évite le feu pour ne pas se brûler le doigt, il sait que la dent du tigre mord et que ses griffes déchirent la chair, il connaît la piqure de la flèche, il mange pour ne pas souffrir de la faim ; il se chauffe contre le froid. Souvent pourtant il va à la chasse et ne rencontre pas l'animal plus faible que sa flèche pourrait abattre, mais un lion ou un jaguar ; le vent ou la foudre détruisent sa maison, l'arbre sous lequel il allait se reposer cache un ennemi invisible ; enfin il a senti la chaleur dans son corps sans le feu et les frissons le faisaient grelotter ; il a éprouvé une douleur dans ses entrailles, dont la raison n'était pas la faim, mais quelque chose d'intangible, d'invisible : il se trouvait donc devant des faits prévus, mais aussi devant les hasards, les phénomènes imprévus, qui dérangent ses habitudes, disloquaient ses connaissances et éveillaient toute sa conscience puisqu'ils le menaçaient et le faisaient souffrir.

Alors, pour éviter ces malheurs, l'homme primitif devait trouver les moyens d'éviter l'imprévu. Son expérience lui montra que lorsqu'il gémissait, ses douleurs diminuaient ; une autre fois sa flèche bien lancée a tué d'un seul coup l'animal fort et dangereux ; et cette flèche qui auparavant était semblable aux autres flèches devenait une flèche particulière, puisqu'elle a agi d'une manière toute particulière et unique. Un caillou blessait ses pieds, il devenait donc quelque chose d'autre que ce caillou voisin qui ne blessait point ; ce caillou blessant était un accumulateur de propriétés. L'homme primitif reconnaissait des objets, des forces ou des propriétés, peu nous importe le mot, qui le menaçaient, et des forces, des objets, des propriétés grâce auxquels les éléments nuisibles devenaient utiles ou impuissants ; le hasard nuisible et le hasard utile superposés l'un à l'autre étaient la croyance primitive, qui à une phase ultérieure a créé le fétiche, l'arme de domination des forces nuisibles, et les pratiques, la sorcellerie, une série des mouvements qui

rendaient impuissantes les forces nuisibles ; la sorcellerie et le fétichisme sont deux formes de la lutte contre l'imprévu, contre l'impalpable, mais tous les deux étaient précédés par une simple sorcellerie, une série de mouvements conscients, issus des habitudes qui semblaient prévoir le hasard et éliminer l'imprévu et inconnue souffrance. La danse de la sorcellerie n'est que ce roulement primitif par terre, les sauts provoqués par la douleur, cette coordination inconsciente des mouvements sous l'influence d'une impulsion, qui appliqués en médecine s'appellent gymnastique, massage, etc. C'est seulement avec l'évolution des instruments, avec l'apparition du machinisme primitif et des armes primitives, que naît le fétiche. La connexion des hasards devenue corrélation, est la forme de la religion primitive, qui est issue du besoin de la lutte contre l'imprévu et l'inconnu. Combien pourtant de faits corrélatifs étaient vrais parmi ces produits des hasards groupés et coordonnés ?

Avec l'expérience, beaucoup de faits imprévus deviennent prévus et connus et alors ils cessent d'être l'objet du fétichisme et entrent dans le domaine des connaissances causales, comme industrie, médecine, économie rurale, etc. Mais d'autres faits restent toujours en dehors de la volonté humaine et de sa conscience immédiate. Ces faits ne cessent pas d'être les hasards, dirigés par une expérience désordonnée des faits accessibles, qui semblent avoir une connexion quelconque avec des faits inaccessibles et imprévus. Cet état du dynamisme, de la croyance en connexion du connu et de l'inconnu, nous le trouvons chez les hommes abandonnés à la vie du hasard : les joueurs ont une foule de préjugés, de superstitions, de croyances générales ou de leur expérience propre, qui semblent les diriger à travers l'imprévu ; souffler sur une carte porte bonheur, on a peur d'une couleur, on croit dans une autre, etc. ; les hommes qui ont eu des revers de fortune, les ratés ont toujours quelques croyances individuelles, qui semblent diriger le navire de leur vie à travers les rocs invisibles et imprévus du sort. La religion primitive est l'ensemble des règles expérimentales, qui semblent diriger et dominer l'imprévu nuisible, auquel la volonté humaine ne peut s'appliquer d'une manière directe ; ces règles sont désordonnées et nombreuses comme est désordonnée et multiforme la vie même de l'homme primitif, sans l'organisation du travail, de la consommation et de la production. Puis la vie de l'homme primitif devient plus uniforme, il est un chasseur ou un agriculteur ; il reste dans un groupe social et c'est avec le concours de son semblable qu'il lutte contre

la nature et les autres hommes. Les forces dispersées du hasard s'accumulent par groupes et il y a alors une quantité de hasards synthétiques qui se superposent aux autres, aux hasards individuels. La pluie pour les pasteurs, le soleil pour les agriculteurs deviennent des divinités dont l'action détermine le bonheur du groupe tout entier. Ce moment de la synthèse divine correspond toujours à une certaine organisation fédérative, à une ébauche de la nationalité et les divinités de cette époque sont des divinités du groupes, tandis que les divinités de l'époque antérieure étaient celles des individus ou tout au plus de petits groupes instables; la divinité collective ne détruit pourtant pas les divinités individuelles puisque, à part les phénomènes subordonnés au hasard collectif, il reste toujours des hasards individuels et particuliers; le polythéisme ne remplace pas le fétichisme, il se place au-dessus et coexiste avec lui; aussi bien les sorciers restent avec les prêtres, seulement les prêtres sont des individus auxquels s'adresse toute la nation, et les sorciers existent seulement pour les individus. Nous voyons donc que la coordination du hasard a trois formes distinctes : la coordination des hasards isolés par les pratiques, la coordination des hasards isolés par les pratiques et les fétiches, la coordination des hasards synthétiques par les pratiques et l'idole des fétiches synthétisés.

L'homme de l'époque des divinités synthétiques ne lutte pas seulement contre la nature; le voisin fort ou rusé le menace; il craint autant l'homme que le lion; il développe chez lui la mémoire de l'homme à cause de l'attention dirigée sur l'homme; il acquiert la notion de la force et de la valeur de l'individu. La mort d'un homme n'est plus un fait indifférent pour lui; le défunt est ou un ennemi redoutable ou un ami utile; il se le rappelle et maintes et maintes fois il pense à celui dont la présence aurait pu être utile; il a l'attention dirigée vers les événements humains; il devient possesseur d'une éthique rudimentaire, et alors, lorsqu'il voit dans les rêves l'ennemi et lorsque cette vision est suivie d'un accident malheureux, il en attribue la cause à cet ennemi; il cherche les moyens pour éviter son action invisible; souvent aussi, lorsque survient le malheur, il entend la voix de l'ennemi dans le cri de l'animal, dans les murmures de la forêt, dans les gémissements du vent; il l'aperçoit dans les contours vagues du nuage, de la montagne, d'un arbre, et alors il craint, puisque c'est un ennemi et que cet ennemi n'apparaît que pour lui nuire; tous les malheurs qui surviennent et qui ont une connexion quelconque avec sa vision sont des effets de l'action

de l'ennemi ; les esprits nuisibles, comme nous savons, sont la forme la plus primitive de l'animisme ; leur apparition exprime une évolution de la vie sociale, l'intervention des forces humaines ; les esprits sont les hommes, qui agissent d'une manière imprévue, inconnue, en dehors des faits ordinaires ; l'animisme est donc la coordination du hasard social ou moral, comme le dynamisme est celle du hasard naturel ; le dynamisme n'est pas remplacé par l'animisme puisque l'homme n'épuise pas tous les hasards de la vie. Les forces individuelles, les forces synthétiques et les esprits, telle est la religion de la troisième période. L'animisme ne devient pourtant jamais le culte exclusif, national ; seulement avec l'évolution de la vie sociale, les attributions humaines s'élargissent et s'appliquent aux formes élaborées du dynamisme ; c'est l'époque de la personnification des forces naturelles, l'attribution aux grands esprits, aux hommes puissants, de l'action prépondérante dans l'imprévu ; c'est l'époque de la nationalisation des esprits et de leur fusion avec les forces dynamiques nationales ; elle s'appelle le monothéisme ou le panthéisme. Elle ne désorganise pourtant pas la croyance dans les esprits individuels, dans les forces individuelles, dans les forces synthétiques et les esprits synthétiques ; elle se superpose à ces croyances. Cette époque de la fusion est celle de l'abstraction des divinités ; le grand culte national est élaboré par les prémices ordinaires de la logique, comme tout phénomène qui devient le centre d'un système ; lorsque la divinité, l'ordonnatrice du hasard devient plus abstraite, la théosophie devient philosophique et s'appelle théologie. La théologie catholique, juive ou bouddhiste est l'élaboration des données expérimentales du hasard suivant certaines règles ou méthodes ; des hommes voués à l'idée deviennent des théologiens, comme des hommes propres à saisir les connexions du hasard deviennent des sorciers ; la philosophie de la nature, la morale et la métaphysique sont trois grandes phases de la religion qui réfléchit l'évolution de la nature humaine, comme sensation, volonté et idée. La sorcellerie, l'Evangile et les Pères de l'Eglise, la Bible, la Cabbale, etc., sont les trois moments successifs de la science du hasard qui s'appelle religion et qui diffère des sciences proprement dites non par la méthode, mais par l'objet ; le hasard est l'objet de la religion, la cause est celui de la science. La science aussi bien que la religion est une philosophie de la nature, une philosophie de l'homme et une philosophie de l'idée ; la science grecque, comme la philosophie moderne, était une philosophie de la nature chez Thalès et Héraclite,

une morale chez Socrate et les Sophistes, une métaphysique chez Platon et Aristote ; la physique étant une science d'expérimentation, est devenue une physique d'application, pour aboutir à la physique mathématique. — Quel est le rapport de la science et de la religion ? Sont-elles des antinomies ? Oui et non ! L'idée du hasard est contraire à celle de la cause et par cette raison une donnée scientifique ne peut pas être une donnée de la religion ; au moins la culture intellectuelle de l'individu n'aurait pas une tendance à assimiler les faits causaux aux explications du hasard ; la culture intellectuelle à un moment donné présente un ensemble de conceptions qui sont dans le rapport causal ou dans le rapport divin ; lorsque les notions des hasards prédominent, il y a une subordination de la science à la divinité ; lorsque, au contraire, l'esprit a pris l'habitude de former les chaînes des notions intermédiaires entre deux faits, il sait combler le vide qui existe entre deux phénomènes par les phénomènes analogues ; ce degré de culture intellectuelle est aussi la raison de la transmutation des notions religieuses dans les sciences et des notions scientifiques dans les religions. Toutes les fois que deux phénomènes sont unis par d'autres phénomènes intermédiaires, ils deviennent scientifiques ; mais lorsqu'une notion scientifique acquise perd avec le temps la chaîne des phénomènes intermédiaires, la cause disparaît, il n'existe entre deux faits que des rapports de hasard et si l'homme ne possède pas l'habitude d'enchaîner les faits, de les lier, il rapporte le fait primitivement connu et naturel aux faits inconnus et surnaturels. Telle est l'antinomie qui existe entre la science et la religion. Cette antinomie n'existe pas pourtant si on envisage la religion et la science au point de vue de l'utilité et non du rationalisme ; la science a un but pratique : diriger l'homme dans sa vie ; elle donne les causes et les moyens de les provoquer en vue des effets qui conviennent aux besoins ; la religion donne des règles pour éviter les choses nuisibles ou pour provoquer les causes utiles en vue d'un effet désirable ; la thérapeutique a constaté plusieurs fois déjà que les données de la religion et de la superstition ont souvent une réelle valeur scientifique ; les breuvages, le massage, les danses, l'hypnotisme et la suggestion, les prescriptions culinaires des juifs, les jeûnes, etc., ont une valeur réelle d'expérience. Combien de faits échappent encore à l'expérience directe et sont réalisables par la religion, qui accumule sans triage, par une longue expérience, une quantité énorme de faits connexes de certains phénomènes ; et il est probable que parmi tant de faits il s'en trouve quelques-uns de va-

leur scientifique, comme des véritables causes au point de vue de la science.

Nous avons analysé la religion au point de vue psycho-social ; il y a un autre point encore, c'est l'application de la religion au but pratique et l'assimilation par la religion des notions qui auparavant existaient sans les éléments surnaturels. La religion comme culte et croyance est aussi bien une arme dans la vie des hommes et des groupes que dans celle des classes ; le besoin de se défendre a créé les armes et la domination militaire ; l'invention des machines a diminué les salaires, l'impôt a donné la force à l'Etat qui favorise ceux qui lui obéissent ; aussi la religion devient une arme dans la politique, l'expression de la lutte des groupes, le moyen de dominer les masses. La théocratie c'est la domination des prêtres et de tous ceux qui trouvent chez les prêtres le secours et l'appui de leurs passions et de leurs besoins ; la religion comme politique est la domination du groupe qui possède une supériorité sur un autre groupe ; peu importe que cette supériorité s'appelle l'argent, l'armée, ou le pouvoir de donner les maladies et de provoquer les tremblements de terre. Cette partie de la religion est déjà du domaine de la politique, de la science d'application de certains moyens en vue de domination et de suprématie. La théocratie qui est, comme disent les savants, la domination des consciences et le règne de la tradition, ne diffère pas sous ce point de vue des autres formes politiques ; la monarchie a ses acquisitions, sa morale, ses droits propres à elle ; la république a aussi sa vie propre, sa tradition. Les trois régimes défendent leur tradition et leur droit selon les moyens qui répondent au niveau de la culture de l'époque. Il y a plus de ressemblance dans les moyens de combat entre l'inquisition et la république vénitienne, qu'entre l'inquisition et la royauté du Vatican. D'autre part la domination du Vatican avait plus de ressemblance avec le régime de la Russie orthodoxe ou de la France républicaine, qu'avec n'importe quelle forme de domination des prêtres. La théocratie n'est donc pas un effet immédiat de la religion, mais l'effet de la politique sociale, où tout peut devenir arme de combat, tout est droit et tradition.

A part les formes politiques de la religion, il y en a d'autres qui ne sont pas à proprement parler la religion, mais les effets de l'application des notions religieuses à la vie pratique ; tel est le cas, par exemple, du culte des morts. Nous trouvons des rites funéraires sans croyance dans les esprits chez quelques tribus de Congo. Les peuples civilisés laïques possèdent les monuments, les funérailles natio-

nales, les pompes funèbres en dehors de toute notion des esprits et de la survivance après la mort. Ce fait prouve que le culte des morts a une origine qui n'a rien à faire avec la religion ; il me semble que le culte des morts a pris naissance dans l'anthropophagie primitive ; le cadavre humain aussi bien que celui du cachalot ou de la baleine était la cause d'une fête, comme nourriture toute trouvée ; puis grâce à la loi de persistance d'une tradition en dehors des faits réels qui l'ont créée, cette fête du mort se continue par des raisons sociales d'estime et d'habitude. On enterre les morts selon certains rites, puisque telle est l'habitude, puisque les pères l'ont pratiqué. La croyance dans les esprits et dans la survivance des morts s'approprie le culte tout fait des morts à cause du rayonnement d'une croyance ; une notion qui apparaît s'assimile toujours des notions qui existaient auparavant, grâce à certaines analogies et ressemblances. L'animisme a trouvé le culte des morts ; il était la croyance dans les esprits et alors, lorsque les habitudes funéraires étaient dérangées, l'homme primitif crut que les esprits se tourmentaient et le menaçaient ; et dans ses conditions il engloba les rites funéraires dans ses croyances religieuses. Puis lorsque la croyance animiste devint moins générale, le culte des morts se laïcisa ; il est devenu la célébration des mérites du défunt par les particuliers, les familles et la nation ; il est devenu « l'exemple » pour ceux qui restent, un moyen d'éducation nationale ; et, ce qui est important, souvent il n'est que le moyen de manifester les principes, d'affirmer la solidarité des vivants avec les actions du mort : un groupe honore le mort pour affirmer ses propres idées, et, si c'est possible, montrer leur force et leur extension. L'agglomération des foules autour du catafalque est déjà depuis longtemps un des moyens de manifester l'adhésion franche à certains principes. Nous voyons donc que le culte des morts, issu probablement de l'anthropophagie, n'a fait partie de la croyance religieuse que pendant un temps relativement court, et qu'il est devenu avant tout un moyen de montrer la solidarité d'un groupe quelconque.

En résumé, la religion n'est ni animisme, ni fétichisme ; elle est la coordination en vue de certains usages pratiques, des hasards, de l'imprévu, de tout ce qui est en dehors de notre volonté. Elle a trois phases distinctives : la religion de la nature, de l'homme et de l'idée ; de la sensation, de la volonté et de la raison. Le théodynamisme, la théomoralité ou l'animisme, et la théologie sont les trois grandes époques successives de la religion. Elle est la pratique, la sorcellerie à

l'origine, elle devient magie et fétichisme dans l'époque suivante du dynamisme ; elle est animisme dans l'époque morale, et monothéisme dans l'époque théologique.

En dehors de ces caractères propres, la religion en possède d'autres qui sont communes à tous les faits psychiques et sociaux. La religion est la théocratie comme application de la religion à la politique ; elle est le culte des morts comme assimilation par la notion nouvelle des notions antérieures ; le besoin naturel de dominer l'action imprévue de la nature, l'influence inattendue de l'homme et la logique incompréhensible des idées sont les causes de la religion. D'autre part la religion est le résultat d'adaptation de certaines habitudes et notions aux notions et pratiques nouvelles qui se différencient de plus en plus et se généralisent par l'accroissement des besoins et de la part du hasard. Considérée sous ce point de vue, la religion devient le système religieux, l'effet de l'éducation religieuse, de l'habitude religieuse qui, appliquée aux phénomènes causaux, les divinise. La religion peut donc être considérée comme un phénomène d'adaptation de certains faits à la vie — c'est là la religion proprement dite ; — et l'adaptation de la vie à ces faits généralisés, c'est le système religieux.

Mais il reste toujours cette notion, que le hasard, le grand imprévu, intervient dans la vie humaine comme religion ; et il reste l'expression du besoin humain de la lutte à travers toutes les formes religieuses, à travers tous les moyens d'expression et d'expérimentation religieuses, à travers tous les systèmes religieux. Nous avons passé sous silence beaucoup de faits importants et de premier ordre, mais notre but ne nous a pas permis de développer davantage les idées. Nous avons voulu démontrer l'insuffisance des théories actuelles sur la religion, donner à grands traits un essai d'une théorie religieuse en dehors de toute préoccupation de politique religieuse ou positiviste. Nous avons voulu traiter la religion comme une des manifestations de l'adaptation et de la sélection sans penser à la valeur morale positive ou négative du phénomène. Nous terminons cette étude en remerciant M. Letourneau du plaisir que nous a causé son livre, œuvre d'un travailleur consciencieux et d'un penseur clair.

MÉCISLAS GOLBERG.

Le darwinisme dans la science sociale.

Darwin, en formulant le principe de la lutte pour l'existence et de la sélection, n'a pas seulement révolutionné la biologie et la philosophie naturelle, il a transformé la science politique. La possession de ce principe a permis de saisir les lois de la vie et de la mort des nations, qui avaient échappé à la spéculation des philosophes.

Ce puissant génie a donné une force immense aux conceptions de Lamarck et de Spencer en découvrant le mécanisme qui fait évoluer le monde organique et qui des protistes les plus infimes a tiré les êtres les plus parfaits, jusqu'à l'homme, ce dieu mortel, en qui l'univers arrive à la connaissance de lui-même. On peut dire que le transformisme et la sociologie étaient avant Darwin comme la statue de Pygmalion ou comme des corps prêts à vivre, mais où ne circulait pas encore la vie. L'évolution a pris le caractère d'une vérité évidente le jour seulement où l'on a pu comprendre comment elle s'accomplissait, et la conquête du principe de la sélection a suffi pour rallier presque tous les esprits aux doctrines évolutionnistes.

L'idée de Darwin a trouvé dans les sciences biologiques ses applications les plus immédiates et les plus retentissantes, et on a confondu bientôt avec le transformisme le darwinisme qui est seulement la théorie de la sélection. Le sélectionnisme n'intervient cependant que pour résoudre un certain nombre de questions capitales du transformisme et ne se confond pas avec lui. Toutes les questions relatives à la production première des variations avantageuses ou nuisibles ne sont point de son ressort et il existe en dehors de la sélection une infinité de causes qui peuvent d'un individu ou d'un groupe d'individus affectés d'une variation faire sortir une espèce nouvelle.

Le domaine du sélectionnisme en botanique et en zoologie est donc relativement limité; il s'étend au contraire sans limites en sociologie. Cette proposition inattendue de plus d'un lecteur n'est pas un paradoxe : en sociologie ou, pour employer l'expression plus ancienne et meilleure d'Aristote, dans la science politique, l'évolution est presque tout entière le fait de la sélection. Si cette vérité n'a pas encore pris le degré d'évidence qu'elle devrait avoir, c'est parce que les preuves sont entre les mains des anthropologistes et que les sociologistes les ignorent.

Il ne paraîtra pas inutile sans doute de résumer, en quelques pages, les données essentielles sans lesquelles le rôle de la sélection dans l'évolution sociale est peu intelligible pour les personnes étrangères à l'anthropologie. On ne peut guère comprendre le jeu des sélections sociales si l'on ignore ou si l'on a perdu de vue la nature et le rôle de l'hérédité physiologique et psychologique chez l'homme, ses effets sur les individus normaux, ou en variation, et sur les métis. Il faut même d'abord être fixé sur le principe de l'inégalité des races au point de vue des aptitudes physiques et psychiques. Les principes généraux d'analyse ethnique, les notions fondamentales de la composition stratigraphique des peuples sont aussi au nombre des notions nécessaires. Nous étudierons donc tour à tour : la race et les types ; les méthodes de l'analyse ethnique et les lois de stratification ; les lois de l'hérédité et la sélection.

LA RACE.

Si l'on prend une population quelconque, si peu mélangée qu'elle paraisse, on est sûr qu'elle n'est point pure et que tous les individus portent dans leurs veines, en proportions très variables, le sang de races fort diverses. J'ai montré autrefois que chacun de nous tirait son origine, à la vingtième génération, de plus d'un million d'ancêtres, et n'héritait de chacun que pour moins d'un millionième. (*Etudes sur l'évolution du droit de succession. Théorie biologique du droit de succession. Revue générale du droit*, 1885). Si l'on remonte à l'époque de J.-C., le nombre devient formidable : 18,014,583,333,333,333 !

Si l'on veut aller plus loin, la quantité impossible d'ancêtres de chacun de nous qui auraient dû vivre simultanément à la première époque du fer, environ 1500 ans avant J.-C., s'exprime par un nombre qui ne dit plus rien à l'esprit : 2 nonillions, soit ces chiffres,

2,000,000,000,000,000,000,000,000,000 !

Encore cette époque est d'hier : pour remonter au temps de la constitution des principales races européennes, vers les débuts de la pierre polie, il faudrait calculer la trente millième puissance de 2. On couvrirait de chiffres l'entière surface du globe pour exprimer le nombre de même nature correspondant à l'époque interglaciaire.

Ces nombres fantastiques et absurdes prouvent deux choses importantes : 1) l'impossibilité pratique de la pureté absolue de race, car il suffit d'un seul croisement accidentel chez la population la mieux séquestrée pour avoir introduit à l'état de dilution aussi infime qu'on voudra le sang de toutes les races étrangères ; 2) la quantité prodigieuse

gieuse de croisements consanguins qui ont dû intervenir, car le nombre théorique des ascendants montre par son absurdité, combien souvent le même individu doit figurer dans le tableau généalogique.

Excepté au point de vue de l'atavisme, le mélange en proportions fort inégales peut être pratiquement assimilé à la pureté de sang. Ainsi un dixième de sang étranger est déjà peu de chose, un vingtième ne comptera guère. Il y a donc malgré tout des individus chez qui le sang d'une race domine assez pour qu'il soit pratiquement possible de les traiter comme ses représentants purs. De même, dans une région, les représentants d'une race déterminée peuvent être en tel nombre que les autres individus puissent être négligés : on dit alors, par tolérance, que cette population est pure. On procède ainsi comme en chimie, où les produits employés sont réputés purs quand ils ne contiennent qu'une quantité infiniment petite de matières étrangères.

Ce qui permet de reconnaître la race, c'est la possession des caractères physiques, physiologiques et psychiques qui en constituent le type. À l'aide des documents historiques, figurés, et surtout des débris osseux, on peut reconstituer le type moyen d'une race avant qu'elle ait été mise en contact avec les autres qui ont contribué à former la population. Il convient de dire que les pièces osseuses recueillies dans les sépultures ou ailleurs sont les meilleurs témoignages, les moins suspects d'imagination ou d'invention, les seuls d'ailleurs qui permettent de remonter plus haut que les témoignages de l'histoire.

Les tribus des premiers temps historiques, plus pures que les populations d'aujourd'hui, ne l'étaient déjà pas d'une manière absolue, et c'est l'affaire des anthropologistes de débrouiller à l'aide de données morphologiques les types des races les plus lointaines.

Ce qui constitue la race, c'est la descendance, et le malheur de la terminologie conduit, de par les lois très précises de l'hérédité, au bizarre résultat suivant : quand dans une famille un frère reproduit un type de race bien accusé, il est certain que ce cas d'atavisme suppose descendance, et qu'il se rattache à cette race, tandis que ses frères peuvent ne présenter aucun de ses caractères. Aussi vaut-il mieux dans la plupart des cas éviter le terme race quand il s'agit d'un individu : celui de type est alors préférable. Il s'applique avec moins d'inconvénients à une population qui présente un certain type avec une certaine fixité (1).

(1) Au congrès d'archéologie et d'anthropologie préhistoriques tenu à Moscou en 1892, M. Topinard a critiqué l'emploi du terme race d'une manière

Il est bien entendu que dans l'état actuel de la science on ne doit jamais parler de race latine, race germanique, race slave. Ces expressions fautives qui ont joué un si grand rôle dans la politique de nos pères avaient pour origine une confusion tout à fait enfantine faite par les linguistes entre la communauté d'origine des peuples et celle des langues. On croyait alors que chaque groupe de population avait emporté la langue du pays de ses ancêtres et l'avait conservée en la modifiant seulement suivant son génie propre. L'arbre généalogique et les affinités des peuples pouvaient être, d'après cette conception, facilement retrouvés par l'étude des rapports et de la filiation des langues. La découverte de l'homme quaternaire et de la prodigieuse ancienneté des races a fait évanouir tout ce système fondé sur le récit de la dispersion. Il est presque humiliant pour un anthropologiste d'avoir à relever encore aujourd'hui cette erreur, mais il est indispensable de le faire, car elle est restée dans l'esprit de toute la génération qui a cinquante ans, et je ne suis point sûr qu'elle ne soit pas entretenue par les cartes ethnographiques surannées des atlas mis entre les mains de la jeunesse. Une race est l'ensemble des individus possédant en commun un certain type héréditaire. L'analogie des langues ne préjuge en rien l'analogie des races.

Le français est parlé par les nègres de Haïti, par les métis indiens du Canada, par les Auvergnats, les Savoyards et les Vosgiens brachycéphales, par des dolichocéphales blonds dans le Nord de la France et des dolichocéphales bruns dans le Midi. L'unité de langage n'empêche pas la différence absolue de race entre ces populations de type dissemblable. De même les Belges, les Italiens, les Espagnols, qui parlent des langues sœurs et dérivées du latin n'ont aucune parenté de race. Il y a au contraire identité de race entre les brachycéphales de France désignés plus haut, les Badois, les Piémont-

un peu trop absolue. Qui dit race suppose continuité d'individus ayant le même type, et cette continuité ne se rencontre pas en pratique : il n'y a pas une famille où il n'y ait eu, à une époque quelconque, un ou des individus discordants, issus d'une autre souche. Il ne faut pas être aussi absolu, la pureté relative et la continuité approximative ont une valeur pratique suffisante. Quand il ne s'agit pas d'une population trop mélangée, la critique de M. Topinard peut être considérée comme d'un intérêt seulement théorique. Il ne faut pas, d'ailleurs, se dissimuler que dans nos régions ce mélange est presque partout, dans les plaines et dans les villes, arrivé à un degré qui justifie tous les scrupules.

tais, les Suisses, les Bavares, les Albanais, et ces populations parlent quatre ou cinq langues différentes.

Il n'y a guère de population qui n'ait changé plusieurs fois de langage. En Gaule, on parlait avant l'invasion aryenne des idiomes inconnus, les uns d'origine ouralo-altaïque dont le basque garde des débris, les autres d'origine ibérique, sans compter ceux que nous ne pouvons même soupçonner. Puis est venu le gaulois. Puis on a parlé latin. Le fond de population n'a pourtant guère varié depuis les temps préhistoriques; les maîtres seuls ont changé.

Il n'y a de commun entre les nations de langue latine qu'une communauté de culture romaine dont elles ont hérité avec la langue, et qui est un lien intellectuel d'une singulière puissance. Nous ne sommes que les fils spirituels des Latins, mais cette filiation a sa portée.

Si l'on ne s'éloigne pas de l'Europe et de ses environs, l'état actuel de l'anthropologie permet de se rendre un compte suffisant des races qui entrent dans la composition de chaque population.

Il y a d'abord un vieux fonds qui représente le résidu des races contemporaines du mammouth et du renne, et de celles de la pierre polie. C'est l'élément qui domine dans les îles et sur les côtes de la Méditerranée, dans toute l'Afrique du Nord, la péninsule ibérique et l'Italie méridionale. Plus rare dans l'Italie moyenne et dans la France méridionale, il ne compte guère que pour mémoire dans la population du reste de l'Europe. Ces éléments que distinguent entre eux des caractères secondaires, sont réunis sous le nom de races méditerranéennes.

La seconde couche ethnique, la race brachycéphale, que l'on croit venue d'Asie vers la fin du quaternaire, est dans nos régions répandue partout en quantité, même dans l'Afrique du Nord. Elle constitue la grande masse de la population européenne. Le massif de l'Europe centrale et ses abords en sont presque exclusivement peuplés. Partout arianisée dans ces régions quant aux mœurs et au langage, elle se continue en nappes immenses sur la Russie et l'Asie du Nord, où elle a conservé ses idiomes propres ouralo-altaïques.

Dans le N.-O. de l'Europe on trouve en abondance, rarement toutefois en majorité, la race Aryenne(1) ou dolichocéphale blonde, qui pa-

(1) On a établi l'équivalent entre les termes arien et dolichocéphale blond parce que les langues et les coutumes ariennes paraissent s'être développées à l'origine chez des peuples où dominait l'influence de la race blonde. On est à peu près d'accord aujourd'hui pour reconnaître que ces langues et ces cou-

rait avoir eu dans cette région son véritable berceau, et n'existe dans le reste de l'Europe qu'à l'état sporadique ou de croisement complexe. Dans le midi de l'Europe et surtout dans l'Afrique du Nord il existe des Sémites, d'origine arabe, et quelques nègres de l'Afrique centrale. Les nègres se retrouvent aux Etats-Unis, où ils jouent un rôle plus considérable en présence des races européennes.

Chacune de ces races a ses caractères physiques et psychiques. Le brachycéphale a le crâne et le visage larges, la taille moyenne ou petite, le développement surtout en largeur. Au moral il est pacifique, laborieux, intelligent mais sans initiative. Il a de courtes vues et un besoin d'uniformité, de routine qui le rend rebelle au progrès. Facile à diriger, il a toujours été le sujet né des Aryens et des Sémites.

L'Aryen est dolichocéphale, blond aux yeux bleus, grand et puissant, le teint clair et fleuri, le visage et le nez étroits, le corps et les membres longs, tout son développement est en longueur. Il est turbulent, égalitaire, entreprenant et ses facultés vont jusqu'au talent quand il est intelligent.

Le Méditerranéen et le Sémite sont dolichocéphales, bruns, plus petits, le nez busqué ou brisé et tiennent de l'Aryen à tous les points de vue, psychologiques comme morphologiques, mais avec moins de supériorité. Il se distinguent par leurs caractères faciaux. Le Méditerranéen à face courte, voisin du type de Cro-Magnon, est plutôt occidental; le type à la face longue est plutôt oriental, mais vient jusqu'au Rhône. Le Sémite s'en distingue par la taille plus haute, le nez brisé et une sécheresse générale de formes.

Le nègre est dolichocéphale, noir de téguments, le poil crépu, le nez large, et très inférieur quant aux facultés, passif d'ailleurs et né comme le brachycéphale pour subir une direction étrangère.

Dans chaque race, il y a des individus qui s'écartent plus ou moins du type, à quelque point de vue, mais les caractères typiques de la

tumes n'ont pas été apportées de l'Asie centrale par une migration, comme on le croyait il y a peu d'années encore. On est encore mieux d'accord pour regarder la race blonde comme le produit des conditions climatiques particulières à l'Europe du N.-O. Ce qui est hypothétique, c'est la corrélation entre les deux propositions. Il vaudrait mieux employer, si le public ne se montrait pas rebelle, les expressions *H. Europaeus*, *H. Alpinus*, au lieu des termes aryen et cello-slave qui sont usités dans tous les ouvrages de vulgarisation. La nomenclature zoologique appliquée à l'homme blesse les usages, mais les emprunts plus ou moins forcés faits au vocabulaire historique sont de nature à induire en erreur sur la certitude de l'attribution de tel type à tel peuple ancien, et surtout de son attribution exclusive.

race prise en masse donnent une moyenne invariable. Avec une impérieuse nécessité, les lois de l'hérédité condamnent chaque homme à être ce que veut sa naissance.

Atome par atome, cellule par cellule, l'hérédité construit tous ses organes, prenant au père, prenant à la mère, prenant aux ancêtres jusqu'aux plus reculés, mais n'apportant aucun élément étranger ou nouveau et travaillant à exclure toute intervention du milieu. Elle s'efforce de faire chaque individu homogène et suivant le plan de sa race; elle y parvient quand elle n'a pas à faire un travail contradictoire et à tenir compte des tendances opposées dues au métissage. Cette fixité, cette uniformité sont rares dans la pratique, car la condition essentielle, l'absolue pureté de race, n'est jamais réalisée que par à peu près; mais dans les limites même d'une pureté relative, la transmission des caractères physiques s'opère avec une exactitude suffisante, et celle des caractères psychologiques s'accomplit avec une égale fidélité.

LES MÉTHODES DE L'ANALYSE ETHNIQUE.

J'ai montré ailleurs (*De l'inégalité parmi les hommes, Rev. d'Anthr.* 1888, 1) que chaque nation était formée de strates superposés, constitués d'éléments identiques, mêlés dans des proportions qui varient de la base au sommet, les éléments anthropologiques supérieurs existant en plus grande quantité dans les strates supérieures. Non seulement la moyenne morphologique des classes d'une même population est différente, mais elle varie aussi dans le temps.

Il semblerait qu'en prenant à deux époques lointaines la composition d'un peuple on dût retrouver le même système de stratification conservé dans ses détails par l'hérédité; l'observation montre qu'il n'en est pas ainsi. D'une manière générale les éléments sont bien classés dans le même ordre de densité, mais les proportions varient dans chaque couche suivant les époques. En écartant l'hypothèse d'une immigration ou d'une émigration, si l'on étudie un peuple en progrès, les couches supérieures vont en s'enrichissant d'éléments supérieurs; si le peuple est en décadence, l'uniformité tend à s'établir, et les éléments supérieurs tendent à disparaître partout.

Quand j'ai formulé pour la première fois ces propositions, qui tendaient à faire des couches sociales des entités morphologiques et non plus de simples catégories politiques, elles ont inspiré au public beaucoup de réserve, car les preuves n'étaient pas suffisantes. Les études poursuivies depuis par les spécialistes ont apporté tant

de faits nouveaux à l'appui de la thèse, qu'elle est passée presque sans discussion au nombre des idées courantes. On ne se rend cependant guère compte, en dehors des spécialistes, de l'étendue et de la portée de ces variations dans la composition des couches sociales. Je vais essayer de faire comprendre par quels moyens on arrive à faire en quelque sorte l'analyse d'une population soit en bloc, soit classe par classe, et comment on saisit par des procédés mathématiques la différence de composition de deux couches d'une même population, ou de son ensemble à deux époques différentes. Je me bornerai à préciser par quelques exemples, renvoyant pour plus de détails à mes publications antérieures (1) et surtout au livre magistral que vient de publier mon ami Otto Ammon : *Die natürliche Auslese beim Menschen* (Jena, Fischer, 1893). Les lecteurs désireux de documents les trouveront en abondance dans ce livre ; je m'attacherai surtout ici à l'exposition élémentaire des méthodes d'analyse.

Ces procédés sont de nature diverse, les uns du domaine de la statistique courante, le pourcentage, les moyennes, etc. les autres plus particulièrement propres à l'anthropologie, destinés à mettre en évidence certains caractères morphologiques qui jouissent de propriétés spéciales. Je m'occuperai surtout de ces derniers et de la sériation en particulier.

La caractéristique de la race blonde étant la coloration claire des cheveux et de l'iris, et la haute taille, c'est à la couleur et à la taille que la statistique doit s'adresser pour isoler les éléments blonds. La caractéristique des brachycéphales étant la brachycéphalie même,

(1) Dans la *Revue d'Anthropologie : la dépopulation de la France*, 1887, 69 ; *l'anthropologie et la science politique*, 1887, 156 ; *les sélections sociales*, 1887, 519 ; *de l'inégalité parmi les hommes*, 1888, 9 ; *l'hérédité dans la science politique*, 1889, 169 ; *questions aryennes*, 1889, 181 ; *crânes modernes de Montpellier*, 1889, 687. Dans *l'Anthropologie : crânes modernes de Montpellier*, 2^e série, 1890, 36 ; *crânes préhistoriques du Larzac*, 1891, 681 ; *crânes de gentilshommes et crânes de paysans*, 1893, 317. — Voir aussi Ammon, *Darwinismus gegen Sozialdemokratie*, Hamburg, 1891, in-8 ; Schultheiss, *Anthropologie und Geschichte*, Globus, 1891, B. 59, Heft 13-14, 17-18 ; Schultheiss, *Anthropologische Geschichtsphilosophie*, Gegenwart, 1891, 325 ; Wilsev, *Nochmals Anthropologie und Geschichte*, Globus, 1891, B. 60, H. 7 ; von Helwald, *die Gleichheit der Menschen im Licht der Wissenschaft*, Globus, 1891, B. 60, H. 22-23 ; Galton, *Hereditary Genius*, new. ed., London ; Macmillan, 1892, in-8. Voir également l'ouvrage de De Candolle cité au texte, et la *Sociologia criminale* de Colajanni, Catania, Tropea, 1889, 2 vol. in-12.

c'est à l'aide de l'indice céphalique que leur proportion sera le mieux évaluée. Le troisième élément se déduit d'une dolichocéphalie relative plus accusée que celle du type blond. Le type brachycéphale a un indice céphalique supérieur à 85, le type blond d'environ 74, et le ou plutôt les types méditerranéens, de 63 à 74.

Tout le monde comprend ce que l'on doit entendre par cheveux clairs ou foncés, taille haute ou petite. Il n'y a qu'une question de limites conventionnelles, faciles à poser quant à la taille, mais plus difficiles quant à la couleur, qui n'est pas susceptible de mesures numériques. La détermination de l'indice céphalique est d'ordre plus technique.

Si l'on prend à l'aide du compas d'épaisseur, la longueur maxima du crâne, sur le vivant ou sur le squelette, à partir du relief intersourcilier nommé glabelle par les anthropologistes, puis la largeur maxima, et si l'on divise la largeur par la longueur, on obtient un quotient qui varie entre 0,62 et 0,98, chiffres extrêmes observés sur des crânes normaux. Ce quotient est l'indice céphalique du sujet. On obtient celui d'une population en divisant la somme des largeurs crâniennes du plus grand nombre d'individus possible par celle des longueurs.

Le sujet ou le groupe est brachycéphale quand l'indice est 85 ou au-dessus, sous-brachycéphale au-dessus de 80, mésaticéphale au-dessus de 75, sous-dolichocéphale au-dessus de 70, dolichocéphale au-dessous de 70. Souvent on emploie par abus les termes de dolichocéphale pour sous-dolichocéphale et de brachycéphale pour sous-brachycéphale, c'est un reste du temps où l'on n'avait pas créé les subdivisions quinaires. Souvent aussi on prend les termes dans un sens relatif : ainsi quand on oppose la dolichocéphalie des Anglais et des Américains, qui sont mésaticéphales à 78 environ, à la brachycéphalie des Français, qui sont sous-brachycéphales à 83.

Quand on a les indices céphaliques d'un ou plusieurs lots, on peut les sérier. Cette opération permet de voir la proportion de brachys et de dolichos, les tendances des sujets à caractères mélangés, et de faire des comparaisons. Sérier, c'est écrire dans une colonne la série des indices, et en face de chaque nombre celui des individus de chaque lot affectés de cet indice. On voit de suite comment se massent les majorités. La sériation parle encore bien mieux aux yeux quand on la traduit en graphiques. On porte sur du papier quadrillé tous les indices sur une ligne horizontale, et prenant au-dessus autant de carrés qu'il y a de sujets affectés de l'indice, on fait

passer une ligne en zig-zag par tous les points obtenus. On peut voir à titre d'exemples les nombreux graphiques de l'ouvrage précité d'Ammon.

Comme exemple de sériations, et pour montrer la manière de les interpréter, je réunis dans un même tableau les séries suivantes : 1, Montpelliérains vivants, nés dans la vill de Montpellier de parents qui y sont également nés ; 2, Montpelliérains du xviii^e siècle, classes réunies ; 3, les mêmes, classes inférieures ; 4, les mêmes, classes supérieures (ces trois séries sont étudiés dans la *Revue d'anthropologie* du 15 novembre 1889, et dans l'*Anthropologie* de Janvier-Février 1891) ; 5, Paysans actuels de Notre-Dame de Londres (Hérault) ; 6, Seigneurs du même lieu du xvi^e au xviii^e siècle (Voir l'*Anthropologie*, Mai-Juin 1892).

Indices	S. 1	S. 2	S. 3	S. 4	S. 5	S. 6
63		2	1	1		
64						
65						
66		1	1			1
67						
68		1	1			
69		1		1		
70		3	1	2		
71		4	2	2		1
72	1	4	4			
73	2	12	11	1	1	2
74	2	7	5	2		1
75		10	10			
76	4	10	6	4	1	1
77	5	14	11	3		2
78	7	13	11	2	2	2
79	8	4	4		2	2
80	10	11	11		1	
81	13	10	10		2	1
82	8	6	6		2	
83	16	9	9		2	
84	7	1	1		2	
85	4	5	4	1	2	
86	2	3	3		1	
87	4	3	3			
88	1					
89	1	1	1			
90	1				1	
91	1					
92						
93		1	1		1	
	97	136	117	19	20	13

La seule inspection de ce tableau montre que :

1° La population actuelle de Montpellier compte plus de brachys et moins de dolichos que celle d'autrefois. La différence légère entre les indices du crâne sec et de la tête vivante exagère un peu cette différence, mais d'un degré au plus. En réalité les brachys tendent partout depuis les temps préhistoriques à éliminer les dolichos. La loi se manifesterait avec une plus grande brutalité si l'on mettait en ligne une série de Montpelliérains vivants pris au hasard et comprenant des immigrants et fils d'immigrants.

2° Les classes supérieures dans l'ancienne société Montpelliéraine étaient relativement dolichocéphales en comparaison des classes inférieures, celles-ci comprenant seules des indices au-dessus de 80. L'écart est plus grand qu'entre deux lots d'Italiens et d'Allemands, d'Anglais ou de Russes. Même différence entre les paysans de Notre-Dame de Londres et leurs anciens seigneurs. C'est la grande loi de plus grande richesse de classes supérieures en éléments dolichos et des classes inférieures en brachys.

3° Les classes supérieures de l'ancienne société Montpelliéraine ont une plus grande richesse en éléments méditerranéens que toutes les autres et la noblesse territoriale est plus riche en éléments dolichos blonds. Ces deux phénomènes se rencontrent normalement dans tous les cas semblables.

Dans un seul tableau, nous pouvons ainsi saisir la différence de composition d'une même population suivant les couches sociales et le temps, et les affinités des différents types morphologiques avec certaines conditions sociales. C'est avec de nombreux documents de ce genre que l'anthropologie de classe s'est constituée.

Les sériations précédentes sont au module 1, c'est-à-dire d'unité en unité. Ce système est le plus employé pour la plupart des indices : céphalique, vertical, facial, nasal, ceux-là dont nous ne parlerons pas. En outre, on l'emploie aussi pour la taille. La sériation au module 5 est aussi très employée, surtout pour l'indice céphalique, parce qu'elle marche de pair avec la nomenclature. Voici le même tableau réduit à ce module :

Nomenclature quinaire	Indices	S. 1	S. 2	S. 3	S. 4	S. 5	S. 6
Ultra-dolichocéphales. . .	60—64		2	1	1		
Dolichocéphales.	65—69		3	2	1		1
Sous-dolichocéphales. . .	70—74	5	30	23	7	1	4
Mésaticéphales.	75—79	24	51	42	9	5	7
Sous-brachycéphales. . .	80—84	54	37	37		9	1
Brachycéphales.	85—89	12	12	11	1	3	
Ultra-brachycéphales. . .	90—94	2	1	1		2	
		97	136	117	19	20	13

Le gros bataillon des Montpelliérains actuels est sous-brachycéphale, celui des anciens Montpelliérains était mésaticéphale. Le dernier chiffre fort de l'ancienne aristocratie municipale coïncide avec le premier chiffre fort des modernes citadins. Les séries 4 et 6 marchent à peu près ensemble : grands seigneurs terriens et patriciens de la Ville, ceux-ci un peu plus riches en éléments très dolichocéphales. De même les citadins et les paysans de N.-D. de Londres, ceux-ci avec une proportion plus forte de brachycéphales.

Si l'on remarque le nombre total des individus dans les lots étudiés on voit que les trois premiers sont forts et les trois autres faibles. La comparaison serait plus saisissante entre lots d'égale importance numérique. Comme cela n'est pas pratiquement possible, on y remédie en faisant des pourcentages. On calcule combien pour cent des sujets sont dolichos, mésatis, etc. Voici le tableau sous cette troisième forme.

Nomenclature quinaire	Indices	S. 1	S. 2	S. 3	S. 4	S. 5	S. 6
Ultra-dolichocéphales. . .	60—64		1,4	0,8	5,2		
Dolichocéphales.	65—69		2,1	1,7	5,2		7,6
Sous-dolichocéphales. . .	70—74	5,1	21,0	19,5	36,4	5,0	30,4
Mésaticéphales.	75—79	24,7	35,7	35,7	46,8	25,0	58,6
Sous-brachycéphales. . .	80—84	55,6	23,2	30,6		45,0	7,6
Brachycéphales.	85—89	12,3	8,4	9,3	5,3	15,8	
Ultra-brachycéphales. . .	90—94	2,0	0,7	0,8		10,0	

Ce procédé donne les résultats les plus saisissants, mais il a besoin d'être employé avec réserve quand il s'agit d'une toute petite série que l'on compare à de grandes : il peut faire perdre de vue l'insuffisance réelle du nombre de sujets dont on prétend tirer argu-

ment. Une grosse série est toujours plus concluante et plus à l'abri des jeux du hasard.

Le procédé du pourcentage est à peu près le seul applicable à la couleur. On peut en voir de nombreuses applications dans l'ouvrage précité d'Ammon, dans son mémoire sur la sélection naturelle, publié en français dans l'*Anthropologie*, Nov. Déc. 1892, etc. Voici un exemple tiré des recherches du docteur Gelpke sur les yeux des écoliers de Karlsruhe (*Die Augen der Elementarschuler*, Laupp, Tübingen, 1891). Il s'agit de déterminer la proportion d'yeux bleus, Je complète le tableau à l'aide des lycéens et des conscrits de la même capitale, mesurés par Ammon.

	FILLES		GARÇONS		Lycéens	Conscrits
	Ecoles populaires	Ecoles bourgeoises	Ecoles populaires	Ecoles bourgeoises		
Yeux bleus. . .	30,0	38,8	33,2	39,2	35,8	39,5
Non bleus. . .	70,0	61,2	66,8	60,8	64,2	60,5

Ce tableau est intéressant en ce qu'il prouve la superposition de deux éléments dolichocéphales dans la population aisée de Karlsruhe. Dans cette ville la proportion des dolichos augmente de la base au sommet comme Ammon l'a établi, mais ce grand observateur a cherché à tort, je crois, à expliquer le nombre d'yeux bleus plus grand chez les conscrits que chez les lycéens par la seule dissociation des caractères du type blond. Il s'explique mieux par la présence chez les urbains, et surtout dans les classes supérieures, d'un peu de sang méditerranéen, et j'en ai trouvé les traces incontestables sur la belle série de crânes de Karlsruhe que je tiens de M. Ammon lui-même. Ce type dolichocéphale brun agit comme élément perturbateur dans les statistiques où l'on cherche à établir une corrélation entre la dolichocéphalie et la couleur, mais on aurait pu s'attendre à ne pas le trouver à Karlsruhe.

La méthode des moyennes, si employée en anthropologie générale, a moins d'importance dans les recherches qui nous occupent. Elle n'est guère employée que pour utiliser des séries trop petites pour permettre des sériations concluantes, ou pour comparer des résultats généraux. Les moyennes que l'on compare ne sont pas autre chose

que les indices moyens, tels que nous avons vu plus haut la manière de les calculer. Ces moyennes ont une éloquence plus concise que les séries, mais par la synthèse comme par l'analyse on arrive aux mêmes résultats.

Voici les indices moyens des séries étudiées plus haut :

Montpelliérains vivants	81.60
Montpelliérains du XVIII ^e siècle	77.77
<i>id.</i> , cimetière commun	78.31
<i>id.</i> , aristocratie	74.70
Seigneurs de Londres	76.00
Paysans	82.17

Voici encore quelques séries montrant les progrès de la brachycéphalie dans une même région depuis les temps géologiques (*Crânes préhistoriques du Larzac*, par G. de Lapouge, *Anthropologie*, 1891, 681) :

Sargels (fin du quaternaire).	71.4
La Cavalerie, La Bastide (fin du néolith.)	75.8
Thoran (<i>id.</i>)	76.3
Population actuelle, environ.	84

Pour permettre aux personnes étrangères à l'anthropologie d'apprécier la valeur de ces chiffres, voici les indices de quelques populations connues :

Sardes	72.8	Parisiens.	79.6
Arabes (d'Algérie).	74	Auvergnats	84
Corses	75.2	Savoyards	85
Basques espagnols.	77.6		

Le procédé du pourcentage est très fréquemment employé pour utiliser des données étrangères à la morphologie. Un naturaliste illustre, de Candolle, s'en est servi pour montrer l'inégalité d'aptitude aux sciences des diverses couches sociales. C'est un des plus curieux chapitres de son *Histoire des sciences et des savants des deux derniers siècles* (2^e éd., Genève, Georg, 1884, in-8). La proportion de savants produite par les différentes classes est fort inégale. En tenant compte du nombre immense des individus dans la classe inférieure, de leur nombre très restreint dans la classe supérieure, et de toutes les autres conditions statistiques, M. de Candolle arrive aux résultats suivants :

EUROPE.

	Cl. supér.	Cl. moy.	Cl. infér.
Centièmes de la population totale	0.9	9.0	90.0
Centièmes de la production des savants	41.0	52.0	7.0

Ainsi la première classe produit 45 1/2 fois plus, la seconde 5 fois plus, la troisième 13 fois moins de savants qu'elles ne devraient en fournir s'il n'existait pas d'inégalité de valeur. Si l'intervalle entre les deux premières classes est considérable, entre les deux dernières il est énorme. Il ne faut, en effet, que 8 personnes de la seconde classe pour en valoir une de la première, tandis qu'il en faut 75 de la troisième pour une de la seconde, et 600 pour une de la première.

Pour la France prise à part, les résultats sont moins inégaux.

FRANCE.

	Cl. supér.	Cl. moy.	Cl. infér.
Centièmes de la population totale . .	0.58	11.6	87.9
Centièmes de la production de savants .	35.00	42.0	23.0

La classe supérieure produit environ 20 fois autant que la moyenne, 200 fois autant que la troisième; la classe moyenne a 10 fois autant que la classe inférieure. Il faut à ce point de vue 200 individus de la troisième classe pour en faire 20 de la seconde et 1 de la première.

Je renvoie à l'ouvrage de De Candolle les personnes qui désireraient vérifier la manière dont il a établi les chiffres fondamentaux de son calcul. Je me contente de lui emprunter un autre tableau, qui n'a point d'intérêt au point de vue des méthodes d'analyse, car les chiffres sont bruts, mais qui complète les précédents au point de vue documentaire et nous ramène à l'hérédité et à la sélection. C'est la répartition par classes d'origine des membres de l'Académie des sciences au XVIII^e siècle et au XIX^e siècle.

	XVIII ^e s.	XIX ^e s.	Moyenne.
Classe supérieure	46	28	35
Classe moyenne	33	47	42
Classe inférieure	21	25	23

Or depuis le siècle dernier la classe supérieure a diminué en nombre, la classe moyenne a triplé ou quadruplé, la classe inférieure a légèrement augmenté. Si l'on compare, en tenant compte de ces variations, les chiffres afférents aux deux siècles, on constate que les classes extrêmes ont varié à peu près proportionnellement au nombre des individus. Le changement de milieu a produit en haut une sélection énergique, les mieux adaptés au milieu nouveau ont perpétué surtout la classe, et l'effet des croisements s'est trouvé longtemps compensé. Pour les classes inférieures, le drainage qui recrute à leurs dépens la bourgeoisie actuelle, est une cause de perte que compensent la diffusion de l'instruction et la plus grande facilité d'arriver. De là l'état stationnaire des classes extrêmes. La

classe moyenne, c'est-à-dire la bourgeoisie moins ce que l'on a appelé la noblesse républicaine, a augmenté seulement d'un quart sa force productive. Le nombre des individus ayant quadruplé, la bourgeoisie actuelle peut être regardée comme de deux bons tiers inférieure à celle du siècle dernier au point de vue des services scientifiques rendus à l'humanité.

Ce serait une décadence rapide si la bourgeoisie actuelle descendait de l'ancienne, mais elle représente surtout les sujets enrichis des classes inférieures, et nous savons par l'exemple des Montpelliérains l'étendue des progrès faits par les éléments brachycéphales dans leur mouvement social ascensionnel.

Je cite d'autant plus volontiers à titre d'exemple les résultats publiés par l'illustre naturaliste suisse qu'il n'est pas possible d'en désirer de plus suggestifs. Les savants ne sont pas que les pionniers de la culture intellectuelle, ils sont les premiers facteurs du progrès matériel lui-même.

Tout le développement du commerce, de l'industrie, de la médecine n'est que le résultat direct de leurs découvertes, et sans eux nous n'aurions rien de plus que les Chinois. Ils représentent la plus haute expression du génie humain appliqué aux réalités. La science enfin ne rapporte point d'argent, et elle en coûte. Les savants n'obéissent qu'à l'impulsion de leur nature, et dans leurs recherches, le désintéressement va jusqu'à la ruine, l'abnégation jusqu'au sacrifice de la vie, pour donner des milliards aux autres, augmenter leur bien-être et prolonger leur existence.

Ces considérations nous amènent à l'étude de l'hérédité et de la sélection, la seconde étant d'ailleurs, nous le savons déjà et nous le verrons mieux, un simple cas particulier d'application de la première.

L'HÉRÉDITÉ ET LA SÉLECTION.

L'hérédité est une de ces forces modernes dont tout le monde parle mais que peu de personnes comprennent. Ses lois qui dominent tout, qui sont partout et presque tout dans le monde biologique, ces lois échappent si bien par la complexité de leur action qu'elles sont encore fréquemment méconnues. Il semble à beaucoup de gens que l'hérédité soit une puissance fantasque, intervenant par ci par là et se manifestant par des tours paradoxaux. De là à la nier, il n'y a qu'un pas facile à franchir pour les esprits légers.

Non seulement la masse indifférente des hommes réputés instruits révoque en doute l'existence générale de l'hérédité et regarde comme

des coups de hasard les répétitions les plus évidentes de telles et telles anomalies d'organisation, mais parmi les biologistes, les zootechniciens et les horticulteurs, il règne beaucoup d'incertitude sur le mode et la limite d'action de l'hérédité.

L'étendue de l'hérédité est pourtant aussi universelle et sa force aussi irrésistible que celles de la pesanteur. Quand elle paraît subir des exceptions, l'hérédité n'est pas plus en défaut que la pesanteur quand le ballon s'élève dans l'air et le liège à la surface de l'eau. Le ballon s'élève par l'effet de la pesanteur plus grande et de la fluidité de l'air qui vient se placer en dessous et qui le soulève. De même le liège soulevé par l'eau n'en est pas moins pesant, il est seulement moins lourd que le milieu dans lequel il est plongé. Le mouvement d'élévation qu'il subit est une conséquence de la pesanteur, et celui qui prendrait texte de ce phénomène pour argumenter contre la généralité de l'attraction terrestre montrerait un singulier défaut de jugement et d'observation. Il n'est pas plus raisonnable de procéder de la même façon à l'égard de l'hérédité, mais ce défaut de jugement blesse moins parce que l'observation est plus difficile, tout au moins d'une facilité moins enfantine que celle de la pesanteur. Pour constater l'une il faut se donner la peine de voir, tandis que pour constater l'autre il suffit de négliger un instant l'équilibre.

Dans la recherche des manifestations de l'hérédité, il ne faut pas envisager toujours l'individu dans son entier. C'est une méthode trop commode, mais décevante. Il est indispensable de le considérer comme une colonie d'unités biologiques douées d'une vie propre, subissant chacune pour son compte l'influence héréditaire. Ces unités sont d'ailleurs d'un ordre infiniment petit. Dans l'état actuel de la science, la cellule a perdu sa place d'unité absolue. On sait qu'elle est tout un monde. Il faut doré et déjà aller jusqu'à la plastidule, l'unité indéterminée de l'ordre le plus inférieur, sans se croire obligé d'adopter avec ce terme commode la théorie plastidulaire formulée par Haeckel.

Dans une monographie spéciale (*Les lois de l'hérédité*, Lyon, 1890), qui a paru aussi dans le *Journal Vétérinaire* de Lyon, j'ai formulé ainsi les six lois majeures de la fonction héréditaire :

1° L'hérédité est exercée par chaque plastidule de l'ascendant sur chaque plastidule du descendant.

2° Chaque plastidule exerce et subit l'hérédité pour son propre compte.

3° La puissance héréditaire varie de plastidule à plastidule, et dans le temps chez la même plastidule.

4° L'hérédité s'exerce à l'infini.

5° La somme d'hérédité supportée par chaque individu se rapporte théoriquement par quart : au père, à la mère, aux ancêtres paternels, aux ancêtres maternels. (Loi de Galton).

6° Le polygone des forces suffit à représenter théoriquement toutes les combinaisons possibles de transmission héréditaire.

1^{re} Loi. — La puissance héréditaire n'agit pas en masse, de l'humérus ou du foie de l'ascendant à l'humérus ou au foie du descendant. Elle s'exerce de chaque plastidule de l'humérus ou de tout autre organe à chaque plastidule du cerveau, de tous les muscles, de toutes les artères, de tous les os, y compris l'humérus. Seulement, son action retentit d'une manière différente sur les parties homologues et sur les parties hétérologues. De même, en effet, que toute action exercée sur le nerf optique se traduit par une perception lumineuse et sur le nerf auditif par une perception acoustique, de même aussi chaque plastidule ne saurait être modifiée, sous l'influence d'une force héréditaire, que conformément à sa nature.

Nous pénétrons ainsi ce paradoxe curieux de la psychologie morbide en vertu duquel un faible d'esprit peut donner le jour soit à un dément, soit à un homme de génie. Aux tableaux nosographiques montrant l'enchaînement de la goutte, de l'asthme et du diabète, hérédité unique frappant des organes divers, font pendant les tableaux dressés par les aliénistes et les ponérologistes. La ponérologie, que ses adeptes désignent assez peu correctement sous la rubrique d'anthropologie criminelle, nous fait voir l'enchevêtrement continu dans les familles de dégénérés malfaisants d'une infinité de malformations intellectuelles et morales : folie, alcoolisme, débauche génitale, penchant au vol et au meurtre.

Cette formule aide aussi à comprendre le phénomène si singulier de l'hérédité latente. Elle éclaire le mode de production des cas d'atavisme où toute la force ancestrale existant dans les diverses plastidules d'un géniteur en trop faible quantité pour être appréciable, paraît se transporter ou se condenser dans un groupe défini de plastidules, dans une région limitée du corps où elle acquiert l'énergie voulue pour se révéler.

Cela vient de ce que, réfugiée et concentrée sur ce point de résistance minima, la force infinitésimale disséminée dans chaque plastidule du parent a trouvé le terrain libre.

2^e Loi. — Elle donne la raison des localisations héréditaires. Dans les races les plus pures et avec des progéniteurs offrant un

minimum de différenciation, les effets de la loi sont déjà faciles à constater pour un œil attentif. Le produit est une mosaïque, un mélange, jamais une combinaison. Nous verrons plus loin que l'équilibration parfaite, dans une même plastidule, des influences du père et de la mère n'aurait même pas pour conséquence la neutralisation absolue de la plastidule, attendu que les atavismes interviendraient alors et occuperaient tout le champ libre.

Un exemple très simple montrera la gradation du morcellement. Avec un lapin de pure race noire et une lapine de pure race blanche, on obtient d'abord des animaux pies, à grandes plaques d'un blanc pur et d'un noir pur. Les produits de la première génération donneront des lapins plus finement tachetés, et de proche en proche on arrive au lapin gris d'apparence homogène. Or si l'on coupe les poils et si l'on examine la peau à la loupe, on constate surtout la présence de poils tout noirs et de poils tout blancs, une minorité de poils bicolores et quelques poils uniformément grisâtres. En somme, la plupart des cellules piligènes sont restées fidèles à l'hérédité unilatérale, seulement la dissémination s'est accentuée en partant d'une localisation par grandes masses pour aboutir à une sorte de pulvérisation.

Il s'est passé, par le fait, une chose analogue à ce que nous voyons quand nous cherchons à mêler de la poudre de charbon et du plâtre. Au début on ne découvre que de larges zones claires coupées par d'autres larges zones obscures, mais à la longue le pulvérin fond ses deux tons extrêmes en une teinte mixte cendrée, et il faut avoir recours à un instrument grossissant pour détruire l'illusion, c'est-à-dire reconnaître que l'on a toujours devant soi des parcelles parfaitement noires et des parcelles parfaitement blanches.

La seconde loi trouve ses applications les plus importantes dans le cas d'hybridation et de métissage; la variation désordonnée, la disjonction des caractères, l'affollement, l'incohérence mises en relief par les travaux de Naudin, de Gaertner, de Darwin et de beaucoup d'autres sont les résultats nécessaires de l'autonomie héréditaire des unités biologiques. L'extinction spontanée des suites hybrides est une autre application de la loi. J'ai démontré dans mon étude sur les lois de l'hérédité que beaucoup d'unions stériles en apparence sont en réalité suivies de fécondations qui n'aboutissent point. Loin d'être mystérieuse, l'infertilité des divers croisements ou de leurs produits définitifs est pour ainsi dire la plus naturelle des choses. Si l'on songe que l'édifice organique se construit par une prolifération de cellules et que la postérité de chacune tend à une spécialisation progressive,

on comprendra qu'il suffit d'une différence très minime dans la vitesse d'évolution de tels ou tels éléments voisins pour que le mouvement d'ensemble soit empêché. A ce point, l'embryon périt.

3^e Loi. — La variabilité de la puissance héréditaire est un fait des plus certains mais jusqu'ici des moins expliqués. C'est dans cette direction que les spécialistes trouveront le plus de découvertes à faire. Au point de vue du présent travail, nous n'avons pas à nous occuper de cette loi.

4^e Loi. — La persistance de l'hérédité à l'infini se manifeste par les phénomènes bien connus de l'atavisme. L'atavisme est la réapparition de caractères totaux ou partiels d'un ancêtre plus ou moins éloigné, caractères qui n'ont pas été apparents chez les intermédiaires. Ainsi l'apparition d'un sujet blond dans une famille brune, celle des barres bleues chez les pigeons les plus éloignés du type primitif de la *Columba livia*, celle de doigts latéraux chez le cheval.

L'intensité des souvenirs ancestraux les plus éloignés est établie par un phénomène bien connu, qui laisse derrière lui ces divers exemples au point de les faire considérer comme tout simples. Il n'est pas, en effet, possible, dans l'état actuel de la science, d'interpréter l'embryologie autrement que comme une récapitulation de la phylogénie, c'est-à-dire de l'évolution ancestrale. C'est naturellement l'influence la plus récente qui finit par avoir le dernier mot, de sorte que le produit définitif de l'œuf humain n'est pas un monorhinien, non plus qu'un stégocéphale, mais un homme. Toutefois, les influences antérieures les plus primordiales ne s'en font pas moins sentir, puisqu'avant d'avoir son organisation de primate, de mammifère, de vertébré, de ver, chacun de nous a été pendant quelques heures ou quelques minutes une simple bulle à deux feuillets, que dis-je ! une simple cellule à noyau incomplet ! Ce caractère récapitulatif de l'évolution embryonnaire est parfois déguisé dans certains détails par des adaptations propres à un groupe zoologique déterminé, mais il est d'une évidence saisissante quant à l'ensemble. Devant des faits aussi prodigieux et aussi établis, nous ne devons pas nous étonner qu'à dix ou vingt générations de distance reparaissent des caractères longtemps perdus dont l'apparition nous renseigne sur un passé oublié.

5^e Loi. — La division de l'influence héréditaire entre les ancêtres dans les branches paternelle et maternelle se fait par une infinité de dichotomies successives. J'ai publié autrefois, dans un essai d'application de la biologie à la législation, le tableau de la quantité d'héré-

dité existant entre deux générations données (*Théorie biologique du droit de succession*, Paris, Thorin, 1885, et *Revue générale du droit*, 1885). Il résulte de ce barème que si l'influence du père a une valeur moyenne de $1/4$ et celle de la mère également, celle d'un ancêtre au 20^e degré tombe au-dessous de $1/1.000.000$.

Nous comprenons ainsi facilement la rareté et le peu d'étendue des manifestations ataviques très éloignées. Il faut pour qu'elles se produisent sur une large échelle que l'influence atavique l'emporte dans une cellule dès un état peu avancé de l'évolution embryonnaire et que cette cellule doive produire une partie importante et assez indépendante de l'organisme. Ce cas n'est guère possible que si les influences plus rapprochées se neutralisent réciproquement ou si quelque circonstance les supprime. On connaît l'exemple célèbre du prépuce des Juifs, que l'on retranche à chaque génération depuis des milliers d'années, et qui se reproduit toujours. Les esprits superficiels, dont j'ai eu déjà l'occasion de parler, ont même pris texte de ce fait pour argumenter contre l'hérédité, qui ne se décide pas à faire des Juifs sans prépuce. La raison du phénomène est pourtant bien simple : le père du petit Juif n'exerce aucune action héréditaire, la mère exerce, et pour cause, une influence tout aussi nulle. L'atavisme reste et suffit à maintenir la conformation des lointains ancêtres. L'opération répétée pendant mille générations ne saurait rien y changer, et ce cas bien connu est une des preuves les plus évidentes de la ténacité de l'atavisme que l'on puisse citer aux personnes étrangères à la biologie.

6^e Loi. — Cet loi est plutôt une formule géométrique permettant de calculer le sens et la portée probable de l'hérédité pour un caractère donné chez un individu dont on connaît d'une manière suffisante les auteurs à plusieurs générations. Le schéma a en outre l'avantage de permettre de comprendre une infinité de cas paradoxaux, par exemple celui dont je viens de parler. La convergence, l'opposition des forces héréditaires, la neutralisation ou l'absence d'une ou de plusieurs expliquent avec facilité toutes les exceptions que paraît comporter l'action de l'hérédité, et qui sont seulement des applications mal interprétées. Le lecteur pourra, en faisant lui-même une série de figures, se rendre par ses yeux un compte facile de tous ces cas particuliers. Ces expressions graphiques se résument algébriquement dans la formule suivante, qui donne toutes les combinaisons possibles, et dans laquelle α, β, γ représentent les angles formés par les lignes représentatives des forces :

$$R^2 (\text{résultante}) = 4 \left\{ \begin{array}{l} +2\cos\alpha \\ +2\cos\beta \\ +2\cos\gamma \end{array} \right\} + 2\cos(\alpha+\beta) \left\{ \begin{array}{l} +2\cos(\alpha+\beta) \\ +2\cos(\beta+\gamma) \end{array} \right\} + 2\cos(\alpha+\beta+\gamma)$$

Les lois de l'hérédité sont les mêmes dans toute l'étendue du monde organique. C'est une des découvertes les plus inattendues et les plus suggestives de la biologie que l'identité des phénomènes de la reproduction dans toute l'échelle animale et chez les plantes, depuis l'homme jusqu'aux végétaux les plus rudimentaires. Entre ces phénomènes et ceux de l'hérédité, il existe une corrélation continue, ou plutôt le point de vue seul change, et les faits constituent un ensemble unique. C'est pourquoi tout ce que nous pouvons constater en matière d'hérédité chez une plante ou chez un animal quelconque a presque autant de certitude de se réaliser chez l'homme, et l'évolution spécifique de celui-ci est dominée par les sélections comme celle de toutes les espèces du monde organique.

La sélection, comme son nom l'indique, est un triage. Quand dans une portée de jeunes chiens on en choisit un ou deux, on fait de la sélection. On laisse vivre et multiplier les plus beaux, les plus robustes, on supprime les autres. On fait de la sélection systématique, si dans le but d'avoir des moutons mieux en laine on réserve à chaque génération les individus les plus favorisés, livrant à la boucherie les sujets pourvus d'une toison moins belle.

La nature fait comme les éleveurs, elle supprime dans chaque espèce un grand nombre d'individus par des causes diverses, et ce sont les plus aptes qui ont le plus de chance de résister aux hasards malheureux et de perpétuer l'espèce. Les perdrix font chaque année, et pendant plusieurs années, plusieurs petits. L'espèce décuplerait en deux ou trois ans si les individus faibles, imprudents, n'étaient pas exterminés par les chasseurs et les animaux de proie, ou détruits par l'hiver et la maladie. Il ne survit que les plus robustes, les plus sauvages, et le nombre ne varie d'une manière appréciable que si les moyens de destruction viennent eux-mêmes à changer. L'équilibre se rétablit encore assez vite. Quand on introduit dans un canton des fusils à plus longue portée, les individus exceptionnellement farouches échappent d'abord seuls, et le gibier paraît diminuer, mais la postérité de ces sujets farouches se multiplie peu à peu, et à mesure que la sauvagerie devient plus fermement héréditaire, le nombre des individus qui survivent et multiplient va en augmentant. C'est ainsi que dans certains pays nouveaux les oiseaux se laissaient d'abord prendre à la main par l'homme, et que le fusil le plus perfectionné ne parvient pas aujourd'hui à les détruire.

Le nombre des individus détruits est infiniment grand par rapport à celui des individus conservés. Chez les poissons c'est par milliers et souvent par millions que se compte la ponte annuelle d'une seule femelle. Le maintien de l'équilibre numérique nous montre que de ce chiffre énorme d'œufs et d'alevins survit un seul couple de reproducteurs. Chez les vertébrés supérieurs la lutte pour l'existence est moins dure; certaines espèces, le rat par exemple, ne se maintiennent cependant que par leur grande fécondité. Un couple donne une centaine de petits au moins, s'il n'intervient aucune catastrophe prématurée: il n'en survit guère que deux ou trois.

Il est évident que cette grande destruction d'individus est réglée par les circonstances du milieu, et que les mieux adaptés ont le plus de chances d'être au nombre des survivants. Les caractères d'adaptation se conservent par l'hérédité et s'accroissent par sélection, les moins doués succombant à chaque génération. C'est par là que Darwin a expliqué la transformation des espèces, les individus affectés pour une cause quelconque de variations avantageuses tendant à laisser une postérité plus nombreuse et à supplanter les autres.

Il est clair d'ailleurs que ces variations avantageuses pour l'individu peuvent ne pas toujours constituer un progrès zoologique: une déchéance, une régression peuvent au contraire rendre la vie plus commode et plus sûre. Les crustacés parasites en sont un exemple célèbre. Leur organisation est tellement rudimentaire qu'on les prendrait pour des êtres très inférieurs si leur origine n'était pas révélée par l'embryogénie.

L'homme est soumis comme les autres êtres à la sélection. Elle a cessé depuis longtemps d'être aussi simple pour lui que pour les êtres inférieurs. Son intelligence, son industrie le mettent hors de pair dans la lutte avec la plupart des animaux. A l'époque où ils n'étaient encore que des sauvages, nos ancêtres ont détruit en Europe les éléphants, les rhinocéros, les hippopotames, les hyènes, les lions, les ours, et sont restés maîtres uniques des régions habitées par ces redoutables concurrents. La lutte de l'homme contre l'homme par la guerre n'a pas cessé, mais elle a pris un caractère social, et de l'état de société en général est né pour l'homme une série de causes de sélection sociale. Cette sélection, qui est le privilège de notre espèce, est le facteur fondamental de son évolution historique. (*Les sélections sociales*, *Rev. d'Anthrop.*, 1887, 519).

G. DE LAPOUGE.

Bibliothécaire universitaire à Rennes.

Essai de classification des sciences sociales.

Quel lien logique unit entre elles les sciences sociales ? Comment faut-il les classer ? Cette question ne nous paraît pas avoir été jusqu'ici résolue, ni même bien souvent abordée, par les auteurs qui se sont occupés de la philosophie sociale (1). Et pourtant, elle est évidemment digne de la plus sérieuse attention. On sait depuis longtemps quels rapports ont ensemble et de quelle manière se groupent les diverses disciplines qui composent les grandes séries des sciences mathématiques, des sciences physiques, des sciences naturelles. Résoudre le même problème en ce qui concerne la série des sciences sociales aurait peut-être plus d'intérêt encore, puisque les phénomènes que celles-ci étudient, les phénomènes de la vie sociale, sont de ceux dont aucun homme ne peut se désintéresser.

Il est vrai qu'ici le problème est sans doute plus difficile, car, les faits sociaux étant les plus complexes de tous, l'analyse en est plus délicate et les frontières des sciences qui en font leur objet sont plus incertaines. Mais la difficulté même de la question est une raison de plus pour essayer d'y répondre, en même temps qu'elle est une excuse au cas d'un insuccès à prévoir. — Du reste, à côté de son intérêt spéculatif, le problème présente une haute importance pratique. On commence aujourd'hui, en effet, à reconnaître que les sciences sociales ne peuvent être entièrement isolées les unes des autres, soit dans les études du débutant, soit dans les recherches du savant. On déplore de plus en plus les fâcheuses conséquences d'une

(1) Ces lignes étaient écrites, quand a paru l'ouvrage tout récent de M. de Greef, « les Lois Sociologiques ». Par lui nous avons été amené à faire connaissance avec d'autres travaux plus anciens du même auteur, dans lesquels il expose, sur le groupement des phénomènes sociaux, des idées en parties analogues aux nôtres. Le fait que nous nous sommes rencontrés sur plusieurs points sans nous connaître, ne peut que confirmer la vérité des théories qui nous sont communes. Et d'ailleurs on verra, par l'analyse que nous donnons, dans ce même numéro de la Revue, du dernier livre de M. de Greef, que nous sommes loin de partager en toutes choses la manière de voir de cet estimable écrivain.

spécialisation excessive. Chacun cherche à se tenir au courant des découvertes le plus récemment faites dans les domaines voisins du sien. Pourtant on ne peut pas indistinctement tout apprendre. Sans doute, idéalement, il serait bon que l'homme de science ne fût étranger à aucune des directions de la pensée moderne. Mais enfin chaque esprit a ses limites. Non seulement on ne songe pas à demander à un linguiste de connaître l'astronomie, ni à un psychologue d'être familier avec la taxonomie botanique; mais même il faut se résigner à admettre que celui qui cultive une science sociale déterminée ne peut savoir toutes les autres: on ne saurait sans exagération vouloir que l'historien des religions possède la jurisprudence, ni que l'archéologue passe une partie de son temps à compiler des documents de statistique contemporains. Ce qu'on peut demander à chacun d'eux, c'est seulement qu'il ait une notion suffisante des sciences contiguës à la sienne: que le juriconsulte ne soit pas étranger, par exemple, à l'analyse des faits économiques et des faits moraux, que l'historien des sciences n'ignore pas de parti pris l'histoire de leurs applications. Mais ceci même suppose faite une classification des sciences sociales. On dira peut-être que le véritable homme de science, ignorât-il cette classification, sentira bien quels sont les éléments étrangers dont la possession lui serait utile; mais, de ce qu'il peut le deviner seul, il ne résulte pas qu'il n'eût pas mieux valu pour lui qu'on le lui eût appris tout d'abord: c'eût été tout au moins du temps gagné, et des tâtonnements évités. Or, précisément, on devrait faire entrer dans l'éducation d'un savant, à côté de l'étude du détail de sa science, l'étude des principes des sciences voisines et l'indication de ce qu'il lui faut faire pour y pénétrer plus avant. Mais tout cela, encore une fois, ne peut exister qu'à la condition qu'on possède un tableau des sciences sociales et de leurs relations.

Comment donc dresser ce tableau? Une chose d'abord est évidente: c'est qu'il faut pour cela distinguer les sciences et les arts. Nous ne nous apesantirons pas ici sur la différence bien connue de ces deux groupes. Une science sociale est l'étude d'un certain nombre de faits sociaux tels qu'ils sont; l'art social correspondant est un essai pour organiser, pour régler ces mêmes faits, tels qu'on voudrait qu'ils fussent. La science sociale opère par induction: elle va des faits observés aux lois qui les régissent; l'art social opère par déduction: il conclut d'un idéal posé plus ou moins *a priori*, à des préceptes de détail que le raisonnement en tire. Pour donner des

exemples concrets : la morale, le droit, la religion sont des arts, qui aspirent à régler, à divers points de vue, la conduite humaine ; la sociologie morale, la sociologie juridique, la sociologie religieuse sont des sciences qui nous apprennent comment, dans les divers temps et dans les divers pays, les sociétés se sont donné des règles morales, juridiques, religieuses ; si elles les ont plus ou moins fidèlement observées ; quels résultats ces observances ont produits ; comment ces idées se sont transformées ou éteintes. De même encore la politique, l'économie sont des arts qui donnent des préceptes pour régir les sociétés, pour organiser (ou laisser s'organiser spontanément) la production, la distribution et la consommation des richesses ; la sociologie politique et la sociologie économique sont les sciences qui nous apprennent comment, dans l'espace et le temps, les gouvernements se constituent, les richesses se créent, circulent et s'utilisent. Ceci posé, il est clair qu'il faut d'abord s'occuper des sciences sociales proprement dites. Leur tableau doit précéder celui des arts sociaux, parce que ceux-ci s'appuient sur celles-là. L'expérience en effet est le seul guide de l'action : c'est en s'inspirant de ce qui est, qu'on peut justement établir ce qui devrait être ; c'est en utilisant les données de la science que l'art parviendra à atteindre son but.

La classification des sciences sociales doit être l'image de la classification des faits sociaux qu'elles étudient. Comment se divisent et se groupent les phénomènes sociaux ? telle est la vraie formule de la première question que nous avons à nous poser. Pour la résoudre, nous nous servirons comme guide de l'analogie, bien souvent signalée et d'ailleurs évidente, que les phénomènes sociaux présentent avec les phénomènes biologiques. Quand on examine un être vivant, on trouve en lui deux ordres de faits à considérer : des éléments figurés, et des fonctions ; d'un côté, des cellules, des tissus, des organes, et de l'autre côté, l'activité de ces cellules, tissus ou organes, et les résultats de cette activité. De là deux ordres de recherches : celles de l'anatomie, celles de la physiologie. Il en est exactement de même dans les organismes sociaux. Ici aussi, on rencontre : d'une part, les éléments de la société, c'est-à-dire (s'il s'agit des sociétés humaines) les hommes, et peut-être aussi les choses qui leur servent d'auxiliaires ; d'autre part, le jeu de ces éléments, l'action physique ou intellectuelle de ces hommes. Et ce sont là deux ordres d'objets qu'il faut étudier distinctement, quoique aucune de ces deux études ne puisse se passer complètement du secours de l'autre. Ainsi la description scientifique de toute société doit comporter

à la fois l'anatomie de cette société et sa physiologie : la physiologie ne pouvant d'ailleurs se faire qu'après l'examen anatomique, et l'analyse anatomique ayant pour but essentiel de permettre la synthèse du physiologiste. Voilà pour les grandes lignes. Mais il faut préciser ces données générales. Que comportent au juste l'anatomie et la physiologie sociale ? Le voici :

L'anatomie sociale, avons-nous dit, étudie les éléments dont se compose la société. Dans les sociétés humaines, qui sont les sociétés-types, étant les plus parfaites de toutes, ces éléments sont de deux sortes. Ce sont, tout d'abord, les individus appartenant à l'espèce humaine que renferme le groupe étudié. Mais ceux-ci ne sont pas les seuls. Les animaux qui leur servent de compagnons, d'auxiliaires ou simplement d'aliments, les plantes et les minéraux qu'ils utilisent, les maisons qu'ils habitent, le sol qu'ils foulent, l'air qu'ils respirent, l'eau qu'ils emploient, tout cela joue un rôle dans leur société, et en fait en quelque sorte partie ; à cette liste on a même ajouté le langage que ces hommes parlent, en le considérant comme quelque chose de distinct d'eux-mêmes, comme un des éléments de leur milieu. D'éminents sociologues pensent que les choses que nous venons d'énumérer font partie de la société *au même titre* que les hommes mêmes. Ce n'est point tout à fait notre avis : nous croyons que les hommes seuls sont véritablement membres de la société, et que toutes ces choses n'en sont que les dépendances. Mais pourtant nous ne pouvons méconnaître qu'elles ont aussi leur rôle, et un très grand rôle, dans la vie sociale. Aussi l'anatomie de la société nous paraît-elle comporter deux subdivisions : étude des hommes, étude de leurs biens ; ou plutôt, pour suivre une marche logique qui aille du dehors au dedans : étude des choses, étude des êtres humains, celle-ci précédant immédiatement l'examen physiologique de leur activité. Le milieu et l'agent, voilà ce qu'il faut connaître pour pouvoir comprendre l'action. — Le milieu, ici, en quoi consiste-t-il au juste ? Il y faut faire entrer, à notre sens : 1° l'air, à propos duquel on devra étudier le climat du pays, sa météorologie, etc... ; 2° l'eau maritime ou fluviale ; 3° le sol, dont il faudra donner une description minutieuse, indiquant son relief, sa composition géologique, ses divisions naturelles ou politiques, l'emploi qui en est fait par l'homme ; 4° les richesses du pays en minéraux, végétaux et animaux, richesses dont l'importance mérite sans doute qu'on leur réserve une section à part, distincte de celle qui est consacrée à la description du sol. Il est assurément

difficile de donner un nom unique à l'ensemble des descriptions de toutes ces choses qui composent le milieu social. Pourtant, s'il fallait en trouver un, nous croyons que le terme de *géographie* serait le moins mal choisi, à condition que sous ce terme on embrassât, comme nous venons d'en indiquer la nécessité, la météorologie, l'hydrographie, l'orographie, et même la géologie, la minéralogie, la botanique et la zoologie dans leurs relations avec la science sociale. — Maintenant, le milieu dans lequel se meut l'homme étant désormais connu, passons à l'étude même de l'homme. Ici il s'agit d'étudier, non plus le territoire, mais la population. Il s'agit de faire connaître la race et les individus qui la composent. C'est une étude d'*ethnographie* qu'il faut entreprendre. Mais des subdivisions s'imposent. Nous avons à analyser par exemple la population française. Pour cela, trois études au moins sont nécessaires. Il faut tout d'abord décrire les caractères généraux, physiques ou intellectuels communs aux individus de ce peuple, en indiquant aussi, mais sommairement, comment et dans quelle mesure ils varient d'une subdivision du peuple à l'autre : c'est l'examen *anthropologique* du type de la race, l'examen *psychologique* et *linguistique* en étant une simple fraction. En second lieu, « l'homme moyen » de la race une fois connu, il faut envisager la population dans son ensemble encore, mais cette fois en tenant compte de ce qu'elle est formée d'individus divers, et en essayant de dénombrer cette population et les principaux faits qui agissent sur elle : nous passons ainsi à l'étude *démographique* de la société, étude qui comprend celles du chiffre, de la répartition, de la densité de la population, celles des naissances, mariages, décès, maladies, etc... Enfin après avoir envisagé les membres de la société dans leurs caractères anthropologiques communs et dans les grands faits démographiques qui les atteignent tous plus ou moins, il faudrait les envisager dans leur division en groupes plus ou moins fermés : familles et races ; villes et provinces ; professions ; classes sociales ; religions ; associations de toute espèce ; genre d'études qui a déjà tenté plus d'un chercheur, qui a vu naître de bons et importants travaux, qui pourtant n'a point encore reçu à notre connaissance de nom technique, et que nous proposons de désigner, jusqu'à nouvel ordre, sous le nom d'*histologie sociale*, par analogie avec la science à laquelle revient l'examen, chez les êtres vivants, de l'arrangement des éléments cellulaires en tissus multiformes. — En un mot, résumant tout ce qui précède, nous dirons que l'anatomie de la société comprend, pour

nous, deux genres de recherches : celles qui ont trait à la connaissance du milieu dans lequel se meut la société, à la géographie sociale au sens le plus large du mot ; celles qui ont trait à la connaissance des hommes composant cette société, à l'ethnographie, laquelle étudie les caractères généraux de l'individu, le chiffre de la population et les principaux événements qui les modifient, enfin sa division en groupes fondés sur des similitudes d'origine, de situation ou de pensée.

Après l'anatomie de la société, il faut aborder sa physiologie. L'activité humaine, à la considérer en grand, se manifeste de deux façons : matériellement, par la production et l'emploi de choses utiles à la vie ; intellectuellement, par la création et la diffusion d'idées de toute sorte. Donc, voilà au moins deux ordres de phénomènes à étudier : les phénomènes économiques et les phénomènes intellectuels. Qu'on nous comprenne bien. Nous ne voulons pas dire que les faits économiques n'ont rien d'intellectuel. Il est clair que des idées président à la production, souvent même à la consommation ; que le système de la distribution des richesses est influencé par des sentiments de toute nature. De même nous ne croyons pas que l'activité intellectuelle puisse se passer d'un *substratum* matériel : le savant a besoin de livres, le peintre de couleurs, le prêtre d'objets consacrés. Mais enfin, dans les phénomènes économiques, si les moyens peuvent être intellectuels, le but est matériel : c'est la satisfaction des besoins physiologiques. Et, au contraire, dans les phénomènes moraux, si les moyens peuvent être matériels, le but est intellectuel : c'est la satisfaction des besoins psychologiques. Notez qu'il n'est pas nécessaire, pour admettre cette distinction, de croire à une différence radicale de nature entre les faits physiologiques et les faits psychologiques, entre le corps et l'esprit. Il suffit de reconnaître qu'il existe au moins entre eux une différence apparente, indéniable celle-là. Maintenant, entre ces deux ordres de faits, il s'en place un troisième : les faits juridiques. Les règles du droit ont le plus souvent pour objet de régler la question de savoir à qui appartiendront telles et telles richesses. Mais elles ont aussi pour but de faire régner dans la société un certain *ordre*, fondé sur la notion d'équité, c'est-à-dire de faire triompher une idée. Elles sont donc dominées par l'intelligence autant que mêlées à la matière ; leur place est à mi-chemin. En dernier lieu, dans toutes ces relations entre hommes, qu'elles soient économiques, juridiques ou intellectuelles, nous ne voyons pas seulement apparaître en chaque relation deux contractants, deux

co-échangistes. Très souvent l'opération se fait sous le contrôle ou avec la coopération de la collectivité, représentée par tel ou tel de ses agents. C'est donc que la collectivité a une existence propre, différente de celle de ses membres, et intervenant dans cette dernière. Les faits relatifs à la vie de cette collectivité, considérée comme entité distincte, sont des faits politiques, et constituent ainsi une quatrième classe de phénomènes sociaux, qui domine les trois précédentes. Voulons-nous donc donner une division de la physiologie sociale? Nous trouvons, à la base, la *sociologie économique* (que nous nommons ainsi pour la distinguer de l'économique, ou économie politique, qui est un art, tandis que la sociologie économique est une science). Elle s'occupe de la manière dont se produisent, circulent, se répartissent et sont consommées les richesses. Elle correspond, nous l'avons vu, à l'activité matérielle de l'homme. Vient ensuite, dans l'ordre de l'activité matérielle-intellectuelle, la *sociologie juridique*. Puis, dans l'ordre de l'activité psychique, la *sociologie intellectuelle*. Celle-ci, même, doit être subdivisée. Les phénomènes intellectuels sont en effet de plusieurs sortes : il y a les faits esthétiques, les faits intellectuels proprement dits, les faits moraux, les faits religieux, ou, comme on aurait dit dans l'école éclectique, l'activité de l'homme en tant qu'elle se tourne vers le beau, vers le vrai, vers le bien, ou vers « leur source commune, la divinité. » On peut donc, à bon droit, distinguer ici une *sociologie esthétique*, une *sociologie intellectuelle proprement dite*, une *sociologie morale*, une *sociologie religieuse*. Et enfin, lorsqu'on a envisagé l'homme sous ces multiples aspects, il faut, abandonnant les individus, se tourner vers l'État, qui résulte de leur concours, se demander quel est son régime, son gouvernement, quelles sont ses relations tant avec ses membres qu'avec les États voisins; c'est l'objet de la *sociologie politique*, laquelle est ainsi la quatrième et dernière branche de la physiologie sociale.

Nous avons, de la sorte, dressé le tableau complet des sciences sociales. Mais il semble que nous en ayons oublié, et de très importantes. L'*histoire*, va-t-on nous demander, où la placez-vous? Au risque de heurter les idées reçues, nous répondrons sans hésiter : partout et nulle part. L'histoire, pour nous, n'est pas une science distincte ayant son individualité propre. Quand on examine une société, il faut sans cesse remonter dans le passé ; pour constituer sa démographie, on doit se demander ce qu'était autrefois le chiffre de la population, afin de le comparer au chiffre présent ; pour con-

naître son activité matérielle ou esthétique, on doit partir de l'état où se trouvait, le plus anciennement possible, son industrie ou son art; pour comprendre et juger sa morale, sa science, sa religion actuelles, nécessairement aussi il faut envisager celles de ses ancêtres. Mais, en faisant ainsi l'histoire des faits économiques, esthétiques, moraux, intellectuels, religieux, etc., on fait en réalité de la sociologie économique, esthétique ou morale, intellectuelle ou religieuse. Car les phénomènes ne changent pas de nature suivant qu'on les envisage dans le présent ou dans le passé. Dira-t-on que le passé constitue la matière de l'histoire, et le présent, celle de la sociologie? Mais, comme les faits d'aujourd'hui seront demain au nombre des faits passés, ils auront donc successivement appartenu à deux sciences différentes! La vérité est que les faits passés appartiennent, aussi bien que les faits présents, à la sociologie. Il n'y a pas même lieu de distinguer, à côté de l'anatomie et de la physiologie, une *embryologie sociale*, qui étudierait l'évolution des sociétés: car l'examen de l'évolution de leurs formes rentre dans l'anatomie sociale, et celui de l'évolution de leurs fonctions compète à la physiologie sociale. Pour le mot d'« histoire », ce n'est qu'un terme très général, sans portée scientifique précise, indiquant seulement qu'il s'agit d'une science de description, et s'appliquant dès lors aussi bien aux minéraux qu'aux peuples humains (1). Si on veut donner à ce mot un sens plus technique, il faut en faire le synonyme de « critique historique », et ne l'appliquer plus qu'à l'ensemble des procédés par lesquels on vérifie l'exactitude d'une assertion, la réalité d'un fait. Prise en ce sens, l'histoire sera un auxiliaire très utile, et même indispensable, des sciences sociales; mais elle ne sera pas elle-même une science sociale, elle sera un instrument scientifique. Nous ferons une réponse analogue à ceux qui nous reprocheront d'avoir omis dans notre liste telle de leurs études favorites, par exemple la *statistique* ou l'*archéologie*. La statistique et l'archéologie sont des procédés d'investigation dont se sert la sociologie, elles ne sont pas des sciences. La statistique, c'est l'emploi des chiffres, des données quantitatives dans l'étude des sociétés: emploi des plus recommandables, puisque c'est seulement par l'introduction de mesures quantitatives qu'une science peut se préciser; mais enfin simple méthode, simple moyen de technique,

(1) Il existe en effet, à Paris, dans l'enseignement supérieur, une chaire d'« histoire naturelle des minéraux ».

applicable d'ailleurs (sauf les difficultés pratiques) à tous les phénomènes sociaux sans distinction, mais non pas évidemment science particulière ayant à elle son domaine propre ! La statistique n'est pas plus une division de la sociologie que l'analyse quantitative n'est une division de la chimie. Et quant à l'archéologie, c'est, elle aussi, une méthode ; c'est la méthode qui permet de reconstruire les sociétés passées grâce à leur art, à leurs monuments, à leurs inscriptions ; mais ce n'est pas une science, parce qu'elle n'a pas sa fin en elle-même, parce qu'elle n'est que le moyen, un des moyens pour connaître l'état économique, juridique, intellectuel ou politique des sociétés du passé. Si l'archéologie était une science, il faudrait en dire autant des procédés si difficiles et si féconds qui permettent de faire des coupes dans les fossiles, puisqu'ils nous renseignent avec une rare précision sur les organismes éteints. Non, encore une fois, il n'y a point ici des sciences ; il n'y a ici que des moyens d'enquête, des procédés d'information et de découverte, dignes sans doute de toute notre attention et de toute notre estime, mais auxquels on peut seulement donner le nom de « techniques », de « auxiliaires de la science ».

En motivant ces exclusions, nous espérons avoir justifié notre classification des sciences sociales du reproche d'être incomplète. Pour en préciser encore le sens, nous devons maintenant faire observer que nous n'avons point prétendu que cette classification fut une « hiérarchie (1) ». Nous ne savons pas, par exemple, si les faits économiques sont plus essentiels que les faits juridiques, ni ceux-ci que les faits intellectuels. Nous ne sommes pas sûrs que les premiers soient historiquement antérieurs aux seconds, ni les seconds aux troisièmes. Peut-être tous ont-ils apparu simultanément, tous sont-ils également constitutifs de la nature de l'homme et de la nature de la société. On peut leur attribuer un numéro d'ordre, non pas un numéro d'importance. — Nous nous permettrons aussi de remarquer que notre présente classification n'est nullement en désaccord avec une division de la sociologie (considérée comme la synthèse des sciences sociales) que nous avons donnée dans un autre travail (2). Nous y disions, en bref : de même que la biologie

(1) C'est un des points sur lesquels nous ne sommes point d'accord avec M. de Greef.

(2) Voir *Revue Internationale de Sociologie*, n° 1.

étudie les êtres vivants à deux points de vue différents, examinant d'abord chacune des espèces animales ou végétales dans la totalité de ses attributs (zoologie descriptive et botanique descriptive), puis chaque organe et chaque fonction dans la totalité des êtres qui les renferment (anatomie comparée et physiologie comparée), de même la sociologie doit étudier les organismes sociaux à deux points de vue successifs. Elle doit d'abord prendre les sociétés les unes après les autres, analysant en chacune d'elles tous les faits qu'elle présente à l'observateur : on a ainsi la sociologie descriptive. En second lieu elle doit synthétiser ces données, résumant chaque ordre de faits tel qu'il a été constaté dans la série des sociétés où on l'a rencontré : c'est la sociologie comparée. La première investigation isole les organismes (sociaux) étudiés, et rapproche les phénomènes présentés par un même organisme. La seconde au contraire isole les phénomènes, et rapproche les organismes. Cette division de la sociologie, nous le répétons, n'est nullement en désaccord avec la classification que nous venons de proposer ; au contraire. L'exemple de la biologie va encore nous le prouver. Le zoologiste qui décrit une espèce en fait successivement l'anatomie et la physiologie. Après quoi seulement il est possible de constituer l'anatomie comparée ou la physiologie comparée. Il en est exactement de même en sociologie. La division des recherches en anatomie et en physiologie s'impose au sociologue qui décrit, avant de s'imposer au sociologue qui compare. En faisant la monographie d'une société, il faut envisager tous ses éléments, puis toutes les manifestations de leur activité ; toutes les formes, puis toutes les fonctions. Une fois faites les descriptions de sociétés isolées ; vient l'œuvre synthétique qui essaie de dégager les règles générales de la structure des sociétés, puis les règles générales de leur fonctionnement. En un mot donc, notre classification des sciences sociales est, si l'on peut ainsi parler, intérieure à notre division de la sociologie, puisque chacune des deux grandes sections entre lesquelles nous scindons la sociologie doit successivement faire appel à toutes nos sciences sociales. Pour résumer tout ce qui précède, ou pourrait dire : La sociologie décrit d'abord les sociétés ; pour cela elle étudie en chacune anatomiquement ses éléments composants (milieu, individus) et physiologiquement l'action de ses membres (activité économique, juridique, intellectuelle, politique). Puis la sociologie compare entre elles ces sociétés qu'elle a décrites : et ici elle essaie de dégager de leur rapprochement une anatomie synthétique et une physiologie synthétique. La différence

qu'il y a entre la sociologie descriptive et la sociologie comparée, c'est que, dans la première, les divisions se font par organismes sociaux et les subdivisions par organes et fonctions, tandis que dans la seconde ce sont les organes et fonctions qui déterminent les divisions générales, les organismes sociaux ne constituant plus que des subdivisions. Idées hypothétiques et peut-être un peu obscures à première vue, mais sur lesquelles la comparaison avec ce qui est admis en biologie est de nature à jeter, croyons-nous, un jour singulier.

Pour terminer, nous devons dire un mot des arts sociaux. A vrai dire, leur classification n'est plus à faire: elle est faite, puisqu'elle est nécessairement la même que celle des sciences sociales sur lesquelles ces divers arts reposent. On peut, en effet, trouver des arts correspondant à toutes les sciences sociales. Cela est même aisé pour les sciences qui rentrent sous la rubrique « physiologie sociale ». A la sociologie politique, nous apprenant comment les peuples sont gouvernés en fait, correspond la *politique*, art de les gouverner idéalement ou en théorie (il est vrai que pour s'appliquer à la vie réelle, l'« art politique » est obligé de se transformer en une « pratique politique » qui n'a plus rien d'idéal). A la sociologie intellectuelle avec ses quatre subdivisions, sociologie religieuse, sociologie morale, sociologie intellectuelle proprement dite, sociologie esthétique, correspondent la *religion*, la *morale*, la *logique*, l'*esthétique*, auxquelles on peut et doit joindre la *pédagogie*, qui leur sert de préparation à toutes, ou du moins aux trois dernières. A la sociologie juridique, correspond le *droit*. A la sociologie économique correspond l'*économie politique*, qu'il vaudrait peut-être mieux nommer simplement l'*économique*. — Il semble plus difficile de découvrir les arts qui correspondent aux sciences relatives à l'anatomie sociale. On est même porté à soulever ici une difficulté logique. La physiologie sociale, pourrait-on dire, étudie des fonctions; or des fonctions peuvent toujours, en théorie du moins, être modifiées; il est même de leur nature qu'elles se modifient sans cesse, puisque les besoins auxquels elles doivent satisfaire changent à chaque instant, avec les conditions dans lesquelles est placée la société; on comprend donc qu'il y ait ici place, à côté de la science, pour un art. Mais en est-il de même pour l'anatomie sociale, étude des éléments sociaux, qu'il n'est point au pouvoir de l'homme de transformer? En bien réfléchissant pourtant, on voit que cette transformation même n'est pas impossible. Il est plus difficile, sans doute, de créer de nouveaux organes que de changer le fonctionnement d'organes existants;

mais cela même, après tout, peut se faire (1). L'anatomie sociale, avons-nous vu, se partage en deux sciences. L'une, l'ethnographie, définit le type de la race, étudie la population et les divers groupements des individus. Eh bien, il est des moyens pour améliorer le type de la race, pour accroître la population, pour modifier le groupement des individus. Il y a là des arts à l'état embryonnaire, mais qui se dégageront un jour, comme déjà s'est dégagé l'art de l'hygiéniste, lequel s'appuie sur une partie des résultats scientifiques acquis par le démographe, les résultats relatifs à la morbidité. Quant à l'autre partie de l'anatomie sociale, celle que nous avons nommée la géographie (*lato sensu*), celle qui comprend l'étude du milieu où vit l'homme, animaux, végétaux, minéraux, sol, atmosphère, eau, elle comporte aussi de nombreuses applications pratiques. L'art de l'élevage et celui de la culture, celui de l'extraction minière, l'art des constructions, l'art nautique et même l'art aérostatique y rentrent, à condition bien entendu de remarquer que ces arts ne dépendent pas seulement des sciences sociales, mais peut-être davantage encore des sciences naturelles, physiques, ou même mathématiques. On a là un frappant exemple de cette propriété bien connue que possède l'objet des sciences sociales, de concentrer en soi d'une certaine façon l'univers. Mais il faut toujours craindre de s'égarer en de semblables spéculations, et le plus sûr est de dire seulement qu'il n'est pas de science sociale qui ne puisse trouver ou faire naître un art corrélatif, et que par conséquent la classification des arts sociaux n'est pas différente de celle des sciences sociales.

RENÉ WORMS.

(1) La même question : « peut-on modifier des organes ? une anatomie expérimentale est-elle possible ? » se pose en biologie, et les savants contemporains les plus distingués n'hésitent pas à répondre par l'affirmative. — Voir Henri de Lacaze-Duthiers, préface des *Archives de Zoologie Expérimentale*; Gaston Bonnier, l'*Anatomie expérimentale* (*Revue scientifique*, 19 septembre 1893).

CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

ROUMANIE.

En dehors des faits purement politiques, tout ce qui a trait à la Roumanie est généralement si peu connu en Europe, que je crois indispensable pour faciliter l'intelligence des faits d'actualité intéressant cette rubrique du *mouvement social*, de rappeler les conditions économiques particulières de ce pays.

La Roumanie, quoique ne différant pas beaucoup au point de vue politique des états occidentaux de l'Europe, leur ressemble cependant très peu au point de vue économique. Cela s'explique par le fait qu'il n'y a qu'à peine 40 ans, depuis qu'elle a passé du régime féodal qui y régnait et que protégeaient jalousement la domination barbare de la Sublime Porte et le protectorat de la Sainte Russie, à la moderne organisation sociale bourgeoise. N'ayant pas encore pu parcourir toutes les étapes de l'évolution économique qui fit aboutir les autres nations d'Europe à la période du machinisme et de la grande industrie, elle en est restée à la manufacture et à l'agriculture dépourvue de l'outillage moderne perfectionné, extensive quant à l'étendue, mais très intensive quant à l'exploitation du paysan.

En ce qui concerne son avènement même, une particularité est bien intéressante à noter. Le bouleversement social qui ne renversa ailleurs la féodalité au profit du tiers-état, qu'au prix de longues années de luttes et de massacres, eut lieu en Roumanie du jour au lendemain, sans qu'une goutte de sang fut versée. Il n'est même pas dû à la poussée d'une puissante classe bourgeoise qui réclamait la prépondérance dans les affaires publiques par l'intelligence, la richesse, la vitalité des membres. La bourgeoisie roumaine d'alors était si faible et si peu consciente qu'elle ne comptait même pas comme facteur social.

Elle n'avait pas pu se développer parce que les productions naturelles du sol suffisaient à l'alimentation du peuple, et que le commerce avec l'étranger était à peu près nul, se bornant à l'exportation de quelques articles en Orient et à quelques menues importations des pays limitrophes. Aussi ne se composait-elle que d'un petit nombre

les produits de leurs récoltes, une corvée de 12 jours par an (7 de moisson, 4 de fauchage, 1 de sarclage) dans lesquels ils devaient accomplir une tâche déterminée qui demandait en réalité le quadruple de ce temps; ou sinon les remplacer par une somme d'argent calculée non d'après la valeur de la journée légale du travail qu'ils devaient, mais d'après le nombre de jours que demandait l'accomplissement des diverses opérations que comprenait une tâche déterminée comme la moisson, le chauffage, etc. Par ce moyen détourné le boyard, au lieu des 12 journées légales, en obtenait au moins 50 et même plus, selon son degré de rapacité et de puissance dans l'Etat.

La féodalité régnait donc sans contestation en plein XIX^e siècle, et canalisait à son profit toutes les forces vives du pays.

Elle aurait pu longtemps durer encore, si cette moderne solidarité économique qui relie tous les pays d'Europe et qui fait que tout progrès réalisé par l'un d'eux doit être immédiatement adopté par les autres, n'avait pas exigé que la profonde transformation sociale, qui avait eu lieu partout ailleurs, fut faite ici aussi. Le régime féodal fut, en effet, renversé en 1848, grâce à l'appui que l'étranger — la France notamment — prêta à quelques fils de boyards revenus de leurs voyages à travers l'Europe, enthousiasmés des beautés de l'ordre capitaliste, partout rencontré, sans cependant en discerner ni les vices, ni les iniquités, et qui s'insurgèrent pour l'implanter dans leur pays aussi. On brûla le règlement organique sur une des places de Bucarest; on décréta l'égalité en abolissant les titres de noblesse et en soumettant les boyards également à l'impôt; on proclama la liberté en affranchissant les paysans, en un mot on fit une révolution. Les vieux boyards s'y opposèrent d'abord vivement, puis se soumirent en comprenant le profit qu'ils pourraient tirer du nouvel état de choses. Ils se dirent qu'en affranchissant le paysan, ils se libéraient à leur tour de l'ancienne obligation de le nourrir; et qu'en le réduisant à ses propres moyens ils pourraient l'exploiter avec plus de profit en vertu de la nouvelle formule de la *liberté du contrat*. Mais comme l'accomplissement de ce projet à la lettre menaçait de provoquer une terrible révolte parmi ceux à qui on octroyait si libéralement la liberté de mourir de faim, les boyards biaisèrent. Ils firent semblant de faire une grande concession au peuple, alors qu'en réalité ils tâchaient tout simplement de résoudre cette vieille question de la co-propriété du sol avec le paysan (1).

(1) Le discours prononcé à la Chambre de 1889, par Kogalniceanu, le ministre qui fit voter la loi de 1864, ne laisse aucun doute à ce sujet.

Par la loi de 1864, ils abandonnèrent en pleine propriété aux paysans une partie des terres dont ils avaient auparavant l'usufruit, à condition de renoncer à toute prétention sur le reste. Ils se firent en outre dédommager par l'État pour leur *généreux sacrifice*, en recevant non la valeur des terres expropriées, mais le montant des corvées de jadis dont on les privait, et qu'ils évaluèrent à des sommes considérables.

Ce prétendu abandon ne fut cependant pour les paysans ni général, ni gratuit. La distribution ne s'étendit, en effet, qu'aux paysans qui étaient en ce moment propriétaires de bestiaux, c'est-à-dire à un tiers d'entre eux. Ceux-ci reçurent des terres variant d'après le bétail qu'ils possédaient jusqu'au maximum de 11 pogons et dont ils devaient rembourser la valeur (1) à l'État par annuités durant quinze ans. Toutefois, les articles 4 et 5 de la loi ouvraient en faveur de ceux qui n'avaient rien reçu le droit à d'ultérieures distributions, du moment que l'État avait maintenant assumé l'obligation qui incombait auparavant aux propriétaires d'entretenir les paysans.

Les boïards firent donc une excellente spéculation pécuniaire et en même temps affranchirent leurs terres de la servitude dont elles étaient obérées. Le paysan gagna avec sa liberté quelquefois un lopin de terre, mais il perdit une relative sécurité de la vie. Cette terre était de la plus mauvaise qualité, produisant à peine l'annuité due à l'État ; néanmoins on lui disait de se réjouir, parce qu'il était propriétaire et libre !

Mais ce n'est pas tout. Ce qui était donné d'une main était repris de l'autre : ainsi on enlevait au paysan le droit, qu'il avait toujours eu, de prendre librement dans les forêts le bois nécessaire à son chauffage et outillage. D'autre part, la loi était pleine de lacunes volontaires et d'omissions calculées, destinées à mettre le paysan à la merci du maître. Ainsi on lui accordait quelques arpents de terre sans cependant lui donner en même temps les moyens de production pour la faire valoir, ni lui en faciliter l'acquisition au moyen de la création de banques rurales. On l'obligeait d'une façon détournée à emprunter de l'argent au maître pour se les procurer.

Dès la première heure, le paysan fut donc obligé de s'endetter et il lui fut désormais impossible de s'affranchir parce que, d'une part, la loi ayant omis de le pourvoir d'abreuvoirs et de pâturages nécessaires, il devait constamment les louer au grand propriétaire, et parce que, d'autre part, celui-ci lui réclamait le paiement de sa dette non en

(1) Non la valeur réelle, mais l'équivalent de celle que l'État payait aux boïards d'après le calcul des corvées, comme nous l'avons indiqué plus haut.

argent, mais en travail. Or son travail était évalué à des prix si dérisoires, qu'il ne pouvait jamais accomplir dans le cours de l'année les nombreux ouvrages que le propriétaire lui imposait; de sorte qu'après avoir fourni une besogne valant dix fois le montant de sa dette, au bout de l'année il devait encore une somme, que le maître passait à l'année suivante en y ajoutant des intérêts usuraires, et ainsi de suite indéfiniment. Quand on les réclamait, les paysans ne pouvaient exciper de ce que leurs champs demandaient des soins immédiats. S'ils résistaient, une loi spéciale mettait à la disposition du maître la machine administrative et la force armée pour les contraindre.

Au maître seul le droit à la culture faite à point: le paysan était réduit à ne presque rien récolter, parce qu'il n'avait pu labourer, ensemer, sarcler, ou faucher à temps.

D'autre part, ceux qui n'ont pas reçu de terres ou qui n'en ont plus que très peu, à la suite des émiettements du patrimoine par les héritages, doivent s'adresser au propriétaire qui, spéculant sur leurs besoins, leur impose des conditions monstrueuses incroyables. Ils en sont arrivés à un degré d'exploitation tellement inouï, que je crois indispensable pour me faire croire de prendre un exemple réel.

J'emprunte au consciencieux travail de M. Filoti (1) le contenu d'une convention agricole intervenue entre les habitants de Slobozia-Clin-ceni et le fermier M. D. Popesco.

Par l'article 1^{er} de cette convention, les paysans s'obligent pour la location de 4 pogons, à céder d'abord au maître la moitié de la production brute de leur récolte, puis à lui fournir les suivantes obligations que nous transcrivons ici, avec, en regard, leur valeur en argent pour en faire la somme:

1) Prestation de 4 jours travail manuel, à 2 fr., ci. . .	8 fr.
2) — 2 — avec bœufs, à 5 fr., ci. . .	10
3) Transport de 2 kilo blé à Jilava, ci.	5
4) Travail de 1 pogon blé et 1/2 colza, comprenant labou- rage, ensemencement, moisson et transport des meules à la machine.	25
5) Don de 3 poules	3
6) — 5 kilog. haricots.	1
7) Labourage de 4 pogons blé pour remplacer la part de paille de maïs due au maître qu'il cède aux paysans, à 8 fr. .	32
Si nous ajoutons la dîme (1/2 du produit), évaluée par le propriétaire dans l'acte à 70 fr. pour 4 p.	280
	<hr/> 364 fr.

(1) *La Question agraire en Roumanie*, Bruxelles, 1891.

Le fermier par conséquent, gagne pour les 4 pogons, dont la location lui revient à 100 fr. (à raison de 25 fr. chacun), le beau denier de 364 fr., plus de 300 0/0.

« Ce qu'il y a de plus révoltant à constater encore, écrit M. Filoti, c'est que la valeur du rendement de 4 pogons n'atteint pas 364 fr., de sorte que le fermier absorbe et la rente du sol et le travail du paysan, et ses semences et même ses instruments de culture. » — Et les émules de ce fermier sont légion !

..

La fameuse abolition du servage accomplie par cette révolution, au nom du progrès, ne fut donc qu'un leurre, car, par l'inhumaine exploitation que nous avons décrite, elle aboutit à la plus terrible prolétariation de l'ouvrier campagnard qui existât en Europe.

Il faut voir de près ces paysans pour se rendre compte de l'inénarrable misère qu'ils endurent. Hâves, abêtis, sauvages, leur nudité à peine couverte pendant l'été et l'hiver affublés de peaux de bêtes, ils ne sont pas loin de ressembler aux serfs du temps de La Bruyère. Travaillant des 15 heures par jour ; vivant, sans aucune observation des lois de l'hygiène, dans d'informes cahutes pétries de boue et de crotin, sans fenêtres ni cheminées, pêle-mêle avec leurs bestiaux ; ne mangeant presque jamais de pain, ni de viande, mais une grossière pâte de maïs souvent moisi et si avarié qu'il provoque la *pellagre*, cette maladie terrible qui ronge et détruit petit à petit — ce sont de vrais *parias*.

Le cœur des plus endurcis se serre quand on les voit si misérables au milieu de l'opulence des champs couverts de riches moissons ondulant au soleil à perte de vue... Les maladies, la fièvre palustre notamment, et les épidémies les déciment (1). Chez les enfants, la mortalité est effrayante. Les hôpitaux sont trop éloignés pour eux et la superstition les en écarte. Les médecins d'arrondissement ont de trop grandes circonscriptions à visiter, et puis ils sont si peu consciencieux que pour les décider à se rendre dans les villages, un règlement a dû décider que les registres où ils doivent signer soient vissés dans les mairies.

De tout cela résultent de très graves conséquences. C'est d'abord

(1) M. le docteur Munteano, dans une récente étude, évalue le nombre des paysans atteint de la *pellagre* à une moyenne annuelle de 20,000 avec 5,000 décès ; des syphilitiques à 92,000 ; de ceux atteints de la fièvre à 384,000 donnant 19,000 décès.

l'augmentation constante du nombre de jeunes gens qui doivent être exemptés du service militaire, comme impropres. Puis l'augmentation de l'émigration qui, si elle n'avait pas été enrayée par le gouvernement, aurait pu prendre de grandes proportions. Enfin les révoltes agraires, éclatant souvent de ci de là, qui en 1888 firent tache d'huile et menagèrent de se transformer en une véritable *jacquerie*. Des milliers de paysans s'insurgèrent en demandant les terres auxquelles ils avaient droit en vertu des articles 4 et 5 de la loi de 1864, et comme ils mouraient de faim s'emparèrent des greniers de maïs en promettant toutefois de les rendre après la moisson. Le gouvernement au lieu de faire droit aux légitimes demandes des paysans, envoya des troupes, qui sous la conduite de quelques forcenés firent des charges terribles, massacrant tous ceux qu'ils rencontraient, violant les femmes, pillant tout et passant comme une trombe qui emporte tout sur son passage... On gardera longtemps, sous les chaumes, le souvenir de ces monstrueuses dragonnades et le nom des criminels qui les ordonnèrent !

La révolte avait été noyée dans le sang, mais l'avenir restant plein de dangers, le gouvernement acculé dut faire quelque chose pour les paysans. Il fit voter en 1888-1889 une loi l'autorisant à leur vendre les domaines, d'une étendue de plus d'un million d'hectares, que l'État possédait depuis la sécularisation des biens d'Eglise en 1864. Mais au lieu de poursuivre l'œuvre entreprise par la loi de 1864 — étendue grâce à la loi de 1878 en faveur de 1/8 de la population par la distribution de terres promise aux soldats qui avaient pris part à la guerre Russo-Roumaino-Turque — en répartissant ce domaine entre les 20,000 familles qui ont moins d'un hectare et les 300,000 qui n'ont rien (1); le gouvernement le partagea arbitrairement en lots de 5, 10 et 25 hectares, avec l'arrière-pensée de créer une petite bourgeoisie agricole, sur laquelle le gouvernement puisse s'appuyer pour mieux résister aux revendications des prolétaires. Le prix de ces lots a été fixé à 20 fois le prix du fermage payé par les fermiers capitalistes, qui souvent l'avaient haussé considérablement se basant non sur la valeur de la production du sol, mais sur la possibilité de l'exploitation du paysan, connue dans l'exemple cité plus haut.

Comme d'autre part cette loi n'a reçu, jusqu'à présent, qu'une application très restreinte et absolument abusive — elle a abouti à une colossale mystification.

(1) Chiffres donnés par M. Carp, ministre.

A part cela, aucune loi n'est intervenue dans les derniers temps en faveur du paysan. On n'a même pas songé à rapporter cette monstrueuse obligation, qui leur impose une corvée de quelques jours par an, pour l'entretien des chemins vicinaux, à l'époque justement où leur travail est le plus rémunérateur et nécessaire à leurs cultures.

Une loi fut votée, il est vrai, en 1882, pour modifier la législation existante des *embauchements agricoles*, mais l'amélioration qu'elle consacrait se bornait à accorder aux paysans embauchés, deux jours par semaine pour la culture de leur patrimoine. Et encore cela fut la plupart du temps illusoire, car — et cela montre bien jusqu'où l'astuce et l'impudence des maîtres peut aller — cette loi ne fut pas portée à la connaissance du paysan par affichage dans les mairies, de sorte que pendant longtemps les campagnards ont ignoré ce mince avantage même.

Dans la dernière session législative, une nouvelle loi fut votée, sur l'initiative de M. Carp, qui pour faire passer les mesures réactionnaires qu'il préconise, se targue d'avoir fait quelque chose en faveur des paysans par le fait qu'il prohibe, pour la location d'un même pogon, le *cumul* de redevances, dont nous avons déjà donné un exemple, sans cependant proscrire ces vestiges des anciennes relations féodales.

Il est facile de voir pourtant que cette amélioration est chimérique, du moment qu'un propriétaire peut spécifier pour chaque pogon un autre genre de paiement, de sorte que pour le total de la terre affermée à un paysan, il pourra obtenir de lui de l'argent, et des prestations en nature, et des jours de corvée. D'autre part les députés grands propriétaires firent ajouter à la loi un article, où il est dit, que nonobstant ces dispositions ceux qui voudraient pourraient contracter dans les formes du droit commun. Ce n'était vraiment pas la peine de faire tant de façons pour arriver à un pareil avortement.

C'est comme si une loi intervenait en France pour limiter la journée de travail tout en laissant aux parties intéressées la faculté de la violer.

..

Malgré l'intronisation de l'ordre capitaliste, l'industrie ne put prendre un grand essor, dans ce pays essentiellement agricole. La concurrence étrangère la tuait en germe, les capitaux étant trop chers, les débouchés trop exigus.

Mais cela ne faisait pas le compte des libéraux doctrinaires, détenteurs du pouvoir, à qui il manquait ainsi un point sérieux d'appui. Ils s'efforcèrent alors de la créer de toutes pièces à coups de mesures protectrices. Ils votèrent d'abord une loi pour exempter chaque nouvelle fabrique de tout impôt et de toute taxe d'entrée pour matières premières importées. Puis pour lui assurer le marché intérieur ils frappèrent l'importation des produits similaires de droits exorbitants. Les étrangers lésés répondirent en surtaxant l'entrée de nos produits agricoles. Malgré tout l'industrie ne se releva que très lentement.

Nos gouvernants ne se gênent donc pas pour intervenir dans l'intérêt du capital, mais quand il s'agit de l'ouvrier, ils se réclament de la sainte liberté des transactions pour ne rien faire en leur faveur.

Aucune loi n'étant intervenue pour limiter la journée de travail, ni pour proscrire le travail des enfants n'ayant pas fait leur quatre classes primaires, ni pour imposer l'observation de certaines conditions hygiéniques, ni enfin, pour délimiter les responsabilités en cas d'accidents, les patrons se livrent à l'exploitation la plus immodérée et la plus éhontée.

L'Etat lui-même, qui a le monopole des chemins de fer, de la fabrication du tabac et des allumettes, exploite ses ouvriers comme tout autre patron. Une enquête provoquée par de récentes collisions de chemin de fer a démontré qu'il y avait des mécaniciens et chauffeurs travaillant 36 heures sans répit et qu'en général tout le personnel des chemins de fer est soumis à un surmenage excessif.

Une autre catégorie sociale très misérable est celle des commis de magasins, très nombreux dans les grandes villes. Pour ceux-ci c'est le labeur continu, du premier jour de l'année au dernier, sans jamais d'arrêt, ni de répit ! Depuis quelque temps ces victimes du travail ont essayé de secouer leur joug. Sur l'instigation de l'éminent avocat socialiste Millé ils fondèrent à Bucarest une puissante association pour réclamer le repos dominical et quelques autres petites réformes. Ce voyant, les patrons apeurés leur proposèrent de s'interposer près les pouvoirs publics pour faire voter une loi dans ce sens, à condition d'éliminer M. Millé et tous ceux qui leur prêchaient de ne compter que sur eux-mêmes pour le triomphe de leurs revendications. Ils débarquèrent les socialistes, mais furent amèrement déçus, car à la Chambre, libéraux et conservateurs furent unanimes pour repousser cette modeste réforme.

Aujourd'hui, revenus aux socialistes, ayant à leur tête M. Mortzun,

député socialiste et M. Millé, ils forment une ligue très puissante, qui se passera bien de la Chambre pour conquérir ses droits.

..

Aucune des conquêtes modernes dans l'ordre social, n'a donc encore abouti en Roumanie.

Notre législateur, au lieu de nous donner une organisation sociale amendée par l'exemple des améliorations que l'expérience d'autres peuples y a introduites; d'y incorporer aussi les réformes profondes qui se sont révélées absolument nécessaires, mais que les droits acquis, la routine et la rivalité d'intérêts ont empêchées de se réaliser ailleurs (ce qui pour un législateur ayant à créer un système de toutes pièces n'aurait pas été difficile), s'est borné à introduire la machine capitaliste telle qu'elle avait été conçue au début, et à la lâcher sans frein, comme une machine à casser les pierres sur une chaussée, sans nul souci de ceux qu'elle pourrait écraser en route.

On n'a donc rien fait au début, et maintenant que le mal est accompli on n'intervient pas davantage.

Libéraux et conservateurs, les deux partis de gouvernement qui alternent au pouvoir, refusent obstinément d'intervenir en déclamant le suranné « laissez faire, laissez passer. »

Cependant la question sociale devient de plus en plus menaçante. Et, ce qui est pire, la question ouvrière se double en Roumanie d'une effroyable question agraire. Si la première n'a pas la même acuité qu'en Occident parce que l'industrie n'a pas encore pris assez d'essor, en revanche la seconde devient chaque jour plus aiguë grâce à l'exploitation scandaleuse des maîtres, aux lois iniques que nous avons signalées, aux mauvaises méthodes de culture perpétuées par la routine, aux crises; grâce enfin au poids des impôts qui accablent le paysan. Quoi d'étonnant que dans ces conditions surgisse un parti socialiste représentant les revendications et des prolétaires ruraux et des prolétaires urbains?

Comme toutefois il ne pouvait sortir des entrailles d'une de ces deux classes opprimées, à cause de l'abrutissement et de l'ignorance de leurs droits où elles se trouvent, ce fut la bourgeoisie elle-même qui l'engendra.

Quelques jeunes gens issus de la bourgeoisie, s'en séparèrent, dégoutés de sa mauvaise foi et de sa cupidité, pour la combattre; de même qu'en 1848 quelques fils de boïards s'insurgèrent et renversèrent la féodalité.

Parti d'en haut, le parti socialiste roumain pénètre de plus en plus dans les masses profondes du peuple, malgré les persécutions gouvernementales.

Il a déjà envoyé plusieurs représentants à la chambre, notamment M. Tadejde, le brillant orateur Mortzun; et au dernier 1^{er} mai il a fait défiler dans les rues de Bucarest plus de 6,000 ouvriers manifestant en faveur de la journée de 8 heures.

A l'effet de se réorganiser sur la base d'un programme pratique, ce parti a tenu un important congrès, à Bucarest, au mois d'avril dernier, congrès qui a eu une réussite complète. Les résolutions adoptées étant très importantes, nous croyons devoir en donner un bref compte rendu.

Soixante-trois délégués ont pris part aux travaux de ce congrès représentant les principales villes du pays. La présence d'un délégué bulgare et les sympathiques adhésions des socialistes français, allemands, russes, belges, espagnols et autrichiens lui donnaient un certain cachet d'internationalisme.

La première résolution votée a été en faveur du suffrage universel et de la représentation proportionnelle (1).

Nous n'insisterons pas sur les revendications d'ordre politique ni sur les articles relatifs aux mesures à prendre en faveur des ouvriers industriels, parce qu'en général ils sont conformes aux vœux contenus dans tous les programmes de la démocratie socialiste moderne.

Nous ferons connaître cependant quelques articles du programme agraire pratique, dictés par les circonstances spéciales du pays.

Les socialistes veulent d'abord améliorer momentanément la misérable situation du paysan. Pour cela ils demandent les mesures suivantes qui se peuvent immédiatement réaliser :

a) Attribution par l'État, à chaque commune, de champs, de pâturages suffisants, et consécration de l'antique droit du paysan de

(1) La loi actuelle, basée sur le cens, divise le corps électoral en trois collèges. Le premier comprend tous ceux qui ont un revenu foncier d'au moins 1,200 francs ; le deuxième, ceux qui paient un impôt direct d'au moins 20 francs et ceux qui ont fait au moins leur quatre classes primaires ; le troisième, le reste des contribuables des villes et les paysans. Ces derniers votent par l'intermédiaire de délégués, élus à raison de 1 pour 50 paysans. D'après cette loi, les électeurs directs inscrits dans les listes électorales, sont loin d'atteindre 10 p. 100 du total de la population.

prendre librement le bois nécessaire à son chauffage et outillage dans les forêts.

b) Refonte de la loi existante sur les embauchements agricoles de façon à protéger efficacement le paysan et à abolir tous les vestiges des relations féodales: jours de corvée, prestations en nature, services, dons, etc., ainsi que toutes les taxes de péage et d'abreuvement.

c) Réorganisation des banques de crédit agricole de façon qu'elles prêtent de préférence aux paysans pour l'achat de semences, bestiaux, instruments et machines à un modique taux d'intérêt.

d) Réduction des tarifs de chemins de fer en faveur des paysans; institution d'inspecteurs agricoles nommés en partie par les paysans, etc., etc.

D'autre part, les socialistes veulent acheminer les paysans vers la propriété collective et pour cela ils préconisent le rachat continu des terres privées, pour former à l'aide des terres appartenant encore à l'État, un domaine inaliénable, qui soit affermé aux paysans et de préférence aux syndicats de travailleurs ruraux.

Ce programme, conçu dans un esprit essentiellement pratique et serrant de très près les besoins du prolétariat, a fait une grande impression dans le pays et assurera aux socialistes de nombreuses adhésions.

Ajoutons pour terminer, que la bourgeoisie a essayé de lancer l'antisémitisme et l'irrédentisme, pour contrecarrer la diffusion du socialisme.

Mais cela ne réussit pas; les quelques énergumènes qui les propagent ne trouvent guère d'écho dans le pays.

C.-D. ANGHEL,

Avocat à la cour d'appel de Bucarest.

NOTES

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE SOCIOLOGIE.

Un certain nombre de sociologues de différentes nations, pour la plupart collaborateurs de cette Revue, se sont accordés à penser qu'il serait utile d'instituer une association scientifique internationale qui pût devenir pour la sociologie une sorte d'organe central et régulateur, comme le sont, pour des sciences voisines, l'Institut de Droit International et l'Institut International de Statistique. Ils ont été par là amenés à fonder, il y a quelque temps, un *Institut International de Sociologie* dont voici les statuts :

ARTICLE 1^{er}. — L'Institut International de Sociologie a pour but de grouper les sociologues des divers pays en vue de l'étude commune des questions sociologiques.

ARTICLE 2. — Il se compose de cent membres et de deux cents associés.

ARTICLE 3. — Il se réunit chaque année en Congrès, dans une ville choisie successivement dans les différents pays. Les Congrès peuvent, suivant les besoins, être rapprochés ou éloignés davantage.

ARTICLE 4. — Le Congrès écoute et discute les communications de ses membres sur des questions sociologiques mises à l'ordre du jour. Il élit les membres et les associés de l'Institut et en nomme le bureau pour l'année à venir. — Les membres et les associés peuvent prendre part au Congrès, et parler dans les discussions. Les membres seuls peuvent prendre part aux votes et élections.

ARTICLE 5. — Le bureau de l'Institut se compose de : un président, quatre vice-présidents, et un secrétaire général. Ses fonctions durent un an. Ses membres sont choisis, autant que possible, dans des nations différentes.

ARTICLE 6. — L'Institut publie annuellement un recueil de ses travaux contenant les communications faites aux Congrès et les discussions auxquelles elles ont donné lieu. Il peut y être également inséré, par décision du bureau, des travaux de sociologie émanant des membres et associés de l'Institut et qui n'auraient point fait l'objet d'une communication au Congrès. Le recueil sera mis en vente à un prix fixé par le bureau. Chaque membre ou associé en reçoit gratuitement un exemplaire.

ARTICLE 7. — Les langues allemande, anglaise, française et italienne seront admises dans les discussions du Congrès et dans le recueil annuel.

ARTICLE 8. — Pour couvrir les frais de la publication du recueil annuel et les autres frais de l'Institut, les membres de l'Institut paieront une cotisation annuelle de vingt francs, et les associés une cotisation de dix francs. Cette cotisation pourra être réduite ou supprimée si le produit de la vente du recueil annuel le permet.

Le bureau de l'Institut International de Sociologie, pour la première année, a été constitué de la manière suivante :

Président : John Lubbock, baronnet, membre de la Chambre des Communes et de la Société Royale de Londres.

Vice-présidents (par ordre alphabétique) : Enrico Ferri, député, professeur à l'Université de Pise ; J. Novicow, conseiller provincial, à Odessa ; Albert Schæffle, ancien ministre d'Autriche, à Stuttgart ; Gabriel Tarde, juge à Sarlat.

Secrétaire général : René Worms, directeur de la Revue Internationale de Sociologie, à Paris.

Le premier Congrès aura lieu à Paris, en 1894.

Les demandes d'admission et les communications diverses doivent être adressées à M. René Worms, secrétaire général de l'Institut International de Sociologie (Paris, rue Quincampoix, 35).

REVUE DES LIVRES

DE GREEF, *les Lois sociologiques*. — TAVARES DE MEDEIROS, *Anthropologia y Derecho*. — MARTINET, *le Socialisme en Danemark*. — *Annuaire statistique de la ville de Paris*.

Le nom de M. de Greef est moins connu en France qu'il ne mériterait de l'être. Professeur à l'Ecole des sciences sociales de Bruxelles (institution excellente dont notre pays n'a pas encore l'équivalent), cet auteur a entrepris la publication d'une sociologie complète. Il est probable qu'il ne l'aura pas terminée de sitôt, si l'on en juge par le temps que son introduction met à paraître. Cette Introduction doit avoir quatre volumes ; le premier a vu le jour en 1886, le second en 1889 ; nous attendons toujours le troisième. Pour nous faire prendre patience, M. de Greef vient de faire paraître un petit livre sur les lois sociologiques (1), qui donne le

(1) Paris, F. Alcan, 1893, un vol. in-18.

résumé des deux grands ouvrages précédents de l'auteur, en y ajoutant d'ailleurs des idées intéressantes. Nous ne suivrons pas dans le détail les vues, souvent justes, presque toujours ingénieuses, qu'il y indique; nous indiquerons seulement à grand traits sa théorie. Après avoir distingué deux facteurs des phénomènes sociaux, le territoire et la population, l'auteur divise ces phénomènes en sept catégories. Il les hiérarchise d'après leur degré de complexité croissante et de généralité décroissante, appliquant aux faits sociaux en particulier la méthode de classement qu'Auguste Comte avait indiquée pour l'ensemble des faits naturels. Il distingue ainsi les faits économiques, génésiques (relatifs à la reproduction et à la vie de famille), artistiques, intellectuels, moraux, juridiques et politiques. Chaque ordre de fait résulte des précédents, n'a pu naître historiquement qu'après leur développement, et ne saurait exister sans eux. — Cet effort intéressant pour classer systématiquement les phénomènes sociaux ne nous semble pas de tous points heureux. D'après nous il n'est pas très sûr qu'un classement hiérarchique des phénomènes sociaux soit ainsi possible, que tous les ordres distingués par M. de Greef n'aient pas une valeur et une ancienneté égale. Puis, en admettant même le principe, il est bien singulier de faire naître la religion (forme inférieure des phénomènes intellectuels, pour l'auteur), la morale et même le droit, après les beaux-arts. En outre, il est inexact de ranger les phénomènes génésiques sur la même ligne que les autres : car ils sont relatifs à la constitution même de la population, plutôt qu'à son activité; leur étude doit entrer dans celle des facteurs sociaux, plutôt que dans celle des phénomènes sociaux. Enfin, les six groupes restants n'ont pas une égale valeur : les faits artistiques, intellectuels et moraux — auxquels nous joignons les faits religieux, dans lesquels nous ne pouvons pas ne voir, avec l'auteur, qu'une forme rudimentaire de la science — nous semblent constituer de simples divisions d'un groupe unique, ayant, lui, une valeur égale à celle de chacun des trois autres groupes : groupe économique, groupe juridique, groupe politique (1). Ces remarques ne sauraient d'ailleurs nous faire oublier le mérite, très réel, de la curieuse tentative de M. de Greef, qui est le premier à avoir appliqué la méthode de Comte à une matière où le maître même n'avait pas osé résolument l'étendre — Dans le livre que nous analysons, l'auteur, après quatre chapitres sur ces généralités, donne des exemples de lois relatives aux divers genres de faits sociaux qu'il distingue. Voici ces exemples, trop peu nombreux à notre gré : 1° dans l'ordre économique, « le progrès consiste dans la réduction du travail mort par rapport au travail utile » ; 2° dans l'ordre génésique, « le nombre des enfants naturels croît avec les circonstances économiques défavorables » ; 3° dans l'ordre esthétique, « l'archi-

(1) Voir, dans ce même n° de la Revue, notre essai de classification des sciences sociales.

teature paraît avant la sculpture, celle-ci avant la peinture » ; 4° dans l'ordre intellectuel, l'auteur semble se référer à la célèbre « loi des trois états » d'Auguste Comte ; 5° dans l'ordre moral, « il y a des causes constantes qui amènent tous les ans un nombre constant de suicides » ; 6° dans l'ordre juridique, « l'infanticide est surtout pratiqué par des femmes ignorantes » ; 7° dans l'ordre politique, néant. Nous aurions bien désiré que M. de Greef nous fit connaître quelques autres lois sociales encore ; mais il pourrait nous répondre que son travail a pour but, non de les indiquer toutes (ce que l'état de la sociologie est bien loin, de permettre), mais seulement de démontrer la possibilité de les trouver. Le livre se termine par un intéressant chapitre sur les « lois sociologiques progressives et régressives ». On sait que Taine a posé, en psychologie, une loi de grande importance, d'après laquelle les associations d'idées les premières formées sont les dernières à se dissoudre. M. de Greef étend une loi analogue à la sociologie. Il cherche à montrer que les organes et fonctions les plus simples, ceux de la vie économique, survivent aux organes et fonctions plus complexes et plus tard formés, ceux de la vie politique. C'est une « illustration » de sa théorie générale, et c'est, croyons-nous, ce que ce petit livre y ajoute de plus original. Encore une fois, l'ouvrage vaut la peine d'être lu, surtout pour ceux qui ignorent les précédents travaux de M. de Greef ; mais il nous fait surtout souhaiter la continuation de son grand traité, la prochaine apparition du troisième volume de l'Introduction à la Sociologie.

..

Le livre dont nous venons de parler prouve, contrairement à un préjugé trop répandu, qu'il n'y a pas que les grandes nations (Allemagne, Angleterre, Italie, Etats-Unis, France) qui contribuent aux progrès de la sociologie. Presque tous les pays, en réalité, lui ont apporté leur pierre. Jusque de la Finlande, nous sont venues d'excellentes études sur les sociétés primitives. L'Espagne et le Portugal ne restent pas en arrière. Enfin dégagés du joug de l'inquisition, les pays ibériques se sont efforcés de suivre dignement les nations européennes plus avancées. L'esprit positif, l'esprit de la science, s'y développent de jour en jour. Les doctrines et les méthodes nouvelles y trouvent des adeptes distingués. La sociologie commence à y être cultivée ; et, comme il est naturel, c'est d'abord en les rattachant à la biologie qu'on essaie là-bas de renouveler les antiques « sciences morales ». Fort intéressant à ce point de vue est le travail que nous avons sous les yeux. M. Tavares de Medeiros, avocat, membre de l'Académie des Sciences de Lisbonne et de l'Institut international de Sociologie, — dont on n'a pas oublié la substantielle chronique, parue ici même, sur le mouvement social en Portugal, — avait écrit, il y a déjà près de quatre ans, un essai sur les relations du droit et de l'anthropologie. Le savant professeur de droit international de l'Uni-

versité de Grenada, M. Manuel Torres Campos, donna une traduction espagnole du manuscrit portugais, resté inédit, de M. Tavares. Il la fit suivre d'une étude sur un point particulier, très important d'ailleurs, de la question traitée dans ses généralités par M. Tavares : les rapports du droit pénal et de l'anthropologie criminelle. La première édition du livre, parue au début de 1892, fut très vite épuisée, puisque, un an après, il en fallut donner au public une seconde (1) ; c'est celle-ci que nous allons brièvement analyser. — M. Tavares a divisé son essai en trois parties. La première est intitulée « Anthropologie ». Elle examine cette science dans sa définition, ses relations avec les autres sciences, son extension. M. T. nomme anthropologie l'ensemble des sciences qui étudient l'homme, tant au point de vue biologique qu'au point de vue sociologique. Il rappelle et critique d'autres définitions de ce mot, et recherche comment sa propre conception cadre avec les classifications des sciences les plus usitées aujourd'hui. Chemin faisant, il indique en termes très judicieux comment l'anthropologie peut être appliquée au droit criminel et aussi (ce qu'on oublie trop souvent) au droit civil. — La seconde partie de l'essai est consacrée exclusivement au « Droit ». Le droit est, pour M. T., une vraie science, une science inductive (ou qui devrait l'être, comme doivent l'être toutes les sciences). Son objet propre est de garantir la société contre les méfaits provenant de l'action de l'homme, de faire régner dans le monde social la loi de l'impénétrabilité de l'être. Ses grandes divisions sont le droit privé, le droit public, le droit criminel, le droit international. L'auteur analyse les relations juridiques de famille, de propriété, d'obligation, de succession, ainsi que celles qui forment le droit politique, et montre aisément qu'elles reposent toutes sur des relations sociales. Les lois primitives sont les lois naturelles du développement des sociétés ; plus tard seulement sont venues les lois écrites, que les sociétés ont établies « pour se préserver contre les excès de la lutte pour la vie ». Toutes ces idées, sans être très neuves, ont été exprimées par M. T. avec un style à la fois facile et élevé qui rend fort attachante cette partie de son œuvre. La conclusion s'impose : le droit dépend de la sociologie, laquelle dépend elle-même de l'anthropologie. — Enfin, dans la dernière partie, M. T. donne une application de ses idées, en traitant de la possibilité d'une « organisation anthropologique du droit ». Il voudrait que les étudiants en droit, futurs avocats, magistrats, administrateurs ou hommes politiques, dussent suivre, en vue de leurs examens universitaires, des cours d'anthropologie, (c'est-à-dire, pour M. T., des cours de biologie humaine et de sociologie), et des cours et cliniques de médecine légale. C'est là un vœu extrêmement

(1) *Antropologia y Derecho*; Madrid et Séville, Fé, 1893, in-12 de 204 p.

sage, auquel nous nous associons bien volontiers; et nous constatons avec plaisir que certains petits pays, la Roumanie notamment, l'ont déjà réalisé, donnant ainsi à de grandes nations, au nombre desquelles est la nôtre, le bon exemple qu'elles en devraient recevoir.

A l'essai de M. T., dont il a le mérite d'avoir donné une traduction élégante, M. Manuel Torres Campos a ajouté un appendice sur l'anthropologie criminelle. Il rappelle d'abord l'origine de l'anthropologie générale, puis celle de l'anthropologie criminelle, les travaux de Lombroso et de son école, les contradictions qu'elles ont soulevées. Il analyse avec clarté et d'une manière à la fois complète et vivante les travaux des trois Congrès d'anthropologie criminelle tenus à Rome en 1885, à Paris en 1889, à Bruxelles en 1892; ainsi que l'œuvre déjà considérable de l'Union internationale de droit pénal, fondée par MM. Prins, van Hamel et von Liszt, et qui a tenu cette année même à Paris son quatrième congrès sous la présidence de M. Léveillé. Un autre mérite, plus original, de cet appendice, est de nous donner une bibliographie détaillée des travaux qu'a suscités en Espagne la discussion des idées émises par l'école criminologique italienne. Par le nombre et l'importance de ces travaux, on pourra juger de ce réveil de la pensée dans les pays d'outre-mont, de cette activité des sociologues portugais et espagnols que nous signalions il y a un moment.

..

Si la sociologie pénètre chez les nations de second rang, le socialisme s'y développe aussi — et sans doute beaucoup plus vite. Dans un petit livre alertement écrit, auquel M. Pierre Baudin a mis une préface (1), M. Camille Martinet nous fait assister à sa naissance en Danemark. Le socialisme a eu quelque peine à se développer dans ce pays essentiellement agricole, où l'opinion publique était tout entière occupée, ces dernières années, par le conflit du roi et de la Chambre. Pourtant, il y est parvenu, grâce à la transformation de l'agriculture, employant de plus en plus les procédés de l'industrie; grâce au développement de la grande industrie elle-même, au détriment de la petite; grâce enfin à l'émigration des campagnards vers les villes. Ce sont les mêmes causes, on le voit, que dans le reste de l'Europe, et notamment qu'en France même. — En 1871, une branche de l'Internationale se fonde en Danemark. Elle grandit malgré les efforts du gouvernement. Le parti socialiste adopte les résolutions du Congrès de Gotha, mais bientôt se scinde en deux groupes. L'un s'allie à l'opposition de gauche : ce sont les possibilistes danois, qui se nomment là-bas des « démocrates-socialistes ». L'autre, plus avancé, s'isole dans ses revendications : ce sont les « socia-

(1) Paris, Société d'éditions scientifiques, 1893. Un vol. in-12 de 114 p.

listes révolutionnaires » (Petersen, Frier). M. Martinet trouve d'ailleurs les deux partis bien organisés, rend hommage à leur esprit sérieux, et ne nous semble pas très éloigné de croire à leur triomphe.

..

Il existe, quoi qu'on en dise, des travaux austères qui ne manquent pas d'attrait, et je connais jusqu'à des recueils statistiques qui sont de cette catégorie. Il y a, par exemple, dans l'Annuaire statistique de la ville de Paris, des pages, et même des colonnes de chiffres, qu'on peut lire avec un très vif intérêt, et je dirais presque avec un réel plaisir. Lorsque la statistique, en effet, est suffisamment détaillée, lorsque, sur chaque point important, elle nous donne des renseignements précis et complets, ses tableaux prennent à nos yeux l'aspect concret et vivant d'une série de monographies bien faites. Et justement il y en a beaucoup de cette sorte dans le volume que nous avons sous les yeux (1). Il a paru à la fin de 1892, ou peut-être (disent les mauvaises langues) au début de 1893, ce recueil de la statistique de Paris pour 1890. Mais l'énorme masse de documents qu'il renferme explique suffisamment le long temps qu'il a fallu pour le composer. En revanche, il sera toujours difficile de savoir pourquoi on y maintient un ordre si bizarre, ou plutôt un tel désordre, dans les matières traitées. Une première partie contient : la météorologie et la climatologie, la statistique des microbes de l'air et de l'eau, l'étude de la Seine, des voies publiques et promenades, de l'eau distribuée dans Paris, de la navigation et du commerce fluvial, de l'égout et des vidanges. Ne cherchez pas à ce groupement de matières hétérogènes une raison scientifique. La seule explication, c'est que l'ensemble des services précités était centralisé jadis dans les mains de l'éminent directeur des travaux de Paris, M. Alphand. Mais aujourd'hui qu'il n'est plus, et que ces services sont disjoints, pourquoi leurs statistiques continuent-elles à être jointes ? Mystère et tradition..... — La seconde partie, bien plus homogène, traite de la démographie. Ici le savant chef du bureau municipal de statistique, le docteur Bertillon, était dans son domaine propre. Aussi cette partie est-elle, sans contestation, la meilleure du recueil. Tout ce qui touche aux mariages, divorces, naissances, décès, maladies, est traité d'une façon très complète et très intéressante. Indiquons quelques chiffres. On a compté à Paris, en 1890, près de 42,000 naissances légitimes et près de 16,000 illégitimes ; il est vrai que, la même année, se produisaient 2,800 reconnaissances d'enfants naturels et plus de 3,500 légitimations par mariage des parents. L'année 1890 a vu plus de mariages qu'aucune des années précédentes : 22,223, dont seulement 33 mariages consanguins (entre neveux et tantes, oncles et nièces, cousins germains

(1) Paris, Masson, 1892. Un vol. in-4° de 900 pages.

ou issus de germains) ; 3,693 avaient été précédés de contrats de mariage ; on n'a relevé que 17 actes respectueux. Le nombre des divorces s'est élevé à 1,378, dont 241 par conversion de séparation de corps. On a constaté 56,660 décès, soit sensiblement moins que de naissances (différence exacte : 4,421 unités) ; leurs causes sont aussi exactement indiquées que possible. La statistique des maladies dans les hôpitaux semble aussi faite avec soin. Enfin M. Bertillon a ajouté au tout une curieuse étude sur l'épidémie d'influenza de décembre 1889-janvier 1890 et ses effets dans toute l'Europe. — La troisième partie de l'Annuaire est un vrai fouillis. On y trouve successivement : le budget de Paris (recettes en 1890 : 419,300,000 francs ; dépenses : 418,337,000), l'octroi, les contributions directes, diverses indications sur la richesse immobilière, une étude très intéressante sur les denrées et objets de consommation (marché aux bestiaux, abattoirs, halles centrales, entrepôts, farines, sucre, alcool, etc...), puis ce qui concerne les pompes funèbres, le gaz, les postes et télégraphes, la caisse d'épargne, le tribunal de commerce, la statistique électorale, la circulation des voyageurs et des marchandises ; le tout, comme on voit, sans aucun ordre. Vient ensuite la statistique de l'enseignement (presque exclusivement primaire) et des bibliothèques ; puis celle de l'assistance publique (surtout de l'assistance médicale) ; ce qui concerne les enfants assistés, moralement abandonnés, ou du premier âge ; la protection des enfants employés dans l'industrie ; les données fournies par le Mont-de-Piété, les services des logements insalubres, des appareils à vapeur, des garnis ! les arrestations, réhabilitations, quelques données sur la justice pénale, fort peu sur la justice civile ; enfin la statistique militaire. Il y a là une profusion de renseignements utiles, où le sociologue peut puiser à pleines mains. Et pourtant, il existe encore bien des lacunes. Dans cet énorme volume, il n'est pas dit un mot de l'enseignement supérieur parisien ; la statistique du tribunal civil est fort incomplète, ne donnant de chiffres que pour deux ou trois sortes d'affaires ; l'assistance publique n'est guère représentée que par les secours médicaux, car pour les secours pécuniaires on ne trouve rien, si ce n'est peut-être le tableau de la page 604, (encore n'est-il pas bien sûr qu'il ne se rapporte pas à autre chose) ; enfin, la statistique des prix des denrées en détail n'est pas même esquissée, dans une étude par ailleurs remarquable sur l'alimentation parisienne : il est vrai que son relevé présentait des difficultés exceptionnelles. — Conclusion : cet Annuaire est une publication extrêmement utile et même intéressante, qui fait en somme honneur à la ville de Paris et à son bureau de statistique, mais qui pourrait être complétée encore, et qui surtout gagnerait fort à voir une classification logique se substituer à la suite confuse des matières, si nombreuses et si variées, sur lesquelles elle nous renseigne.

RENÉ WORMS.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Périodiques anglais et américains

The Political Science Quarterly (1) du mois de mars, contient deux articles de démographie.

Dans l'un, intitulé *A study in vital statistics*, M. Walter F. Wilcox s'occupe de la statistique des mariages et des divorces aux Etats-Unis, dont il avait déjà traité longuement dans son livre : *the Divorce problem*, analysé dans le 4^e numéro de notre Revue.

La seconde étude démographique contenue dans le même numéro est un compte-rendu de l'*Histoire de la population française*, de M. Levasseur. Cet ouvrage fournit à M. Mayo-Smith l'occasion d'observer que notre pays peut être considéré comme pratiquant la théorie de Malthus; or, comme au ralentissement dans l'accroissement de la population a correspondu une augmentation relativement beaucoup plus rapide de la richesse, « la population de la France, dit-il, peut être regardée comme une sorte de type dont les autres nations européennes se rapprocheront graduellement. Il n'est pas probable que le taux auquel l'accroissement de la population de l'Europe s'est maintenu depuis un siècle et plus puisse persister. Un jour viendra où le démographe pourra citer la France comme ayant pris les devants dans une voie que la civilisation doit nécessairement parcourir. » — Un reproche que M. Mayo-Smith ne peut s'empêcher d'adresser à M. Levasseur est de n'avoir traité la question de la criminalité que d'une manière trop sommaire et trop timide; mais il s'empresse d'ajouter : « Ceci n'est qu'une très légère critique à faire à une œuvre aussi substantielle et aussi admirable, qui offre aux Français un tableau si complet de leur vie nationale et qui ne présentera pas un intérêt moindre pour les étrangers, car il est dessiné avec une perspective si juste, avec un arrière-plan et des détails traités si largement que c'est en réalité la peinture fidèle d'un fragment de l'humanité. »

Sous ce titre : *Officialism in England*, M. Huffcut montre les progrès que le fonctionnarisme et l'ingérence multiforme de l'Etat font constamment en Angleterre malgré la résistance opiniâtre qu'ils rencontrent, dans cette terre classique du *Self help*, surtout de la part du barreau anglais et de l'*Incorporated Law Society* (Association des *solicitors*).

Quelle a été l'influence sur la condition des ouvriers de l'introduction

(1) New-York, Columbia College.

des machines dans toutes les branches de l'industrie? M. Hobson répond: 1° En ce qui concerne le nombre des ouvriers employés, il diminue dans les industries où la machine joue un rôle prépondérant, dans les industries textiles, par exemple; il augmente dans les industries, telles que les industries de transports, où le rôle des machines n'est qu'accessoire; c'est dans ces dernières industries que les ouvriers agricoles trouvent à s'occuper quand, par suite de la transformation des modes de culture, les travaux agricoles leur font défaut. 2° En ce qui concerne la régularité de l'ouvrage, l'auteur estime qu'elle a été troublée en général par le développement des moteurs et des outils mécaniques parce qu'en permettant de satisfaire rapidement les modes nouvelles dans toutes les branches de la consommation, il a contribué à multiplier les modes et leurs variations, et à multiplier aussi, par conséquent, le nombre des industries dont la durée est éphémère. 3° En ce qui concerne, enfin, la qualité du travail produit, M. Hobson observe que les machines ont un effet égalitaire, car elles réduisent les différences entre les deux races, entre le solide ouvrier anglais et le frêle manoeuvre hindou, entre l'artisan doué d'un esprit inventif et d'une main souple à le servir, et le travailleur obtus et grossier, être presque aussi automatique que la machine à laquelle il est attaché. De là aussi, en même temps, l'uniformité et la banalité qui caractérisent les produits fabriqués à notre époque. « Mais que le public devienne plus individualiste dans ses achats en exigeant une plus grande variété et une adaptation plus complète aux goûts individuels au lieu d'une production énorme, et ce nouveau caractère de la consommation réduira les avantages dont jouit la production mécanique en stimulant en même temps les producteurs à mettre de leur côté plus d'art et plus d'individualité dans leurs œuvres. » Voilà un souhait fort digne d'approbation; mais cette transformation des goûts de la foule est-elle susceptible de se réaliser? J'ai le regret d'en douter.

Dans le numéro de juin de la même Revue, je n'ai à signaler qu'un article, franchement bimétalliste, de M. Benjamin Andrews sur la Conférence monétaire de 1892, et une étude sur les *Impôts progressifs* où M. Edwin R.-A. Seligman arrive à cette conclusion, — qui n'est pas nouvelle, — que, si la taxation progressive peut être considérée dans une certaine mesure comme un idéal désirable, c'est une question extrêmement délicate de décider jusqu'à quel point et de quelle façon ce principe une fois admis pourrait être mis en pratique.

. . .

La *Review of Reviews* (1) n'est pas seulement un recueil extrêmement

(1) Londres, Fleet Street, 125.

utile de renseignements de tout genre ; elle constitue aussi, grâce aux analyses fort claires et aux extraits nombreux qu'elle contient de tous les périodiques de langue anglaise, un document précieux pour qui désire se rendre compte de la marche des idées dans l'Empire britannique aussi bien que dans la grande Confédération américaine, et de l'état social de ces pays. Ainsi, l'intérêt que l'étude des sciences occultes y suscite en ce moment ressort clairement des quelques numéros de la *Review of Reviews* que je viens de parcourir. Presque à chaque page, en effet, s'y trouvent mentionnés ou reproduits des articles relatifs au spiritisme, au magnétisme, au bouddhisme, à la chiromancie, à la graphologie, et à je ne sais trop encore quelles autres sciences plus ou moins ésotériques. C'est un fait fort curieux que cette tendance vers l'étude du surnaturel, du merveilleux, du mystérieux, à une époque en apparence aussi matérialiste que la nôtre et chez un peuple à tant d'autres égards si positif, si *matter of fact*. Est-elle destinée à exercer une influence quelconque sur l'état social en modifiant les règles de conduite des hommes et leurs rapports réciproques ? L'heure est encore beaucoup trop prématurée pour le prévoir...

A côté des articles dont elle rend compte, la *Review of Reviews* en publie aussi d'inédits, dus en général à la plume alerte de son très habile directeur, M. W.-T. Stead. Ils méritent d'autant plus d'être cités ici qu'ils ont trait pour la plupart à des questions sociales. Tel est notamment le caractère d'une série d'études, publiées sous ce titre général : *The wasted wealth of King Demos* (Le gaspillage des richesses du roi Démos), où sont exposés avec un grand sens pratique les meilleurs moyens à imiter ou à expérimenter pour améliorer la condition des classes indigentes et combattre ce redoutable fléau du paupérisme, la vraie peste de notre époque.

JULES VALERY.

Agrégé des Facultés de Droit.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Georges Renard, un Exilé (P., Ollendorff). — *Th. Ziegler*, la Question sociale est une question morale, trad. par *Palanté* (P. Alcan). — *Achille Loria*, les Bases économiques de la constitution sociale (P., Alcan). — *G. D. Weil*, le Droit d'association et le Droit de réunion devant les Chambres et les Tribunaux (P., Alcan). — *What tored?* A list of books for social reformers, published by the *Fabian Society*, 2^e édit. (Londres, brochure). — *Bernard Shaw*, The impossibilities of anarchism (Londres, broch.). — *E. Cheysson*, Rapport sur les prix décernés par la Société d'Economie sociale (Paris, brochure). — *Léon Duguit*, la Séparation des pouvoirs et l'Assemblée nationale de 1789 (P., Larose). — *L. Gumplowicz*, die Geburtenziffer Frankreichs (Vienne, brochure). — *Domenico di Bernardo*, la Publica amministrazione e la Sociologia (Turin, Bocca). — The suffrage congress in Chicago (brochure). — *Fr. Engels*, l'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat, trad. franç. par *H. Ravé* (P. Carré). — *Yves Guyot*, la tyrannie socialiste (P., Delagrave). — *Emile Pagès*, la civilisation grecque et le travail (La Roche-sur-Yon, broch.).

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

REVUE INTERNATIONALE DE SOCIOLOGIE

LA LUTTE DES CLASSES

Il n'est bruit en ce moment que de « lutte des classes. » C'est le mot d'ordre des réunions publiques. et de cette Bourse du travail, qui vient de tant faire parler d'elle. D'après un des docteurs autorisés du socialisme, M. Jaurès, « elle est, avec l'expropriation politique et économique de la classe dirigeante et l'internationalisme, l'un des trois points capitaux et essentiels du programme socialiste. » (1)

Cette lutte, dit-on, est fatale. Quels que soient les bons vouloirs réciproques. des capitalistes et des travailleurs, les principes qu'ils représentent sont plus forts que les hommes; ils les dominent et ne souffrent pas la paix. On ne concilie pas des éléments contraires par essence. Il est des antinomies irréductibles : celle du capital et du travail est de nombre; leur nature intrinsèque est de s'opprimer et de s'exclure. Arrière les endormeurs et leur rameau d'olivier ! Capital et travail sont des adversaires nés, qui ne peuvent coexister. On ne s'entend pas avec un principe qui nie votre droit à la vie : on l'extermine. Les seuls rapports que le travail doit avoir avec le capital, c'est la guerre, une guerre sans trêve ni merci. Ceci tuera cela. Il s'agit de savoir qui survivra dans ce duel à mort ; la lutte des classes est une nécessité : le capital, voilà l'ennemi ! (2)

(1) Réunion d'étudiants socialistes, tenue à la salle Octobre, sous la présidence de M. Zevaès, le 22 juillet dernier.

(2) Ce langage n'est pas spécial aux socialistes révolutionnaires. On en retrouve des échos inattendus chez certains socialistes chrétiens, qui, s'inspirant sans doute des Pères de l'Eglise, font aussi leur partie dans ce concert contre le capital et les capitalistes. Tel a été notamment le thème soutenu par plu-

Ce n'est pas seulement entre bourgeois et ouvriers d'un même pays qu'elle doit s'organiser ; elle doit s'étendre au monde entier. Elle n'est pas une de ces querelles de ménage, qu'on vide entre soi, sans sortir de ses frontières : elle est internationale. Les ouvriers sont attachés à la même glébe, subissent la même oppression, obéissent à des aspirations communes. » Plus d'étrangers, plus de frontières, disait dans une proclamation tenue à la veille du 1^{er} mai 1891, l'agitateur belge Callewaert ; nous sommes tous frères ; nous souffrons tous des mêmes maux, nous sommes exploités sur tout le globe terrestre de la même manière. »

Au congrès de Zurich (8 août 1893), le Président Argyriadès s'est écrié que « le prolétariat universel devait poursuivre, sans se lasser, la lutte contre le vampire du capitalisme » (1).

Dans sa circulaire du 25 août dernier, le comité national des mineurs belges s'exprimait ainsi : « L'internationale des capitalistes existe parmi le monde et partout ils sont les mêmes : cupides, rapaces, égoïstes et tyranniques, exploitant partout et de toute façon les prolétaires... Ils font tout leur possible pour tenir les travailleurs dans l'esclavage, et pour empêcher leur relèvement intellectuel et moral, afin d'en avoir plus facilement raison, de les soumettre à toutes leurs exigences, d'en user et abuser à leur guise. »

Ce sont surtout les socialistes allemands qui ont contribué à répandre cette idée et à l'introduire dans les programmes de l'internationalisme ouvrier. Grâce à leur cohésion, à leur sens très pratique de l'organisation, ils ont pris dans ces derniers temps la tête du mouvement international et lui imposent, quelquefois même avec une véritable arrogance, leur discipline quasi-militaire et leur tactique.

La lutte des classes et la nécessité de l'organiser, ont formé la préoccupation dominante des derniers congrès internationaux

sieurs orateurs, applaudis au *Congrès Social Evangélique*, qui vient de se tenir à Berlin en juin dernier (voir *Economiste français*, 29 juillet 1893, p. 131.)

Au congrès catholique de Würzburg, M. Græber, député au Reichstag, a dénoncé avec vivacité les abus de la liberté économique : « Elle nous a conduits, dit-il, à une lutte de tous contre tous, à la victoire des forts sur les faibles, des malhonnêtes gens sur les honnêtes gens. Les riches sont devenus plus riches ; les pauvres sont devenus plus pauvres » (Séance du 2 septembre 1893.)

(1) Puisque tout ce que nos ennemis ont édifié est mauvais, immoral et injuste, puisque tout est à refaire, eh bien ! dans la prochaine révolution sociale, les opprimés devront marcher au combat au cri de « Démolissons ! » (Amilcar Cipriani. — *Almanach de la question sociale* pour 1893, p. 133).

ouvriers et particuliers, en particulier celle des congrès qui se sont tenus à Bruxelles du 16 au 23 août 1891 et à Zurich du 6 au 12 août 1893.

Dès sa première séance, le congrès de Bruxelles élisait pour présidents MM. Vaillant, membre du conseil municipal à Paris, M. Singer, député au Reichstag allemand, pour affirmer « qu'il ne se laissait pas égarer par des questions de patriotisme, mais que, absolument étranger aux questions de race et de nationalité, il entendait uniquement se consacrer à l'organisation du parti ouvrier dans tous les pays. »

Le but assigné par le congrès aux efforts du prolétariat « conscient et organisé, » c'est de monter à l'assaut de l'État sur les ruines du capital. La lutte des classes a été l'idée pivotale, autour de laquelle ont tourné toutes les délibérations. Un vœu sur la législation internationale est précédé de ce considérant : « le Congrès, se plaçant sur le terrain de la lutte des classes et convaincu qu'il ne peut être question de l'émancipation de la classe ouvrière aussi longtemps qu'il y aura des classes dirigeantes..., recommande aux salariés du monde entier de s'unir contre la domination des capitalistes, et, partout où ils jouissent de leurs droits politiques, de s'en servir pour s'émanciper de la servitude du salariat. »

Dans un discours très applaudi et qui a été la pièce maîtresse du congrès, Bebel a donné pour devise au socialisme ces mots : « à la conquête de l'État. » « D'un bout du monde à l'autre, a-t-il dit, marchons à l'assaut de l'État, pour l'écrasement de l'éternel et de l'universel ennemi, le capital. Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Le congrès répondait à cette harangue enflammée par cris unanimes et d'acclamation : « nous n'avons qu'une seule patrie, l'humanité, qu'un seul ennemi, le capital. »

De son côté, le congrès de Zurich a maintenu « les résolutions adoptées par le congrès de Bruxelles et affirmé le devoir pour tous les travailleurs de grouper dans une masse compacte les ouvriers sans distinction de races ni de professions, afin d'avoir pour l'action politique, dans la lutte contre les capitalistes, une force suffisante pour assurer l'émancipation intégrale du prolétariat » (1).

(1) « Nous sommes réunis ici, non seulement en congrès, mais en conseil de guerre : car il faudra passer par la guerre pour conquérir la paix. Il faut l'union, mais non l'union dans le repos ; l'union dans l'action, dans la lutte. Debout pour la bataille prochaine ! » (Discours du socialiste belge Jean Volders au Congrès international de Zurich, 6 août 1893).

I

En présence d'un pareil déchainement et des graves conséquences qu'il entraîne, il importe de serrer de près ces doctrines de haine et d'internationalisme, et de se demander si elles justifient l'assurance hautaine et superbe avec laquelle le dogmatisme allemand les élève à la hauteur de ces aphorismes scientifiques, qu'on ne prend même plus la peine de discuter.

Faisons d'abord remarquer que ce mot de « classes » devrait sonner faux aux oreilles des hommes qui se disent épris de la Révolution française et s'en réclament, comme lui étant redevables de leur affranchissement intellectuel et social. Or, l'un des premiers dogmes de la Révolution française, n'a-t-il pas été l'abolition des classes ? N'a-t-elle pas proclamé qu'il n'y avait, qu'il ne pouvait y avoir dans la société régénérée que des citoyens, tous égaux en droit, tous unis par la fraternité ?

L'internationalisme n'est pas moins contraire à l'esprit de cette même Révolution, qui a été une explosion de patriotisme passionné. Vainement les chefs du socialisme s'ingénient-ils à multiplier les distinctions subtiles pour combiner le patriotisme et l'internationalisme ; il restera toujours très difficile d'expliquer comment on peut aimer son pays en faisant appel contre ses propres concitoyens aux prolétaires de Rome, de Vienne et de Berlin (1). Échanger les effusions fraternelles avec les socialistes belges ou allemands et menacer d'extermination ses propres nationaux, c'est là un patriotisme *sui generis*, qui ne ressemble guère à celui de nos pères ; « les géants de 1789. » (2)

(1) La « Chanson du linceul » contient les vers suivants :

A bas le patron et la patrie
Qui nous tiennent sous les barreaux !

(Drame des *Tisserands*, par Gérard Hauptmann, joué au Théâtre libre en mai 1893.)

(2) Pour se laver aux yeux des électeurs de cette accusation d'antipatriotisme, le parti socialiste guesdiste a cru prudent de faire dans son programme électoral du 28 juillet 1893, la déclaration suivante : « Le parti ouvrier français est le seul parti vraiment patriote, parce que, seul, de la France avilie, traînée en mendiant et en dupe aux pieds du pendeur de toutes les Russies, il referra la grande France, la France émancipatrice qui, pour faire trembler les tyrans et imposer la paix au monde, n'aura qu'à prendre la tête du mouvement ouvrier international. »

J'ajoute que ces beaux sentiments internationalistes reçoivent chaque jour d'éclatants démentis de la part des ouvriers eux-mêmes qui, après les avoir étalés dans les congrès et les réunions publiques, ne se font pas faute de demander la protection de leur main-d'œuvre contre la concurrence des ouvriers étrangers, en les soumettant à des taxes (1) ou même en leur interdisant nos chantiers. Si ces moyens sont insuffisants ou trop lents, on recourt même à des voies de fait pour expulser ces « parasites » qui viennent disputer aux enfants du pays le travail national (2). Ainsi les ouvriers et leurs meneurs ne sont pas tendres pour ceux de leurs camarades du dehors, qui viennent travailler à leurs côtés, tandis que la fraternité la plus bruyante s'affirme pour les étrangers lointains. C'est un sentiment qui, semblable à certaines affinités électriques, n'opère qu'à distance et se renverse par le contact (3).

II

Mais voyons ce qu'est en lui-même ce capital tant décrié, cet « infâme » capital, que l'on charge de tant d'anathèmes et que Karl Marx compare à un vampire s'engraissant « du sang vivant » de l'ouvrier.

Ce capital n'est pas, comme on pourrait se l'imaginer d'après les aménités qu'on lui prodigue, une de ces monstrueuses divinités, accroupies dans un temple mystérieux, au fond du sanctuaire, et servies par des prêtres qui arrosent ses autels du sang des victimes. Le capital est quelque chose de plus beaucoup simple et plus familier ; ce sont les objets nécessaires à la production, c'est-à-dire les *provisions*, les *matières premières*, les *machines*. Sous cette triple forme, est-il en réalité funeste à l'ouvrier ?

Les provisions sont « une réserve d'existence entre deux efforts. »

(1) Proposition de loi de MM. Castelin, Lalou, Macherez, Brincard, Hubbard, frappant les résidents étrangers de taxes variant de 24 à 48 francs par an, ou de 5 % du salaire. — La loi récente du 6 mai 1893, qui reproduit le décret du 20 octobre 1888, a trait à des mesures de police pour l'enregistrement des étrangers.

(2) On n'a pas oublié l'émotion récente causée par « ces troubles d'Aigues-Mortes », qui ont donné lieu à un incident diplomatique entre la France et l'Italie (août 1893).

(3) Voir *l'Internationalisme dans les questions sociales*, par E. Cheysson. — *Reforme sociale* des 1^{er} et 16 octobre 1891.

Grâce à elles, nous pouvons, en attendant la réalisation de notre produit, nous livrer aux travaux les plus variés, y compris les travaux intellectuels qui sont le signe et l'honneur de la civilisation moderne. Faute de ces réserves, chacun de nous serait dans la situation du sauvage qui passe sa journée à guetter sa proie, sauf à mourir de faim si la chasse ne donne pas. Dès lors, où trouver ces loisirs féconds, qui ont enfanté les merveilles de la science et des arts ?

A quelqu'un qui demandait à Newton comment il avait découvert la loi de la gravitation, on prétend que l'illustre savant répondit ces simples mots : « en y pensant toujours. » Sans provisions, c'est-à-dire sans capital, Newton n'aurait pas pu « penser toujours » à cette loi et la découvrir, pas plus que Galilée n'aurait eu le temps d'observer les oscillations du pendule dans la cathédrale de Pise, pas plus que les peintres, les sculpteurs, les écrivains, n'auraient pu produire ces chefs d'œuvre qui honorent et consolent l'humanité.

Le capital est nécessaire, sinon à l'éclosion, du moins à la mise en valeur de ces facultés et de ces dons innés, qui, faute de moyens convenables de développement, resteraient stériles, comme une graine tombée sur un roc infertile ou sur un sol sablonneux. Les véritables amis du peuple doivent donc applaudir à l'accroissement du capital, non seulement parce qu'il nous a arrachés à la tyrannie du besoin immédiat, à la préoccupation incessamment haletante du pain quotidien et nous a permis de nous élever à la contemplation du beau, du vrai et du bien, mais encore parce que la diffusion de l'instruction, que seul il a permise, donne aux enfants bien doués, seraient-ils issus des familles les plus humbles, le sûr moyen d'atteindre les situations les plus enviées, heureuse ascension, dont nous voyons chaque jour les plus consolants exemples.

La seconde incarnation du capital se rapporte aux matières premières, c'est-à-dire à la substance même qu'élabore directement la main-d'œuvre : au charbon, « ce pain de l'industrie, » au minerai, à la laine, au fil. Sans charbon et sans minerai, plus de métallurgie, plus d'ouvriers fondeurs, puddleurs et laminiers ; sans fil, plus d'étoffes, plus de tisserands, de teinturiers, de tapissiers, de couturières et de tailleurs. Qui donc, sous cette seconde forme, oserait, au nom des ouvriers, contester les bienfaits du capital ?

C'est principalement sous sa troisième forme, celle de l'outillage, que le capital est le plus vivement attaqué. La haine de l'ouvrier contre les machines a été pour ainsi dire instinctive, et dès le

premier jour il a vu en elles à la fois une rivale et une ennemie. Proudhon les assimile à « un fléau chronique permanent, indélébile, qui tantôt apparaît sous la forme de Gutenberg, puis qui revêt celle d'Arkwright; ici, on le nomme Jacquard; plus loin, Watt ou Jouffroy. Après avoir sévi plus ou moins longtemps sous une forme, le monstre en prend une autre. »

Je ne veux pas ici traiter à fond ce grand sujet des machines et de leur influence sur la situation des ouvriers. Je me bornerai à dire, la statistique à la main, que c'est précisément dans les industries où la mécanique triomphe, comme la filature, les chemins de fer, que le nombre des ouvriers s'est le plus accru, en même temps que leur salaire.

Et cela s'explique. En augmentant le rendement de l'effort humain, grâce à l'utilisation des forces de la nature, et par suite en abaissant le prix du produit fabriqué, la machine a rendu ce produit accessible à un plus grand nombre de consommateurs; elle a ainsi élargi le cercle des débouchés et développé la production; elle a permis en même temps d'accroître le taux du salaire, dont l'influence sur le prix de revient des produits est d'autant moindre que l'effet utile de la main d'œuvre est plus élevé.

La vieille et irritante théorie du « fonds des salaires » a fait son temps; elle est allée rejoindre dans le musée des erreurs économiques « la loi d'airain », la loi de Ricardo et celle de Malthus. Sa place est prise par la théorie qui subordonne la rémunération du travail à sa productivité. Le salaire s'accroît avec le rendement de l'effort, c'est-à-dire avec l'emploi de la machine, qui vient centupler la puissance de l'ouvrier. Les socialistes ont tort de maudire la machine, parce que c'est elle seule qui permet à l'industrie de supporter, sans fléchir, les hauts salaires actuels, au lieu de ceux que déprimait l'outillage rudimentaire du passé.

Erreur encore de croire que le capital fournit directement le salaire, et de placer ces deux termes en regard, ou plutôt en antagonisme. Comme l'a si bien démontré l'économiste américain Walker, l'entrepreneur paie ses ouvriers, non avec son capital, mais avec ses rentrées, avec le produit de ses ventes. Il n'est qu'un intermédiaire entre le consommateur et ses ouvriers, et c'est le premier qui solde le personnel en réglant ses achats. Le capital s'est immobilisé dans cet outillage, dont on vient de voir les bienfaits; le reste regarde la clientèle, les débouchés et le crédit.

J'ajoute que l'importance du capital ainsi immobilisé dans l'outillage

rend le patron bien plus vulnérable qu'il ne l'était autrefois. « Quand un paysan dépose sa pioche pendant quelques minutes pour se reposer, disait un grand filateur anglais, un *cotton lord*, cité par Karl Marx, il stérilise pendant ce temps un capital d'un schelling; quand un de mes ouvriers fait chômer un métier, il rend improductif un capital de 1000 livres. » Ce filateur disait vrai. Cet énorme capital enfoui dans les machines est comme un ver rongeur, dont il faut payer toujours l'entretien, l'intérêt et l'amortissement, que l'usine chôme ou non. Aussi, pour éviter le chômage, les patrons vont-ils jusqu'au bout de leurs concessions vis-à-vis de la main-d'œuvre et préfèrent-ils travailler sans bénéfice, que de se résigner à l'inaction ruineuse de l'organisme industriel. Dans la petite industrie, où ce capital fixe est insignifiant, la morte saison sévit périodiquement d'une façon presque normale, tandis qu'elle est en général inconnue dans la grande industrie. On peut dire à ce point de vue que le capital sert de régulateur au travail et de bouclier aux travailleurs.

Non seulement, le capital-machine fait cela; mais il rend à l'ouvrier le service d'exécuter à sa place les besognes les plus dures et les plus rebutantes.

Autrefois, c'étaient les muscles de l'homme qui devaient suffire à tout, et parfois aussi, hélas! les muscles de la femme. C'était la femme qui tournait péniblement la meule pour moudre le grain: témoins les pauvres servantes qu'Homère nous représente enchaînées à ce dur labeur dans le palais d'Ulysse à Ithaque. C'était aussi la femme qui était condamnée à la culture du sol dans certains pays. « Pour labourer les terres du Bysaccium (Afrique), lit-on dans Pline, il faut pendant les sécheresses de robustes taureaux; mais, après les pluies, il suffit, pour labourer, d'atteler sous le même joug un petit âne et une vieille femme. »

Aussi quelle joie chez ces déshérités des deux sexes le jour où le capital vint les soulager de leur pénible tâche! C'est le moulin à eau qui a été l'instrument de cet affranchissement humanitaire. « Esclaves qui faites tourner la meule, dit le poète grec Antiparos, épargnez vos mains et dormez en paix. C'est en vain que la voix retentissante du coq annonce le matin: dormez! D'après l'ordre de Cérès, la besogne des jeunes filles est faite par les naïades, et maintenant celles-ci bondissent, brillantes et légères, sur la roue qui tourne. Vivons de la vie heureuse de nos pères et jouissons, sans travailler, des bienfaits dont la déesse nous comble » (1).

(1) Anthologie grecque.

Evidemment ces pauvres servantes n'avaient pas lu Karl Marx ; sans quoi, au lieu de bénir ce capital incarné dans la roue hydraulique, elles auraient compris l'oppression qu'il leur infligeait en les dispensant de tourner leur meule et lui auraient, elles aussi, jeté leur anathème scientifique.

J'ai eu souvent à entrer dans de grandes usines où m'appelaient des nécessités professionnelles, et, malgré l'accoutumance, je n'ai jamais pu le faire sans une véritable émotion. En voyant des ouvriers commander ces esclaves en fer et en acier, ces puissantes machines qui pourraient mutiler leur conducteur d'un simple attouchement et qui cependant obéissent avec docilité au moindre mouvement de ses mains, qui rabotent, cisailent, poinçonnent, rivent, laminent, qui marchent ou s'arrêtent à volonté, jamais lasses, jamais impatientes, — je me figure ce qu'aurait été ce travail, s'il avait dû être purement manuel, et cette évocation me pénètre à la fois d'une vive admiration pour la portée intellectuelle de ce progrès et pour sa grandeur morale. A côté de la machine qui met en œuvre les forces de la nature, l'ouvrier qui la dompte et qui la tient en laisse me représente la conscience, la dignité de la personnalité humaine émancipée et agrandie. De tels résultats ne devraient-ils pas inspirer à ceux qui veulent monopoliser la défense des intérêts ouvriers plus d'indulgence pour le capital ?

III

« Le capital, soit, diront-ils, mais le capitaliste ? Le capital, nous sommes loin de méconnaître sa nécessité et même sa grandeur ; ce que nous lui reprochons, c'est d'être aujourd'hui aux mains de nos ennemis et de leur servir à exploiter le travailleur. Une fois manié par nous, le capital cessera d'être malfaisant ; mais nous ne nous lasserons pas de le dénoncer et de le maudire tant qu'il appartiendra à des ploutocrates et à des repus, qui se gorgent de plaisirs et roulent sur l'or à côté de travailleurs mourant de faim.

« Ce droit de propriété, que vos exploiters invoquent, disait naguère M. le député Baudin aux grévistes du Pas-de-Calais, ces richesses qu'ils prétendent dûment posséder en s'écriant c'est du travail accumulé, vous pouvez le rejeter en disant : comment se fait-il que ce capital soit toujours entre les mains de ceux qui ne travaillent jamais. » (1) (Réunion d'Hénin Liétard, 10 octobre 1893.)

(1) Des délégués des syndicats ouvriers ayant assisté à la représentation

Au congrès socialiste international de Zurich, le compagnon Bürkli, un vétéran de l'Internationale, a prononcé à son tour un violent réquisitoire contre le capitalisme, qu'il accuse, en outre de ses méfaits habituels, d'avoir « ruiné jusqu'à la nature et influé d'une façon désastreuse sur les climats. Aussi, en présence de l'Etat bourgeois, le prolétariat a-t-il seul la mission de mettre fin aux absurdités du capitalisme. » (6 août 1893.)

Le programme, formulé par les socialistes allemands au congrès de Gotha en 1875, contient la déclaration suivante : « Le travail est la source de toute richesse et de toute civilisation ; un travail profitable à tous n'est possible que par la société... Dans la société actuelle, les instruments de travail sont le monopole de la classe capitaliste ; la dépendance forcée qui résulte pour la classe ouvrière est la cause de la misère et de la servitude sous toutes ses formes. L'affranchissement du travail exige la transmission des instruments du travail à la société toute entière ».

Ainsi posée, la question a fait un pas, et un pas considérable, par rapport à ses prémisses. Le capital ne serait plus malfaisant par essence, comme le phylloxera ou la peste ; son « infamie » ne serait pas intrinsèque. Ce serait un bon instrument, mal employé. Ses défauts tiendraient à la perversité de ceux qui le manient ; mais en d'autres mains, dans celles de l'Etat par exemple, il pourrait reprendre toute sa vertu. Il y aurait donc de bons et de mauvais capitalistes, comme il y a de bons et de mauvais ouvriers ; mais la qualité de l'outil est mise en dehors du débat. Les capitalistes actuels sont indignes de leur mission ; la répartition du capital est défectueuse et inique ; son emploi est oppressif et coupable ; il faut changer tout cela ; mais le capital en lui-même est innocent des abus que ses détenteurs actuels le forcent à commettre ; mieux réparti et mieux employé, il ferait autant de bien qu'il fait aujourd'hui de mal.

C'est ce que nous allons examiner, mais non sans constater que la discussion a changé de terrain et que, après avoir incriminé tout d'abord le capital en lui-même, elle se borne maintenant à mettre en cause sa répartition et son emploi.

de gala de l'Opéra lors des fêtes franco-russes, le comité de la Bourse du travail de Paris vient de les flétrir, en regrettant « que des syndiqués aient pu s'associer, par leur présence, à leurs pires ennemis, les bourgeois, pour fêter les représentants d'un tyran, non moins féroce pour les nihilistes de son empire que les ploutocrates bourgeois qui nous gouvernent le sont envers les travailleurs de la France. » (4 novembre 1893.)

Suivons les socialistes sur ce nouveau terrain et voyons si le régime actuel justifie le réquisitoire passionné qu'on dresse contre lui.

Dans quelles mains est donc ce capital qu'on prétend si mal réparti ? « Ploutocrates », « jouisseurs », « repus », ce sont de gros mots, qui font merveille dans une réunion publique ; ce ne sont pas des arguments et des preuves. Interrogeons d'abord les faits : nous conclurons ensuite.

Le capital se présente sous deux aspects distincts : l'aspect mobilier ; l'aspect foncier. Comment sont divisées les valeurs mobilières et la propriété ?

Pour les valeurs mobilières, M. Alfred Neymarck, dans une série d'études justement remarquées, a réfuté le préjugé qui les veut concentrées dans le petit groupe de la haute finance (1). La réalité est bien loin de ces déclamations. Ce sont les petites gens qui possèdent les 3 milliards et demi des caisses d'épargne répartis entre 6 millions de livrets ; ce sont les ouvriers rangés, les paysans, les employés, les petits bourgeois, qui détiennent la rente, les titres de chemins de fer. Ces derniers sont aux mains, non, comme on le dit et comme on le croit communément, de quelques gros capitalistes, mais de plus de 800,000 détenteurs, ayant en moyenne une vingtaine d'actions et d'obligations. Les actions du Crédit foncier sont aux mains de 31,395 personnes, avec une moyenne de 11 actions par tête ; celles de la Banque de France appartiennent à 27,731 actionnaires, dont la grande majorité à moins de 5 titres. Plus de la moitié des obligataires au porteur de la ville de Paris possède moins de une obligation et demie (2). Les placements se sont démocratisés. « Sur 10 millions d'électeurs, dit M. Alfred Neymarck, la moitié au moins possèdent, qu'ils des rentes, qu'ils des actions ou obligations des chemins de fer, du Crédit foncier. Les compagnies des chemins de fer, au lieu d'être une féodalité financière exploitant le pays, représentent un capital de plus de 16 milliards répartis dans les plus modestes portefeuilles. »

Que ces actionnaires grands et petits touchent parfois, — pas tou-

(1) *Journal de la Société de statistique*, 1891-1893.

(2) « En Angleterre, on compte seulement 181,000 rentiers sur l'Etat avec un revenu moyen de 2,850 francs. En France, leur nombre est d'un million ; mais leur revenu moyen n'est que de 370 francs. (Discours de M. Casimir Périer à Romilly. — 15 août 1893.) »

jours, — des dividendes, faut-ils'en plaindre et s'en indigner? Bien au contraire: les amis des ouvriers devraient s'en applaudir; car, sans cette rémunération plus ou moins aléatoire, c'en serait bientôt fait de l'esprit d'association. Or tarir la source des entreprises, n'est-ce pas tarir en même temps aussi celle de la main d'œuvre et des salaires?

Quand on étudie les statistiques d'un pays soumis à l'impôt sur le revenu, on est frappé de voir que les contribuables très riches ne constituent qu'une infime minorité, et leur revenu qu'une très modique partie du revenu total de la nation. Ce sont les petits ruisseaux qui font les grandes rivières. En Prusse, sur 12 millions de contribuables, 99 0/0 avaient un revenu inférieur à 3,000 marks (1 fr. 25) et 469 seulement un revenu supérieur à 120,000 marks (1).

Si, suivant une formule chère au parti radical, on voulait baser les impôts sur les gros revenus, ils produiraient de graves mécomptes par l'étroitesse de leur base. Les impôts ne sont productifs que quand ils s'appuient sur des couches larges et profondes. C'est là une vérité mise en lumière par les études de M. Paul Leroy-Beaulieu (2) et acquise aujourd'hui à la science financière. Que prouve-t-elle, si ce n'est que la fortune mobilière du pays est aux mains de la masse et non de quelques privilégiés?

En ce qui concerne la propriété foncière, l'erreur des socialistes n'est pas moins flagrante. On les comprendrait à la rigueur, s'ils parlaient de l'Angleterre où la petite propriété est si peu étendue et où l'on fait de si grands efforts pour la constituer de toutes pièces avec les lois récentes sur les *allotments* et les *small holdings* (3). Mais, en France, où il est admis à l'état d'un dogme que la Révolution a donné la terre au paysan, comment pourrait-on prétendre que cette même terre est accaparée par quelques hauts barons fonciers? La division de la propriété est poussée chez nous à une limite que déplorent certains agronomes au nom même de l'intérêt agricole. Sur 14 millions de cotes, on en compte, au-dessous de 6 hectares, 12,600,000 ou 90 0/0

(1) Voir dans les *Annalen* de Georg. Hirth et Max Seydel (n° 1 et 2, 1893), une série de statistiques relatives à l'impôt sur le revenu en Prusse. — Voir aussi dans l'*Economiste français* du 23 juillet 1893 un article de M. Maurice Block à ce sujet.

(2) Voir le *Collectivisme et la Répartition des richesses*.

(3) Voir pour la loi de 1887 sur les *Allotments*, le *Bulletin des Finances* (n° d'août 1887, p. 198) et, pour la loi du 27 juin 1892 sur les *Small Holdings*, le même recueil (n° d'août 1892, p. 175.)

du total. L'ensemble de ces petites cotes représente le quart du territoire. Quant à la moyenne propriété de 6 à 50 hectares, elle occupe 38 0/0 de la surface. Près des deux tiers de la France sont ainsi entre les mains de plus de 6 millions de petits et moyens propriétaires.

Les voilà donc, tous ces parasites qu'on dénonce avec tant de violence et de d'âpreté ! Les voilà, ces jouisseurs sans scrupule, ces exploiters du prolétariat ! Braves gens, qui ayant conquis vos titres ou votre lopin de terre à la pointe de l'épargne, vous en croyez les possesseurs légitimes, c'est vous qu'on menace d'expropriation, pour obéir à l'un « des principes essentiels du programme socialiste ! »

Est-il vrai d'ailleurs qu'il suffirait de répartir entre tous les Français la fortune de la France, évaluée à 200 milliards environ, pour attribuer à chacun d'eux un patrimoine de 5,400 fr. ? Ce calcul est simple et appétissant, mais il appelle de grandes réserves. Comment partager une maison d'un million ou deux en petits lots ? Donnerait-on à celui-ci la toiture, à celui-là l'escalier, à un troisième l'ascenseur ou le vestibule ? Quelle valeur conserveraient en cas de liquidation sociale les titres mobiliers, qui représentent 80 milliards au cours du jour ? Ces cours s'effondreraient et la fortune, tant publique que privée, s'évaporerait entre les mains imprudentes ou criminelles qui voudraient la saisir pour l'émettre.

En outre, ce nivellement d'un jour, à supposer qu'on puisse le réaliser par un coup de force, n'aurait aucune durée. Dès le lendemain, l'inégalité recommencerait à s'introduire dans la société par l'indolence, l'inintelligence ou le gaspillage des uns, par l'énergie, le talent et l'épargne des autres ; au bout de peu de temps, il y aurait encore, comme aujourd'hui, des riches et des pauvres, à moins que par une oppression continue, on n'enchaînât tous les habitants à la servitude d'une égale et incurable pauvreté. Le prétendu paradis socialiste ne serait en réalité qu'un bagne, ou un enfer du Dante, sur le seuil duquel il faudrait laisser toute espérance.

IV

Est-il donc besoin de recourir à des mesures spoliatrices pour faire changer la fortune de mains ? Autrefois peut-être s'immobilisait-elle pendant une assez longue période dans les mêmes familles ; mais, comme tant d'autres choses, nous avons aussi changé celle-là. L'instabilité est partout, dans la hiérarchie sociale comme ailleurs.

L'une des causes les plus efficaces de ce brassage énergique qui fait émerger les couches d'en bas et descendre celles d'en haut, c'est la baisse de l'intérêt (1). Plus sûrement que les socialistes scientifiques et autres, elle menace les capitalistes. Elle corrige les abus du capital avec une douceur graduelle, mais inflexible, et ronge sans se lasser les revenus de l'oisif. Les rentiers voient chaque jour décliner de plus en plus leurs ressources, tandis que par une gradation inverse, le prix de toutes choses s'élève rapidement : double cause d'amoindrissement de leur situation. « L'homme qui vit sur une œuvre passée, disait en 1824 M. Laffitte dans une brochure célèbre, doit devenir continuellement plus pauvre.... Il lui faut ou travailler ou se réduire. » Mère de tous les vices, l'oisiveté est un dissolvant qui désagrège les fortunes en apparence les plus solides et, servie par la baisse de l'intérêt qui ébrèche les revenus, elle ne tarde pas à punir l'oisif par la déchéance. Le fils du riche est le plus souvent un dissipateur, un inutile, un déclassé, une épave sociale. La fortune est un rocher de Sisyphe : quand une génération l'a hissée au sommet de la côte, elle retombe de tout son poids sur la génération suivante et l'écrase.

Pour les débiteurs, la baisse de l'intérêt équivaut à ces lois de liquidation sociale et d'extinction brusque des dettes, dont l'histoire nous offre plusieurs exemples, et que les socialistes appellent de tous leurs vœux ; mais elle n'en a pas la brutalité spoliatrice, et elle agit plutôt à la façon de ces lois lentes et inexorables de la nature, qu'il faut bien subir, puisqu'il est inutile de se révolter contre elles. « Nous aimons mieux, disait M. Victor Bonnet, ce genre d'émancipation que celui que rêvent les ouvriers dans leurs congrès socialistes. Il a le mérite d'être conforme aux lois économiques et de n'amener aucun bouleversement » (2). De même, M. de Laveleye a soutenu que la hausse des prix, ou la baisse de l'intérêt, qui avaient contribué au *xvi^e* siècle à l'élévation de la bourgeoisie, amèneraient au *xix^e* siècle l'émancipation du quatrième état.

Ce n'est pas tout : à mesure que le taux de l'intérêt s'abaisse, le capital est mis à la portion congrue ; sa part diminue dans la répartition au profit de celle du travail. « La part du travail va en augmentant, dit un publiciste distingué, M. Paul Delombre ; l'intérêt du ca-

(1) Voir la *Baisse du taux de l'intérêt, et les Institutions de prévoyance*, par E. Cheysson (Guillaumin).

(2) *Revue des Deux Mondes*, 15 octobre 1868.

pital s'abaisse ; les salaires s'élèvent. L'accumulation de la richesse, due à l'effort des générations successives, aboutit à une rémunération de plus en plus large des masses laborieuses. C'est l'affranchissement graduel, pacifique du travail ; et c'est en même temps la consécration de la loi du travail » (1).

Le capital est à meilleur compte ; le crédit devient plus accessible qu'autrefois, non seulement à l'artisan et au paysan, mais aussi à l'ouvrier économe et rangé. La société n'étant plus divisée en un certain nombre de compartiments à cloisons étanches où sont parquées des castes, chacun peut aspirer à tout ; chaque soldat a dans sa giberne son bâton de maréchal ; chaque apprenti peut prétendre à devenir contre-maître, ingénieur, patron. Les enfants, nés des plus humbles familles, montent au premier rang, tandis que les fils des princes de la finance végètent misérablement et retombent dans les bas-fonds. Qui de nous n'a connu de ces camarades de collège, dont on ose à peine prononcer le nom et qui vivent en parasites sans scrupules, aux dépens d'une société amicale d'anciens élèves ? Qui n'a vu, au contraire, des boursiers, sans autre appui que leur mérite et leur travail, conquérir de haute lutte les positions les plus enviées, des paysans s'arrondir, des ouvriers s'établir et faire fortune ?

Pour rendre sensibles dans les cours de physique les effets de la chaleur sur les couches d'un liquide, on chauffe un long tube à parois transparentes, et rempli d'une eau dans laquelle on a mis en suspension une poudre colorée. Dès que les couches inférieures se réchauffent, elles deviennent plus légères, s'élèvent et sont remplacées par celles de la surface. Bientôt les courants, décelés par la poudre colorée, se précipitent de plus en plus tumultueux ; toute la masse, emportée dans une ronde vertigineuse, se meut de haut en bas et de bas en haut : une colonne monte et, à peine émergée, replonge pour regagner le fond. Telles les sociétés modernes. Les anciens ciments qui les pétrifiaient s'étant dissous, les grains de sable dont elles sont formées aujourd'hui obéissent à une sorte de poussée individuelle. Tout homme qui, dans la lutte pour la vie, a une supériorité quelconque sur son entourage, s'élèvera comme une bulle d'un gaz léger dans l'air, sans qu'aucun lien enchaîne son ascension, de même que tout homme, mal doué sous le rapport moral ou matériel, va tomber fatalement sans qu'aucun parachute ralentisse sa dé-

(1) *Le Temps*, 16 juin 1892.

chéance. C'est le triomphe de l'individualisme, affranchi de toute servitude, mais destitué de toute tutelle.

Non-seulement le travailleur peut sortir du rang et aspirer à tout ; mais même en restant encadré avec ses camarades, n'a-t-il pas à sa disposition cette forme de la société coopérative de production, à laquelle ses partisans promettent l'avenir, qui doit, d'après eux, supprimer le prolétariat et le salariat et réaliser la théorie d'Hégel, avec son antithèse, sa thèse et sa synthèse, où l'antagonisme entre le capital et le travail se résout dans leur pénétration et leur identité ? (1).

Que venez-vous, dès lors, nous parler de classes, — serions-nous tenté de dire aux socialistes, — comme si nous étions encore cristallisés dans une organisation du passé ou de l'Orient ? Le prolétaire d'aujourd'hui, c'est le capitaliste de demain, comme le capitaliste d'aujourd'hui est le prolétaire de demain. C'est vous, qui en renouvelant cette notion abolie des classes, remontez le cours du fleuve et nous ramenez au compartimentage social, dont nous avons brisé les vieux cadres ; c'est vous, qui stérilisant les conquêtes des générations précédentes, voulez nous enfermer dans notre classe comme le paria dans sa caste et le captif dans sa prison, au lieu qu'aujourd'hui toutes les portes nous sont ouvertes et que chacun de nous peut prendre la fière devise de Fouquet : *quo non ascendam* ?

Non, vous n'êtes pas les hommes de l'avenir, vous êtes les hommes du passé. Ce passé dont vous dites tant de mal, vous en êtes les plagiaires inconscients. Vous croyez faire du neuf et ne faites en réalité que du « vieux-neuf ». Ce n'est pas seulement par la résurrection des classes, que vous tournez le dos au courant des idées modernes ; mais c'est encore par votre collectivisme, qui n'est autre que la première phase de l'évolution de la propriété et que depuis longtemps l'humanité a répudié pour les régimes individualistes. C'est par l'indivision que commence la horde sauvage ; Rome a connu la communauté agraire ; on la retrouve dans la Mark germanique ; on la rencontre encore de nos jours dans certaines régions de l'Inde, au pied de l'Himalaya, dans la *Dessa* javanaise, dans le *mir* russe. Est-ce donc là l'idéal que vous nous proposez et pouvez-vous vous flatter de le faire accepter par nos paysans qui sont si jaloux de leurs droits à la terre ?

(1) *L'idée de solidarité*, par Charles Gide. (*Revue internationale de sociologie*, n° 5, 1893, p. 399).

Cette conquête des paysans est aujourd'hui la préoccupation dominante du parti socialiste. Il se flatte de tenir les villes, mais il n'a pas encore d'action sur les campagnes. C'est là qu'il doit aujourd'hui porter son effort; mais pour le faire avec succès, il lui faut voiler la partie collectiviste du programme qui effaroucherait Jacques Bonhomme, propriétaire intransigeant et individualiste incorrigible. Tenir aux ruraux le même langage qu'aux ouvriers, c'est courir à un échec certain; mais on peut chercher à tourner la difficulté, par exemple en excitant la jalousie de la petite propriété contre la grande, en promettant des réductions d'impôts, toujours bien accueillies. C'est à cette accommodation que s'ingénient actuellement les habiles du parti (1).

Le Congrès socialiste international, tenu en août dernier à Zurich, après avoir affirmé « le droit de la communauté au sol et au sous-sol », a décidé de mettre en tête de l'ordre du jour du congrès qui doit avoir lieu à Londres en 1896, la question agraire, « question de vie ou de mort pour le socialisme. » Le Congrès tenu en 1892 à Marseille par le parti ouvrier (fraction Marxiste) a rédigé le programme suivant de réformes, en vue de rallier les adhésions des paysans :

« Minimum de salaire fixé par les syndicats ouvriers agricoles et par les conseils municipaux, tant pour les ouvriers à la journée que pour les loués à l'année (bouviers, valets de ferme, etc.). — Création de prud'hommes agricoles. — Interdiction aux communes d'aliéner leurs terrains communaux; emploi des excédents du budget à l'agrandissement de la propriété communale. — Caisse de retraites agricoles pour les invalides et les vieillards, alimentée par un impôt spécial sur les revenus de la grande propriété. — Achat par la commune de machines agricoles et leur location à prix de revient aux cultivateurs. — Création d'associations de travailleurs pour l'achat des matières premières. — Suppression des droits de mutation pour les propriétés au-dessous de 5,000 francs. — Révision du cadastre. — Suppression de la saisie-brandon, etc. »

Le Congrès national du parti ouvrier (groupe Guesdiste) qui s'est

(1) Dans une série d'articles qu'il vient de donner à la *Dépêche* de Toulouse, M. Jean Jaurès s'est efforcé de préciser la partie du programme socialiste qui concerne l'agitation dans les campagnes, en s'appliquant à présenter ce programme sous des couleurs assez estompées et assez séduisantes pour obtenir l'adhésion des ruraux.

ouvert le 7 octobre dernier à Paris, a traité la question « de la propagande et de l'organisation socialiste dans les campagnes » et s'est approprié les conclusions du Congrès de Marseille.

Enfin, dans son récent manifeste électoral (28 juillet), le parti socialiste guesdiste, toujours en vue de rassurer « le frère paysan », a mêlé à ses diatribes contre le capital les déclarations les plus melliflues à l'endroit de la petite propriété. « Loin de menacer la propriété paysanne, y lit-on, le parti ouvrier a toujours déclaré qu'aussitôt au pouvoir, il la libérerait de tout impôt d'argent et de sang, ainsi que des dettes hypothécaires et chirographaires qui la rongent. Dès à présent, il a pris sa défense en mains contre les pilleries du fisc, les traquenards de la finance et les envahissements du capitalisme terrien. »

Si c'est là une nécessité de tactique électorale, elle coûte cher à la logique d'un parti qui se réclame de « la science » et qui n'a jamais jusqu'ici apporté de telles atténuations à son programme. Dans ses *Paroles d'un Révolté*, le prince Kropotkine, qui ne se pique pas de ces habiletés et ne voile aucun pan de son drapeau, salue d'avance avec enthousiasme le moment où le prolétaire « se servira joyeusement de la propriété privée au profit commun ». Aussi cette précaution de langage et ces avances à l'adresse des paysans ne tromperont-elles personne. Comment, funeste et expropriable à merci au-dessus de six hectares, par exemple, la propriété deviendra-t-elle bienfaisante et sacrée au dessous de cette limite ? Comment la même épargne du paysan, criminelle si elle prend la forme d'une obligation de chemin de fer, sera-t-elle respectable s'il en achète un lopin de terre ?

La possession du sol est un capital et si on faisait grâce à ce capital en le laissant subsister seul sur les ruines de tous les autres capitaux, il ne tarderait pas à introduire dans le nouveau régime qu'on nous promet ou dont on nous menace des éléments d'inégalité qui en troubleraient l'unité harmonieuse, et des germes morbides, d'où renaitraient bientôt l'individualisme qu'on veut détruire. Entre la propriété individuelle et le collectivisme, il y a contradiction d'essence et de termes. On ne fait pas plus au collectivisme qu'au scepticisme sa part : c'est « un bloc ». Il faut le prendre tout d'une pièce. On n'a pas le droit d'être collectiviste avec les ouvriers et individualiste avec les paysans, pour avoir leurs votes. C'est de « l'opportunisme » cela, et du plus caractérisé ; ce n'est plus « du socialisme scientifique ».

Voilà ce qu'il faut dire bien haut aux populations rurales. Il se-

rait très imprudent de les abandonner à la propagande socialiste, sans la contreminer. Le terrain est favorable pour la défensive ; il est encore à peu près intact et l'on peut, avec de l'entente et de l'énergie, endiguer ce flot montant qui a submergé les villes, mais dont on peut encore préserver les campagnes.

En somme, ces doctrines, « qui tendent à diviser la nation, à ressusciter les haines des classes éteintes par la Révolution, à effacer jusqu'au mot de patrie » (1), menacent les intérêts et les droits, compromettent les conquêtes de l'histoire ; elles veulent faire avec une soudaineté brutale ce que la force des choses fait doucement et dans une mesure compatible avec la liberté individuelle ; enfin, sous prétexte de nous entraîner en avant vers un eldorado inconnu, elles nous feraient rétrograder à plusieurs siècles en arrière vers le collectivisme de la steppe ou de la forêt primitives.

V

Je crois avoir, dans les pages qui précèdent, démontré que, fausses et funestes quand elles attaquent le capital, les théories socialistes ne le sont pas moins quand elles s'en prennent à la répartition actuelle des richesses, qu'à la place de l'antagonisme qu'affirment les docteurs de haine et les prédicateurs de guerre, c'est l'harmonie qui règne entre le capital et le travail.

L'abondance du capital détermine la hausse des salaires. Ce qui fait concurrence au travail, c'est le travail ; ce qui fait concurrence au capital, c'est le capital ; mais le capital ne peut pas plus faire concurrence au travail que le travail au capital, la concurrence ne s'exerçant qu'entre facteurs du même ordre.

Le capital et le travail ne sont ni de même date ni de même essence ; ils ne sont ni homogènes, ni contemporains. Le capital est un résultat, le travail est un effort ; le capital est le produit de l'effort antérieur, tandis que le travail est l'effort actuel.

D'après une loi formulée par Bastiat, à mesure que le capital augmente, sa part proportionnelle diminue au profit de celle du travail.

Le travail a donc le plus grand intérêt au développement du capital. Le capital et le travail sont solidaires ; ils souffrent et prospèrent

(1) Discours prononcé par M. Carnot, Président de la République à Beauvais le 26 septembre 1893 à la fin des grandes manœuvres.

ensemble; qui blesse l'un, blesse l'autre. Ce ne sont pas des frères ennemis, mais des frères siamois, que l'on ne saurait séparer sans les faire mourir en même temps.

Il faut donc, dans l'intérêt des ouvriers, encourager l'accroissement du capital et non pas l'effrayer par des menaces ou le traquer par des mesures de violence. Dans ces deux cas, en effet, il a un moyen bien simple de se soustraire à ses persécuteurs: il fuit au dehors ou il se cache, cessant ainsi de rémunérer le travail, lequel en dernière analyse paie les frais de la guerre. Ce sont les capitalistes qu'on visait et ce sont les ouvriers qu'on atteint (1).

Est-ce à dire que cette harmonie soit passive ou automatique? Elle est au fond des phénomènes, mais elle y est comme le minerai au fond du filon, le métal au fond du minerai; il faut savoir l'en extraire. Là où l'homme est en jeu avec son libre arbitre, il ne suffit pas de laisser faire les harmonies économiques et de les abandonner à leur seule impulsion; elles resteront stériles, si elles ne sont pas fécondées par les énergies morales et par les institutions de prévoyance.

Je sais bien qu'il est de mode aujourd'hui dans les milieux les plus opposés de médire de ces institutions. D'un côté, les socialistes les répudient comme une invention bourgeoise, et comme une diversion destinée à dépister les revendications ouvrières par des satisfactions illusoires et partielles; de l'autre, certains économistes affirment que le travail n'est qu'une marchandise (2); que le patron ne doit rien de

(1) Dans un banquet populaire offert le 4 novembre dernier au Havre à MM. Jules Siegfried et Félix Faure, ce dernier a prononcé un discours, qui condamne les excitateurs de grève: « Oui, dit-il, c'est dans l'intérêt des travailleurs qu'il faut résister à ces excitations contre le capital, qui n'est pas autre chose souvent que l'épargne du petit. Si, par malheur, ces tentatives avaient pour résultat d'alarmer le capital acquis, le capital en formation, l'épargne, ce serait fait de toutes les initiatives, ce serait la désorganisation de toutes nos forces industrielles, ce serait la mort de toutes les entreprises, et, par suite, la diminution de notre production et l'abaissement des salaires.

« Ce serait aussi, personne ne peut le contester, provoquer l'émigration des capitaux et porter une atteinte grave à notre puissance financière, et, par conséquent, compromettre les résultats acquis et risquer de voir la France perdre la situation qu'elle a su conquérir dans le monde. »

(2) Voir entr'autres à ce sujet le livre courageux et remarquable sous beaucoup de rapports: *la Tyrannie du capital*, par M. Yves Guyot. (Delagrave, 1893, p. 238.)

plus à l'ouvrier que le salaire ; qu'une fois le travail livré par l'un et payé par l'autre, tout est fini entr'eux et que c'est à l'ouvrier, si bon lui semble, à s'assurer contre les éventualités de la vie — vieillesse, maladies et le reste —, sans que le patron s'arroge le droit d'exercer sur lui une protection, qui risque fort de ressembler à une tutelle, sinon même à un asservissement.

Je ne partage pas un tel avis et ne suis, sur ce point, pas plus d'accord avec ces économistes qu'avec les socialistes, leurs adversaires habituels. A en juger par les fruits qu'elle a produits, je crois mauvaise la théorie « du travail — marchandise. » Non, tout n'est pas fini entre le patron et l'ouvrier après la livraison de la main-d'œuvre et son paiement. Ce ne sont pas deux étrangers, comme un marchand de charbon et son client, qui peuvent ne se connaître que par le télégraphe ou le téléphone. Derrière la main-d'œuvre, il y a l'homme tout entier. Si l'on tient à ce que le travail soit une marchandise, c'est en tous cas une marchandise *sui generis*, ne ressemblant à aucune autre, ayant ses lois toutes spéciales. Avec elle, c'est la personnalité humaine toute entière qui est en jeu et c'est là précisément ce qui fait la redoutable complication de tous les problèmes relatifs à l'organisation du travail. Les réduire à leur côté purement économique et matériel, c'est les abaisser et les mutiler : ils ont un côté humain et social, qui en fait la beauté, mais aussi la difficulté et le péril.

Dans un livre consacré aux *Institutions patronales*, j'ai essayé de montrer la nécessité de ces institutions, et les règles auxquelles elles doivent obéir (1). J'ai montré que, partout où avaient pénétré ces idées de défiance et d'antagonisme, malheureusement trop répandues aujourd'hui, la tutelle des ouvriers, si bienveillante qu'elle puisse être, avait fait son temps, parce qu'elle les révoltait et les offensait comme une atteinte à leur liberté. Aussi les patrons avisés tiennent-ils très grand compte de cette disposition ombrageuse des esprits et substituent-ils de plus en plus une protection discrète à leur action apparente ou directe. Sous la poussée des progrès de la démocratie, avec ses droits de suffrage universel, de coalition et de syndicat, avec sa réglementation du travail et ses lois ouvrières, le patronage doit revêtir l'aspect libéral et sans rien retrancher aux devoirs et aux sacrifices du patron, prendre une forme plus appropriée aux mœurs, en même temps qu'à notre état politique et social.

(1) Rapport au nom du jury de l'Exposition d'Economie sociale de 1889. (Imprimerie nationale.)

Dans l'ouvrage qui vient d'être cité et auquel je renvoie le lecteur, j'ai décrit les différentes institutions patronales, dont l'ensemble forme un véritable arsenal de préservation sociale. On y trouve des moyens pour aider la famille dans chacune de ses crises et pour fortifier son action dans la période normale de sa vie, en lui facilitant l'épargne, en lui procurant à bas prix la satisfaction de ses principaux besoins. La collection s'enrichit chaque jour, de manière à fournir des ressources pour tous les cas particuliers, tous les milieux et tous les cadres. Il faut espérer qu'elle ne tardera pas à pouvoir être présentée au public sous la forme d'un musée d'économie sociale installé au Conservatoire des Arts-et-Métiers, et plaçant ainsi, à côté de l'outillage industriel, l'outillage social, non moins indispensable que le premier à quiconque a la redoutable responsabilité de diriger à la fois des machines et des hommes (1).

Les patrons qui recourent à ces combinaisons ne le font pas uniquement par pure philanthropie, mais ils obéissent en outre à un sentiment d'intérêt bien entendu. Ils savent que, si les besoins de l'ouvrier et de sa famille ne sont pas satisfaits, il est aigri, instable, et que ces mécontentements, cette tension des rapports, produisent dans la machine industrielle des frottements, des soubresauts et des à-coups qui peuvent l'arrêter ou même la briser. Aussi, cherchent-ils à intéresser le personnel à la prospérité de l'atelier, pour qu'il cesse de voir un ennemi dans le patron et se solidarise avec lui.

C'est là exactement le contrepied de cette lutte des classes à laquelle les meneurs convient les ouvriers et qui est une œuvre de haine et de destruction. Il ne faut haïr, ni exterminer personne; il faut aimer. « L'amour, disent les livres saints, est plus fort que la mort. » Il est aussi plus fort que la haine. Jamais on ne s'est plus haï qu'à présent; jamais aussi on ne s'est plus aimé. Comme la loi de l'art, a dit Gounod, ce maître que la France pleure, la loi de la vie tient dans ce mot de Saint-Augustin : aime et c'est presque tout. » A ces après revendications, à ces haineuses prédications en faveur de la lutte des classes répondent de toutes parts des élans de dévouement et de tendresse pour les humbles et les déshérités. Les uns par calcul, les autres par mode, le plus grand nombre par un sentiment sincère, tous aujourd'hui affichent ou res-

(1) Un projet de loi pour cette installation a été présenté par M. Jules Siegfried, alors ministre du Commerce et de l'Industrie. Il a été voté par la Chambre et attend le vote du Sénat.

sentent le désir de diminuer les souffrances et les abus, d'introduire dans le monde, avec plus de justice, plus de charité.

Ce sont là de nobles sentiments, si l'on sait les traduire en œuvres vivantes, s'ils ne correspondent pas à une simple attitude d'un jour, comme la sensiblerie naturaliste de la fin du siècle dernier, si, derrière les paroles, il y a des actes. A cette condition seulement, on pourra sauvegarder la paix sociale et conjurer, avec la lutte des classes, les ruines matérielles et morales qu'elle accumulerait en peu de temps, si, pour le malheur et le recul de l'humanité, son programme venait à triompher, ne serait-ce qu'un jour.

E. CHEYSSON.

L'insignifiance de la force brutale.

Un publiciste français, des moins conservateurs, me disait dernièrement : « Vous êtes, vous, parmi ceux qui attribuent peu de valeur à la force brutale. Vous pensez qu'elle se subordonnera un jour à la puissance intellectuelle. » Cette phrase, je l'avoue, me jeta dans un profond étonnement. L'insignifiance de la force brutale n'est pas mon opinion personnelle ; elle est démontrée, de la façon la plus évidente, par des faits innombrables. Il paraît, cependant, qu'ils n'ont pas attiré l'attention du public et des hommes de science. Je crois donc utile de les exposer brièvement.

I

Ney disait de Napoléon : « Ce diable d'homme me fait peur. » Ney était le brave des braves. Il l'a démontré sur cent champs de bataille ; il l'a démontré par l'héroïsme de sa mort. Supposez Bonaparte resté simple général. Supposez une querelle entre lui et Ney. Ney n'aurait pas hésité un seul moment à le provoquer en duel. Bonaparte, maigre et petit, avait une force musculaire assez médiocre. S'il avait lutté corps à corps avec Ney, celui-ci aurait eu, sans doute, le dessus. Quand Ney disait que Napoléon lui faisait peur, il ne s'agissait donc pas d'une peur physique, mais d'une peur morale. Si Bonaparte a su se pousser au premier rang, se faire couronner empereur et se faire obéir aveuglement pendant dix ans par ses anciens compagnons

d'armes, il le doit non pas à sa force musculaire, mais à sa puissance mentale (1).

De nos jours l'empereur de Russie se fait obéir par 125 millions d'individus. La force musculaire d'un homme est de 6 kilogramètres par seconde environ. Les hommes adultes de l'empire russe peuvent donc développer 240 millions de kilogramètres par seconde. La puissance musculaire de l'empereur de Russie est à peine le quarante millionième de celle de ses sujets. On le voit : une goutte d'eau dans l'océan. Si l'empereur de Russie se fait obéir, ce n'est pas grâce à sa force musculaire, mais par suite de phénomènes de l'ordre mental. La majorité des Russes étant convaincus que la monarchie absolue est avantageuse à leur pays, cette forme de gouvernement y est pratiquée.

Ce qui est vrai des souverains, est vrai de l'aristocratie ou de l'élite sociale. Quelques milliers de nobles gouvernent aujourd'hui la Prusse, par contre-coup l'Allemagne et, dans une certaine mesure, l'Europe entière. Or la puissance musculaire des hobereaux prussiens n'est qu'une fraction infinitésimale de la puissance musculaire des autres classes de ce royaume. Les hobereaux se font donc obéir grâce à leur force morale, non à leur force physique.

Considérons ce qui se passe dans les armées. Les officiers y sont dans une proportion bien faible par rapport aux soldats. Que ceux-ci cessent d'obéir : immédiatement les officiers sont réduits à une impuissance absolue. Donc, quand ils se font obéir, c'est par l'ascendant moral et non par la force musculaire.

Une autre chose montre encore le peu d'importance de cette force au sein des sociétés ; c'est le cas médiocre qu'on y fait des athlètes les plus extraordinaires. Qui ne connaît en France, Victor Hugo ou M. Pasteur ? Sait-on qui est l'homme le plus vigoureux de ce pays ?

L'impuissance de la force brutale est également absolue en matière économique. Je défie le plus grand potentat de la terre d'ajouter la moindre parcelle à la richesse existante au moyen des massacres les plus épouvantables. Combien de fois n'a-t-on pas édicté et appliqué la peine de mort contre les usuriers ? A quoi cela a-t-il servi ? A une seule chose : à faire augmenter le taux de l'intérêt.

(1) Bonaparte lui-même était très brave. Il n'eut vraiment peur qu'une seule fois et précisément lorsque sa vie ne courait aucun danger : le 18 brumaire, quand il pénétra dans la salle de Cinq Cents. Ce jour-là, si Lucien ne l'avait pas soutenu, il reculait et perdait la partie.

II

La guerre semble être le domaine exclusif et particulier de la force brutale. Ce n'est pas le cas cependant.

En théorie voici comment les choses se passent dans la bataille : deux troupes ennemies se rencontrent ; les plus vigoureux tuent les plus faibles et les vainqueurs restent maîtres de réaliser le but qu'ils se proposaient d'atteindre en livrant le combat. Mais en réalité il n'en est jamais ainsi. Considérons deux troupes combattant corps à corps, à l'arme blanche. Nous verrons combien l'intelligence l'emporte, même dans ce cas, sur la force brutale.

Supposons d'abord les guerriers en nombre égal dans les deux camps. Un des adversaires peut s'assurer des avantages du terrain. C'est un fait de l'ordre mental. Combattre avec le soleil à dos est profitable. Or ce n'est pas la force musculaire qui fait choisir cette position. Mais le fait le plus grave est celui-ci. La victoire ou la déroute se décident toujours avant que tous les combattants d'une armée aient été tués. Nommons les deux adversaires Ixois et Zédois. Il tombe des hommes de part et d'autre. A un certain moment les Zédois, par exemple, s'imaginent qu'ils ne peuvent plus tenir ; ils lâchent pied, se retirent et abandonnent la victoire aux Ixois. Qu'est-ce qui décide à quel moment il faut céder ? On a vu des troupes combattre encore avec acharnement après avoir perdu les trois quarts de leur effectif, comme on a vu des troupes se débander presque sans avoir perdu un seul homme. Ce qui décide de la retraite n'est pas un fait de l'ordre musculaire (si on peut s'exprimer ainsi), mais un fait de l'ordre mental. On le voit, même dans un combat corps à corps, à l'arme blanche, entre deux troupes égales en nombre, la victoire est le résultat non de la force brutale, mais de la force morale.

Mais il est un ordre de faits encore plus important. Supposons que la force de chaque Ixois soit de 7 kilogramètres et la force de chaque Zédois 5 kilogramètres. Supposons que cette force seule donne l'avantage. Ne semblerait-il pas que les Zédois doivent s'avouer vaincus d'avance ? Nullement. Il leur reste une autre ressource. Trouver moyen de faire attaquer chaque Ixois par deux ou plusieurs Zédois, c'est-dire, arriver sur le champ de bataille en nombre plus considérable que l'adversaire. Or ce n'est en aucune façon la force brutale qui produit ce résultat. Supposons que de nos

jours les Français parviennent à mobiliser trois millions d'hommes en quinze jours et les Prussiens seulement deux millions. La force musculaire n'aura contribué en rien à donner cette supériorité aux Français. L'homme qui aura combiné leur plan de mobilisation, plus parfait, pourra être un individu malingre et chétif.

Depuis l'invention des armes à feu les combats corps à corps sont devenus très rares. La force musculaire des soldats est une valeur désormais négligeable. La victoire est assurée par la perfection de l'organisation et de l'armement. Un seul exemple. Dans les guerres futures les armées seront très nombreuses, donc le front de combat très étendu. Un des combattants organise un service téléphonique, très parfait, permettant au général en chef d'être en communication constante avec tous ses corps; l'autre en reste à l'antique procédé des ordres transmis par des aides-de-camp à cheval. Ce seul désavantage peut amener la défaite.

La puissance musculaire des hommes est à peu près la même, en moyenne, chez toutes les nations de l'Europe. Mais des soldats exténués de fatigue, mal vêtus et mal nourris, montreront moins de résistance que des soldats reposés, bien vêtus et bien nourris. Or est-ce la force brutale qui assure les approvisionnements des armées? Non, certes. Je ne parle même que pour mémoire du génie des capitaines. Est-ce à sa force musculaire qu'Annibal a dû la victoire de Cannes et Bonaparte celle d'Austerlitz? (1) Combien de fois n'a-t-on même pas vu le plus petit nombre l'emporter sur le plus grand grâce à de savantes manœuvres ou à d'habiles stratagèmes!

Je ne pousserai pas mes considérations plus loin; elles suffiront à démontrer, je l'espère, que, même sur les champs de bataille, la force brutale joue un rôle extrêmement subordonné.

III

Mais les batailles ne décident jamais rien. Elles appellent seulement des batailles futures. Supposons (ce dont nous préserve le sort) qu'après une campagne malheureuse la France entière soit unie à

(1) A ce propos une anecdote. Parmi les prisonniers pris à Hochstaedt se trouvait un grenadier à la mine superbe. Marlborough, l'ayant vu, lui dit : « S'il y avait beaucoup de gaillards comme toi à l'armée française, elle n'aurait pas été battue. — Il ne fallait pas beaucoup de gaillards comme moi, répartit le grenadier, mais un seul gaillard comme vous. »

l'Allemagne. Eh bien, après? Tâchons de nous représenter d'une façon concrète ce qui arriverait alors. Les Allemands s'empareraient de l'administration de la France. De deux choses l'une : ou les Allemands appliqueraient leurs lois constitutionnelles à leur nouveau territoire, ou ils ne les appliqueraient pas. Dans le premier cas, 380 députés français iraient siéger à Berlin (1). Ils s'allieraient aux députés qui font de l'opposition à l'empire et, s'ils avaient la majorité, ils pourraient imposer leur volonté à l'Allemagne, comme les Irlandais avec leurs 102 députés font et défont le ministère en Angleterre, c'est-à-dire, en définitive, gouvernent ce pays (2).

Supposons maintenant que les Allemands n'introduisent pas leurs lois constitutionnelles dans leur nouveau territoire. Alors la France aura un régime très semblable à celui qu'elle avait sous Louis XIV. Peut-être même en aura-t-elle un meilleur. Il y a juste deux siècles, en 1693, un imprimeur et un relieur parisiens furent pendus pour avoir imprimé un libellé sur le mariage de Louis XIV avec M^{me} de Maintenon. Les Prussiens probablement ne feraient rien de semblable, s'ils gouvernaient la France entière. Le régime qu'ils imposent aux Alsaciens n'est pas très doux, sans doute, mais il est encore infiniment plus libéral que celui auquel sont soumis les Russes par leur gouvernement national. Cependant, la Russie vit et progresse dans une certaine mesure. Sous le régime allemand la liberté de la presse et le droit de réunion seraient restreints dans une très forte mesure. Mais les Français se sont passés de tous ces droits jusqu'en 1868 et les Russes s'en passent encore aujourd'hui. Sans doute, la France souffrirait d'un autre mal : ses administrateurs, au lieu d'être des compatriotes, seraient des étrangers ; au lieu que le préfet de la Dordogne, par exemple, fût un M. Duval ou un M. Durand, il serait un M. Schmidt ou un M. Schultze. Eh bien, après? Est-ce que les paysans de la France cesseront pour cela de cultiver leur terre? Est-ce que les innombrables usines de ce pays cesseront de marcher? Est-ce que les ouvriers parisiens perdront le goût et l'élégance qui les distinguent aujourd'hui? Enfin est-ce que les poètes, les

(1) En Allemagne il y a un député par 100,000 habitants.

(2) La loi militaire allemande de 1893 a été votée par 201 voix contre 185. Si les Polonais avaient passé à l'opposition il y aurait eu 201 voix contraires et 185 favorables. La loi était rejetée par une majorité de 18 députés. On le voit, les Polonais, qui sont 2,200,000 hommes sur 46 millions d'Allemands imposent leur volonté à ces derniers.

artistes, les savants, les professeurs cesseront comme par enchantement de peindre des tableaux, d'écrire des vers, des romans, des comédies, des drames et des livres? Est-ce que les recherches des laboratoires s'arrêteront? Est-ce que des hommes comme M. Pasteur seront réduits immédiatement à l'imbécillité?

Eh bien, si la France, même après la conquête allemande, ne perd rien de sa puissance mentale, elle conservera dans le monde la place qu'elle y occupe aujourd'hui. Je citerai un seul fait. Il y a quelques années le délicieux roman intitulé « Un cœur de femme » a eu le plus grand succès dans mon pays (1). Nombre de beaux yeux ont pleuré en le lisant, comme autrefois ceux de nos grand-mères en lisant « Gerfaut » de Charles de Bernard. Beaucoup de personnes apprennent le français pour le plaisir de lire des œuvres de ce genre. M. Bourget, à lui tout seul, vaut pour son pays autant qu'un corps d'armée. Il y a de par le monde des groupes linguistiques plus nombreux que le groupe français. L'ordou, par exemple, est parlé aux Indes par plus de 80 millions d'hommes. Qui s'inquiète de ces gens? Qui se soucie de savoir s'ils sont libres ou opprimés? Pourquoi cette indifférence? Parce que l'apport de la littérature ordou dans l'œuvre de la civilisation humaine se réduit à une quantité absolument négligeable. L'apport de la France, au contraire, est d'une importance de premier ordre et, tant qu'elle gardera la fonction de procurer à l'Europe des émotions délicates et fines, tant qu'elle sera le creuset où s'élaborent les idées, le filtre qui leur donne un aspect lumineux et clair (2), des millions de bayonnettes prussiennes ne pourront rien contre elle.

L'histoire nous confirme, d'ailleurs, que les annexions politiques sont impuissantes parfois à modifier les types de culture. Est-ce que la conquête romaine a tué la Grèce? Après l'an 140 avant J.-C. les

(1) L'auteur de cet article est Russe.

(2) Il faut qu'une idée passe par le creuset de la littérature française pour devenir universelle. Je ne dis pas cela pour flatter les Français, mais parce que c'est l'exacte vérité. Un livre écrit en anglais sert surtout aux Anglo-Saxons, en allemand surtout aux Germains. Un livre écrit en français se répand chez les Latins et chez les Slaves. Or une idée ne peut, certes, pas se flatter d'être entrée dans la conscience générale du groupe Américano-Européen tant qu'elle ne s'est pas répandue chez les Latins et les Slaves. Le français est la langue commune des Latins : les Italiens lisent peu de livres espagnols, les Espagnols peu de livres italiens, les uns et les autres lisent beaucoup de livres français.

Hellènes ont fourni, il me semble, une très belle carrière. Qui comptera les littérateurs, les philosophes, les artistes et les savants qu'ils ont donnés au monde après cette date ? Non seulement l'hellénisme n'a pas reculé après la conquête romaine, mais, au contraire, il a fait de très grands progrès, grâce à cette conquête. Les Grecs ont assimilé l'Orient avec beaucoup plus de rapidité, après l'établissement de la monarchie universelle de Rome, qu'ils ne l'assimilaient auparavant. La Grèce nous offre une des meilleures démonstrations de l'insignifiance de la force brutale. A partir de la séparation des deux empires, sous les fils de Théodose, les Grecs ont été complètement libres au point de vue national. Malgré Justinien (qui voulait latiniser l'Orient), l'empire de Constantinople est devenu un Etat grec. Quand le conservatisme a pris le dessus à Byzance, quand la sève mentale des Hellènes a tari, l'hellénisme a commencé à perdre du terrain, malgré l'indépendance politique.

La Pologne est un autre exemple. Elle a eu son siècle d'or littéraire sous la domination de la Russie. Les Mickiewicz, les Krasinski ont écrit leurs chefs-d'œuvre alors qu'un vice-roi russe était tout-puissant à Varsovie. L'assimilation des Petits Russiens et des Lithuaniens a continué, après 1815, dans les provinces occidentales de l'empire des Tsars et elle a fait des progrès plus rapides qu'à l'époque où la domination polonaise s'exerçait dans ces pays. Il a fallu un réveil du sentiment national en Russie pour mettre une digue à la polonisation.

IV

Depuis 1871 les Français sont hypnotisés par la force brutale. Ils ne se représentent rien de plus beau que la puissance des bataillons et des bayonnettes. Cependant, la force brutale est peu de chose, parce que la conquête militaire juxtapose, mais n'amalgame pas les populations. Supposons qu'après Cannes Annibal eut marché sur Rome, qu'il eut massacré tous les Romains et passé la charrue sur les sept collines. Parlerions-nous aujourd'hui le punique ? Cet article, rédigé par un Slave, serait-il écrit en un dialecte sémitique ? Cela dépend. Si, après la conquête militaire, Carthage avait su faire aussi la conquête mentale du bassin occidental de la Méditerranée, oui ; sinon, non. Une annexion territoriale n'est pas toujours accompagnée d'une assimilation. Rome n'a dominé en Gaule que pendant quatre siècles. Pourtant la Gaule est devenue latine et sa déna-

tionalisation s'est accomplie, en majeure partie, à une époque où Rome ne possédait plus aucune puissance militaire dans ce pays. En Roumanie la dénationalisation a marché encore plus vite. La Dacie a été province romaine seulement de 104 à 276. Cependant, on y parle un dialecte latin encore aujourd'hui. Par contre les Turcs ont dominé en Bulgarie pendant cinq siècles (un siècle de plus que les Romains en Gaule), mais, quand on les a chassés, il est resté à peine quelques mots turcs dans le vocabulaire bulgare. Les Osmanlis n'ont même pas entamé le domaine mental des Bulgares, des Serbes, des Roumains et des Grecs. Les Tartares ont dominé en Russie plus longtemps que les Romains en Dacie. Qu'est-ce qu'il reste, cependant, de leur puissance ? A peine quelques noms et quelques mots dans la langue russe.

Un autre fait montre encore combien la force brutale est peu de chose. Non seulement le conquérant n'impose pas toujours son type au vaincu, mais, au contraire, il est parfois assimilé par lui. En Orient les Romains sont devenus des Hellènes (peu s'en faut qu'ils ne le soient devenus même en Italie); les Francs, les Lombards sont devenus Latins; les Arabes, en Perse, sont devenus Persans; les Bulgares en Moesie ont été slavisés; les Mandchous, en Chine, sont devenus Chinois. Quand un conquérant apportait une culture supérieure à celui du vaincu, il la lui imposait; quand il apportait une culture inférieure, il finissait par être expulsé (comme les Turcs de la Grèce) ou par être absorbé par la civilisation indigène.

La force brutale est impuissante à opérer les assimilations intellectuelles.

A ce propos, qu'on me permette de combattre une opinion généralement répandue en France. On croit que l'unité nationale de ce pays est l'œuvre de ses rois, c'est-à-dire de la conquête, donc de la force brutale. Ce point de vue ne contient qu'une part de vérité. La conquête militaire a fait l'unité psychique de la France, comme l'empire romain a fait le christianisme. Sans la domination universelle de la ville des sept collines, les apôtres de la nouvelle religion monothéiste se seraient heurtés à une série de divinités poliades, dont ils n'auraient peut-être pas pu venir à bout. A l'heure qu'il est nous ne serions peut-être pas encore tous devenus chrétiens en Europe. De même la domination des rois a seulement aplani les voies. Mais, si la France possède aujourd'hui l'unité de culture, elle le doit en majeure partie à d'autres facteurs que la conquête brutale.

Le latin se fractionna en plusieurs dialectes pendant le moyen-

âge. Le français (langue d'oui), le provençal (langue d'oc), l'italien, l'espagnol et le portugais furent les principaux (1). Dès le XI^e siècle ces cinq dialectes commencèrent à s'élever à la dignité de langues littéraires. Le languedocien réalisa ce progrès avant les autres et, vers la fin du XII^e siècle, la littérature provençale était une des premières, sinon la première de l'Europe. Un Toulousain pouvait traiter alors un Parisien de barbare avec raison, car le Nord était bien moins avancé que le Midi. L'antipathie et l'antagonisme étaient extrêmes entre ces pays. Les Provençaux préférèrent parfois l'alliance des Arabes à celle des Français. Mais le Nord l'emporta au point de vue politique. Après d'épouvantables dévastations, le Midi fut considérablement affaibli. Pendant ce temps la culture intellectuelle fit de sensibles progrès. A partir de la fin du moyen-âge sa production mentale semble couler comme un fleuve abondant: poètes, littérateurs, théologiens, philosophes, savants, historiens se suivent en rangs serrés. A peine l'un a fermé les yeux qu'un successeur prend sa place. *Avulso uno, non deficit alter*. Ils se transmettent en mourant non seulement la *lampada vitae*, mais encore la lumière de la science et de l'art. En Provence le mouvement ne fut pas si intense. Le Languedoc se laissa distancer au point de vue mental. Quand, vers le XVI^e siècle, on commença à abandonner le latin comme langue des études, le Midi ne sut pas se créer un outillage intellectuel complet. Il adopta celui du Nord et par là il signa son arrêt de mort. Les auteurs de l'unité française ne furent pas seulement les rois, mais cette pléiade de poètes, de littérateurs, d'artistes, de théologiens et de savants qui forment une chaîne ininterrompue, depuis l'époque des Valois jusqu'à nos jours.

Dès le XV^e siècle le régime, auquel fut soumis le Midi, était semblable à celui du Nord. Si dans ce moment la culture languedocienne avait été capable de se remettre sur pied et de lutter victorieusement contre la culture du Nord, l'unité ne se serait pas faite. On verrait aujourd'hui un Languedoc gémissant sous le joug français, comme la Pologne gémit sous le joug russe. S'il n'en est pas ainsi, on le doit non pas uniquement à la conquête brutale, mais à la supériorité mentale du Nord. Comme les Romains ont latinisé la Gaule, grâce

(1) A vrai dire le latin se fractionna en autant de dialectes qu'il y a aujourd'hui de principaux patois en Italie, en France, en Espagne et en Portugal. Ces dialectes luttèrent les uns contre les autres. Les plus vivaces sont devenus les cinq langues principales, dont je parle dans le texte.

à leur civilisation supérieure, les Français ont francisé le Languedoc par la même raison. Les véritables auteurs de l'unité française sont Corneille, Racine, La Fontaine, Boileau, Voltaire et leurs émules, comme les auteurs de l'unité italienne sont Dante, Pétrarque, Boccace, Arioste, Le Tasse et les nombreux écrivains qui entourent ce brillant état-major. L'Italie et l'Allemagne démontrent surabondamment que l'unité nationale peut s'opérer sans l'unité politique. Non seulement ces pays ont été divisés en plusieurs Etats, mais ces Etats se sont même fait la guerre jusqu'à une époque très récente (1).

Loin de consolider les Etats, la force brutale les détruit. Comparez la Turquie à la Suisse. Après cinq siècles d'existence la première se disloque, la seconde se raffermir de plus en plus. La puissance et la durée d'une entreprise politique sont en raison directe de la quantité de justice déposée dans ses fondements, donc en raison inverse de la violence et de la force brutale.

V

Mais si l'annexion politique ne peut pas opérer à elle seule l'assimilation, on peut faire des conquêtes nationales sans occuper militairement des territoires.

Un grand découragement s'est emparé des Français depuis 1871. Ils croient que tout est perdu, parce que les limites de leur Etat ont été portées en arrière : du Rhin sur les Vosges. Ils se trompent. La frontière politique peut reculer, mais il ne s'en suit pas forcément que la frontière linguistique (c'est-à-dire celle de la nationalité) doive forcément suivre le même mouvement. C'est ce que nous voyons en effet. En Belgique et en Suisse, c'est-à-dire aux avant-postes du français, cette langue gagne constamment du terrain. Les envahissements linguistiques ne peuvent être constatés que par des recensements très exacts. Comme ils sont difficiles à faire et comme ils s'opèrent à des intervalles assez éloignés, ces envahissements ne se voient pas.

Et puis il n'y a pas seulement les conquêtes continues sur la limite linguistique, il y a encore les conquêtes sporadiques au centre même

(1) Quelques publicistes attribuent aussi une très grande importance à Paris. Ils disent que c'est l'imitation de la cour qui a fait l'unité française. Mais l'Allemagne et l'Italie n'ont pas eu de capitale, s'imposant à l'imitation de tous ; malgré cela, ces deux pays sont arrivés à l'unité nationale.

du territoire de l'ennemi. Un homme qui pense constamment en français est francisé, qu'il soit à Berlin ou à Tombouctou (1). Or nous ne voyons pas qu'après 1871 l'envahissement du français dans les pays étrangers ait subi le moindre recul. Au commencement de notre siècle l'italien se parlait beaucoup dans les ports de la Méditerranée orientale. Mais il est de plus en plus remplacé par le français. Les statistiques de la librairie montrent qu'il se vend plus de livres français à l'étranger en 1893 qu'en 1871. D'ailleurs, si l'envahissement s'était arrêté, cela ne serait pas à cause des bayonnettes prussiennes. Cela serait parce que la production mentale de la France n'aurait pas la même supériorité relative qu'elle avait auparavant. La force n'a donc rien à y voir. Quelles que soient les frontières politiques, l'avancement du français sera le même si la culture française conserve le rang éminent qu'elle occupe aujourd'hui. Nous risquons même une opinion qui pourra paraître un paradoxe : si la France et l'Allemagne formaient un seul Etat, l'expansion du français à la frontière orientale serait plus rapide qu'aujourd'hui.

La France peut être appelée à de grandes destinées. Elle pourrait reconstituer l'empire romain sur une échelle beaucoup plus vaste qu'au temps d'Auguste et de Trajan. Non par la domination politique, bien entendu, mais par la domination intellectuelle. La France semble devenir le point de ralliement des nations latines. Par son outillage intellectuel elle a pris une telle avance sur l'Italie, l'Espagne, le Portugal, et la Roumanie que ces nations seront peut-être incapables de la rattraper. Le mot *peut-être* doit être doublement souligné. D'abord parce que, si l'esprit conservateur l'emporte en France, elle pourra perdre la place qu'elle occupe aujourd'hui dans l'œuvre de la pensée humaine ; ensuite, parce que l'Italie et l'Espagne pourront secouer leur torpeur et se mettre aussi au premier rang ; l'Espagne surtout, qui, à proprement parler, représente, avec ses anciennes colonies, un groupe linguistique de 62 millions d'hommes, plus nombreux que le groupe français (qui est de 45 millions environ). Mais, si les choses suivent leur cours actuel, un jour

(1) Il est impossible de dire combien il y a de Français sur la terre, parce qu'il y a des individus qui sont *partiellement* Français. Ils le sont à certains moments de leur vie (par exemple quand ils lisent un livre français). Si ces *quelques* moments arrivent à être *tous* les moments, ces individus deviennent *totalelement* Français.

le français sera la langue littéraire de tout le groupe latin. De plus il semble devoir s'emparer au moins de la partie occidentale de l'Afrique. La Tunisie, l'Algérie et le Maroc parleront sans doute le français dans un siècle ou deux. Peut-être sera-ce le cas du Congo et du Soudan.

Passons à l'Europe orientale. Le français est très répandu à Athènes, à Smyrne et en Syrie. Dans ces pays les groupes linguistiques sont très fractionnés. Un grand nombre d'entre eux comprennent à peine quelques centaines de milliers d'individus. De si faibles agglomérations ne pourront certes plus se créer un outillage mental complet, car, avec le développement de la civilisation moderne, cet outillage est devenu si complexe qu'il exige une mise de fonds s'élevant à des milliards de francs. Si donc ces populations tirent leur culture au dehors, nous ne voyons guère que la France à qui elles pourront l'emprunter. Le français pourra donc former un cercle autour de la Méditerranée, comme l'ancien empire romain.

Ce sont là des spéculations un peu hasardées, je le sais. Elles démontrent seulement que les bayonnettes ne sont pas tout. Les Prussiens pourront garder une puissance militaire de premier ordre, mais, s'ils ne savent pas assimiler leurs voisins par la culture mentale aussi vite que les Français, les Allemands perdront relativement du terrain et les Français en gagneront. Voilà ce que je voulais seulement mettre en évidence. En définitive, ce qui produit l'avancement ou le recul des nations, ce n'est pas la force brutale, mais la force mentale. Cette dernière est le moteur principal de l'évolution des sociétés. Le plus grand danger pour une nation ne vient pas des bayonnettes de ses ennemis, mais de la torpeur intellectuelle. Voyez à quel degré de misère est descendue l'Espagne pour n'avoir pas voulu suivre le mouvement intellectuel de l'Europe. La France, au contraire, a été à la tête de ce mouvement au XVIII^e siècle. Elle était le phare qui éclairait le monde. Si elle passe au camp des idées rétrogrades, elle est perdue. Si elle sait conserver le rang qu'elle occupait autrefois, elle restera parmi les premières nations de la terre et tous les bataillons de ses ennemis n'y pourront rien.

JACQUES NOVICOW,

Vice-président de l'Institut International de Sociologie.

La Médecine Sociale

Morel, l'admirable auteur des « *Dégénérescences de l'espèce humaine* » est le premier, croyons nous, qui ait entrevu les rapports de la Médecine avec la Sociologie, science à peine naissante alors, et ait employé cette expression de Médecine Sociale, que nous avons trouvée par hasard dans une note modeste de son « *Traité des Maladies mentales*. » Dans un chapitre de cet ouvrage consacré à la prophylaxie et au traitement des différentes variétés de folies héréditaires, Morel divise nos moyens d'action sur ces formes morbides, qui touchent autant le physique que le moral, en deux groupes : les uns sont fournis par les agents pharmaceutiques, et ce sont les moins importants, — les autres consistent dans l'hygiène et la prophylaxie qui président aux mariages régénérateurs, ou dans l'application d'une pédagogie spéciale. C'est à propos de ces derniers moyens qu'il résume dans une note passée presque inaperçue, tout un programme qu'il n'a pu malheureusement remplir, et que je crois devoir transcrire ici dans son entier, pour rendre à cet illustre savant la justice qui lui est due. « Dans un ouvrage aussi élémentaire que le *Traité des Maladies Mentales*, dit-il, je ne puis aborder la thérapeutique des affections nerveuses que par le côté immédiatement pratique, en d'autres termes, par celui qui s'adresse à l'état aigu des maladies nerveuses. L'hygiène physique, intellectuelle et morale, encore une fois, implique dans ses nombreux développements un grand nombre de principes et de faits de l'ordre administratif, ainsi que de l'éducation générale et spéciale ; elle s'irradie d'une manière si profonde dans la réforme de nos mœurs, de nos habitudes, de notre état social même, que le terme qui lui conviendrait le mieux est celui de *Médecine Sociale*. A ce point de vue, qui est incontestable, il importe comme on voit, d'en faire une branche distincte de l'art de guérir. C'est là, j'en conviens, une œuvre bien difficile, mais qui, dans tous les cas, ne peut avoir pour interprètes que des médecins. » Et Morel se proposait de « traiter à part cette hygiène intellectuelle, physique et morale, qui fait la contre partie de ses dégénérescences de l'espèce humaine. »

Parti de considérations beaucoup plus générales que celles de Morel, ce n'est pas sans une certaine satisfaction que je me suis trouvé me rencontrer avec lui sur une manière spéciale d'envisager

la médecine au point de vue social. Je crois que le germe qu'il a ainsi jeté, mérite d'être cultivé et que les esprits sont mûrs pour en recueillir dès maintenant les fruits. Depuis quelques années une tendance s'accuse de plus en plus dans les préoccupations des philosophes et des médecins. Il y a fusion de la philosophie et de la médecine. Les psychologues et les moralistes viennent dans les cliniques psychiatriques chercher la clef des phénomènes normaux, par l'étude des cas pathologiques, comme les physiologistes s'éclairent si souvent aux lumières de la pathologie. Ils se sont enfin aperçus que la psychologie et la morale ne sont que des branches de la physiologie cérébrale, et que les troubles qui les atteignent sont liés d'une façon intime à des anomalies ou des lésions physiques non seulement du cerveau, mais de l'organisme tout entier. L'homme n'est plus considéré comme composé de deux parties distinctes, n'ayant que des rapports de contiguité en quelque sorte : — une psychique (esprit ou âme) dont s'occupe la philosophie, et une physique, dont s'occupent la physiologie et la médecine, — mais comme formant tout indissoluble. Un certain nombre de médecins ont pensé de leur côté qu'il y avait intérêt à sortir de la sphère de la médecine proprement dite pour pénétrer dans le domaine réservé à la psychologie et à la morale, et à tirer parti de leurs connaissances plus approfondies sur le fonctionnement de l'organisme humain au profit de ces deux branches de la philosophie, en se plaçant à un point de vue non plus seulement individuel, mais social.

L'homme perd en effet chaque jour de son importance individuelle. Il apparaît de moins en moins comme isolé au milieu de ses semblables, comme pouvant être considéré à part. Non seulement il est régi par un déterminisme que lui impose son hérédité, mais encore par le milieu où il se meut et les conditions sociales où il vit. On est forcé de ne plus le considérer indépendamment de ses ascendants et de ses descendants, mais de le regarder comme un simple chaînon qui subit en outre des modifications par le fait de ses conditions d'existence. L'individu n'est plus un organisme complet, mais un élément d'un organe — d'une collectivité — qui, joint à d'autres, forme avec eux un organisme complet, une société.

La philosophie s'était jusqu'ici préoccupée presque exclusivement de l'homme considéré individuellement. Dans ces dernières années, des essais fort intéressants de psychologie collective ont été tentés, par exemple sur la psychologie des foules, la psychologie des peintres, etc. D'autres encore sont en préparation. Nul doute qu'on

ne s'achemine ainsi à l'étude de la psychologie des races et des sociétés qu'on n'arrive en un mot à la *psychologie sociale*, psychologie qui doit avoir des lois, comme la psychologie générale et individuelle, mais qu'il serait difficile et téméraire de chercher à formuler aujourd'hui qu'elle commence à peine à se dessiner.

Un mouvement analogue à celui de la philosophie s'est manifesté en médecine. C'est l'hygiène, dont les développements ont été si considérables depuis quelques années, qui a commencé.

Elle n'a du reste, à ce qu'il semble, compris qu'à moitié son rôle social, bien que la dénomination d'hygiène sociale ait fait son apparition. Cette hygiène sociale ne diffère guère à la vérité de l'hygiène publique. L'hygiène vraiment sociale devrait en effet s'occuper, comme le concevait Morel, du physique, de l'intelligence et du moral. Or jusqu'ici elle ne s'est guère intéressée qu'au physique malgré ses incursions en pédagogie, où elle s'est surtout préoccupée de développer le côté physique des enfants, et avec raison d'ailleurs. Quant à la médecine il faut bien reconnaître qu'elle n'a encore rien fait dans cette voie. Elle semble ignorer complètement qu'il y a des maladies dont les causes sont essentiellement sociales et que ces maladies ont besoin d'être envisagées à d'autres égards que le point de vue des troubles qu'elles produisent chez l'individu, et enrayées par des moyens différents de ceux de la thérapeutique ordinaire. En d'autres termes si on peut admettre jusqu'à un certain point l'existence actuelle d'une hygiène sociale, la médecine sociale est tout entière à créer.

La direction qu'ont prise les sciences médicales dans cette seconde moitié du siècle rend plus inexplicable encore la façon dont on a négligé les rapports de la Médecine avec la Sociologie, à une époque surtout où les questions sociales préoccupent, et à juste titre, tous les esprits. Deux grands faits dominent toute la médecine actuelle : l'hérédité et l'infection. Ces deux doctrines fondamentales ont forcé la médecine à sortir de la contemplation des maladies en tant qu'elles attaquent l'individu considéré isolément. Les causes de l'infection et de la contagion étant connues, on a été obligé non seulement de s'occuper des moyens de thérapeutique applicables à chaque cas particulier, mais encore des moyens à employer pour enrayer cette contagion et la transmission de l'infection d'individu à individu. Par là la médecine a dû sortir de son rôle individualiste pour aborder le côté social de la question, mais c'est à l'hygiène que ce rôle est dévolu aujourd'hui. Quant aux affections transmissibles par héré-

dité, la médecine s'est presque uniquement bornée à les constater, à les étudier, mais n'a pour ainsi dire rien fait pour les enrayer. Les lois de cette transmission héréditaire sont encore à l'étude et leur recherche semble bien négligée aujourd'hui.

Les maladies qui assaillent l'homme, en dehors des affections traumatiques et chirurgicales en général, tendent de plus en plus à se ranger en deux groupes : les unes infectieuses (microbiennes ou toxiques), les autres héréditaires. Les premières sont en quelque sorte accidentelles et atteignent un ou plusieurs individus suivant les cas, les secondes s'attaquent non seulement à l'individu, mais à l'espèce. Les unes sont limitées à la vie d'un homme, les autres retentissent sur sa descendance, et en vertu de certaines lois causent sa dégénérescence. Il en résulte que ces dernières frappent un nombre progressivement croissant d'individus, et que la dégénérescence s'infiltré peu à peu dans la société, les individus tarés s'accouplant à d'autres qui ne le sont pas ou le sont moins, et contaminant ainsi leur descendance.

Contre les maladies infectieuses, nous avons l'hygiène qui nous indique les moyens les plus propres à les éviter et à empêcher leur propagation, et la thérapeutique qui les enraie une fois qu'elles sont déclarées chez un individu. L'hygiène n'emprunte son caractère social qu'à ce fait qu'un grand nombre d'individus peuvent se trouver exposés aux mêmes maladies. Mais ses indications sont les mêmes, qu'elles s'adressent à un seul ou à un grand nombre. Elle peut-être publique sans être sociale.

Contre les maladies héréditaires nous n'avons rien ou fort peu de chose. Ce sont cependant celles qui frappent le plus profondément la société. On prend des mesures énergiques pour éteindre un foyer épidémique qui ferait vingt victimes. On n'indique aucun moyen pour avoir des enfants normalement constitués de corps et d'esprit. On ne songe pas qu'un couple taré héréditairement ayant deux enfants, et dont chacun des descendants aurait lui-même deux enfants, aurait ainsi donné naissance à la quatrième génération, à trente-deux individus sur lesquels son influence morbide aurait été en s'accusant à chaque génération. Et si l'on réfléchit que ces trente-deux individus tarés se sont alliés à des familles peut-être saines, et qu'ils les ont ainsi adultérées, on verra combien est grand le mal, combien profond, intime et progressif, plus grave de beaucoup que celui causé par la petite épidémie de tout à l'heure.

Mais pour constater ce mal il ne suffit pas de regarder l'individu

atteint dans le moment actuel ; il faut le considérer dans la suite des temps et des générations. C'est là le côté social de la médecine, celui qu'il faut étudier et approfondir, si nous voulons essayer d'enrayer le mouvement dégénératif qui nous entraîne et dont une des plus graves manifestations est la diminution absolue de la natalité.

Par là la médecine sociale complète l'hygiène sociale. Tandis que celle-ci s'occupe de prévenir certaines maladies dans le moment présent, celle-là a pour but d'empêcher l'évolution de certaines autres dans la suite des générations. Cela nous paraît d'autant plus nécessaire que si les maladies dont s'occupe l'hygiène s'atténuent en quelque sorte avec le temps et l'acclimatement, celles qui sont du ressort de la médecine sociale ont au contraire pour caractéristique d'aller toujours en s'aggravant.

Pour montrer la façon dont on doit envisager la médecine sociale et en quoi elle diffère de la médecine générale, prenons un exemple : l'alcoolisme, dont les ravages ne sont que trop faciles à constater, dont les progrès sont d'une rapidité effrayante, et qui est le type des affections dégénératives.

Voici un alcoolique quelconque. Si on se place au point de vue purement médical, on examine successivement tous les troubles qui résultent de l'action de l'alcool sur les divers organes, on indique les différences qui permettent de les distinguer de troubles analogues dus à d'autres causes, on cherche à prévoir leur évolution en se basant sur les lésions auxquelles on sait que correspondent ordinairement les symptômes qu'on constate. On essaie alors de combattre ces troubles, de réparer ces lésions, sans autre but que de permettre à l'alcoolique de reprendre ses occupations et son rang dans la société. Quand il a ainsi agi et qu'il est arrivé à ce résultat, le médecin a rempli tout son rôle.

Plaçons-nous maintenant au point de vue médico-social et examinons ce même alcoolique. Considérons-le non plus comme un individu isolé, mais comme un être social relié aux générations qui le précèdent et à celles qui le suivront, en même temps qu'à tous les membres de sa famille actuelle. Que de problèmes, et des plus élevés, surgissent aussitôt !

N'est pas alcoolique qui veut, a dit dans son langage imagé le professeur Laségue. C'est qu'en effet on doit toujours se demander pourquoi tel individu devient alcoolique alors que tel autre, placé dans les mêmes conditions que lui, échappe à cette intoxication. C'est que dans la majorité des cas l'alcoolisme est une affection à la-

quelle on se trouve prédisposé héréditairement, soit par l'alcoolisme de ses ascendants, soit par d'autres tares héréditaires. La première question qu'on doit se poser est donc de savoir si l'alcoolisme est héréditaire ou acquis.

S'il est héréditaire, quelles tares morbides, quelles affections héréditaires, dégénératives présentaient les parents de cet alcoolique ? S'il est acquis, sous quelle influence dépressive du physique, de l'intelligence ou du moral, s'est-il produit ?

De toutes façons, quelle action cet alcoolisme déterminera-t-il sur l'individu d'abord, sur la descendance ensuite ? L'individu est amoindri à tous les points de vue par l'intoxication alcoolique. Sa fonction sociale ne peut qu'en souffrir, car il est père et chargé de l'éducation de ses enfants, il est ouvrier et doit à la société une certaine somme de travail, il est soldat et doit à sa patrie toute sa force physique et morale à un moment donné. Ne restera-t-il pas au-dessous de son rôle dans toutes ces circonstances ? Assurément oui. Mais il y a plus ; il y a sa descendance. Sera-t-il capable de procréer s'il ne l'a fait déjà, et s'il en est capable que seront ses enfants ? L'alcoolisme est une des pires causes de dégénérescence, et la contient en germe sous toutes les formes et à tous les degrés. Ses enfants ne seront-ils pas tarés dès leur naissance et ne vont-ils pas tomber à la charge de la société s'ils sont tellement dégénérés qu'ils ne puissent, comme cela arrive souvent un jour ou l'autre, se suffire à eux-mêmes ?

Quelles sont en effet les manifestations de l'alcoolisme chez les descendants d'alcooliques ? A quoi sont-ils exposés et exposent-ils la société ? Profondément dégénérés, ne vont-ils pas être non seulement des êtres improductifs, mais encore des individus nuisibles ? Ne vont-ils pas grossir le nombre des idiots, des épileptiques, des hystériques, des aliénés qui peuplent nos asiles, sans cesse insuffisants tant ils augmentent, ou celui des pervers, des délinquants, des criminels qui garnissent nos prisons ?

Mais ce n'est pas tout encore. Quelles sont les causes profondes du développement de l'alcoolisme, non plus seulement chez l'individu, mais dans la société ? Quels sont les moyens d'enrayer son envahissement ? Quels sont les systèmes proposés ?

Voilà autant de questions qui intéressent à la fois le médecin, le moraliste, le législateur, l'anthropologiste. Leur étude n'existe nulle part dans son ensemble. Des aperçus en sont épars de divers côtés.

N'y aurait-il pas intérêt à les grouper, et à leur donner ainsi toute leur valeur ?

Et ce que je dis de l'alcoolisme il faut l'appliquer à toutes les intoxications du même genre, morphinomanie, cocaïnomanie, éthéromanie, etc., etc., qui prennent chaque jour une plus grande extension.

Il faut signaler le péril au public. Il faut lui montrer ce que c'est que cette hérédité dont on parle tant et que si peu connaissent, quelles en sont les conséquences quand il s'agit d'affections comme l'épilepsie, l'hystérie, l'aliénation mentale, les maladies du système nerveux en général. C'est en effet ces affections qui sont le plus remarquablement héréditaires et dégénératives, mais ce ne sont pas les seules dont la médecine sociale ait à s'occuper, comme nous le verrons plus loin.

Toutes les affections héréditaires prises en elles-mêmes, en dehors de leur transmissibilité possible à la descendance, sont déjà redoutables et redoutées. Mais combien de fois des considérations d'intérêt matériel ne font-elles pas passer les familles par dessus dans la question du mariage ? Si on leur faisait mieux connaître les conséquences de ces affections, si on leur faisait toucher du doigt le trouble qu'elles jettent dans les familles, les tracasseries morales dont elles sont la cause, les catastrophes pécuniaires qu'elles peuvent engendrer, peut-être réfléchiraient-elles plus avant d'accoupler deux êtres au hasard, sans s'occuper autant qu'elles le devraient de leurs conditions de santé physique et morale, tout en déclarant ces accouplements des mariages de convenance. On traiterait de fou un éleveur qui agirait ainsi à la légère. Mais ce que nous trouvons bon pour le perfectionnement des animaux, nous le trouvons mauvais pour l'homme, ou tout au moins nous le négligeons, comme si l'homme n'était pas, tout comme dans les autres espèces animales, la résultante de ses géniteurs. On oublie trop que la raison et le but du mariage est de procréer. La vue des enfants anormaux inspire aux parents la crainte d'en avoir trop. Il n'y a cependant que les peuples qui produisent beaucoup d'enfants qui soient vraiment forts. C'est un acte de patriotisme de donner à son pays beaucoup de bras et de cerveaux solides. Mais on n'en produit de tels qu'à la condition d'être soi-même sain de corps et d'esprit. Et s'il n'est pas permis de demander aux hommes de science, aux médecins, de renseigner exactement les intéressés quand il s'agit de mariage, qui est cependant l'acte où l'on devrait s'entourer du plus de garanties possibles,

au moins est-il utile et même indispensable de ne pas laisser le public dans une trop grande ignorance à cet égard, et de le mettre à même de juger seul le mieux possible et de peser les conséquences de ses actes, de comprendre ses devoirs dans une des circonstances les plus graves de la vie des citoyens. Cette question du mariage est une des plus importantes dont puisse se préoccuper la Médecine Sociale, qui aurait en ce cas un rôle prophylactique.

Mais l'hérédité n'est pas tout, si puissante qu'elle soit. Elle ne fait souvent que prédisposer à la dégénérescence, et c'est le milieu social qui développe ou entrave ces prédispositions. Il faut donc faire la part de ces deux éléments. Il faut étudier les moyens d'atténuer le plus possible les tendances héréditaires. Ici nous touchons à deux questions des plus élevées et des plus graves, l'éducation et la responsabilité. La médecine y intervient déjà. Dans l'éducation le côté physique a été cependant presque exclusivement l'objet de ses préoccupations. Elle a cependant à faire, et beaucoup, dans la direction de l'instruction et de l'éducation proprement dites. On met aujourd'hui toutes les intelligences dans le même moule, on soumet tous les caractères à la même discipline. Dans les internats il n'y a pour ainsi dire pas d'éducation morale. Quant aux enfants élevés dans les familles, il est à remarquer que ce sont le plus souvent ceux-là qui bénéficieraient le plus de la discipline d'un internat. Leurs parents ne les gardent guère, surtout les filles, que poussés par une sentimentalité exagérée, et bien loin de développer chez eux la volonté et la force morale, ils ne font que les affaiblir par la culture de leur sensibilité. De sorte que si dans un cas l'éducation fait défaut, dans l'autre elle est mauvaise. Dans cet ordre de choses d'ailleurs tout semble se faire au hasard des circonstances et on se préoccupe beaucoup plus, pour imprimer à un enfant telle direction plutôt que telle autre, non de ses aptitudes spéciales, de son caractère, de ses tendances héréditaires, mais de la commodité et des avantages qu'il y a à l'y lancer. Combien d'individus qui ne sont que des ratés auraient pu se comporter tout autrement dans la vie si on n'avait pas voulu leur faire fournir un travail dont ils étaient incapables et leur donner des aspirations qu'ils ne pouvaient satisfaire. Les inconvénients qui en résultent pourraient cependant être bien souvent évités, et je crois que les hommes qui s'occuperaient de ce côté social de la médecine seraient les plus aptes à indiquer ce qu'il faut faire.

En ce qui concerne la responsabilité humaine, la médecine inter-

vient chaque jour devant les tribunaux, et c'est à elle qu'on s'adresse pour trancher cette question si considérable de l'irresponsabilité d'un accusé. Je n'insisterai donc pas sur ce rôle qui lui est dévolu sans partage actuellement.

Il est enfin un point qu'il est indispensable d'étudier, c'est celui des droits et des devoirs de la société vis-à-vis des individus tarés héréditairement et dont la dégénérescence est telle qu'elle constitue un péril pour elle. L'étude de la criminologie et celle de l'assistance sont le corollaire obligé de celle des diverses maladies sociales.

On commence aujourd'hui, mais timidement encore, à reconnaître que nous dispensons trop facilement tous les dégénérés de leurs devoirs envers la société. Non seulement ils sont inutiles, mais souvent ils sont nuisibles. Et l'on ne trouve rien de mieux que de les assister sous prétexte d'irresponsabilité, ou de les condamner plus légèrement à cause d'une responsabilité soit disant atténuée. L'organisation est telle qu'un alcoolique, incapable de gagner sa vie, d'entretenir sa famille, d'élever ses enfants qui retombent souvent à la charge de l'assistance publique, dont l'affaiblissement intellectuel et la déchéance morale sont telles qu'il ne pourrait remplir ses devoirs de soldat et qu'il peut commettre des délits et des crimes, que cet alcoolique est certain de trouver un asile pour la fin de ses jours, où il sera soigné et à l'abri de tout besoin, sans qu'on soit en droit d'exiger de lui aucun travail, sous le fallacieux prétexte qu'il est un malade, alors qu'un ouvrier honnête, laborieux, ayant bien élevé ses enfants, et n'ayant pu mettre aucune économie de côté, se verra réduit à la misère le jour où l'âge ou quelque infirmité l'empêcheront de travailler. Epileptiques, hystériques, aliénés, déséquilibrés, débiles, toute la scorie de l'humanité, voilà où vont l'indulgence, la compassion, l'assistance. C'est une prime donnée à la dégénérescence ! Je ne me dissimule pas la lutte qu'il faudrait soutenir pour arriver à ébranler une organisation qui permet de telles choses et anéantir les préjugés sociaux sur lesquels elle repose. Mais je crois qu'il est temps de crier la vérité, et de reporter sur les gens sains de corps et d'esprit, utiles à la société où ils vivent, toute la somme d'intérêt qu'on accorde actuellement aux dégénérés. Tirer de ceux-ci le meilleur parti possible, les assister le plus économiquement possible quand ils sont incapables de rien produire, les empêcher de nuire, voilà tout ce qu'il faut leur accorder. C'est le rationalisme en lutte avec le sentimentalisme. Nous avons fait assez de sentiment ; il serait temps peut-être de voir les choses plus froidement,

J'ai dit plus haut que si les affections attaquant le système nerveux étaient les plus héréditaires et les plus importantes à considérer au point de vue social, il n'y avait pas que celles-là. A côté d'elles en effet il y a des infections qui une fois acquises accidentellement peuvent se transmettre héréditairement : telles sont la syphilis et la tuberculose. L'influence de ces deux maladies sur la natalité et sur la mortalité, ainsi que l'incapacité de travail qu'elles entraînent chez les individus qui en sont atteints au moment de leur pleine activité sociale, montrent suffisamment le gros intérêt qu'elles présentent pour la Médecine Sociale.

Entre les affections d'origine héréditaire et se transmettant héréditairement aux générations suivantes, et celles qui sont acquises accidentellement et deviennent transmissibles par hérédité, se place une troisième catégorie comprenant des maladies qui se développent grâce à une prédisposition névropathique héréditaire et provoquent la dégénérescence des descendants d'une façon très marquée. Parmi elles se rangent l'alcoolisme en première ligne, puis la morphinomanie et d'une façon générale toutes les intoxications passionnelles (cocaïnomanie, éthéromanie, etc. etc.).

Nous pouvons donc dresser le tableau suivant des affections qui sont plus spécialement du ressort de la Médecine Sociale :

- 1° Affections héréditaires proprement dites : Nerveuses et mentales.
- | | | |
|-------------------------------|---|--|
| Dégénérescence physique | { | Affections organiques du système nerveux. |
| | | Anomalies de développement. |
| Dégénérescence intellectuelle | { | Psychoses. |
| | | Névroses. |
| | | Débilité mentale. |
| Dégénérescence morale | { | Perversions des instincts et des sentiments; folie morale. |
| | | Criminalité. |
- 2° Infections entraînant la dégénérescence héréditaire. { Syphilis.
Tuberculose.
- 3° Intoxications passionnelles provoquées par une { Alcoolisme.
prédisposition héréditaire et entraînant une { Morphinomanie.
dégénérescence héréditaire très marquée. . { Éthéromanie etc.

Tandis que la médecine ordinaire a pour but l'étude de la symptomatologie de ces diverses affections considérées en elles-mêmes, de leur évolution chez l'individu, de leur diagnostic et du traitement

immédiat des troubles qu'elles entraînent, le rôle de la Médecine Sociale est de rechercher l'influence de la société sur leur développement d'une part, et celle qu'elles ont sur le fonctionnement social de l'autre. Son but doit être, en s'appuyant sur les données de la médecine générale, d'empêcher la dégénérescence de progresser dans la société. Pour y arriver il y a deux moyens à employer : indiquer d'abord toutes les mesures préventives de la dégénérescence, comme on le fait en hygiène pour éviter les épidémies, et enrayer ensuite la dégénérescence quand elle apparaît, sous quelque forme que ce soit.

On ne peut songer, pour le moment au moins, à faire intervenir dans des questions de cet ordre ni les pouvoirs législatifs, ni les administrations, comme cela a lieu pour l'hygiène. Mais ce qu'on peut et ce qu'on doit faire, c'est de divulguer constamment la vérité, c'est de montrer les manifestations multiples de la dégénérescence, c'est de dire ouvertement, sans crainte des préjugés sentimentaux actuels, ce qu'il faut faire pour enrayer cette pente dégénérative sur laquelle nous glissons rapidement à cette heure et qui, si nous n'y prenons garde, nous mènerait vite à la décadence complète et à la ruine. Tel doit être selon moi le rôle de la Médecine Sociale.

Dr PAUL SOLLIER.

Le socialisme de Saint-Simon.

Saint-Simon est le précurseur des socialistes français du XIX^e siècle. S'il n'y a pas encore chez lui, comme dans l'école saint-simonienne, une doctrine complète et systématique, ses ouvrages en contiennent du moins tous les éléments. Cherchons comment cette conception s'est formée, comment il l'a exprimée, enfin ce qui le sépare des théoriciens modernes, des disciples de Karl Marx.

I

La pensée d'une réforme sociale l'a hanté de bonne heure, au milieu de ses spéculations sur les biens nationaux ou des fêtes somptueuses qu'il donnait aux Parisiens du Directoire. Elle préoccupait également son ami Coessin, ce personnage énigmatique, véritable prototype d'Eufantin, qui prêcha plus tard une manière de socialisme religieux dans ses *Neuf livres* ; mais Saint-Simon en parlait surtout

THE UNITED STATES DEPARTMENT OF THE ARMY
OFFICE OF THE CHIEF OF STAFF
WASHINGTON, D. C. 20315
ATTENTION: THE CHIEF OF STAFF
DATE: 10/10/54
TO: THE CHIEF OF STAFF
FROM: THE CHIEF OF STAFF
SUBJECT: THE CHIEF OF STAFF
RE: THE CHIEF OF STAFF

[illegible]

— Sur les amis de

1908, t. XV, p. 55.

История СССР, 1954, № 1, с. 220-21.

Les études sociales du philosophe sont interrompues dans les années suivantes, et cèdent la place à des recherches scientifiques (1). Mais en 1814 la chute de Napoléon le ramène à la politique; plein d'admiration pour la Charte, il songe à fortifier le gouvernement parlementaire en France, à l'établir en Europe, et croit préparer ainsi la fédération européenne, beau rêve de toutes les écoles socialistes. La brochure écrite à ce propos se terminait par un cri d'espérance enthousiaste : « l'âge d'or du genre humain n'est point derrière nous, il est au-devant, il est dans la perfection de l'ordre social; nos pères ne l'ont point vu, nos enfants y arriveront un jour; c'est à nous de leur en frayer la route » (2).

II

A partir de 1817 notre publiciste commence à entrer dans une voie nouvelle; il demande que le gouvernement passe aux mains des chefs du travail, des industriels, et devient l'apôtre de l'*industrialisme*. A ce moment la France, lassée de tant de guerres, se tournait vers les arts de la paix; elle écoutait les écrivains qui l'engageaient à imiter l'Angleterre, non seulement dans ses institutions, mais dans son développement matériel. Jean-Baptiste Say prêchait la production à outrance; Charles Comte et Dunoyer, dans le *Censeur européen*, faisaient passer les questions économiques avant les problèmes politiques; De La Borde montrait les bienfaits de l'esprit d'association. Le fondateur de l'industrialisme a les mêmes tendances: mais de 1817 à 1825 il introduisit dans sa doctrine, par une évolution lente, un esprit tout nouveau. Au début, Adam Smith et Jean-Baptiste Say demeurent ses oracles; « la politique a pour objet la production; les producteurs ne demandent au gouvernement qu'une chose, la liberté »; voilà les deux maximes qui reviennent sans cesse dans ses ouvrages. C'est le triomphe des idées bourgeoises, la glorification des capitalistes: « enrichissez-vous », leur dirait-il volontiers comme Guizot. Mais tout change peu à peu; le philosophe s'intéresse aux pauvres; la liberté, l'individualisme font place au principe d'association, de fraternité. Cette évolution est marquée surtout à partir de 1821, dans le *Système industriel* et tous les opuscules qui le suivent. Saint-Simon

(1) Cependant le *Mémoire sur la science de l'homme* (1813) n'est que la préface de travaux consacrés à la réorganisation sociale; Saint-Simon le répète plusieurs fois.

(2) *De la réorganisation de la société européenne. Œuvres*, t. XV, p. 248.

arrive ainsi à définir d'une façon nouvelle le but de l'organisation sociale.

Ce but serait-il la liberté, comme le soutenait un grand parti politique? Non, répond Saint-Simon. « La liberté, considérée sous son vrai point de vue, est une conséquence de la civilisation, progressive comme elle, mais elle ne saurait être le but... La vraie liberté ne consiste point à rester les bras croisés, si l'on veut, dans l'association; un tel penchant doit être réprimé sévèrement partout où il existe; elle consiste au contraire à développer, sans entraves et avec toute l'extension possible, une capacité temporelle ou spirituelle utile à l'association. » Plus la civilisation progresse, plus la division du travail augmente; chacun dépend moins des autres individus, mais dépend davantage de la masse. « Or, l'idée vague et métaphysique de liberté, telle qu'elle est en circulation aujourd'hui, si on continuait à la prendre pour base des doctrines politiques, tendrait éminemment à gêner l'action de la masse sur les individus (1) ». Saint-Simon, avec son audacieuse originalité, se sépare ainsi de toute l'école libérale; bien plus, il affirme que le peuple s'inquiète peu d'un bien imaginaire: « Les discussions sur la liberté, qui agitent beaucoup la classe moyenne, sont devenues à peu près indifférentes à la classe inférieure, parce qu'elle sent très bien que, dans l'état actuel de la civilisation, l'arbitraire ne peut jamais porter sur elle (2). »

Si ce n'est pas la liberté qui doit servir de but au contrat social, dirons-nous que c'est l'égalité? Pas davantage. L'égalité absolue répugne à Saint-Simon; l'ancien prisonnier de la Terreur frémit en pensant aux désordres qu'on peut exciter avec ce mot, et il en avertit les industriels: « Le dogme de l'égalité turque, c'est-à-dire de l'égal admissibilité à l'exercice du pouvoir arbitraire, peut encore faire, si vous n'y prenez garde, de grands ravages ». La seule égalité désirable, c'est l'égalité industrielle, qui assure à chacun le libre développement de son activité: « Tout homme, quel qu'ait été son point de départ, pourra parvenir à la première de toutes les existences sociales, la royauté seule exceptée, et il ne pourra y parvenir que par des travaux qui auront été utiles à ses semblables. Ainsi ce sera par une disposition essentiellement morale

(1) *Œuvres*, t. XXI, p. 15-16.

(2) *Œuvres*, t. XXII, p. 179-80.

que la tendance vers l'égalité sera satisfaite (1) ». C'est déjà la formule des Saint-Simoniens : à chacun selon sa capacité, à chaque capacité selon ses œuvres.

La démocratie réclame l'égalité complète au nom de la souveraineté du peuple. Mais ce dogme est une pure abstraction métaphysique, aussi vaine que l'abstraction contraire, la légitimité des rois. « Ces deux dogmes n'ont d'existence réelle que par opposition l'un à l'autre. Le sens vulgaire attaché à l'expression de souveraineté du peuple, et même le seul sens clair qu'on puisse lui attacher, est souveraineté par la volonté du peuple, puisque le peuple sent très bien, excepté dans des moments de délire d'une très courte durée, qu'il n'a pas le loisir d'être souverain ». Il s'agit donc d'une pure formalité, d'un soi-disant consentement populaire (2).

La liberté et l'égalité se trouvent ainsi réduites à leur juste valeur. Le seul but de l'organisation sociale « est d'améliorer le plus possible le sort de la classe qui n'a point d'autre moyen d'existence que le travail de ses bras (3) ». Tout le système politique doit être « combiné directement dans l'intérêt de la majorité (4) ». Amélioration physique et morale du sort des travailleurs, voilà l'objet suprême du gouvernement et des lois. Jusqu'ici on ne pouvait l'indiquer avec précision, parce que la masse du peuple n'était pas assez avancée pour tenir le rang qui lui revient. Aujourd'hui, en France, depuis la nuit du 4 août, elle est prête pour l'organisation nouvelle. Désormais il faut « classer comme premières dépenses de l'Etat celles qui sont nécessaires pour procurer du travail à tous les hommes valides, afin d'assurer leur existence physique ; celles qui ont pour objet de répandre le plus promptement possible dans la classe des prolétaires les connaissances positives acquises ; et enfin celles qui peuvent garantir aux individus composant cette classe des plaisirs et des jouissances propres à développer leur intelligence (5) ».

Comment se fera l'amélioration physique ? C'est aux industriels de la réaliser en s'emparant du pouvoir, en se plaçant à la tête des

(1) *Deux lettres à Messieurs les électeurs...* Juin 1822. (Extrait de la 3^e partie du *Système industriel*).

(2) *Œuvres*, t. XXI, p. 209-10.

(3) *Œuvres*, t. XXII, p. 81.

(4) *Œuvres choisies*, t. II, p. 435.

(5) *Opinions littéraires, philosophiques et industrielles*. Dans les *Œuvres choisies*, t. III, p. 279.

travailleurs ; maîtres du Parlement, ils transformeront le budget pour le consacrer aux dépenses urgentes. Saint-Simon, persuadé que les prolétaires souhaitent cette direction intelligente des patrons, écrit la *Lettre à MM. les ouvriers* afin qu'ils exhortent leurs chefs par une pétition à prendre le gouvernement. Cette pétition débutera ainsi : « Vous êtes riches, et nous sommes pauvres ; vous travaillez de la tête et nous des bras ; il résulte de ces deux différences fondamentales qui existent entre nous, que nous sommes et que nous devons être vos subordonnés (1). » Combien ce langage étonnerait les ouvriers socialistes de notre temps ! Dans cette même lettre, Saint-Simon donne le programme des travaux publics à accomplir pour augmenter le revenu du sol français et fournir de l'occupation et de l'aisance aux classes laborieuses.

Des travaux publics et un budget bien entendu, voilà d'utiles remèdes. Mais est-ce tout ? Le socialisme préconise une réforme bien plus radicale, un changement de la propriété. Notre philosophe ne recule pas devant ces théories ; une transformation de ce genre lui paraît légitime. « Il est évident que, dans tout pays, la loi fondamentale est celle qui établit les propriétés, et les dispositions pour les faire respecter ; mais de ce que cette loi est fondamentale, il ne résulte pas qu'elle ne puisse être modifiée ». Elle est subordonnée à la loi du progrès, qui défend d'enchaîner les générations à venir. « Ainsi donc ces questions : quelles sont les choses susceptibles de devenir des propriétés ? par quels moyens les individus peuvent-ils acquérir ces propriétés ? de quelle manière ont-ils le droit d'en user lorsqu'ils les ont acquises ? — sont des questions que les législateurs de tous les pays et de tous les temps ont le droit de traiter toutes les fois qu'ils le jugent convenable, car le droit individuel de propriété ne peut être fondé que sur l'utilité commune et générale de l'exercice de ce droit, utilité qui peut varier selon les temps (2) ». Ce passage est d'une hardiesse et d'une vigueur remarquables. Mais en quoi devait consister le changement ? s'agissait-il de limiter la propriété individuelle ou de la supprimer ? Saint-Simon ne l'a pas dit, se bornant à démontrer le droit de faire une loi nouvelle (3).

(1) *Henri Saint-Simon à MM. les ouvriers*. 1821.

(2) *Œuvres*, t. XIX, p. 89-90.

(3) Il indique seulement des lois transitoires favorables à l'agriculture, entre autre la mobilisation des propriétés territoriales. *Ibid.*, p. 99, sqq.

L'amélioration morale intéresse notre philosophe plus que l'amélioration physique elle-même. La révolution qui a substitué les idées positives aux idées métaphysiques dans les sciences mathématiques, physiques et naturelles, doit s'accomplir aussi dans les sciences morales et politiques. Il faut une religion et une morale positives, ou plutôt une morale qui sera la religion nouvelle. Cette morale doit se fonder sur deux bases, la science et la philanthropie. Longtemps Saint-Simon, suivant le système de Bentham, avait dit que la morale positive repose sur l'intérêt bien entendu; elle démontre « que tout ce qui est utile à l'espèce est utile aux individus, et réciproquement que tout ce qui est utile à l'individu l'est aussi à l'espèce (1) ». Mais plus il avança, plus il comprit l'insuffisance de cette doctrine. L'homme est cœur autant qu'esprit: il faut faire au sentiment sa part. Au lieu de vouloir utiliser l'égoïsme, comme il le faisait auparavant (2), le moraliste en redoute les progrès: « la décadence des doctrines générales anciennes a laissé développer l'égoïsme, qui envahit de jour en jour la société, et qui s'oppose éminemment à la formation des nouvelles doctrines (3). Ces habitudes fâcheuses seront combattues par la *philanthropie*. Les philanthropes, comme autrefois les apôtres, ont pour mission de prêcher le divin principe de la morale chrétienne: « aimez-vous et secourez-vous les uns les autres ». Ils feront triompher la religion nouvelle.

Dans cette religion le clergé, composé de savants et dirigé par l'Institut, aura la charge de l'éducation publique; que cette éducation soit morale avant tout. La morale seule peut prévenir un bouleversement de la société européenne. Elle sauvera la classe riche: « la seule digne que les propriétaires puissent opposer aux prolétaires, c'est un système de morale » (4); elle épargnera aux pauvres les émeutes sanglantes et les cruelles répressions (5). Ce clergé rédigera un catéchisme national contenant « les principes qui doivent servir de base à l'organisation sociale, ainsi que l'instruction sommaire des principales lois qui régissent le monde matériel » (6). Ce

(1) *Œuvres*, t. XXI, p. 177.

(2) *Œuvres*, t. XV, p. 44.

(3) *Œuvres*, t. XXI, p. 21.

(4) *Œuvres*, t. XVIII, p. 221.

(5) Il cite comme exemple l'émeute ouvrière de Manchester. *Œuvres de Saint-Simon*, p. p. Olinde Rodrigues. Paris, 1841, 8°, p. 221.

(6) *Œuvres*, t. XXII, p. 237.

catéchisme sera inculqué à tous les enfants. A l'Institut d'empêcher qu'on enseigne rien de contraire, soit dans les écoles, soit dans les églises. Les enfants pauvres recevront tous l'instruction primaire; ils doivent savoir lire, écrire et compter, puis apprendre un peu de dessin et de musique; on pourra « se servir des beaux-arts comme d'un moyen de les passionner pour le bien public » (1).

Quelle est l'organisation politique avec laquelle se réaliseront toutes ces réformes? Une seule fois Saint-Simon a décrit le pouvoir législatif qu'il souhaitait pour la société future : chambre *d'invention*, formée d'ingénieurs et d'artistes; chambre *d'examen*, formée de savants; chambre *d'exécution*, dominée par les industriels (2). Mais ce rêve d'utopiste ne mérite guère qu'on s'y arrête. D'ordinaire Saint-Simon conserve la monarchie et le Parlement tels que la Charte les a faits; il se borne à y joindre des conseils d'industriels et de savants chargés de préparer les lois et le budget, surtout un collège scientifique suprême destiné à surveiller l'éducation publique. Cela suffira pour accomplir la transformation des classes populaires; elle est imminente et inévitable. Saint-Simon veut la faire pacifiquement, par la religion de la fraternité, par le Nouveau Christianisme; et, s'adressant aux souverains européens : rois, leur dit-il, sachez que vous devez employer vos forces « à accroître le plus rapidement possible le bonheur social du pauvre ». Ce sont les derniers mots qu'il ait écrits.

III

La doctrine saint-simonienne devait, dans la pensée de son auteur, profiter à l'Europe entière. Comme la plupart des socialistes, il pense qu'une grande réforme doit être internationale; la Sainte-Alliance lui inspire quelque sympathie parce qu'elle réalise pour la première fois une ébauche de fédération européenne (3). Mais c'est la France qui l'occupe avant tout, c'est à elle qu'il veut épargner les troubles et les révolutions; qu'elle donne l'exemple, et les autres peuples suivront, car « l'Europe est dans la France, et la France dans Paris ».

Les Français de 1815 lui parurent avoir besoin de deux choses,

(1) *Œuvres choisies*, t. III, p. 275.

(2) *Œuvres*, t. XX, p. 52 sqq.

(3) *Œuvres choisies*, t. III, p. 254.

d'une philosophie nouvelle et d'un état économique meilleur. La philosophie du XVIII^e siècle avait réussi dans son œuvre de critique et de destruction; les fils des hommes de 1789 trouvaient que c'était assez de ruines, qu'il serait temps de reconstruire, d'organiser. Saint-Simon fut le premier à le comprendre; *l'organisation*, voilà le but de tous ses efforts: après avoir essayé d'organiser l'astronomie, puis la physiologie, c'est aux sciences politiques et sociales qu'il se donna tout entier. Beaucoup disaient que le seul moyen de faire œuvre durable était le retour aux anciennes croyances; Saint-Simon chercha un système nouveau et positif, conforme aux découvertes de la science et aux progrès de la pensée humaine. Notre écrivain a été le précurseur d'Auguste Comte.

Ce dernier lui conseillait de s'en tenir là, de se borner provisoirement à la rénovation des idées; Saint-Simon voulut satisfaire aussi à l'autre besoin de son temps, accomplir la réorganisation économique et sociale. La France, rassasiée de batailles, aspirait à s'enrichir, à récupérer par le travail les pertes que lui avaient causées vingt années de guerre; Saint-Simon proposa le système industriel. Son but, à l'origine, était surtout de faire prospérer la bourgeoisie, d'augmenter les bénéfices des riches; bientôt ce fut d'employer l'industrie comme un instrument de salut pour les pauvres. Il n'était pas le seul à s'occuper des classes inférieures; déjà quelques observateurs perspicaces devinaient le problème redoutable du paupérisme. Sismondi, par exemple, qui, dans sa *Richesse commerciale*, avait suivi docilement les pas d'Adam Smith, abandonnait ses théories en voyant les souffrances du peuple; il signalait, dans un livre remarquable, (1) les tristes résultats de l'excès de la production. Ce n'est pas une expérience de ce genre qui a fait réfléchir Saint-Simon; de pareilles inquiétudes l'agitent rarement; sauf quelques aperçus fugitifs (2) sur les combats futurs entre propriétaires et non-propriétaires, il se laisse aller à son optimisme habituel. D'ailleurs les maux causés aux prolétaires par l'extension des machines ne sont devenus évidents qu'après 1830; la lutte du travail et du capital commençait à peine (3). Mais l'idée de progrès est profondément

(1) *Nouveaux principes d'économie politique*. Paris, 1819, 2 v. 8°. On trouve des préoccupations semblables chez Fazy (*L'homme aux portions*, 1821) et chez Fodéré (*Essai historique sur la pauvreté des nations*, 1825).

(2) *Œuvres*, t. XV, p. 29; t. XVIII, p. 221. *Œuvres choisies*, t. I, p. 210.

(3) Voy. avec quelle stupeur le *Journal des Débats* parle, le août 1825, d'une

enchrée chez lui; disciple de Condorcet, il juge que les conquêtes de la science et de la civilisation doivent profiter à tous. Patrons et ouvriers lui apparaissent comme des alliés naturels, qui vont achever ensemble la ruine de la féodalité. S'il a quelquefois un mot amer sur les « bourgeois » (1), ce sont pour lui les propriétaires oisifs, les légistes, en un mot les roturiers non producteurs qui méprisent le travail.

Saint-Simon recherche donc à la fois l'avantage des capitalistes et des salariés. Jusqu'à son dernier jour, ses travaux sur l'amélioration sociale de la classe la plus nombreuse sont allés de pair avec les encouragements aux grands industriels, surtout aux banquiers; les Laffitte et les Ternaux l'intéressent autant que les prolétaires; sa doctrine renferme de quoi plaire à un Rothschild aussi bien qu'à un Louis Blanc. Le ton haineux de Lassalle ou de Karl Marx lui est inconnu; il ne songe pas à refaire vingt fois le parallèle irritant entre l'opulence des uns et la misère des autres. Ce penseur malheureux, qui fut obligé de mendier son pain, n'a jamais un cri de colère contre les rois de l'industrie ou de la finance. Voilà qui le sépare des réformateurs actuels; il y a d'autres différences encore. Pour être socialiste, notre auteur n'est pas démocrate; il subit l'influence du régime censitaire établi par la Restauration.

Le suffrage universel, si on l'avait proposé avant 1825, lui aurait paru sans doute une chose monstrueuse; la souveraineté du peuple, l'égale admissibilité de tous aux emplois, autant de mots vides de sens, de chimères puériles quand elles ne sont pas funestes. De la devise de la Révolution il supprime les deux premiers termes.

Le troisième, la fraternité, lui paraît suffisant à organiser une société, un gouvernement, une morale. Car c'est de la morale qu'il s'occupe avant tout. L'accroissement des salaires et du bien-être matériel l'intéresse, mais il insiste davantage sur la réforme des croyances et des penchants, sur la nécessité de l'instruction et de l'éducation. Par là il est le véritable père du socialisme français; comme lui, les Bazard, les Pierre Leroux, les Jean Reynaud, se sont inquiétés non seulement des besoins physiques, mais des besoins intellectuels et moraux de l'humanité. C'est ce qui leur a valu les railleries de l'école allemande; les marxistes ont réduit la question

« révolte jusqu'alors sans exemple »; il s'agit d'une émeute de grévistes dans une fabrique de Rouen.

(1) Edition Rodrigues, p. 43.

sociale à une question « d'estomac. » Mais la tradition saint-simonienne n'est pas perdue ; elle a inspiré Benoît Malon et ses amis (1). Ce sera l'honneur de Saint-Simon et de l'école française d'avoir voulu substituer à l'égoïsme individuel la philanthropie, la fraternité, et d'avoir entendu le mot de « socialisme » dans son sens le plus élevé.

GEORGES WEILL,

Agrégé d'histoire, docteur ès lettres.

CHRONIQUE DU MOUVEMENT SOCIAL

ETATS-UNIS

Les difficultés que rencontre le chroniqueur du mouvement social en Amérique ne sont pas toujours comprises à l'étranger. Dans les pays très centralisés de l'Europe, on s'est accoutumé à voir la vie politique, même la vie sociale, déterminer sa course d'après les lois d'un seul gouvernement, ou d'après les habitudes d'un seul centre d'activité. On demande d'ailleurs beaucoup au gouvernement. On attribue à l'Etat beaucoup de fonctions que remplissent en Amérique les particuliers, et on attend que l'Etat en trouve le temps pour établir des colonies ou des chemins de fer.

Mais ces questions de tempérament et d'habitude ne sont pas aussi difficiles à saisir que la différence entre l'activité du gouvernement central aux Etats-Unis et les fonctions des Etats divers.

Voilà un grand gouvernement fédéral de 65,000,000 d'habitants et de quarante-quatre Etats. En tout ce qui regarde la politique extérieure, les relations entre les Etats, les grandes questions financières, et d'autres du même caractère général, le gouvernement de Washington est souverain. En matière de lois sociales, il est relativement faible. Ce sont les Etats qui se chargent de la grande majorité de droits privés. Les lois sur la famille, la propriété, la réglementation

(1) V. Rouanet : *Le matérialisme économique de Marx et le socialisme français*. (*Revue socialiste*, tomes 5 et 6).

du travail, l'enseignement public, l'assistance des pauvres, l'hygiène municipale, et toute la liste des lois sociales sont réglées à peu près exclusivement par les constitutions et les assemblées législatives de quarante-quatre gouvernements distincts. Ses droits sont garantis au citoyen par la grande constitution fédérale, mais c'est le devoir de l'Etat de régler les détails.

En conséquence, le travail du chroniqueur qui se charge d'un résumé des changements des lois ou des mouvements d'idées, est augmenté et compliqué par le nombre de gouvernements. Il faut se rendre compte des statuts, des programmes politiques, des classes diverses d'ouvriers, etc., de tous les Etats de l'Union. Tâche impossible à accomplir en peu de pages.

Heureusement ces constitutions et ces lois se ressemblent beaucoup. Elles sont toutes de la même famille, seulement chacune a développé son caractère d'après la nature du pays et de l'industrie des habitants. Telle situation est peut-être plus favorable à l'industrie moderne, ou tel peuple est plus susceptible des idées nouvelles. L'investigateur n'est jamais assuré de la course du progrès.

Evidemment, il est impossible de se rendre compte de tout ce qui s'est passé dans tous les gouvernements. C'est le but de cette chronique d'indiquer simplement les faits les plus importants des années 1892-1893, sans hasarder des opinions sur la tendance générale.

La question d'immigration est toujours importante. Au point de vue égoïste de l'ouvrier, c'est une affaire de concurrence, et naturellement ce sont les associations et les journaux de ces classes qui demandent le plus énergiquement des barrières à la frontière ou bien l'exclusion absolue. Mais les économistes aussi ont commencé à réfléchir.

Malgré le choléra de l'année dernière, le courant d'immigration n'a pas cessé. Arrêtée pour l'instant, l'augmentation de la population a continué à raison de 50,000 par mois. D'ailleurs la qualité ne s'est pas améliorée. Ce sont toujours les artisans expérimentés qui forment la minorité dans les bataillons qui débarquent à New-York. Les autres sont destinés surtout à travailler aux chemins de fer, ou dans des mines à salaire minime.

Les meilleures classes d'immigrants arrivent d'Angleterre, de France et de Scandinavie. La Russie, l'Italie, la Pologne, la Hongrie envoient les plus désagréables et les plus dangereux. Parmi les arrivants de ces dernières nationalités de 1888 à 1890, 60 pour 100 ne

savent pas lire, ni écrire. Dans la population entière des Etats-Unis, il y a 29 habitants pour 100 d'origine étrangère.

Isolés, ces chiffres n'auraient pas grande portée. Mais c'est la statistique du crime et de la pauvreté qui indique avec une clarté extrême l'importance de la question d'immigration, et la nécessité d'y apporter une attention immédiate.

Mettant de côté les criminels noirs, on trouve dans les prisons pénitenciaires, parmi cent prisonniers, cinquante-un d'origine étrangère. Dans les maisons d'assistance, la proportion est à peu près soixante pour cent.

Un économiste distingué, le professeur F.-A. Walker, propose une loi fédérale, limitée à dix ans, d'après laquelle chaque immigrant doit payer au moment de son arrivée une caution de 100 dollars. S'il part du pays avant l'expiration de trois ans, il recevra ce dépôt sans diminution. M. Walker est d'avis que cette mesure ne gênera pas les meilleures classes d'immigrants, parce que les agriculteurs et les artisans désirables apportent toujours beaucoup plus d'argent que cela. A présent il est défendu d'importer des indigents ou des incapables. Ce projet nouveau élèvera un peu la barrière destinée à nous garder contre les classes sales et démoralisées qui deviennent d'abord la proie des entrepreneurs et finiront une existence misérable dans les prisons ou dans les maisons de secours. On couperait tout de suite neuf dixièmes de l'immigration probable pendant les dix années de la loi.

Le gouvernement fédéral a déjà commencé à restreindre l'introduction d'une certaine classe d'ouvriers, seulement la loi du 4 avril 1892 est extrêmement maladroite et injurieuse pour la plus grande nation de l'Orient. La « Geary Law » ordonne que chaque Chinois se fasse enregistrer chez des fonctionnaires fédéraux et que désormais il porte une passe photographique, sous peine d'être renvoyé en Chine.

Les Chinois en Amérique ne se sont pas émus de cette loi odieuse. A peine une ou deux passes ont été demandées, et maintenant on trouve que l'argent voté pour faire exécuter le statut est insuffisant.

La Californie a établi en 1891 une loi pareille, mais les Chinois restent comme toujours. C'était un coup de politique, mais la grande majorité du peuple déteste des mesures partiales, malgré le jugement du Tribunal suprême qui affirme que le gouvernement a le droit d'établir des barrières quelconques. On demande des restrictions, mais la conscience du peuple exigera qu'il n'y ait pas de nations « plus favorisées ».

Le monde industriel a été dominé récemment par des conditions extraordinaires. D'abord c'était l'exposition internationale qui a occupé l'attention. Tout le monde avait réglé ses affaires pour en profiter, mais tout d'un coup arriva la crise financière et le rouage du commerce a cessé d'opérer avec sa rapidité habituelle. La situation est intéressante pour les économistes, mais les causes de ce désordre sont d'un caractère plutôt psychologique qu'économique.

Les grèves qui ont éclaté en 1892 ont eu un caractère grave, mais elles ont été rétreintes aux localités d'origine. La plus désastreuse a été l'émeute des ouvriers forgerons à Homestead, pris de Pittsburgh.

Il s'agissait d'une diminution de salaire, et les ouvriers en refusant se sont servis de la force pour empêcher l'arrivée des nouveaux employés. Ce qui est remarquable, c'est le rôle qu'y ont joué les gardes privés de la compagnie. Il paraît que, quelque temps avant la grève, les directeurs se sont accordés avec l'agence Pinkeston, pour avoir un bataillon de gardes, et ces derniers, armés de carabines, ont été tenus tout prêts à quelque distance dans un bateau. Lorsque l'émeute a éclaté, les Pinkestons ont essayé de débarquer à Homestead, mais ils ont été refoulés avec des volées de mousqueterie, même de canons. Les ouvriers ont trouvé des pompes, et ont lancé de l'huile sur le bateau. D'autres ont ouvert des réservoirs d'huile dans la rivière, et les gardes ont failli périr dans une conflagration épouvantable. Trois fois ils ont hissé le drapeau blanc avant que les grévistes acceptassent la capitulation. Tombés dans les mains des ouvriers enragés, ils ont été maltraités cruellement. Il fallut envoyer la milice de l'Etat de Pennsylvanie pour rétablir la paix. Comme toujours les ouvriers n'ont rien gagné, mais la presse et le public ont été profondément agités de cette manière de faire la guerre privée. On demanda pourquoi la police et la milice ne furent appelées qu'au dernier moment. Sommes-nous retombés au moyen-âge? Est-ce qu'il est permis aujourd'hui de fortifier sa propriété avec des palissades énormes qui sont pénétrées de barbicanes, entourées de fils électriques, garnies de lumières pénétrantes comme un navire, et gardées par mercenaires?

Le congrès national a envoyé une commission pour étudier la grève sur place. On a trouvé naturellement que les ouvriers avaient eu tort, et que la compagnie avait eu le droit de remplacer les ouvriers refusant de travailler, mais que la présence des agents Pinkeston avait été une menace très fâcheuse. En conséquence les Etats de New-York, de Massachusetts et plusieurs autres ont ordonné que les agents

extrordinaires de police, s'il faut en avoir, soient citoyens de la municipalité, ou bien de l'Etat. L'importation de mercenaires du dehors est désormais défendue. D'autre part il est défendu d'organiser des gardes armées quelconques. A Washington et dans la Caroline du Nord il n'est pas permis aux agents secrets privés au nombre de trois de porter des armes.

La grève des employés des chemins de fer à Buffalo a été très acharnée, mais sauf un grand dérangement du commerce, elle s'est passée sans résultat important. On s'est inquiété un peu de la possibilité d'une grève générale pendant l'exposition internationale, mais elle n'est pas arrivée.

Un nouveau principe de loi a été appliqué à la grève des mécaniciens du chemin de fer Toledo-Ann-Arbor. Celui-ci fonctionne entre deux villes qui sont en deux gouvernements distincts. Quand les employés ont empêché le mouvement de trains, la compagnie les a poursuivis devant le tribunal fédéral. Le gouvernement central n'a rien à faire, tant que le commerce est limité à un seul Etat, mais du moment que le transport passe la frontière d'un Etat, la question devient nationale. Le tribunal a décidé que les mécaniciens de Toledo, qui ont refusé de conduire les trains de marchandises venant d'Ann-Arbor, étaient coupables. Et ils ont été légèrement punis. C'est le premier cas, depuis l'introduction de « l'Interstate commerce Law » dans lequel la responsabilité des employés des chemins de fer a été définie au point de vue fédéral. Si le pouvoir du gouvernement national peut être appelé pour régler les grèves, les meneurs hésiteront.

Voilà pourquoi les différences entre le gouvernement de l'Union et les fonctions des Etats sont d'une importance capitale. Voilà pourquoi on attend avec intérêt le progrès de la centralisation aux Etats-Unis. Les questions de souveraineté ont été bien déterminées. Ces grands hommes, Marshall, Webster et d'autres, ainsi que l'issue de la guerre civile, ont fixé le chemin de la République au point de vue *politique*; c'est au point de vue *social* que l'avenir est plein d'intérêt, sinon d'inquiétude.

Au mois d'août une autre question a été encore décidée contre les grévistes. La compagnie Toledo-Ann-Arbor a poursuivi aussi le chef de la Fraternité des Mécaniciens en dommages-intérêts à cause de l'empêchement des mouvements des trains. Avant que le tribunal d'Ohio ait pu rendre jugement, la Fraternité a offert de payer les dépens et une petite somme en guise de dommages. La compagnie a accepté volon-

tiers pour établir le principe que les associations d'ouvriers sont responsables des actes de leurs membres. — D'ailleurs il faut dire que cette Fraternité est la plus conservatrice, et sa direction la plus intelligente de toutes les associations d'artisans en Amérique. Il est extrêmement rare que des grèves soient inaugurées par les mécaniciens. C'est leur système d'éviter les conflits. Et leur chef, M. P. Arthur, est également respecté par les employeurs et par les employés à cause de son bon sens.

Ce jugement du tribunal n'empêchera pas les grèves des unions ouvrières d'autres classes, seulement la menace de dommages-intérêts fera hésiter les associations qui fonctionnent dans l'Etat d'Ohio. Ce n'est pas un crime de cesser de travailler, mais la violence des grévistes a été trop tolérée.

C'est encore le pouvoir central qui a établi la loi de 1892 pour la sécurité des voyageurs et surtout des employés de chemin de fer. Tous les trains « interstate », aussi bien les trains de marchandises que les wagons de voyageurs, doivent être munis de freins et de bielles automatiques. On a constaté que la plupart des accidents peuvent être attribués aux freins défectueux ou à la négligence avec laquelle on attache les wagons. Ce changement doit être accompli avant le 1^{er} juin 1898.

La législation ouvrière récente des Etats n'a point été si importante que d'autres fois, mais les classes industrielles font toujours quelques efforts, et peu à peu la situation de l'ouvrier s'est améliorée. Parmi les 995 statuts qu'ont votés les assemblées législatives de 1892, on en trouvera un certain nombre qui regardent spécialement les artisans.

Il y a des lois sur le droit au salaire. La New-Jersey et l'Utah ont établi que, en cas de faillite, les gages des employés auraient un privilège sur toutes sortes de réclamations.

En Iowa les usines et les maisons commerciales sont obligées de fournir des sièges aux femmes employées.

En New-Jersey on ne peut plus exiger que cinquante-cinq heures de travail par semaine, le samedi après-midi doit être libre. En Massachusetts il est défendu de faire travailler des femmes ou des enfants au-dessous de 18 ans plus que cinquante-huit heures par semaine. Pour le travail manuel public de ce gouvernement on a ordonné le jour de neuf heures.

Le Colorado a établi le jour de huit heures pour le service de l'Etat, et la Caroline du sud l'a limité à onze heures pour certaines industries.

En Illinois le travail des femmes a été limité à huit heures par jour ou quarante-huit par semaine. La loi sur l'emploi d'enfants mineurs est devenue plus rigoureuse en plusieurs Etats.

En Géorgie les employés des chemins de fer ne doivent plus travailler que treize heures consécutives. En New-York si les gardes, les mécaniciens, les chauffeurs, etc. ont travaillé vingt-quatre heures, il n'est pas permis d'exiger encore d'eux un service avant qu'il n'aient eu huit heures de repos.

La Géorgie, la Caroline du Sud, l'Utah, la Virginie, comme beaucoup d'autres gouvernements, ont établi le 4 septembre comme Fête de Travail « Labor Day ». Il faut dire qu'aux Etats-Unis les jours de fête ne sont pas aussi fréquents qu'en Europe. S'il y a des pays où l'habitude de relâchement est trop forte, ce n'est pas l'Amérique du Nord.

En New-Jersey et en Ohio on a établi un conseil d'arbitrage pour juger les disputes entre les employés et les employeurs. Comme au New-York, il est facultatif de consulter ces conseils. En conséquence la valeur de ce comité sans pouvoir s'est montré à peu près nulle.

D'après des lois nouvelles, en Missouri les employés doivent être payés tous les quinze jours, en Indiana et en Arkansas tous les huit jours.

La Californie a établi un « jour de repos ». Chaque employé a droit à un jour de congé par semaine. Ce n'est pas une question de religion, parce que le jour n'est pas désigné, le but de la loi étant de limiter le travail à six jours; l'ouvrier, s'il est obligé de travailler le dimanche, a droit à un autre jour de repos.

Beaucoup d'Etats ont introduit récemment des lois pour établir plus exactement la responsabilité des employeurs et pour les obliger de prémunir leurs ouvriers contre les accidents par des machines dangereuses. On a commencé aussi à faire la guerre vigoureusement contre les industriels qui conduisent ces gens pauvres chez eux. C'est le mal social et économique du « sweat-shop », comme on appelle les maisons où des tailleurs, des couturières et d'autres petits industriels sont obligés de travailler dans des chambres sales, noires, et mal ventilées pour des gages pitoyables. C'est dans les quartiers étrangers des grandes villes, qu'on trouve ces énormes « tenement houses » d'où viennent les vêtements à bon marché que vendent les marchands de Broadway à la bourgeoisie. On a essayé de rendre l'état de ces misérables plus supportable par des lois hygiéniques, et d'autre part de protéger le public qui achète ces vêtements. En New-York en en Massachusetts tous les produits de ces maisons doivent être étiquetés, et

au New-York les conseils d'hygiène publique sont tenus de désinfecter tous ces articles sales ou suspects. L'Illinois et le New-Jersey ont établi aussi des lois plus rigoureuses.

L'Ohio, état très riche en industries diverses, a créé depuis 1891 des bureaux gratuits de travail, dans certaines villes d'une population importante. Les agents sont payés par la municipalité. Ils ne reçoivent pas de gratifications ni des employés ni des employeurs, et ils sont tenus de rendre compte au Bureau de Travail central chaque semaine. Ce dernier est obligé de publier tous les huit jours une liste complète des ouvriers sans emploi, classés d'après le caractère des industries. Le but de ces agences publiques est d'éviter les exactions des agences particulières, et d'égaliser la demande des ouvriers dans les grands centres d'industrie. Les frais des bureaux peuvent être de 5,000 dollars par an; d'autre part on compte épargner aux employés 30,000 gratifications annuelles aux agences privées.

M. Carroll D. Wright s'est occupé de la question de la moralité dans les fabriques. « L'usine augmente-t-elle l'immoralité ? » Il pense que non. L'investigation pendant une longue série d'années a montré que les femmes méchantes sont exceptionnelles dans les grandes industries. L'emploi régulier exige la vie régulière, et les bonnes habitudes sont cultivées par force. Cela ne veut pas dire que les ouvrières sont toujours des modèles d'intelligence ou de qualités spéciales supérieures, mais seulement que l'atmosphère de l'usine ne développe pas forcément l'immoralité sociale. Les filles de mauvaises habitudes se trouvent isolées de leurs associées, et bientôt changent d'occupation. Tout bien considéré, l'usine a servi à élever les ouvrières à un niveau plus haut qu'auparavant.

L'enquête a montré des faits très curieux. Au commencement des grandes industries en Amérique, c'était la femme américaine qui s'était placée devant les métiers mécaniques. L'avancement du commerce a encouragé l'immigration et bientôt c'est l'ouvrière anglaise qui a remplacé l'américaine. Ensuite l'irlandaise, la canadienne française, la suédoise, l'ont suivie successivement. Les femmes d'origine américaine se trouvent maintenant dans des occupations plus agréables et mieux payées. Elles sont institutrices, secrétaires, commerçantes, intermédiaires ou médecins.

D'après M. Wright : 1° le système moderne a assuré à la femme l'entrée aux occupations industrielles ; 2° la femme a profité intellectuellement de ce mouvement ; 3° les ouvrières se trouvent sur le même niveau de moralité que toutes les autres classes du monde actuel ;

4° l'emploi simultané de femmes et d'hommes n'a pas fait de mal ni aux femmes ni à la vie sociale.

En Louisiane la grande loterie a été finalement bannie. A partir du 31 décembre 1893, la vente de billets ou la publication d'annonces seraient punies en Louisiane comme dans tous les Etats de la République. La lutte contre cette peste sociale a été acharnée : c'était le seul gouvernement aux Etats-Unis qui avait toléré la loterie publiquement, mais la compagnie n'était pas une affaire locale. Malgré la loi fédérale pour empêcher les loteries de se servir de la poste, on trouva des agents plus ou moins secrets dans toutes les grandes villes de l'Amérique. Les actionnaires y ont fait des profits considérables. La compagnie a offert au gouvernement un million de dollars par an pour le droit d'exister. Elle a essayé de corrompre l'assemblée législative, et était à deux doigts de réussir quand la conscience du peuple s'est éveillée, et le renouvellement des privilèges de la loterie a été refusé.

Il y a dans les programmes des partis politiques des questions sociales plus ou moins importantes. Naturellement les congrès des socialistes se sont occupés d'affaires purement de cet ordre ; seulement les socialistes ne sont pas un parti considérable dans la vie politique. Il n'y a pas de groupes socialistes ni anarchistes dans les assemblées législatives. Ils restent encore complètement en minorité et sont obligés de jouer le rôle d'agitateurs au dehors de la vie pratique.

En même temps la diffusion d'idées avancées est très remarquable. Les Etats-Unis sont une république très individualiste à côté des gouvernements européens. Les tentatives pour centraliser certaines fonctions publiques dans le passé paraissent aux Européens très simples, parce qu'ils sont déjà plus avancés dans cette voie ; mais pour les Américains, c'est se plonger dans l'abîme, parce que l'esprit individualiste qui a fait lui-même sa fortune a peur du « paternalisme » et regarde avec méfiance toute sorte de communisme.

Mais l'accroissement énorme des forces économiques en Amérique a montré que la direction des affaires du commerce, des lignes de transport de marchandises, du bien-être des employés, etc., est trop grande et trop difficile pour l'individu ou pour la société par actions, même pour la municipalité. Il faut demander l'aide du gouvernement de l'Etat ou bien de l'Union, pour régler le mouvement de forces si importantes.

Il n'y a pas de « chemins de fer de l'Etat » aux Etats-Unis, mais la surveillance des tarifs, des heures de travail, de la responsabilité devient toujours plus rigoureuse. Jusqu'à ici le service du gaz dans la

plupart des municipalités a été le monopole des sociétés par actions. Les sources d'eaux au contraire sont plus souvent la propriété de la ville. Depuis l'introduction de la lumière électrique on a commencé à insister pour que la municipalité elle-même fournisse l'éclairage, et environ deux cents villes ont déjà établis des usines à électricité.

Ainsi sont devenues peu à peu plus compliquées les fonctions du gouvernement. C'est dans l'Ouest que le « socialisme d'Etat » s'est répandu le plus facilement. Les conditions économiques de ce grand territoire agricole, les distances énormes entre les fermes et les débouchés de blé ont contribué à placer les fermiers dans les mains des chemins de fer. Ajoutez les difficultés de la colonisation nouvelle et les crises financières provenant de propriétés trop hypothéquées, et vous aurez les éléments de ce mécontentement qui se montre surtout en Kansas et en Nébraska. C'est ici que « le parti du peuple » (Peoples Party ou Populists) est le plus actif. Mais on remarque curieusement que tous les groupes politiques dans ces Etats sont teintés des mêmes couleurs. Ils demandent tous des lois plus rigoureuses sur les chemins de fer, mais au contraire, en matière d'hypothèques, on veut des conditions plus favorables aux débiteurs. D'ici est venu il y a quelques années le mouvement pour des billets de banque illimités. Maintenant c'est la frappe libre de la monnaie d'argent.

La manie de la monnaie de papier a passé, comme passera aussi l'argent libre, mais le mouvement populiste renferme beaucoup d'autres principes venus de son prédécesseur. Ce mouvement-ci est plus profond. Le programme du « parti du peuple » n'est pas si égoïste que celui de l'ancien groupe des « Greenbackers ». Il y a chez lui des idées destinées à faire du chemin, notamment la surveillance du commerce des blés et le contrôle central des chemins de fer.

Le programme de l'ancien parti républicain en Nébraska demande entre autres des lois pour faciliter l'emmagasiner des blés dans des greniers publics. Les fermiers à grande distance des villes importantes sont dans une situation extrêmement désavantageuse pour vendre leurs produits. Si l'Etat établit des entrepôts dans les centres du commerce, l'agriculteur peut se sauver de l'exigence du chemin de fer ou du grand négociant en blé. On peut vendre au moment le plus opportun.

En Minnesota, on est allé encore plus loin. L'assemblée législative de l'année dernière a établi une loi qui oblige tous les entrepôts particuliers à payer une taxe pour l'autorisation et prohibe toutes sortes de combinaisons pour égaliser les profits. Le gouvernement a droit

d'établir un grenier de l'Etat sous la direction d'un conseil de chemins de fer et d'entrepôts. Ce conseil est autorisé à fixer le tarif général pour le magasinage, le pesage, la surveillance et le maniement du blé.

Les négociants menacés ont contesté le droit de l'Etat de faire concurrence aux particuliers, mais les tribunaux ont soutenu le gouvernement.

L'assemblée de la Dakota du Nord a voulu établir un entrepôt public dans l'Etat de Minnesota ou de Wisconsin. La Dakota est une source abondante de blé, mais elle manque d'un centre commercial suffisant, et elle est forcée de l'établir au dehors de son propre territoire. En outre, la loi exige pour l'Etat de Dakota la compétence absolue dans la propriété de l'entrepôt, mais il paraît qu'il faudrait l'approbation du congrès national pour céder la juridiction civile d'un Etat à l'autre. En conséquence, l'apparition d'un entrepôt ex-territorial dans le Nord-Ouest ne doit pas être attendu immédiatement.

Si ces lois agraires paraissent au lecteur plus économiques que sociologiques, on peut répondre que c'est justement le caractère de la législation américaine en général. Cependant on doit remarquer toutes les indications de collectivisme dans les lois, parce que les gouvernements profitent de l'expérience des Etats voisins, et l'opinion publique regarde avec beaucoup d'intérêt toute tentative pour améliorer l'état social. Grâce au « self-government » local, on peut faire expérience de lois nouvelles sans troubler le monde général.

Comme curiosité, on doit remarquer une société par actions pour établir une ville. La législature de New-York a autorisé la « Model Town Company » à organiser une municipalité sous sa propre direction dans le comté de Niagara. La société a droit d'établir des écoles, des tramways, des chemins de fer, des usines pour la lumière électrique, des lignes télégraphiques et téléphoniques, de construire des maisons privées et publiques, de maintenir des parcs et des places publiques, enfin de remplir toutes les fonctions d'une municipalité.

Nous avons eu des villages communautaires. En Illinois, à Pullman, la ville est à peu près complètement contrôlée par la compagnie des wagons-lits. On attendra avec intérêt l'expérience d'une municipalité toute nouvelle dirigée par des actionnaires au lieu de l'être par le suffrage universel.

La lutte contre l'alcoolisme vient de recevoir un nouveau développement dans la Caroline du Sud. En effet, c'est une modification du système Gothenbourg qu'on a introduit en Amérique. A partir du

1^{er} juillet 1893, il a été défendu aux particuliers de vendre des liqueurs spiritueuses. Ce droit sera désormais le monopole de l'Etat. Au lieu de cabarets, on a établi des « dispensaires » où des fonctionnaires du gouvernement vendent des boissons en gros ou en bouteille. Il n'est pas permis de les consommer sur place.

Pour l'administration du département de l'alcool, le gouverneur désigne un directeur qui doit être abstème. Le directeur achète en gros toutes les liqueurs consommées par l'Etat après que la pureté en a été garantie par l'analyse chimique. Pour chaque comté sont désignés un certain nombre de « dispensateurs » chargés de tout le commerce des vins. Ils sont obligés d'acheter exclusivement à l'Etat, sous peine de 1,000 francs d'amende, mais en revanche il est défendu à l'Etat de vendre aux dispensateurs à plus de 50 pour 100 de bénéfice. — Pour obtenir des liqueurs à boire, il faut présenter chaque fois une demande imprimée, ou bien écrite à l'encre. Celle-ci doit indiquer l'âge et l'habitation de l'individu qui a soif, et doit être attestée par le dispensateur. Il est tenu de refuser des boissons aux mineurs et aux ivrognes. — Le but de cette loi est d'abord de diminuer la consommation énorme de vins et liqueurs par la diminution du nombre des marchands. Attendu qu'il est permis aux citoyens du comté de décider la question d'établissement d'un dispensaire, la suppression complète est possible, et dans certains comtés ruraux a été déjà accomplie sous le régime antérieur. — La question financière a été aussi très en vue, on a introduit le monopole pour augmenter l'impôt indirect et les auteurs de la loi attendent un bénéfice de 500,000 dollars par an au profit de l'Etat. Il est trop tôt pour déterminer le résultat. La statistique de la consommation est encore très incomplète parce que les citoyens buveurs ont fait grand approvisionnement de vins chez eux avant le 1^{er} juillet pour éviter autant que possible les conséquences de la loi. Le décroissement de la consommation qui s'est montré immédiatement a donc été fictif. Le gouverneur Jillmann a rencontré beaucoup d'opposition, mais il a avancé énergiquement et on attendra avec intérêt les conséquences sociales.

Avec le temps la sociologie scientifique occupe une position toujours plus importante dans l'enseignement public et dans le monde intellectuel aux Etats-Unis. Plusieurs chaires ont été établies récemment dans les collèges et universités. Le congrès sociologique à Chicago a réuni un grand nombre de savants et les travaux y présentés ont eu une très grande valeur.

A l'Exposition internationale on a organisé une section de la « Science sociologique. » Malgré les difficultés qu'ont rencontrées les directeurs, la collection qu'on a exposée est extrêmement intéressante. Le Massachusetts est le plus complètement représenté. Des cartes statistiques, des exposés relatifs au paupérisme, aux mesures de secours et à beaucoup d'autres faits sociaux, sont présentés avec exactitude et élégance. Malheureusement le comité a commencé trop tard pour donner à l'exposition de sociologie un caractère international, même complètement national. L'assistance publique est si diversement organisée dans les Etats qu'on a trouvé bien difficile d'engager tous les gouvernements à exposer leurs systèmes ensemble.

Le grand mouvement aux Etats-Unis pour l'amélioration de l'état des pauvres est mieux représenté dans le congrès national annuel des sociétés pour « Charity organization. » C'est le mouvement pour encourager l'étude scientifique de la pauvreté, et pour engager les sociétés de secours et le monde charitable à donner l'assistance d'après un système régulier, afin qu'on essaie d'empêcher la mendicité, au lieu de l'encourager. Les sociétés filiales sont des bureaux d'informations pour les autres associations charitables de leur district.

Le congrès de l'année passée a été tenu à Baltimore en même temps que le congrès de prisons. Ils ont réuni un très grand nombre d'hommes bien connus dans le monde philanthropique. Dans les travaux de ces congrès on peut remarquer un fait très significatif pour les systèmes réformateurs aux Etats-Unis. C'est l'introduction universelle depuis quelques années, de l'enseignement technologique et de la gymnastique dans les prisons pour les jeunes gens. On a trouvé que l'exercice du corps fait du bien au caractère moral, et que l'emploi des mains peut élever l'intelligence autant qu'aider le criminel à gagner sa vie. L'idée n'a rien de nouveau. Mais ce qui est remarquable c'est le progrès rapide de ces principes dans les prisons réformatrices modernes.

JOHN M. VINCENT,

Professeur à l'Université Johns Hopkins de Baltimore.



NOTES

Note sur l'enseignement des sciences sociales et politiques en Belgique.

Jusqu'ici la Belgique avait semblé rester étrangère, dans ses programmes d'enseignementsupérieur officiel tout ou moins, au prodigieux développement que l'étude des sciences sociales et politiques a pris en Europe et aux Etats-Unis. Un cours général d'économie politique, au doctorat en droit, un cours spécial au doctorat en sciences politiques et administratives, institué par l'arrêté royal du 11 octobre 1877, représentaient tout le tribut que l'enseignement des Hautes Ecoles de l'Etat croyait devoir payer aux sciences sociales. Les sciences politiques d'autre part n'était guère plus généreusement traitées. Dans les Universités libres, à Bruxelles et à Louvain, la fondation d'Instituts spéciaux, était venue, dans une mesure restreinte, combler cette désastreuse lacune. Récemment, un arrêté royal du 2 octobre 1893, pris pour les Universités de l'Etat, celles de Gand et de Liège, y a réglé la matière en y créant dans les facultés de droit une série de cours nouveaux.

L'article 1^{er} de l'arrêté institue les grades et diplômes scientifiques de candidat en sciences politiques, de licencié et de docteur en sciences administratives, de licencié et de docteur en sciences politiques, de licencié et de docteur en sciences sociales.

L'examen pour le grade de candidat en sciences politiques, pour lequel la loi exige certaines conditions d'admission, comprend : 1° l'histoire politique moderne et des notions d'histoire contemporaine; 2° la logique, la psychologie, y compris les notions d'anatomie et de physiologie humaines que cette étude comporte; 3° le droit naturel; 4° l'encyclopédie du droit; 5° l'introduction historique au droit civil; 6° le droit civil (personnes, biens, successions); 7° le droit public; 8° le droit administratif; 9° les éléments du droit des gens; 10° l'économie politique.

L'examen de licencié comprend :

a) Pour l'obtention du grade de licencié en sciences administratives :

1° l'histoire parlementaire et législative de la Belgique; 2° le droit administratif (institutions provinciales et communales des principaux Etats et matières spéciales); 3° la statistique; 4° la science financière; 5° les matières d'au moins deux cours choisis par le récipiendaire.

b) Pour l'obtention du grade de licencié en sciences politiques :

1^o l'histoire diplomatique de l'Europe depuis le Congrès de Vienne; 2^o le droit constitutionnel comparé; 3^o le droit des gens; le régime colonial et la législation du Congo; 5^o les matières d'au moins deux cours choisis par le récipiendaire.

c) Pour l'obtention du grade de licencié en sciences sociales :

1^o l'histoire économique (matières spéciales); 2^o les institutions civiles comparées (matières spéciales); 3^o le régime du travail en législation comparée; 4^o l'économie politique (matières spéciales); 5^o la science financière; 6^o les matières d'au moins deux cours choisis par le récipiendaire.

Le récipiendaire est tenu d'établir qu'il a suivi avec fruit les cours pratiques qui auront été institués relativement aux matières de l'examen. Les cours à option sont choisis par le récipiendaire dans le programme des examens de licencié déterminés ci-dessus, ou parmi d'autres cours que les Universités désigneront moyennant approbation du Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique.

L'aspirant à l'un des grades de docteur devra présenter une dissertation sur un sujet rentrant dans le cadre de l'examen pour le grade correspondant de licencié. Il devra défendre publiquement les conclusions de sa dissertation ainsi que cinq thèses ou propositions se rattachant également aux matières de l'examen de licencié.

HENRI BODDAERT,

Docteur en droit, docteur en lettres
de l'Université de Gand.

REVUE DES LIVRES

Studies in History, economics, and public law, edited by the University Faculty of political science of Columbia College, New-York :

1^o *The Financial History of Massachusetts*, par CH. H. J. DOUGLAS, 1892.

2^o *The Economics of the Russian Village*, par ISAAC A. HOURWICH, 1892.

3^o *Special assessments. A study in municipal Finance*, par VICTOR ROSEWATER, 1893.

4^o *The Financial history of Virginia (1609-1776)*, par WILLIAM ZEBINA RIPLEY, 1893.

L'on sait, et M. Faure, professeur à la Faculté de droit de Paris, le rappelait, il y a peu de temps, aux lecteurs de la *Revue*, combien l'enseignement des sciences sociales a pris aujourd'hui, aux Etats-Unis, une vigoureuse extension. Cette curiosité des Américains pour l'étude des problèmes si variés que soulèvent ces jeunes sciences, n'a pas tardé à porter ses fruits. Les *Studies in historical and political science*, que donne la John Hopkins University, sont connues de longue date déjà. Récemment le Columbia College de New-York, que dirige avec tant de talent le professeur Seligman, a suivi dans cette voie l'Université sœur de Baltimore. La *Faculty of political science* publie aujourd'hui en même temps, une revue périodique, la *Political science Quarterly*, avec la collaboration de savants étrangers, et une série d'études d'histoire, d'économie politique et de droit public (*Studies in History, economics and public law*), dues aux travaux de ses seuls élèves.

Notre siècle de gros budgets donne à l'histoire financière des Etats un attrait tout nouveau. Récemment, M. Emile Worms consacrait un volume à l'examen de la question en France. Plus modestement que le savant professeur de Rennes, MM. Ch. H. J. Douglas et W. Z. Ripley, ont traité le sujet, l'un pour le Massachusetts, depuis la fondation de la Massachusetts Bay Company jusqu'à la guerre de l'Indépendance, l'autre, pour la Virginie (pour la période 1609-1776). Je ne nie pas l'intérêt que peuvent avoir pareils travaux pour le public américain, ni ne méconnaiss l'utilité qu'ils peuvent présenter pour l'étude de la politique économique et la législation fiscale actuelle de l'Union. Mais la profusion des détails et la minutie de l'exposé semblent donner raison à la boutade d'Ingram : « Il faut distinguer l'histoire de l'*antiquarisme*. Ce qui n'a jamais eu, même autrefois, d'importance, c'est pédanterie que de s'en occuper aujourd'hui. » En tous cas, le sujet est trop spécial pour qu'il soit nécessaire de donner ici de ces œuvres consciencieuses un bien long aperçu.

La concession par Charles II d'une Charte royale de reconnaissance à la Massachusetts Bay Company marque le début dans l'histoire, en 1628, de cette colonie de la Nouvelle-Angleterre. Dès 1936, était établie une taxe sur la propriété que venaient bientôt compléter un *coll-tax* ou impôt sur le revenu (*faculties tax*) et certains impôts indirects. La nouvelle Charte de 1692, qui transformait en province, plus étroitement dépendante de la couronne, la colonie de la baie de Massachusetts, peut être considérée comme le point de départ de la véritable histoire financière du pays. Celle-ci n'est d'ailleurs que l'histoire banale d'une augmentation sans cesse croissante des dépenses publiques, entraînant avec elle des charges fiscales toujours plus lourdes. Etablissement d'impôts directs de tous types, d'impôts indirects de toutes natures, organisations de loteries, émissions de papier-monnaie, d'emprunts, tout fut essayé pour donner aux finances du Massachusetts une stabilité et une prospérité

qu'elles ne connurent d'ailleurs que bien après la guerre de l'Indépendance. — Toutes ces phases de la politique financière de la colonie, avec les ressorts de l'administration fiscale qu'elles établirent, sont étudiées par M. Douglas avec un luxe de détail peu en rapport avec l'importance toute relative du sujet. On en peut dire autant du travail de M. W. Z. Ripley, sur la Virginie, dont l'histoire, en ces matières, est trop semblable à celle du Massachusetts et des autres colonies primitives pour qu'il soit nécessaire d'insister autrement.

M. Victor Rosewater, dans son *Special assessments, a study in municipal finance*, nous traite un sujet d'intérêt moins exclusivement américain. La théorie de l'impôt, rémunération légitime d'un service rendu au contribuable, a été longtemps vigoureusement défendue dans la science. Et si, aujourd'hui, la doctrine l'a en général abandonnée, l'idée et la chose ont subsisté dans la pratique, dans l'existence de certaines taxes, en général municipales, portant aux États-Unis le nom de *special assessments*. Ce sont, suivant la définition de M. Rosewater, toutes impositions, établies à la charge des contribuables pour payer les frais de certains travaux profitant directement à leurs propriétés. Les indemnités pour paiement de plus-value par suite d'exécution de travaux publics, qu'a établies la loi de 1807, sont un des rares exemples de taxes de l'espèce, existant aujourd'hui encore en France. L'histoire des législations belge, allemande, anglaise est plus riche en dispositions de cette nature. En Angleterre, spécialement, le *Metropolitan management Act*, de 1883; le *Public Health Act*, de 1875; le *Housing and Working Classes Act*, de 1890, sont fort instructives à cet égard. Tout récemment, le *Strand Improvement Bill*, présenté en 1890 au Conseil du comté de Londres, proposait de frapper d'une taxe spéciale, dans un certain rayon des travaux exécutés, les propriétés acquérant, par l'élargissement du *Strand*, une plus-value considérable. Le projet fut repoussé, devant la violente opposition que sa discussion avait soulevée.

Si de l'ancien monde nous passons aux États-Unis, nous voyons que le système y est presque général. Des quarante-quatre états qui composent l'Union aujourd'hui, quarante ont établi les *special assessments*. Les constitutions de plusieurs d'entre eux reconnaissent le système. Telle la charte de Washington, dont je donne le texte anglais, plus expressif dans sa précision technique que ne le serait une traduction française. « The legislature may vest the corporate authorities of cities, towns and villages, with power to make local improvements by *special assessments or by special taxation of property benefited*. (Art. VII, sect. 9.) »

L'on peut donc dire que le *special assessment for benefit* est l'un des traits caractéristiques de la législation fiscale américaine.

Un mot du système d'établissements et de perception de la taxe dans ses lignes générales: s'il s'agit de simples améliorations apportées à la

voirie ou aux propriétés (pavage, établissement de trottoirs, éclairage, drainage, etc.), c'est au *Board of assessors*, composé de quatre personnes non intéressées dans les travaux et désignées par les *Commissioners of taxes and assessments* (à New-York) qui fait la répartition de la taxe. S'il s'agit au contraire de travaux considérables emportant expropriation (ouverture, élargissement de rues), l'autorité locale ne peut déterminer la contribution de chaque propriétaire que sous le contrôle de l'autorité judiciaire. La fixation de la cote jadis réglée lors de la confection du devis, l'est aujourd'hui après achèvement complet des travaux. L'on évite ainsi les remboursements (*rebates*) qui, par suite des rabais dans les prévisions lors de l'adjudication publique n'étaient que trop fréquents dans l'ancien système. Les villes américaines, dont on sait la rapide extension, ont trouvé dans ces *special assessments* une source de revenus très considérables. Chicago sur un budget s'élevant en recettes à 30 millions de dollars perçoit, en 1890, près de 7 millions en taxes de l'espèce. San-Francisco, 4 1/2 sur 5 millions. Buffalo, 2 1/2 sur 10 millions, soit un quart.

L'établissement de ces impôts n'a donné lieu en général à aucune opposition bien sérieuse dans les Etats qui les ont votés. Et les débats que leur application a pu soulever, plus pratiques que théoriques, ont porté plus sur le système de perception des taxes que sur la légitimité de leur principe. Celles-ci semblent d'ailleurs pleinement justifiées par les conditions d'existence et de développement des jeunes cités américaines trop différentes de celles de nos villes européennes, pour que les considérations de M. Rosewater soient bien concluantes à l'égard de ces dernières.

Certaine école a beaucoup vanté pour l'étude des faits sociaux, l'excellence de la méthode monographique. Sans qu'il s'explique sur ses attaches avec les adeptes de Le Play, M. Hourwich a voulu, semble-t-il, adopter leur système dans le volume qu'il présente aujourd'hui au public sur *The Economics of a Russian village*. Le but de l'auteur y a été d'exposer la situation économique du paysan russe, en circonscrivant son examen, pour lui donner le caractère de précision que pareils travaux comportent, aux districts de Dankoff et de Ravenburg, dans la Gubernia ou province de Ryazan (Russie centrale). La récente famine qui a si désolé le pays des tzars donne à l'étude de ce budget du paysan, un intérêt de vivante actualité.

Je ne crois pas que la longue introduction que donne M. Hourwich sur l'histoire de la propriété foncière en Russie, ajoute quelque chose aux travaux si complets qui depuis Aug. von Haxthausen et von Keussler, ont été publiés sur la question. Dans le plan de l'auteur, tel qu'il le développe lui-même, elle était bien certainement une digression inutile. Il y a plus de nouveauté dans le tableau de la vie économique des po-

pulations rurales de l'empire, que lui permettent de faire des renseignements puisés aux statistiques officielles elles-mêmes.

Les deux districts de Dankoff et de Ravenburg comptent une population de 232,323 habitants, répartis, en 36,126 familles, sur 653 villages. Le communisme agraire du mir y est la tenure des terres dominante. Quant à l'étendue des exploitations, elle est de 2 - 4 dessiatines (Ravenburg) et 2 - 7 (Dankoff), pour les anciens serfs des seigneurs ; de 4 - 8 (Ravenburg) et 4 - 6 (Dankoff), pour les ex-serfs de l'Etat. La différence de ces chiffres est due aux grandes réserves de terres lors de l'émancipation de 1861, qui ont été faites au profit des seigneurs ; un quart de leurs domaines leur a été attribué en toute propriété. Cette inégalité dans la répartition du sol a eu pour premier résultat de créer, parmi la population rurale, une sorte d'aristocratie paysanne, aristocratie toute relative d'ailleurs, comme on peut s'en assurer à la lecture de l'étude de M. Hourwich. Un second effet des réserves anciennes ainsi constituées, a été l'insuffisance absolue du lot attribué au serf affranchi. Dans l'impossibilité de trouver, dans la culture de sa terre, l'entretien de sa famille, il se voit obligé de laisser l'exploitation de sa parcelle à sa femme et à ses enfants, et d'aller s'engager, comme ouvrier agricole, sur quelque domaine seigneurial voisin. Dans certaines parties du district de Ravenburg pour une dessiatine qu'il travaille pour lui-même, le paysan en cultive cinq pour un propriétaire étranger. — Les quelques tableaux statistiques, donnés en appendice par l'auteur, démontrent à l'évidence la nécessité de cet exode trop général du petit paysan. La charge de l'impôt et de la taxe de rachat a ajouté encore à cette situation précaire. Dans le district de Ravenburg les rentes arriérées s'élèvent à 246,591 roubles sur 560,243, soit 40 0/0. Dans ce même district 9,6 0/0 seulement des anciens serfs acquittent régulièrement leur paiement des taxes. Dans un budget ordinaire d'une famille paysanne comprenant 7 personnes, sur ces chiffres de dépenses de 528,21 roubles, la nourriture figure pour 212,75, le vêtement pour 72,46, l'impôt pour 37,50 roubles, soit 150/0. Cette situation de la classe rurale a amené une transformation accentuée du paysan propriétaire, vivant des produits de sa terre, en travailleur agricole, louant à d'autres son travail et ses services. — Aussi le *prolétariat* rural prend-il en Russie une extension d'année en année plus considérable. — La généreuse réforme d'Alexandre II n'a donc pas produit les résultats heureux qu'on en attendait et l'on se sent bien près de conclure, dans la note pessimiste qui domine toute l'étude de M. Hourwich, que la condition du paysan émancipé est plus douloureusement malheureuse que celle du serf d'avant 1861. Inutile de pousser plus loin l'analyse de ce travail du Fellow de Columbia college de New-York. L'intérêt de pareilles recherches, presque exclusivement statistiques, ne peut passer dans la forme nécessairement concise d'un compte-rendu de revue.

HENRI BODDAERT.

BOLESŁAS LIMANOWSKI, *Histoire du socialisme au XIX^e siècle*.
Traduit du polonais en tchèque, par Anton Hajn et Aloys Hajn.
— Prague, 1 vol in-8, 1893.

L'auteur de cet ouvrage érudit, de forme distinguée et d'une grande élévation d'idées, est un émigrant polonais demeurant à Paris. À l'intérêt qu'inspire naturellement son livre, vient se joindre aujourd'hui un petit charme d'actualité, comme une vague odeur de martyr, qui ne messied pas à un ouvrage polonais. L'un des deux traducteurs, Anton Hajn, a été mis en prison, nous affirme-t-on, pour des manifestations tchèques lors des derniers troubles à Prague.

M. Limanowski commence par nous donner les biographies des principaux chefs socialistes en Europe, et à nous développer leurs systèmes avec une clarté et une impartialité dignes de tous éloges. Cependant il nous apprend que les théories de Karl Marx trouvèrent en Pologne un terrain tout particulièrement fertile et que son culte y devint du fanatisme. « Pareille à l'argument favori du moyen-âge, *Aristoteles dixit*, aujourd'hui encore, en Pologne, la parole de Marx est une autorité qui ne se discute pas. »

La dernière partie du volume, traitant le mouvement démocratique international, mériterait d'être appréciée plus longuement que nous ne pouvons le faire à cette place. M. Limanowski signale deux auteurs polonais, Rzewuski et Staszic, dont les œuvres se rencontrèrent dans une même pensée de sublime fraternité internationale. « Une république entourée de pays despotiques ne peut permettre à ses citoyens d'autres libertés, ni leur concéder d'autres propriétés que celles qui sont admises chez les despotes ses voisins. » Ainsi conclut Staszic, et Rzewuski s'exprime en termes à peu près semblables.

Il est à remarquer que tout le socialisme polonais dérive d'un sentiment très vif de la confraternité internationale. Lorsque l'auteur en vient à parler de la mission de la Pologne, il s'élève, soutenu par Mickiewicz, au langage du plus ardent patriotisme. « Autrefois la Pologne défendait l'Europe chrétienne contre l'invasion turque, maintenant elle lui offre en holocauste son indépendance. Le nom de la Pologne, dit Mickiewicz, évoque non seulement l'idée de droit et de liberté, mais encore l'idée de l'immolation aux droits et à la liberté générales. »

C'est par une énumération rapide et forcément un peu sèche des différents groupes socialistes et de leurs publications en Europe, Amérique et Australie, que se termine cet intéressant ouvrage.

Il serait à souhaiter qu'une traduction française le fit bientôt connaître au grand public que ces questions passionnent et qui, malgré ses sympathies tchèques, ne profitera que fort peu, nous le craignons, de la belle traduction de MM. Anton et Aloys Hajn.

VALENTIN KISÈR.

ALBERT PICHE, *De la place de la Sociologie dans les connaissances humaines*, Paris, 1893, brochure in-8.

Parmi les communications faites au Congrès de Pau (Association pour l'avancement des sciences) en 1892, les sociologues ont dû remarquer celle de M. Piche, président de la Société d'éducation populaire des Basses-Pyrénées, dans une des séances de la section d'économie politique. C'est, en effet, la seule section de cette association où il soit possible à la sociologie de se glisser; et, entre autres idées personnelles, c'en est une très juste de M. Piche de signaler cette énorme lacune, qu'il serait grand temps de combler. Quand cette société encyclopédique s'est fondée, peut-être était-il permis encore de regarder les économistes, ces sociologues partiels, comme les seuls représentants vraiment sérieux de la science sociale. Mais, après l'activité déployée dans ce domaine depuis 20 ans, rien de plus suranné que de persister ainsi dans cette figure de rhétorique scientifique qui consiste à prendre la partie pour le tout. Nous espérons donc qu'au prochain Congrès une section spéciale sera consacrée, comme de juste, à la sociologie. Quoiqu'il en soit, M. Piche, dans son intéressante conférence, a essayé de marquer à cette science qui lui est si chère, sa vraie place dans l'ensemble des connaissances humaines. Notre auteur aime les tableaux synoptiques et il y excelle. L'inconvénient de cette passion, c'est d'entraîner trop souvent à une terminologie bizarre; — bizarre par sa symétrie et sa régularité même, substituées à une véritable incohérence. Non sans raison, il critique l'emploi des terminaisons *logie*, *nomie*, *graphie*, *sophie*, etc., à tort et à travers, et propose de circonscrire chacune d'elles en des limites rationnelles. En un cercle ingénieux, aux nombreuses divisions formées par l'intersection de rayons qui figurent les diverses sciences, et de circonférences concentriques qui figurent les phases progressives traversées par chacune d'elles dans le cours de son développement (par exemple, *astrographie*, *astrologie*, *astroscopie*, *astronomie*, *astroso-phie*), il représente la totalité du savoir humain. Le *moi* du savant, foyer où les rayons convergent, est au centre. — Un autre tableau, carré celui-là, exprime toutes divisions et subdivisions, possibles ou réelles, de la sociologie normale et anormale, théorique et appliquée. Il appartenait à M. Piche plus qu'à personne d'accentuer cette dernière distinction. Collaborateur d'un généreux philanthrope, M. Tourasse, à qui il a survécu et dont il a continué l'œuvre, il n'a cessé de prouver son double dévouement aux idées et aux hommes, son culte égal de la vérité et de la charité. Il a peu écrit, mais, quand les Sociétés populaires plantées et arrosées par lui auront donné leurs fruits salutaires au pied des montagnes, on trouvera certainement qu'il a beaucoup produit.

G. TARDE.

A. HAMON, *De la définition du crime*. Paris, Masson, brochure in-8, 1893.

On fait des études de criminologie; cependant il n'y a pas une bonne définition du crime. M. Hamon passe en revue celles qu'on a proposées et il n'a pas de peine à montrer qu'elles ne sont point satisfaisantes. La raison en est simple: c'est que l'idée du Bien et du Mal, comme celle du Beau et du Laid, étant relative, variable et progressive, la notion de crime change nécessairement de pays à pays, de siècle à siècle et même d'homme à homme.

M. Hamon cherche, si je puis m'exprimer ainsi, une définition définitive. Et l'entreprise est méritoire: car comment fonder la science d'un ordre de phénomènes qu'on n'est pas encore arrivé à séparer nettement des autres? Il arrive ainsi à cette formule: *Le crime s'entend de tout acte qui lèse la liberté individuelle*.

Comme il appelle, comme il réclame la critique, je n'ai point scrupule à lui présenter quelques objections. Sa définition englobe, nous dit-il et cela est vrai, tous les actes ordinairement qualifiés de crimes. Mais, à force d'être large, ne risque-t-elle pas de l'être trop?

Sera donc *crime*, à ce compte, le fait d'emprisonner un fou dangereux, celui de blesser quelqu'un par mégarde! La chose paraît vraiment choquante. Je sais bien que M. Hamon entend mettre tout à fait de côté la question de savoir si ce qu'il appelle *crime* mérite approbation ou désapprobation, engage ou non la responsabilité de l'auteur. Mais quoi! Même en admettant que le criminel soit irresponsable, est-il possible de vider le mot *crime* du sens traditionnel et fâcheux qu'un usage tant de fois séculaire lui a incorporé? Ne créerait-on pas, en lui donnant une acception inusitée, une source de périlleuses équivoques?

Si l'on veut classer et étudier scientifiquement tous les actes qui nuisent à un autre être animé (plante, animal ou homme), peut-être serait-il sage de renoncer au mot *crime*. Peut-être la criminologie devrait-elle prendre un autre nom, s'appeler par exemple *pathologie sociale*.

Il faut en tout cas savoir gré à M. Hamon d'avoir posé hardiment et en termes précis un problème intéressant. La discussion est ouverte.

GEORGES RENARD.

EM. CAUDERLIER, *L'Alcoolisme en Belgique*. — Bruxelles, Lebègue, 1893, 1 vol. in-8°.

L'auteur, qui est secrétaire général de la Ligue patriotique contre l'alcoolisme, et qui a déjà publié plusieurs écrits sur la matière (1), n'a

(1) Le monopole de l'alcool en Belgique. — Les boissons alcooliques et leurs effets sociaux.

pas craint d'envisager le difficile problème de la lutte contre l'alcoolisme sous ses différents aspects. Son ouvrage est divisé en trois parties : dans la première (p. 7 à 60), il étudie le mal et montre les déplorables conséquences physiologiques, économiques et sociales de l'alcoolisme : il nous fait toucher du doigt un vice nouveau des sociétés modernes, sur lequel il donne des détails dans une annexe (p. 145 à 163) : ce vice nouveau c'est la barbarie alcoolique, qui nous frappe peu, hélas ! tant nous en voyons des exemples fréquents. La seconde partie, trop courte au gré du lecteur, indique brièvement les causes de l'alcoolisme (p. 71 à 78). La troisième, qui est la plus longue (p. 79 à 145), est peut-être aussi la plus intéressante. M. Cauderlier, qui connaît toute l'étendue du mal et qui la déplore, ne se résigne pas à la constater, il veut faire mieux, il veut trouver un moyen efficace de combattre l'alcoolisme. Et ce moyen il le cherche dans une étude approfondie de législation comparée : il passe successivement en revue le système répressif de la France, le système anglo-russe, le système du Maine, la législation norvégienne et enfin le monopole suisse. Cet exposé terminé, M. Cauderlier indique le remède qu'il désire voir appliquer en Belgique et il se résume ainsi : « La lutte contre l'alcoolisme, c'est en somme la solution la plus facile à atteindre et la moins discutable de la question sociale. C'est pourquoi nous n'avons pas hésité, devant la grandeur du but, à prôner ce remède héroïque : le monopole ». Qu'on nous permette d'ajouter encore un mot : bien qu'écrit, semble-t-il, seulement pour la Belgique, ce livre peut être lu et avec grand profit dans les autres pays : les législateurs y trouveraient des inspirations et des renseignements précieux.

MAURICE TRAVERS.

ARTHUR RAFFALOVICH, *Le Marché financier en 1892*. — Paris, Guillaumin, 1893, 1 vol. in-8°.

Le but de cet ouvrage est de nous renseigner sur la situation financière de l'Europe et des Etats-Unis d'Amérique en 1892. Les faits y sont notés par un économiste éminent : c'est tout dire ; cependant on aimerait assez à les voir accompagnés de quelques réflexions personnelles. Le document froid et neutre a ses avantages ; mais est-il possible de présenter des faits d'une manière rigoureusement objective ? Si l'opinion du statisticien doit percer, ne serait-il pas préférable pour l'édification du lecteur qu'elle fût exprimée franchement ? Néanmoins, de ces faits, à notre avis trop peu commentés, quelques indications générales se dégagent singulièrement instructives.

M. A. R. est pessimiste, et le plus triste c'est qu'il paraît bien avoir raison. De quelque côté que l'on se tourne, l'horizon est noir. En France, en 1892, nous avons à déplorer au point de vue financier l'agitation ouvrière, les tarifs de M. Méline, un budget bâclé et la dangereuse organi-

sation de nos caisses d'épargne : qu'y a-t-il de changé en 1893 ? Malgré tout, grâce à M. Rouvier et aux achats de la Caisse des dépôts et consignations, la rente monte au pair (doit-on s'en réjouir ?) et la France supporte tant bien que mal le régime de la paix armée. L'Angleterre, qui a moins de charges, endure sans trop fléchir la liquidation Baring, la baisse de l'argent fin et les grèves. L'Allemagne, elle, n'a pas l'avantage d'être une île : ses armements lui valent une belle et bonne crise ; qui l'en plaindra ? et le flot socialiste monte, vengeur, à mesure que croît la misère allemande. Les *Etats-Unis* pourraient narguer l'Europe, n'était qu'ils sont trop riches, et qu'ils ont lieu de s'inquiéter de leur énorme surproduction d'argent. Ils commencent déjà à être un vieux pays. La *Russie* au contraire a toute la vitalité de la jeunesse ; c'est à peine si elle se souvient de sa mauvaise récolte de 1891. Elle doit à M. de Witte une très sage administration financière, et elle va affronter la gigantesque entreprise du chemin de fer transsibérien. Les autres pays offrent moins d'intérêt. L'Italie est plus pauvre que jamais, plus pauvre que l'Allemagne, et la crise des banques d'émission ajoute chez elle le scandale à la misère. Quant à l'Autriche-Hongrie, elle est en pleine réforme monétaire ; elle pourra la mener à bien, si toutefois Dieu et l'empereur d'Allemagne lui laissent la paix, car son budget ne s'équilibre que grâce à une parcimonie extrême.

Pour compléter ces renseignements spéciaux à chaque pays, M. A. R. termine par une étude substantielle sur la situation monétaire actuelle, situation que rend critique la surproduction de l'argent. Il donne un compte-rendu fort intéressant de la conférence monétaire de Bruxelles de 1892. Enfin il empiète un peu sur 1893 par une appréciation du projet d'impôt sur les opérations de Bourse, où il est montré qu'une fois de plus notre Chambre des députés s'est jetée les yeux fermés dans un guêpier. Elle s'est bien gardée d'ailleurs de résoudre la question épineuse des rapports de la coulisse et des agents de change. Elle y a vu pour sa compétence un vrai casse-tête. Chacun est juge de ses propres forces.

Nous avions donc raison de dire plus haut que M. A. R. était très pessimiste. C'est qu'en effet la vieille Europe est enfermée dans un cercle vicieux bien terrible. Elle fait des dépenses considérables en armements pendant que ses masses ouvrières s'agitent et crient la faim. Des peuples qui ne songent qu'à préparer la guerre sont en mauvaise fortune pour travailler à leur prospérité intérieure. Les difficultés de la situation monétaire ne sont que secondaires auprès de ce double mal.

Nous ne pouvons terminer cette brève analyse sans dire un mot de la remarquable préface dans laquelle, traitant du rôle de la spéculation, M. A. R. apprécie la moralité des phénomènes financiers. La spéculation, c'est le commerce, c'est tout effort ayant pour but le lucre. Et ce n'est pas trop l'exalter que de dire qu'elle fait vivre les sociétés humaines, qu'elle assure la satisfaction de tous leurs biens : « Pourtant,

dit M. A. R. lui-même, il ne faut pas méconnaître les abus et les excès auxquels elle donne lieu. » Elle peut facilement devenir agiotage, accaparement et escroquerie. Si peu d'avis que l'on soit d'augmenter les attributions de l'Etat, il n'est guère possible d'approuver une réglementation qui laisse des fortunes colossales faire boule de neige aux dépens de qui ? Il y a des gens qui n'ont rien : ne serait-ce pas un peu parce qu'il y en a qui ont trop ? M. A. R., comme tout économiste qui se respecte, voue un culte à la liberté : encore ne faut-il pas que la liberté des uns soit l'oppression des autres.

R. HÉRY.

..

GEORGES RENARD, *Un exilé*. Paris, Ollendorff, 1 vol. in-12 de 300 pages, 1893.

Lorsqu'un roman pose, avec autant de talent, les problèmes sociaux, on ne saurait s'étonner de voir une Revue comme celle-ci le signaler. « *Un Exilé* » est d'ailleurs moins une œuvre d'imagination qu'une œuvre documentaire. Son héros n'est pas une abstraction, il est le type, idéalisé sans doute, de ces jeunes socialistes, instruits et enthousiastes, de ces « prolétaires de la pensée » d'une ardeur réformatrice si noble et si folle à la fois, dont nous connaissons tous quelque exemple. Messant, à vingt-cinq ans, a une brillante carrière ouverte devant lui ; il l'abandonne pour prendre part (fort peu d'ailleurs) au mouvement de la Commune, en laquelle il a cru voir l'avènement d'un ordre social plus juste. Proscrit, il se réfugie en Suisse, se fait maître de collège pour vivre, tombe amoureux d'une jeune fille que les idées religieuses de sa famille séparent de lui. Amnistié, il revient en France, voit presque toutes les portes se fermer devant l'ancien communard, parvient enfin, à force d'énergie et de talents, à percer dans le journalisme, et tombe brusquement, en plein succès, dans un duel absurde et tragique que ses scrupules ont provoqué. Ce livre ne s'analyse pas ; il faut le lire tout entier. On voudrait en citer des pages ; mais toutes mériteraient d'être citées. L'analyse et l'opposition de la société suisse et de la société parisienne sont vraiment remarquables. Les pages qui retracent l'histoire de la passion de Messant ont une vie et une vérité d'impression qui émeuvent. Mais, par dessus tout, c'est l'idée sociale répandue dans ce livre qui en fait le profond attrait. La société est mal faite : elle opprime la pensée sous la tyrannie des conventions, le cœur sous l'absurdité des préjugés de caste ; elle juge l'individu, non d'après ses qualités et ses défauts, mais d'après sa naissance, sa fortune, sa situation ; elle force ses membres à un combat incessant, où les moins scrupuleux peuvent seuls triompher. Aussi les esprits les plus droits et les âmes les plus généreuses n'ont-elles qu'un désir : la déconstruire pour la refaire. — Tout cela est exprimé dans ce livre avec une chaleur entraînante, qui fait oublier pendant qu'on le lit

ce qu'il y a d'exagéré, ou au moins d'« unilatéral » dans la thèse. Le héros en est à un si haut point sympathique, qu'on ne songe même plus à discuter avec lui. Ce qui, examiné par la raison, n'appelle que des réformes, semble nécessiter, quand on le voit à l'œuvre, des révolutions. Et certes, pour concevoir un pareil héros, pour lui donner une telle vie et une telle noblesse jusque dans ses pires erreurs, il ne faut pas être un esprit banal. L'auteur a mis ici plus que son talent, il y a mis une partie de son âme, et c'est de là que vient l'étrange séduction de son œuvre. — Mais son Messant est plus grand que nature ; c'est un portrait, nous l'avons dit, fort idéalisé. Il est vraiment trop en dehors des conditions communes de l'humanité. M. Renard l'a bien compris, puisqu'il fait brusquement mourir Messant en plein succès. Toute sa vie aura été une longue souffrance, à peine soutenue par la foi dans un avenir plus équitable et meilleur. Son seul jour de vrai bonheur demeurera sans lendemain. — Le socialisme ne serait-il donc, de l'aveu d'un de ses plus éloquents interprètes, qu'une révolte en somme impuissante contre un état de choses qui ne peut cesser d'être qu'un moment ?

RENÉ WORMS.

REVUE DES PÉRIODIQUES

Littérature et Science. — Directeur, C. Dobrogeano-Gherea.

« *Littérature et science* », c'est le titre d'une revue, récemment parue à Bucarest et qui nous a été transmise par l'amabilité de son Directeur, M. C. Dobrogeano-Gherea. Conséquents au programme de notre Revue, nous avons cru nécessaire de donner un compte-rendu sur le contenu de cette publication, d'autant plus que son apparition peut être considérée comme le signe d'un fait sociologique, dans le mouvement culturel qui commence à se produire dans la jeune Roumanie.

Bien que la Direction n'ait pas trouvé indispensable de donner quelque détail sur le programme et les conditions de publicité que s'impose la Revue, toutefois, par la manière dont elle se présente, nous pouvons déduire que le volume, que nous avons sous nos yeux, n'est que le commencement d'une publication, dans laquelle M. Gherea se propose de rassembler les travaux de quelques jeunes gens doués d'autant de talent en littérature, que de sérieuses connaissances scientifiques. Nous disons que l'initiative de M. Gherea, louable à tous les points de vue, peut être envisagée comme un fait d'importance sociale en Roumanie. Justifions-nous en peu de mots, comme il convient au cadre d'un compte-rendu.

Dans le milieu de l'océan slavo-germanique, qui occupe le centre et l'orient de l'Europe, les Roumains n'ont pu se constituer en état indépendant — et ce n'est encore qu'en partie — que dans le dernier demi-siècle, depuis que la grande idée des nationalités a commencé à gagner les esprits politiques des Etats européens civilisés. Dans un si court intervalle, on comprend que toute l'énergie, toutes les forces vitales de la nation ont dû se diriger vers l'organisation, vers la constitution politique. Pourtant elle n'a pas moins compris que sa principale destinée, sa raison même d'exister dans l'Orient du Continent, c'est de former un centre de culture, qui lui assure la barre de résistance et de soutien, contre les attaques envahissantes des peuples puissants qui l'entourent. Il est indubitable que dans une période de formation, on ne peut pas établir ce qu'on appelle un mouvement scientifique propre et réel. Pour provoquer et maintenir un courant de culture scientifique dans un pays, il faut trois principaux éléments: 1° un corps compact et organisé, composé d'hommes muni des connaissances solides, d'un esprit critique et d'une tendance d'activité de pur intérêt scientifique; 2° un public doté d'une puissante dose d'intelligence et d'un goût développé et incliné vers la culture; et 3° des éléments, moyens et matériaux, de production scientifique, écoles, laboratoires, observatoires, etc. On ne peut acquérir ces facteurs que d'une façon graduelle et évolutive, car les produire autrement, les engendrer subitement, c'est greffer un pays avec des éléments artificiels et éphémères, qui deviendront plus nuisibles que favorables au progrès de cette nation. Du reste, l'activité de ceux qui se sont trouvés à la tête de la régénération de la Roumanie, étant forcément déterminée dans une autre direction, on ne pouvait guère songer à établir un mouvement scientifique. Voilà pourquoi la Roumanie même aujourd'hui ne jouit pas d'un courant scientifique, vers lequel néanmoins convergent tous les efforts faits dans les dernières années.

Ce n'est pas ainsi qu'il est advenu du mouvement littéraire. Comme dit M. Gherea dans son premier article, « la parole sainte et inspirée de la poésie, est le moyen le plus favorable pour manifester et pour communiquer les émotions parmi les hommes ». Une saine et désintéressée littérature n'exclut pas le mouvement politique dirigé par un idéal social pur; au contraire c'est un puissant élément de propagande et de réveil. Les jeunes Roumains, qui ont formé la génération régénératrice de 1848 et qui avaient moulé leur éducation dans les écoles de l'étranger, précisément en France et en Allemagne, ont bien compris l'avantage qu'ils peuvent tirer du développement du goût littéraire dans le peuple, pour la réussite de leur but. C'est pourquoi la consolidation politique de l'Etat roumain a été accompagnée d'un étendu courant littéraire; spécialement on a cherché à désensevelir les monuments de la littérature populaire, on a tendu, d'une manière même exagérée, à prouver la latinité de la langue roumaine et on s'est efforcé de répandre les œuvres

artistiques étrangères, en les traduisant et en les portant à la connaissance du public roumain. Mais bientôt ce commencement d'activité a failli déchoir, vaincu par les conséquences de la vie politique, qui offrait en même temps et plus que l'autre occupation, les attractions de la vanité et des intérêts économiques. . D'autre part la société *Junimea* (jeunesse) qui s'était fondée à Jassy et qui était composée en majorité des étudiants élevés en Allemagne, sous l'influence des théories métaphysiques de Schopenhauer et de Kant, développe la première l'esprit critique et porte le coup de grâce au vieux courant littéraire en décadence. Mais cette nouvelle école n'a pas réussi à parer des attaques venues de la part du même ennemi redoutable : la politique. Composée d'esprits intelligents et de talents préparés et mûris, la pléiade de la « *Junimea* » ne pouvait pas rester indifférente à l'évolution sociale que subissait l'Etat roumain. Engrené dans les fluctuations politiques, souvent vives et acerbes, le courant littéraire, à peine formé, avait à en souffrir, parce que la plus grande partie de l'activité de ses facteurs était soustraite, dérobée.

La période de délabrement, dans laquelle le mouvement soutenu naguère par la *Junimea* fut introduit, engendra une autre école, un autre courant, puisé cette fois-ci dans la couche sociale, que M. Gherea appelle « le prolétariat intellectuel », c'est-à-dire dans la classe qui gagne son existence par son propre travail, dirigé — sans différent de celle des prolétaires manuels — vers la science ou l'art. Ce courant s'est manifesté sous un caractère franchement socialiste. Dans une revue mensuelle « *Contemporanul* » parue à Jassy sous la direction d'un groupe de jeunes gens socialistes, on a commencé une campagne infatigable contre tout ce qu'il y avait d'artificiel et d'ignorant, parmi ceux qui avaient la prétention de conduire l'activité littéraire et scientifique, en dévoilant sans pitié tous les plagiats et toutes les incohérences qui se trouvaient abondamment dans les œuvres soi-disant scientifiques ou didactiques. La production de ce nouveau courant a eu pour effet de stimuler, de donner une impulsion de renforcement à l'autre école, représentée par la revue *Convorbiri literare* (conversations littéraires). Depuis quelques temps, des éléments jeunes, sortis de l'Université, instruits et élevés sous la direction de M. Maioresco, professeur de philosophie à la faculté de lettres de Bucarest, vinrent grossir le contingent du groupe, réuni autour de cette revue, et continuer l'œuvre de leurs prédécesseurs.

Nous assistons donc aujourd'hui en Roumanie, à un combat d'un caractère scientifique et littéraire, entre deux écoles : 1° la vieille école, fondée par la société *Junimea* et dernièrement renforcée par le produit de la faculté des lettres de Bucarest ; école dans laquelle domine généralement l'esprit de la philosophie allemande et de la logique anglaises ; 2° l'école nouvelle, surgie des éléments socialistes et alimentée aujourd'hui par le « prolétariat intellectuel » de la société roumaine.

En considérant d'une manière objective l'émulation, la lutte survenue entre les deux écoles, toutes les deux dotées de qualités éminentes et d'un désir de travail inassouvi, nous ne savons pas si l'on peut affirmer avec M. Gherea, que cette nouvelle phase dans laquelle l'activité intellectuelle est entrée, ne présente pas l'évolution du progrès scientifique et littéraire réalisé ou en train d'être réalisé en Roumanie.

En de pareilles conditions, l'œuvre parue sous la direction de M. Gherea est d'une véritable importance. Comme organe du courant qu'elle veut soutenir, la revue « Littérature et science » sera chaleureusement accueillie par la classe, « qui aiguillonera et renforcera le futur mouvement, qui formera l'atmosphère d'enthousiasme auprès des manifestations artistiques ». Dans ce premier volume, la Revue contient un recueil et un assortiment d'études se rapportant à des questions très intéressantes, tant au point de vue de l'art qu'à celui des découvertes réalisées sur le terrain scientifique.

Nous avons remarqué, parmi les articles de ce dernier caractère, deux qui intéressent de plus près la sociologie. Sous le titre, « Où allons-nous », Mme Sophie Nadejde essaie en quelques pages « d'esquisser l'histoire sociale et économique de la femme, dans le passé, présentement et dans l'avenir. » Partant du fait que la production est le mobile principal du progrès humain et s'appuyant sur les dernières recherches sociologiques de Morgan et Lafargue, l'auteur établit que les commencements des groupements sociaux sont caractérisés par la suprématie de la femme. Servant comme principal facteur de production, — car les hommes de ce temps ne s'occupaient que de la chasse et de la pêche; — d'autre part, étant physiologiquement destinée à perpétuer l'espèce et à soigner les enfants, la femme a pu obtenir la suprématie et grouper la famille autour d'elle. C'est la période du matriarcat, dont nous parlent Hérodote, Dénis, Cassius et Polybe et dont on trouve les vestiges dans les mœurs des anciens Germains et aujourd'hui chez quelques tribus de l'Afrique et de l'Océanie. Mais une fois que la masse des hommes se différencie et que les groupements sociaux prennent une certaine consistance, la lutte qui jusqu'ici était dirigée contre les animaux, se passe parmi les hommes, entre un clan et un autre. Les guerres civiles entraînent l'institution des esclaves. Ceux-ci remplacent les femmes dans la production; par conséquent, le sexe féminin perdant de son rôle économique, perd aussi de son importance et déchoit de son pouvoir. Il tombe dans le rang des esclaves et le règne du patriarcat s'établit en toute sa force. Cette modification dans le sein de la société a été si profonde, elle s'est maintenue avec tant de vigueur, que plus tard ce semblait une chose très naturelle, que le sexe « faible » soit subordonné au sexe viril, et que même la religion chrétienne (mais pas du Christ) y a consenti et a justifié cette prépondérance d'un sexe sur l'autre. Au com-

mencement de ce siècle, les découvertes scientifiques et spécialement celle de la force de la vapeur, ont changé radicalement la forme de production et permis la restauration des femmes. C'est le signe marquant de l'évolution vers l'émancipation; car, s'il est prouvé que la classe qui tient en sa main les moyens de production — actuellement les capitalistes — est celle qui dispose de la force et domine la société, demain, lorsque tout ce qui est désigné sous le titre d'« homme » sera appelé à servir comme élément, comme facteur industriel, le pouvoir social sera réparti entre tous et il ne s'agira plus ni de « gouvernants » ni de « gouvernés ».

On ne peut contester aujourd'hui que la théorie de l'hérédité présente non seulement un intérêt théorique, mais encore une importance pratique au point de vue sociologique. La connaissance de cette théorie ne peut donc être indifférente au public roumain, à qui M. le docteur A. Urechia se propose de montrer les caractères et le rôle de l'« hérédité physiologique et psychologique ». En établissant que l'homme, du commencement jusqu'à la fin de sa vie, est le produit de deux facteurs, l'hérédité et le milieu, l'auteur étudie successivement le caractère et la manière d'agir spéciale et réciproque de chacun de ces deux facteurs. Appuyé sur les conquêtes antérieures faites sur ce terrain par Darwin, Haeckel, Maudsley, Ribot, Lanessan, etc., M. le Dr Urechia démontre l'existence de l'influence exercée par la loi de l'hérédité physiologique, dans la propagation de l'espèce, de la race — sur lesquelles il n'existe point de doute — et aussi des individus, illustrant ses assertions de nombreux exemples puisés dans les auteurs précités, avec beaucoup de verve, mais souvent usant de trop d'esprit, ce qui ne trouve pas toujours sa place dans un ouvrage scientifique. Il discute ensuite les objections soulevées contre la théorie de l'hérédité et prouve qu'elles ne peuvent presque en rien porter atteinte à la loi héréditaire, en tant que les phénomènes en question s'expliquent scientifiquement, par l'influence que le milieu exerce, ou même fournissent de nouveaux exemples à l'aide de la théorie combattue. L'influence du milieu sur l'organisme animal est soutenue par d'autres preuves irréfutables et, après avoir montré que c'est un puissant ennemi à la fixité des caractères héréditaires, l'auteur déduit ensuite, que l'hérédité non seulement se soumet à l'action du milieu, mais qu'elle propage de génération en génération les modifications empreintes. Il faut remarquer cependant qu'on n'a pas suffisamment insisté sur l'action réciproque que le caractère transmis à l'homme par l'hérédité, exerce sur le milieu, action incontestable, et qui, pour compléter l'étude, ne saurait être négligée. Un autre oubli plus grave est commis par M. Urechia. C'est qu'il a tout-à-fait omis de parler de la cause de l'hérédité en général. Tout en reconnaissant que cette question est vivement discutée parmi les savants, il eût été utile d'accentuer un peu sur les diverses hypothèses émises, comme par exemple celle de la « pan-

genèse » de Darwin, celle de Weissman qui explique l'hérédité par la « continuité du plasma germinatif », par la « polarigénèse » de Spencer ou enfin celles de Haeckel ou de Galton.

Dans la deuxième partie de l'étude de M. le Dr Urechia, il s'agit de l'hérédité psychologique, qui est considérée, d'après M. Ribot, comme la conséquence nécessaire de l'hérédité physiologique. L'auteur prouve son existence, sa manière d'agir par de nouveaux exemples, et termine en faisant apparaître l'influence déterminante et heureuse que l'éducation peut avoir sur le fonds intellectuel hérité de génération en génération et en concluant que ce n'est que la force motrice de l'éducation unie à la force conservatrice de l'hérédité qui peut assurer le progrès social réel de l'humanité.

L. COLESCO.

OUVRAGES RÉCENTS

DÉPOSÉS AU BUREAU DE LA REVUE

Annuario statistico per 1892 (Rome, Bertero, in-4°). — *G. Danville*, d'une Théorie du crime (Bruxelles, Hayez, brochure). — *The rights of natural children* (Londres, broch.). — *W. Donisthorpe*, Love and Law (Londres, broch.). — *Magelhaes Lima*, la Fédération ibérique (Paris et Lisbonne, in-8). — *Julius Lehr*, Grundlagen der Volkswirtschaft (Leipzig, Hirschfeld, in-8). — Bulletin de l'Institut International de Statistique, 1^{er} fasc. de 1893 (in-4°). — *Emile Worms*, essai de législation financière: le Budget de la France dans le passé et le présent; 2^e édition (P., Giard et Brière, in-8). — *Foucaudière*, le Socialisme, ses principes de justice: un système (P., Savine, broch.). — *Charles Gide*, principes d'économie politique, 4^e éd. (P., Larose, in-12). — *E. Teisseire*, la transportation pénale et la relégation (P. Larose, in-8). — *Benoît-Lévy*, le Crédit agricole (P., broch.). — *E. Vandervelde*, enquête sur les associations professionnelles d'ouvriers et d'artisans (Bruxelles, 2 vol. in-8). — *E. Vandervelde et Jean Massart*, parasitisme organique et parasitisme social (P., Carré, broch.). — *Francesco S. Nitti*, la popolazione e il sistema sociale (Turin, Roux, in-8). — *H. Doniol*, notes sur le passé contemporain (P., broch.). — *Albert Schaeffle*, deutsche kern und zeitfragen (Berlin, in-8). — *M. Kovalevsky*, coutume moderne et droit ancien : droit coutumier ossétien (P., Larose, in-8°).

TABLE DES MATIÈRES

Parues dans le premier volume (1893).

Articles

	Pages
LA REVUE. — Notre programme.	1
BABEAU (Albert). — Une grève sous la Régence	16
BERTILLON (Jacques). — La natalité en France et les moyens à employer pour la relever.	24
✓ CHEYSSON (Emile). — La lutte des classes.	473
DUGUIT (Léon). — Un séminaire de sociologie	201
FAURE (Fernand). — La sociologie dans les facultés de droit en France.	113
GIDE (Charles). — L'idée de solidarité, en tant que program. économique.	385
✓ GOLBERG (Mécislas). — Le hasard et la religion.	401
GUMFLOWICZ (Louis). — Les anciennes populations de la Hongrie.	209
KOVALEVSKY (Maxime). — Famille patriarcale au Caucase	297
✓ LAPOUGE (Georges de) — Le darwinisme dans la science sociale	414
LEMOINE (Jean) — L'Irlande qu'on ne voit pas : I. les Fénians aux Etats- Unis	122
LUBBOCK (John) — Le rôle social de l'instruction populaire.	148
MAROUSSEM (Pierre du). — Tiers-Etat commercial et grands magasins	46
MEILLET (Antoine). — Les lois du langage : I, les lois phonétiques	311
NOVICOW (Jacques). — L'insignifiance de la force brutale	
RAFFALOVICH (Arthur) — La discussion de la doctrine et du programme socialistes au Reichstag allemand	326
SOLLIER (Paul). — La médecine sociale	506
TARDE (Gabriel). — Les monades et la science sociale	157 et 231
TRAVERS (Maurice). — L'échelle mobile des salaires en Angleterre	246
WEILL (Georges). — Le socialisme de Saint-Simon	516
WORMS (René). — La sociologie.	3
WORMS (René). — Sur la définition de la sociologie	173
WORMS (René). — Essai de classification des sciences sociales.	437

Notes

L'enseignement de l'économie politique, de la statistique et de la socio- logie aux Etats-Unis (FERNAND FAURE)	268
L'enseignement des sciences sociales et politiques en Belgique (HENRI BODDAERT)	541
L'Institut International de Sociologie : fondation, statuts, bureau	448
Un précurseur du socialisme : Pechméja (ANDRÉ LICHTENBERGER).	355

Chronique du mouvement social

	Pages
Allemagne (Maurice DUFOURMANTELLE)	83
Autriche (Maurice DUFOURMANTELLE)	89
Belgique (Oscar PYFFERGEN)	178
Etats-Unis (John M. VINCENT)	526
France (Maurice DUFOURMANTELLE)	65
Italie (Maurice DUFOURMANTELLE)	90
Portugal (J.-J. TAVARES DE MEDEIROS)	333
Roumanie (C.-D. ANGHEL)	449
Suisse (Georges RENARD et Virgile ROSSEL)	266

Ouvrages analysés

Almanach de la coopération française	195
AUERBACH. — Le plateau lorrain	366
Annuaire statistique de la ville de Paris pour 1890.	467
BERNARD-LAVERGNE. — L'évolution sociale	368
BERTRAND. — Leçon d'ouverture d'un cours de sociologie	189
BOSCO. — Lo studio delle delinquenza e la classificazione dei reati.	378
BOUCHÉ. — Etude sur l'adultère.	293
BRICE. — Le droit d'association et l'Etat	372
CAUDERLIER. — L'alcoolisme en Belgique.	548
CHAMBRUN (de). — Aux montagnes d'Auvergne : mes conclusions socio- logiques.	292
CHEYSSON. — Institutions patronales	192
DOUGLAS. — Financial history of Massachusetts.	541
DURKHEIM. — De la division du travail social	359
DUTHOIT. — L'enseignement du droit et des sciences politiques en Al- lemagne.	196
FERRI. — La sociologie criminelle	289
GIACOBONE. — Li diritti della donna sedotta.	365
GREEF (de). — Les lois sociologiques.	462
GRILLON. — Le chèque barré.	376
GUMFLOWICZ. — Die sociologische Staatsidee	104
GUMFLOWICZ. — La lutte des races	189
HAMON. — Définition du crime	548
HOEWICH. — Economics of the russian village.	543
IVANOUËL. — De la vie simple.	377
JAY. — Etudes sur la question ouvrière en Suisse.	286
JOLY. — Le socialisme chrétien	194
LIMANOVSKI. — Le socialisme au XIX ^e siècle.	546
MALON. — Précis de socialisme	193
MARTINET. — Le socialisme en Danemark	466

	Pages.
NOVICOW. — Les luttes entre les sociétés.	189
PICHE. — Place de la sociologie dans les connaissances humaines.	547
Quatrième congrès des banques populaires françaises	370
RAFFALOVICH. — Le marché financier en 1892.	549
RICHE. — China and christianity	281
RIPLEY. — Financial history of Virginia.	541
ROSEWATER. — Special assessments; a study in municipal finances	542
ROSTAND. — L'action sociale par l'initiative privée	373
SAY (Léon). — Richard Cobden	196
SPENCER. — Justice	93
Statistics of the States of New-York, Indiana, Maine.	361
TARDE. — Les transformations du droit	101
TAVARES DE MEDEIROS. — Anthropologia y derecho.	464
WILLCOX. — The divorce problem.	363

Périodiques analysés.

	Pages.
Annali di statistica	380
Archives d'anthropologie criminelle	198, 295
Archivio giuridico.	198, 295, 380
Blätter für soziale Praxis.	199
Emancipation (L')	198
Litteratura si Stinta	552
Monde économique (Le)	295
Nuova scienza penale (La).	198, 295, 380
Paix par le droit (La)	199
Political science Quarterly.	469
Revista internazionale di scienze sociali	198, 295, 380
Revue d'économie politique	197, 294
Revue de métaphysique et de morale.	199, 295
Revue des Deux-Mondes	197
Revue mensuelle de l'école d'anthropologie.	198, 295
Revue philosophique.	198, 295
Revue sociale et politique.	198
Revue socialiste	197, 294
Rewiew of Rewiews.	471
Scienza del diritto privato (La)	296, 379
Scuola positiva nella giurisprudenza penale (La).	380
Zeitschrift für gesammte Staatswissenschaft.	198
Zeitschrift für Litteratur und Geschichte der Staatswissenschaften.	198, 295

Le Propriétaire-Gérant : E. BRIÈRE.

Beaugency. — Imp. J. Laffray.

To avoid fine, this book should be returned on
or before the date last stamped below

20M-6-48

--	--	--



3 6105 011 798 837

STANFORD UNIVERSITY LIBRARIES
STANFORD AUXILIARY LIBRARY
STANFORD, CALIFORNIA 94305-6004
(650) 723-9201
salcirc@sulmail.stanford.edu
All books are subject to recall.
DATE DUE

